

THESE DE DOCTORAT DE L'UNIVERSITE RENNES 2

ECOLE DOCTORALE N° 645
Espaces, Sociétés, Civilisations
Spécialité : *Histoire*

Par
Vania VAZ

**Les différentes trajectoires des migrants dans la colonisation de
l'Amazonie brésilienne de la seconde moitié du 20^e siècle : le rôle
des politiques publiques**

Thèse présentée et soutenue à Rennes, le 4 avril 2023

Unité de recherche : CRéAAH UMR 6566 / CIRAD- GREEN

Rapporteurs avant soutenance :

Laura DUARTE
Hervé THÉRY

Professeur de Sociologie, Université de Brasilia
Directeur de recherche émérite en Géographie, CNRS
Professeur, Université de São Paulo

Composition du Jury :

Laura DUARTE
Hervé THÉRY

Professeur de Sociologie, Université de Brasilia
Directeur de recherche émérite en Géographie, CNRS
Professeur, Université de São Paulo

Luc CAPDEVILA
Martine GUIBERT
Nicolas RICHARD

Professeur en Histoire contemporaine, Université Rennes 2
Professeure en Géographie, Université Toulouse 2
Chargé de recherche HDR en Anthropologie et Histoire, CNRS

Directrice de thèse :

Annie ANTOINE

Professeure émérite, Histoire moderne, Université Rennes 2,
CRéAAH UMR 6566

Codirection:

Jean-François TOURRAND

Docteur d'Etat en Sciences CIRAD - Green / MAAF



THESE DE DOCTORAT DE L'UNIVERSITE RENNES 2

ECOLE DOCTORALE N° 645
Espaces, Sociétés, Civilisations
Spécialité : *Histoire*

Par

Vania VAZ

Les différentes trajectoires des migrants dans la colonisation de l'Amazonie brésilienne de la seconde moitié du 20^e siècle : le rôle des politiques publiques

Thèse présentée et soutenue à Rennes, le 4 avril 2023

Unité de recherche : CRéAAH UMR 6566 / CIRAD- GREEN

Rapporteurs avant soutenance :

Laura DUARTE
Hervé THÉRY

Professeur de Sociologie, Université de Brasilia
Directeur de recherche émérite en Géographie, CNRS
Professeur, Université de São Paulo

Composition du Jury :

Laura DUARTE
Hervé THÉRY

Professeur de Sociologie, Université de Brasilia
Directeur de recherche émérite en Géographie, CNRS
Professeur, Université de São Paulo

Luc CAPDEVILA
Martine GUIBERT
Nicolas RICHARD

Professeur en Histoire contemporaine, Université Rennes 2
Professeure en Géographie, Université Toulouse 2
Chargé de recherche HDR en Anthropologie et Histoire, CNRS

Directrice de thèse :

Annie ANTOINE

Professeure émérite, Histoire moderne, Université Rennes 2,
CRéAAH UMR 6566

Codirection:

Jean-François TOURRAND

Docteur d'Etat en Sciences CIRAD - Green / MAAF

Sommaire

Introduction générale

Partie I

Visions d'un pays divers: le Brésil entre colonisation et seconde guerre mondiale - politiques publiques et déplacements

Chapitre 1 - Cadre de l'étude, hypothèses de recherche, sources et méthodes

Chapitre 2 - Le Brésil colonial : Eléments-clés de la colonisation vue comme processus d'occupation

Chapitre 3 - Les migrations dans le Brésil impérial (1822-1889)

Chapitre 4 – Le Brésil, de la “Vieille République” à la seconde guerre mondiale

Chapitre 5 - Les Années de l'après-guerre au Brésil ou les prémices de la colonisation de l'Amazonie

Conclusion de la 1^{re} partie

Partie II

Les différentes trajectoires de migration en Amazonie à partir du milieu du 20^e siècle : groupes, politiques et pratiques sociales

Introduction de la 2^e partie

Chapitre 6 - De l'Amazonie des fleuves à l'Amazonie des routes - Contexte des grandes migrations de la seconde moitié du 20^e siècle

Chapitre 7 - Les trajectoires des pionniers et entrepreneurs Paulistes en Amazonie

Chapitre 8 - Les trajectoires en élevage des Mineiros et autres migrants du Sud-Est

Chapitre 9 - Les trajectoires des Gauchos et de leurs descendants en Amazonie

Chapitre 10 - Les trajectoires des Nordestins en Amazonie

Chapitre 11 - Le rôle des politiques publiques sur les migrations au Brésil et en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle

Chapitre 12 - Différenciation des trajectoires de migration dans l'Amazonie de la seconde partie du 20^e siècle et au début du 21^e siècle

Conclusion de la 2^e partie

Conclusion générale

Sources

Bibliographie générale

Table des cartes

Table des tableaux et figures

Table des matières

Introduction générale

Processus complexe mis en œuvre au travers d'un ensemble de politiques publiques aux finalités diverses, parfois contrastées, plus souvent complémentaires, la colonisation de l'Amazonie lancée par les militaires au pouvoir au Brésil à partir du milieu des années 60 et préparée par les gouvernements des deux décennies précédentes, semble plonger ses racines dans l'histoire même du Brésil. Gigantesque avec ses 8,5 millions de km² - le cinquième pays au monde par la superficie, soit environ 17 fois la France – et ses 210 millions d'habitants au début de ce millénaire, le Brésil est une fédération constituée de vingt-cinq Etats regroupés en cinq grandes régions, présentant de forts contrastes d'un point de vue biophysique et socio-économique, mais aussi dans leurs trajectoires historiques respectives. Plusieurs des spécificités des Etats et régions sont fortement identitaires, à tel point que tout Brésilien, se présentant pour la première fois à un autre Brésilien, dit rapidement son Etat ou sa région d'origine, de naissance, un peu comme si tous les Européens - ou les Méditerranéens ou les Sahéliens ou autres - parlaient la même langue et citaient leurs nationalités respectives quand ils se présentaient entre eux.

La question de recherche à l'origine de cette thèse vient de cette identité géographique propre à chaque brésilien. Elle a trait à la place de la permanence socioculturelle dans les migrations de population qui ont affecté l'Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, et dans le devenir des migrants une fois installés en Amazonie. Nous entendons par permanence socioculturelle le fait de garder, pour les migrants d'un groupe déterminé, des éléments spécifiques à leur société, à leur culture d'origine, et donc à leur identité communautaire et géographique, certes en les transformant avec le temps et sous l'effet de facteurs structurels et/ou conjoncturels. Nous avons identifié a priori les trois types d'éléments suivants. Le premier type concerne les rapports sociaux que les migrants entretiennent entre eux au sein de leur communauté et de leur propre groupe, ainsi que les rapports avec les autres migrants d'origine différente. Le second type regroupe les us et coutumes propres à leur culture et se rapportant tant à la vie courante qu'à la manière de conduire leurs activités professionnelles. Le troisième type porte sur les aspirations spécifiques qui structurent leurs projets de migration et donc en grande partie leurs trajectoires, ainsi que leurs devenirs une fois installés en Amazonie.

Notre thèse porte donc sur la permanence de ces identités sur des durées variables en fonction de leurs propres caractéristiques et des contextes dans lesquels elles s'expriment. Une des deux hypothèses de notre recherche concerne le rôle majeur de ces identités dans la différenciation des trajectoires des migrants qui s'installent en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. Le processus de colonisation prend dans le cas brésilien toute sa diversité tant sont nombreuses les origines des migrants – Européens du Sud, du Nord, de l'Est et de l'Ouest, Asiatiques du Proche-Orient jusqu'à l'Extrême-Orient, Africains du Nord et du Sud

du Sahara, etc. - les périodes de migration au cours des cinq siècles écoulés, ainsi que les facteurs ayant conduit à ces migrations. La seconde hypothèse porte sur ces facteurs, sur la manière dont les politiques publiques ont selon les cas incité, planifié, organisé et appuyé ces déplacements massifs et installations de populations, avec l'exemple de l'Amazonie comme le dernier avatar de la colonisation du continent américain, d'une part, et comme elles ont joué sur la différenciation entre les groupes de migrants, d'autre part.

Mentionnons dès à présent que, dans cette thèse, nous faisons principalement référence au Brésil colonial, puis impérial et enfin républicain, en commençant à partir du début du 16^e siècle avec la colonisation par les Portugais et autres Européens accompagnés de leurs esclaves d'Afrique sub-saharienne, c'est-à-dire la population brésilienne dans son intégralité, descendante ou non, de près ou de loin, des sociétés indiennes précolombiennes qui ont peuplé à un moment donné son territoire. En effet, le Brésil et l'Amérique du Sud, ont été parcourus depuis les temps les plus anciens – de l'ordre de 40 mille ans - par des groupes amérindiens s'installant au gré des ressources disponibles offertes par la nature et des conflits, le plus souvent pour le contrôle de ces mêmes ressources (FAUSTO, 2000). Notre recherche porte donc que sur la dernière période, celle de la colonisation à dominante européenne qui a démarré à la fin du 15^e siècle.

L'intérêt de cette recherche est triple. Tout d'abord la permanence socioculturelle s'avère peu prise en compte dans l'élaboration des politiques de colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle, ou alors de manière caricaturale comme nous le verrons à travers quelques exemples. Or cette différenciation entre les groupes de migrants permet de mieux comprendre leurs différentes attentes et, en conséquence, la différenciation de leurs trajectoires dans des situations a priori comparables. Ensuite, cette recherche initiée trente ans après le retour de la démocratie au Brésil, permet de poser un regard plus objectif ou moins passionné sur des événements relativement récents qui se sont déroulés pendant les deux décennies de mise sous tutelle militaire, de 1964 à 1985, et qui ont concerné une période charnière de l'intégration économique de l'Amazonie au territoire national brésilien. Enfin peut-être en raison de la censure imposée par les militaires au cours des vingt ans de dictature, mais également pendant les années et premières décennies suivantes, l'analyse historique, pourtant répandue dans la communauté scientifique brésilienne, traite pas ou peu de cette période de dictature et post-dictature, alors qu'elle est essentielle à connaître, décrire et analyser pour comprendre la colonisation de l'Amazonie et sortir ainsi des grandes théories élaborées, a posteriori pour certaines, sous la tutelle des militaires.

Par ailleurs, l'originalité de notre recherche vient de l'approche comparée des trajectoires de migration des différents groupes de migrants et de leurs déterminants, en particulier leurs motivations et stratégies respectives, la mise en place différenciée du processus migratoire dans chacun des groupes, les installations sur les fronts pionniers. Lors d'une précédente recherche menée de 2009 à 2013, nous avons tenté de décrire et

caractériser quelques-uns des facteurs historiques explicatifs de la forte expansion de l'élevage bovin en Amazonie brésilienne au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, expansion en lieu et place des écosystèmes forestiers, avec tous les impacts environnementaux qui en ont découlé. En particulier, nous avons montré l'antériorité de plusieurs décennies d'un élevage bovin traditionnel et familial dans la région, ainsi que l'expérience de l'élevage acquise par les populations locales descendantes de migrants arrivés en Amazonie au cours des deux siècles précédents (VAZ, 2013). Ces deux résultats venaient corroborer les travaux de plusieurs auteurs sur l'expansion de l'élevage bovin en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, c'est-à-dire pendant les deux décennies de dictature et les deux décennies suivantes, en particulier (SCHMINK & WOOD 1992), (THÉRY, 1997), (FAMINOW, 1998), (WALKER *et al.*, 2000), (TRECCANI, 2001), (POCCARD-CHAPUIS, 2004), (VEIGA *et al.*, 2004), en apportant notamment des éléments historiques dont (VEIGA *et al.*, 2004) avaient émis l'hypothèse mais ne l'avaient pas démontrée.

Les échanges avec les équipes des chercheurs ci-dessus mentionnés, à propos des résultats de notre approche historique de l'expansion de l'élevage en Amazonie, nous ont conduit à la question de recherche de cette thèse sur la différenciation des trajectoires de migration en Amazonie en fonction des groupes de migrants, ainsi que sur les différents facteurs de cette différenciation. En effet, au cours des dernières décennies, quelques recherches ont porté sur les spécificités particulières de certains groupes de migrants, par exemple les migrants originaires du Maranhão, Nordeste, dans la thèse de Araujo (1993) ou ceux originaires de l'Etat du Paraná dans la thèse de Le Borgne-David (1998). Cependant aucune approche comparée n'a été menée sur les trajectoires de ces différents groupes de migrants et de leurs spécificités en matière de préparation à la migration et d'installation sur les fronts pionniers amazoniens. Or on se doutait depuis le début de la colonisation de l'Amazonie qu'en complément du capital financier, technique et social de chaque migrant à son arrivée sur le front pionnier, les spécificités propres à chacun des groupes de migrants constituaient un élément majeur de différenciation quant à la réussite de leur installation. Une proposition de recherche sur ce thème avait même été élaborée et soumise aux bailleurs de fonds de la recherche brésilienne au début des années 90, mais elle n'a pas été financée, et cela de manière arbitraire, prétextant qu'elle pouvait mener à un regard différencié et donc inégalitaire sur les divers groupes de migrants, chose inacceptable dans le Brésil de l'époque.

Notre thèse concerne donc la différenciation des trajectoires de migration entre les groupes de migrants, en fonction de leurs origines, ainsi que l'impact des politiques publiques tant sur les migrations que sur la différenciation des trajectoires, et cela pour la seconde moitié du 20^e siècle, période correspondant à la colonisation de l'Amazonie lancée au milieu des années 60 et déjà planifiée au cours des deux décennies précédentes. Il s'est rapidement avéré nécessaire d'élargir la période d'étude considérée aussi bien pour traiter l'hypothèse de la différenciation des trajectoires en fonction de l'origine des migrants que celle de l'impact des

politiques publiques sur ces migrations et leur différenciation. En effet, les quatre groupes identifiés, Nordestins, Paulistes, Mineiros et Sudistes ou Gauchos, se sont construits avec le temps, sur le temps long, allant de quelques décennies pour les migrants du sud du Brésil, arrivés d'Europe à partir de la seconde moitié du 19^e siècle, et quelques siècles pour les migrants en provenance du Nordeste et du Sudeste du Brésil, Paulistes et Mineiros, arrivés par vagues successives depuis le 16^e siècle. De plus, ces groupes se sont déplacés avec le temps à la recherche de nouvelles terres pour s'installer ou à conquérir pour s'étendre, loin de leurs régions d'origine, ou bien en élargissant leurs aires d'emprise à la périphérie de leurs territoires d'origine. Par ailleurs, au cours de ces déplacements et migrations, ils ont intégré d'autres groupes, se sont adaptés à leurs nouveaux contextes qu'ils ont également contribué à faire évoluer par leur présence. En revanche, nous verrons que plusieurs décennies, n'auraient que peu impacté leurs principales caractéristiques en tant que groupes, et n'auraient que peu affecté leurs spécificités sociales et culturelles, ainsi que techniques et économiques. Ces spécificités semblent donc avoir perduré, ce qui nous conduit à parler de permanence socioculturelle.

L'analyse de l'impact des politiques publiques sur les migrations en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle nous a conduit à prendre en compte une dimension temporelle plus importante que les seules décennies de la période considérée. En effet, nous verrons qu'il est difficile de comprendre les politiques de colonisation de l'Amazonie sans se référer aux politiques de colonisation du Centre-Ouest du Brésil et de la *Marche vers l'Ouest* lancée par l'*Estado Novo* sous les présidences successives du Getúlio Vargas au cours de la première moitié du 20^e siècle. De même, on peut difficilement comprendre les politiques sécuritaires aux frontières du Brésil mises en place par les militaires au pouvoir à partir du milieu des années 60 si on ne les rapproche pas des mesures allant dans le même sens et prises au temps de l'Empire au cours du 20^e siècle et plus en avant au temps de la colonie aux 17^e et 18^e siècles. Concernant la différenciation des trajectoires de migration, les quatre différents groupes précédemment cités n'ont pas tous bénéficié des mêmes mesures de politique publique, tant pour leurs venues et leurs installations respectives au Brésil que pour le temps passé jusqu'à leurs migrations en Amazonie. Or il semble que c'est justement ce différentiel en termes de politique publique, gigantesque à certaines époques ou pour certains groupes, comme par exemple entre les Paulistes et les Nordestins, qui a forgé les caractéristiques de chacun des groupes et en renforcé les spécificités par rapport aux autres groupes.

Aussi, même si notre thèse est centrée sur la colonisation de l'Amazonie dans la seconde partie du 20^e siècle, elle va chercher des éléments de description et de compréhension de nos deux hypothèses de recherche dans l'histoire du Brésil depuis la colonie implantée par les Portugais à la fin du 15^e siècle jusqu'au tournant du troisième millénaire.

A la suite de cette introduction présentant notre question et nos deux hypothèses de recherche, ainsi que la période considérée, viendra le Chapitre 1 qui présente le cadre de notre étude, nos méthodes, nos sources tout en revenant sur nos deux hypothèses. Concernant le cadre de notre recherche, nous nous limiterons aux éléments de géographie et d'histoire essentiels à connaître sur le Brésil et l'Amazonie brésilienne, afin de pouvoir suivre au mieux ce qui est exposé par la suite. Parmi les éléments de géographie et d'histoire et aux côtés des cartes et grands repères historiques, nous avons plus particulièrement détaillé les différents cycles successifs que le Brésil a connus au cours de ses cinq siècles, le dernier étant celui de l'intégration de l'Amazonie au territoire national. Les outils et les méthodes dont nous nous sommes servis ont été regroupés et seront présentés successivement, selon les thèmes d'études abordés dans la thèse. Nous insisterons notamment sur la collecte des données et sur leur analyse qui nous ont permis d'étayer, de confirmer et/ou d'infirmer nos hypothèses de recherche.

Basée sur une ample révision de la littérature, la première partie présente les migrations dans l'histoire du Brésil jusqu'à la seconde moitié du 20^e siècle, notamment les principales mesures de politique publique prises par les gouvernements successifs, ainsi que leurs impacts sur les processus migratoires à court moyen et plus long terme. Cette première partie comprend quatre chapitres correspondants chacun à une période de l'histoire brésilienne. Le Chapitre 2 traite du Brésil colonial, c'est-à-dire sur un peu plus de trois siècles, allant de la fin du 15^e au début du 19^e siècle Le Chapitre 3 traite du Brésil impérial, de 1822 à 1889, soit la plus grande partie du 19^e siècle Le Chapitre 4 traite du Brésil républicain allant de l'instauration de la République à la fin de l'Empire en 1889 jusqu'à la seconde guerre mondiale de 1939-45. Le Chapitre 5 traite des années d'après-guerre jusqu'à la prise de pouvoir par les militaires lors du coup d'état de 1964.

Dans la seconde partie seront décrites les trajectoires de migration dans la colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle. Avant la présentation des trajectoires par groupes de migrants, le Chapitre 6 décrit le passage de l'Amazonie des fleuves, époque où quasiment tout le transport se faisait par voie fluviale, à l'Amazonie des routes dans laquelle le transport routier prend de plus en plus de place avec la construction de pistes allant au cœur des massifs forestiers, ainsi que la colonisation de nouvelles terres appelées fronts pionniers amazoniens. Les Chapitres 7, 8, 9 et 10 présentent quelques trajectoires pour chacun des quatre groupes de migrants retenus dans notre recherche, à savoir : les Paulistes qui sont quasiment tous originaires de l'Etat de São Paulo ; les Mineiros, en grande partie originaires de l'Etat du Minas Gerais, mais aussi des franges de terre proches situées dans les Etats voisins, notamment Espírito Santo, Rio de Janeiro, sud de la Bahia et sud du Goiás ; les Gauchos ou Sudistes, descendants des migrants européens (Allemands, Italiens, Polonais, Ukrainiens, etc.) qui se sont installés dans le Sud du Brésil à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle ; les Nordestins regroupant l'ensemble des migrants en provenance des Etats du Nordeste auxquels

ont été ajoutés des migrants originaires des Etats de la pré-Amazonie, tel que le Nord du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins. La plupart des trajectoires de migration ont été décrites dans des rapports d'entrevues menées par des équipes transdisciplinaires composées de chercheurs en sciences humaines et sociales et de chercheurs en science de la vie et la nature.

À la fin de la deuxième partie, les Chapitres 11 et 12 constituent une discussion avec notamment un retour sur nos deux hypothèses de recherche, à savoir : le rôle des politiques publiques sur les migrations en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle dans le Chapitre 11 et la différenciation des trajectoires de migration des différents groupes de migrants dans le Chapitre 12. Nous verrons que si l'hypothèse sur le rôle majeur des politiques publiques dans les migrations est vérifiée, l'hypothèse sur la différenciation des trajectoires et surtout la permanence socioculturelle préexistante au sein des groupes de migrants s'estompe avec le temps, dès la première génération née sur les fronts pionniers, et cela malgré les politiques publiques dont certaines ont grandement favorisé la différenciation, ou plutôt ont ralenti l'intégration des différents groupes dans un modèle socioculturel qui se construit sur le front pionnier. Nous verrons qu'il y a une convergence des groupes dont les modèles diffèrent à l'arrivée sur le front pionnier puis se rapprochent les uns des autres par mimétisme et sous l'effet du contexte partagé du front pionnier. Cette convergence nous permettra de dresser un modèle de trajectoire de migration sur le front pionnier amazonien, modèle dans lequel nous préciserons les spécificités de chacun des groupes.

Partie I

Visions d'un pays divers : le Brésil entre colonisation et seconde guerre mondiale - politiques publiques et déplacements

Chapitre 1

Cadre de l'étude, hypothèses de recherche, sources et méthodes

Introduction

Au sein de ce premier chapitre, sont réunies les informations et données générales sur le cadre de notre étude, les sources et méthodes utilisées, ainsi que quelques éléments additionnels concernant nos deux hypothèses de recherche déjà présentées dans l'Introduction générale. Les informations et données plus spécifiques aux différents chapitres seront présentées dans ces chapitres. Ce Chapitre 1 s'ouvre sur une présentation de la géographie du Brésil indispensable à la compréhension de son histoire. Elle sera suivie d'une présentation elle aussi générale de l'Amazonie, notre cadre de notre étude. Viendra ensuite la présentation des grands cycles économiques au cours des cinq siècles de l'histoire du Brésil, ces cycles ayant profondément marqué les bases de la société brésilienne dans son ensemble. Puis, la problématique de notre thèse, la question et les hypothèses de recherche, déjà abordées dans l'introduction générale, seront décrites et expliquées, en particulier les deux hypothèses dont la confirmation ou l'infirmité constituent le fil rouge de notre thèse. Puis viendra la description du cadre institutionnel de notre recherche qu'il est important d'avoir en tête à chaque fois que nous aborderons les questions de méthodes. En suivant, nos trois terrains de recherche seront successivement présentés en insistant sur les raisons de notre choix, notamment sur leur complémentarité. Enfin, nos sources d'information, la collecte de l'information, les données utilisées, ainsi que leur analyse seront ensuite décrites

1.1 Rappels de la géographie du Brésil pour mieux comprendre son histoire

Il est nécessaire dès ce premier chapitre de donner quelques informations générales sur la géographie brésilienne – ce que nous ferons par ailleurs tout au long de cette thèse - afin de mieux localiser et ainsi comprendre les événements cités ainsi que leurs causes, effets et impacts.

Le Brésil occupe environ la moitié de la superficie de l'Amérique du Sud (Figure 1.1) pour la moitié de sa population au début du 21^e siècle. La Fédération du Brésil compte aujourd'hui vingt-cinq Etats (Figure 1.2). Ces Etats sont par ordre alphabétique : Acre, Alagoas, Amapá, Amazonas, Bahia, Ceará, District Federal, Espírito Santo, Goiás, Maranhão, Mato Grosso, Mato Grosso do Sul, Minas Gerais, Pará, Paraná, Pernambuco, Piauí, Rio de Janeiro,

Rio Grande do Norte, Rio Grande do Sul, Rondônia, Roraima, Santa Catarina, São Paulo, Sergipe, Tocantins. Les 25 Etats sont regroupés en cinq grandes régions (Figure 1.2) nommées *Norte* (Nord), *Nordeste* (Nord-Est), *Centroeste* (Centre-Ouest), *Sudeste* (Sud-Est) et *Sul* (Sud). En 1822, les colonies portugaises d'Amérique du Sud prennent leur indépendance vis-à-vis du Portugal et se regroupent pour créer l'Empire brésilien. A cette même époque du début du 19^e siècle, les colonies espagnoles d'Amérique du Sud prennent également leur indépendance vis-à-vis de l'Espagne mais elles se séparent les unes des autres pour donner des Etats indépendants et autonomes. En 1889, l'empire brésilien devient la Fédération du Brésil.



Figure 1.1 Les Amériques et le Brésil / Brasil (Org. ROCHA, 2022).



Figure 1.2 États brésiliens et régions brésiliennes” (Org. ROCHA, 2022).

La répartition de la population brésilienne est fortement liée à son histoire coloniale avec une grande concentration de la population le long de la façade atlantique (près de 70% de la population vit à moins de 50km de la côte à la fin du 20^e siècle, avec une densité particulièrement élevée à proximité des ports par lesquels sont arrivés les bateaux de migrants au cours des siècles précédents. Les deux principales agglomérations sont São Paulo et Rio de Janeiro, avec respectivement en 2022 environ 22 et 12 millions d'habitants (Figure 1.4). Toujours en 2022, une douzaine d'autres agglomérations comptent entre 6 et 2 millions d'habitants, par ordre décroissant de grandeur : Belo Horizonte, Recife, Brasília, Porto Alegre, Salvador, Fortaleza, Curitiba, Goiânia, Belém, Manaus, Campinas (IBGE, 2020).

Les fleuves ont joué un rôle essentiel dans l'histoire humaine du Brésil, tant pour la navigation que pour la subsistance des communautés indigènes, ainsi que celle des migrants,

au début de la colonisation jusqu'à nos jours. Concernant l'Amazonie, le Chapitre 6 traitera de ce passage de l'"Amazonie des Fleuve" à l'"Amazonie des Routes" lors de la colonisation de la région dans la seconde moitié du 20^e siècle. Plusieurs bassins seront cités à diverses reprises dans cette thèse, en particulier le bassin amazonien avec sa douzaine de fleuves gigantesques (Amazonas, Rio Negro, Tapajós, Madeira, Xingú, Japurá, Purus etc.), le bassin des rios Tocantins et Araguaia dont une grande partie est localisée en Amazonie, le bassin des rios Paraná et Paraguay donnant le Rio de la Plata à l'embouchure et sa confluence avec le rio Uruguay, et le bassin du Rio São Francisco.



Figure 1.3. Pico da Neblina et Le soulagement (Org. ROCHA, 2022).

On distingue au sein du Brésil cinq grands biomes¹ fortement contrastés (Figure 1.4) avec leurs périphéries partagées avec les biomes voisins et les nations voisines. L'**Amazonie** couvre environ sept millions de km² dans neuf pays, donc cinq millions dans le seul Brésil, soit près des deux tiers du pays où elle correspond à la Région Nord. Son climat est équatorial chaud et humide ; le **Cerrado** s'étend sur près d'un million et demi de km² au centre du Brésil. Il est naturellement couvert d'une savane tropicale arborée, aujourd'hui largement mise en culture. La **Mata Atlantica** ou forêt atlantique couvrait près d'un million et demi de km², globalement la frange côtière océanique tropicale, concentrant aujourd'hui la plus grande partie de la population, et dont il ne reste que quelques vestiges protégés, moins de 7% de la surface originelle du biome. La **Catinga**, correspond à la partie nord et centrale du Nordeste, également tropicale, mais aride, à l'origine couvert d'une savane arbustive s'étendant sur un peu plus d'un million de km² ; la **Pampa** au sud, située en zone tempérée, à l'origine une steppe herbacée humide, partagée avec l'Uruguay et l'Argentine, et dont un tiers à la moitié de la centaine et demi de milliers de km² situés au Brésil est aujourd'hui pour une large part mise en culture.

1.2 L'Amazonie, biome sur lequel s'articule notre recherche

Le terme Amazonie, principal biome de notre recherche, correspond à trois dénominations au Brésil : la Région *Norte*/Nord, l'Amazonie *Legal*/Officielle et le bassin amazonien ou Amazonie internationale. La figure 1.5 montre d'un point de vue géographique ce à quoi correspond chacune des trois appellations. La Région Nord, totalement incluse dans le bassin amazonien dans sa partie Brésilienne comprend les Etats de Acre, Rondônia, Amazonas, Roraima, Pará, Amapá et Tocantins. Il s'agit d'une région administrative. L'Amazonie Officielle (*Legal*) inclut en plus l'Etat du Mato Grosso et la partie occidentale de l'Etat du Maranhão. Il s'agit d'un terme défini dans l'un des articles de la loi n° 1806 du 6 janvier 1953 (Journal officiel - Section 1 - 7/1/1953, p. 276) visant à gérer les politiques publiques en Amazonie, notamment l'octroi de fonds fédéraux pour le développement économique et social. Le bassin amazonien comprend quant à lui l'Amazonie Officielle brésilienne ainsi que les territoires amazoniens des autres huit pays amazoniens que sont la Bolivie, le Pérou, l'Equateur, la Colombie, le Venezuela, le Guyana, le Surinam et la Guyane française.

¹ Un biome est une unité écologique appelé aussi macro-écosystème, aire biotique, écozone, écorégion, fait d'un ensemble d'écosystèmes d'une vaste aire biogéographique et partageant un climat, une faune et une flore similaires et caractéristiques



Figure 1.4. Carte de l'Amérique du Sud montrant les principales écorégions (CORONATO, 2017) IN (SAYAGO et al., 2018 p. 11).

Cependant, le biome amazonien est, d'une part, un ensemble de très nombreux écosystèmes et, d'autre part, possède des zones de transition avec ses biomes voisins. C'est notamment le cas avec le biome *Cerrado*, pour les Etats du Mato Grosso, Pará, Tocantins et Rondônia et avec le biome *Caatinga* pour l'Etat du Maranhão. Ce dernier Etat est ainsi couvert par deux biomes, sa partie occidentale étant dans le biome amazonien, et donc en Amazonie *Legal*/Officielle, sa partie orientale étant dans le biome de la Caatinga dans la Région *Nordeste*/Nord-Est. Dans le cas de la zone de transition entre les biomes Amazonie et *Cerrado*, on parle souvent de *Cerradão* (mot qui signifie "Grand *Cerrado*") pour montrer que ce n'est déjà plus du *Cerrado* ou savane arborée tropicale, car la densité d'arbres y est trop grande, avec notamment des arbres très hauts, mais ce n'est pas encore de l'Amazonie ou forêt dense équatoriale où la densité des arbres est encore plus grande et les arbres plus hauts. Dans le texte, lorsque nous nous y référerons, nous ferons en sorte qu'il n'y ait pas de doute possible pour le lecteur.

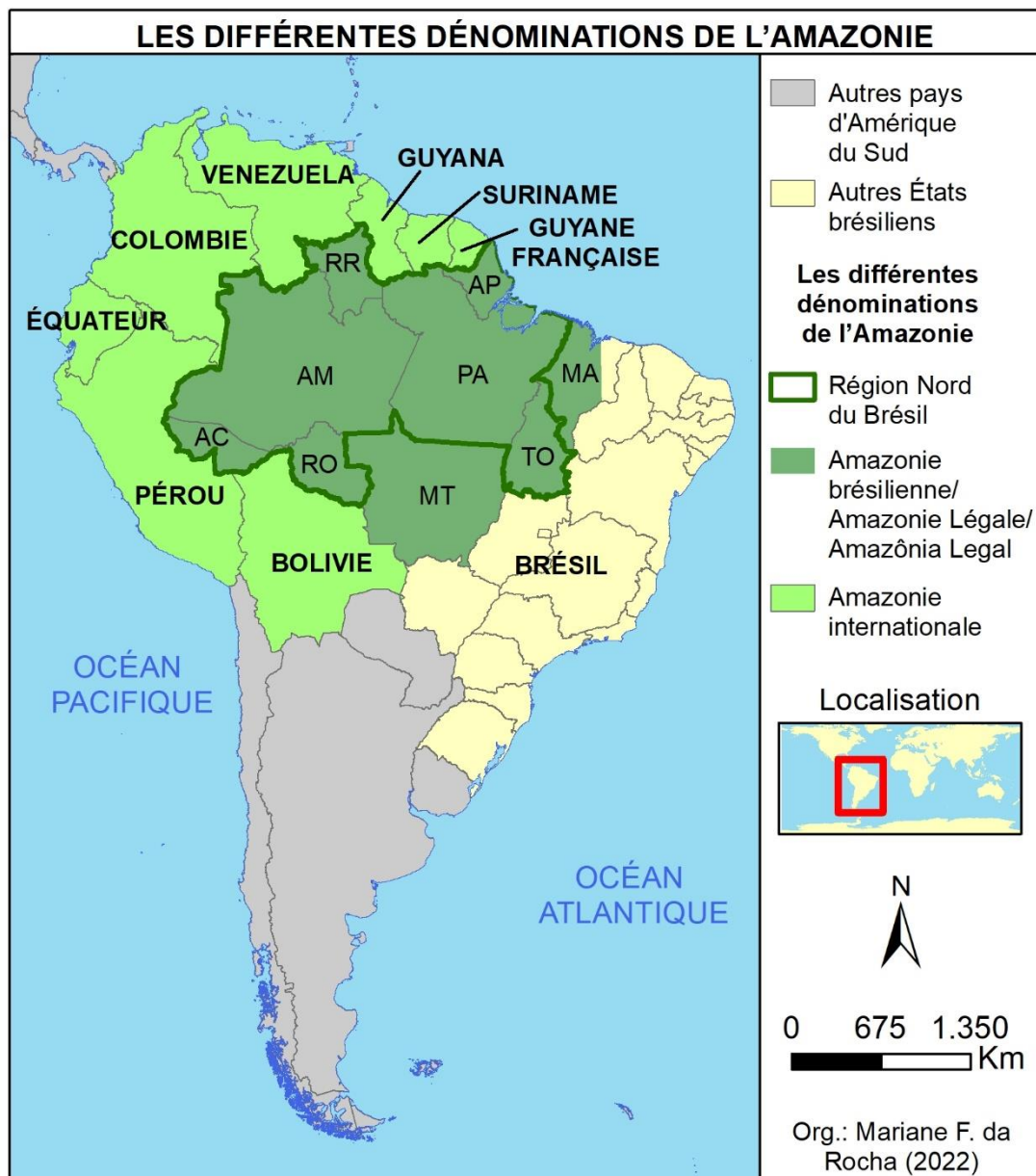


Figure 1.5: Les différentes dénominations de l'Amazonie (Org. ROCHA, 2022).

Par ailleurs, l'organisation politico-administrative du Brésil a changé au cours des dernières décennies, notamment par la nouvelle constitution de 1988, avec des implications notables d'un point de vue géographique par rapport aux textes auxquels nous nous référerons. C'est ainsi que les anciens territoires fédéraux de l'Acre, de l'Amapá et du Roraima sont devenus des États brésiliens seulement dans la seconde moitié du 20^e siècle, 1962 pour l'Acre et 1988 pour l'Amapá et le Roraima. Toujours en 1988 par la nouvelle constitution, l'État du Goiás a été divisé en suivant le 13^e parallèle pour donner naissance à l'État du Tocantins au nord avec sa capitale Palmas (située près de la ville historique de Puerto Nacional, la partie méridionale de l'État ayant gardé l'appellation de Goiás avec Goiânia comme capitale. Or le Goiás, et donc aussi le Tocantins aujourd'hui, ont été le passage obligé de nombreux migrants pour rejoindre l'Amazonie, tant ceux en provenance du Nordeste et de la côte atlantique via les

Etats du Maranhão et de la Bahia, que ceux remontant par le Sud via les Etats du Minas Gerais et de São Paulo. Plus à l'ouest, l'Etat du Mato Grosso a lui aussi été divisé, en 1977, par le gouvernement militaire, afin de répondre à des impératifs géopolitiques en lien avec la Loi n°1806 du 6 janvier 1953, déjà mentionnée. La division s'est faite en suivant le 16^e parallèle, la partie méridionale devenant l'Etat du Mato Grosso avec la ville de Campo Grande pour capitale, tandis que la partie septentrionale gardait l'appellation Mato Grosso avec la ville de Cuiabá pour capitale.

En Amazonie, comme dans le reste du Brésil, l'unité administrative est la commune ou *município* avec à sa tête un maire et un conseil municipal (*camara dos vereadores*) élus pour quatre ans. La commune est en général centrée sur son chef-lieu qui lui donne quasiment toujours son nom. Elle dispose le plus souvent d'une zone rurale couvrant la plus grande partie des terres. La population d'une commune varie que quelques milliers d'habitants à plusieurs dizaines de milliers, voire quelques centaines de milliers à quelques millions pour les plus grandes agglomérations. La superficie des communes varie beaucoup, et même énormément dans le cas de l'Amazonie. Si les communes les plus anciennement colonisées s'étendent sur quelques centaines voire quelques milliers de km², certaines communes dont les terres ont été colonisées plus récemment, même si le chef-lieu existe depuis longtemps, couvrent plusieurs dizaines de milliers de km², cas de Altamira et de São Felix do Xingú, couvrant respectivement 159 000 et 84 000 km². Les communes sont regroupées en microrégions, elles-mêmes regroupées en méso-régions (IBGE, 2007) qui sont également des entités géopolitiques instaurées par les gouvernements dans le cadre de la mise en œuvre de politiques publiques de développement.

1.3 La notion de cycles dans l'histoire du Brésil et de l'Amazonie

La littérature brésilienne traite beaucoup de grands cycles liés à l'histoire coloniale du Brésil, ainsi qu'à l'économie brésilienne contemporaine, notamment celle de l'Amazonie. Aussi, nous allons successivement évoquer les cycles du bois à partir de la fin du 15^e siècle, du sucre à partir du 16^e siècle, du café à partir 17^e siècle, du cuir et des peaux surtout au 18^e siècle, du cycle minier également à partir au 18^e siècle, ainsi que du cycle du caoutchouc qui a quant à lui démarré à la fin du 19^e siècle. Ces cycles seront ensuite abordés plus en détails dans la première partie de cette thèse, en particulier leurs apports à nos deux hypothèses de recherche. En effet, même si ces grands cycles ont peu ou pas concerné l'Amazonie, en dehors du dernier, celui du caoutchouc, ils ont contribué à façonner les rapports au foncier, les relations sociales et de travail entre les migrants et les populations antérieures.

Par ailleurs, la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle est également structurée en cycles, de taille et de durée plus restreinte. Ils concernent le bois, les cultures annuelles et vivrières (riz, haricot, maïs, manioc...), les cultures pérennes (cacao, poivre, café, hévéa...),

l'élevage, plus récemment l'économie "verte", etc. Or, excepté le cycle du caoutchouc spécifique à l'Amazonie, les "petits" cycles amazoniens ne correspondent pas d'un point de vue temporel aux grands cycles de l'histoire du Brésil. De plus, ils en diffèrent par la nature, les enjeux et les conséquences. C'est ainsi que le cycle du bois en Amazonie concerne le demi-siècle passé alors qu'il se situe au 16^e siècle dans le cas du Brésil. De même, le cycle de l'élevage atteint son apogée au cours des deux dernières décennies du second millénaire alors qu'il se situe au 18^e siècle dans le cas du reste du Brésil.

En raison de cette inadéquation partielle entre les grands cycles brésiliens et les cycles spécifiques à l'Amazonie, l'approche par les grands cycles de l'histoire brésilienne et de l'Amazonie nous paraît utile mais pas suffisante pour notre recherche. Elle est utile car elle permet à un moment donné de voir les interactions entre facteurs, desquelles devraient émerger les éléments de différenciation des migrations, thème d'une de nos hypothèses de recherche. Elle n'est pas suffisante car plusieurs facteurs relèvent souvent de cycles différents dans lesquels il est nécessaire d'aller comprendre leurs déterminants. En d'autres termes, les grands cycles plongent leurs racines dans les politiques publiques mises en œuvre plusieurs années, voire quelques décennies auparavant, le plus souvent au cours d'un ou plusieurs grands cycles antérieurs. De manière similaire les conséquences d'un grand cycle s'analysent dans les décennies, voire siècles suivants la fin de ce cycle. C'est pourquoi nous ne centrerons pas notre analyse sur les grands cycles, mais aborderons l'histoire du Brésil par une approche chronologique - Brésil colonial, puis Brésil impérial puis Brésil républicain - et diachronique en essayant à chaque fois que possible identifier les éléments contribuant à la différenciation des migrants, puis de les assembler pour étayer nos deux hypothèses de recherche.

Il est cependant nécessaire de rappeler dès-à-présent les principaux grands cycles brésiliens et de les garder en mémoire car c'est en amont, puis dans leurs cadres respectifs que vont être élaborées les politiques publiques structurantes des successives étapes de la colonisation du pays, mesures qui dans le même temps vont engendrer et dans une certaine mesure contrôler les migrations.

Il y a d'abord eu, dès le début du 16^e siècle, **le cycle du bois** du Brésil. L'arbre *Paubrasilia echinata* ou *Pau brasil* se trouvait en grande quantité dans les écosystèmes de la côte atlantique à l'arrivée des premiers explorateurs puis des colons portugais. Il a été exploité afin de l'exporter vers l'Europe où il fut largement utilisé pour ses propriétés tinctoriales rouges. Egalement dénommé Pernambouc (nom de l'Etat par lequel sont arrivés les premiers colonisateurs), le *Pau brasil* aurait donné son nom au pays, d'après plusieurs auteurs, à commencer par Bruzen de la Martinière dès le 17^e (1730), et cela même si le rouge est la seule couleur majeure ne figurant pas sur l'actuel drapeau national. Une chose particulièrement intéressante dans le cas du Brésil est l'histoire du *Pau brasil* qui s'est perpétuée tout au long du demi-millénaire écoulé. En effet, en dehors de la Pampa, tous les autres biomes brésiliens ont été colonisés en commençant par l'exploitation de leurs arbres pour leur bois utilisé dans la

construction, l'exploitation minière, la confection d'outils, l'énergie, ouvrant des espaces pour le développement de l'agriculture. Ainsi la *Mata Atlântica*/Forêt atlantique, le *Cerrado*, la *Caatinga* et bien entendu l'Amazonie ont tous comporté, à un moment ou un autre du début de leur histoire coloniale, une période de forte exploitation forestière à diverses fins de consommation locale, régionale, nationale et internationale (SCHMINK & WOOD, 1992 ; SIST *et al.*, 2010). Nous reviendrons longuement sur ce point plus en avant lorsque nous traiterons de la colonisation de l'Amazonie.

A partir du milieu du 16^e siècle viendra **le cycle du sucre**, produit d'exportation issu de la culture de la canne-à-sucre en climat tropical et pour laquelle les colons portugais feront largement appel à de la main-d'œuvre esclave d'origine africaine fournie par le commerce triangulaire. Nous verrons que l'expansion de la culture de la canne-à-sucre dans les Etats côtiers du Nordeste a eu un rôle majeur dans la mise en route des premières migrations qui atteindront le sud-est de l'Amazonie, la partie orientale ayant été colonisée par voie fluviale via l'embouchure de l'Amazone, notamment à partir de la ville de Belém. De plus, depuis cette époque coloniale, le lobby sucrier est un des plus forts dans le Brésil d'aujourd'hui, avec pas moins de 5-10% des membres du congrès qui lui sont acquis. En parallèle du sucre, toute raffinerie peut produire de l'éthanol, certes au détriment de la quantité de sucre produit. Ce fut l'objectif du Plan Alcool (*Programa Pró-Álcool*) lancé par le gouvernement militaire au milieu des années 70. Loin d'une quelconque perspective environnementale d'utilisation des biocarburants, le programme visait en premier lieu à renforcer l'indépendance énergétique du pays, en particulier pour le transport de biens et de personnes, tout en renforçant le secteur agricole producteur d'éthanol. Ce programme a bien démarré, puis a vivoté durant deux décennies avant de connaître un énorme essor au début du 3^{ème} millénaire, suite à la décision de l'Union Européenne de faire passer de 10% à 20% la quantité d'éthanol dans son carburant, avec le Brésil comme principal exportateur. Parallèlement les plus grands constructeurs automobiles (GM, Toyota, Volkswagen, Ford, Renault-Nissan, Fiat, Honda, PSA, Mitsubishi, etc.), tous implantés au Brésil, ont développé des moteurs Flex, fonctionnant aussi bien à l'essence qu'à l'éthanol. Aujourd'hui quasiment tout le parc automobile léger et de tourisme brésilien peut rouler à l'éthanol et le fait en fonction du prix pratiqué par les différents Etats, considérant que les taxes sur les carburants constituent une des principales ressources des Etats et donc de la Fédération. En conséquence une partie des terres du Sudeste, du Centroeste et du Nordeste, anciens territoires des biomes Cerrado, Mata Atlântica/Forêt Atlantique et Caatinga, se sont couverts de champs de canne-à-sucre. L'Amazonie est restée encore relativement en marge de l'expansion sucrière, en dehors de la commune de Medicilândia sur la route Transamazonienne, située dans un de nos terrains d'étude, où a été construite une usine de production de sucre et d'alcool dans le cadre du Plan Alcool dans les années 70 (VEIGA *et al.*, 2004).

Le cycle minier connaît son apogée au 18^e siècle. Les Portugais recherchaient des traces d'or et d'autres matériaux précieux sur le territoire brésilien depuis leur arrivée en 1500, mais sans succès pendant de longues décennies, tout au long des 16^e et 17^e siècles. Selon Mescravis:

« (...) lorsque le Portugal a perdu les mines de Monomotapa, en Afrique du Sud, au profit des royaumes africains de la région, le gouvernement métropolitain a transféré en Amérique, vers 1580, les équipements humains et techniques qu'il avait employés en Afrique. » (MESCRAVIS, 2015, p.80).

Selon Fausto (2006), il y a eu de nombreuses traversées de l'arrière-pays brésilien avant que les *Bandeirantes* de São Paulo ne découvrent d'importants gisements aurifères dans les régions localisées à proximité des villes actuelles de Sabará et Caeté, situées dans ce qui deviendra l'Etat du Minas Gerais, dont le nom vient justement de la grande quantité de mines qui y ont été découvertes. Dans les décennies suivantes, d'autres gisements d'or ont été découverts sur plusieurs sites des Etats de la Bahia, du Goiás et du Mato Grosso.

« La découverte d'or et de métaux précieux sur les terres du Brésil a eu un important impact, tant sur la colonie qu'en métropole. Ce fut la ruée vers l'or avec le premier grand courant d'immigration vers le Brésil. Au cours des soixante premières années du 18^e siècle, environ 600 000 personnes sont arrivées du Portugal et des îles de l'Atlantique, soit une moyenne annuelle de 8 à 10 000 personnes au statut social et économique divers : petits propriétaires, prêtres, marchands, prostituées et aventuriers en tout genre. » (FAUSTO, 2006, p. 52).

La ruée vers l'or a également concerné divers groupes sur le territoire de la colonie. Il s'agissait de travail libre, mais aussi de travail esclave. Analysant la grande demande de nourriture dans le Minas Gerais pour approvisionner l'imposante population de mineurs, Mescravis (2015) note que l'agriculture et l'élevage, notamment des porcs et des volailles, sont devenus des activités économiques importantes. A tel point que plusieurs producteurs agricoles étaient d'anciens chercheurs d'or originaires de São Paulo. C'est précisément cette grande demande de denrées alimentaires qui a favorisé le début d'un vaste commerce à l'intérieur de la colonie comme le mentionne Fausto (2006).

« L'économie minière a généré un vaste commerce entre les régions éloignées au sein de la colonie. Le bétail et les denrées alimentaires étaient transportés de la province de Bahia vers celle du Minas Gerais et un commerce s'établissait dans la direction opposée. Des provinces du sud de la colonie venaient non seulement le bétail, mais aussi les mules, nécessaires au chargement des marchandises. La ville de Sorocaba,

dans l'intérieur de la Province de São Paulo, avec sa célèbre foire au bétail, est devenue le passage obligé des troupeaux d'animaux en vue de leur transfert vers le Minas Gerais. » (FAUSTO, 2006, p.53).

Le transfert de ce bétail du sud du Brésil vers le Minas Gerais sur près de deux à trois mille kilomètres porte le nom de "*tropeirismo*" qui peut se traduire par le "chemin des troupeaux". Allant de la région de Vacaria dans le Rio Grande do Sul au foirail de Sorocaba dans la province de São Paulo, les troupeaux traversaient plusieurs localités dont Lages, Correia Pinto, Curitiba, Mafra, Rio Negro, Lapa, Ponta Grossa, Jaguariáiva, Itararé, qui ont gardé les marques de cette importante filière d'approvisionnement alimentaire, tant d'un point de vue socioculturel avec une forte présence des animaux dans la vie de tous les jours que d'un point de vue économique et paysager avec l'exploitation de vastes pâtures pour l'alimentation du bétail en transfert.

Le cycle du café commence un siècle plus tard avec l'introduction des premiers plants de café autour de Belém en provenance de Guyane vers 1730. Puis la culture du café gagne le Sud-Est du pays au milieu du 18^e siècle, notamment la baie de Rio de Janeiro et son arrière-pays. Elle s'étend ensuite progressivement à l'ensemble de la région du Sud-Est, notamment les Etats de São Paulo, Minas Gerais et Espírito Santo. Le café deviendra un des premiers produits d'exportation du Brésil, en particulier tout au long du 19^e et au début du 20^e siècle. En dehors de Belém comme une des premières voies d'entrée du café au Brésil, l'Amazonie restera pour le café, comme pour le sucre, relativement en marge de ce grand cycle. Il faut toutefois citer une petite production de café, de cacao et de poivre, avec l'installation en Amazonie de la seconde vague de migrants du Sud-Est et du Sud, ceux arrivés au milieu des années 80, également sur la Transamazonienne en raison de la bonne fertilité de certains sols (VEIGA *et al.*, 2004). En effet, avant la chute des cours des matières agricoles de la fin des années 80 et du début des années 90, plusieurs colons s'accordaient sur le fait que leur survie sur la Transamazonienne à cette époque passait par la plantation tous les ans de 100 pieds de cacao, 200-300 pieds de poivre et 500-1000 pieds de café car pour une, éventuellement deux, des trois cultures, le marché s'effondrait à la récolte, les deux autres ou l'autre culture permettant de rester à flots (VEIGA *et al.*, 2004). Par ailleurs, de manière indirecte, le cycle du café a eu une conséquence majeure sur la colonisation de l'Amazonie en étant, avec le cacao, à l'origine l'introduction du zébu au Brésil à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. En effet, l'élevage du zébu se révélera quelques décennies plus tard le principal moteur de colonisation de l'Amazonie (SANTIAGO, 1972), non seulement au Brésil mais aussi dans tous les autres pays du bassin, Guyane française incluse pour laquelle le Plan Vert du début des années 70 repose sur l'élevage de zébus (VEIGA *et al.*, 2004). En effet l'introduction du zébu au Brésil résulte d'une demande des producteurs de café et de cacao du Sud-Est du Brésil pour transporter leurs productions jusqu'aux ports en traversant la Cordillère atlantique. Ces producteurs étaient donc à la recherche d'animaux forts et résistants aux maladies, surtout

en fin de saison sèche, à l'époque où la valeur nutritive des pâturages est faible et la pression parasitaire forte en zone tropicale. Le zébu (*Bos indicus*), jusqu'alors confiné dans quelques zoos de Salvador, Rio de Janeiro et São Paulo, s'est révélé l'animal adapté à ces conditions tropicales et capable de fournir ce service (MORALES *et al.*, 2011), de manière plus efficace que les bovins du genre taurin (*Bos taurus*) plus à même d'être opérationnels dans les zones plus tempérées d'où ils sont originaires. Les premières importations de zébus ont démarré en provenance d'Inde. Ils ont contribué au transport des récoltes jusqu'aux ports, ainsi qu'aux divers autres travaux champêtres nécessitant de la force animale, tout en s'avérant d'excellents outils d'occupation et de valorisation des terres embroussaillées ou récemment et grossièrement déboisées (MORALES *et al.*, 2016). Nous verrons que pour l'Amazonie, le zébu a été l'outil à la fois le plus utilisé et le plus productif pour l'occupation foncière de nouvelles terres, malheureusement avec un coût environnemental à la hauteur de l'immensité des terres déboisées.

Cet intermède bovin nous rappelle que cet animal a été toujours dans le passé un outil majeur dans la main du migrant, dès le début et tout au long de la plupart des colonisations, et cela en raison de ses diverses fonctions, de sa multifonctionnalité comme on aime à le dire de nos jours (DONG *et al.*, 2016). Tout d'abord le bovin est un élément essentiel de la sécurité alimentaire en produisant du lait, de la viande pour se nourrir, du cuir et des peaux pour se vêtir et faire des outils. On parle ainsi du 18^e siècle comme celui du **cycle des cuirs et peaux** en Amérique du Sud, tant l'exportation fut importante et enrichissante à cette époque. Ensuite, le bovin, certes lent par rapport au cheval, mais fort, est l'énergie utile pour le transport de lourdes charges, le travail du sol, le fonctionnement des équipements tels que les moulins, pressoirs et pour diverses autres tâches. Ses déjections sont des engrais de grande qualité indispensables dans le passé. Il valorise bien des aliments que l'homme ne peut pas ou peu consommer, comme les fourrages, feuilles, etc. et donc se positionne sur un créneau alimentaire complémentaire. Il est depuis longtemps un des meilleurs placements pour la trésorerie et l'épargne familiale en milieu rural. C'est ainsi que le bovin est complémentaire des autres animaux domestiques présents dans une ferme, coloniale ou autre, notamment les autres herbivores que sont le cheval, la chèvre et le mouton, avec lesquels il partage de nombreuses fonctions, ainsi que les monogastriques représentés par les animaux de basse-cour, généralement le porc et la volaille. Enfin, et cela est très important dans le cas du Brésil, en particulier de l'Amazonie, le bovin participe à la valorisation foncière de la terre en maintenant par le pâturage les milieux ouverts, comme nous l'avons déjà mentionné avec l'exemple du zébu. Cela permet de mettre en exergue l'acuité de la question foncière en Amazonie et d'une manière générale dans tout le Brésil, dès l'époque coloniale. Qu'il soit petit ou grand, le ranch est par principe et avant tout une manière de sécuriser un capital à la fois foncier et en bétail, et éventuellement de le faire produire, certes relativement peu (les retours sur investissements sont généralement autour de 2-5%). Mais il s'agit en contrepartie d'un placement sûr sur le

court, moyen et long terme (VEIGA *et al.*, 2004). Pour preuve, pendant les périodes de forte inflation, celles à 2, 3 ou 4 chiffres, comme au cours des années 80 et au début des années 90, de nombreux épargnants ont investi dans le bétail et dans des ranchs pour sécuriser leur argent qui perdait de la valeur tous les jours. L'unité de mesure "arroba", soit 15kg de viande bovine, est même devenue la valeur de référence monétaire en milieu rural pour toute cette période.

En même temps que **le cycle du cuir et des peaux** pour la confection des divers outils et équipements, mais également de la viande séchée pour l'approvisionnement des plantations, et même l'exportation, le 18^e siècle au Brésil a surtout été marqué par **le cycle minier** avec l'exploitation des minerais, principalement l'or et les pierres précieuses, de surcroît dans les régions périphériques de l'Amazonie, d'où l'importance majeure de ce cycle dans les migrations et les processus de colonisation à cette époque. Comme son nom l'indique, l'Etat du Minas Gerais est la zone dans laquelle a été trouvée et s'est concentrée la plus grande part de l'exploitation minière. Les villes comme par exemple Ouro Preto et Diamantina, respectivement "Or Noir" et "Zone de Diamants", rappellent encore aujourd'hui cette glorieuse époque. Si l'extraction de ces ressources a fait la richesse de quelques-uns de leurs habitants, elle a aussi et surtout fait celle du Portugal qui, sortant exsangue de sa guerre contre l'Espagne et les Pays-Bas, avait besoin de se rétablir sur la scène européenne par l'acquisition de biens et équipements, notamment des armes, ainsi que la construction de quelques magnifiques édifices et monuments baroques. Les terres voisines des Etats du Goiás, São Paulo et Espírito Santo sont concernées par cette nouvelle dynamique et sont également le théâtre d'une intense activité minière. En fait, il s'avèrera que c'est l'ensemble du bouclier central brésilien (cf. Figure 4.) qui est doté d'une gigantesque richesse en minerais, de diverses valeurs, jusque dans ses prolongements occidentaux dans l'actuel Etat du Paraná, et septentrionaux en Amazonie, notamment dans le Sud du Pará. La capitale du Brésil sera transférée de Salvador da Bahia à Rio de Janeiro en 1763, notamment en raison de sa proximité de la zone d'extraction des minerais et de la production caféière. Par ailleurs, Il est connu que l'exploitation aurifère, et dans une moindre mesure celle des pierres précieuses, a la capacité de mobiliser en peu de temps des cohortes de chercheurs d'or et de pierres précieuses, issus de divers horizons et de diverses classes sociales, avec comme principal objectif de trouver le graal, à savoir la (ou les) grosse pépite qui assurera son avenir. On trouve donc toutes sortes d'individus parmi les chercheurs d'or et de pierres précieuses, aussi bien de petits producteurs venant tenter leur chance en laissant la gérance de la propriété à leur famille, des ouvriers agricoles et urbains avec l'espoir de sortir de la pauvreté ou de la subsistance, des cadres, des commerçants et des entrepreneurs à la recherche du capital qui leur permettra d'accroître leur activité, etc. le tout entouré d'une horde d'acteurs nécessaires au fonctionnement des filières aurifères et pierres précieuses, pour la subsistance des chercheurs d'or, l'hébergement, le transport, les loisirs, etc. Nous verrons que ces groupes de chercheurs d'or et anciens chercheurs d'or, contrôlés par des

chefs locaux, appelés *coronéis*, auront un rôle important dans les migrations vers l'Amazonie, en particulier dans l'Etat du Goiás.

Au cours du 19^e siècle divers évènements sociaux et politiques majeurs ont secoué le continent sud-américain, notamment les indépendances des colonies hispaniques, la fin de la colonisation portugaise et la création de l'empire pour le Brésil, ainsi que la guerre du Paraguay. Le cycle le plus marquant de ce 19^e siècle, tout au moins pour l'Amazonie, est celui de la *borracha* ou caoutchouc qui démarre en 1879, une décennie avant la fin de l'empire et l'instauration de la république, et qui s'achève à la veille de la première guerre mondiale. On peut dire que **le cycle du caoutchouc** fut la première colonisation de l'Amazonie, l'ensemble du bassin étant pour ainsi dire resté pendant quatre siècles en marge des cycles successifs cités précédemment, même si certains cycles ont atteint l'Amazonie ultérieurement au cours du 20^e siècle, notamment l'exploitation forestière, l'extraction minière et l'élevage. L'ensemble du bassin amazonien avait été parcouru par des explorateurs et commerçants à la recherche des minerais et des fameuses "Drogues du Sertão", ensemble de produits divers et variés tels que le cacao, le clou de girofle, des épices et résines, des plantes médicinales, des bois précieux, ainsi que des peaux et fourrures d'animaux sauvages, que les communautés amérindiennes leur fournissaient. C'est ainsi que les Indiens utilisaient déjà depuis longtemps le caoutchouc pour confectionner divers de leurs biens. A la suite du Français Charles de la Condamine au milieu du 18^e siècle, les Européens et Nord-Américains se sont intéressés au caoutchouc, en particulier l'Américain Charles Goodyear qui dépose le brevet de la vulcanisation en 1839, soit près d'un siècle après La Condamine, ainsi que l'Ecossais John Dunlop qui, vraisemblablement à partir des travaux préliminaires d'un autre Ecossais, Robert William Thomson, va le premier en 1887 imaginer le pneu en couvrant de caoutchouc rempli d'air les roues jusqu'alors pleines... de la bicyclette de son fils afin d'en améliorer le confort. L'engouement de la société industrielle est tel que la demande en caoutchouc explose. En conséquence, des dizaines de milliers de migrants arrivent en quelques années en Amazonie pour la cueillette de la fameuse résine, en provenance du Nordeste voisin, pour une grande part, mais aussi des autres régions du Brésil et d'Europe. Ces migrants sont généralement pris en charge par les filières d'extraction du caoutchouc, filières particulièrement efficaces pour les mettre dans un état proche de l'esclavage, alors que ce dernier venait juste d'être aboli au Brésil. Nous reviendrons plus en avant sur cette relation de travail particulière appelée "aviamento" car elle est essentielle à comprendre pour prendre la mesure des rapports sociaux au Brésil. Ainsi chaque famille de migrants se voyait attribuer la charge d'exploiter une parcelle de plusieurs dizaines à quelques centaines d'hectares devant être parcourus tous les jours ou tous les deux jours pour recueillir le latex écoulé par la saignée faite la veille ou l'avant-veille dans l'écorce des arbres (*Hevea brasiliensis*). Au cours du trajet d'un arbre à l'autre, au sein de la forêt, divers fruits pouvaient être récoltés pour être ultérieurement consommés et vendus, cas de la châtaigne du Pará. La famille vend sa production de latex et produits de la cueillette, exclusivement au

magasin attiré pour la zone, magasin dans lequel elle est également obligée de s'approvisionner pour ses autres besoins, et cela à des prix élevés en raison du monopole du magasin. Les tenants de ces filières du caoutchouc ont quant à eux fait fortune, en seulement quelques années pour certains, notamment ceux à la tête des filières, avec pour témoins les demeures, palais, édifices et monuments grandioses dont ils ont doté les villes de Manaus, Belém et autres dans lesquelles ils résidaient.

Avec l'épopée du caoutchouc, sur laquelle nous reviendrons car au cœur de la première colonisation de l'Amazonie, notamment dans le Sud du Pará, un de nos trois terrains d'études, s'achève la revue des grands cycles qu'a connus le Brésil en 400 ans de colonisation, du début du 16^e au début du 20^e siècle. Comme déjà mentionné, ces cycles sont importants à situer dans le temps et dans l'espace tant ils ont façonné le Brésil d'aujourd'hui par les migrations, accords et conflits qu'ils ont généré et par leurs vestiges matériels et immatériels, notamment l'acuité de la question foncière, l'identité de la classe sociale, ainsi que dans les relations de travail.

1.4 La problématique, question et hypothèses de recherche

La littérature scientifique sur la colonisation de l'Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle comporte des ouvrages montrant les spécificités de groupes de migrants, dont deux qui ont déjà été mentionnés dans l'Introduction générale. "*La Cité Domestique*" de Santos Jr. (1993) traite d'une communauté rurale de la Transamazonienne dont les migrants, pour la plupart originaires de l'Etat du Maranhão, de surcroît de la même zone, ont recréé, à plus d'un millier de kilomètres et plusieurs jours de voyage, une société avec des rapports sociaux, croyances, pratiques à la fois très proches de ceux qu'ils avaient quittés et bien différents de ceux de leurs nouveaux voisins originaires d'autres Etats, un peu comme s'ils avaient cherché à transposer dans le contexte amazonien la société et ses attributs qu'ils avaient été contraints de quitter dans l'Etat du Maranhão où leur subsistance n'était pas ou plus assurée. Sur le même front pionnier de la Transamazonienne, "*Le Salarat plutôt que la Malaria*" de Le borgne-David (1998) traite de l'installation et du devenir de migrants originaires de l'Etat du Paraná dans le Sud du Brésil, en montrant dans les trajectoires de ces migrants les stratégies d'adaptation à leur nouveau contexte de front pionnier, conduisant à des changements radicaux de mode de vie et de société, de plus sur de courts pas de temps, de l'ordre de quelques années, voire quelques mois. Or, toutes les trajectoires familiales de ces migrants sudistes avant leur arrivée sur le front pionnier de la Transamazonienne témoignent de ruptures antérieures radicales, au moins deux ou trois sur les dernières décennies. En effet, leurs familles sont toutes venues d'Europe à la fin du 19^e ou au début du 20^e siècle, fuyant la misère et la guerre, pour s'installer sur de petits lopins de terre attribués par le gouvernement brésilien dans l'Etat du Rio Grande do Sul. Ces lopins de terre se sont avérés rapidement insuffisants pour les familles comptant beaucoup d'enfants, les conduisant, eux ou leurs enfants devenus jeunes adultes, à migrer

dans les années 30 vers l'Etat du Paraná dans lequel de nouvelles colonies étaient créées. Les familles parties de l'Etat du Paraná pour le front pionnier de la Transamazonienne dans les années 70 et 80 y ont été, soit contraintes car en partie ruinées et désillusionnées à la suite des gelées successives de leurs caféières, soit à la recherche d'une terre plus grande pour survivre, soit incitées par les pouvoirs publics pour la colonisation de l'Amazonie. Dans chacun des deux groupes, tant celui des migrants nordestins originaires de l'Etat du Maranhão que pour celui des migrants sudistes originaires de l'Etat du Paraná, on retrouve des éléments propres à chacun des groupes, qui perdurent dans le temps et qui les différencient de l'autre groupe : attachement et tendance à la reproduction du mode de vie communautaire, maintien des rapports sociaux au sein des familles et entre les familles, systèmes de production agricole quasiment inchangés... pour les Nordestins ; histoire familiale faite de migrations, adaptation au changement rapide et radicale, famille restreinte comme élément central... pour les Sudistes. Il ressort des deux ouvrages précédents que l'ensemble des attributs propres à chacun des deux groupes, Nordestins et Sudistes, est considéré comme un postulat qui se retrouve également dans la vie de tous les jours. Ainsi, on entend à propos d'une attitude ou d'un comportement d'un migrant en relation avec une ou plusieurs des spécificités de son groupe : « *Normal qu'il soit ainsi, il est Nordestin* » ou « *Normal qu'il agisse de la sorte, il est Gaucho/Sudiste* ». On entend également des propos similaires concernant le fonctionnement d'une exploitation agricole, le type d'habitat et son entretien en milieu rural, les loisirs pratiqués par une famille, etc. Cet ensemble de spécificités propres à chaque groupe permettrait ainsi de le différencier des autres groupes. Et cet ensemble serait spécifique d'un groupe dans le temps.

Comme Santos Jr. (1993) et Le Borgne-David (1998), d'autres auteurs avancent ces ensembles d'attributs et leur maintien dans le temps comme des facteurs explicatifs d'un événement donné. C'est le cas par exemple de Sayago (*et al.*, 2012) à propos des migrants forestiers en provenance de régions de forêt atlantique du Sud-Est du pays, plus précisément des Etats du Minas Gerais, de Espirito Santos et de Rio de Janeiro, ainsi que du Sud de l'Etat de la Bahia, venus en Amazonie où ils poursuivent leur activité d'exploitants forestiers. C'est également le cas de Veiga (*et al.* 2004) considérant que les migrants originaires des Etats du Minas Gerais ou du Goiás réussissent généralement mieux dans la production laitière en raison de leurs expériences préalables dans ce domaine dans leurs régions d'origine.

D'autres ouvrages scientifiques plus centrés sur un front pionnier particulier et moins sur un groupe particulier de migrants, traitent d'une spécificité d'un groupe ou éventuellement communes à deux groupes, plus rarement à trois, et donc les différencient implicitement des autres groupes, considérant toujours cet attribut comme un postulat. Ainsi, concernant le Sud du Pará, Ianni (1978) et Schmink & Wood (1992) et Vaz (2013) traitent du processus d'accapuration des terres du front pionnier par les migrants originaires de la région du Sud-Est du Brésil, en particulier des Etats de São Paulo et du Minas Gerais. De même, dans la région de la Transamazonienne Paraliéu (1998), Ferreira (2001) ou Toni (1999) font état de pratiques

différenciées entre les groupes de migrants dans divers domaines de la vie familiale et économique. Enfin, quelques ouvrages apportent des éléments explicatifs intéressants sur la différenciation des groupes de migrants en traitant à une échelle régionale vaste, notamment celle de l'Amazonie Orientale, des thématiques aussi diverses que les conflits fonciers (TRECANNI, 2000), la déforestation (WOOD & PORRO, 2002), les filières bovines Pocard-Chapuis (2004).

Ainsi, une de nos deux hypothèses de recherche résulte de ce double questionnement sur les spécificités propres à chacun des groupes de migrants, spécificités les différenciant selon les cas d'un ou plusieurs autres groupes, d'une part, et sur la permanence de ces spécificités dans le temps de la migration, de l'installation sur le front pionnier, puis dans sa transformation en territoire, d'autre part. Cela nous a conduit à l'hypothèse d'une permanence socioculturelle spécifique à chaque groupe de migrants, qui induirait une différenciation des trajectoires de migration en Amazonie. Les groupes de migrants auraient des ensembles respectifs d'attributs, qui leur seraient propres, ensembles d'attributs en lien avec leur propre histoire, l'histoire de leurs familles et de leurs communautés, notamment pour ce qui est du rapport à la terre, au foncier, ainsi que de la relation au travail, à l'activité professionnelle dans la société.

Par ailleurs, quasiment tous les auteurs précédemment cités considèrent que les migrations vers l'Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle résultent en partie de politiques publiques, de manière directe en favorisant soit l'émigration de la région d'origine, soit l'immigration vers le front pionnier, soit les deux, ou de manière indirecte par divers mécanismes incitant à la migration. Toutefois, l'analyse de la littérature issue de ces recherches nous laisse penser que l'impact des politiques publiques sur la migration relève plus d'un postulat que d'une question de recherche. De plus, la profondeur historique sur le moyen et long terme – c'est-à-dire de plusieurs décennies à quelques siècles - est assez peu prise en compte dans ces diverses études alors que la succession des cycles économiques au Brésil présentée précédemment laisse supposer de fortes interactions entre les cycles, comme par exemple des mesures prises au cours d'un cycle qui impactent le ou les cycles suivants. En outre, les analyses de politiques migratoires concernant l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle restent très qualitatives et peu d'informations renseignent sur les effets de ces migrations en termes de quantités de migrants installés, de migrants qui sont restés, de migrants qui sont repartis sur leurs terres d'origine, et surtout de la différenciation du processus migratoire en fonction du type de migrants.

Parallèlement, lors de notre première recherche sur l'histoire de l'élevage en Amazonie, nous avons mis en évidence le rôle important de l'action publique dans l'arrivée des migrants, puis la colonisation des terres de type front pionnier et enfin la structuration en territoire du Sud du Pará à la fin de 19^e siècle et au début du 20^e siècle, soit sur une période de plusieurs décennies à quelques siècles avant la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle. En se

basant sur cette recherche, nous avons identifié les quatre cas suivants montrant le rôle majeur des politiques publiques sur le processus migratoire vers l'Amazonie :

- i. La politique coloniale d'expansion de la canne-à-sucre dans le Nordeste à partir du 17^e siècle, notamment dans l'Etat du Maranhão, où la culture avait été implantée au 16^e siècle, a poussé à la migration vers et dans l'arrière-pays, appelé Sertão, des petits colons et des communautés rurales à la recherche de nouvelles terres pour leurs activités agropastorales, créant ainsi un front pionnier avançant vers le sud et l'ouest au sein du Sertão.
- ii. La rencontre au cours des décennies suivantes, notamment au 18^e siècle, dans le Nord du Goiás (aujourd'hui Etat du Tocantins) entre ces migrants nordestins et la vague de migrants venus du Sudeste avec le cycle de l'or, ce dernier résultant aussi d'une politique coloniale spécifique, a conduit à des confrontations en raison des modes de vie, rapports sociaux et rapports à la terre différents². En conséquence, quelques communautés agropastorales ont poursuivi leurs avancées et ont traversé le rio Araguaia pour s'installer sur la berge occidentale dans le Sud du Pará, région alors pas encore concernée par le cycle minier.
- iii. L'initiative des Pères dominicains d'installer une de leurs missions dans le Sud du Pará autour de laquelle s'est progressivement créée la ville de Conceição do Araguaia. L'objectif de cette politique était d'évangéliser des populations autochtones qui jusqu'à présent avaient eu peu ou pas accès à la religion catholique.
- iv. Le premier cycle du caoutchouc, également une politique publique, cette fois du Brésil impérial puis républicain, a attiré dans le Sud du Pará de nombreux migrants, principalement en provenance du Nordeste, qui ont participé de manière significative à la colonisation puis au développement économique de la région autour du pôle régional qu'est devenue la ville de Conceição do Araguaia.

Parallèlement à ce rôle majeur des politiques publiques sur l'origine et le déroulement des migrations, nous avons mentionné une différenciation dans les trajectoires de migration en partie liée aux modes de vie et aux activités agropastorales ou minières des migrants. C'est ainsi que, comme le montre le second cas (ii), les agropasteurs nordestins étaient à la recherche de terre pour leurs cultures et de parcours pour leurs troupeaux tandis que les migrants en provenance du Sudeste venaient pour investir leur force de travail dans les mines, même si une fois installés ils pouvaient éventuellement développer une activité agropastorale. De même le quatrième cas (iv) laisse penser que les colons, anciens migrants nordestins, déjà installés sur la rive occidentale du rio Araguaia depuis plusieurs décennies au début du premier cycle du caoutchouc, avaient des conditions de vie et se voyaient offrir des opportunités

² La vague migratoire des chercheurs d'or est proche de ce qui s'appellera plus tard *Boom & Bust* : elle arrive, s'installe sans trop se préoccuper des populations déjà en place, exploite les minerais disponibles avec des dégâts collatéraux en termes d'environnement et de société, puis part plus en avant une fois la ressource minière en voie d'épuisement.

économiques, notamment dans les filières d'approvisionnement, meilleures que les nouveaux migrants dont la seule opportunité était d'investir leur force de travail dans l'exploitation du caoutchouc.

Par ailleurs, ces deux mêmes cas (ii et iv), mais également les deux autres (i et iii), nous ont conduit à émettre l'hypothèse que l'action publique, hormis le fait de favoriser les migrations, induisait une différenciation dans les trajectoires de migration dans la mesure où elle impactait différemment les divers groupes de migrants. C'est ainsi que l'action des Pères dominicains (cas iii) visait en premier lieu l'évangélisation des communautés riveraines de la rive occidentale du rio Araguaia qu'elles ont, avec le temps, contribué à structurer et territorialiser autour de la ville de Conceição do Araguaia. Les migrations ultérieures, notamment celles du premier cycle du caoutchouc, se sont insérées, de manière temporaire ou permanente selon le cas, dans le territoire ainsi construit, avec des échecs et succès dépendant des capacités propres de migrants. De même, la politique d'expansion de la canne-à-sucre dans le Nordeste à partir du 17^e siècle aurait semble-t-il impacté de manière différenciée les communautés agropastorales en fonction, d'une part, de leurs localisations respectives sur des terres propres ou non à la culture de la canne-à-sucre et, d'autre part, de leurs insertions préalables dans les réseaux d'expansion de cette culture. Une partie des communautés pastorales ont ainsi dû être littéralement expulsées de leurs terres quand d'autres ont été contraintes à partir et d'autres se sont, pour des raisons qui leur sont propres, intégrées dans le secteur de la canne-à-sucre.

Ainsi notre seconde hypothèse résulte également d'un double questionnement concernant l'impact des politiques publiques sur le processus migratoire vers l'Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, d'une part, et de leurs rôles dans la différenciation des trajectoires des migrants, notamment en fonction de leur groupe social de rattachement.

Nos deux hypothèses de recherche concernant les migrations vers l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle peuvent être formulées de la manière suivante :

- Les trajectoires de migration diffèrent entre les groupes sociaux car elles sont dépendantes de facteurs liés à l'histoire sociale, culturelle, politique, économique et agraire des groupes sociaux, induisant une permanence socioculturelle pour chacun des groupes ?
- L'action publique a influencé à la fois la migration et la différenciation des trajectoires des groupes de migrants, en raison de l'orientation volontaire ou non de politiques publiques sur un ou plusieurs groupes de migrants, d'une part, et de la capacité différenciée des groupes de migrants à tirer profit des politiques publiques, d'autre part ?

1.5 Le cadre institutionnel de la recherche et la période étudiée

Cette recherche doctorale au sein de l'Université Rennes 2 (France), s'est déroulée dans un cadre institutionnel brésilien particulier qu'il est nécessaire d'expliquer ici pour comprendre, d'une part, l'attente et la demande institutionnelle concernant la question scientifique, et en conséquence nos deux hypothèses de recherche et, d'autre part, le choix des terrains d'études. Ce cadre institutionnel brésilien s'organise autour de deux types d'institutions avec lesquelles nous collaborons depuis douze années au travers de divers projets de recherche qui seront mentionnés plus en avant. Le premier type regroupe les institutions de recherche, universités³ et centres de recherche⁴ agronomique et en sciences humaines et sociales. Le second type est constitué par l'ensemble des équipes locales d'appui direct ou indirect à l'agriculture que sont : EMATER et SAGRI, respectivement agence publique nationale d'appui à l'agriculture et secrétariat municipal de l'agriculture présents dans les communes ; les institutions en charge du cadastre foncier, en particulier ITERPA ; les agences bancaires en charge des prêts à l'agriculture, notamment la Banque d'Amazonie (BASA) et la Banque du Brésil (BB) ; les deux syndicats de producteurs ruraux présents dans la plupart des communes, celui des grands propriétaires appelé Syndicat Rural (SR) et celui des producteurs familiaux appelé Syndicat des Travailleurs Ruraux (STR) ; les ONG très présentes en Amazonie ; etc.

Les équipes universitaires et de recherche agronomique nous ont sollicités pour conduire notre recherche doctorale sur leurs propres terrains de recherche pour lesquels elles disposaient de données de différents types (social, agronomique, géographique, économique, politique), en particulier des rapports d'entrevues, et cela sur des pas de temps relativement longs, remontant parfois jusqu'au début de la colonisation. Parallèlement, au cours de nos précédentes années en Amazonie, nous avons collaboré avec ces équipes, qui sont le plus souvent pluri-institutionnelles et quasiment toujours inter ou transdisciplinaires. Leur intérêt pour notre recherche était double, d'une part un apport disciplinaire en histoire, dont aucune des équipes étaient jusqu'alors dotées et, d'autre part, travailler la question de la différenciation des trajectoires de migration selon l'origine des migrants, question qui n'avait pas été explicitement abordée jusqu'alors. Comme mentionné précédemment, il y avait eu cependant au début des années 90 une proposition de projet de recherche visant à qualifier sur la Transamazonienne les différences entre les migrants originaires du Nordeste et ceux originaires du Sud et du

³ Université de Brasília (UnB), notamment le Centre de Développement Durable (CDS) au sein duquel nous avons fait notre premier doctorat ; Université Fédérale du Pará (UFPA), en particulier l'institut d'Etudes sur l'Agriculture Familiale (INEAF) et le Centre des Hautes Etudes Amazoniennes (NAEA) ; Université Fédérale Rurale d'Amazonie (UFRA).

⁴ Embrapa Amazônia Oriental qui est le centre national de recherche agronomique de référence pour toute l'Amazonie Orientale ; le centre de recherche du Musée Paraense Emílio Goeldi (MPEG) ; le Cirad (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) qui opère en partenariat avec les universités et centres de recherche précédemment cités ; le CIFOR (Center For International Forestry Research) dont le bureau régional est basé à Embrapa Amazônia Oriental.

Sudeste du Brésil. Cette proposition de recherche n'avait pas été financée car ayant été jugée potentiellement discriminatoire vis-à-vis d'un ou plusieurs groupes de migrants.

Les institutions locales, intervenant à l'échelle d'une ou de quelques municipalités, ont été moins déterminantes dans le choix des terrains que les institutions universitaires et de recherche agronomique. De notre expérience en Amazonie Orientale brésilienne, nous retiendrons que ces institutions locales ont toujours été facilement accessibles, ouvertes à la collaboration et surtout disposant d'excellentes personnes-ressources sur les dynamiques locales et comme porte d'entrée auprès des acteurs locaux, tant en milieu urbain que rural.

Concernant la période étudiée, notre recherche s'intéresse en premier lieu aux migrations en lien avec la colonisation de l'Amazonie initiée par les militaires au pouvoir au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. Afin de mieux décrire, comprendre puis comparer les trajectoires de migration, il a été nécessaire de prendre en compte l'histoire de ces migrants, de leurs familles, de leurs communautés, des origines, raisons et attentes mises dans leurs migrations. Cela nous a conduits à remonter le 20^e siècle et la fin du 19^e siècle. En effet, la période de la fin du 19^e au tout début du 20^e siècle été riche en termes de mouvements migratoires au Brésil et en Amazonie. Il y a eu en particulier le premier cycle du caoutchouc ayant drainé vers l'Amazonie quelques dizaines de milliers de migrants, principalement des Nordestins, mais également d'autres régions du Brésil et même de l'étranger, notamment d'Europe. Ces migrants ont contribué à structurer et densifier d'un point de vue démographique l'Amazonie des Fleuves (Rios) par la construction de ces nombreux villages et bourgs installés aux confluences fluviales et aux lieux de rupture de charge des filières du caoutchouc.

Il y a également eu à cette même période l'arrivée de plusieurs milliers de familles en provenance d'Europe Centrale qui se sont installées dans le Rio Grande do Sul. Une partie d'entre elles migrera vers le Paraná à partir des années 30-40 lors de la colonisation de cet Etat par la "Marche vers l'Ouest", puis vers l'Amazonie au cours des années 60, 70 et 80, en particulier sur notre terrain d'études de la Transamazonienne, et plus récemment sur nos trois terrains avec le développement de l'agrobusiness du soja dont les Sudistes ou Gauchos détiennent une expertise reconnue basée sur leur longue expérience de cette culture dans l'Etat du Rio Grande do Sul, puis dans celui du Paraná.

Enfin, rappelons qu'à la suite de notre premier doctorat nous disposons de nombreuses informations et données sur cette époque située à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, en particulier sur le Sud du Pará, notre principale région d'études, mais aussi sur l'Amazonie Orientale et sur l'ensemble du bassin, ainsi que sur le Nordeste et le Centre-Ouest voisins d'où venaient la plupart des migrants ayant peuplé le front pionnier du Sud du Pará.

Concernant les politiques migratoires et leurs actions et impacts différenciés selon le type de migrants, il nous a semblé important d'aller chercher dans l'histoire du Brésil des éléments concernant les politiques migratoires successives pouvant étayer, confirmer ou infirmer nos hypothèses de recherche sur, d'une part, la différenciation des trajectoires de

migration selon les groupes sociaux et, d'autre part, sur le rôle de l'action publique dans l'origine, le déroulement et le devenir des migrations. Ces éléments ont identifiés et analysés de manière chronologique dans le Brésil colonial puis impérial et enfin républicain jusqu'à la colonisation de l'Amazonie mise en œuvre par les militaires dans la seconde moitié du 20^e siècle.

1.6 Nos terrains de recherche

Notre ambition initiale était d'étudier nos deux hypothèses à l'échelle de l'Amazonie brésilienne à partir de quelques régions d'études contrastées, trois, quatre ou cinq, afin de mieux pouvoir se détacher du contexte régional et ainsi mieux saisir leur généralité. Toujours dans ce souci de monter en généralité, notre idée initiale était également de comparer avec une ou deux autres régions au monde fortement marquées par un ou plusieurs processus de migration⁵. Il s'est rapidement avéré que l'immensité de l'Amazonie, ainsi que la diversité et la complexité des migrations rendraient impossible cette comparaison avec un, à plus fortes raisons deux terrains hors Amazonie, dans le temps imparti pour un doctorat.

La demande institutionnelle des équipes de recherche avec lesquelles nous collaborions, notamment UnB-CDS, Embrapa Amazônia Oriental, UFPA et Cirad, souhaitait également prendre en compte d'autres terrains de recherche que le seul Sud du Pará, pour lequel nous avons construit notre référentiel quant à nos deux hypothèses de recherche. En accord avec ces équipes, tout en gardant notre souci de généralité de nos hypothèses de recherche, nous avons retenu de privilégier dans notre choix des terrains d'études, d'une part, la diversité des contextes, et donc des migrations dont ils avaient été le cadre et, d'autre part, la présence sur ces terrains de données et d'informations, anciennes et récentes, sur la construction et l'organisation de la société locale, en particulier sur les migrations. Ces deux grands critères nous ont conduits à choisir Paragominas et la Transamazonienne comme second et troisième terrains de recherche en complément du Sul du Pará. D'autres terrains ont été envisagés tels que l'Etat du Rondônia traversé par la route de colonisation Cuibá - Porto Velho (BR-364), terrain assez comparable à la Transamazonienne, notamment en termes de programmation de la colonisation, mais pour lequel nous avons moins de contacts personnels et institutionnels. Ont également été envisagés le nord de l'Etat du Mato Grosso, le long de la route de colonisation Cuibá-Santarém (BR-163), ainsi que l'Etat du Roraima situé au nord de

⁵ Nous avons notamment pensé et commencé à travailler sur le *Highlands Clearance*, processus ayant eu lieu au 17^e et 18^e siècles dans les Highlands écossais où la terre des communautés de petits exploitants, le plus souvent agriculteurs, éleveurs, mais aussi pêcheurs, artisans, etc. a été attribuée à des lords en vue de produire de la viande, de la laine et du cuir nécessaire aux armées de Sa Majesté en guerre pour la construction de l'Empire britannique. Nombreux de ces petits exploitants ont été conduits, voire contraints, à migrer vers les nouvelles colonies où leurs compétences, notamment en élevage, permettraient à la fois leur survie, leur participation à l'économie coloniale britannique et l'occupation des terres par des sujets de Sa Majesté.

l'Amazonie brésilienne. Ces deux régions sont proches dans leur dynamique actuelle du terrain de Paragominas. En revanche, ils diffèrent par la distribution des provenances des migrants, alors que Paragominas nous apparaissait à la fois comparable et complémentaire du Sud du Pará, en particulier concernant les migrations des Mineiros e Goianos originaires respectivement des Etats du Minas Gerais et du Goiás. Nous avons également pensé à la zone Bragantine, plus ancienne zone de colonisation en tant qu'arrière-pays de la ville de Belém, capitale de l'Etat du Pará. Toutefois, cette région, l'un des fronts pionniers amazoniens les plus étudiés au Brésil, est également fortement marquée par la colonisation du début du 20^e siècle, c'est-à-dire la colonisation antérieure à celle de la seconde moitié du 20^e siècle, ce qui aurait biaisé la comparaison avec les autres terrains d'études.

1.6.1 Le Sud du Pará

Comme mentionné, le Sud du Pará était le terrain sur lequel nous avons construit notre référentiel et nos deux hypothèses de recherche sur l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle. Plus particulièrement, nos années passées dans la région nous avaient permis d'entrevoir des différences pertinentes pour nos deux hypothèses entre trois groupes de migrants : les Nordestins récemment venus pour vendre leur force de travail ; les Mineiros et Goianos, respectivement en provenance des Etats du Minas Gerais et du Goiás, à la recherche de terres à mettre en valeur ; les Paulistes, originaires de l'Etat de São Paulo, poussés par la perspective d'une ou plusieurs opérations foncières, comme cela avait été le cas au cours des deux décennies précédentes dans l'Etat du Paraná.

De plus, au cours de notre précédent doctorat, nous avons réalisé une recherche de la littérature sur l'histoire de la région, notamment celle du 19^e et début du 20^e siècle. Les principaux ouvrages de référence sur la colonisation du Sud du Pará au 20^e siècle sont Moreira Neto (1960), Ianni (1978), Scmink & Wood (1992), Vaz (2013), auxquels il faut ajouter quelques autres ouvrages de référence traitant en partie de ce terrain tels que Treccani (2000), Veiga (et al. 2004), Pacheco (2005), Pocard-Chapuis (2005). Par ailleurs, nous connaissions les fonds documentaires disponibles. Nous avons notamment pu exploiter en France le fond documentaire des Pères dominicains qui avait été transféré à la bibliothèque dominicaine à Toulouse.

Nous disposions aussi de nombreux contacts sur place, en particulier nous connaissions personnellement plusieurs des premiers migrants encore en vie, arrivés dans la région au tout début de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle.

En revanche, il n'y avait pas dans le Sud du Pará d'institution universitaire et de recherche agronomique. Embrapa Amazônia Oriental avait bien eu un bureau local au début de la colonisation, mais il n'avait été fonctionnel que quelques années. Les chercheurs, comme les universitaires venaient pour leurs recherches dans le Sud du Pará en mission d'une ou deux

semaines, voire plus, en particulier pour les doctorants. Ainsi les données disponibles se trouvaient aux sièges des institutions localisés à Belém, soit près de 1000km au nord.

Enfin, de par son antériorité dans la colonisation de l'Amazonie brésilienne de la seconde moitié du 20^e siècle, le Sud du Pará était considéré comme prioritaire par les équipes de recherche auxquelles nous participions car y avaient testé des mesures de politique publique dont certaines seront reproduites et d'autres non, notamment en termes d'attribution foncière et de financement des familles de nouveaux colons.

1.6.2 La Transamazonienne

La colonisation de la partie de la Transamazonienne retenue comme un de nos trois terrains d'études a démarré au tout début des années 70 quasiment en même temps que la construction de la route, soit une dizaine d'années après celle du Sud du Pará. L'originalité de la colonisation de la Transamazonienne est d'avoir été planifiée pour accueillir principalement des petits exploitants, pas encore appelés agriculteurs familiaux, sur des lots de forêt de 100 hectares, avec seulement quelques lots de 500 et de 3000 hectares voués en principe à l'élevage. Cela fait de la Transamazonienne un terrain de recherche très différent du Sud du Pará où le lot unitaire de colonisation était de 4500 hectares avec la plupart des attributions comptant plusieurs lots destinés à des entreprises du Sudeste et du Sud souhaitant investir en Amazonie.

Outre les retombées sociales et politiques pour les militaires au pouvoir d'une colonisation destinée à l'agriculture familiale, une des raisons de ce type de colonisation sur la Transamazonienne est l'importance de sols aptes à toute culture pérenne qu'elle soit cacao, café, poivre ou autre, viabilisant ainsi des exploitations familiales sur des lots relativement petits. Une grande partie des sols du Sud du Pará sont plus pauvres et donc plus propices à l'implantation de pâturage et en conséquence à l'élevage.

Une autre différence entre la Transamazonienne et le Sud du Pará est pour la première d'être le long d'un axe routier appelé à devenir important alors que le second ressemblait plus à un cul-de-sac, tout au moins au début de la colonisation

Par ailleurs, différence majeure pour notre recherche, la Transamazonienne a reçu de nombreux migrants venant du Sud du Brésil, principalement du Paraná où leurs familles s'étaient installées quelques décennies auparavant, lors de la colonisation de cet Etat. Ces familles étaient gauchas, c'est-à-dire venant du Rio Grande do Sul où elles étaient arrivées à partir de la fin du 19^e siècle en provenance d'Europe Centrale, en particulier Italie, Allemagne et Pologne. Nous avons donc à faire à des familles ayant fait au minimum trois migrations sur moins d'une centaine d'années. Alors que les migrants installés dans le Sud du Pará venaient principalement du Sudeste, c'est-à-dire des Etats du Minas Gerais, Goiás, São Paulo et Espirito Santo, où la plupart étaient installés depuis plusieurs décennies. Toujours concernant l'origine

et le type de migrants, notons que dans les deux terrains d'études du Sud du Pará et la Transamazonienne, l'autre grande partie des migrants était constituée par les Nordestins.

Enfin, en raison de sa colonisation à la fois planifiée et destinée en priorité à l'agriculture familiale, de surcroît diversifiée, la Transamazonienne a plus suscité l'intérêt des institutions publiques de recherche et d'appui à l'agriculture et ONGs que le Sud du Pará voué à l'élevage en ranch. De plus, et pour les mêmes raisons, la Transamazonienne a très tôt attiré la coopération internationale, notamment française au travers de l'IRD (ex ORSTOM) et du Cirad, et nord-américaine.

1.6.3 Paragominas

La région de Paragominas s'est imposée comme troisième terrain d'études pour les trois raisons suivantes. La première est d'être traversée par une route brésilienne majeure qu'est la Belém – Brasília. Voulu et pensée comme l'ouverture de l'Amazonie Orientale sur Brasília, cette route est devenue rapidement la grande et principale voie de communication et de transports des biens et des personnes entre la capitale du Pará et la capitale fédérale. Avec Paragominas, nous sommes loin du cul-de-sac qu'a longtemps été le Sud du Para et de la Transamazonienne longtemps affublée du nom de: "la route qui vient d'on ne sait où et qui va nulle part".

La seconde raison du choix de Paragominas est sa proximité avec Belém où on accède en quatre heures en voiture et 5-6 heures en bus ou camion. Ainsi, au début de la colonisation, de nombreux grands propriétaires passaient la semaine à Paragominas sur leurs ranches et le weekend à Belém où la famille résidait toute l'année pour bénéficier de l'environnement scolaire et universitaire, mais aussi commercial, social, politique et médical. Nous pensons que cette proximité a créé des conditions de vie différentes de celle du Sud du Pará et de la Transamazonienne et ayant impacté les trajectoires des migrants.

Cette proximité avec Belém, lieu de décision et d'exécution du pouvoir régional en Amazonie Orientale brésilienne a par ailleurs induit un dynamisme particulier au front pionnier de Paragominas, notre troisième raison. Nous (VAZ *et al.*, 2013) liions en partie ce dynamisme particulier de Paragominas à la localisation sur la Belém – Brasília, à proximité de Belém, mais aussi du Nordeste. Ainsi, au cours de son demi-siècle d'existence, Paragominas a été successivement un modèle de colonisation publique et privée, un centre majeur de l'élevage en Amazonie à partir des années 70-80, la capitale du bois dans les années 90 et depuis le début du millénaire une région-phare pour l'agrobusiness en Amazonie, tout en appliquant une politique se voulant écologique au travers du programme "Municipalité Verte" (*Município Verde*).

Enfin, Paragominas a toujours été un terrain de recherche important en écologie forestière, également en lien avec sa proximité de Belém, les chercheurs pouvant facilement passer quelques jours à une semaine sur leur terrain.

Concernant l'origine des migrations, le nom de Paragominas a été fait avec les noms de Pará, Goiás et Minas, montrant ainsi la base sociale de la société initiale. A partir de cette base, l'élevage en ranch et surtout l'exploitation forestière a attiré un grand nombre de migrants Nordestins à la recherche d'un emploi faisant de Paragominas une ville à dominante nordestine. D'un point de vue foncier, Paragominas est une région de grands ranchs de plusieurs milliers d'hectares – le lot unitaire était ici aussi de 4500 hectares – entre lesquels se sont installées des communautés d'agriculteurs familiaux faisant de la région un cas d'études différent du Sud du Pará et de la Transamazonienne

1.7 Les sources d'information et les données utilisées

Les données utilisées ont été regroupées en quatre grands types. Le premier type est l'ensemble de la littérature scientifique sur l'histoire du Brésil, littérature disponible dans les fonds documentaires tels que les bibliothèques institutionnelles, surtout universitaires, les bibliothèques personnelles auxquelles nous avons eu accès, les musées, etc. Cette littérature est de plus en plus accessible par internet. La plus grande part de cette littérature scientifique est contemporaine, c'est-à-dire publiée au cours des dernières décennies, en particulier pour celle concernant la colonisation de l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle. Il s'agit principalement de recherches, souvent doctorales, en diverses disciplines telles que la géographie, l'économie agraire, la sociologie et l'anthropologie, les sciences politiques, et bien évidemment l'agronomie, la foresterie, la zootechnie et la médecine vétérinaire, en raison de l'activité agraire omniprésente sur les fronts pionniers amazoniens. En se référant aux définitions respectives⁶ de la pluri, la multi, l'inter et la transdisciplinarité données par ANR (2010), plusieurs de ces ouvrages sont pluridisciplinaires ou multidisciplinaires. Certains ouvrages sont interdisciplinaires ou transdisciplinaires, notamment ceux issus de recherches doctorales, de surcroît en histoire, géographie et économie agraire de par la nature inter et transdisciplinaire de ces disciplines. Les ouvrages et documents de ce premier type ont été essentiels pour étayer notre question et nos hypothèses de recherche, puis pour la construction de la première partie de la thèse. Ils ont aussi grandement contribué à comprendre et expliquer

⁶ Selon ANR (2010) : i) la pluridisciplinarité consiste à faire coexister plusieurs disciplines dans une même entité, sans qu'il y ait un échange entre elles. ; ii) la multidisciplinarité est la rencontre, autour d'un objet d'étude commun, de disciplines distinctes, mais où chacune conserve la spécificité de ses règles, méthodes et outils. ; iii) l'interdisciplinarité permet l'échange des concepts, des règles, des méthodes et des outils entre les différentes disciplines, pour aborder un même sujet d'étude. Elle cherche à tendre vers une compréhension globale du sujet d'étude. iv) La transdisciplinarité est un processus d'intégration et de dépassement des disciplines. Elle a pour objectif la compréhension de la complexité du monde.

tant les politiques publiques que les trajectoires de migration présentées dans la seconde partie de la thèse. Par ailleurs, ces ouvrages de la littérature scientifique se référant à d'autres ouvrages ou documents, nous avons également consulté plusieurs de ces références afin de mieux en comprendre le sens et le contexte de l'époque concernée, se détachant ainsi de la seule interprétation faite par les auteurs contemporains.

Le second type de données regroupe l'ensemble des documents ne résultant pas forcément d'un travail scientifique comme par exemple des ouvrages, des articles de journaux, des discours, des affiches d'information ou de propagande, ou relevant de la littérature "grise" comme des synthèses d'événements sociaux, économiques ou politiques, des bilans d'activités de projets et des rapports de voyage. L'intérêt de ce second type de données est de fournir de l'information sur le contexte, les perceptions et les interprétations qu'en ont les auteurs au moment des faits ou peu de temps après. C'est notamment le cas des ouvrages écrits par des migrants ou des descendants de migrants sur l'histoire de leurs familles, leurs communautés, leurs villes ou leurs régions. Même s'ils n'ont pas leur place dans la littérature scientifique, ces ouvrages fournissent de nombreux témoignages et points de vue venant étayer et/ou questionner la littérature des historiens. La consultation et l'analyse de ces ouvrages, tant sur Paragominas que sur le Sud du Pará et la Transamazonienne, s'est avérée riche d'informations pour notre thèse. De plus, en décrivant des faits tels qu'ils ont été vécus par leurs auteurs ou rapportés par leurs parents et grands-parents, ces ouvrages laissent entrevoir d'éventuelles nouvelles voies de recherche. Ce fut le cas avec plusieurs documents consultés à bibliothèque des Pères dominicains de Toulouse, dans laquelle a été transférée il y a près d'un demi-siècle, une grande part des documents écrits à partir de la fin du 19^e siècle lors de l'installation de leur mission dans ce qui deviendra la ville de Conceição do Araguaia dans le Sud du Pará.

Le troisième type de données concerne les comptes rendus d'entrevues auxquelles nous avons eu accès, entrevues conduites par les équipes de recherche avec lesquelles nous avons collaboré, pour une partie d'entre elles au cours de nos années passées en Amazonie. Ces entrevues auprès d'acteurs locaux (élus et anciens élus, agents administratifs, représentants d'associations, notables locaux, entrepreneurs, techniciens, agriculteurs, gestionnaire de ranchs, producteurs ruraux) ont été menées principalement dans le cadre de cinq projets de recherche IAI/NSF-CRN 008⁷, BIODAM⁸, TRANS⁹, MOUVE¹⁰ et ECOTERA¹¹, et

⁷ *Cattle Ranching, Land Use and Deforestation in Amazonia: a comparative analysis of Brazil and Peru*, financé par *Inter American Institute for Global Change Research (IAI) / National Science Foundation (NSF) – Collaborative Research Network Program 1, n° 008 (CRN 1-008)*, coordonné par University of Florida, USA, 1996-2003 (<http://www.iai.int/en/post/detail/1%C2%BA-programa-de-redes-de-investigaci%C3%B3n-cooperativa-crn-1>)

⁸ *Gestion de la biodiversité et des ressources renouvelables en Amazonie (BIODAM)*, financé par *Institut Français de la Biodiversité (IFB)*, coordonné par Ird & Cirad, France, 2001-06. (<https://agritrop.cirad.fr/554148/>)

⁹ *Transformation de l'élevage et dynamique des espaces (TRANS)*, financé par *Agence Nationale de la Recherche (ANR), Prog. fédérateur Agriculture et Développement Durable (ADD)*, coordonné par Inrae & Cirad, France, 2005-10 (<https://anr.fr/Projet-ANR-05-PADD-0003>)

se sont déroulées sur une période d'une vingtaine d'années, à partir du milieu des années 1990. Les deux particularités de ces cinq projets pour notre recherche sont, d'une part, de s'être intéressés à l'histoire des familles avant, pendant et après la migration, sur un, deux ou nos trois terrains de recherche, et, d'autre part, d'avoir conduit les entretiens de manière interdisciplinaire, transdisciplinaire pour trois d'entre eux, de la préparation des entretiens à la rédaction des rapports. Les entretiens étaient menés par deux, trois ou quatre chercheurs de diverses disciplines (géographie, économie, science politique, sociologie, anthropologie, agronomie, foresterie, zootechnie, médecine vétérinaire, rarement histoire, sauf quand nous étions présente) avec quasiment toujours une compétence en sciences humaines et une compétence en sciences techniques. Cette interdisciplinarité tout au long de l'entretien a été très importante car elle a permis de croiser les points de vue disciplinaires sur les divers aspects de la migration au cours même de l'entretien. De plus, chaque chercheur prenait la conduite de l'entretien quand le sujet portait sur sa discipline. Au cours de l'entretien, chaque chercheur prenait ses propres notes. Une fois l'entretien fini, un premier compte-rendu était rédigé, si possible en commun, à partir des notes prises et des souvenirs à "chaud" de l'entretien. Par la suite, chaque membre pouvait reprendre le premier compte-rendu à sa guise. Cette phase de rédaction commune du rapport d'entretien est un élément central de ce type de collecte et enregistrement de l'information comme l'a conceptualisée (WOOD, 2015) sous l'appellation d'entretien interactif. Environ 150 à 200 comptes rendus d'entretiens, dont une quarantaine à laquelle nous avons participé - sont disponibles auprès des équipes des projets de recherche dans lesquels les entretiens ont été conduits. Le tableau 1.1 présente l'origine des données pour les entretiens des migrants mentionnés dans la deuxième partie, notamment dans les Chapitres 7, 8, 9 et 10.

¹⁰ *Les interactions Elevage et Territoire dans la mise en mouvement de l'intensification écologique* (MOUVE), financé par Agence Nationale de la Recherche (ANR), Prog. SYSTERRA - Ecosystèmes, territoires, ressources vivantes et agricultures, coordonné par Inrae & Cirad, 2011-16 (<https://anr.fr/Projet-ANR-10-STRA-0005>)

¹¹ *ECoefficiences et développement TERRitorial en Amazonie Brésilienne* (ECOTERA), financé par Agence Nationale de la Recherche (ANR), Prog. AGROBIOSPHERE - Viabilité et Adaptation des Ecosystèmes Productifs, Territoires et Ressources face aux Changements Globaux, coordonné par Cirad, 2013-17, (<https://anr.fr/Projet-ANR-13-AGRO-0003>)

Tableau 1.1. Origines des données concernant les trajectoires de migration présentées aux chapitres F, G, H, I

Groupes socio-culturels	PAU				MIN-GOI									SUL-GAU										NDT																		
	1	2	3	4	1	2	3	4	5	6	7	8	9	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15				
Entrevues Projet PFD Amazônia ⁱ					X	X						X	X														X	X	X	X	X											
Fermes Référence Embrapa-UFPA ⁱⁱ							X						X	X	X		X					X	X	X											X	X		X				
Suivis Fermes Réf. Embrapa-UFPA ⁱⁱⁱ							X						X			X						X													X	X		X				
Entrevues Projet PROCITROPICOS ^{iv}					X	X		X					X	X	X		X					X	X											X	X	X		X				
Entrevues Projet IAI ^v	X	X		X			X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Entrevues Projet BIODAM ^{vi}							X	X					X		X	X	X	X				X						X					X								X	
Entrevues Projet TRANS ^{vii}					X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X		X		X						X					X				X		X	X	X	
Entrevues Projet MOUVE ^{viii}							X			X	X	X	X	X	X		X	X		X				X									X								X	
Projet FLOAGRI ^{ix}								X									X		X																							
Projet ECOTERA ^x													X																													
Entrevues de doctorats/masters ^{xi}	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X	X	X		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		
Réunions de stakeholders ^{xii}	X	X		X			X	X		X	X	X	X		X	X	X	X																							X	
Entrevues spécifiques de la thèse ^{xiii}	X	X	X	X						X		X	X				X																									
Autres entrevues et contacts ^{xiv}	X	X	X	X	X	X	X			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	

ⁱ Projet RFD Amazonie/PFD Amazônia (*Recherche, Formation et Développement en Amazonie*), financé par Coopération France-Brésil, 1986-1995.

ⁱⁱ Fermes de référence Embrapa-UFPA (1993-1996), *Projet Manejo da pastagem e da Pecuária no Contexto da Pequena Produção Agrícola*, financé par Embrapa et UFPA, 1993-1996.

ⁱⁱⁱ Suivis techniques et socioéconomiques de fermes de référence Embrapa-UFPA, financé par Embrapa et UFPA, 1994-1998.

^{iv} Projet de recherche PROCITROPICOS (*Programa de Investigación Científica para el Desarrollo de los Trópicos*), financé par IICA: *Instituto Interamericano de Cooperación para a Agricultura*, 1992-1996.

^v Projet CRN8 (*Collaborative Research Network, Number 8*) of IAI (*Inter American Institute for Global Change Research*), 1998-2003.

^{vi} Projet BIODAM (*Gestion des Ressources Naturelles et de la Biodiversité en Amazonie*), financé par ANR (*Agence Nationale de la Recherche, France*), 2004-2006.

^{vii} Entrevues Projet TRANS : Transformations de l'élevage et dynamiques des espaces, financé par ANR (*Agence Nationale de la Recherche, France*), Programme ADD : *Agriculture et Développement Durable*, 2004-2008.

^{viii} Entrevues Projet MOUVE : Les interactions Elevage et Territoire dans la mise en mouvement de l'intensification écologique, financé par ANR (*Agence Nationale de la Recherche, France*), Programme SYSTERRA : "EcoSYStèmes, TERritoires, Ressources vivantes et Agricultures", 2010-2013, <https://anr.fr/Projet-ANR-10-STRA-0005>

^{ix} Projet FLOAGRI : Forêt et Agriculture en Amazonie / *Floresta e Agricultra na Amazônia*, financé par FRP7 Union Européenne, 2005-2009, <https://bresil.cirad.fr/publications-ressources/ressources-en-ligne/floagri>

^x Projet ECOTERA : "Eco-efficacités et développement Territorial durable en Amazonie Brésilienne", financé par ANR (*Agence Nationale de la Recherche, France*), Programme SYSTERRA : "EcoSYStèmes, TERritoires, Ressources vivantes et Agricultures", 2014-2017, <https://ur-green.cirad.fr/projets/ecotera>

^{xi} Doctorants et masters ayant été réalisés en partie ou totalement dans l'un des projets ci-dessus mentionnés

^{xii} Réunions avec des stakeholders pour l'organisation, le déroulement ou l'évaluation d'événements (SIED/2002, 1s Journées Amazoïennes/2002), lors de missions d'appui, etc.

^{xiii} Entrevues spécifiques conduites dans le cadre de cette thèse ou de la thèse précédente

^{xiv} Autres entrevues et contacts au cours de missions d'appui, élaboration de projets de recherche, autres projets de thèse réalisés dans la région, etc.

Le quatrième type de données regroupe l'ensemble de l'information recueillie au cours de nos propres entretiens menés dans le cadre de cette thèse ou de notre précédente thèse (2008-2013), auprès d'un ou plusieurs membres des familles interviewées. A la différence du type précédent réalisé par une équipe interdisciplinaire, nos entrevues ont été menées le plus souvent de manière individuelle, éventuellement en présence d'un autre chercheur nous accompagnant sur le terrain ou de la personne nous ayant introduit dans la famille. L'entretien se déroulait le plus souvent chez la ou les personnes interviewées, plus rarement sur leurs lieux de travail. L'entretien démarrait systématiquement par une présentation de notre recherche. Nous avons ainsi pu rapidement constater l'intérêt et l'envie des personnes interviewées de parler de leurs propres histoires personnelles, de celles de leurs familles, de leurs passés. L'entretien durait généralement quelques heures, en fonction de la disponibilité de la ou des personnes interviewées. Nous n'hésitions pas revenir une ou plusieurs fois au cours des jours suivants pour poursuivre l'entretien, prendre de l'information complémentaire sur tel ou tel sujet qui ne nous paraissait pas suffisamment clair ou qui nous semblait intéressant à approfondir, éventuellement pour interviewer d'autres membres de la famille. L'information recueillie était prise sur un carnet de notes puis était retranscrite dans des rapports d'entretiens. Environ 30 entrevues ont été conduites de la sorte entre 2008 et 2018, période pendant laquelle nous vivions en Amazonie. De plus, résidant sur place et intégrée dans la société locale, la collecte de l'information sur plusieurs familles de migrants est devenue informelle car se faisant aussi au cours de rencontres entre amis, d'évènements culturels, de loisirs, comme ce fut le cas par exemple avec les membres des familles des migrants paulistes N1, N2 et N4, dont les trajectoires seront présentées dans le Chapitre 7. Cette proximité avec certaines familles de migrants nous a également permis de compléter et vérifier les dires d'autres personnes ou familles entrevues au préalable et qu'elles connaissaient.

Parallèlement à ces quatre types de données, nous nous sommes appuyés sur notre propre expérience personnelle en tant que fille de migrants ukrainiens installés dans le Paraná dans les années 20, avant de migrer personnellement en Amazonie jusqu'à récemment. Ainsi, toute notre enfance a été baignée dans la notion de migration avec le souci de s'intégrer dans notre nouvelle région, notre nouveau pays, tentant de faire abstraction du passé, jusqu'à en oublier la langue de nos parents et grands-parents. En arrivant en Amazonie, notre statut de migrante en provenance du Sud du Brésil, issue d'une famille de migrants originaires d'Europe centrale, nous a donné une certaine position vis-à-vis des migrants que nous avons interviewé dans la mesure où beaucoup des questions sur le passé, le présent et le futur, sont des questions que nous nous sommes en partie posés, individuellement ou dans le cadre de notre famille.

1.8 Traitement de l'information et analyse des données

Le traitement de l'information repose dans un premier temps - correspondant à la première partie de la thèse - sur l'approche chronologique des migrations, et des politiques qui y sont liées, dans l'histoire du Brésil depuis le début du 16^e siècle jusqu'à la colonisation de l'Amazonie dans les années 60. Les migrations et les politiques correspondantes ont été analysées de manière diachronique et synchronique.

L'analyse diachronique nous permet de décrire et comprendre les dynamiques propres des politiques publiques, ainsi que leurs évolutions, effets et impacts dans le temps. C'est ainsi qu'il ressort que la colonisation de l'Amazonie conduite par les militaires à partir des années 60-70 apparaît comme l'expansion vers le nord, et donc l'Amazonie, de la "Marche vers l'Ouest", du programme politique appelé "*Estado Novo*", implanté dès les années 30 sous le premier gouvernement Gétúlio Vargas, avec en particulier le début de la colonisation de l'Etat du Paraná, puis poursuivi dans les années 40 et 50 avec notamment la construction de la nouvelle capitale Brasília au centre du pays en vue de mieux intégrer les régions périphériques qu'étaient l'Ouest et le Nord, respectivement appelées Centre-Ouest et Amazonie. Sur un pas de temps plus grand, nous verrons également que la volonté des militaires au pouvoir dans les années 60 de sécuriser les frontières nationales vis-à-vis de voisins potentiellement envahissants est une préoccupation récurrente dans l'histoire du Brésil. C'est ainsi que plusieurs politiques coloniales puis impériales visaient déjà, un à deux siècles plus tôt, à occuper et coloniser les terres des frontières méridionales de la colonie et de l'empire pour prévenir et dissuader les initiatives d'expansion territoriale du Paraguay, Uruguay et Argentine sur les terres ouvertes du biome Pampa. Or, les lieux et formes d'attribution et d'occupation de ces terres de pampa ont indirectement orienté les migrations d'Europe Centrale de la fin du 19^e siècle vers les terres libres du biome "Forêt Atlantique" (*Mata Atlântica*) situées plus à l'intérieur du pays. Par ailleurs, ces formes d'attribution et d'occupation de ces terres à l'époque impériale ont des effets encore visibles aujourd'hui en termes de cadastre et de statut foncier, et donc de dynamique territoriale et de réorganisation foncière.

Nous nous sommes focalisés sur quelques migrations et politiques majeures, concernant notamment l'Amazonie, afin d'étayer nos deux hypothèses de recherche et de dégager des éléments pertinents en vue de les confirmer ou les infirmer. Le premier cycle du caoutchouc s'étalant de la fin du 19^e au début du 20^e siècle est à ce sens riche d'enseignements. En effet, l'analyse synchronique permet de mettre en perspective, d'une part, la politique gouvernementale de colonisation basée sur une propagande savamment menée faite en grande partie de promesses impossibles à tenir et, d'autre part, des vagues de migrants venant de tout le pays, en particulier du Nordeste, mais aussi de la lointaine Europe, tous convaincus par la propagande et attirés par l'opportunité de meilleures conditions de vie, le tout pour le plus grand bénéfice des acteurs de la filière caoutchouc qui étaient déjà en place et se

sont largement enrichis en quelques années, comme en témoignent les monuments de l'époque dans les villes de Belém et Manaus.

Un autre exemple de l'intérêt de l'analyse synchronique pour notre approche est donné par la tentative d'amélioration de la productivité de l'agriculture de la Bragantine dans la première moitié du 20^e siècle. En effet, ont convergé à cette époque, la politique fédérale brésilienne d'intégration des régions périphériques, dont l'Amazonie, la politique de l'Etat du Pará de promouvoir son agriculture et de mieux tirer profit des investissements réalisés dans la Bragantine, la demande locale croissante en produits agricoles et alimentaires pour approvisionner le marché de la capitale de l'Etat, Belém do Pará. Face à cette convergence d'intérêts, plusieurs groupes de migrants en provenance d'Europe se sont installés en Bragantine. Beaucoup d'entre eux n'étaient pas forcément qualifiés dans le domaine agricole, mais étaient prêts à s'y investir si cela pouvait leur bénéficier, quitte à changer de secteur d'activité une fois le service effectué dans le secteur agricole. La divergence de la demande des acteurs locaux, aussi bien les politiques que les techniciens et les producteurs et l'offre de services faite par les migrants explique en partie les résultats en deçà de ceux escomptés par cette initiative.

Dans un second temps – correspondant à la deuxième partie de la thèse – notre méthode consiste dans la description et l'explication, puis dans une tentative de modélisation des trajectoires de migration à partir de leurs facteurs déterminants sur nos trois terrains d'études que sont le Sud du Pará, la Transamazonienne et Paragominas. Il est ressorti de l'analyse des migrations et politiques migratoires dans l'histoire du Brésil, deux groupes de facteurs pertinents pour différencier les trajectoires des groupes de migrants. Le premier groupe est constitué par le rapport à la terre, à l'activité agricole, à la nature en général. Ainsi, les migrations et déplacements encouragés par les différentes politiques publiques depuis la découverte du Brésil au tout début du 16^e siècle donnent l'impression d'un vaste, long et constant processus d'exploitation des ressources naturelles du sol et du sous-sol. Le second groupe est constitué par l'activité, le travail en tant que positionnement social du migrant ou de la famille du migrant au sein du groupe social ainsi que sa relation avec les autres individus et familles du groupe social et des autres groupes sociaux. Nous avons déjà dit dans un chapitre du livre "*Agir en situation d'incertitude*" (TOURRAND *et al.*, 2013) que le migrant en Amazonie n'est pas un aventurier, il ne vient pas au hasard dans une région. Hormis quelques exceptions, le migrant sait toujours où il va, connaît un peu le contexte, l'a éventuellement repéré ou peut se confier à un parent ou ami qui l'a repéré pour lui ou qui y habite déjà. Cela vaut bien sûr pour des migrations volontaires, mêmes forcées, mais pas contraintes comme celles qui ont conduit à l'exploitation de la main-d'œuvre indigène et des esclaves africains importés dans ce but, ainsi que de leurs descendants.

En abordant les politiques menées par et pour ces populations migrantes - communautés indigènes en situation de survie, esclaves africains et leurs descendants,

migrants européens venus chercher un avenir meilleur, et surtout le peuple métis résultant de l'intégration des trois - nous mettons en perspective ces groupes sociaux, avec leurs diverses manières de s'adapter au contexte ainsi que leurs formes variées de lutte et de résistance. Rappelons que le processus d'évasion de la captivité, est l'une des formes de résistance les plus courantes sur le continent sud-américain, peut-être en raison du relatif moindre attachement ancestral à la terre, même pour les communautés indigènes la plupart imprégnées de nomadisme. Les migrations et des déplacements sociaux au Brésil, qu'ils soient choisis ou forcés, ne sont-ils pas aussi une manière de changer la vie en changeant le contexte, avec l'espoir que ce dernier sera meilleur ? Par ailleurs, le langage fait le plus souvent référence au migrant à titre individuel, alors qu'une analyse un tant soit peu poussée montre que l'individu pris isolément ne représente rien ou pas grand-chose, comme nous le montrons dans le chapitre "Pionniers d'Amazonie" du livre "Agir en situation d'incertitude" (TOURRAND *et al.*, 2013). Il n'a de sens qu'au sein de son groupe, d'abord familial, puis de ses proches par le sang et/ou le lieu de vie, puis de ses collègues dans le cadre de ses activités professionnelles. Il nous semble essentiel de garder à l'esprit la vision collective de la migration tout au long de notre étude.

Les migrations et des déplacements de population ont été abordés par différents angles d'analyse incluant aux côtés de la perspective historique, les politiques publiques, l'économie, la sociologie, les ressources naturelles et leur exploitation, l'occupation du territoire et ses divers modes de mise en valeur. Dans cet ensemble d'approches, notre attention s'est avant tout portée sur les attentes, les savoirs, les techniques et les pratiques des femmes, hommes, familles et communautés ordinaires, sur leurs comportements avant, pendant et après la migration afin de prendre en compte les divers facteurs de changement de leurs trajectoires, leurs modes opératoires, ainsi que les seuils et les points d'inflexion de ces mêmes trajectoires. En dehors de quelques figures emblématiques de l'histoire du Brésil, tel l'empereur Dom Pedro II ou l'homme politique et président Getúlio Vargas, notre étude s'intéresse peu aux parcours des dirigeants, des gouvernants et autres grands hommes, mais plus sur la manière dont leur gouvernance a été perçue et vécue par les gens ordinaires, le peuple. Dans un autre domaine, mais toujours dans le même sens, notre recherche, sans les éviter, n'attachera pas une importance particulière aux grands lieux brésiliens, telles que par exemple les villes de Rio de Janeiro, São Paulo, Salvador de Bahia, préférant les références géographiques, urbaines et rurales, ayant marqué la lutte pour la survie des migrants et des déplacés.

En croisant différentes perspectives historiques, les notes de (BARROS, 2017), nous ont particulièrement aidé à aborder l'histoire sociale, celle du peuple d'en bas et de certains groupes sociaux, en contraste avec la biographie des grands hommes et l'histoire des institutions auxquelles l'historiographie du siècle précédent a largement privilégié. Ainsi, la perspective d'analyser la dimension sociale des différents groupes de migrants nous permettra d'explorer les différences et les similitudes, les constructions et les réinventions, dans les

nouveaux territoires. Nous avons également renforcé la construction de notre parcours historiographique déjà basé sur l'interdisciplinarité, par des approches complémentaires issues de la sociologie et de la géographie, qui nous offrent des éléments de confirmation, de confrontation ou simplement le point de départ pour remonter aux sources, sur les multiples perceptions des migrations et des déplacements de population en Amazonie brésilienne.

Pour la qualification et la modélisation des trajectoires de migration en Amazonie de la seconde partie du 20^e siècle, nous avons élaboré une grille d'analyse basée sur les différentes représentations des migrations et déplacements de population au Brésil, en privilégiant les deux thèmes que sont d'une part le travail, l'activité professionnelle en tant que positionnement social et économique et, d'autre part, la terre, en tant que foncier, ces deux thèmes ayant orienté nos recherches bibliographiques comme précédemment mentionné pour comprendre les dynamiques passées et en cours, ainsi que les scénarios possibles du futur. L'histoire sociale du travail au Brésil est une branche de l'historiographie brésilienne en pleine restructuration. Elle permet d'analyser les différentes formes de travail, du travail libre à celui des esclaves, d'autant plus que ces derniers sont encore légion dans le Brésil du début du 21^e siècle, et vraisemblablement en raison d'un passé encore trop présent dans les diverses représentations des classes sociales et des rapports sociaux entre ces classes. D'une manière un peu semblable, la terre, l'accès au foncier, en plus d'être le graal de nombreux migrants, prend une dimension particulière dans le Brésil colonial, impérial, républicain et actuel, avec de nombreux conflits fonciers allant jusqu'à l'actuel mouvement politique des Sans-Terre qui est un des plus forts et des plus craints dans le Brésil d'aujourd'hui. De plus, terre et travail sont étroitement liés dans la vie des gens, dans leurs représentations et dans leurs aspirations, comme nous le verrons tout au long de cette thèse. En outre, l'opportunité de centrer notre recherche sur la frontière permet de mettre en évidence d'autres processus qui désarticulent les axes de l'histoire nationale brésilienne telle qu'elle est pensée et enseignée, et se portant en grande partie sur les grands creusets de connaissance et de science que sont les villes Rio de Janeiro et São Paulo. C'est ainsi que vu d'une perspective historique, l'Amazonie du 20^e siècle rappelle le Sertão du 17^e et du 18^e. De manière assez semblable, l'agrobusiness d'aujourd'hui rappelle étrangement par ses modes opératoires les plantations coloniales de café ou de canne-à-sucre.

Nous verrons que se centrer sur la frontière amazonienne, dernier grand espace à coloniser du continent sud-américain, permet, telle une loupe, de voir sous un autre angle la plupart des maux et les espoirs du Brésil passé et d'aujourd'hui, ainsi que de mettre en perspective le développement territorial à la fois de l'Amazonie, mais aussi celui des autres régions du Brésil dont une grande part des ressources vient de l'espace amazonien, développement rendu possible par l'intégration territoriale à l'origine des migrations vers la frontière.

Chapitre 2

Le Brésil colonial

Éléments-clés de la colonisation vue comme processus d'occupation

Introduction

Afin de mieux comprendre les processus migratoires dans l'histoire du Brésil, et en conséquence une hypothétique permanence socioculturelle, ce chapitre vise à décrire et expliquer, à partir d'exemples choisis à cet effet, les points communs aux vagues successives de colonisation connues par le Brésil, en insistant plus particulièrement sur leurs spécificités, leurs respectives profondeurs historiques, ainsi que sur leurs devenir.

Le chapitre commence par une analyse de la spécificité de la colonisation portugaise, notamment par rapport à la colonisation espagnole voisine en Amérique Latine, mais aussi à la colonisation anglaise, française et hollandaise. Nous verrons que les racines de cette spécificité résultent en grande partie de la terre et de la société du Portugal, et sont pour une autre grande partie ancrée dans le sol brésilien, un peu comme contextualisée dans la terre sur laquelle elles se sont construites.

Le chapitre se poursuit par une analyse de l'histoire des groupes religieux dans le Brésil colonial et impérial, c'est-à-dire jusqu'à l'avènement de la République en 1889, et cela en grande partie à l'aide de l'exemple des Jésuites. Les objectifs, stratégies et modes opératoires, différenciés de surcroît entre Franciscains, Bénédictins, Dominicains, Jésuites et autres congrégations sont à la fois marquants et riches d'enseignements quant aux politiques migratoires de cette époque coloniale, ainsi qu'aux terres et groupes sociaux auxquels elles se sont adressées. Même si ces enseignements portent sur une période antérieure à celle traitée dans notre thèse, entre deux et quatre siècles, ils constituent des références historiques explicatives concernant nos deux hypothèses de recherche.

De plus, les groupes religieux venus au Brésil pour évangéliser se sont rendus dans les zones éloignées des centres urbains où résidaient les populations indigènes non encore évangélisées. Ils ont ainsi ouvert de nouvelles voies de colonisation, comme nous le verrons avec les missions jésuites dans le Sud du Brésil à l'époque coloniale, puis avec la mission dominicaine du Sud du Pará, en Amazonie, pour l'époque impériale.

Pour nos deux questions de recherche, à savoir la différenciation des trajectoires des groupes de migrants d'une part, et le rôle des politiques publiques dans les migrations d'autre

part, nous avons retenu de traiter en détails dans ce chapitre sur la période coloniale uniquement le cas de Jésuites, à titre d'exemple, et pour diverses raisons. Tout d'abord les Jésuites furent parmi les premiers à intervenir en tant qu'ordre dans le Nouveau Monde, et cela dès le milieu du 16^e siècle. Ensuite, les missions jésuites ont été, tout au moins en Amérique du Sud, une véritable alternative à la colonisation royale menée par les Européens. Enfin, placées sous la double tutelle royale et ecclésiastique, les missions par leur efficacité et leur organisation, y compris militaire pour lutter contre les *bandeirantes* à la recherche d'esclaves, ont représenté un réel risque pour les Etats coloniaux, ce qui a par ailleurs conduit à l'expulsion des Jésuites. En même temps, comme nous le verrons plus en avant dans la thèse, les autres groupes religieux seront traités, au cas par cas, de manière moins systématique et moins approfondie, et seulement lorsque cela contribue à comprendre et expliquer nos questions de recherche, comme par exemple des Dominicains dans l'organisation de la colonisation du Sud du Pará à la fin du 19^e siècle. Par ailleurs, on comprendra aisément qu'il serait intéressant de poursuivre l'analyse des groupes religieux au 20^e siècle, ainsi qu'au 21^e siècle débutant, ne serait-ce que pour mieux appréhender les enjeux et leurs motivations sociales, politiques et économiques de ces groupes de la société brésilienne actuelle, et latino-américaine de manière plus générale.

Le début de l'épopée migratoire des éleveurs familiaux du Nordeste au travers du Sertão, poussés à partir par l'expansion de la culture de la canne-à-sucre constituera la partie suivante de ce chapitre. Déjà évoqué dans le cycle du sucre décrit dans le Chapitre 1, cet exemple de migration, à la fois original par sa nature et courant par sa complexité, apporte plusieurs enseignements qui seront successivement détaillés. Parmi ceux-ci, citons dès à présent la conjonction, sur un pas de temps relativement restreint, de politiques publiques locales, régionales et nationales, coloniales dans le cas présent ; la réunion de groupes d'éleveurs familiaux d'origines différentes, autour de valeurs partagées et liées à leur activité commune qu'est l'élevage ; la question foncière au cœur du processus de colonisation dans le Brésil colonial et impérial.

Le chapitre continuera avec la poursuite de cette même épopée migratoire des éleveurs familiaux originaires du Nordeste, mais à une époque un peu plus récente, au 18^e siècle, lors de leur période dans le nord du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins, puis leur installation dans le Sud du Pará en Amazonie. Toujours à la recherche de parcours pour leurs troupeaux et fuyant les conflits comme de nombreux peuples pastoraux, les éleveurs familiaux ont tout d'abord été confrontés aux acteurs de la colonisation minière, avec à leur tête les *coronéis* ou Seigneurs de Guerre et les *bandeirantes*, leurs hommes de main. On retrouve dans ce segment de l'épopée le facteur unissant, agrégeant qu'est la défense de valeurs communes autour de l'élevage. On y trouve également, et de manière très forte l'acuité de la question foncière, un peu comme la trame de fond du processus de colonisation. Puis vient la fin de l'épopée avec l'arrivée des éleveurs familiaux sur la berge occidentale du rio Araguaia, en terre indigène, les

communautés amérindiennes leur ayant concédé des parcours pour leurs troupeaux. Cependant, avec l'arrivée du cycle du caoutchouc, les descendants de ces mêmes éleveurs familiaux sont devenus à leur tour des acteurs majeurs de la colonisation induite par le boom du caoutchouc, reproduisant trois siècles et demi plus tard sur les Amérindiens ce que leurs ancêtres du Nordeste avaient subi de la part des planteurs de canne-à-sucre incités par la politique économique coloniale de l'époque.

2.1 Spécificités de la colonisation portugaise

En plein début de la Renaissance, dès les premières décennies du 14^e siècle, le Portugal a été la première puissance européenne à envoyer ses navigateurs vers les mers et terres alors inconnues d'eux avec divers objectifs dont commercer pour en faire bénéficier via des "espèces sonnantes et trébuchantes" le royaume, évangéliser les indigènes pour répondre à la demande de l'Eglise et donc s'attirer ses faveurs, et mettre en application les enseignements en astrophysique acquis depuis les savants babyloniens jusqu'aux érudits arabes du Moyen-Age. Elliott (1998) retrace la spécificité portugaise de la manière suivante :

« L'aspect le plus caractéristique du style portugais de la colonisation est son caractère commercial, le poste de commerce fortifié comme ceux installés à Arguin et à São Jorge de Mina sur la côte africaine. L'usage du commerce a permis de se passer de la conquête et de la colonisation à grande échelle, et a donné aux Portugais des 15^e et 16^e siècles l'occasion de s'installer dans une grande partie du monde sans avoir à pénétrer plus profondément à l'intérieur des continents. »
(ELLIOTT, 1998, p.141).

Ce mode de colonisation consistant à s'installer et rester sur la côte était propre aux Portugais avant la colonisation du Brésil, les autres puissances européennes coloniales ayant généralement retenu l'occupation des terres colonisées, avec comme étape suivante la mainmise sur les ressources disponibles. Toutefois, les Portugais ont aussi fait de la colonisation par occupation comme en témoigne Elliott:

« La colonisation outre-mer pourrait signifier plus que la simple construction de comptoirs commerciaux, comme cela s'est produit avec les Portugais dans les îles de l'Atlantique et plus tard au Brésil. Pour installer des plantations de canne à sucre, comme aux Açores, il a fallu coloniser. Dans ce cas, la méthode la moins chère du point de vue de la couronne portugaise consistait à déléguer la responsabilité de la colonisation et du développement des territoires à des personnes, qui seraient récompensés par des privilèges étendus. Ce système, par lequel le donataire, ou seigneur propriétaire, était également le capitaine

et le commandant, a admirablement fusionné les éléments capitalistes et militaires de la société méditerranéenne médiévale. Il a été utilisé par la couronne portugaise au 15^e siècle pour développer Madère et les Açores, et en 1534, il sera étendu au Nouveau Monde, lorsque Dom João III divisera l'île côtière en douze capitaineries héréditaires.» (ELLIOTT, 1998. p.141-142).

La gestion de la colonisation déléguée à des personnes, résidant généralement dans la colonie, au moins une partie de leur temps, présente quelques avantages majeurs, et comme le mentionne Elliott (1998) a été largement appliquée par les autres puissances coloniales. Le premier avantage est un meilleur contrôle de la colonie et surtout une plus grande réactivité dans la mesure où la circulation de l'information entre la métropole et la colonie prenait généralement au minimum une à deux semaines pour les terres les plus proches comme les îles de Madère et des Açores dans le cas du Portugal, plusieurs semaines pour les colonies africaines (Guinée Bissau, São Tomé et Príncipe, Angola, Mozambique) et le Brésil, voire quelques mois pour les colonies asiatiques, notamment Gao et la côte de Daman en Inde, Macao en Chine et le Timor dans l'archipel indonésien). Un second avantage, au moins aussi important que le premier, est de déléguer à une personne, généralement de confiance, et surtout intéressée par cette charge, dans la mesure où c'est elle qui en fait la demande. Elle devait donc en théorie disposer des moyens et faire en sorte que tout se passe le mieux possible dans la colonie, compte tenu des diverses contraintes qu'elle serait la mieux placée à affronter. Un troisième avantage est la nécessité de garder pour œuvrer en métropole des compétences opérationnelles, surtout en ces temps de rivalités entre nations européennes, tout en ne les exposant pas car les risques étaient à la fois nombreux et sérieux dans les colonies.

La délégation implique l'attribution de diverses concessions et avantages, généralement en lien avec l'attribution octroyée et le plus souvent négociées afin que chacune des deux parties, l'attribuant et l'attributaire y trouvent chacun leurs comptes.

La spécificité de la colonisation portugaise du Brésil est encore plus marquante quand on la compare avec la colonisation espagnole dans la même Amérique latine. Avant cela, rappelons l'existence du que le Traité de Tordesillas signé en 1494 entre le Portugal et l'Espagne, et pour être plus précis entre le Portugal d'une part et les royaumes de Castille et d'Aragon, d'autre part. Ce traité, signé sous l'égide de l'Eglise et octroyant à chacune des parties, Portugal et Espagne, des terres à coloniser, visait à atténuer les tensions entre les deux parties.

En effet, Installés sur l'Atlantique au cap São Vicente, situé au Sud-Ouest du Portugal, les savants de la couronne portugaise œuvraient depuis le début du 15^e siècle à mettre en application les enseignements déjà connus de l'astrophysique, comme cela a été mentionné en début de chapitre. Joignant la pratique à la théorie, les explorateurs portugais naviguent vers le

sud, commercent le long de la côte de l'Afrique de l'Ouest, franchissent l'Equateur au milieu du 15^e siècle. Considérant que le royaume du Portugal œuvre pour le bien de l'Eglise et devant être rémunéré pour cela, une première bulle papale est émise en 1481 octroyant au royaume du Portugal toutes les terres situées au sud des Îles Canaries, dont la propriété était déjà l'objet de disputes entre le Portugal et l'Espagne. L'année suivante en 1482 les navigateurs portugais atteignent l'embouchure du fleuve Congo puis contournent l'Afrique cinq ans plus tard, en 1487, montrant ainsi qu'il est possible d'atteindre les Indes et la Chine par cette voie, évitant de la sorte la périlleuse route de la soie et la péninsule arabique, toutes deux aux mains du monde musulman. A nouveau cinq ans plus tard, en 1492, en pleine suprématie portugaise, le génois Christophe Colomb, mandaté par le royaume de Castille traverse l'Atlantique, découvre ce qu'il croit être les Indes orientales, sans savoir qu'il a découvert l'Amérique. L'année suivante, en 1493, une nouvelle bulle déclare que les nouvelles terres à plus de 100 lieues à l'ouest des Açores sont la propriété de l'Espagne alors que celles situées à l'est de cette ligne appartiennent au Portugal. Se considérant lésé par cette nouvelle bulle contrecarrant la précédente de 1481, le royaume du Portugal s'assoie à la table des négociations avec les royaumes de Castille et d'Aragon afin d'éviter un conflit qui nuirait les trois puissances. Il en résulte le Traité de Tordesillas, ville espagnole proche de la frontière portugaise. Le royaume du Portugal obtient que la ligne de démarcation soit déplacée plus à l'Ouest, à 370 lieues des Îles du Cap Vert, ce qui donne à l'Espagne l'ensemble du continent américain en dehors des terres qui deviendront le Brésil, terres découvertes par Pedro Alvares Cabral en 1500. La carte de la Figure 2.1 montre le monde réparti en deux entre le royaume du Portugal et celui de Castille.

En raison de la période et des conditions dans lesquelles il a été établi, le traité de Tordesillas comportait de quelques imprécisions cartographiques, même la couronne portugaise et les couronnes espagnoles de Castille et d'Aragon ont utilisé au mieux leurs connaissances maritimes pour tirer profit du traité. En effet, selon (BRANDÃO, 2017), la ligne de partage entre les terres à coloniser par le Portugal, à l'est, et par l'Espagne à l'ouest, suit un méridien et ne prend pas en compte les terres situées plus au sud ou plus au nord. Toutefois, toujours d'après Brandão (2017), le traité a permis à la colonisation portugaise et à la colonisation espagnole de se mettre chacune en œuvre sans risquer un affrontement avec l'autre partie. De plus

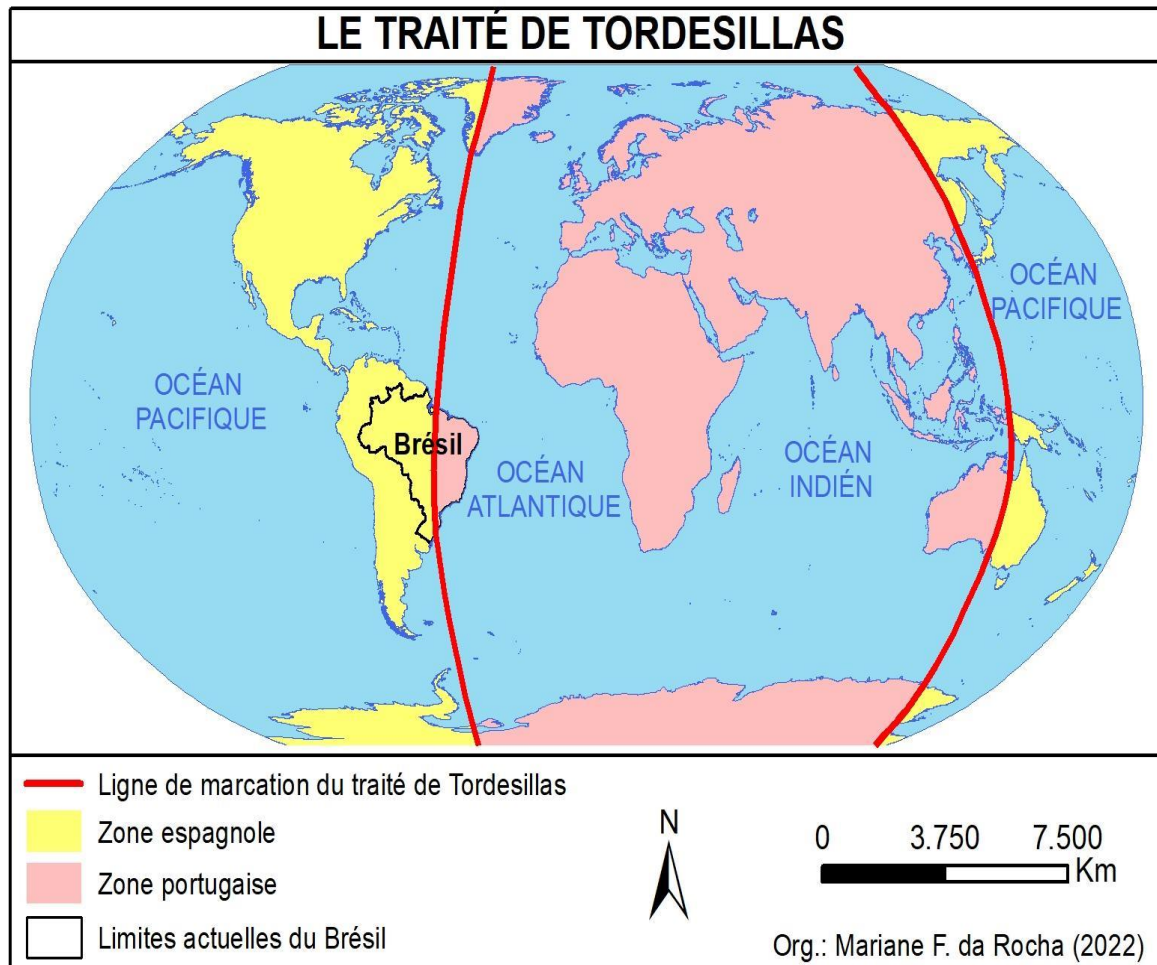


Figure 2.1 : Le partage “du monde” entre le Portugal et l’Espagne par le Traité de Tordesillas en 1494 (ROCHA, 2022).

Après avoir décrit le commerce comme le nerf de l’expansion portugaise, voyons quels sont les facteurs de sa voisine espagnole, à partir des travaux de Elliott (1998). Cet auteur cite Gomara (1852) qui au milieu du 19^e siècle considérait que :

« *Sans colonisation, il n’y a pas de bonne conquête, si la terre n’est pas conquise, les gens ne seront pas convertis. La devise du conquérant devrait donc être de coloniser.* » (GOMARA, 1852 p.181 cité par ELLIOTT, 1998 p.135)

Il apparaît donc clairement que l’expansion espagnole passe par la colonisation, et ne se limitera pas à l’installation de comptoirs le long des côtes comme l’ont fait pendant près d’un siècle, le 15^e siècle, le royaume du Portugal. L’appropriation et l’exploitation des ressources disponibles, où qu’elles soient, sera l’axe fort de la colonisation espagnole en Amérique Latine. Blacker & Eckholm (1966) par exemple parlent dès la préface de leur ouvrage sur Cortès et la conquête aztèque de :

« *Aux yeux des Espagnols assoiffés d’or, ...* » (BLACKER & ECKHOLM, 1966, p. 7).

Et à la fin de l’ouvrage, à propos du titre de Marquis de la vallée d’Oaxaca octroyé par le roi à Cortès en récompense de son œuvre en territoire aztèque, notamment la main mise

espagnole sur cette vallée d'Oaxaca, centre névralgique de l'empire aztèque, les mêmes auteurs commentent :

« *Cette vallée était fort riche, mais elle ne pouvait remplacer l'or perdu* » (BLACKER & ECKHOLM, 1966, p. 148).

Abondant dans le même sens que les auteurs précédemment cités, Elliott (1998) dit à propos de la stratégie espagnole :

« *Conquérir peut donc signifier coloniser, mais cela peut aussi signifier attaquer, piller et aller de l'avant. La conquête au sens premier du terme a donné la primauté à l'occupation des terres. Dans le second sens, il concevait le pouvoir et la richesse de manière beaucoup moins statique - en termes de possession d'objets faciles à transporter, comme l'or, le pillage et les dés, et de domination sur les vassaux plutôt que de propriété foncière.* » (ELLIOT, 1998, p. 138).

L'exemple espagnol de Cortès, ainsi que ceux d'autres navigateurs anglais, français et hollandais qui se lancèrent par la suite dans une aventure similaire, même sans en atteindre l'ampleur, nous permet de revenir sur l'importance de la reconnaissance de la mère patrie et, avant cela, de son autorisation, c'est-à-dire de l'octroi du mandat pour conquérir. Alors qu'il semble plus que le royaume du Portugal, tout au moins dans sa période d'expansion africaine et asiatique, était plus enclin à confier à des tiers le soin de coloniser, se réservant quant à lui le soin de commercer. Il y aurait donc là un rapport différencié au foncier dans le cas de la stratégie portugaise de colonisation, tout au moins à ses débuts.

Dans le cas du Brésil, la stratégie semble plus complexe, peut-être en raison du nécessaire rattrapage de l'antériorité espagnole sur le continent américain, comme expliqué dans le processus ayant conduit à la signature du traité de Tordesillas. De plus, avec le démarrage des autres expansions européennes, en particulier françaises, anglaises et hollandaises, le Portugal se devait de sécuriser ses sources d'approvisionnement, c'est-à-dire pas seulement ses comptoirs sur la côte, mais aussi leurs arrière-pays.

La nécessaire sécurisation de l'approvisionnement des comptoirs portugais a vraisemblablement été un des facteurs majeurs du changement de stratégie des Portugais. Des propos de Pinheiro (2007) concernant le bois du Brésil, premier cycle économique de la colonie, le laissent penser dans la mesure où l'Indien, coupeur puis transporteur du bois jusqu'au comptoir, c'est-à-dire en tant qu'acteur important de la filière, devait nécessairement être contrôlé.

« *Le commerce du bois du Brésil a rapidement été déclaré monopole (ou exclusif du commerce) de la Couronne, avec l'intermédiation des marchands portugais. C'est l'exploitation de ce bois qui a rendu possible et esquissé les premiers contacts entre blancs et indiens. Une relation toujours de supériorité pour les blancs. Au début, les indiens coupaient*

et transportaient le bois jusqu'à la plage, d'où il partait vers le royaume du Portugal en échange de bibelots. Puis l'indien lui-même est devenu un produit commercial, ouvrant sur le travail des esclaves.» (PINHEIRO, 2007, p. 28).

Or les Portugais n'étaient pas habitués à ces pratiques comme le mentionne également Pinheiro (2007).

« Alors qu'en Orient, les Portugais avaient trouvé des sociétés extrêmement organisées, en Amérique tout restait à faire. » (PINHEIRO, 2007, p. 28).

De telle sorte que, dès le début de la présence portugaise au Brésil, la collaboration de la main-d'œuvre indigène fut indispensable. Cette dépendance vis-à-vis du travail de l'indien marquera profondément les institutions sociales de la nouvelle colonie. Le passage de la "bonne volonté" de l'indien à coopérer à l'esclavage, n'a été qu'une question de temps, d'autant plus que toujours selon Pinheiros:

« L'homme de la terre, par son stade inférieur de culture, n'était cependant pas préparé à la discipline du travail systématique et routinier. » (PINHEIRO, 2007, p. 28).

Pour Pinheiro (2007), la nécessité pour les Portugais de sortir du comptoir et de s'installer sur terre, dans les douze capitaineries établies pour pallier le manque de la colonisation déléguée à des mandataires, aurait jeté les bases de la société coloniale brésilienne, et donc du Brésil d'aujourd'hui, notamment pour ce qui concerne le métissage.

« ... l'institution des capitaineries héréditaires a été la première expérience de fixation sous les tropiques et de création d'une société coloniale. ... jusqu'alors, nous avions à terre des commerçants et des trafiquants. Les capitaineries ont amené les Portugais à s'installer, ce qui a eu plusieurs conséquences, telles que : 1) l'origine de la monoculture de la canne à sucre ; 2) l'esclavage des Indiens d'abord, puis celui des Noirs africains, qui était en soi un commerce extrêmement rentable ; 3) avec le progrès de la production de sucre, artisans et petits commerçants du Portugal ont commencé à émigrer générant l'introduction du travailleur salarié ; 4) les villes apparaissent, petites et tortueuses dans leur conception, mais elles constituent déjà des centres urbains, même si sous la dépendance des grandes exploitations sucrières ; 5) l'apparition du métis, fruit de l'union entre Européen, Indien et Noir, en lien avec le manque de femmes blanches au début de la colonisation. Aussi, même si les capitaineries ont été négligeables en termes de résultats, elles ont formaté la société prototype dans la colonie, qui a ensuite été élargie et développée avec l'arrivée du gouvernement général. » (PINHEIRO, 2007, p. 30).

Les deux cartes de la Figure 2.2, la première originale établie 80 ans après le Traité de Tordesillas (1494) partageant l'Amérique latine entre la Portugal et l'Espagne, et la seconde schématique, indique les douze capitaineries attribuées de manière héréditaire par le Portugal. On notera que plusieurs des Etats du Brésil d'aujourd'hui sont déjà mentionnés au début de la colonisation sous forme de capitaineries, cas de Maranhão, Ceará, Rio Grande (do Norte), Paraíba, Pernambuco, Bahia, Espírito Santo et Rio de Janeiro.



Figure 2.2: Les capitaineries du Brésil colonial à la fin du 16^e siècle (ROCHA, 2022).

A partir de l'exemple de la capitainerie de Pernambuco (cf. Figure 2.2), correspondant à l'actuel Etat du même nom, Ferraz (2014) montre les conflits et alliances entre les Indiens et ce début de pouvoir colonial récemment instauré par le royaume du Portugal.

« La construction socio-économique de la capitainerie de Pernambuco a été réalisée à partir de l'expansion de la surface cultivable. Pour cela, le

"nettoyage ethnique" était essentiel, responsable de l'expulsion ou de la décimation de ceux qui occupaient les plaines inondables. Ce qui a motivé les colons, c'est d'obtenir la terre. Les "guerres justes" étaient comme les bombes de la violence. Deux guerres contre les (Indiens) Gentils, principalement les caetés et les tabajaras, les ont poussés dans leurs arrière-pays ; effrayés, les (Indiens) tabajaras ont fait une alliance avec les Luso-Brésiliens, assez durable et profitable pour le colonisateur. » (FERRAZ, 2014, p. 176).

Les conflits fonciers et le sentiment de "purification ethnique" se poursuivront pendant des décennies et au cours des siècles suivants. C'est précisément dans ce qui deviendra le territoire du Maranhão - plus large et plus profondément vers l'ouest et le sud que la capitainerie du même nom (cf. Figure 2.2) – plus particulièrement région de Carolina et le nord de l'ancien Etat du Goiás (aujourd'hui Etat du Tocantins), qui porte le souvenir de ces combats et de ces conflits, et sur lesquels nous reviendront plus en avant dans ce chapitre.

La colonisation du Brésil aurait donc légèrement dérogé à la stratégie portugaise, à l'origine d'essence commerciale, appliquée sur les côtes africaines et asiatiques. Elle n'aurait pas pour autant atteint le degré de souveraineté sur la terre et le niveau d'accaparement des ressources dont a fait preuve la stratégie espagnole, stratégie dont la mémoire collective garde l'image d'un pillage des richesses coloniales au seul bénéfice de la couronne espagnole de Castille.

Une conséquence vraisemblable du moindre contrôle direct, à ses débuts, par le royaume du Portugal, de la terre colonisée et sa gestion déléguée à des mandataires locaux, puis aux capitaineries, serait l'émergence progressive des *coronéis* et des *bandeirantes*, respectivement chefs de guerre locaux et "baroudeurs" – éventuellement bandits de grands chemins comme nous allons le voir - à la recherche d'opportunités, entre autres la capture d'esclaves à revendre dans les zones de la colonie plus anciennement occupées. En effet, le terme de *bandeirante* est équivoque dans le Brésil d'aujourd'hui, ce qu'il devait certainement être dans le passé colonial. De plus le sens est différent suivant le contexte dans lequel il est utilisé et du lieu concerné. Il mérite donc quelques explications. Dans un contexte de front pionnier, le *bandeirante* est aujourd'hui une sorte de baroudeur, courageux et téméraire, débrouillard, qui va à la recherche d'opportunités. Dans le passé colonial, il était relativement indépendant aussi, dans tous les cas plus qu'un simple "scout" ou un "éclaireur" intégré dans une hiérarchie de type militaire, assujetti à des fonctions bien précises. Cette sorte de scout ou éclaireur correspondait à une autre figure de la colonisation portugaise, celle de l'explorateur à la recherche de richesses, minières par exemple, ou la délimitation des frontières, surtout directement pour le compte du royaume du Portugal, et non dans le cadre d'une initiative privée faisant quant à elle appel aux *bandeirantes* pour la capture d'esclaves évadés, celle de nouveaux esclaves, et aussi le repérage d'éventuels sites miniers. En dehors du contexte

pionnier, le *bandeirante* était plus une sorte de bandit des grands chemins profitant des opportunités qui se présentent, allant les chercher quitte à suivre des moyens peu légaux. On imagine bien qu'il y a de la latitude entre les deux conceptions. Ainsi on utilise le terme de *bandeirante* tant pour celui qui, au temps de la colonisation, allait dans le Sertão profond, le fin fond de l'arrière-pays à la recherche d'opportunités économiques mais aussi personnelles que pour le chasseur d'indigènes, ou plutôt groupes de chasseurs d'indigènes à transformer en esclaves. Il y a donc ambiguïté qui vraisemblablement perdure depuis le fin fond du passé colonial, dans la mesure où, selon les circonstances, le même individu pouvait être l'un ou l'autre des *bandeirantes* ou les deux en même temps.

Par ailleurs, le relatif échec - ou l'insuffisance de résultats, selon où on se situe - de la gestion coloniale déléguée d'abord entre les mains de mandataires puis dans les capitaineries, ainsi que les intrusions de pirates et corsaires à la solde d'autres puissances européennes, a conduit le royaume du Portugal à changer de stratégie en prenant directement en charge l'administration coloniale en instituant un gouverneur de la colonie dépendant directement de la couronne, comme le mentionne Pinheiro (2007) :

« *Dom João III, troublé par ces conditions - échecs des mandataires et pression constante des intrus étrangers - a décidé de centraliser le gouvernement du Brésil, en instituant le poste de gouverneur général, et de doter cette nouvelle forme de gouvernement des officiers de justice nécessaires. Tomé de Sousa, le premier gouverneur général, fut envoyé à Bahia avec une grande expédition et des instructions précises pour coloniser et établir un gouvernement central dans la colonie. Il a amené avec lui des hommes nommés à divers postes administratifs, tels que capitaine des garde-côtes, médiateur en chef, et plus encore, médiateur général.* » (PINHEIRO, 2007, p. 30-31).

Par ailleurs, même s'il y a une différence sensible, tout au moins dans un premier temps comme nous venons de le voir, entre la conquête espagnole visant à s'accaparer les ressources là où elles sont, d'une part, et l'expansion commerciale portugaise cherchant à prendre le contrôle de ces mêmes ressources à la sortie de leurs territoires, quitte à faire en sorte qu'elles sortent de leurs territoires, d'autre part, cette différence remet de la hiérarchie dans les objectifs de la colonisation, l'attrait des ressources prenant ainsi le pas sur la nécessité d'évangéliser pour s'attirer la bénédiction de l'Église, et la soif de découvertes que les divers navigateurs et savants européens de l'époque ont mentionné dans leurs récits. Nous traiterons plus en détails dans la partie suivante la question religieuse au sein de la colonisation. Quant à la faim ou la soif de découvertes, incluant les savants, Elliott (1998) y voit également une forme de cupidité et d'orgueil :

« *La mobilité implique l'aventure, et l'aventure dans une société militaire augmente considérablement les possibilités d'élever sa propre position aux yeux de ses égaux.* » (ELLIOT, 1998, p. 138).

Outre la question du contrôle du foncier, un autre élément important de différenciation entre les deux colonisations ibériques sur les esclaves principalement d'origine indigène dans le cas espagnol et d'origine africaine dans le cas portugais. Doit-on y voir un moindre contrôle des territoires et donc de leurs habitants dans le cas portugais ? Où est-ce le plus grand nombre et la réputation des navigateurs portugais qui les ont conduits à être plus sollicités pour le transport du commerce triangulaire en grande partie contrôlé par la France et l'Angleterre?

2.2 Les religieux, notamment les jésuites, dans le Brésil colonial

"La colonisation par le glaive et le goupillon" est une image ancrée dans la mémoire collective, en particulier dans la communauté intellectuelle de l'Amérique Latine. Il nous a semblé intéressant et pertinent d'approfondir cette expression pour une meilleure diversité des sources étayant nos questions de recherche. Nous avons déjà vu d'une part, qu'accroître par la conversion le nombre de catholiques était une priorité de l'Eglise, un des piliers de la colonisation américaine, et donc des royaumes qui s'en recommandaient, et d'autre part que les différents groupes religieux entraînent en concurrence quant au nombre de convertis pour asseoir ou renforcer leur position vis-à-vis de la hiérarchie catholique et royale.

D'après Ferraz (2014), les missionnaires ne seraient pas que des chercheurs d'âmes à convertir, ils auraient aussi eu d'autres fonctions, notamment de journalistes, à côté de leurs rôles d'intellectuels et d'enseignement.

« *De simples observateurs, lorsqu'ils accompagnaient les visiteurs dans leurs ordres religieux, les prêtres sont finalement devenus des chroniqueurs ou des reporters de ce qu'ils ont vu et entendu et leurs écrits sont fondamentaux pour les historiens de la période coloniale.* » (FERRAZ, 2014, p. 183).

Le même auteur donne à la suite des informations générale sur le mode opératoire des groupes religieux avec déjà une différenciation entre les groupes, et sur laquelle nous reviendrons tout au long de cette partie.

« *Les ordres religieux s'installent dans la colonie et participent à des activités économiques en plus de leur tâche principale. À l'exception des Franciscains, qui ont fait vœu de pauvreté, les autres, comme les Jésuites, les Bénédictins et les Carmélites, étaient autonomes. Ils ont participé à l'économie coloniale par le biais d'allocations [paiements], de prêts, de propriétés rurales et urbaines.* » (FERRAZ, 2014, p. 183).

En fin de chapitre, nous parlerons plus en détails des dominicains français qui s'installèrent dans le sud du Pará, voisin du nord de l'ancien Etat du Goiás aujourd'hui Etat du Tocantins, pour prendre soin des âmes sauvages, mais également à la recherche de ressources, à minima pour satisfaire leur volonté d'autonomie. En effet, Ferraz (2014) mentionne aussi l'investissement important de groupes religieux dans l'économie coloniale, à l'exception des franciscains ayant fait vœu de pauvreté, montrant ainsi bien que le nombre d'âmes converties ne semblaient pas être le seul critère de réussite religieuse...

« Dans le Pernambuco, ces ordres religieux ont agi et investi dans la production de sucre destiné à l'exportation, dans l'élevage de bétail, dans l'achat d'esclaves et ont également participé au marché financier grâce à des hypothèques et des revenus. Bien que les Jésuites soient considérés comme les grands propriétaires de l'Amérique latine, les Bénédictins sont les meilleurs administrateurs. Au milieu du 17^e siècle déjà, ils possédaient 11 moulins dans tout le Brésil : deux à Bahia, trois à Pernambuco, deux à Paraíba et quatre à Rio de Janeiro. » (FERRAZ, 2014, p.184-185).

... ce qui conduisaient les groupes religieux à prendre également soin de l'aspect financier de leur activité, et de faire en sorte que le pouvoir colonial les aide dans ce sacerdoce :

« (...) Les relations des ordres religieux qui intervenaient dans l'activité productive de la colonie avec les autres seigneurs des moulins et même avec la bureaucratie n'étaient pas très cordiales. Les religieux voulaient souvent être exonérés d'impôts et d'autres obligations envers le gouvernement de la capitainerie et la Couronne. » (FERRAZ, 2014, p.184-185).

Par ailleurs, la même auteure montre le lien particulier des groupes religieux avec le pouvoir colonial, plus tenu et complice que celui de la grande majorité des colons. Cette proximité pouvait être à l'origine des largesses faites par le pouvoir colonial à ces groupes religieux, à moins que ce ne soit la conscience face à la puissance politique et spirituelle de l'Eglise à cette époque :

« Pour attirer les missionnaires, la loi de 1703 confirme la charte de 1700 et élargit au minimum le territoire des missions : à la règle carrée déjà accordée, s'ajoutent des surfaces pour l'église, le cimetière, les terres autour des murs et le jardin du vicaire ; ce seront des misères, ce qui ne change pas la politique d'occupation du territoire ou d'extermination de la population indigène ; les colons, de plus en plus avides de terres pour le bétail, avancent vers les anciens territoires des

indigènes. En interprétant les vraies décisions, il serait dans leur intérêt de protéger le territoire des indigènes, même limité, et de ces villages fixer la présence de l'administration de l'État portugais, en utilisant au moins les missionnaires comme la longue main de l'État. Ce plan se heurte cependant à l'ambition des colons qui occupent les terres sans discernement. » (FERRAZ, 2014, p.193).

On voit dès à présent l'opposition forte et les conflits à venir entre les colons et les groupes religieux, notamment avec les jésuites à propos de la question foncière, et donc de leurs habitants, à savoir les communautés amérindiennes.

Il ressort de ce début d'intermède religieux une grande différenciation entre les groupes catholiques ayant contribué au début de la colonisation de l'Amérique portugaise, considérant qu'une situation équivalente concernait sa voisine espagnole. Un groupe se distingue particulièrement en Amérique latine, ce sont les jésuites également surnommés les grands propriétaires de l'Amérique du Sud.

Une brève description de la Compagnie de Jésus ou Ordre de Jésuites s'impose, de même que la vision synthétique et globale des jésuites en Amérique du Sud. Puis nous analyserons en détails l'intervention des Jésuites au travers des Missions localisées dans le Sud du Brésil, le Nordeste de l'Argentine et le Paraguay. Enfin, nous verrons de manière plus succincte l'intervention des Jésuites dans les autres parties du continent.

Congrégation catholique masculine, la Compagnie de Jésus a été fondée en 1534, à Paris par Ignace de Loyola et François Xavier, qui seront ultérieurement sanctifiés, en partie pour cette oeuvre. Se plaçant au service de l'Eglise catholique et face à l'essor de la Réforme protestante, les Compagnons de Jésus ou Jésuites sont des acteurs majeurs de la Contre-Réforme. Ils s'appuient à leurs débuts sur leur triple activité missionnaire, pastorale et intellectuelle, tout en revendiquant une certaine justice sociale. Contemporains des grandes navigations et découvertes, leur vocation missionnaire et pastorale, ainsi qu'intellectuelle les conduit en Afrique, en Orient et bien entendu sur le Nouveau Continent afin d'en convertir et organiser autour de la foi catholique les communautés amérindiennes comme le mentionne Tavares (1995 p.09) :

« Fer de lance de la Contre-Réforme, la Compagnie de Jésus a été remarquée aux 16^e, 17^e et 18^e siècles pour ses œuvres missionnaires dans le nouveau monde. Au Brésil depuis 1549, le travail des Jésuites a d'abord été parallèle au processus de colonisation, malgré l'existence de fréquents affrontements dans la Colonie, résultant d'intérêts divergents entre les colons, la couronne et les Jésuites, ces derniers représentants directs de l'Église catholique. »

Pinheiro (2007) nous donne la vision synthétique et globale de la Compagnie de Jésus dans le Brésil colonial.

« Lorsque les Jésuites ont débarqué en Amérique, ils sont venus préparés à apporter la foi aux païens. Pour mieux mener à bien la tâche de conversion, les jésuites ont fondé trois institutions distinctes, mais qui avaient des degrés de dépendance les unes par rapport aux autres, afin de servir leurs objectifs : les collèges (enseignant la foi catholique et les disciplines humanistes), les résidences (sont les "maisons", logement des membres, différentes des monastères) et les villages (les "missions" ou "réductions", où les prêtres déménageaient pour vivre avec les indigènes qu'ils cherchaient à convertir et à les éloigner de la vie avec les colons blancs. » (PINHEIRO, 2007, p 19).

Le même auteur mentionne que :

« En Amérique castillane, ces missions sont appelées réductions (reducción) et ont atteint un degré maximal d'isolement et d'autonomie, en particulier dans le sud du continent, où elles sont devenues connues sous le nom de "Missions du Paraguay. » (PINHEIRO, 2007, p. 19-20).

Nous reviendrons sur ces missions.

Dans le cas du Brésil colonial, Castelnau-L'Estoile (1999) complète la vision précédente de l'intervention des jésuites en indiquant leurs lieux d'implantation: Bahia, Ilhéus, Porto Seguro, Espírito Santo, São Vicente et Piratininga, et faits saillants que la ville de Piratininga était située à l'intérieur des terres.

Parmi les premiers jésuites opérant sur les terres brésiliennes, deux ont particulièrement marqué la colonie portugaise, le Portugais Manuel da Nobrega et l'Espagnol José de Anchieta.

A partir de 1550, sous l'impulsion de Manuel de Nóbrega précédemment cité, en territoire guarani, c'est-à-dire le territoire à cheval sur le Paraguay, l'Argentine et le Brésil, le mode opératoire des jésuites était la construction de missions, véritables bourgs de plusieurs centaines voire quelques milliers de familles indiennes, construits et organisés autour d'une place centrale sur laquelle donnaient l'église et le cloître-prieuré où vivaient les quelques Jésuites résidant dans la mission, parfois seulement deux ou trois pères, complémentaires de par leur compétences manuelles et intellectuelles, ainsi que les Jésuites de passage et hôtes de prestige. Les familles indiennes, qui devaient par ailleurs respecter la monogamie, vivaient chacune dans sa petite maison, généralement composée d'une seule pièce, tout au moins au début, toutes situées les unes à côté des autres, à proximité de l'église et du cloître-prieuré. Dans la même enceinte, les ateliers servaient à construire et fabriquer, sous le contrôle d'un ou plusieurs Jésuites artisans, tous les biens, outils et équipements nécessaires à la vie de la mission. Autour de l'enceinte, les champs cultivés et les espaces forestiers fournissaient l'ensemble de l'alimentation de la mission.

les Indiens comme des havres de paix face aux conflits fréquents entre groupes amérindiens pour le contrôle des ressources, et surtout protégés de la capture par les *bandeirantes* en vue de les vendre comme esclaves, les communautés indiennes ont rapidement adhéré au principe de la mission jésuite.

« Le cœur de ces conflits était centré sur les relations tendues entre les colons et les membres de la Compagnie de Jésus en raison de l'administration de la main-d'œuvre indigène. Les lois régissant la captivité des Indiens oscillaient entre liberté et esclavage de l'Indien, favorisant tantôt les jésuites, tantôt les habitants de la colonie. Ces événements se sont produits pendant le processus de colonisation de l'Amérique portugaise, dans le cadre de l'ancien système colonial, dont le type de régime de travail était le travail obligatoire. » (PINHEIRO, 2007, p. 1).

Surtout les caciques ou leaders des communautés traditionnelles y ont vu des alliés face aux autres colons et cela pour plusieurs raisons. Une des premières raisons est le respect par les pères jésuites eux-mêmes des règles strictes imposées dans tous les secteurs de la vie de la mission, règles basées sur le travail comme le rappelle Pinheiro:

« La discipline jésuite se marie avec l'idée que l'oisiveté donne de l'espace au diable ; ainsi, le travail est considéré comme sanctifié, et les Indiens, dont les âmes sont plus sensibles parce qu'ils viennent d'être convertis, sont stimulés à un travail de routine, mais sans longs trajets. » (PINHEIRO, 2007, p.19-20).

Une autre raison de l'engouement des caciques et de l'ensemble des communautés est l'approche collective et participative adoptée dans la construction et l'application de ces mêmes règles. Peut-être plus par pragmatisme que par conviction, les Jésuites ont dû et ont su intégrer de nombreuses pratiques indiennes dans la vie des missions, tant dans le domaine technique que culturel et spirituel. C'est ainsi que la hiérarchie sociale était généralement maintenue dans les missions, certes après avoir été revue au travers de la grille catholique. C'est ainsi que les caciques des communautés présentes dans la mission faisaient partie du Conseil de la dite-mission, conseil en appui aux pères jésuites pour la prise des décisions :

« Les missions étaient dirigées par les pères assistés par un conseil élu de notables des communautés » (PINHEIRO, 2007, p. 19-20)

A y regarder de plus près, les Jésuites auraient-ils pu faire autrement en étant à peine une poignée de pères face à une multitude d'Indiens ? Quoi qu'il en soit, les propos de Santos (2002) et Santos (2016) parlant de la difficulté des groupes religieux côtiers d'exercer leur activité pastorale, ...

« *Tant que les colonies indigènes n'étaient pas fixées dans des zones géographiques spécifiques, où un schéma d'autorité et d'obéissance pouvait être établi, l'évangélisation était difficile.* » (SANTOS, 2002, p. 37, *apud* SANTOS, 2016, p.7).

... laissent penser que les pères jésuites en établissant leurs missions au cœur des zones à évangéliser avaient adopté une stratégie efficace et opérationnelle d'évangélisation.

« *Les anciens villages indiens ont été remplacés par les missions organisées par les missionnaires jésuites eux-mêmes, afin de surmonter les allées et venues frustrantes dans les villages indigènes d'origine pour dispenser la doctrine et conduire à la conversion.* » (SANTOS, 2016, p. 7).

On considère qu'une trentaine de missions ont ainsi été créées (Figure 2.4), la plupart dans la première moitié du 17^e siècle.

A leur apogée, les missions ont regroupé ensemble jusqu'à 100 - 150 000 Indiens, selon les sources, dans le Sud du Brésil, l'Est du Paraguay et le Nord-Est de l'Argentine, quasiment toujours au sein du biome *Mata Atlantica*/Forêt Atlantique car riches en ressources diverses et variées, tant le sol que la végétation. Elles ont eu un peu moins de succès dans les autres biomes sud-américains à la fois en raison de la moindre richesse naturelle des biomes, de la plus faible densité démographique des communautés indiennes, notamment en Amazonie, et surtout de la concurrence pour les terres déjà bien colonisées. De plus, la ferme opposition des pères jésuites à l'esclavage des Indiens évangélisés et convertis leur ont souvent attirés les foudres de colons portugais et espagnols à la recherche d'esclaves, comme déjà mentionné par Tavares et rappelé également ci-dessous :

« *Les actions des Jésuites tout au long de cette période ont été extrêmement controversées. Ils ont parfois été identifiés comme les plus grands et les plus intransigeants défenseurs de l'orthodoxie de la foi catholique, pour être ensuite considérés comme les plus flexibles par rapport aux sociétés qu'ils voulaient christianiser.* » (TAVARES, 1995, p.9).

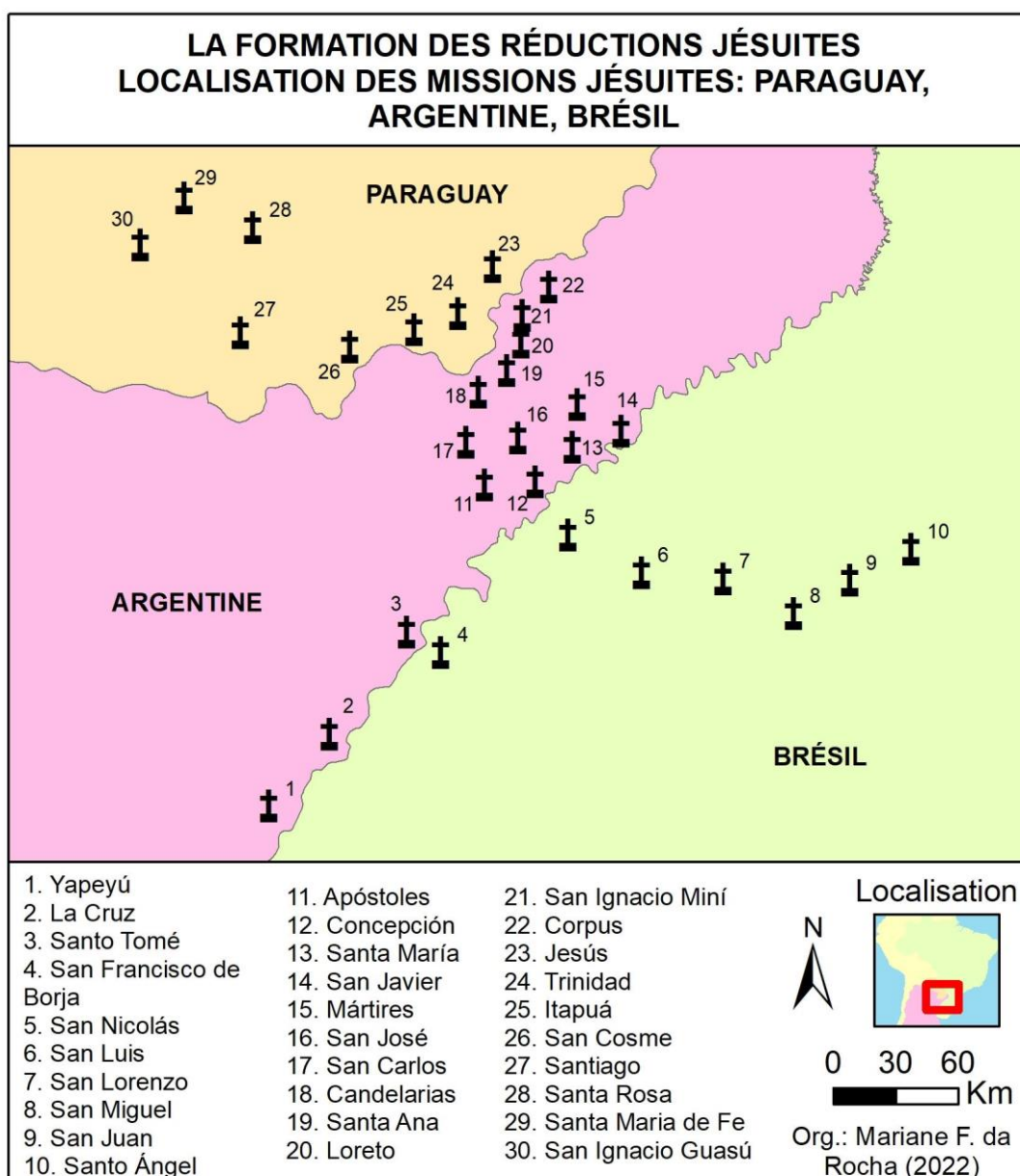


Figure 2.4: La formation et localisation des missions jésuites: Paraguay, Argentine et Brésil (ROCHA, 2022).

Rappelons que par certaines actions autres que celles des missions et déjà mentionnées, les Jésuites, aux côtés des autres ordres religieux, ont également joué un rôle majeur, et toujours important, dans l'éducation coloniale au Brésil, et d'une manière générale dans toute l'Amérique Latine.

L'emprise rapide, en seulement quelques décennies, et forte des missions jésuites, aussi bien géographique car couvrant au total quelques centaines de milliers de km², que militaire en s'opposant de manière organisée et efficace aux *bandeirantes*, mais également sociale, éducative, culturelle et politique, a conduit l'initiative religieuse à sa perte. En effet, outre cette emprise progressivement perçue comme de l'extraterritorialité par les pouvoirs coloniaux, les missions représentaient une alternative durable de développement comparée aux

autres voies de colonisation mises en œuvre. Les missions ont ainsi été fortement soutenues par les royaumes ibériques à leurs débuts, en particulier celui du Portugal :

« Les missions ont peut-être servi à consolider les intérêts de l'État portugais sur les terres coloniales et à étendre les frontières de l'occupation luso-brésilienne, puisque la configuration politique même de l'Empire lusitanien/portugais était fondée sur une relation inséparable entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux. » (SILVA, 2000, p. 25 apud SANTOS, 2016 p.8).

Cependant, à force de monter en puissance, les missions sont petit-à-petit devenues un danger pour les pouvoirs coloniaux, de leurs bases aux sommets. Aussi, à partir du milieu du 18^e siècle, à la suite d'une première forte tension avec le royaume du Portugal, à la recherche d'éventuels mines d'or en "territoire" jésuite, c'est l'expulsion des Jésuites des territoires espagnols puis la suppression de la Compagnie de Jésus en 1773.

En dehors du territoire guarani, haut lieu des missions jésuites car relativement retiré à l'intérieur des terres, Pinheiro (2007) nous explique que la relation entre les jésuites et les colons était tout sauf simple, essentiellement en raison de leur opposition à l'esclavage des indiens évangélisés et convertis.

« A São Paulo, plus qu'à Rio de Janeiro, les réactions ont été violentes et exacerbées. Expulsés de la capitainerie, les Jésuites sont exilés pendant 13 ans et les prêtres ne peuvent revenir qu'après avoir accepté les demandes des Paulistes et s'être assurés que la peine d'excommunication ne serait jamais prononcée. À Rio de Janeiro, après plusieurs émeutes et menaces, les jésuites ont également cédé aux exigences des habitants. Alors que les Jésuites cédaient aux demandes des colons, ils continuaient à défendre la liberté des Indiens, en particulier dans une autre région de l'Amérique portugaise, loin de la partie sud. Dans le Maranhão, presque à la frontière entre les mondes ibériques, de véritables batailles juridiques ont été menées entre les colons et les jésuites pour assurer la liberté des Indiens. Avec des intérêts aussi antagonistes, on s'attendait à ce que le 17^e siècle au Maranhão soit extrêmement belliqueux en ce qui concerne la relation tenue entre les prêtres et les colons. En fait, elle l'a été, et au Maranhão les jésuites ont été expulsés deux fois : en 1661 et 1684. » (PINHEIRO, 2007, p.2)

Le même auteur poursuit en étendant la durée du conflit à toute la période jésuite en Amérique latine.

« En fait, les conflits entre les colons et les jésuites se sont produits pendant toute la période d'activité de la Compagnie de Jésus en Amérique portugaise, entre les années 1549 (arrivée des premiers jésuites) et 1759 (expulsion des jésuites par le marquis de Pombal). La cause de ces conflits était centrée sur la relation tendue entre les colons et les jésuites, concernant la propriété de la main-d'œuvre indigène, c'est-à-dire "qui" allait gérer la masse des travailleurs indigènes. Les lois de la captivité indigène, qui ont tantôt privilégié la liberté de l'Indien en plaisantant aux prêtres jésuites, tantôt privilégié les habitants de la colonie, favorisant la captivité de l'Indien, nous présente le scénario de l'époque, montrant les relations tendues entre les colons et les jésuites à l'époque. » (PINHEIRO, 2007, p. 2)

Rappelons qu'au début de l'arrivée des religieux en Amérique latine, la couronne portugaise et ces ordres religieux avaient des intérêts similaires, comme nous l'avons mentionné à propos des travaux de Ferraz (2014). La situation a changé avec la dispute entre les religieux et les colons, qui voulaient plus d'esclaves alors que les religieux, à commencer par les jésuites voulaient les évangéliser, les convertir et pas les soumettre à l'esclavage. Face à ce conflit entre religieux et colons qui a duré plusieurs décennies, en 1639, le pape Urbain VII a tenté de libérer les Indiens déjà réduits en esclavage et protéger les autres par un *Commissum Nobis* menaçant d'excommunier toute personne ayant un Indien en esclavage.

Monteiro (1994) nous apporte une synthèse de l'opposition entre les jésuites et les colons mettant en avant le sacerdoce humaniste de la Compagnie de Jésus :

« En offrant un contrepoint à la décimation délibérée pratiquée par la plupart des colons, les Jésuites ont cherché à contrôler et à préserver les Indiens par un processus de transformation visant à régimenter l'Indien comme un travailleur productif. » (MONTEIRO, 1994, 30)

Par ailleurs, un domaine de recherche concernant l'action des groupes religieux au Brésil, domaine apparemment encore peu exploré et important pour notre étude, est le rôle de ces groupes dans l'exploitation des Drogues du Sertão, notamment dans les territoires amazoniens, en particulier ceux du Sud du Pará. Il serait bon de revoir à la lumière de l'action jésuite, et d'une manière plus générale, de celles de tous groupes religieux au Brésil, ce qu'a effectivement été ou pas été l'exploitation des Drogues du Sertão, et en quoi les religieux y ont contribué. C'est ce que nous avons essayé de faire dans les parties finales de ce chapitre.

Avant de conclure cette partie, il nous semble important de mentionner qu'en ce début de 3^{ème} millénaire, soit quelques deux siècles et demi après la fin de cette grande période jésuite en Amérique latine, il reste encore quelques vestiges architecturaux et urbanistiques des missions au Paraguay, Argentine et Brésil au sein de zones à forte densité de population d'origine amérindienne, vraisemblablement en raison de la présence passée de ces mêmes

missions au sein et autour desquelles s'était concentrée la population indigène. À côté de ces témoignages physiques et démographiques, l'empreinte des missions jésuites est particulièrement forte et visible, tant sur les populations locales actuelles dont les aïeux ont été directement concernés et impliqués, que par la quantité et surtout la ferveur des touristes de même que par le contenu des programmes de visite qui sont proposés à ces touristes. Après leur extinction, les missions jésuites auraient ainsi réussi l'amalgame entre la société amérindienne *guarani*, la religion chrétienne et la migration européenne. L'inscription des missions jésuites au patrimoine de l'UNESCO est à la fois la reconnaissance de cette initiative tout en ayant été un des acteurs majeurs de cette reconnaissance à titre posthume.

En conclusion, nous soulignons les points de la colonisation religieuse du Brésil, notamment celle conduite par les jésuites, qui d'une manière ou d'une autre donnent des premiers éléments de réponse pour nos deux questions de recherche sur la permanence identitaire de la colonisation et le rôle majeur des politiques publiques.

Tout d'abord, en accord avec leur mission humanitaire, les religieux ont été les premiers et principaux défenseurs des Indiens, même s'ils s'en servaient pour leurs propres intérêts, cherchant à les convertir pour accroître leur position dans l'Eglise, et en recevoir ainsi en retour des compensations. De plus, on peut logiquement penser que les premiers missionnaires avaient ce qu'on appelle la foi, sinon il aurait été préférable d'envisager d'autres alternatives, d'autant plus qu'ils étaient des intellectuels et auraient donc pu prétendre à d'autres postes. Il est particulièrement intéressant de voir que, quelques siècles plus tard, cette identité humaniste est encore très présente parmi les groupes religieux, notamment sur nos terrains de recherche. L'Eglise progressiste et les prêtres sont le plus souvent, si non au-devant, en appui aux combats des plus démunis qu'ils soient amérindiens, caboclos issus de multiples métissages ou petits paysans descendants de colons. Un témoignage est que, depuis le début de la colonisation de l'Amazonie dans la seconde partie du 20^e siècle, l'Eglise a payé et continue de payer un lourd tribut en vies humaines, à cause des combats qu'elle mène aux côtés de ces populations. Par ailleurs, en raison de son statut particulier au Brésil, l'Eglise a été quasiment la seule institution sociale tolérée pendant la dictature, ce qui lui a permis de continuer à promouvoir ses idées, et aussi d'être à la fois un refuge et un creuset d'enseignements pour de nombreux jeunes leaders amérindiens, caboclos et paysans. Nous ne parlerons pas ici des diverses églises protestantes qui ont éclos au cours des dernières décennies et pour lesquelles notre connaissance est limitée.

Ensuite, nous avons noté des différences notables dans les interventions des groupes religieux, en grande partie liées à leurs approches de la question religieuse et humanitaire, un peu comme s'il y avait diverses identités ecclésiastiques, et donc modes d'intervention, au sein de l'ensemble religieux colonial. C'est ainsi que le nombre de cadres dirigeants latino-américains formés dans des établissements jésuites, montre que ces derniers sont toujours les bâtisseurs qu'ils ont été en territoire *guarani*, même s'ils exercent plus leur connaissance dans

la science et l'enseignement. Les Franciscains poursuivent leur chemin dans la voie de la pauvreté, toujours au service des plus démunis, tout comme les dominicains et les bénédictins, respectivement dans le prêche et la prière. Loin de tout effacer et remettre à plat, perdurent dans la colonisation et ses migrations, les bases identitaires du groupe, et cela sur le temps long.

Enfin, l'évolution de l'Eglise dans le Brésil colonial montre l'incidence majeure des politiques, tant locales que régionales, nationale et internationales, sur le parcours historique des groupes religieux, en particulier l'épopée jésuite des missions. Nous avons vu clairement les changements opérés en termes de politique en fonction des situations. C'est notamment le cas du royaume du Portugal qui passe progressivement d'une stricte politique de comptoirs à une occupation déléguée des terres de production, puis à une autorité locale représentée par les capitaineries et en charge de la production, avant de prendre entièrement la main sur les affaires au moyen de l'administration coloniale et la nomination d'un gouverneur. Un second exemple est donné par le revirement du royaume face à la montée en puissance des missions d'un point de vue militaire, économique, social mais aussi politique avec un risque majeur d'autonomie.

Par ailleurs, on retrouve tout au long de cette partie, les deux thèmes que nous avons déjà abordés dans l'introduction, à savoir la question foncière au cœur de la colonisation et le Sertão ou arrière-pays d'où sont extraits divers produits en vue de les commercialiser, mais qui est aussi un espace à coloniser dans lequel les futurs migrants imaginent leurs avenir.

2.3 Colonisation du Sertão, impact foncier et migratoire de l'expansion de la culture de canne-à-sucre

Le cycle du sucre, commencé au milieu du 16^e siècle dans le Brésil colonial, a déjà été présenté dans l'introduction générale. Basé sur l'expansion économique, politique, sociale et géographique de la culture de la canne-à-sucre, ce cycle est essentiel dans la compréhension de l'histoire coloniale et actuelle du Brésil. D'un point de vue économique, le sucre s'est imposé comme le premier secteur d'exportation du Brésil vers l'Europe, et cela pour plusieurs décennies. D'un point de vue politique, nous avons vu dans la partie précédente relative aux groupes religieux que l'essor de l'économie sucrière a été un des facteurs majeurs du passage d'une colonie de comptoirs, à une colonie de capitaineries puis à une colonie à part entière avec un gouverneur et une administration pilotés par le royaume. D'un point de vue social, cette période a été marquée par l'importation d'esclaves africains pour servir de main-d'œuvre dans les champs de canne-à-sucre d'une part, et par de nombreuses migrations en provenance de la métropole, d'origine sociale diverse, d'autre part. Enfin, d'un point de vue géographique, l'expansion des champs de canne-à-sucre s'est faite sur l'arrière-pays, toujours de plus en plus loin de la côte, de plus en plus en avant dans le Sertão dont les zones situées à la périphérie

des centres de colonisation se sont retrouvées progressivement intégrées dans le processus colonial. Ce sont ces deux conséquences, sociale et géographique, de l'expansion de l'économie sucrière qui sont présentées dans cette partie, c'est-à-dire la colonisation du Sertão, considérant que les aspects économiques et politiques ont été précédemment abordés.

Nous commencerons cette partie par quelques informations générales sur l'économie sucrière de l'époque et de son implication dans les migrations, notamment l'esclavage. Nous poursuivrons par la canne-à-sucre comme moteur initial de la colonisation du territoire brésilien, c'est-à-dire de ce qui était appelé génériquement le Sertão. Nous continuerons avec l'élevage qui a peu-à-peu pris la place du sucre comme moteur de la colonisation, en particulier les groupes d'éleveurs familiaux qui, poussés par l'expansion de la culture de la canne-à-sucre, ont migré dans le Sertão, d'où leur nom de *Sertanejo*. Enfin, nous finirons par quelques étapes-clés de l'épopée de ces communautés *sertanejas* jusque dans le Sud du Pará, en Amazonie orientale brésilienne, en particulier leur rencontre avec le front pionnier, issu quant à lui du cycle minier et en provenance du Sud-Est de la colonie.

2.3.1 L'économie sucrière coloniale basée sur l'esclavage

A propos de la formation de l'économie mondiale capitaliste, Vieira (2010), parle de la filière sucrière dans la période allant de la moitié du 16^e à la fin du 18^e siècle.

« (...) lorsque, dans les premières décennies du 16^e siècle, l'État portugais, soutenu par des capitalistes de diverses nationalités, a commencé à produire du sucre dans sa colonie américaine, il a, en fait, provoqué un déplacement d'une partie de la chaîne - plantation de la matière première et production du sucre - vers ses propres possessions du continent américain. Le succès de ce déplacement a eu des répercussions tout au long de la chaîne, en réduisant les prix et en augmentant la consommation, ainsi qu'en attirant l'attention d'autres États et de capitalistes sur le commerce du sucre, y compris la traite des esclaves, qui a à son tour généré de nouveaux réajustements des agents privés et publics impliqués. (...) Le Portugal a inséré son territoire américain dans le processus de formation de l'économie capitaliste mondiale (...). » (VEIRA, 2010, p. 500)

La décision de déplacer et d'encourager la chaîne sucrière au Brésil ouvre les portes de l'Atlantique à des nobles portugais désireux d'étendre leur richesse avec l'aide de la Couronne, et au peuple qui voit dans l'opération une possible nouvelle vie dans le nouveau monde. Et cet intérêt ne se limite pas au royaume portugais. Il s'étend en Europe, en particulier aux Pays-Bas.

Citant Alencastro (2000), Vieira, (2010) met l'accent sur la relation économie sucrière dans la colonie et esclavage:

« La solution à la demande de main-d'œuvre (pour la culture de canne-à-sucre) par l'importation d'esclaves d'Afrique a fait de la traite des esclaves le pilier de la production de sucre et a étendu la chaîne du commerce du sucre non seulement à l'Afrique, mais à toutes les régions d'où provenaient les équipements, les biens et les personnes impliqués dans l'acquisition continue des travailleurs esclaves. La capture des captifs en Afrique par les Portugais, mais pas seulement par eux, s'est faite par la guerre et le commerce. » (VIEIRA, 2010, p.507).

Le même auteur poursuit :

« La capture des captifs en Afrique par les Portugais a aussi mobilisé des ressources monétaires, des biens et des hommes de diverses régions du monde. En ce sens, en raison des spécificités des activités nécessaires à la collecte des esclaves sur le territoire africain, au transport et à la vie quotidienne dans les lieux de commerce, les entrepôts et la destination finale, il ne fait aucun doute que la traite des esclaves a généré d'importants circuits commerciaux et aux quatre coins du monde. Pour cette raison, il est presque impossible d'appréhender les énormes changements économiques, politiques et culturels que l'approvisionnement en esclaves pour la production de sucre a entraînés dans le monde entier entre le 16^e et le 19^e siècle. » (VIEIRA, 2010, p.507).

Alencastro (2000) donne des informations sur la traite négrière, notamment son antériorité à l'économie sucrière d'une part, et l'esclavage des indiens pour la production de manioc d'autre part :

« Les navires de Lisbonne embarquent le manioc au Brésil, généralement à Rio, avant de se diriger vers les ports africains. Exportant la production de Fluminense et de Vicentina (terres agricoles situées près de Rio de Janeiro), la baie de Guanabara (baie de Rio) a envoyé environ 680 tonnes de farine de manioc par an en Angola au cours de la première décennie du 17^e siècle. Livrée de l'autre côté de l'océan Atlantique - à une époque où les assistants déportaient un nombre croissant d'esclaves et augmentaient la consommation alimentaire à Luanda - la farine brésilienne valait quatre fois plus. Les exportations de manioc ont donc contribué à l'essor économique de Rio de Janeiro au début du 16^e siècle. Par ailleurs, aidés par la vente du manioc, essentiellement par l'extorsion de la main-d'œuvre indigène obligatoire, les paysans de Rio de Janeiro accèdent au statut de "Patrons de Moulin". » (ALENCASTRO, 2000, p. 251).

Il est ainsi intéressant de constater que le travail esclave auquel été soumis les Indiens pour la production de manioc autour de Rio de Janeiro aurait directement favorisé la traite négrière africaine à ses débuts au travers d'une part de la vente de la farine de manioc brésilien sur les côtes angolaises pour acheter les esclaves africains, et d'autre part par l'intégration de ces esclaves africains dans l'économie sucrière naissante le long de la côte brésilienne.

Ferlini (2015) note une différence dans l'économie sucrière entre d'un côté la région du Nordeste et une partie de la région du Sud-Est (São Paulo, Minas Gerais) tournées sur la grande production de sucre et l'exportation, et d'un autre coté d'autres zones avec une production plus familiale et produisant également de la *cachaça*, gnole ou rhum brésilien. Plusieurs décennies et siècles plus tard, la production de *cachaça* perdure dans ces zones qui s'en sont faites une spécialité.

« Malgré les éléments communs, la culture du sucre a adopté des formes différentes dans chacune des régions où elle s'est établie : dans le Nordeste du Brésil et plus tard dans le Sud-Est, les grandes plantations d'esclaves qui ont marqué la société et l'économie de la région ont prédominé, tandis que dans d'autres régions, les moulins ont fini par s'orienter vers le marché intérieur, produisant du sucre et du cachaça (sorte de rhum brésilien) pour la subsistance locale". »
FERLINI, 2015, p.1).

Le Brésil colonial a donc ainsi mis en place les piliers de son économie sucrière que sont la culture de la canne-à-sure avec des investisseurs potentiels venus d'Europe, de la main-d'œuvre à l'origine indienne puis très rapidement africaine à mesure que monte en puissance le commerce transatlantique et enfin un arrière-pays qui ne demande qu'à être colonisé.

2.3.2 Les prémices de la colonisation du Sertão par l'expansion de la canne-à sucre

Il y a plus de 70 ans, Zemella (1950) notait que la colonisation menée par les Portugais au Brésil était la première de type agraire, tout en insistant sur la politique royale pour la favoriser.

« Pour compenser le manque d'attractivité économique du Brésil, le roi a écarté ceux qui voulaient s'accaparaient les avantages au détriment des autres. Il a renoncé à ses droits souverains. Il a ainsi créé les capitaineries héréditaires et a donné aux propriétaires des avantages et des garanties compatibles avec l'emprunt de gros capitaux dans des conditions risquées. Les propriétaires ont proposé d'établir des plantations de canne à sucre au Brésil. Un nouveau type de colonisation, basé sur l'agriculture, est apparu dans l'histoire de

l'humanité. Les Portugais ont été les premiers à donner l'exemple de la colonisation agraire. Ils n'ont pas seulement extrait la richesse et l'ont échangée. Ils ont labouré la terre et créé la richesse pour ensuite la commercialiser. (...)La colonisation du Brésil était basée sur la culture du sucre et les capitaineries héréditaires. » (ZEMELLA, 1950 p. 488).

Le même auteur donne des informations importantes sur les premières installations de la culture de la canne-à-sucre dans le Brésil colonial

« ... deux capitaineries ont connu un succès extraordinaire - São Vicente et Pernambuco. En outre, d'autres sites de peuplement se sont formés de manière éparse le long de la frange côtière, la balisant et en assurant sa possession. Le système à mettre en place était trop au-dessus des forces des attributaires de terres. Il fut nécessaire de créer le gouvernement général afin d'établir la sécurité indispensable au travail, à l'ordre et à la coopération entre les attributaires. En tout cas, avec les capitaineries héréditaires, les bases de notre évolution agraire ont été établies. Les premiers moulins ont été installés au Brésil par les attributaires. Le cycle économique du sucre était lancé apparu. Ces nobles et riches hommes qui sont venus investir des capitaux au Brésil, visaient la production d'une haute valeur commerciale et, par conséquent, très rentable. À l'époque, le sucre était un produit précieux. » (ZEMELLA, 1950 p. 489)

Avec Ferlini (1994), nous abordons la transformation de la filière sucrière, notamment l'amont, en système agraire avec ses implications foncières.

« La culture de la canne à sucre, comme option pour l'occupation du Brésil, inaugurerait une nouvelle forme de colonisation. L'occupation des territoires conquis se limitait, jusqu'alors, à la commercialisation des produits trouvés dans les terres découvertes. Le Portugal a transformé l'entreprise coloniale en un système productif, où les techniques et les ressources métropolitaines ont créé un flux constant de produits destinés au commerce européen. Le choix du sucre était largement justifié à l'époque où l'on cherchait la solution pour l'occupation effective du Brésil. » (FERLINI, 1994 p. 17).

Le même auteur mentionne les vastes terres données aux planteurs en vue d'augmenter leurs surfaces cultivées en canne-à-sucre.

« La grande extension des terres données pour la plantation de canne à sucre a garanti à l'usine la possibilité d'augmenter sa production et de faire des bénéfices. » (FERLINI, 1994 p. 17).

Le même auteur poursuit :

« Le latifundium a permis le remplacement constant des terres utilisées par d'autres terres encore vierges, sans investissement dans des pratiques de fertilisation ou des améliorations techniques. » (FERLINI, 1994 p. 17).

Les nouvelles terres plantées ne viendraient pas augmenter la surface en canne-à-sucre à un moment donné car, à l'échelle de la plantation, ces nouvelles terres remplacent les anciennes terres, qui sont quant à elles progressivement abandonnées car moins fertiles sans apport d'engrais, c'est-à-dire sans investissement des planteurs. Le niveau de production de la plantation se maintiendrait, mais augmenterait peu, ce qui est normal en gardant une surface totale en culture à peu près équivalente et sans apport d'engrais pour récupérer la fertilité des sols utilisée au cours des premières années de culture. On appelle système minier ou système de front pionnier le système agraire consistant à intégrer de nouvelles terres venant remplacer les anciennes dont la fertilité a été exploitée et n'a pas été renouvelée, soit par un apport d'engrais ou une jachère ou une autre forme de mise en valeur par exemple. Or ce système minier, conjointement à sa fonction de production, canne-à-sucre dans notre cas présent, s'insère aussi et souvent dans une stratégie foncière visant à mettre sa marque par une culture sur des terres vierges, ou tout au moins pas encore cultivées par des colons, comme pouvaient l'être celles du Sertão au début du Brésil colonial.

Le système agraire de type minier tel que nous le voyons dans l'économie sucrière au 16^e et 17^e siècle, est globalement le même que celui retenu en Amazonie par la très grande majorité des colons au cours de la seconde moitié du 20^e siècle (VEIGA *et al.*, 2004). En effet, le pâturage est implanté puis exploité par les troupeaux après la coupe et le brûlis d'une parcelle de forêt. La valeur du pâturage se maintient un temps variable, d'un à deux ans jusqu'à quelques années, cinq à six généralement, selon la nature du sol, en fonction de la qualité de la coupe et du brûlis, de même que celle de l'éventuelle culture vivrière plantée directement après le brûlis, et dans laquelle sera planté le pâturage. Veiga (et al., 2004) et plusieurs autres auteurs (SCHMINK & WOOD, 1992; WOOD & PORRO, 1999; WOOD et al., 2015) mentionnent cette avancée du pâturage sur les espaces forestiers, et cela sur tout le pourtour amazonien, un peu comme si le pâturage, disons même les troupeaux, grignotaient petit-à-petit la forêt. On parle donc de front pionnier qui avance. Dans le cas de l'Amazonie, les anciens pâturages, une fois abandonnés car peu ou pas productifs, seront alors remis en culture de manière plus intensive à base d'intrants (engrais, herbicides et pesticides). Ces cultures sont des céréales (riz, maïs), des légumineuses, en particulier le soja, ou une plantation d'arbres tels qu'eucalyptus, teck et autres pour faire du bois, de la pâte à papier ou de l'énergie.

2.3.3 Impact de l'avancée de la canne-à-sucre sur l'élevage dans le Nordeste

Ferlini (1992) présente l'évolution de l'économie sucrière portugaise du Brésil colonial jusqu'à la concurrence des Antilles et de l'Amérique Centrale.

« Les premiers moulins de Pernambuco ont commencé à fonctionner en 1535, avec Duarte Coelho. En 1550, il y avait déjà 4 moulins, 30 en 1570 et 140 au moment de la conquête hollandaise. La production de

canne à sucre a progressé jusqu'à Paraíba et Rio Grande do Norte qui, au milieu du 17^e, comptait environ 22 moulins. Au 16^e siècle, la production prospère également à Bahia. Le baiano du Recôncavo, qui en 1584 atteignait déjà 40 unités de production. A la fin du premier siècle de la colonisation, le Brésil produisait 350000 arrobas¹² de sucre par an. La production brésilienne connaîtra des années de gloire jusqu'en 1650, date à laquelle la concurrence des Antilles et de l'Amérique centrale commencera à se manifester. » (FERLINI, 1992 p. 24).

Ce document montre qu'à partir du Pernambuco, la production sucrière s'étend donc vers le nord (Etats de la Paraíba et du Rio Grande do Norte), ainsi que vers le sud (Etat de la Bahia), Etats qui peuvent être localisés dans la Figure 12, ainsi que la région du Nordeste. Le lien entre le front pionnier du Nordeste et celui de l'Amazonie est encore plus tenu dans les propos de Linhares (1995) montrant qu'en avant des champs de canne-à-sucre, il y avait les troupeaux. Ainsi d'après cette auteure, deux notions prennent progressivement de l'importance dans l'historiographie brésilienne récente. Elles concernent d'une part le premier grand mouvement d'accaparement de terres du Sertão ou l'arrière-pays, à partir du milieu du 17^e siècle, et selon un processus de front pionnier et, d'autre part et en parallèle l'extermination des populations indiens vivant en communautés dans le Sertão.

« La première concerne l'avancement de la frontière, progressivement, en ayant comme instrument le bétail, ce produit qui se déplace, même via de mauvaises pistes, ce qui entraîne le partage de l'arrière-pays du Rio São Francisco et du Pernambouc entre de vastes latifundios successifs. La seconde se réfère à l'extermination des populations indigènes, avec des dimensions génocidaires, au fur et à mesure de l'avancée des troupeaux. » (LINHARES, 1995 p. 1).

¹² Un *arroba* = 15kg, soit une production annuelle de 4500 tonnes de sucre



Figure 2.4 : Le Etats et régions du Brésil, avec le Nordeste (ROCHA, 2022)

La même auteure (LINHARES, 1995) montre également bien qu'il y a une hiérarchie dans les productions aux yeux du pouvoir royal et colonial. Support de l'économie coloniale d'exportation, la canne-à-sucre est essentielle tient le sommet et doit être protégée des dégâts que peuvent lui causer les troupeaux.

« Suite à une consultation du Conseil d'Outre-mer du 17 octobre 1700, la Couronne a étendu le décret du 27 février 1701, prolongeant celui de 1688, afin qu'il ait un effet non seulement sur les dix lieues du

*Recôncavo*¹³, mais bien partout où la marée atteignait, les mêmes dix lieues tant sur les bords du fleuve que sur les terres de l'intérieur. De manière que dans aucun de ces endroits, ni dans les trois capitaineries du Camamu¹⁴, il était possible d'élever du bétail, en dehors des animaux pour les services, ceux-ci devant être mis dans des pâturages clôturés, de telles façons qu'ils ne puissent pas en sortir et faire des dégâts aux cultures avoisinantes. » (LINHARES, 1995 p. 2).

Il semble évident, dans ce décret, que l'objectif du législateur est de discipliner la production, en tenant compte des intérêts de la grande plantation de canne à sucre, de l'approvisionnement de la population en animaux de service. Et c'est là une différence majeure avec le front pionnier amazonien, dans la mesure où dans ce cas-là, les troupeaux sont officiellement considérés comme le moteur de la colonisation, d'où l'expression : la colonisation *pela pata do boi*, littéralement "par la patte du bœuf", comme le rappelle Santiago (1972).

Par ailleurs, concernant les destinataires des politiques publiques, on voit ici un début de césure au sein de la population entre un groupe d'acteurs directement centré sur la production de sucre et un autre groupe, les producteurs de bétail pour l'approvisionnement en animaux de service, notamment pour la culture et l'industrialisation de la canne-à-sucre, ainsi qu'en animaux et produits animaux pour l'ensemble de la société coloniale.

En ce sens, nous pensons que le décret officiel du 17 février 1701 interdisant l'élevage à proximité de la côte de la Bahia aura été un élément déclencheur important à deux points de vue, favorisant la migration des troupeaux vers le Sertão d'une part, et initiant une approche différenciée dans la population coloniale.

2.3.4 Colonisation du Sertão par les migrants chassés par l'expansion de la canne-à-sucre et appelés *Sertanejos*

La politique du gouvernement colonial, en légiférant sur la préservation des cultures de canne-à-sucre vis-à-vis des troupeaux a accéléré l'avancée de l'élevage au sertão. Pour ainsi dire expulsés petit-à-petit de la frange côtière, les éleveurs de bétail sont progressivement partis vers l'intérieur des terres, le Sertão à la recherche de régions plus hospitalières pour leurs troupeaux, sachant que la commercialisation des animaux ne semblait pas un problème en raison de la mobilité naturelle des bestiaux, ainsi que leur grégarité permettant de les conduire en troupeaux vers les successives foires et marchés. En revanche, les conflits, auparavant avec les *Donos de Engenho* (patrons de moulins), ont perduré, cette fois avec les communautés amérindiennes vivant dans le Sertão, sur les terres nouvellement pâturées par les troupeaux,

¹³ Terre autour de la baie de *Todos los Santos* (Tous les Saints) où est notamment localisée la ville et l'agglomération de Salvador da Bahia.

¹⁴ Ville portuaire située sur le rio Acarahy, près de son embouchure, à une centaine de km au sud de Salvador de Bahia, et donc de la Baie de *Todos los Santos*. Elle a été un des grands ports d'exportation du manioc au 16^e siècle, comme précédemment mentionné.

mais aussi entre les groupes d'éleveurs, groupes à la tête desquels sont apparues les figures des *coronéis* (Seigneurs de Guerre) présentés précédemment.

Pour synthétiser, nous reprendrons les propos de Sodré (1964) sur la relation entre l'expansion de l'élevage et de la culture de la canne à sucre dans le Nordeste. Cet auteur établit trois phases. Dans la première phase, la même propriété conduit les deux mêmes activités, élevage et canne-à-sucre, de manière parallèle, l'une ayant besoin de l'autre, la culture de la canne-à-sucre se servant de la force de traction et de portage du bétail et le bétail étant en partie alimentée avec les résidus de culture et les sous-produits de la transformation en sucre. La deuxième phase a été caractérisée par l'incompatibilité spatiale des deux activités, le bétail qui n'était pas géré au moyen de clôtures allant logiquement divaguer dans les champs de canne-à-sucre, dans la mesure où la canne-à-sucre riche en sucre est fort appréciée, d'autant plus que les parcours naturels autour sont déjà largement exploités et progressivement peu productifs car largement dégradés. Cette seconde phase mène à la troisième phase, celle de la rupture qui conduit l'élevage à la recherche de nouveaux pâturages dans le sertão", en particulier dans les Etats de la Bahia et du Maranhão qui sont les plus grands, et donc proportionnellement les moins touchés par l'expansion des champs de canne-à-sucre.

Nous noterons qu'avec LINHARES, l'incompatibilité entre la culture de la canne-à-sucre et l'élevage est renforcée par l'absence de l'usage des déjections des troupeaux pour fertiliser les champs de canne-à-sucre.

« ... l'absence d'une pratique d'apports d'engrais aux sols est notoire. Contrairement à ce qui caractérise l'agriculture européenne précapitaliste, l'épandage du fumier ne fait pas partie des pratiques agricoles au Brésil, où la séparation entre l'agriculture et le bétail, entre la culture et l'élevage prédomine dès le début. Ainsi, la présence du fumier dans les modèles européens de l'Ancien Régime est permanente, comme dans les modèles de Slicher Van Bath, par exemple, dans lesquels l'apport de déjections animales est systématiquement présent. Quel que soit le système, le bétail étant toujours responsable, quelle que soit sa taille, son nombre ou son poids. Pendant les siècles précédant la "révolution agricole", le bétail aura joué un rôle fondamental en tant qu'élément du système de culture, tant commerciale que de subsistance. L'exception brésilienne à la fertilisation animale de cultures se retrouve dans les plantations de tabac de Bahia, décrites par Antonil et Luiz dos Santos Vilhena, respectivement au début et à la fin du 18^e siècle, coïncidant dans leurs informations et confirmées par l'analyse de la législation. » (LINHARES, 1995 p. 6).

Cette exception à l'échelle mondiale de non-utilisation de la fumure animale pour enrichir le sol des cultures est très importante car elle explique la dissociation des activités de

culture et d'élevage dans le Brésil colonial. Ainsi les troupeaux ont pu partir dans le Sertão sans que cela porte préjudice aux cultures.

Une conséquence de l'avancée des troupeaux dans le Sertão et de l'installation des communautés d'éleveurs loin de la frange côtière est l'éloignement des centres de décision du pouvoir colonial, mais aussi de l'Eglise, ce qui a vraisemblablement favorisé l'émergence de *coronéis*, d'autant plus qu'ils ont trouvé plus en avant ceux provenant de la migration en provenance de la région du Sudeste.

Par ailleurs, mentionnons que ces communautés devaient avoir d'autres activités que la pratique de l'élevage, notamment dans l'agriculture et l'exploitation des ressources disponibles, telle que l'agriculture vivrière de subsistance, la pêche et la chasse, et bien entendu la cueillette des fameuses drogues du Sertão qui étaient consommées et commercées. De plus, des activités non agricoles étaient certainement représentées, par exemple dans le commerce, l'éducation, les soins, la culture, ainsi que la religion catholique qui aurait accompagné la migration, comme cela a été déjà dit à propos des ordres ecclésiastiques. Toutefois, l'élevage de ruminants, en particulier de bovins, était le lien social, économique, culturel et politique au sein des communautés et entre les communautés, ne serait qu'en raison de sa multifonctionnalité, comme cela a été présenté précédemment et sur quoi nous reviendrons.

Furtado (2005) considère que certains groupes d'éleveurs sont allés très en avant dans le Sertão, notamment dans le Maranhão, ce qui les aurait conduits aux marges du bassin amazonien vers l'ouest et sur les berges du rio Tocantins dans le nord de l'ancien Etat du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins. Cette analyse trouve écho dans les propos de Desfontaines (1957) qui avançaient que les pistes jalonnées de foires avaient été ouvertes par les passages successifs des troupeaux allant sur la côte pour y être commercialisés.

Vaz (2013) rapporte :

« Le fleuve Tocantins, depuis les dernières décennies du 18^e siècle, était déjà la cible d'expéditions d'études géographique et des richesses minérales par les gouvernements des capitaineries des Etats du Pará, de Goiás et du Maranhão, qui ont en quelque sorte contribué à l'extension des routes terrestres, facilitant l'expansion de l'élevage sur ce territoire (VELHO, 1972) » (VAZ, 2013 p.19).

Le même auteur poursuit :

« Avec la croissance rapide des routes terrestres, ainsi que la circulation fluviale de bateaux dans la région, des entrepôts commerciaux ont été créés pour le contrôle fiscal des provinces. A partir de cette époque, outre la zone de Pastos Bons, déjà habitée de colons, d'autres communautés sertanejas (propres au Sertão) se sont créées à proximité du fleuve Tocantins, en particulier celles qui deviendront les villes de Carolina, dans l'État de Maranhão (1810) et de Boa Vista do Tocantins,

au nord de l'ancien Etat du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins (1825). » (VAZ, 2013, p.27).

Les ancêtres de ces familles d'origine nordestine et migrantes plus en avant vers l'intérieur du Sertão sont vraisemblablement ceux qui ont été poussés à partir de la frange côtière par l'expansion de la canne-à-sucre et les perspectives de bons pâturages pour l'élevage. L'appellation donnée à la ville de Pastos Bons le laisse également sous-entendre.

Moreira Neto (1960) donne quelques précisions sur les migrations dans cette région du nord de l'ancien Etat du Goiás, près de la confluence des rios Tocantins et Araguaia à de Boa Vista dans la première décennie du 19^e siècle. Il parle notamment dans la région d'une autre vague de migrants, cette fois venant du sud et allant vers le nord, en longeant la rive orientale du rio Araguaia, et composée d'éleveurs et de mineurs.

« Au début du 19^e siècle, un premier noyau urbain a été fondé sur les rives du Tocantins à Goiás, Boa Vista a succédé par l'occupation progressive de tout le territoire délimité par la jonction de ce fleuve avec l'Araguaia. Il y fait face au front des pionniers avec un mouvement de colonisation orienté du sud, suivant le cours de l'Araguaia, composé d'éleveurs de bétail et de mineurs. La vague expansionniste du sud n'a cependant pas l'importance du mouvement du nord-est et se confond bientôt avec lui, laissant la tâche de définir le style culturel des nouvelles occupations qui auront désormais lieu sur le territoire du Pará. » (MOREIRA NETO, 1960, p. 09).

Avec Oliveira (2016), rappelons que le rio Araguaia naît dans la Serra do Caiapó, au sud-est de l'actuel État de Goiás. C'est une rivière sans véritable lit, beaucoup plus large que profond, avec de nombreux bancs de sable le rendant difficilement navigable et infesté de piranhas. Ces caractéristiques expliquent en partie l'absence de colonies sur ses rives, et aussi que la vague de migrants en provenance du sud soit allée rapidement vers l'aval, vers des terres meilleures, comme celles des berges du rio Tocantins.

Moreira Neto (1960) auteur pointe également le mélange culturel de l'ensemble formé par ces deux vagues de migrants, et cela dans un territoire très proche de deux de nos régions d'études, à savoir le Sud du Pará et la zone de Paragominas. On note ainsi vers la fin du 18^e et le début du 20^e siècle l'installation de populations migrantes de diverses origines à la jonction de l'Amazonie, Sud de l'Etat du Pará, avec le nord de l'ancien Etat du Goiás et le Nordeste, notamment les Etats du Maranhão et du Piauí.

Vaz (2013) considère que cette avancée du front pionnier de l'élevage sur le Sertão avait de bons côtés pour les éleveurs en raison de la meilleure pluviométrie, et donc de la qualité et quantité des pâturages, à mesure qu'ils avançaient vers l'ouest ou sud-ouest, qu'ils s'enfonçaient dans la pré-Amazonie, ou bien qu'ils s'éloignaient du Nordeste aride.

Velho (1972) a au préalable émis cette hypothèse d'une meilleure quantité et qualité des pâturages pour les troupeaux qui auraient conduit les éleveurs à se stabiliser sur le temps long ...

« Pendant la première moitié du 19^e siècle et une grande partie de la seconde, l'expansion de l'activité pastorale se poursuit dans le Maranhão. Puis elle traverse le Tocantins et occupe les parcours du nord de Goiás entre les rios Tocantins et Araguaia. (...) L'expansion semble maintenant se faire plus lente, peut-être en raison de la meilleure qualité des pâturages, qui permettrait une densité de bétail relativement plus élevée, (...). » (VELHO, 1972, p. 27).

... à moins que ce ne soit la présence plus en avant vers le sud d'autres villages déjà implantés par la vague de migrants venant du sud ? D'autant plus que, comme déjà mentionné, cette vague de migrants était en partie faite de *coronéis* et de *bandeirantes*, respectivement "seigneurs de guerre" et "bandits de grands chemins". Aussi, aller plus en avant signifiait donc aller vers l'ouest, traverser le rio Araguaia et s'enfoncer dans des terres forestières du biome amazonien où il semble que les parcours étaient moins propices aux troupeaux que ceux du biome Cerrado qui couvrent une grande partie de l'ancien Etat du Goiás et du Sud de l'Etat du Maranhão et l'ouest de l'Etat du Piauí. C'est ce qu'avance Vaz (2013) :

« La trajectoire naturelle d'expansion de nouvelles terres pour le troupeau, ainsi que la nécessité d'échapper aux conflits fomentés par les coronéis dans la région de Goiás, à Boa Vista do Tocantins, à la fin du 19^e siècle, ont amené certains groupes à traverser la rivière Araguaia et à atteindre la rive du Pará. » (VAZ, 2013, p. 40).

Pour étayer ses dires, Vaz (2013) s'appuie sur les rapports des pères dominicains et d'autres explorateurs traversant cette région à cette époque. Fuyant les conflits permanents dans le nord de l'ancien Etat du Goiás, des communautés d'éleveurs auraient bravé la traversée dangereuse du rio Araguaia pour s'installer sur sa rive occidentale.

« Ces petits groupes s'exilent sur les rives de l'Araguaia de 1892 à 1896. Ces premières années de la période républicaine ont été très intenses en ce qui concerne la mobilité des groupes habitant les vastes arrière-pays du Brésil central, en particulier le nord de Goiás. » (VAZ, 2013, p. 40).

La nature, l'histoire et le devenir de ces communautés installées sur la berge occidentale du rio Araguaia et composés d'éleveurs, mais aussi d'agriculteurs, de pêcheurs, d'anciens mineurs, entre autres, seront abordés dans la dernière partie de ce chapitre.

En conclusion de cette partie on retiendra que la migration sur près de deux siècles de ces communautés du Nordeste aride ont été poussées à partir par l'expansion de la culture de la canne-à-sucre voulue par le pouvoir colonial dès le 17^e siècle. Elles se sont enfoncées dans

l'intérieur du Sertão – d'où leur nom de *Sertanejos* -, toujours plus en avant, sur de meilleurs parcours du biome Cerrado, propices à leur activité d'élevage, terres vierges ou occupées par des communautés amérindiennes qu'elles ont, selon les cas, chassées plus en avant, intégrées ou exterminées. Arrivée à la confluence des rio Araguaia et Tocantins, ce front pionnier *sertanejo* nordestin a rencontré le front pionnier en provenance du Sudeste de la colonie, plus récent mais plus enclin aux conflits, car composé comme lui en partie d'éleveurs, agriculteurs, pêcheurs exploitant les ressources du Sertão, mais aussi de mineurs, *coronéis* et *bandeirantes*, ces derniers étant des acteurs majeurs de conflits pour le contrôle des ressources. Fuyant ces conflits, quelques communautés d'éleveurs auraient traversé le rio Araguaia et seraient ainsi enfoncées plus en avant dans le biome amazonien. La trajectoire et les traits culturels de ce grand groupe d'éleveurs originaires en grande partie du Nordeste, qui a avancé et s'est dispersé dans le Sertão tout au long de la période coloniale, en intégrant des communautés indiennes que d'autres fronts pionniers secondaires, est pertinent pour expliquer l'origine de nombreuses coutumes et pratiques sociales, ainsi que les formes de gestion du bétail qui ont persisté pendant plusieurs générations, y compris lorsqu'elles ont atteint l'Amazonie du Sud du Pará.

2.4 Installation de communautés *sertanejas* dans le Sud du Pará entre les deux cycles du caoutchouc 1879-1912 et 1942-45

Voilà donc qu'en un peu plus de deux siècles, les communautés *sertanejas* originaires du Nordeste qui, tout en traversant le Sertão ont intégré d'autres groupes, ont franchi le rio Araguaia et se retrouvent installées dans le Sud du Pará.

Il est nécessaire de rappeler ici deux points essentiels à la compréhension de la vie de ces communautés tout au long de l'épopée du caoutchouc allant, avec ses deux cycles, des dernières décennies du 19^e siècle à la moitié du 20^e siècle.

Le premier point est le Centre de Catéchèse Indienne installé en 1896 sur la berge occidentale du rio Araguaia par deux missionnaires dominicains français, vraisemblablement dans une communauté qui donnera naissance à la ville de Conceição do Araguaia.

« Fin janvier 1888, les frères Gilles et Etienne Gallais, ainsi que leur guide chargé des montures et des animaux de bât, se mirent en route vers le Rio Bonito, commençant ainsi la longue marche des Dominicains à travers l'arrière-pays brésilien à la recherche d'Indiens pour évangéliser. C'était la première étape d'une marche qui, huit ans plus tard, allait les mener à Conceição do Araguaia avec la fondation, en 1896, du Centre Catéchétique indigène, dans l'État du Pará, sur la rive gauche de l'Araguaia. Autour de ce centre, la ville de Conceição do Araguaia est née un an plus tard, en 1897. » (SANTOS, 1996, p. 101).

Le Centre de Catéchèse Indigène est essentiel car il a répertorié, outre le parcours des frères dominicains dans le Sertão, mais aussi et surtout de nombreux faits et gestes de la vie des communautés autour de Conceição do Araguaia de la fin du 19^e siècle et une grande partie du 20^e siècle. Ces documents sont disponibles et consultables à la Maison des Dominicains, à Toulouse, France, où ils ont été transférés lors de la fermeture de la Mission Dominicaine de Conceição do Araguaia.

Le second point, rappelé en conclusion de la partie précédente, est la diversité des origines des communautés *sertanejas*. Certes, elles sont d'origine nordestine, comme cela a été longuement détaillé, mais elles ont aussi intégré au cours de leur long périple d'autres groupes et communautés, indiennes et coloniales, rencontrées sur les terres traversées, déjà installées, dans le cas des communautés indiennes, ou en provenance comme elles mais d'autres Etats du Nordeste, Piauí, Pernambuco et Bahia par exemple, ou d'autres régions du Brésil colonial, notamment du Sud-Est avec le cycle minier. De plus, ces communautés sont constituées d'individus de diverses origines sociales, économiques et culturelles, même si on peut logiquement considérer qu'ils sont issus dans leur très grande majorité des classes sociales inférieures. Les communautés sertanejas du Sud du Pará apparaissent donc comme un ensemble ethnique diversifié dont la teneur et la mémoire se sont formées dans le creuset géographique constitué par le Sud du Maranhão et le Nord du Goiás, à la frontière entre les biomes *Catinga* du Nordeste, *Cerrado* du Centre-Oeste et Amazonien. Ainsi, Medeiros (2012), en étudiant la culture et la violence dans les vallées des rios Araguaia et Tocantins, signale une diversité de pratiques et de représentations construites dans les relations sociales dont l'aire géographique couvre des zones du nord de Goiás, du sud du Maranhão et du sud du Pará. Ce sont des diverses influences que nous allons détailler maintenant montrant l'origine polysémique de la culture *sertaneja*. Puis nous présenterons l'installation et la vie des communautés *sertanejas* dans le Sud du Pará dans la seconde partie du 19^e siècle, avant de décrire dans un troisième temps les dynamiques induites du boom du caoutchouc à partir des dernières années du 19^e siècle jusqu'à la veille de la première Guerre Mondiale, puis le nouveau pic pendant la seconde Guerre Mondiale.

Mentionnons qu'une grande part de ce qui suit provient de notre premier doctorat (VAZ, 2013), ainsi que des articles qui en ont été tirés.

2.4.1 Origine polysémique de la culture *sertaneja*

Même si la violence sous toutes ses formes, en particulier la violence sociale, entre les familles et groupes d'individus, serait une constante de la culture *sertaneja*, et pas forcément surfaite, elle ne doit pas masquer plusieurs autres caractéristiques de cette culture qui méritent d'être prises en compte pour décrire cette culture. Aussi, de nombreux historiens, sociologues et anthropologues contemporains sont prudents lorsqu'ils discutent du mode de vie des

Sertanejos et, d'une manière plus large, de la vie dans les arrière-pays brésiliens, ce qu'une coutume populaire appelle l'*Interior* (Intérieur). Certes, la plupart insiste sur la violence, mais ils abordent d'autres aspects tels que : la culture, la religiosité et la solidarité, cas par exemple de Sabourin (2009).

Allant dans le même sens, Medeiros (2012), juge qu'il est nécessaire de prendre ses précautions dans l'analyse des diverses archives d'époque, que ce soient des documents officiels ou bien des rapports de voyage ou mission, et des récits, même ceux des frères dominicains ayant une histoire significative dans la zone. Toutes ces archives doivent être replacées dans leurs propres contextes respectifs. Pour étayer ses dires, il prend l'exemple des récits dominicains.

« En particulier dans les œuvres de mémoire de missionnaires tels que le frère Audrin, il y a une préoccupation particulière pour les questions directement liées à la violence, étant donnée une vision missionnaire de "soulager l'injustice", ce qui génèrent chez le mémorialiste une compréhension du pauvre sertanejo, tantôt comme un pauvre malheureux qui a besoin d'être protégé et sauvé de cette violence, tantôt comme un sertanejo qui est "avant tout un fort", car à travers ses stratégies de survie il parvient à y faire face. Ces représentations, en règle générale, sont présentées comme les vérités du passé. »
(MEDEIROS, 2012, p.16).

Dans cette recherche, nous considérons les sertanejos comme des acteurs sociaux, responsables de la construction ou de la réélaboration de leur culture, de leurs us et coutumes, tenant compte de leur processus migratoire au cours duquel ils ont rencontré et en partie assimilé des legs issus d'autres cultures. C'est ainsi que pendant leur séjour dans le nord du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins, entre les rios Tocantins à l'est et Araguaia à l'ouest, les familles en provenance du Nordeste recherchaient des terres présentant le bon compromis entre quatre critères sans véritable hiérarchie particulière. Selon Vaz (2013), il leur fallait de bons pâturages pour leurs troupeaux, généralement les plaines inondables ou bien des savanes arborées typiques du Cerrado, mais avec une bonne strate herbacée. Il fallait également être accessible, ne serait-ce que pour la commercialisation des produits, et même si la mobilité des animaux permettait de choisir des zones particulièrement éloignées et loin de tout. Il était nécessaire que ces terres ne soit pas ou peu occupées par des communautés indigènes ou par de colons déjà implantés, surtout des agriculteurs, en raison des conflits pouvant survenir à la suite de dégâts des troupeaux dans les cultures. Il était également très important d'être suffisamment à distance de l'impôt social instauré par les *coronéis* qui étaient à la fois, eux-mêmes, le plus souvent de grands éleveurs et à la recherche de communautés à soumettre pour asseoir leurs pouvoirs, en tirer profit tout en contrôlant le pouvoir des autres *coronéis* voisins. De plus, si ces communautés *sertanejas* faisaient en sorte de se tenir

éloignées des *coronéis*, il ne s'agissait pas non plus d'être dans une zone où aucun de ces seigneurs de guerre n'était présent car ce serait prendre le risque d'en attirer un *coronel* voisin ou nouveau à la recherche de son territoire pour lequel la présence de communautés garantirait le contrôle de sa terre. En effet :

« ... ce sont ces derniers (les *coronéis*) qui cherchent à s'installer là où se trouvent ces *Sertanejos*, car à la recherche du "contrôle des hommes" qui leur garantirait le "contrôle de la terre. » (MEDEIROS, 2012, p. 95).

En contrepoint de ces éléments, il est important de rappeler que les communautés *sertanejas* ont dû certainement participer à la violence qu'elles fuyaient ou cherchaient à éviter, ne serait-ce que vis-à-vis des communautés indigènes et de colons qu'elles ont fait fuir, intégré ou massacrées en s'installant sur leurs terres.

On peut donc logiquement admettre que la réputation de violence dont font preuve les communautés *sertanejas* du Sud du Pará est, au moins en partie, un des héritages du nord du Goiás, tout au moins le résultat de leur temps partagé avec les *coronéis* et autres *bandeirantes* dans cette région. Même s'il est encore trop tôt pour écrire le grand livre de l'histoire de la dictature militaire en Amazonie, on peut penser que la guérilla du Araguaia dans les années 60-70s du 20^e siècle prend en partie ses racines dans le terreau de cet héritage.

Concernant le Maranhão, Chambouleyron & Melo (2013) parlent de la proximité, dès le 17^e siècle, des territoires et des groupes sociaux qui circulaient entre l'État du Pará et celui du Maranhão.

« (...) la vaste région qui est devenue, à partir des années 1620, le territoire de l'État du Maranhão ou plutôt de l'État du Maranhão et du Pará. L'État du Maranhão, qui est en partie intégré à l'actuelle Amazonie Légale brésilienne (considérant qu'à partir de la fin du 17^e siècle, une partie du Maranhão faisait partie de la capitainerie du Piauí), se caractérise par une variété de paysages résultant de la diversité même des écosystèmes et des relations que les Portugais et les indigènes entretenaient avec l'environnement. » (CHAMBOULEYRON & MELO, 2013, p. 231).

Et selon ces mêmes auteurs, cette partie du Maranhão était l'objet de violences entre les Portugais et les Indiens, ce que nous avons déjà mentionné à plusieurs reprises, notamment à propos des missionnaires de l'Eglise.

« Ainsi, comprendre l'occupation de la région orientale du Maranhão, à travers l'agriculture et l'élevage, signifie non seulement rendre compte des mécanismes de transposition et d'adaptation des formes d'utilisation économique de l'espace typiquement portugais - le cas des *sesmarias* - mais aussi comprendre comment le paysage colonial a été façonné par l'interaction des Portugais avec l'environnement qu'ils ont trouvé (en lui

donnant un sens économique) et les relations, pacifiques ou non, qu'ils ont établies avec les différents groupes indigènes qui habitaient les régions où les colons ont occupé et ont cherché à défricher.» (CHAMBOULEYRON & MELO, 2013 p.232).

Par ailleurs, Cormineiro (2009) rappelle bien que l'élevage n'était pas une activité pratiquée systématiquement dans les communautés sertanejas du nord du Goiás, notamment celles situées à proximité des rios pour lesquelles l'agriculture, pêche, chasse et cueillette étaient essentielles :

« Ainsi, l'activité principale du pauvre sertanejo était la culture de la terre, c'est-à-dire qu'ils étaient agriculteurs, mais ils pratiquaient aussi d'autres activités, en parallèle ou concomitamment. Ils étaient ainsi chasseurs, pêcheurs, salaisonniers pour le traitement du pirarucu (poisson d'Amazonie gigantesque et dont la chair est fort appréciée), cueilleurs de châtaignes du Pará, casseurs de fruits du palmier babaçu pour en recueillir l'amande, seringueiros ou collecteur du latex pour faire le caoutchouc, palefreniers, bateliers, et autres. A la campagne ou dans les villages, ces activités étaient menées par les pauvres sertanejos sous la forme d'entraide, de journaliers ou de dépendants ("des individus qui n'ont rien en propre s'installent sur la terre d'autrui selon Saint-Hilaire"). » (CORMINEIRO, 2009, p 173-174).

On voit clairement dans ce passage qu'il existe une hiérarchie dans les communautés *sertanejas*, avec des rapports sociaux complexes entre domination, exploitation et dépendance concernant les classes sociales les plus basses. Aurait-il pu en être autrement considérant les origines lointaines et proches de ces communautés, et cela malgré les tentatives d'une partie des religieux, comme nous l'avons déjà mentionné.

Citant Couto de Magalhães (1880), le même auteur présente :

« ... la chasse et la pêche pour le nord de Goiás comme une activité indispensable à l'existence, car cela constitue une part essentielle des familles de l'intérieur (du Sertão), qu'elles soient riches ou pauvres. » (CORMINEIRO, 2009, p. 178)

Le même auteur donne également quelques informations sur les formes de travail salarié, en insistant sur la volonté du Sertanejo à vouloir rester indépendant.

« Cependant, les pauvres Sertanejos n'étaient pas prêts à renoncer à tout, c'est-à-dire qu'ils résistaient à l'idée que leur vie devienne unidimensionnelle et que leurs pratiques de travail soient aliénées de leur mode de vie. Surtout, ils ont résisté à la vente de leur main-d'œuvre, car ils seraient alors sous la vigilance directe de leur patron, c'est-à-dire pour eux se soumettre au contrôle direct de leur temps. En effet, l'un des principaux obstacles à l'acceptation d'un emploi d'ouvrier ou de

compagnon était le problème du contrôle direct. Par exemple, dans la cueillette des châtaignes du Pará [de même que dans celle du latex pour le caoutchouc], le contrôle du temps de travail des pauvres employés était fort qu'ils n'étaient autorisés à chasser que le dimanche et qu'il leur était strictement interdit de s'occuper d'une culture pendant les mois de la récolte des châtaignes, généralement pendant la saison des pluies, également période des cultures vivrières. » (CORMINEIRO, 2009, p.185).

2.4.2 Installation des *Sertanejos* dans le Sud du Pará

Suite à leur arrivée sur la rive occidentale du rio Araguaia, et donc dans l'Etat du Pará, les communautés *sertanejas* se sont progressivement étendues. Moreira Neto (1960) estime que les premières familles arrivées au Pará en traversant la rivière Araguaia se sont installées sur les rives de certains de ses affluents, comme les rios Inajá et Arraias. La formation du premier noyau urbain, appelé Santana da Barreira, aurait eu lieu vers 1882. N'oublions pas que selon le même auteur, ces familles avaient laissé derrière elles des relations commerciales plus constantes, un réseau de pistes plus praticables et des centres urbains en plein développement dans le nord de l'ancien État de Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins.

Etudiant le front pionnier entrant des écosystèmes pré-forestiers de la rive gauche du rio Araguaia, les terres des communautés indiennes *Kayapó*, Moreira Neto (1960), résume la situation la distribution spatiale de l'agriculture et de l'élevage dans les communautés :

« ... il n'y avait pas de clôture, le grand "pacificateur" et protecteur de la culture dans les champs. D'où l'une des raisons du déplacement des corrals de reproduction vers l'arrière-pays brésilien. » (MOREIRA NETO, 1960, p. 6).

Vaz (2013) note également que les communautés se sont trouvées sur des terres qui étaient assez peu adaptées à l'élevage, ce qui a rendu cette activité encore plus extensive et itinérante à la recherche des ressources pastorales relativement rares et dispersées sur le territoire. La conséquence "heureuse" de la situation fut le faible intérêt des grands éleveurs pour ces parcours, et donc on peut supposer la relativement tranquillité des communautés vis-à-vis des *coronéis* et autres *bandeirantes*.

L'absence des *coronéis*, et d'une manière générale des pouvoirs publics, due à la marginalisation de ces terres a été mentionnée par d'autres auteurs dont Sodré (1962), qui y voit également la marginalisation vis-à-vis des voies de communication et de commercialisation, en mettant que la nécessité d'acquérir plus d'autonomie, en particulier pour les périodes difficiles. Vaz (2013) y voit pour les communautés *sertanejas* une époque difficile, semblable à celles connues par leurs ancêtres migrant devant l'avancée de la canne-à-sucre, c'est-à-dire

une économie de subsistance avec très peu de transactions commerciales, situation dans laquelle les auraient trouvées les missionnaires dominicains à la fin du 19^e siècle.

Avec Vaz (2013), on retiendra que l'occupation du Sud du Pará par les *Sertanejos*, au préalable établis au nord de Goiás, a été motivée par deux facteurs liés entre eux : la faible disponibilité des parcours pour leurs troupeaux et les conflits intenses dus au système des *coronéis*. En quête de nouvelles zones de pâturage naturel, ils ont traversé le rio Araguaia où ils ont dû faire face à d'autres défis agro-écologiques et socio-économiques, ainsi qu'à la proximité des communautés indiennes, et dans une moindre mesure celui des missionnaires dominicains à partir de la toute fin du 19^e siècle. Peu à peu, les terres indiennes de savanes arborées ont été exploitées en pâturages, et les terres déjà destinées à l'agriculture indienne, généralement proches de rives des rios, ont été rapidement étendues pour nourrir également les familles *sertanejas*. Quelques indiens ont été attirés par l'activité pastorale, d'autres se sont consacrés aux œuvres des missionnaires dominicains (MOREIRA NETO, 1960). Par ailleurs il semble que la bonne disposition des communautés indiennes du Sud du Pará vis-à-vis des colons, tout au moins leur faible animosité, ait été une des raisons majeures du succès de la colonisation *sertaneja* dans la région. Certaines communautés avaient au préalable établi des contacts avec "l'homme blanc", en particulier avec les voyageurs explorateurs du rio Araguaia, souvent à la recherche de drogues du Sertão. De nombreuses communautés de cette région avaient également déjà fait l'objet d'actions publiques de la Colonie, dans le cadre d'un processus de pacification, principalement dans l'intérêt de joindre les capitaineries de Goiás et de Belém, par la reprise de la navigation fluviale sur les rios Araguaia et Tocantins (DOLES, 1973 *apud* GIRALDIM, 2002).

Les familles *sertanejas* ont ainsi apporté en Amazonie brésilienne toute leur expérience de la culture pastorale *sertaneja*, dont certains points ont vraisemblablement été façonnés et réadaptés au nouveau contexte, ou ont disparu. Cependant, elles sont restées attachées à leur relatif isolement tant géographique que politique. En entrant dans l'État du Pará, elles ont pris soin de rester éloignées des quelques centres urbains, tout en gardant un accès aux circuits commerciaux. Leurs troupeaux se sont développés, grâce à des circonstances agro-écologiques favorables. Le front pastoral s'étend entre les rios Araguaia et Xingu situé plus à l'ouest. Certaines communautés prennent leurs distances vis-à-vis de la mission dominicaine installée à Conceição do Araguaia. C'est notamment le cas de celles parties s'installer du côté de Pau d'Arco.

C'est dans ce contexte que démarra le nouveau cycle économique du caoutchouc, avec l'arrivée de nombreuses vagues de migrants, ce qui, selon Vaz (2013) d'après les propos de Moreira Neto (1960) aurait constitué une aubaine pour le commerce des productions des communautés *sertanejas* déjà implantées dans la région, en particulier le bétail et la viande. En effet, toujours selon Moreira Neto (1960) rapporté par Vaz (2013), le bétail est très sauvage car élevé en liberté selon les techniques agricoles traditionnelles que les communautés pratiquaient

dans le Sertão do Nordeste. En conséquence, la traversée des rios, déjà dangereuse sur les fragiles embarcations de l'époque, était pour le moins problématique pour les éventuels acheteurs de bétail qui seraient venus des Etats du Piauí ou du Maranhão. De plus, le bétail était généralement en mauvais état et il était donc coûteux de le remettre en forme pour le vendre sur les foires, sans parler des frais de convoyage, surtout la traversée des fleuves.

Un autre point détaillé par Vaz (2013) à partir des propos de Moreira Neto (1960) et qui a influencé l'enracinement des *Sertanejos* dans le Sud du Pará a été la prédominance donnée à leur activité d'élevage. En effet l'élevage de ruminants est particulièrement adapté aux savanes arborées bien pourvues en points d'eau, cas du *Cerradão* (grand *Cerrado* de la pré-Amazone). En revanche, il était à l'époque impossible de le mener en zone forestière dense par manque de strate herbacée sous forêt pour l'alimentation des troupeaux. Le front pionnier amazonien du 19^e siècle dans le Sud du Pará s'est stabilisé dans les savanes arborées le long du rio Araguaia et de ses affluents jusqu'aux rives du rio Itacaiúnas, aujourd'hui région de Marabá.

Au début des années 30s du 20^e siècle, entre les deux cycles du caoutchouc, Silva (1936) dans son récit de voyage sur le rio Araguaia, considérait même qu'il n'était pas nécessaire aux éleveurs de pénétrer en forêt tant la disponibilité en pâturage était abondante. Elle était le domaine des communautés indiennes. Les *Sertanejos* n'y allaient quasiment pas avant l'ouverture des premiers explorateurs du caoutchouc. Silva (1936, p. 218) notait également que les tribus indiennes, étaient restées jusqu'à présent "à l'état brut" et que les missionnaires tenaient encore à les attirer pour les évangéliser, en particulier les *gorotirés* près du rio Fresco, les *chicrís* dans la zone du rio Itaípava et les *purucarús* au nord-ouest du rio Pau d'Arco.

2.4.3 Le Sud du Pará à l'époque du caoutchouc

Avec le démarrage de l'exploitation du caoutchouc, sont arrivées des vagues de migrants qui ont fait exploser la demande en matériel pour l'extraction du latex, puis son transport et son industrialisation, mais aussi et surtout en produits agricoles pour l'alimentation des divers agents de la filière. Cette forte demande, à laquelle les communautés rurales ont répondu, a permis à la population *sertaneja* d'améliorer considérablement et rapidement ses conditions de vie. Toutefois, après un peu plus d'une décennie de relative opulence par rapport aux conditions préalables, un changement majeur dans le commerce mondial du caoutchouc a modifié la donne. En effet, à partir de 1910, fortement concurrencé par les nouvelles plantations d'hévéas d'Asie du Sud-Est, récemment entrées en production, le caoutchouc d'Amazonie, s'est rapidement trouvé marginalisé (PRADO JR., 2004), avec un impact économique désastreux sur tous les secteurs de la filière amazonienne, de la collecte du latex au fin fond des écosystèmes forestiers jusqu'aux grandes maisons de commerce de Manaus et de Belém. Les conséquences sur la situation économique de l'Amazonie, et du Pará en particulier, ont été

terribles, tant dans le secteur privé, avec la faillite des filières, que dans les structures étatiques qui ont réduit drastiquement les services et les aides publiques.

Cependant, après le passage de la première période dorée de la gomme élastique, Silva (1936) décrit la situation :

« Conceição avait environ mille âmes, sans compter les familles d'éleveurs dispersés dans la campagne aux alentours. La Mésopotamie du Pará, entre les rios Xingu et Araguaia, a une topographie qui peut être caractérisée comme suit. Sur les rives du rio Araguaia, s'étend une bande en forêt d'une demi-douzaine de lieues, ouverte ensuite dans les "geraes" ou vastes prairies, qui s'étendent jusqu'à la végétation luxuriante du rio Xingu. Aujourd'hui, les avancées dans les massifs forestiers cessent alors qu'elles étaient actives à l'époque du prix élevé du caoutchouc, au début du siècle. Les Nordestins qui affluent encore du Ceará, du Maranhão et d'autres États du Nordeste, pour participer au boom du caoutchouc, rentrent chez eux, découragés par l'effondrement de la filière, désorientés par les fièvres intermittentes qui les affectent. Il ne reste du caoutchouc que les hameaux détruits des cueilleurs du latex et les hangars de stockage du caoutchouc abandonnés. Les Indiens sont de nouveau sortis des forêts impénétrables, où ils se sont réfugiés, face à la cruauté des cueilleurs de latex. Pour cette raison, Conceição do Araguaia revient peu à peu la ville chrétienne qu'elle avait été (...). »
(SILVA, 1936, p. 218).

On peut dire que par l'embellie économique créée, le premier cycle d'extraction du caoutchouc a assuré la fixation dans le Sud du Pará de la population *sertaneja* avec un profil pastoral. En plus d'entrevoir de nouvelles perspectives de commercialisation, en particulier pour leurs troupeaux, les *Sertanejos* ont saisi l'opportunité, par les pistes créées pour exploiter le caoutchouc, d'avancer plus en avant sur les massifs forestiers, en défrichant progressivement de nouveaux domaines.

Par ailleurs, l'épopée du caoutchouc s'est déroulée de manière différenciée dans le Sud du Pará, comme en témoignent Veiga (et al., 2004).

*« Dans la plus grande partie de l'Amazonie, le seringueiro, ou cueilleur de latex, exploite la même surface forestière, généralement entre 200 et 400 hectares selon la densité de *Hevea brasiliensis* zone, et cela pendant de nombreuses années sans voir sa production diminuer. Il n'y a pas ou peu d'*Hevea brasiliensis*, mais le caucho (*Hevea Benthamiana*) dont le latex est également d'excellente qualité, même si inférieure à celle de *Hevea brasiliensis*. Le problème est que le caucho doit être coupé pour collecter le latex, et non pas seulement entaillé comme dans*

le cas de Hevea brasiliensis. Les collecteurs de latex dans le Sud du Pará doivent toujours avancer pour trouver de nouveaux arbres. Cette différence de technique de collecte entre le caucho et l'hévéa (Hevea brasiliensis) expliquerait la faible densité de peuplement dans le Sud du Pará à l'époque du caoutchouc. En fait, dans d'autres régions de l'Amazonie, plus riches en hévéas, comme l'État d'Acre, par exemple, l'extraction du caoutchouc a contribué à fixer les migrants, de sorte qu'un système particulier d'exploitation du latex basé sur l'extractivisme persiste encore aujourd'hui. » (VEIGA et al., 2004, p. 46).

Mais dans le Sud du Pará, en raison des caractéristiques de l'exploitation du *caucho* et pas celle de l'hévéa, c'était une tâche ardue de rester dans l'activité d'extraction du latex. En effet, les zones de collecte du *caucho* avançaient en permanence vers le rio Xingu, laissant sur leur passage de petits noyaux urbains, toujours plus éloignés de Conceição do Araguaia. Cependant, la plupart d'entre eux n'ont pas pu se maintenir face à la crise du caoutchouc. Puis, les zones précédemment exploitées en caoutchouc de type *caucho* ont été transformées en parcours pour les troupeaux.

Selon Vaz (2013), le second boom du caoutchouc dans les années 40 en Amazonie, en raison de l'occupation japonaise des plantations du Sud-Est asiatique, visait essentiellement à fournir la demande en caoutchouc des alliées. Il a donc été très court, seulement jusqu'à la fin de la seconde Guerre mondiale, mais avec des conséquences intéressantes pour le Sud du Pará. Il y a eu une croissance économique brève mais intense pendant les quelques années de forte demande en caoutchouc. Mais surtout les *Sertanejos* ont saisi l'intérêt d'être propriétaire d'une terre pour pouvoir en exploiter les ressources. C'est à partir de cette époque qu'ils ont cherché à acquérir des titres fonciers, tout au moins des documents prouvant leur présence sur ce qu'ils considèrent comme leurs terres.

En effet, selon Vaz (2013), il ne suffit pas d'avoir de bonnes terres, il est meilleur qu'elles soient localisées à proximité des pistes menant aux centres urbanisés. À partir du moment où, dans les années 40s, le titre foncier a été pour son propriétaire un gage d'exploitation du caoutchouc, la même dynamique s'est propagée aux parcours et pâturages, encore naturels à cette époque.

« La terre a acquis une nouvelle signification sociale. » (IANNI, 1978, p. 39).

Le même auteur fournit plus d'informations sur le nouveau statut de la terre :

« La terre était abondante vu la grande dispersion des populations, chrétiennes ou indiennes, dans la région. Mais une autre chose était la terre où l'on pouvait trouver des cauchos, les arbres à latex ; ou bien celle propice à l'agriculture et à l'élevage. Et il y avait aussi la question importante de l'accessibilité et de la traficabilité. Dans la mesure où la terre fait partie du tissu des relations sociales, c'est-à-dire économiques

et politiques, elle se définit comme l'une des forces productives. »
(IANNI, 1978, p. 38).

Il poursuit en considérant le déclin de l'extraction du caoutchouc comme le responsable de l'implantation de la paysannerie caractéristique dans certaines régions de l'Amazonie. La région de Conceição do Araguaia en est un bon exemple par l'incorporation d'une grande partie des migrants du caoutchouc qui ne sont pas repartis dans leurs régions d'origine.

Durant cette période, allant de la fin du premier cycle du caoutchouc, en 1912, juste avant la première Guerre Mondiale, jusqu'à la veille de la colonisation des années 60s par le gouvernement militaire, le même auteur considère que :

« ... l'économie et la société du Sud du Pará autour de la ville de Conceição do Araguaia étaient marquées par deux caractéristiques notables. L'une d'elles était la prédominance d'une économie paysanne, qui semble avoir été importante dans le lieu (...) L'autre était le rio Araguaia, comme principal et unique moyen de communication entre la ville de Conceição do Araguaia et Belém, capitale de l'Etat du Pará. Ce rio a défini le rythme et le déroulement des communications et des transactions entre les deux localités. À une époque où la production agricole de la zone, surtout animale par les bovins et extractive par le caoutchouc et autres drogues du Sertão, avait peu d'impact ni pour le marché extérieur ni pour le marché de Belém, il était évident que les échanges du Sud du Pará avec Belém se limitaient à la vente d'éventuels excédents du Sud du Pará, et à l'acquisition d'outils, armes, ustensiles domestiques, médicaments et quelques autres marchandises en provenance de Belém. » (IANNI, 1978, p. 75).

Le second cycle du caoutchouc au cours de la seconde Guerre Mondiale aurait donc eu peu d'incidence sur l'économie du Sud du Pará, de par sa courte durée, à peine quelques années, mais aussi en raison de la rareté des arbres exploitables (*caucho*, *Hevea Benthamiana* et non *Hevea brasiliensis*) à proximité de Conceição do Araguaia car en grande partie coupés lors du premier cycle, un demi-siècle auparavant, à la différence des zones pourvues de *Hevea brasiliensis*, cette espèce nécessitant non pas d'être coupée, mais seulement entaillée pour produire du latex. La région du Sud du Pará aurait donc connu un déclin démographique et économique après le cycle du caoutchouc en revenant à ses activités anciennes faites d'une agriculture de subsistance dominée par l'élevage et l'extractivisme, en attendant de revenir un front pionnier très actif avec la nouvelle dynamique des années 60 initiée par l'initiative du gouvernement militaire.

Cependant, Ianni (1978) en se basant sur les données municipales note une croissante en termes de population humaine et animale entre 1920 et 1940, tout en apportant des informations intéressantes sur l'organisation rurale du Sud du Pará.

« En 1940, le cheptel était beaucoup plus important qu'en 1920. Le cheptel porcin a augmenté de 1118 têtes en 1920 pour atteindre 4 353 en 1940. Et le troupeau bovin est passé de 14131 à 21503 têtes. Dans le même temps, le nombre d'exploitations agricoles a considérablement augmenté. Alors qu'en 1920, il y en avait 31, en 1940, on en comptait 550 dans la commune. Il convient ici de détailler un peu les données. En 1940, les exploitations agricoles se répartissaient comme suit : quatre se vouaient aux cultures à petite échelle ; 157 étaient des exploitations mixtes, associant agriculture et d'élevage, et à petite échelle ; il y avait 387 exploitations voués à l'élevage, dont 353 à petite échelle et 34 à grande échelle. » (IANNI, 1978, p. 80).

Il recueille également des éléments intéressants sur la situation foncière de la zone.

« La totalité de ces exploitants agricoles était constituée de posseiros, ou squatters, c'est-à-dire de personnes et de familles qui travaillaient la terre sans aucun titre légal. Leur nombre a continué d'augmenter à tel point que, toujours en 1960, sur les 982 exploitations agricoles recensées, 968 étaient sous la responsabilité de squatters. Il est vrai que la taille moyenne des exploitations était raisonnable : en moyenne une centaine d'hectares (98) chacune. Mais ces fermes ont été exploitées de manière extensive et en discontinu. En 1960 encore, la population rurale était clairsemée et raréfiée. Il en va de même pour l'agriculture et l'élevage des fermes. » (IANNI, 1978, p. 75).

Les données fournies par Moreira Neto (1960) sont également très intéressantes car elles se basent sur la situation des fazendas ou grandes exploitations, essentiellement des ranchs, dans les années 50, avant l'arrivée des premiers colons de l'initiative du gouvernement militaire des années 60s.

« La superficie des fazendas varie de cinq mille à douze mille hectares. Une des exploitations visitées lors de l'enquête {au milieu des années 1950}, considérée localement comme la mieux organisée sur les terres de Pau d'Arco, compte environ huit mille hectares et quelque huit cents têtes de bétail. Ce nombre est considéré comme exceptionnel en termes de concentration de bétail pour la zone et s'explique en partie par un meilleur traitement accordé au bétail, en raison de pâturages presque entièrement clôturés avec du fil de fer, une rareté à l'échelle locale (...). » (MOREIRA NETO, 1960, p. 34).

En près d'un siècle, de leur arrivée dans le Sud du Pará dans la seconde partie du 19^e siècle jusqu'à la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle, les communautés *sertanejas* ont grosso modo recréé le mode de vie qu'elles avaient précédemment en l'adaptant aux

conditions agro-écologiques et socio-économiques particulières du biome pré-amazonien dans lequel elles venaient d'arriver. Elles ont dans un premier temps maintenu leur économie de subsistance basée sur l'autonomie vis-à-vis du monde alentour, avec des us et coutumes hérités de leur passé divers, complexe et mouvementé, en particulier les rapports sociaux entre les individus et les familles, ainsi qu'avec les groupes indiens des terres sur lesquelles elles s'étaient installées. L'ensemble des activités, notamment l'élevage déjà prédominant, s'est fortement renforcé par l'essor du commerce, dès le premier cycle du caoutchouc (1870-1910), ne serait-ce que pour alimenter et équiper les vagues de migrants attirés par le boom de la filière du caoutchouc, principalement les collecteurs du latex. L'économie régionale est progressivement retombée à partir de la fin du premier cycle, en incorporant cependant une grande partie des migrants qui ne sont pas revenus dans leurs régions d'origine. Elle est repartie à la hausse lors du second cycle, au cours de la seconde Guerre Mondiale, mais sans comparaison avec le niveau atteint lors du premier cycle, avant de retomber jusqu'à l'arrivée du front pionnier de la colonisation initiée par le gouvernement militaire au cours des années 60s. Une chose importante pour la suite et pour l'avenir de la région, comme pour celle d'une bonne partie de l'Amazonie brésilienne concerne la question foncière avec les *Sertanejos* du Sud du Pará qui ont progressivement pris conscience de l'importance du titre foncier sur les terres exploitées ou à exploiter.

Conclusion

En conclusion de ce Chapitre 2 sur les éléments-clés du Brésil colonial comme processus d'occupation du territoire, et nécessaires pour la compréhension du cadre de notre recherche, nous reviendrons sur les différents aspects abordés qui permettent à la fois d'étayer et de mieux cerner nos deux questions de recherche.

Le premier de ces aspects est la diversité des migrations, de l'origine géographique et sociale des migrants à la durée et lieux d'aboutissement de leurs migrations respectives en passant par leurs motivations, objectifs, stratégies et succès ou échecs escomptés. Les deux seuls exemples détaillés dans ce chapitre des communautés *sertanejas* et des missions jésuites donnent une idée de l'étendue et de la complexité de cette diversité. Cette dernière est d'autant plus remarquable qu'elle concerne de manière indifférenciée tant l'ensemble des migrations qu'une quelconque migration déterminée, cas par exemple des *Sertanejos*. C'est ainsi que lors de la traversée/colonisation du Sertão du 17^e au 19^e siècle, il serait logique et vraisemblable que, même au sein d'une même vague, les migrants aient eu des trajectoires différenciées en fonction de leurs propres histoires lointaines et récentes, de leurs facultés d'adaptation, de leurs aspirations successives, etc. mais aussi de leurs identités collectives respectives, même si ces identités ont été quelque peu remaniées au cours des étapes successives des migrations. Même constat pour les missions jésuites, rien ne ressemble plus à

une mission jésuite qu'une autre mission jésuite, mais en contrepartie, quand on analyse de plus près, rien ne se différencie plus d'une mission jésuite qu'une autre mission jésuite. Il y a cependant un niveau collectif dans lequel il doit être possible de tirer les grandes lignes d'un modèle commun, aussi bien pour les missions jésuites que pour les communautés sertanejas, en ne prenant que nos deux exemples. C'est cela que nous voudrions explorer dans cette thèse, profitant de la proximité temporelle de la colonisation de l'Amazonie initiée dans les années 60 et de la présence de témoins de cette colonisation.

Le second aspect concerne les politiques publiques successives mises en œuvre dans le Brésil colonial dès l'aube du début du 16^e siècle, puis impérial dans la plus grande partie du 19^e avant d'être républicain. En laissant pour l'instant de côté le foisonnement de ces politiques, chose normale sur une durée de cinq siècles, on remarque une certaine continuité dans l'agencement de ces politiques, un peu comme s'il y avait un fil directeur autour duquel elles se seraient petit-à-petit construites en prenant compte de la perspective historique, du contexte courant et des scénarios d'avenir espérés. Le fil directeur serait dans notre cas d'essence portugaise, et viendrait de la bobine ayant déjà servi pour les colonies africaines et asiatiques du royaume lusophone. La matière de ce fil est le commerce. Avec comme nous l'avons vu une économie de comptoirs au début de l'installation, permettant d'exploiter les diverses ressources des arrière-pays, suivie de la nécessaire implantation sur le territoire via les capitaineries et une gestion déléguée de l'activité coloniale, le royaume portugais se chargeant essentiellement de la commercialisation des ressources, et enfin l'implantation de l'administration coloniale directement entre les mains de la puissance coloniale. Nous avons vu tout au long du chapitre quelques-unes des mesures successives, locales, régionales, coloniales, royales édictées par les pouvoirs correspondants, ainsi qu'une partie de leur mise en œuvre, de leurs effets et impacts sur la dynamique coloniale, en particulier les migrations.

Parallèlement à ces deux aspects majeurs, ce premier chapitre nous a permis de préciser quelques notions, en particulier celle de Sertão, intraduisible, mais dont un possible synonyme serait arrière-pays, voire "brousse" au sens africain du terme. Espace commençant à la périphérie de la zone colonisée, il est dans l'imagerie populaire à la fois plein de richesses, en particulier les fameuses drogues du Sertão, mais aussi de dangers réels, inventés et imaginaires. Il représente également un lieu où tous les possibles et espérés peuvent arriver. Ses habitants, tout au moins les colons, beaucoup moins les Indiens, sont considérés comme des rudes et courageux pour faire face aux aléas, habitués aux sacrifices, mais aussi comme des pauvres ayant dû migrer à la périphérie car dans l'impossibilité de trouver leur place au centre. Parmi les autres notions précisées, il a celles de *coronéis* et *bandeirantes*, que nous pouvons traduire par "seigneurs de guerre" pour le premier et par mercenaires et/ou bandits de grands chemins pour le second et selon le contexte. Tant Sertão que *coronéis* et *bandeirantes* sont des mots encore utilisés dans le Brésil d'aujourd'hui, même si assez souvent en dehors de leur contexte original.

D'un point de vue social et ethnique, ce premier chapitre nous aura également permis de mieux percevoir tant la question indienne dans le Brésil colonial que l'esclavage des populations africaines amenées principalement pour être la main-d'œuvre dans les champs de canne-à-sucre. On comprend ainsi mieux les relations de hiérarchie qui vont s'opérer lors de la mise en route de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle.

Concernant l'Amazonie, nous n'avons pour l'instant traité que la question des migrants *sertanejos*, c'est-à-dire en provenance du Nordeste, s'installant dans le Sud du Pará au 19^e siècle. D'autres migrations vers l'Amazonie seront traitées dans les chapitres suivants. A propos des communautés amérindiennes, nous n'avons que très peu de données pour nos trois terrains de recherche en dehors de leurs contacts avec les colons *sertanejos*, données recueillies dans le fond documentaire de la mission des Dominicains de Conceição do Araguaia dans le Sud du Pará. Toutefois, quand se met en place la colonisation de l'Amazonie au milieu du 20^e siècle, la population d'origine amérindienne aurait déjà été fortement réduite par la migration d'une partie des communautés plus en avant dans le massif forestier et l'intégration d'une autre partie aux colonies de migrants donnant les communautés *caboclas*. Il y aurait également eu disparition de communautés n'ayant pas voulu migrer ou s'intégrer, ainsi que l'extermination de quelques communautés (MOREIRA NETO, 1960). Ainsi, le nombre d'individus amérindiens au milieu du 20^e siècle dans les zones colonisées de nos trois terrains d'études semble être minime, tout au moins en comparaison aux colons arrivés par vagues successives au cours des dernières décennies.

Par ailleurs, il est important de préciser dès à présent les trois grandes époques de l'Amazonie depuis l'arrivée des premiers navigateurs portugais, même si cela sera détaillé dans le Chapitre 6. Il y a l'Amazonie des Rios, ou celles des fleuves, mais aussi des petits cours d'eau, qui correspond à un temps où toutes les communications se faisaient par voie fluviale, et où la population se concentrait le long des fleuves, cas notamment de l'époque du caoutchouc, et qui est encore d'actualité dans de nombreuses parties du bassin. Il y a ensuite l'Amazonie des pistes ou des routes, commencée au milieu du 20^e siècle avec la construction des routes allant au cœur des massifs forestiers et par lesquels sont arrivées les vagues de migrants à la recherche de terre pour survivre, vivre et s'enrichir, selon les cas. On l'appelle également l'Amazonie des fronts pionniers, de la déforestation, qui elle s'étend toujours, au gré des mesures de politiques publiques prises. Il y a enfin l'Amazonie des régions, celle à qui correspond à la stabilisation du front pionnier et à l'organisation du territoire autre qu'en termes de déforestation.

La question foncière... on voit bien tout au long du chapitre qu'elle est sous-jacente de nombreuses décisions, politiques, migrations. Elle apparaît en réalité omni présente, aussi bien dans la gestion déléguée par le pouvoir royal à ses attributaires dans le Brésil colonial que dans la prise de conscience des *Sertanejos* du Sud du Pará pour le titre foncier de leurs terres, en passant par l'expansion de la canne-à-sucre dans le Nordeste, les missions jésuites dans le

Sud, l'onde minière dans le Sudeste, notamment dans le Minas Gerais, puis dans le Goiás, etc. Cela renvoie à la colonisation comme processus d'occupation d'un territoire, et donc du contrôle sur ses terres pour en exploiter les ressources, ce qui faisant ressource à une époque n'en fait peut-être pas à une autre époque, et redeviendra ressource à une autre époque, comme le montre bien l'épopée à deux cycles du caoutchouc, et plus récemment celle du cacao en Amazonie. Nous serons appelés à revenir tout au long des prochains chapitres sur cette question foncière qui sont l'essence même de la motivation des colons.

Chapitre 3

Les migrations dans le Brésil Impérial (1822-1889)

Introduction

Les indépendances des pays sud-américains hispanophones au début du 19^e siècle, suivies de l'instauration de l'Empire au Brésil sont à l'origine de nouvelles dynamiques géopolitiques de moins en moins contrôlées par les puissances européennes, tout en gardant de forts liens avec ce qui se passe en Europe et en Amérique du Nord. C'est ainsi que la fin de l'esclavage, en partie imposée par la puissance britannique en expansion, a eu des conséquences importantes sur le marché du travail et de la main-d'œuvre dans le Brésil impérial. De mêmes, les guerres et conflits qui ont secoué l'Europe dès la fin du 18^e siècle et tout au long du 19^e siècle, accompagnés de famines ont induit des changements profonds du modèle rural, tout en jetant sur les routes et les mers des milliers de migrants dans une logique de survivance, à la recherche d'un emploi dans l'industrie naissante et/ou d'un lopin de terre pour se reconstruire, et pour lesquels l'Amérique représentait à la fois une opportunité et une porte de sortie à leur misère. Enfin les nouveaux paradigmes de la gouvernance émergent remettant en cause les systèmes, à la fois pyramidaux et figés issus des monarchies européennes de la conquête coloniale du monde, tout en questionnant le rapport au travail avec d'un côté l'infime minorité de rentiers bénéficiaires des revenus fonciers puis industriels dans lesquels ils avaient investi, et de l'autre côté l'immense masse des paysans et ouvriers, le plus souvent dans des conditions serviles ayant peu à envier à l'esclavage (PIKETTY, 2013).

Nous traiterons dans ce Chapitre 3 des migrations européennes vers le Brésil au long du 19^e siècle, à l'époque du Brésil impérial qui s'étend de l'indépendance en 1822 et la fin du Brésil colonial au coup d'état de 1889 ayant mené aux premiers pas du Brésil républicain. Peut-être encore plus que celles du Brésil colonial au cours des quatre siècles précédents, les migrations du 19^e siècle sont essentielles à comprendre pour nos questions de recherche. En effet, et d'une part, ces migrations du 19^e siècle vers le Brésil, notamment celles issues d'Europe centrale en provenance d'Allemagne, Italie, Autriche, Pologne, Ukraine, etc. apparaissent comme une étape initiale sur le sol brésilien d'un continuum qui va conduire les descendants de ces mêmes familles à migrer au 20^e siècle pour coloniser le Brésil Central, tout au moins dans sa partie occidentale, puis l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle, le tout sur un pas de temps de trois ou quatre générations. En d'autres termes, les migrations vers l'Amazonie induites par les gouvernements militaires des années 60 sont la suite logique d'un processus migratoire initié en Europe au cours du 19^e siècle. Ces familles de migrants auraient-

elles gardé une partie des racines socioculturelles de leurs origines, à la fois dans leurs patrimoines et leurs relations sociales qu'elles enseignent à leurs descendants, ainsi que dans leurs mémoires collectives. La permanence de ce patrimoine socioculturel expliquerait en partie les différenciations notées aujourd'hui entre les types de migrants, apportant ainsi des éléments de compréhension à notre première question de recherche. D'autre part, concernant le rôle majeur des politiques publiques dans ces migrations et cette différenciation, notre seconde question de recherche, il semble que ces enchainements de migrations successives soient avant tout la conséquence de décisions de nature politique, tant par les modes de gouvernance choisis, aussi bien dans les pays européens qu'au Brésil, que par les choix d'occupation des territoires et des décisions quant à leurs développement futurs.

La troisième partie de ce chapitre sera dédiée aux migrations propres à l'Amazonie sous le régime impérial à partir de l'analyse de la construction de la colonie agricole de Benevides, dans la zone bragantine, à proximité de Belém, capitale de l'Etat du Pará. Plusieurs raisons nous ont poussés à traiter de manière détaillée et plutôt qu'une autre, cette colonie dans le troisième quart du 19^e siècle. Une première raison est le contexte agro-écologique des écosystèmes forestiers amazoniens dont l'âpreté à mettre en culture, notamment le déboisement de massifs de forêt primaire, a certainement joué à la fois sur le physique et le moral des migrants, tout au moins de manière plus marquée que n'importe quel autre écosystème. Une seconde est que la zone bragantine aurait pu être retenue comme terrain de recherche, au même titre que nos trois autres terrains que sont le Sud du Pará, Paragominas et la Transamazonienne. Et cela pour son histoire au cours de la seconde moitié du 20^e siècle dans la mesure où cette région a été récolonisée à cette époque, c'est-à-dire près d'un siècle après avoir été colonisée une première fois, à la fin de la période impériale. Une troisième est la quantité de données disponibles et le nombre d'études réalisées sur la zone bragantine, le fait qu'elle se situe à proximité de Belém n'étant pas étranger à cette littérature. Toutefois il est important de mettre en lumière au sein de ces références bibliographiques de la zone bragantine l'ouvrage de Nunes (2012), auquel nous ferons largement référence, faisant à la fois une explication historique, claire et détaillée, ainsi qu'une excellente synthèse de ce qui avait été écrit jusqu'à lui.

Cependant, avant de traiter des migrations du 19^e et du début du 20^e siècle, il est également essentiel de parler de la fin de l'esclavage dans la mesure où elle représente une des pompes aspirantes pour les migrations européennes vers le Brésil impérial. En effet, en modifiant profondément l'organisation du travail et de la main-d'œuvre, en particulier dans les plantations de sucre, de café et de cacao, la fin de l'esclavage a ouvert un marché pour de nouveaux ouvriers agricoles, et aussi pour de futurs colons en provenance d'Europe. Parallèlement une fois affranchis de nombreux esclaves ont décidé de continuer une activité dans le milieu rural. Ils ont constitué, avec une grande partie des migrants, les cohortes de l'agriculture familiale, celle-ci représentant aujourd'hui un des secteurs majeurs de l'agriculture

brésilienne, tant d'un point de vue social qu'économique, et cela en marge de l'agrobusiness d'exportation.

3.1 La fin de l'esclavage dans le Brésil impérial

La fin de l'esclavage au Brésil s'étend sur toute la période impériale, de l'indépendance en 1822 à l'avènement de la république en 1889. On distingue trois phases dans le Brésil impérial. La première phase appelée Premier Règne (*Primeiro Reinado*), de 1822 à 1831 est l'achèvement du processus d'indépendance qui a été en réalité initié dès 1808, année de l'arrivée de la famille royale portugaise au Brésil. L'indépendance est officielle le 7 septembre 1822 pour la plus grande partie du pays. Toutefois les provinces du Pará et du Maranhão resteront fidèles au Portugal quelques mois, jusqu'à la fin de 1823. La nouvelle constitution prend effet à partir de 1824. La seconde phase correspond à l'organisation de la nation brésilienne, notamment sa gouvernance. Elle a été le théâtre de plusieurs révoltes populaires, telles que la révolte *Cabanagem* dans le Pará, en amont de Belém (1835-1840) et la révolution *Farroupilha* (1835-1845), dans le Rio Grande do Sul, rébellions sur lesquelles nous reviendrons. C'est au cours de la troisième phase, également appelée Second Règne (*Segundo Reinado*) que l'abolition de l'esclavage s'est construit avec deux dates majeures : 1850 qui signe l'arrêt de la traite transatlantique et 1888 qui est la date officielle de l'abolition de l'esclavage, à la veille de la déclaration de la république en 1889.

Notre propos concerne donc la troisième phase, le Second Règne, au cours de laquelle se concentre le processus ayant abouti à l'abolition de l'esclavage. Il est cependant important de dire quelques mots sur les révoltes *Cabanagem* et *Farroupilha* qui se sont déroulées dans seconde phase du Brésil impérial pour au moins deux raisons. La première est leur localisation géographique. La rébellion *Cananagem* a eu lieu dans l'Etat du Pará, notre principal terrain d'étude. La révolution *Farroupilha* a eu lieu dans le Rio Grande do Sul d'où sont originaires de nombreux migrants venus dans le Pará lors de la colonisation de l'Amazonie un peu plus d'un siècle plus tard, et qui y ont joué un rôle majeur. La seconde raison est le fort ancrage de ces révoltes dans la mémoire collective, des populations locales, mais aussi des migrants, comme des soulèvements populaires contre les pouvoirs en place à la tête des provinces devenues États et du pouvoir central, impérial à cette époque. A ce sujet, Ricci souligne que :

« (...) les patriotes de *Cabanagem*, tout au long du mouvement, ont créé un sentiment d'identité entre les peuples de différents groupes ethniques et cultures. » (RICCI, 2007, p. 5).

Pour la même auteure, la rébellion *Cabanagem* a éclaté dans la Province du Pará en 1835,

« ... laissant plus de 30 000 morts et une population locale qui n'a connu un nouvel accroissement significatif qu'en 1860. Ce mouvement a tué des métis, des Indiens et de pauvres Africains ou esclaves, mais a

également décimé une grande partie de l'élite amazonienne. La cible principale des rebelles était les blancs, surtout les Portugais les plus riches. L'importance de cette révolution se voit dans le nombre et la diversité des personnes impliquées. Elle a également englobé un territoire très large. Née à Belém do Pará, la rébellion Cabanagem a progressé le long des fleuves amazoniens et via la côte Atlantique, se propageant à l'ensemble de l'Amazonie orientale. Elle a atteint les frontières du Brésil Central et du Nordeste. Elle a eu un impact international jusque dans les Caraïbes, important lieu d'échanges d'idées et de personnes. » (RICCI, 2007, p. 6).

La révolution *Farroupilha* est d'essence républicaine, contre le gouvernement impérial. S'étendant sur une dizaine d'années, de 1835 à 1845, il s'agit, comme la rébellion *Cabanagem* d'un événement emblématique de la mémoire collective dans le Rio Grande do Sul (ZALLA & MENEGAT, 2011).

Selon ces auteurs et pour en avoir été le témoin :

« Ses combats sont, aujourd'hui encore, racontés sur un ton épique, et ses révolutionnaires sont présentés en héros de la "petite" patrie (gaúcha) et de la "grande" patrie brésilienne, en raison d'une part de leur prétendue résistance à l'oppression émanant du centre politique et économique du Brésil, et d'autre part de leur mobilisation, elle aussi hypothétique, pour la libération et l'avènement de la république, le tout sur un ton et discours nationaliste. » (ZALLA & MENEGAT, 2011, p. 49)

Renforçant le côté identitaire de la révolution *Farroupilha*, ces auteurs ajoutent, chose toujours d'actualité et faisant la une des médias :

« Tel un mythe, la révolution Farroupilha a été la matrice de discours politiques, de débats historiographiques, de créations artistiques et de projets identitaires. » (ZALLA & MENEGAT, 2011, p. 49-50)

D'autres rébellions ont eu lieu dans diverses provinces du Brésil au cours de la seconde phase du Brésil impérial, notamment Balaiada au Maranhão (IAMASHITA, 2011), Sabinada dans la Bahia, Révolte des *Malês*, également dans la Bahia et considérée comme la plus grande révolte d'esclaves de l'histoire. A côté de leur caractère conflictuel vis-à-vis du pouvoir en place, notamment impérial, toutes ces révoltes mettent bien en évidence les graves problèmes que les couches les plus humbles de la population ont traversés, problèmes qui conduiront beaucoup d'entre eux à migrer pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs familles.

Concernant l'abolition de l'esclavage au Brésil, le processus s'est déroulé tout au long du Second Règne du Brésil impérial. Même s'il y avait une pression interne au Brésil impérial

pour l'abolition de l'esclavage, il est surtout le fait des puissances étrangères, en particulier des Britanniques en stoppant la traite négrière, comme le mentionne Conrad (1975) :

« L'esclavage, tel qu'il était, a reçu son premier coup sérieux lorsque sa source d'approvisionnement a été coupée en 1851 et 1852 par la suppression du trafic africain. Cette première mesure n'a pas été prise par les abolitionnistes brésiliens, mais a été principalement le résultat d'une pression étrangère. Dans les premières années du 19^e siècle, la Grande-Bretagne était déjà déterminée à s'ingérer dans les affaires du Portugal, du Brésil et de pratiquement toutes les autres nations si, ce faisant, elle pouvait espérer l'élimination de la traite internationale des esclaves et cet effort britannique en est finalement venu à jouer un rôle prédominant dans l'abolition de la traite des esclaves au Brésil. » (CONRAD, 1975 p. 30-31).

Le Brésil impérial était trop dépendant de la main-d'œuvre esclave, en particulier dans les plantations, pour que la demande interne en faveur de l'abolition de l'esclavage soit entendue. D'ailleurs elle était plus effective dans les régions où les plantations n'étaient pas nombreuses, le Sud et le Nord du pays comme le cite Conrad (1975).

« L'interdiction de la traite était cependant effective dans les provinces de l'extrême sud et le long de la côte nord entre Cabo de São Roque et Amazonas, mais cette cessation partielle de la traite des esclaves n'était pas le fait de fonctionnaires consciencieux ou d'une population respectueuse des lois. Elle s'est produite en raison de l'augmentation du prix des esclaves causée par l'arrêt de la traite imposé par les Britanniques. » (CONRAD, 1975, p. 33).

Le même auteur explique que l'arrêt de la traite négrière a perturbé le cœur économique du Brésil impérial, c'est-à-dire le marché de la main-d'œuvre, mais en commençant par frapper les provinces moins prospères, tout au moins les moins pourvues en plantations, mettant en exergue une diversité régionale préexistante comme nous l'avons déjà vue.

« (...) Les planteurs de coton et de sucre du nord ne pouvaient pas concurrencer, dans l'achat d'esclaves, les caféiculteurs du sud, et les planteurs du nord de Bahia ont donc cessé dans leur grande majorité de chercher des travailleurs sur le marché international des esclaves. L'industrie du café dans la province de Rio de Janeiro et les régions voisines de Minas Gerais et de São Paulo, d'autre part, était en expansion et prospère dans les années de plus grande implication britannique contre le commerce d'esclaves, avec des revenus élevés des planteurs de café, leur permettant de payer les esclaves dont ils avaient besoin, malgré les navires de guerre britanniques, le coût élevé

des pots-de-vin et autres dépenses causées par la nature illégale du commerce. Ainsi, dans cette partie du Brésil, le trafic a maintenu sa vitalité et les négriers ont poursuivi leur activité au mépris presque total de la loi. » (CONRAD, 1975, p. 33).

L'augmentation de la valeur des esclaves sur le territoire brésilien induite de l'arrêt de la traite négrière aurait ainsi dynamisé un commerce d'esclaves dense et fort entre les provinces, principalement celles du Nordeste où les propriétaires d'esclaves les vendaient comme main-d'œuvre dans les plantations de café du Sud-Est. Il y aurait donc eu un véritable processus migratoire forcé concernant les esclaves du Nordeste vers le Sud-Est, processus migratoire qui aurait exacerbé la différenciation régionale au détriment des provinces périphériques et au profit du déjà riche Sud-Est.

« Les propriétaires de plantations des riches régions caféières, qui avaient acheté des esclaves africains quand la traite négrière transatlantique était encore florissante, n'ont pas ressenti cette pénurie due à l'arrêt de la traite internationale, probablement pas aussi vite que les planteurs du nord et du Nordeste. Leurs plantations étaient bien pourvues en main-d'œuvre esclaves et la traite intérieure des esclaves contribuait à satisfaire leurs besoins incessants. Les planteurs bien dotés en esclaves ont même vu leurs plantations prendre de la valeur avec l'augmentation du prix des esclaves causée par la suppression de la traite transatlantique. Parallèlement à l'augmentation de la valeur de leurs biens, les producteurs de café ont également vu leur capacité d'obtenir des crédits augmenter de façon appréciable. Cependant, pour d'autres planteurs, en particulier ceux des provinces du Nord et du Nordeste, la fin de la traite des esclaves a encore aggravé la pénurie de main-d'œuvre, car elle a fait augmenter les prix du travail et initié un mouvement vers le sud d'esclaves sur lesquels ils n'avaient que peu de contrôle. » (CONRAD, 1975, p.43).

Il est intéressant de noter que l'arrêt de la traite négrière a conduit à remettre à l'agenda une question sérieuse dans le Brésil colonial puis impérial, à savoir le manque de main-d'œuvre salariée, de surcroît qualifiée, qui se fera également sentir au siècle suivant. En effet :

« ... lorsque l'esclavage existait, il restreignait le marché de la main-d'œuvre salariée, tant nationale qu'étrangère, créant de surcroît des demandes presque constantes de la part des propriétaires de plantations pour obtenir des aides gouvernementales afin d'acquérir de nouveaux esclaves peu coûteux. » (CONRAD, 1975, p.43).

Il est donc clair que l'arrêt de la traite négrière transatlantique à partir du milieu du 19^e siècle s'est traduite par une forte plus-value de la main-d'œuvre esclave à l'origine d'un

processus migratoire d'esclave des provinces du Nord et du Nordeste vers les riches plantations du Sud-Est qui pouvaient se payer cette couteuse force de travail. Comme le dit Conrad (1975), toutes les provinces brésiliennes en ont donc subi les conséquences.

Par ailleurs, en raison des conditions climatiques et de travail entre ces deux régions, il y aurait donc eu d'une part des difficultés d'adaptation des esclaves et d'autre part une certaine mixité culturelle qui va perdurer jusqu'à de nos jours et qui explique pourquoi les lointains descendants d'esclaves se retrouvent en nombre important dans l'ensemble du Brésil.

De plus, revenant sur ce changement dans le marché de la main-d'œuvre rurale dans le Brésil impérial, Gonçalves fait référence à la fois à la structuration des abolitionnistes et à la réticence de plus en plus grande des esclaves, d'autant plus que les révoltes des populations les plus pauvres ont éclaté dans tout le pays comme nous l'avons vu précédemment.

« La fermeture définitive du trafic atlantique en 1850 a marqué le passage de l'esclavage au travail libre. Son impact a été immédiat, car il a permis de délimiter la taille maximale de la population captive et d'accélérer son déclin relatif. La demande croissante et la rareté ont fait monter le prix des esclaves. Dès lors, seul le trafic entre et au sein des provinces permettra aux riches plantations exportatrices du Sud-Est de subvenir à leurs besoins en main-d'œuvre esclave [comme nous l'avons vu précédemment], concentrant de plus en plus l'esclavage dans le système de plantations. La loi du ventre libre a également contribué à réduire les attentes concernant le maintien du système. Parallèlement, le mouvement abolitionniste se structurant et la résistance croissante des esclaves à la captivité indiquaient que les jours de l'esclavage étaient comptés. » (GONÇALVES, 2017, p. 322-323).

Dans ce contexte de fin de la traite transatlantique, et en conséquence un début de pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement impérial brésilien commence à envisager la possibilité d'une main-d'œuvre étrangère à grande échelle pour l'emploi agricole. D'après Iotti (2010), l'Inspection de la Colonisation Étrangère de la Couronne s'était déjà occupée depuis 1828 du transfert de certaines familles du continent européen vers le Brésil.

Avant de poursuivre sur la politique migratoire mise en place sous le Second Règne du Brésil impérial, revenons sur la question foncière qui, comme nous l'avons vu jusqu'ici, occupe une place centrale dans l'histoire brésilienne, de même que l'actualité du 20^e et 21^e siècles. En effet, en raison d'une probable abolition à terme de l'esclavage, ainsi que l'arrivée de migrants d'un nouveau type, notamment une main-d'œuvre salariée pour les plantations, poumon économique du pays, et potentiellement de futurs exploitants agricoles, le Brésil impérial a rédigé la première législation agraire de grande envergure, connue sous le nom de loi foncière de 1850.

« L'intention explicite du gouvernement était de mettre de l'ordre dans la situation chaotique des titres de propriété, de reprendre le contrôle du processus d'appropriation foncière territoriale à partir de cette date, et de stimuler l'immigration étrangère. Cette loi représentait une tentative des pouvoirs publics (l'État impérial) de reprendre le contrôle des terres dites vacantes, un contrôle qui lui échappait compte tenu de l'occupation foncière importante qui relevait jusqu'alors d'initiatives privées. » (SILVA & SECRET 1999, p. 120-121).

Toutefois, les mêmes auteurs considèrent que cette loi a été favorable aux grands propriétaires fonciers qui en ont été les premiers bénéficiaires. En effet, le pouvoir brésilien a essayé de mieux contrôler le foncier du pays, principalement en attribuant des terres encore en friche qui, selon le code civil brésilien, sont des terres publiques, sans propriétaire et sans usage défini. Toutefois, ces terres peuvent, selon les circonstances, être vendues ou cédées à des particuliers pour être mises en valeur. Ainsi, à proximité des villes et villages des zones déjà colonisées, les familles de notables locaux sont devenues attributaires de vastes domaines fonciers, en échange d'une promesse de mise en valeur prochaine, quand ces mêmes terres auraient pu servir pour installer de nombreuses familles d'anciens esclaves ou d'immigrants.

« Pour de nombreux historiens, l'intention principale de la loi était d'empêcher l'accès à la terre aux immigrants par l'application de l'article 1, qui, d'une part, interdisait la possession comme moyen d'acquérir le contrôle sur la terre et, d'autre part, déterminait les terres vacantes ne pouvant être acquises que par achat. Cependant, si nous laissons de côté l'intention et nous nous en tenons à son application de la loi, nous voyons que ce n'est pas l'article 1 de la loi foncière qui a empêché l'accès des immigrants au foncier, dans la mesure où l'attribution de terres a continué après la promulgation de la loi. Au contraire, la loi a servi à légaliser les possessions foncières qui ont continué à se faire, effectuées principalement par les grands propriétaires terriens. » (SILVA & SECRET, 1999, p.120-121).

Les mêmes auteurs mettent en évidence un biais important de la loi foncière dans lequel les propriétaires et futurs propriétaires et occupants divers et variés se sont engouffrés pour acquérir les titres fonciers sur les terres qu'ils occupaient. Tout d'abord, les occupants voulant se faire attribuer des terres en ont informé l'institution publique compétente en donnant les limites des terres concernées, mais ces limites ont été officiellement marquées seulement plus tard, laissant ainsi la possibilité d'un recouvrement partiel de plusieurs terres. De plus, il y a eu de nombreux désaccords sur qui étaient les premiers occupants et donc qui pouvaient devenir attributaires des terres en question (SILVA & SECRET, 1999). C'est ainsi que la loi foncière de 1850 a ouvert la voie aux divers processus contemporains d'occupation foncière, processus qui

expliquent en partie le fort engouement pour la colonisation de nouvelles terres, notamment en Amazonie, dans la mesure où la mise en valeur des terres signifiait le droit à un titre de propriété foncière.

En conclusion, la loi foncière de 1850 visait à mettre de l'ordre dans l'anarchie de la gestion du foncier issue de la colonie, surtout après le cycle minier, en donnant de l'importance à l'économie de plantations, et donc aux grands propriétaires. Elle a aussi permis à de nombreux petits exploitants, le plus souvent issus des migrations futures ou d'anciens esclaves, d'acquérir du foncier en exploitant les biais de cette même loi. Toutefois :

« Cette loi de 1850 est le résultat de toute une réorganisation de la question agraire brésilienne, cherchant à s'adapter aux exigences de l'avancée du capitalisme, ainsi qu'à la nécessité de promouvoir un ordre juridique de la propriété foncière au Brésil, car à l'époque de la colonie la situation était confuse. » (TAGLIETTI, 2005 p.3).

En conclusion de cette première partie, on retiendra que le processus d'abolition de l'esclavage au Brésil s'est déroulé tout au long de la période impériale, sur un peu plus d'un demi-siècle, des années 1820 jusqu'à la fin des années 1880. Il nous a permis de mettre en évidence trois éléments qui certes existaient déjà dans le Brésil colonial, mais que nous n'avons que peu abordé et qui perdurent dans le Brésil d'aujourd'hui. Le premier est la bipolarité de la société rurale brésilienne avec d'un côté le petit groupe des grands propriétaires terriens, qui ont également la main sur les autres pouvoirs, et d'un autre côté le reste de la population rurale, c'est-à-dire la quasi-totalité, le plus souvent au service des précédents, même si quelques petites passerelles existent comme nous le verrons dans le cas de l'Amazonie. Le second élément qui découle en partie du premier est l'émergence compliquée d'une classe moyenne, notamment en raison d'un accès difficile au foncier, ainsi que sa faible capacité d'influer sur les décisions politiques, comme l'ont montré les révoltes des années 1830-40. C'est dans ce contexte que vont s'inscrire les migrations européennes du 19^e puis du 20^e siècle qui seront traitées dans la partie suivante. Le troisième élément est une forte différenciation territoriale dans laquelle la région du Sud-Est basée sur une économie de plantations, exporte ses productions sur le marché international et concentre le pouvoir économique et décisionnel du pays.

3.2 Mise en œuvre de la politique d'immigration au Brésil

Dans cette partie, il s'agit de donner les grandes lignes de la politique d'immigration qui a conduit aux vagues de migrations, en particulier européennes de la fin du 19^e siècle et début du 20^e. Nous présenterons tout d'abord la mise en œuvre de la politique d'immigration juste après l'indépendance au début de l'empire. Puis nous traiterons successivement des premières migrations organisées en vue de compléter puis remplacer la main-d'œuvre esclave dans

l'économie de plantation. Ce système appelé "*Aviamento*" sera étudié à partir de l'exemple de l'économie caféière de la région Sud-Est, principale demandeuse d'esclaves et donc de migrants, en particulier celle de l'Etat de São Paulo pour lequel se concentre la plus grande part de la littérature. Face au relatif échec de l'"*Aviamento*", nous présenterons ensuite du système de "*Colonato*", à priori un peu plus humain et un peu moins dur pour les colons que l'"*Aviamento*". Nous poursuivons en essayant de décrire de manière synthétique les différentes mesures successives qui ont structuré la politique migratoire brésilienne au cours de la seconde moitié du 18^e siècle. Enfin nous parlerons de manière plus spécifique des migrations dans l'Etat du Pará, et d'une manière plus générale à l'échelle de l'Amazonie brésilienne, dans lequel se trouvent nos terrains de recherche.

3.2.1 La naissance de la politique d'immigration dans le Brésil impérial

Iotti (2010) présente la politique d'immigration brésilienne et sa législation de 1822-1914, en mettant en évidence les actions par périodes. Cette auteure distingue une première période correspondant au Premier Règne impérial, allant de l'indépendance (1822) à 1830 :

« L'empereur Pedro 1^{er} s'est attaché à créer de nouvelles colonies et d'y faire venir des immigrants européens, poursuivant ainsi la politique de création de noyaux coloniaux pratiquée par son père, D. João VI. » (IOTTI, 2010. p 2).

En s'appuyant sur Roche la même auteure explique l'initiative de l'empereur par la Constitution de 1824, dans laquelle l'empereur s'est en effet réservé : *« ... la question de la colonisation, s'intéressant personnellement à la colonisation et à l'exploitation de nouvelles régions du Brésil par des blancs non portugais. »* (ROCHE, 1969, p. 91).

L'auteur poursuit :

« Il [l'empereur] était chargé de la mise en œuvre d'un projet colonial visant à l'occupation et à la défense d'une partie du territoire national, en opposition aux intérêts immédiats des grands propriétaires terriens, soucieux de se garantir les maigres ressources de l'État. Au cours de cette période, sept colonies officielles et une privée ont été établies sous la tutelle de l'empereur (Giron & Bergamaschi, 1996 : 19). Parmi eux, la colonie impériale de São Leopoldo se distingue, "une première marque du processus de colonisation avec des immigrants non portugais dans le Rio Grande do Sul. » (ROCHE, 1969 p.95).

On voit donc ici que dès la fin de la période coloniale, la migration devient du ressort du pouvoir central, en l'occurrence impérial et n'est pas laissée aux mains des planteurs comme au temps de la traite négrière. Ceci expliquera en partie l'opposition qui perdurera entre le pouvoir central et les grands propriétaires sur la question de la main-d'œuvre et de l'accès au foncier, et qui ira à cette époque jusqu'à l'abdication de l'empereur comme le note Iotti (2010) :

« La politique d'immigration adoptée par D. Pedro I^{er}, visant à l'établissement de noyaux coloniaux, a provoqué une forte réaction de la classe des propriétaires terriens, contre le financement de la colonisation. Un des témoignages les plus éclairants, synthétisant la pensée existante à l'époque, est l'avis émis en 1828 par Nicolau de Campos Vergueiro contre la création d'un noyau colonial, à São Paulo, pour accueillir les immigrants allemands. Dans cet avis, le futur sénateur déclare qu'appeler les migrants à en faire des propriétaires fonciers au prix de grosses dépenses est une prodigalité ostentatoire, qui ne compatit pas avec la difficulté de nos finances. Mon opinion est donc de mettre fin le plus tôt possible à l'énorme dépense qui est faite avec eux, en continuant ce qui semble nécessaire pour qu'ils cherchent un emploi [...]» (apud Petrone, 1982 : 22) Le 7 avril 1831, D. Pedro I abdique le trône du Brésil et l'immigration subventionnée par les caisses publiques est abandonnée. » (IOTTI, 2010 p.3).

Avant d'entrer dans la politique migratoire sensu stricto, il est important de mentionner un point essentiel de la transition entre travail esclave et main d'œuvre salariée à laquelle se rattache la réflexion de Gonçalves (2017) concernant les points communs entre la traite négrière et la migration transatlantique des colons européens.

« Obligatoires ou spontanés, les déplacements de ces populations correspondaient, d'une part, à la demande interne de travailleurs pour l'expansion de l'agriculture d'exportation au Brésil ; d'autre part, aux conjonctures de chaque région d'origine. Les deux déplacements faisaient cependant partie de l'ordre économique mondial, historiquement transformé par l'industrialisation des principaux pays européens et des États-Unis, dont l'époque correspond au XIXe siècle. Malgré les profondes différences entre esclaves et immigrants, il serait intéressant de souligner que les deux déplacements transocéaniques ont nécessité une organisation complexe et capillaire composée d'individus et d'institutions chargés d'obtenir, de transporter et d'affecter le nombre de la main-d'œuvre, donnant à cette tâche les contours d'une grande entreprise rentable. Un autre point de convergence concerne le contrôle social de la main-d'œuvre esclave et salariée dans la plantation tournée sur l'exportation. L'esclavage était défini par la loi comme une propriété privée du planteur et forcée de travailler pour celui-ci. Le travail salarié ou libre était basé sur un accord entre les parties - une relation qui cependant dépendait toujours du côté le plus fort : celui du planteur. » (GONÇALVES, 2017, p. 309).

Cette citation et la volonté impériale d'inciter les colons européens à venir au Brésil mettent en évidence deux types de propositions faites aux migrants. Il y a d'une part la proposition de venir travailler dans les plantations, en particulier de café, comme ouvriers agricoles pour compléter et/ou remplacer la main-d'œuvre esclave dans la mesure où le processus d'abolition est en cours. Il y a d'autre part la proposition d'intégrer un projet de colonisation public ou privé dans le cadre d'une stratégie impériale et territoriale d'occupation des terres à la fois pour les faire produire mais aussi assurer la sécurité des frontières par la présence de colons.

Ces deux propositions sont une des conséquences de la demande de main-d'œuvre, en particulier dans les plantations, comme expliqué précédemment dans la citation de Gonçalves (2017), mais aussi, à la demande du pouvoir impérial, pour occuper les territoires périphériques peu peuplés et sujet à la convoitise des pays voisins.

Une fois passés les soubresauts de l'indépendance et de l'instauration du Brésil impérial, une politique publique d'immigration s'élabore :

« Avec le décret du 2 décembre 1825, une commission a été créée pour organiser un plan général de colonisation uniforme pour toutes les provinces. Dans une perspective plus large, l'immigration, en plus de servir l'occupation des régions frontalières, a été indiquée comme une partie de la solution aux problèmes rencontrés d'une part par les plantations en manque de main-d'œuvre et d'autre part pour occuper les vastes terres encore non cultivées. » (GONÇALVEZ, 2017, p. 332).

Cependant, tout comme l'abolition de l'esclave discutée pendant plusieurs décennies avant d'être officielle à la fin du 19^e siècle, la politique migratoire a également mis du temps à se définir avec des avancées significatives, des paliers, des échecs et des reculs, le tout en fonction de facteurs internes au Brésil mais aussi internationaux, en premier lieu l'arrêt de la traite en 1950. Les premières migrations de main-d'œuvre salariée européenne ne sont officiellement dessinées que vers 1837, avec la promulgation de la loi (GONÇALVEZ, 2017), sous la forme du système d'*Aviamento*, un type de partenariat particulier entre le planteur et ses migrants devenus ouvriers agricoles, partenariat, qui, disons-le franchement, reste très proche de l'esclavage. En effet, dans le remplacement de la main-d'œuvre servile par la main-d'œuvre salariée des immigrés, les planteurs étaient moins préoccupés pour la quantité et la qualité du travail fourni que par les moindres bénéfices des plantations. Cette position ferme des planteurs visant à privilégier la rentabilité des plantations, même au détriment des conditions de travail, rémunération incluse, s'est maintenue pendant les décennies suivantes et explique en grande partie la difficulté de la mise en place de lois sur le travail au Brésil (SILVA & SECRET, 1999).

Il est important de rappeler que la politique d'immigration mise en place pour le pouvoir impérial au 19^e siècle visait plus que le simple remplacement de la main-d'œuvre esclave dans les plantations résultant tout d'abord de l'arrêt forcé de la traite puis de l'abolition de

l'esclavage. En effet, cette politique visait également l'occupation et la mise en valeur du territoire national, qui était jusqu'alors occupé presque exclusivement le long du littoral atlantique, laissant d'immenses espaces vides de colons et susceptibles d'attiser la convoitise de pays voisins, en particulier dans le Sud.

3.2.2 Système d'*Aviamento* ou le remplacement de la main-d'œuvre servile par des migrants

Il s'agit donc d'un partenariat entre le planteur et les familles de migrants venant travailler sur la plantation.

« Aux yeux des agriculteurs et des colons étrangers, la loi de 1837 sur le crédit-bail et les services ne tenait pas compte des nombreux litiges entre les parties. Il y avait même des doutes quant à son application par rapport au système de partenariat lui-même, qui était considéré comme différent du système des services de location. Ce partenariat est le résultat d'un accord entre des planteurs et les familles de colons engagés en Europe, qui ont vu leurs voyages payés, ainsi que leur transport vers les plantations. Les dépenses, et ce qui était nécessaire pour leur subsistance, étaient payés à l'avance jusqu'à ce qu'ils puissent subvenir à leurs propres besoins. Chaque famille a ainsi reçu une parcelle de caféiers dont la surface était fonction de sa capacité à cultiver, à récolter et à en tirer profit. La famille était autorisée à produire pour sa propre alimentation en cultiver entre les rangées de caféiers des jeunes plantations ou dans les endroits indiqués par les planteurs. En cas de vente du surplus d'alimentation, le planteur avait droit à la moitié de la recette. Une fois le café vendu, le planteur était tenu de livrer à la famille de colons la moitié du bénéfice net, moins toutes les dépenses liées à la transformation, au transport, à la commission de vente et aux taxes. Par ailleurs, un intérêt de 6,50 % était appliqué par les planteurs sur les sommes avancées aux colons pour les cultures. » (GONÇALVEZ, 2017, p.326).

On mentionnera que l'*Aviamento* ne s'appliquait pas seulement aux plantations de café, mais aussi, sous des formes assez similaires, à d'autres plantations et productions, telle que la cueillette du caoutchouc en Amazonie à la fin du 19^e siècle, comme nous l'avons déjà précédemment mentionné. Il est donc relativement clair que les attentes des immigrants en termes d'accès au foncier et d'amélioration de leurs conditions de vie n'étaient pas complètement satisfaites.

Pour Dieguez (1964), la colonie de partenariat entre le planteur et ses migrants représente le début d'une immigration promue par les planteurs pour compléter et à terme remplacer la main-d'œuvre noire esclave dans les caféières. Les planteurs ont reçu pour cela des prêts du gouvernement impérial, en moyenne dix mille escudos, qu'ils devaient rembourser en six ans sans intérêt. Avec ces fonds, ils ont contracté des agences pour faire venir les immigrants européens. D'après Iotti (2010), le pionnier de ces initiatives a été le sénateur Nicolau de Campos Vergueiro qui, en 1847, a embauché 80 familles allemandes dans sa ferme d'Ibicaba, à São Paulo. On peut voir là l'interaction forte entre la fonction de sénateur, détenteur du pouvoir législatif et public, et celle du planteur, acteur privé de la production agricole.

« ... au milieu du siècle, la société Vergueiro & Cia fondée par le sénateur Vergueiro est devenue la première société privée à établir des contrats directement avec les planteurs et les gouvernements provinciaux et central pour l'immigration de colons. Après l'arrêt de la traite des esclaves, l'intérêt pour ce type de colonisation s'intensifie, avec des effets directs sur l'augmentation du marché de la main-d'œuvre faite de familles de colons européens. Plusieurs colonies privées ont été fondées par des personnages importants de la vie économique et politique qui, préoccupés par l'avenir du travail des esclaves, ont cherché des alternatives pour s'approvisionner en main-d'œuvre salariée. A côté des colonies officielles, organisées par le gouvernement avec la distribution de terres aux colons, ces entreprises privées étaient engagées dans la production de café sous le régime du partenariat précédemment décrit. » (GONÇALVES, 2017, p. 338).

Notons que des agences de ce type ont existé et opéré dans de nombreuses migrations et autres mouvements de délocalisation de population au Brésil. Est-ce en raison de la taille du territoire à coloniser, est-ce en raison du manque de ressources publiques, est-ce pour satisfaire la demande lucrative de quelques agents proches du pouvoir, l'Etat brésilien a toujours fait appel à ces agences privées pour l'occupation et la mise en valeur de nouvelles terres.

Selon Iotti (2010), un tournant est atteint dans la politique d'immigration au Brésil en 1850 avec concomitamment la loi foncière et la loi prohibant l'importation d'esclaves. A la recherche de main-d'œuvre, les planteurs sont devenus des acteurs majeurs de l'immigration.

« Deux autres facteurs importants ont stimulé la participation de l'initiative privée dans l'introduction d'immigrants européens : la loi n° 581 du 4 septembre 1850, qui interdit le trafic et l'entrée d'esclaves sur le territoire brésilien, faisant de la recherche de main-d'œuvre gratuite une nécessité pour les plantations de café et l'agriculture nationale. L'autre facteur est la loi foncière, promulguée le même mois et la même

année, qui, entre autres, transforme la terre en marchandise et crée le Bureau général des terres publiques. » (IOTTI, 2010, p 6).

Toujours selon la loi est particulièrement défavorable aux migrants qui par principe arrivent avec très peu de fonds, à plus fortes raisons ceux dont le voyage a été pris en charge par une plantation.

« Réglementé en 1854 par le décret n°. 1318 du 30 janvier, la loi foncière définit également la notion de terrain vacant, abolit la gratuité des lots aux colons, établissant comme seul titre de possession l'achat. Elle a créé la Distribution Générale des Terres Publiques qui sera chargée de la délimitation, de la division et de la protection des terres vacantes et de la promotion de la colonisation nationale et étrangère. » (IOTTI, 2010, p. 6).

Pour corroborer cette idée, Petroni (1987, p. 263), la loi foncière,

« ... bien qu'elle ait garanti certaines ressources pour les programmes de colonisation, peut être interprétée comme le résultat de la pression exercée par les grands propriétaires de caféières, qui [...] voulaient drainer le flux d'immigrants vers leurs plantations, d'où l'intérêt de ne plus donner de terres par la création de colonies de migrants. » (IOTTI, 2010, p. 6).

Il est important de noter que les premiers modèles d'immigration basés sur le système d'*Aviamento*, n'ont globalement pas été des réussites, précisément en raison de l'exploitation de la main-d'œuvre immigrée venue prendre la place de la main-d'œuvre servile.

Selon Gonçalves (2017) face à ces nombreux obstacles, l'*Aviamento* a rapidement trouvé ses limites, miné par ses propres contradictions, chacun des partenaires n'y trouvant pas ses intérêts. Les colons venus au Brésil avec l'espoir de devenir propriétaires et d'améliorer leurs conditions de vie, se sentaient réduits à la condition d'esclaves, ce qu'ils étaient devenus en quelque sorte. De leurs côtés les planteurs voyaient leurs plantations économiquement ébranlées, dans la mesure où ils pensaient pouvoir remplacer à moindre frais leur main-d'œuvre servile. De plus, le colon était couvert de dettes dès son arrivée sur la plantation devant rembourser le voyage transatlantique, le transport jusqu'à la plantation, l'alimentation nécessaire à la subsistance de sa famille, jusqu'à ce qu'il produise sa propre alimentation. Tout était financé par le planteur qui lui avançait également une petite somme chaque mois. En conséquence, les dettes se sont accumulées et il fallait des années voire des dizaines d'années au colon pour les rembourser.

3.2.3 Le système de Colonat ou contrat de travail entre le planteur et ses colons

Face à la crise de l'esclavage et au discrédit de l'*Aviamento*, un autre système appelé *Colonato* ou colonat a vu le jour. Le colonat était une sorte de contrat entre le planteur et ses colons. Selon Gonçalves (2017), ce contrat reposait sur trois choses : un salaire versé au colon par le planteur pour le travail du colon dans la caféière ; le versement par le planteur au colon d'une prime proportionnelle à la quantité de café récolté par le colon ; l'autorisation donnée au colon de produire son vivrier, ainsi que d'en vendre le surplus le tout à son propre bénéfice, c'est-à-dire sans être obligé de le partager avec le planteur.

Toujours selon le même auteur :

« L'unité de paiement était le boisseau de 50 litres de café. Plus le nombre de travailleurs dans la famille était important, plus la quantité de café récoltée par la famille était importante, et donc le salaire et la prime étaient élevés. Les planteurs eux-mêmes ont préféré embaucher des familles plutôt que des colons célibataires pour réduire les coûts par unité de travail. De leurs côtés, les colons ont combiné leur activité dans la production de café pour la plantation, et leur production vivrière pour leur subsistance, dont le surplus était commercialisé. Dans ce vivrier, il y avait le maïs, les haricots et d'autres cultures plantées directement entre les lignes de café. Le surplus non consommé par la famille était vendu à des commerçants ou même à l'agriculteur. La principale source de revenus provenait de la récolte du café. Parallèlement, le colon percevait d'autres revenus de la part du planteur, en particulier pour l'entretien de la plantation, le défrichage de nouvelles terres en vue d'être plantées et tous autres travaux agricoles sur la plantation. D'autre part, le colon était astreint à certaines tâches gratuites, comme le nettoyage des pâturages et l'entretien des pistes sur la plantation. » (GONÇALVES, 2017, p. 328).

Il est donc clair que le Colonat représenté pour le colon une avancée significative par rapport à l'*Aviamento* en termes de rémunération, notamment dans la mesure où le colon pouvait, parallèlement à son activité caféière sur la plantation, et donc son salaire, accumuler par son travail et celui des membres de sa famille des revenus complémentaires et se constituer un petit capital ainsi, indépendamment de la plantation. De son côté le planteur trouvait dans le Colonat une forme, certes moins lucrative que l'*Aviamento*, de maintenir la production de sa plantation, voire même de l'améliorer dans la mesure où la main-d'œuvre était directement intéressée aux bénéfices via les primes à la production. Cela permettait également au planteur d'envisager l'avenir de manière plus sereine considérant que le processus d'abolition de l'esclavage avançait.

En outre, le Colonat a eu un effet sur le foncier dans la mesure où il s'est développé de manière concomitante à l'application de la loi de 1850 sur le foncier.

« ... la loi foncière de 1850, promulguée quatorze jours après la loi Eusebio de Queirós [interdisant la traite transatlantique sous pression des Britanniques], établissant que la terre ne pouvait être qu'achetée, visait à empêcher l'accès au foncier à la grande majorité de la population indigène et à encourager la colonisation, en permettant aux immigrants d'acquérir des terrains non occupés avec leurs économies acquises après quelques années de travail dans les plantations des grands propriétaires terriens. Le produit de cette vente aux colons devait servir à subventionner la venue d'un plus grand nombre de colons européens. On a ainsi tenté de garantir la main-d'œuvre salariée nécessaire pour remplacer les esclaves dans les plantations. » (GONÇALVEZ, 2017, p. 334).

Par ailleurs, la relative réussite du système de Colonat a ouvert la voie à de nouvelles migrations, cette fois au moins autant dans une logique d'occupation foncière du territoire brésilien, notamment les zones isolées les plus périphériques, que de substituer à court et moyen terme la main-d'œuvre servile dans les grandes plantations du fait de l'abolition prochaine de l'esclavage. C'est ainsi que :

« En 1874, une nouvelle phase de la politique d'immigration brésilienne est inaugurée : celle des grands contrats d'introduction d'Européens. L'accord signé entre le gouvernement et Joaquim Caetano Pinto Júnior prévoit l'introduction de 100 000 immigrants européens comme agriculteurs dans tout l'Empire, sauf dans la province de Rio Grande do Sul, et cela pour une durée de 10 ans. Caetano Pinto recevra les subventions suivantes : 125 000 dollars pour les 50 000 premiers migrants ; 100 000 dollars pour les 25 000 suivants ; 60 000 dollars pour les 25 000 derniers migrants ; et la moitié de ces valeurs pour les migrants de moins de 12 ans et plus de 2 ans d'âge. Il a également été convenu que le gouvernement fournirait gratuitement le logement et la nourriture aux migrants pendant les huit premiers jours de leur arrivée et le transport gratuit vers les colonies de la province sur lesquelles les migrants devaient s'installer. » (GONÇALVEZ, 2017, p. 334).

Cette nouvelle politique d'immigration aurait sensiblement amélioré les conditions de la migration jusqu'au Brésil et l'installation des familles de migrants sur leurs nouvelles terres. Elle n'était pas pour autant exempte de contraintes pour ces mêmes migrants, en particulier les conditions précaires de transport maritimes et terrestres, les attentes tant au départ d'Europe qu'à l'arrivée au Brésil, ainsi que le temps nécessaire aux procédures administratives pour

l'installation des migrants sur leurs nouvelles terres. De plus, une fois sur leurs terres, les migrants devaient se construire une maison tout en cultivant leurs terres qui, par ailleurs n'étaient pas toujours très productives.

3.2.4 Expansion de migrations européennes dans la seconde moitié du 19^e siècle

Une différence fondamentale entre les migrations européennes et le commerce négrier transatlantique, hormis le fait majeur que les premières étaient généralement voulues par les migrants alors que le second était subi par les esclaves, vient de la perception de ces migrations par le peuple brésilien. Le migrant européen, en raison de sa provenance, a une origine commune avec l'individu brésilien. Les deux viennent de la terre d'Europe, ont forcément de lointains ancêtres communs. De plus, les deux sont blancs et ont gardé des cultures comparables à dominante judéo-chrétienne, et musulmane pour certains, même si l'Eglise, tout en ayant un moindre poids qu'à l'époque de la colonisation, est encore très présente dans la société brésilienne du 19^e siècle. De là pourrait venir l'idée d'un nécessaire "blanchissement" de la société brésilienne par les migrations européennes, surtout dans la mesure où à très court terme les esclaves vont devenir des hommes libres, et donc auront a priori les mêmes droits que les autres citoyens. Gonçalves (2017) le formule ainsi :

« Tout au long de la seconde moitié des années 1800, une autre composante de la politique d'immigration s'est renforcée : son "côté raciste", qui valorisait l'Européen blanc aux dépens des esclaves, libres et pauvres sur le marché du travail, ainsi que son importance pour le "processus de civilisation" du peuple brésilien. Pensée basée sur des théories scientifiques sur les races, appelées à l'époque au Brésil "blanchissement", qui prédominaient parmi les membres de l'élite politique et intellectuelle nationale. » (GONÇALVEZ, 2017, p. 350).

La politique de "blanchiment" de la population brésilienne s'affirme pleinement à la fin du 19^e siècle avec notamment la loi Glicério, comme le montre également Gonçalves (2017)

« Au début de la période républicaine, certains actes législatifs ont marqué le changement d'orientation de la politique brésilienne d'immigration et de colonisation vers sa décentralisation. Le décret n° 528 du 28 juin 1890, également connu sous le nom de Lei Glicério - nom de famille de son auteur, le sénateur Francisco Glicério - a établi la réforme des lois sur l'immigration et la colonisation afin de répondre à la nécessité de "favoriser et d'étendre les forces productives de la république" par le biais de l'immigration européenne. » (GONÇALVEZ, 2017, p. 335).

Cette politique était étayée par le rapport de Menezes e Souza, conseiller de l'Empire, présenté au ministre de l'Agriculture sous le titre "Thèses sur la Colonisation du Brésil", dans lequel l'auteur analysait la relation de l'immigration et de la colonisation avec le progrès et la richesse du pays, et abordant la question raciale. Défenseur de l'abolition progressive de l'esclavage sur le modèle de la loi du ventre libre, car il craint une désorganisation immédiate de la production, l'auteur exhorte l'État à encourager l'immigration par la formation de colonies pour attirer les Européens pour en faire Gonçalves,

« ... concernant l'immigrant idéal, le rapport visait essentiellement à répondre à deux questions : (1) "Quelle est la nation européenne qui peut nous fournir les émigrants les plus appropriés et en plus grand nombre" ; (2) "Quels sont les colons qui ont jusqu'ici le mieux réussi au Brésil ? Elle présente une description hiérarchique des caractéristiques de certains "peuples du vieux monde" - Allemands, Belges, Suisses, Espagnols, Portugais, Italiens et Britanniques. Un ensemble de scientisme, de théories de classification raciale sur la capacité d'assimilation et d'adaptation de chaque peuple, en plus d'observations sur les expériences du pays concerné, abouti au choix de l'Allemagne comme la meilleure pépinière de l'immigration au Brésil. »
(GONÇALVEZ, 201, p. 350-351)

Même si selon ce même auteur, les recommandations de ce rapport ne sont pas suivies dans les faits, il est clair qu'il s'agit non seulement de viser les Européens, mais parmi eux de favoriser les migrations en provenance de l'Allemagne.

D'un autre point de vue, il semble clair que cette politique vise principalement à renforcer le secteur agricole brésilien. En effet, le précédent décret :

« ... a établi les bases de la création de colonies de propriétés privées et sur les terrains vacants par ailleurs acquis. Il a aussi défini les conditions que les immigrants doivent remplir pour avoir droit au traitement offert par le gouvernement. Ainsi, seules les familles d'agriculteurs, limitées à leurs chefs respectifs, ou à leurs ascendants, qui ont plus de 50 ans ; les hommes célibataires de plus de 18 ans et de moins de 50 ans, à condition qu'ils soient agriculteurs. » (GONÇALVEZ, 2017, p.335).

Il vise aussi à limiter ou tout au moins contrôler les autres migrations, mais également à en interdire certaines :

« ... les ouvriers, les artisans et ceux qui sont destinés aux services domestiques, dont l'âge est également compris entre 18 et 50 ans, auront leur transport financé complètement ou en partie par le gouvernement. Il a également défini les immigrants indésirables en

interdisant l'entrée des "indigènes" d'Asie ou d'Afrique. » (GONÇALVEZ, 2017, p. 335).

Il s'agit donc d'une politique très ciblée, déjà seulement en provenance d'Europe, et principalement centrée sur le secteur agricole en vue d'occuper et de faire produire les terres jusqu'alors vacantes. Parallèlement à son caractère pro-européen, et pas seulement en raison de la soi-disant nécessité du "blanchiment", cette politique est sous-tendue par idées sur le modernisme qui vont s'affirmer au cours des décennies suivantes.

« Au 18^e siècle, au Brésil, il y avait la perspective que l'Européen contribuerait au processus de civilisation du pays et à la valorisation du travail jusqu'alors entaché d'esclavage. Subventionner les passages des immigrants destinés aux grandes fermes exportatrices apparaissait comme une politique "modernisante" car elle présentait le salariat comme une alternative au travail servile, considéré quant à lui comme un symbole de régression. En fait, plus qu'une rupture modernisatrice, cette politique peut être considérée comme une continuité des pratiques des grands propriétaires terriens qui mettent l'État au service de leurs intérêts. » (GONÇALVEZ, 2017, p. 353).

Parallèlement à cette politique gouvernementale et nationale, des initiatives privées ont vu le jour pour organiser les migrations en provenance d'Europe, comme le mentionne Gonçalves (2017).

« A l'époque, de nombreux planteurs, parfois même à l'aide de subventions publiques, agissaient encore isolément pour obtenir de la main-d'œuvre en Europe. Ils se sont également battus pour changer la politique d'immigration de main-d'œuvre ... arguant que les noyaux coloniaux étaient coûteux et inutiles, n'aidant en rien à attirer les migrants. Selon ce groupe social, l'État devrait en priorité aider les particuliers qui souhaitent introduire des colons dans leurs propriétés. » (GONÇALVEZ, 2017, p. 338).

Toutefois, par rapport aux systèmes d'"*Aviamento*" et de Colonat, la Loi du 30 mars 1871 ouvrant la voie à la prise en charge par l'Etat brésilien du transport des migrants jusque sur leurs nouveaux lieux de résidence et de travail, ainsi que les aménagements de la loi foncière de 1850 pour accéder à la propriété ont jeter les bases des nombreuses migrations réalisées à partir du milieu des années 1880 (GONÇALVEZ, 2017) L'appui aux planteurs – on dirait subvention aujourd'hui - n'en demeure pas moins, pour des raisons économiques, un des objectifs prioritaires du gouvernement, tout particulièrement dans la province de São Paulo, quoiqu'en disent les premiers concernés, c'est-à-dire les planteurs :

« Au début des années 1880, certains planteurs de l'ouest de la province [de São Paulo] préconisaient déjà l'immigration subventionnée

comme solution au problème de main-d'œuvre lié à l'expansion de la culture du café. Les quelques immigrants que les planteurs avaient fait venir d'Europe ne suffisaient plus ; il fallait poursuivre et développer ces recrutements. Ainsi, l'État est appelé à promouvoir, traiter et organiser l'immigration transocéanique, devenant garant, vis-à-vis des propriétaires terriens, de l'approvisionnement constant en armes pour la plantation. Dès lors, la politique d'immigration de São Paulo est adaptée, finançant systématiquement l'obtention de main-d'œuvre pour les plantations. Une tâche importante que seul l'État serait en mesure de développer en tant qu'instrument d'action pour les planteurs.» (GONÇALVEZ, 2017, p. 340).

Par ailleurs, les planteurs également propriétaires terriens ont condamné dans un premier temps l'immigration pour peupler et faire produire des zones vacantes, car ils voulaient une immigration exclusivement fournir de la main-d'œuvre dans les plantations de café. Ce n'est que dans un second temps que la province caféière de São Paulo a tout mis en œuvre pour faire en sorte que l'immigration conduite par le pouvoir central, et surtout financée par celui-ci, ait des retombées positives et significatives sur ses plantations, ce que Gonçalves explique par :

« Le Brésil, comme d'autres pays du Nouveau Monde, a besoin de main-d'œuvre et cherche à s'organiser pour la recevoir. São Paulo a fait plus que cela : elle s'est structurée avec l'objectif de répondre aux désirs spécifiques des plantations de café, en canalisant les ressources publiques pour recruter, transporter et accueillir les immigrants. Les agriculteurs, soutenus par l'État, ont pu chercher des solutions satisfaisantes à leurs demandes immédiates. Des solutions qui mettent l'argent public à leur service, mais qui prétendent être dans l'intérêt de la richesse nationale - tout comme l'esclavage était considéré comme "un mal nécessaire" pour la richesse nationale. » (GONÇALVEZ, 2017, p. 349).

Il semble clair que dès la seconde partie du 19^e siècle, l'argent public servait à subventionner la production de café, surtout comme pourvoyeur de main-d'œuvre européenne. Le résultat en termes de chiffres est important dans la mesure où les vagues de migrants ont concerné plusieurs centaines de milliers de personnes. C'est ainsi que :

« De 1867 à 1887, l'afflux annuel moyen d'immigrants était de 30 000, et de 1888 à 1900, cette moyenne annuelle était d'environ 100 000. » (MANFROI, 1975, p.244).

Il est intéressant de noter l'opposition qu'il y a eu entre les planteurs d'un côté et le gouvernement central de l'autre tout au long du processus d'abolition de l'esclavage et de la

mise en œuvre des migrations européennes, alors que les planteurs ont bénéficié d'une grande part de l'argent public pour transformer la main-d'œuvre servile en main-d'œuvre salariée.

« ... jusqu'à la crise finale de l'esclavage, les grands caféiculteurs s'opposaient en principe à la colonisation territoriale subventionnée par le gouvernement. Au contraire, ils ont accepté la colonisation spontanée et surtout l'immigration, subventionnée ou non, à condition qu'elle fournisse des armes pour la culture du café. Les propriétaires fonciers des régions du Brésil qui ne s'attendaient pas à bénéficier d'une immigration subventionnée s'y opposaient fermement et à une colonisation partisane. » (LAZZARI, 1980, p. 69, cité par IOTTI, 2010 p.10-11).

En réalité les deux protagonistes, l'Etat et le groupe des planteurs, poursuivaient un objectif commun, faire en sorte que la production de café continue d'enrichir les planteurs et en conséquence l'Etat et la nation. En revanche, l'Etat au travers du pouvoir impérial avait également pour objectif de coloniser de nouvelles terres, pour produire plus et donc en tirer les bénéfices plus lucratifs, mais aussi pour sécuriser les frontières de l'empire. Les planteurs ne partageaient pas ce second objectif dans leur grande majorité considérant qu'il était préférable de concentrer les migrations comme pourvoyeuses de main-d'œuvre pour les plantations. Toutefois, leur position a un peu évolué quand ils se sont rendus-compte que les nouvelles terres, notamment à l'ouest de la province de São Paulo, pouvaient et étaient plantées en caféières, et donc constituaient un bénéfice pour l'ensemble des planteurs.

Une fois la république installée, les grandes lignes de la politique migratoire brésilienne avaient été tracées sous le régime impérial, à savoir : remplacer la main-d'œuvre servile par l'emploi salarié dans le secteur des plantations qui, en tant que fer de lance de l'économie brésilienne, devait en être le premier bénéficiaire ; utiliser les migrants pour occuper le territoire et sécuriser les frontières ; favoriser l'immigration européenne en raison de liens ancestraux et d'une certaine proximité sociale et culturelle, mais aussi supposée supériorité raciale ; le tout étayé par l'émergence des idées sur la modernité dont l'Europe était porteuse, en particulier avec la révolution industrielle naissante. En revanche, la littérature brésilienne mentionne peu la très grande misère des campagnes européennes au 18^e siècle (PIKETTY, 2013) qui ont certainement joué en poussant de nombreux ruraux européens, le plus souvent dans un état de quasi servage, à migrer vers le continent américain, notamment le Brésil, pour améliorer leurs conditions de vie et celles de leurs descendants.

Sous la période républicaine (1889-1914), la politique d'immigration et de colonisation adoptée par le gouvernement fédéral a suivi les lignes ci-dessus mentionnées et

« ... peut être divisée en trois phases distinctes. La première, de 1889 à 1891, lorsque la République nouvellement installée a donné une continuité à la politique impériale, en maintenant certaines concessions

pour le transport et l'installation des immigrants. La seconde, de 1891 à 1907, lorsque le pouvoir public a transféré aux États fédérés la tutelle des opérations liées à l'immigration et à la colonisation. La troisième, de 1907 à 1914, lorsque le pouvoir fédéral est à nouveau intervenu dans le processus d'attraction des immigrants et de création de colonies, en promulguant une série de mesures, car la plupart des États ne pouvaient pas le faire, soit par manque de moyens, soit par manque d'infrastructure nécessaire pour ces actions. » (PETRONI, 1997, p.99, cité par IOTTI, 2010, p.11).

La même auteure poursuit :

« En général, la période de 1889 à 1914 est caractérisée par la participation croissante du secteur privé dans l'entreprise coloniale. Pour exemple, au cours de cette période, 102 colonies ont été créées, dont 84 (83%) sont privées, 16 (15 %) sont d'origine fédérale et 2 (2 %) mis en place par les Etats ou anciennes provinces. » (GIRON & BERGAMASCHI, 1996, p.51, cités par IOTTI, 2010 p.11).

3.3 Les migrations dans le Pará et l'Amazonie au 19^e siècle

Après avoir présenté les principales lignes de la politique des migrations dans le Brésil impérial, puis au début de la république, nous présentons les migrations dans l'Etat du Pará à la même période, et d'une manière plus générale en Amazonie. Nous traiterons plus particulièrement la colonisation de la zone bragantine située à proximité de Belém, dans la seconde moitié du 19^e siècle, car elle illustre bien les problèmes récurrents et les déconvenues de la colonisation agricole en Amazonie, terre périphérique du Brésil impérial, accumulant les contraintes de sa situation marginale, du contexte bioclimatique relativement hostile, mais aussi soumis aux mêmes normes politiques et administratives que le reste du pays.

Il est nécessaire de rappeler trois facteurs qui ont grandement influencé la mise en œuvre en Amazonie de la politique de migration au 19^e siècle. Le premier est la position ultrapériphérique de la région amazonienne par rapport au centre économique et politique du Brésil impérial qui est le Sud-Est du pays, en particulier les Etats de São Paulo et Minas Gerais, d'autant plus que la ville voisine de Rio de Janeiro est devenue en 1763 la capitale du Brésil à la place de Salvador da Bahia, scellant ainsi la prépondérance de ce riche Etat du Sud-Est avec ses mines et de ses plantations. Prenons par exemple la distance. Si le voyage transatlantique pour rejoindre les ports brésiliens en venant d'Europe prenait des semaines, le voyage terrestre, surtout fluvial en Amazonie, se comptait également en semaines, voire en mois pour atteindre les sites les plus reculés. Ce long temps de parcours concernait autant le transport des personnes et des biens que celui de l'information et des directives politiques et

administratives. La contrainte temps de parcours a par ailleurs renforcé le poids des pouvoirs régionaux, situés dans les centres de décision comme Belém ou Manaus, respectivement capitales de l'Etat du Pará et de celui de l'Amazonas. Cette contrainte a également renforcé les pouvoirs locaux, d'autant plus que, comme nous l'avons déjà vu, le Brésil colonial avait instauré le système des *Coronéis* basé sur l'omniprésence du pouvoir local dans la vie des populations, notamment en milieu rural. Le second facteur est la différence au niveau national en termes d'économie entre d'un côté le riche Sud-Est fort de ses mines et plantations, qui de plus accumulait le pouvoir politique, et d'un autre côté les autres provinces et régions où le développement économique n'avait pas atteint le même niveau, cas des régions du Nordeste et du Sud, ou qui en était encore très loin, cas de l'Amazonie. Ce Brésil, déjà à deux vitesses, voire trois vitesses si on prend en compte la particularité amazonienne, se caractérise par une inégalité territoriale qui percole dans tous les secteurs de la société, tant économique que culturel, en matière d'éducation et de santé, de transport, des idées, etc. Au 19^e siècle, il y avait clairement le Brésil avancé du Sud-Est, celui en développement du Nordeste et du Sud, et celui attardé de l'Amazonie. Et c'est bien ce retard en termes de développement économique de l'Amazonie, retard accumulé et qui s'est aggravé tout au long du Brésil colonial et impérial, que le pouvoir fédéral et régional cherchait aussi à rattraper, tout au moins à réduire par les migrations de la fin du 19^e siècle, puis par la colonisation de l'Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. Le troisième facteur est social avec des inégalités en tout genre, criantes et violentes comme en témoigne la révolte *Cabanagem* qui, entre 1835 et 1840 aurait fait près de 30 000 victimes. Au titre d'exemples des inégalités, il y a l'*Aviamento*, précédemment décrit comme un partenariat entre le planteur de café et ses ouvriers venant en complément de la main-d'œuvre servile, puis la remplaçant à mesure qu'avancait l'abolition de l'esclavage. Alors que l'*Aviamento* avait fait long feu dans le Sud-Est au milieu du 19^e siècle, principalement en raison de son aspect esclavagiste, il était encore de règle en Amazonie à l'époque du caoutchouc, soit un demi-siècle plus tard, dans la période allant de la fin du 19^e siècle au début du 20^e siècle.

Dans ce contexte, prend toute sa mesure la citation suivante de Pedro Leão Velozo, président du Pará, en 1867, rapportée par Nunes, résumant la position des tenants de l'immigration étrangère dans la province du Pará, ainsi que le profil de migrant souhaité :

« Il était de la responsabilité de l'immigrant européen étranger d'enseigner "le meilleur art de l'agriculture, les semences les plus utilisées et les techniques de culture modernes ". L'immigration était donc perçue comme nécessaire pour installer dans la province des travailleurs actifs, intelligents et moralisés ... qui apporteraient la richesse mais seraient aussi un exemple bénéfique, et permettraient une meilleure utilisation de la main-d'œuvre que nous avons déjà. »
(NUNES, 2012, p. 8).

A la fin du 19^e siècle, l'élite du Pará voyait donc dans l'immigration, en particulier européenne, un moyen de combler son retard sur le reste du Brésil en engageant l'agriculture du Pará dans la voie de la modernité, alors que le reste du Brésil, notamment le Sud-Est et dans une moindre mesure le Nordeste et le Sud, voyait cette immigration comme un complément puis une substitution de la main-d'œuvre servile ainsi qu'un moyen d'occuper et de mettre en production des terres vacantes ou stratégiquement importante à occuper pour sécuriser les frontières du pays.

Toujours selon Nunes (2012):

« L'attente suscitée autour des colons étrangers s'est accrue à leur arrivée au Pará. On espérait qu'en peu de temps de travail, ils seraient en mesure de produire, non seulement pour la consommation de leur famille, mais aussi pour servir le commerce provincial. » (NUNES, 2012 p. 9).

Avec le recul du temps, on est en droit de penser que cette attente des élites amazoniennes était vaine dans la mesure où ce n'est pas seulement un retard en termes de production que l'agriculture devait combler, mais bien un retard en termes de développement dans divers secteurs de la vie économique et sociale. La citation suivante rapportée par le même auteur montre à la fois la prégnance de cette attente et le fait qu'elle n'était pas conjoncturelle mais bien structurelle et inscrite dans le temps:

« L'attente était si grande que Guilherme Francisco Cruz, vice-président de la province en janvier 1874, se risquait à dire que seule la présence d'étrangers, qu'il appelait "les colons productifs", serait en mesure de favoriser la croissance de l'activité agricole dans la région. Cette même année, le président Pedro Vicente de Azevedo, reprenant presque les discours de son prédécesseur [cité ci-dessus], a identifié chez les immigrants européens les qualités nécessaires pour s'occuper de la terre, ce qui les rendait capables de cultiver les sols du Pará. » (NUNES, 2012, p. 9).

L'élite de l'Etat du Pará de la fin du 19^e siècle pensait donc, vraisemblablement à tort, que les nombreux efforts fournis et consentis tout au long de la période coloniale et impériale par le reste du Brésil, pouvaient être comblés en Amazonie, tout au moins dans l'Etat du Pará, Etat le plus développée de la région, par l'apport de quelques migrants européens. Rappelons seulement que les écosystèmes amazoniens ne sont ni plus ni moins impénétrables que ceux de la Mata Atlantica que les colons brésiliens du Sud-Est ont mis près de deux à trois siècles à transformer – mais aussi détruire disent certains – pour en faire des terres agricoles de premier plan jusqu'à devenir un des principaux greniers de la planète à partir de la fin du 20^e siècle. Il semblait donc utopique de rattraper en si peu de temps et avec si peu de moyen le retard accumulé en quelques siècles.

Concernant les premières expériences de colonisation en Amazonie brésilienne au 19^e siècle, Santos (1980) présente celles du baron de Mauá via *Amazon Navigation & Trade Compagny* en 1854. En échange du privilège de naviguer et de commercer en Amazonie délivré par le gouvernement, la compagnie aurait installé un millier de colons portugais (1061) et une trentaine de Chinois dans les colonies de Mauá et Itacoatiara situées respectivement à Lagès à environ neuf mille en aval de Manaus et dans la commune de Serpa, depuis rebaptisée Itacoatiara, aujourd'hui intégrée à l'agglomération de Manaus. Une autre colonie a été installée en 1866-67, cette fois dans la province du Pará, quelques kilomètres en amont de la ville de Santarém, et devenue aujourd'hui la commune de Bom Gosto, pour accueillir des colons nord-américains qui, à la fin de la guerre de sécession, auraient fui les persécutions menées contre les confédérés originaires des Etats du Sud des Etats Unis, à dominante agricole et esclavagiste (CLARK, 1998). Selon Nunes:

« ... c'est le major américain Lansford Warson Hastings qui a favorisé l'introduction des Américains en Amazonie, qui n'aurait pas dépassé plus de 160 à 200 immigrants. Ceux-ci ont été installés à quelques kilomètres de la ville de Santarém, à l'ouest du Pará, en construisant la colonie de Bom Gosto, entre 1866 et 1867. » (NUNES, 2012, p.10).

Il semblerait que la plupart des migrants nord-américains de la colonie de Bom Gosto auraient migré vers les centres urbains ou vers d'autres régions, c'est tout au moins le discours des habitants actuels de Bom Gosto.

A la suite de ces premières tentatives de colonisation agraire de l'espace amazonien, est lancée au début des années 1870 la colonisation des terres situées à l'est et en aval de Belém, en direction de la petite ville de Bragança, zone qui porte aujourd'hui le nom de Zona Bragantina. Selon Nunes (2012), en 1871, en vertu de l'autorisation donnée dans la loi provinciale [du Pará] n° 676 du 22 septembre de cette année-là, cherchant à structurer son service de colonisation, l'Etat du Pará, via son président Dr. Abel Graça, a demandé au gouvernement impérial de concéder six lieues de terre pour la construction de colonies agraires sur la route de Bragança, en vertu de la loi générale n° 514 du 28 octobre 1814, qui prévoyait dans son article 16 la concession de terres pour la colonisation. Cette dernière ordonnance, reprise dans l'article 21 de la loi de 1850, autorisait la délimitation, division et description des terres pour promouvoir la colonisation nationale et étrangère. La concession sur ces terres a été accordée en 1873, sous le gouvernement de Domingos José da Cunha Júnior, par lettre du 24 avril du ministère de l'agriculture de l'empire. Dans ce cas, Julião Honorato Corrêa de Miranda, Guilherme Francisco Cruz et Antonio Joaquim de Oliveira Campos ont été nommés par avis du 7 juillet de la même année pour mesurer et délimiter les terres concernées. En 1874, la démarcation de 116 lots de terre a été réalisée, occupant une superficie totale d'un peu plus d'une lieue carrée, quantité encore faible par rapport à celle demandée pour être colonisée, qui correspondait à 36 lieues carrées, soit environ 216 kilomètres carrés. Les

premiers colons sont arrivés en 1975 inaugurant la première colonie agricole de la zone bragantine, à six lieues de Belém, et qui portera le nom de colonie Bénévides, devenue depuis une commune de l'Etat du Pará.

La venue des migrants n'a pas été simple et met à nouveau en lumière la fracture territoriale entre d'un côté le riche et organisé Sud-Est et l'Amazonie de la lointaine périphérie. En effet,

« Les migrants destinés aux colonies agraires du Pará étaient transportés par des opérateurs privés ou par l'Agence de colonisation, cette dernière étant basée à Rio de Janeiro, le premier port de débarquement, à leur arrivée au Brésil. Une fois arrivés dans la capitale du pays, l'agence était chargée de dresser une liste de ceux qui devaient se rendre au Pará, en identifiant les noms, la date d'embarquement, ainsi que le bateau à vapeur devant les transporter. Dans certaines listes, remplies par des officiers d'état civil plus minutieux, figuraient également l'âge, l'état civil et la profession des migrants. » (NUNES, 2012, p.16).

Concernant le nombre de migrants arrivés dans la colonie de Benevides, Nunes (2012), mentionne le nombre de 159 migrants. L'analyse des listes et la comparaison avec les registres tenus par l'administration du Pará, principalement dans les procès-verbaux et les lettres de la Commission de Colonisation,

« ... il a été possible de faire un relevé des informations sur 182 étrangers qui se sont rendus à Bénévides au cours des années 1875 et 1876, en identifiant le nom, l'âge, l'état civil, les professions et les pays d'origine, ainsi que la date d'embarquement au port de Rio de Janeiro et le bateau à vapeur qui les a conduits jusqu'au Pará. » (NUNES, 2012, p. 16).

L'analyse de l'origine des migrants montre une forte proportion de Français et de célibataires ou d'hommes venus seuls. C'est ainsi que :

« Des États-Unis et de plusieurs pays européens tels que l'Allemagne, la France, l'Italie, le Portugal, l'Espagne, la Suisse, l'Angleterre et la Belgique, les Français étaient les plus nombreux, près de la moitié. Sur les 182 migrants installés à Bénévides entre 1875-76, 90 étaient originaires de France, suivis par les Italiens avec 39 et les Espagnols au nombre de 27. Les données mettent également en évidence une prédominance de migrants de sexe masculin, témoin d'une immigration de célibataires, environ 80 %, et pas de type familial, ce qui était attendu. De plus, ce taux ne prend pas en compte ceux qui, bien que se déclarant mariés, sont venus sans leur famille, ce qui laisse penser à

une immigration temporaire. Ce profil de migrants, très majoritairement masculin et célibataire, était le plus à même de partir vers d'autres colonies où les conditions d'installation étaient meilleures. » (NUNES, 2012 p. 16-17).

Ce dernier point est essentiel dans la compréhension des migrations vers l'Amazonie en cette période du Brésil impérial, juste avant l'époque fameuse du caoutchouc. En effet, le succès mitigé ou l'échec relatif, selon le côté où on se place, de la colonie de Benevides, résulte à la fois du profil particulier des migrants qui n'était pas celui attendu par les autorités de la province du Pará, mais aussi des conditions, peu à même de les pousser à produire, dans lesquelles ils ont été installés. Et pourtant il s'est avéré, bien avant leur arrivée, une quinzaine d'années avant, qu'il était impératif de permettre les nouveaux colons de produire, ne serait-ce que pour les inciter à rester et éventuellement en attirer d'autres. Or la mise en œuvre de ces conditions était du ressort de l'Etat du Pará. La question connue depuis longtemps n'avait pas été mise à l'agenda du gouvernement du Pará. En effet, toujours selon Nunes (2012), en 1858, le président du Pará, Ambrósio Leitão da Cunha, ardent défenseur de la politique d'immigration et de l'installation de colonies, comme stratégie pour augmenter les terres mises en culture et ainsi mieux assurer l'approvisionnement de la ville de Belém, avait lu devant l'assemblée législative le 15 août un texte proposant un ensemble de mesures afin d'attirer dans le Pará les colons étrangers. Mais au cours du même discours, il déclarait qu'à cette époque n'étaient pas réunies les conditions d'accueil et de mise en production des migrants. Aussi,

La crainte des dirigeants de la province du Pará favorables à la création de colonies agraires était que le manque d'infrastructures minimales pousse les migrants à partir ou à investir dans d'autres secteurs économiques, comme ce fût le cas un peu plus d'un siècle plus tard lors de la colonisation de l'Amazonie à la fin du 20^e siècle. Le même Leitão da Cunha, toujours cité par Nunes a réaffirmé que :

« ... l'administration provinciale devait prendre des mesures pour faciliter le séjour des colons étrangers, une fois que le défrichage pour cultiver, la construction des villages ainsi que celles des voies de communication n'était pas du ressort des colons, d'autant plus qui n'avaient pas la moindre idée de la tâche dans le contexte spécifique de l'Amazonie. » (NUNES, 2012, p.12).

Le gouvernement provincial était donc convaincu que quel que soit le migrant :

« ... il ne sentirait pas obligé de travailler dans la production agricole en dehors de conditions minimales de production, en particulier l'équipement pour le défrichage et la mise en culture, ainsi que les fonds nécessaires avant la première récolte, surtout si ce même migrant trouvait de meilleures conditions dans d'autres secteurs. La conclusion était que si le migrant avait l'opportunité de vivre en milieu urbain, il

n'irait pas chercher la vie dure et pénible au cœur de la forêt. Il était donc indispensable que l'État s'engage à préparer la terre et l'habitat afin que les migrants demeurent dans les colonies. » (NUNES, 2012 p. 12).

Un autre élément explicatif du demi-succès ou du demi-échec de la colonie de Benevides est lié à une autre facette du profil des migrants. En effet peu d'entre eux étaient agriculteurs, voire d'origine agricole, ce qui les poussait encore moins à rester en zone rurale quand des opportunités étaient réelles en milieu urbain. C'est ainsi que :

« Bien qu'ils aient été indiqués comme migrants pour une colonie agricole par les autorités provinciales, seuls 46 des 182 migrants étaient identifiés comme fermiers par l'Agence de colonisation. » (NUNES, 2012, p. 17).

Cela allait à l'encontre de l'image du migrant arrivant au Brésil, principalement européen :

« ... capable de préparer et cultiver la terre, ainsi qu'élever du bétail. Il en a résulté un scénario professionnel du migrant plus diversifié que ce qu'attendaient les autorités du Pará. » (NUNES, 2012 p. 17).

Toutefois la différence significative entre le nombre de migrants étrangers se déclarant agriculteurs et le nombre de ceux qui sont réellement agriculteurs est une constante de toutes les migrations vers le Brésil au 19^e siècle. La raison semble relativement simple. Le Brésil recherchant avant tout de la main-d'œuvre agricole pour travailler dans les plantations ou des migrants pour s'installer dans les colonies, tout migrant potentiel avait intérêt à se déclarer agriculteur, même s'il ne l'était pas afin d'avoir plus de chance de migrer.

D'après Nunes (2012),

« Selon le registre des professions exercées par les immigrants, les agriculteurs sont les plus nombreux, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'ils soient réellement agriculteurs. Deux raisons expliquent cette différence... Tout d'abord, le gouvernement brésilien voulant en priorité de la main-d'œuvre pour les travaux agricoles, tout migrant avait intérêt à se déclarer agriculteur même s'il ne l'était pas. Ensuite l'activité agricole incluant divers types de métiers, il n'est pas complètement faux de se déclarer professionnel en agriculture même si son activité première n'est pas strictement l'agriculture. Il en a résulté un grand nombre de migrants d'origines professionnelles diverses telles que fondeur, menuisier, charbonnier, mécanicien, forgeron, jardinier, journalier, ouvrier industriel, mais aussi tailleur, barbier, commis, marchand, cuisinier, mineur. Ce qui a contrecarré les perspectives du gouvernement provincial, qui entendait installer dans les colonies uniquement de véritables agriculteurs. » (NUNES, 2012 p.17-18).

Enfin, un autre élément explicatif à la fois du demi-succès ou demi-échec de la colonie de Benevides est les manquements aux bonnes conditions d'installation des migrants, manquements auxquels les dirigeants du Pará étaient depuis longtemps sensibilisés, mais qui n'ont cependant pas été résolus avant l'arrivée des premiers colons. De plus, même pour des migrants d'origine rurale, affronter les tâches de la déforestation en Amazonie, première étape impérieuse à la mise en culture à cette époque, était une épreuve d'une autre dimension que celles qu'ils avaient pu connaître dans leurs régions d'origine. Or selon Nunes (2012),

« L'intention des autorités du Pará était que les lots soient attribués après les lourds travaux de déboisement. Selon les plans initiaux de colonisation, après la délimitation des terres, le défrichage de la forêt devrait être achevé le plus rapidement possible, ainsi que la construction des premières maisons, de même que la mise en culture du vivrier garantissant l'alimentation des colons à leur arrivée. » (NUNES, 2012, p. 20).

L'intention est louable. Le problème est que dans le cas de Benevides elle est restée à l'état d'intention ... de manière similaire à ce qui s'est passé lors de colonisation de l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle. Toujours selon le même auteur,

« En effet, parmi les migrants arrivés au Pará, peu ont reçu les lots cultivés ou dans des conditions de l'être. Les premiers colons arrivés dans la province ont même dû travailler à la délimitation des terres et à la coupe de la forêt. Dans un premier temps, ces travaux étaient effectués par des brigades, c'est-à-dire des groupes pouvant aller jusqu'à vingt colons chargés de défricher la forêt et d'ouvrir les routes. Selon les propres dires des colons, le travail des brigades" s'est effectué avec beaucoup de difficultés, provoquant une confrontation quotidienne avec les adversités que la forêt présentait. » (NUNES, 2012, p. 20).

A titre d'exemple et pour confirmer ces dires,

« En 1881, les Français Jean Bertoz, Joseph Blainy, Léger Prère, Antoine Coulay et François Joanet, dans un courrier envoyé au président du Pará, ont rappelé les difficultés qu'ils ont rencontrées à leur arrivée à Bénévides. Dans le discours des colons, le travail des "brigades" exigeait une lutte contre l'immense forêt qui recouvrait les terres de la future de colonie, à commencer par les arbres de taille gigantesque, dont l'abattage nécessitait le travail de plusieurs hommes. En outre, les colons vivaient dans la peur de se trouver à tout moment face à des animaux féroces et traîtres. » (NUNES, 2012, p. 20).

En conclusion de la colonie de Benevides, point initial de la colonisation agraire de la zone bragantine, haut lieu de migration dans la province du Pará du 19^e siècle, on retiendra que

même si les migrants n'avaient pas forcément tous le profil de l'agriculteur moderne que les autorités espéraient, ces dernières, malgré leur parfaite connaissance de la situation, n'ont surtout pas su faire en sorte que ces migrants soient dans des bonnes conditions de produire et s'installer de manière définitive dans la région, voire attirent de nouveaux migrants.

Nous verrons que, les mêmes raisons conduisant souvent aux mêmes effets, la colonisation de l'Amazonie au cours de la seconde partie du 20^e siècle a souffert des mêmes carences que celles de la colonisation du 19^e siècle. Et ces carences émanaient tant de la gouvernance de l'Etat du Pará, que du pouvoir fédéral, et ont donc de manière assez logique conduit aux mêmes effets avec notamment un très grand nombre de migrants qui ont abandonné les terres à coloniser et sont revenus dans leurs régions d'origine ou ont migré vers les centres urbains où les conditions de vie étaient plus acceptables.

Par ailleurs, une fois les premières colonies agricoles mises en place et opérationnelles en Amazonie, et ce malgré les difficultés rencontrées, il aurait été normal de voir de nouvelles implantations à proximité des premières colonies pour mieux et plus approvisionner les centres urbains, éventuellement pour exporter et donc enrichir les provinces, asseoir un pouvoir territorial, viser un ou plusieurs autres objectifs, comme cela s'est fait dans quasiment toutes les autres régions brésiliennes. Il n'en fut quasiment rien en Amazonie. La raison en est vraisemblablement à chercher du côté démarrage du cycle du caoutchouc (1879-1945) qui a mobilisé très rapidement la plupart des forces productives en milieu rural, quitte à les détourner de leurs activités de l'époque, notamment l'agriculture. En plus de la main-d'œuvre locale amazonienne pouvant s'investir dans la collecte de la fameuse sève, le cycle du caoutchouc a attiré toutes les migrations possibles et imaginables en provenance autant du Brésil que d'Europe et des autres continents. De plus, le cycle du caoutchouc et les énormes plus-values réalisées à l'échelle de la filière, en particulier dans le secteur de la commercialisation, a également détourné à son profit tout ce qu'il y avait en termes de de transport fluvial et maritime en et vers l'Amazonie. Comme déjà mentionné en fin du Chapitre 2, les populations rurales du Sud du Pará, lointains descendants des éleveurs du Nordeste ayant migré au travers du Sertão jusqu'aux franges de l'Amazonie, s'étaient installées sur la rive occidentale du rio Araguaia et vivaient presque en autarcie. Avec le démarrage du cycle du caoutchouc, elles en sont devenues des acteurs locaux majeurs de par leur propre implantation locale devenant à mesure que le cycle prenait de l'ampleur, un endroit stratégique pour l'exploitation et le commerce du caoutchouc. Dans un tel contexte il était vain de vouloir implanter de nouvelles colonies, voire de maintenir celles existantes, à plus fortes raisons avec des migrants, tant l'opportunité offerte par le secteur du caoutchouc attirait toute la force de travail disponible. En outre, la richesse procurée par le caoutchouc permettait l'importation de tous les biens et équipements nécessaires à son exploitation et à son commerce, ainsi que tous les autres biens de consommation, notamment en milieu urbain, allant jusqu'aux franges architecturales les plus inimaginables dont les villes de Manaus et Belém gardent les vestiges.

Ainsi, le cycle du caoutchouc a laissé une empreinte majeure dans l'économie amazonienne, un peu à la manière d'un cycle de l'or dans d'autres régions – on parle d'ailleurs de l'époque dorée du caoutchouc. En effet, par la richesse produite, il a permis aux grandes villes amazoniennes de combler une partie de leur retard sur les autres grands centres urbains brésiliens en termes de bâtiments de prestige, électrification, voirie, etc. En revanche, il doit être considéré comme une régression d'un point de vue social, plus particulièrement dans le secteur de la main-d'œuvre. Pour preuve, alors que l'*Aviamento*, précédemment décrit, reculait dans tout le reste du Brésil au cours de la seconde partie du 19^e siècle, il est devenu très rapidement la règle en Amazonie, et de surcroît dans ses formes les plus asservissantes.

Conclusion

Pour revenir à notre questionnement et nos deux hypothèses de recherche, après une rapide synthèse des éléments marquants identifiés tout au long de ce Chapitre 3 sur le Brésil impérial, nous tenterons une comparaison avec d'autres zones brésiliennes et sud-américaines afin de mieux voir et comprendre comment ces éléments marquants peuvent éventuellement devenir des critères de différenciation entre les processus migratoires en Amazonie et au sein même de chacun d'eux.

Nous avons tenté de réunir ces éléments marquants en trois grands groupes : le type de demande, tant la demande brésilienne concernant le ou les profils des migrants que les attentes de ces mêmes migrants ; la localisation du futur lieu d'activités et surtout son isolement, ainsi que le contexte agro-écologique, notamment pour les colonies agricoles devant être implantées au sein et à la place d'un écosystème forestier amazonien ; l'ensemble de mesures de politique publique et administratives mises en œuvre pour assurer la réussite de la migration, en particulier le type d'opérateur en charge de mettre en œuvre et conduire la migration.

On discerne assez clairement trois types de demandes du Brésil impérial en termes de migration. La première, principalement portée par les grands propriétaires planteurs, plutôt au début et milieu de la période impériale, concerne une main-d'œuvre d'ouvriers agricoles, la plus corvéable possible, pour venir compléter et à terme remplacer la main-d'œuvre servile dans les plantations, cas par exemple des caféières de l'Etat de São Paulo. La seconde, plus à l'initiative du pouvoir impérial, qui appuyait également la précédente demande, concernait une main-d'œuvre de petits agriculteurs ou susceptibles de le devenir, afin d'occuper et de mettre en production au travers de colonies agricoles des terres vacantes, à plus fortes raisons celles proches des frontières du pays en vue de les sécuriser, cas des installations le long de la frontière avec l'Uruguay et l'Argentine. La troisième demande plus portée par quelques élites provinciales en mal de modernité, était d'attirer des migrants tels des développeurs avant l'heure, porteurs d'innovations techniques afin de contribuer à l'économie locale, notamment

l'approvisionnement des centres urbains, d'une part, mais aussi à la formation technique du milieu rural, comme ce fut le cas dans la zone bragantine. Nous disposons d'assez peu d'informations sur les attentes des migrants européens de la fin du 19^e siècle en dehors de la nécessité de survivre pour une grande partie d'entre eux, une opportunité d'avancée sociale, notamment avec un meilleur accès au foncier, alors bloqué dans l'Europe du 19^e siècle (PIKETTY, 2013), ainsi que diverses motivations diverses et variées allant d'une éventuelle perspective dans le commerce à la mise à distance d'un procédé policier ou judiciaire, voire d'un éloignement politique voulu ou forcé. Par contre, pour la colonisation de l'Amazonie brésilienne dans la seconde moitié du 20^e siècle, l'analyse de trajectoires montrent clairement les attentes des migrants, ainsi que les moyens qu'ils ont mis en œuvre pour leurs installations respectives, attentes et moyens qui sont des facteurs-clés de la différenciation observée dans leurs trajectoires.

A propos de la localisation géographique de l'implantation des migrants, elle a certes joué, vraisemblablement en fonction des caractéristiques socio-économiques du territoire concerné. Un isolement modéré, la proximité d'un centre urbain avec des opportunités autres que celles du travail de la terre, la présence d'un grand nombre de migrants ou de colonies avoisinantes, apparaissent comme des critères facilitateurs pour la réussite d'une implantation. En revanche, le cadre agro-écologique, en particulier la présence d'écosystèmes forestiers denses et donc a priori hostiles, nécessitant un fort investissement en termes de travail, a certainement dû être un facteur majeur de différenciation entre les colonies, notamment en Amazonie, comme nous avons pu le voir dans les témoignages des premiers migrants de la Bragantine. Cependant, même s'il n'en reste aujourd'hui que des vestiges, le biome de la forêt atlantique (*Mata Atlantica*), couvrant avant l'arrivée des Européens près d'un million de km², soit une grande partie du Sud-Est du Brésil, était assez similaire aux biomes forestiers amazoniens, en termes d'hostilité à la pénétration humaine, que ce soit le gigantisme de la végétation, en particulier les arbres, et les animaux sauvages pouvant terroriser des migrants qui n'y seraient pas accoutumés. Véritable jungle - mot utilisé à la fois par les Nord-Américains et les Européens pour qualifier ce type d'écosystèmes – elle fut le principal lieu d'activités de l'agriculture brésilienne du Brésil colonial et impérial. Et pourtant on retrouve moins, dans les quelques récits disponibles et dans la mémoire collective, ces caractères d'impénétrabilité et d'hostilité qui caractérisent les implantations des colonies en terrain forestier amazonien. Cette différence serait-elle due à d'autres facteurs compensatoires, telles que des terres déjà déboisées et préparées comme dans le cas des plantations du Sud-Est ou des politiques publiques d'installation appropriées, comme le manque en a été criant dans le cas de la Bragantine ? En contrepartie de ces inconvénients pour le migrant, les biomes forestiers présentent un avantage majeur sur les autres biomes par les cendres de leur brûlis qui fertilisent les terres à cultiver, même si ce n'est que pendant un nombre réduit d'années, deux ou trois au maximum. En outre, la localisation géographique devrait a priori jouer pour la

différenciation entre deux colonies localisées dans des situations contrastées, assez peu au sein d'une même colonie, même si face à l'adversité d'un contexte, les réactions humaines sont diverses et variées, en particulier en fonction du vécu et de l'isolement, ou pour être plus précis de l'approche collective de cette adversité.

Concernant nos deux hypothèses de recherche, nous avons vu tout au long du Chapitre 2 et du Chapitre 3 le rôle important des politiques publiques successives dans l'assemblage des facteurs à l'origine des migrations, puis dans la mise en route de ces migrations jusqu'à leur réalisation aboutissant à l'installation des migrants sur leurs lieux de travail ou dans les colonies. Nous avons également vu se différencier quelques groupes sociaux dans leurs stratégies et leurs modes opératoires. Ce fut le cas des planteurs de café de l'Etat de São Paulo, proches du pouvoir de la colonie, puis de celui de l'empire, intervenant dans l'élaboration des politiques publiques puis en profitant, notamment celles en lien avec le foncier et la main-d'œuvre. Ce fut également le cas des communautés nordestines qui, après avoir été chassées de leurs terres dans le Nordeste, ont migré à travers le Sertão, dans une logique de subsistance, à la recherche de terres libres et peu conflictuelles pour s'installer, ainsi que de pâturages pour leurs troupeaux.

Nous avons en revanche, dans le cas du Brésil colonial et impérial, peu de données sur la phase préparatoire des migrations dans les zones d'origine des migrants, alors que l'analyse de la littérature nous montre quelques exemples dans lesquels la préparation de la migration a joué un rôle essentiel dans la trajectoire de la migration et le devenir des colonies. Nous avons retenu à titre de comparaison trois exemples situés dans la même période de la seconde moitié du 19^e siècle et dans trois zones d'arrivées contrastées. Le premier exemple est celui de la Quarta Colonia ou Quatrième Colonie localisée dans le Rio Grande do Sul dans la partie la plus méridionale du biome de la forêt atlantique (*Mata Atlântica*), et composé principalement de migrants italiens et allemands (SANTINI, 1986 ; SPONCHIADO, 1996). Le second exemple est celui de la colonie aveyronnaise de Pigüé dans la Pampa argentine (MERCADIER, 1978 ; CABANETTES & GOMBERT, 1988). Le troisième est celui de la colonisation galloise dans le nord de la Patagonie argentine (CORONATO, 2017). Dans les deux cas argentins, on constate que la migration suggérée par le pouvoir argentin a concerné une ou plusieurs communautés ayant entre elles de fortes relations tissées au cours des décennies, voire des siècles dans leurs régions d'origine respectives. Pour conduire ces deux processus migratoires se trouvaient quelques individus pour lesquels la migration était devenue la meilleure issue possible face à l'adversité sur leurs terres respectives. Ces individus ont soigneusement préparé leurs migrations, incluant un ou plusieurs voyages préparatoires sur les terres à coloniser afin d'avoir en mains tous les éléments leur permettant d'une part de convaincre les potentiels migrants de leurs communautés, et d'autre part de bien préparer ces mêmes communautés à leurs nouvelles vies. Dans le premier exemple, les migrants ne sont pas de la même communauté, mais viennent, en particulier les Italiens, de la même région, celle du Nord-Est de l'Italie, et ont

migré, pour beaucoup, à plusieurs membres des mêmes familles, ce qui renforce le collectif de cette migration. Pour revenir à la zone bragantine colonisée au cours des mêmes deux décennies, il semble évident qu'une migration de type communautaire incluant une préparation comparable à celles de nos trois exemples précédents aurait eu des effets escomptés d'une autre nature, ou tout au moins aurait conduit à une installation moins compliquée, ne serait-ce qu'en raison de la préparation des migrants à leur nouvelle terre et de leur approche collective des problèmes et contraintes rencontrés.

Cette dimension patrimoniale de la migration apparaît donc comme un facteur essentiel et favorisant pour un succès de l'installation. Quelques auteurs y font d'ailleurs référence dans les migrations de la colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle, notamment WOOD (et *al.*, 2015) et VEIGA (et *al.* 2004), respectivement pour la Transamazonienne et le Sud du Pará. Pour ces auteurs, le migrant n'est que très rarement un aventurier. Il migre quasiment toujours vers un lieu soit qu'il connaît déjà pour y avoir effectué un voyage préparatoire, soit qu'il dispose d'informations relativement précises et fiables sur la terre qu'il aura à cultiver et les conditions de vie qui l'attendent. De plus, à son arrivée, il fait en sorte d'être accueilli par une personne de sa famille ou un proche ou au pire une connaissance qui l'aidera dans son installation.

Chapitre 4

Le Brésil, de la “Vieille République” à la seconde guerre mondiale

Introduction

L'arrivée des vagues de migration dans la seconde moitié du 19^e siècle a été concomitante de l'instauration de la république à la place du Brésil impérial en 1889. Cette instauration, qui même si elle fut soudaine, étant le résultat d'un coup d'Etat mené par le Maréchal Deodoro, s'est néanmoins préparée puis s'est faite de manière progressive, dans la mesure où plusieurs pans de la société étaient prêts à en finir avec le gouvernement impérial. L'avènement de la république s'est traduit par la restructuration du pouvoir en place et l'émergence de nouveaux pouvoirs qui, par le jeu d'intérêts, alliances et de conflits, ont remodelé la gouvernance à l'échelle du pays. Cette restructuration s'est déroulée sur la période d'une cinquantaine d'années, de la fin du 19^e siècle au début du 20^e siècle dans ce qu'on appelle la Vieille République (*Velha República*). Cette dernière a duré jusqu'au tout début des années 30 et la crise mondiale de l'après-guerre ouvrant la voie à une autre ère du Brésil républicain. Deux périodes sont clairement identifiées dans la Vieille République. Elles correspondent d'ailleurs à deux républiques successives, la 1^e et la 2^e. La première, dominée par les militaires, d'où son nom de "République de l'Epée" (*República da Espada*), correspond à une phase transitoire du Brésil impérial au Brésil républicain, alors que la seconde, appelée "*República dos Coronéis*", du nom de cette même figure de chef de guerre que nous avons déjà rencontré dans le Brésil colonial, dont le pouvoir perdure, s'adapte, se consolide, notamment dans le milieu rural, avec des formes de gouvernance basées sur le paternalisme et la soumission qui ont fait école dans toute la période coloniale et impériale. On appelle aussi cette période, la "République du Café au Lait" (*República do Café com Leite*), en raison de la toute-puissance des Etats de São Paulo et du Minas Gerais et de leurs économies rurales respectives, avec comme fers de lance le café pour le premier et la production laitière pour le second.

La Vieille République prend fin avec la crise de 29, là aussi de manière assez brutale par une révolution, qui répondait une longue série d'errements politiques et économiques divers et variés de la période et dont nous allons décrire et expliquer une partie. Getúlio Vargas prend la tête de cette 3^{ième} République brésilienne qui deviendra une dictature à partir de 1937 dans ce qui sera appelé l'Etat Neuf (*Estado Novo*), dictature issue d'un nouveau coup d'Etat mené par le même Getúlio Vargas, et cela contre une soi-disant possible révolution fomentée par un complot communiste. En 1945, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, Getúlio Vargas sera

destitué par un nouveau coup d'Etat militaire. Durant ce pas de temps, les trois gouvernements successifs de Getúlio Vargas avaient instauré une nouvelle dynamique dans le Brésil républicain, rompant avec la Vieille République tant dans le domaine de la gouvernance fédérale et des Etats fédérés que dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques auxquelles les populations rurales et urbaines ont été appelées à adhérer.

Concernant notre problématique et notre question de recherche, nous attendons de ce chapitre à la fois un apport important sur la différenciation des groupes de migrants et un affinage sur le rôle des politiques publiques dans le processus migratoire, ainsi que dans la différenciation des futures trajectoires des migrants. En effet, une grande partie des futurs migrants de la colonisation du milieu du 20^e siècle sont les descendants, surtout petits-enfants, parfois enfants et même arrière-petits-enfants, de colons arrivés au Brésil sous la Vieille République, en fin du 19^e et au début du 20^e siècle, en provenance principalement d'Europe centrale (Italie, Allemagne, Pologne, Ukraine, etc.) aux côtés de descendants de colons, également en provenance d'Europe, dont beaucoup de la péninsule ibérique et du bassin méditerranéen, installés depuis plus longtemps dans le Sud-Est, le Nordeste et le Brésil Central aux époques coloniale et impériale.

4.1 La Vieille République

Selon Mattos (2012), la politique impériale brésilienne permet de comprendre une partie des ruptures et des continuités apportées par la Vieille République. L'héritage colonial s'estompe progressivement avec l'instauration de nouveaux rapports sociaux et politiques, notamment en raison de l'abolition de l'esclavage. Rappelons que le Brésil a été le dernier pays d'Amérique à s'y soumettre de manière officielle, et cela de façon assez contradictoire dans la mesure où de nombreux partisans de la république n'étaient pas des partisans de l'abolition. Nous traiterons donc tout d'abord les premiers pas de la Vieille République, notamment l'élaboration de la Constitution de 1891, car il s'agit de la période où est arrivée au Brésil une grande part des parents et grands-parents des migrants qui coloniseront l'Amazonie à la fin du 20^e siècle. Dans un second temps, nous aborderons les relations sociales et de travail en milieu rural considérant qu'il s'agit du contexte dans lequel vivaient les colons de l'Amazonie du 20^e siècle avant leurs migrations. Enfin nous parlerons de quelques révoltes qui ont marqué la Vieille République dans la mesure où elles ont changé de manière durable les rapports sociaux et politiques, en particulier dans le monde rural.

4.1.1 Premiers pas de la Vieille République notamment la Constitution de 1891

L'avènement de la république apparaît comme la conjonction de plusieurs facteurs comme le mentionne Silva (1987). En 1988, les partisans de l'instauration de la république se

sont rapprochés des militaires qui, notamment sous la conduite du Maréchal Deodoro, n'était pas particulièrement convaincus de la nécessité de mettre fin à la monarchie, dans la mesure où l'empereur du Second Règne jouissait toujours d'une grande reconnaissance et forte respectabilité dans le pays. Toutefois, la perspective d'un éventuel troisième règne posait problème en raison du mariage de la princesse Isabel, héritière du trône, au Français Gaston d'Orléans, descendant des Bourbons. Dans le Brésil catholique, qu'un étranger soit par alliance maritale très proche du pouvoir et donc de la destinée du pays, a avivé la volonté républicaine. Le coup de grâce a été porté par l'abolition de l'esclavage dont le Brésil était le dernier tenant du continent.

Comme le disent Schwarcz & Starling (2015), il était temps et opportun de tourner la page de la monarchie et de démarrer une nouvelle ère, avec le départ de la famille impériale au Portugal le 17 novembre 1889, comme cela a été précédemment mentionné. Afin d'inscrire dans la durée les prémices de la nation républicaine, quelques actes significatifs ont été réalisés, en particulier la place du Paço (Larga do Paço) où se tenaient les cérémonies et défilés impériaux majeurs à São Paulo, a été rebaptisée Place du 15 novembre, date officielle de la fin de l'empire et du début de la république. De même le chemin de fer Pedro II et le collège du même nom de l'empereur, ont été rebaptisés respectivement Gare Centrale et Collège National.

D'après Fausto, si le passage de l'empire à la république a été relativement calme et peu conflictuel, les années suivantes ont été le théâtre de disputes pour le pouvoir avec des intérêts divergents et des conceptions différentes de ce même pouvoir. Toutefois,

« Les représentants politiques de la classe dirigeante des principales provinces de São Paulo, Minas Gerais et du Rio Grande do Sul, ont défendu l'idée d'une République fédérative, qui assurerait un degré d'autonomie considérable à ces mêmes provinces. » (FAUSTO, 2006 p.13).

L'autonomie portait principalement sur (i) l'implantation d'un système de gouvernance de type républicain dans chacun des Etats, avec un président/gouverneur à la tête de l'exécutif et le pouvoir législatif tenu par des chambres, (ii) la formation des gardes avec pouvoir de police dans chacune des provinces, et (iii) la capacité à contracter des prêts auprès des banques étrangères.

Parallèlement, les militaires, mis à l'œuvre pour l'instauration de la république, ont gardé beaucoup d'influence tout au long de la première et courte phase de la Vieille République, qui d'ailleurs porte le nom de "République de l'Epée" (*República da Espada*), de 1889 à 1894, et cela d'autant plus facilement qu'elle était gouvernée par des militaires, le Maréchal Deodoro da Fonseca, puis le Maréchal Floriano Peixoto. Le principal acte de la République de l'Epée a été l'élaboration de la Constitution de 1891. Les quatre points majeurs de celle-ci sont (i) le républicanisme comme forme de gouvernement du Brésil ; (ii) le président élu librement et au

suffrage direct pour un mandat de quatre ans est le plus haut responsable de l'exécutif ; (iii) la séparation des trois pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, et le vote pour les élire attribué aux hommes de plus de 21 ans, les femmes, les analphabètes et les militaires non-gradés n'avaient pas le droit de vote ; (iv) le fédéralisme établi comme principe de gouvernance entre les provinces devenus Etats et donc grandement autonomes vis-à-vis du pouvoir central, comme indiqué ci-dessus, c'est-à-dire pouvoir financier (collecte de l'impôt et accès aux prêts) et de sécurité.

La seconde phase, la plus longue, de 1894 à 1930, porte le nom de "République oligarchique" et se caractérise par l'alternance du pouvoir fédéral entre les oligarchies des États de São Paulo et du Minas Gerais, respectivement dominées par les filières caféières et laitières, d'où l'attribut de politique du café au lait donnée à cette période. À cette époque s'impose également la figure du *Coronel*, appellation donnée pendant la monarchie mais sans lien avec la hiérarchie militaire, déjà présentée dans le chapitre sur le Brésil colonial et sur laquelle nous reviendrons plus en avant. Malgré l'instauration de la république les *Coronéis* et leurs familles ont maintenu leur prestige social, politique et économique, ayant exercé sous la monarchie, différentes formes de pouvoir et de domination dans les localités rurales sur lesquelles étaient leurs terres.

Le changement républicain par rapport à la période monarchique est le quasi arrêt des débats relatifs aux problèmes sociaux et à la participation politique, et cela au détriment des intérêts des petits groupes politiques oligarchiques. « *En d'autres termes, le peuple a été aliéné de toute participation aux processus décisionnels, caractérisant ce que certains auteurs appellent le "libéralisme oligarchique".* » (VARES, 2012, p. 124).

Ce même auteur détaille en quoi la mise en route de la république avec la constitution de 1891 n'a pas satisfait aux attentes sociales et politiques, non seulement des initiateurs de la république, mais aussi du peuple brésilien en général.

« Même en remplaçant la "démocratie impériale" du régime précédent, caractérisée par une participation politique limitée, puisque seules les personnes disposant de revenus suffisants pouvaient voter, la Constitution républicaine de 1891 n'a pas représenté de grandes avancées par rapport au système électoral monarchique remplacé. Il y a même eu un recul d'un point de vue législatif, la Constitution républicaine de 1891 ayant retiré à l'État l'obligation de fournir un enseignement primaire, alors que cette exigence était notifiée dans la Constitution de 1824. Un libéralisme strict prévalait, alors qu'il était déjà dépassé dans d'autres pays. En particulier, la Constitution républicaine interdit au gouvernement fédéral de s'immiscer dans la réglementation du travail. Ainsi, l'extension des droits politiques par le vote n'est pas devenue une participation effective de la population, car l'accès au

débat a été bloqué par les oligarchies, qui ont profité de la misère matérielle et intellectuelle de la masse pour transformer la constitution républicaine en un instrument juridique d'exclusion par des ajustements politiques. » (VARES, 2012, p. 124-125).

Il faut rappeler que "la démocratie impériale" avait défini qui seraient les électeurs, et cela en fonction de leurs biens, de leurs propriétés et de leurs revenus (JAEGUER, 2004). La fin de cette pratique pris fin avec la constitution républicaine en 1891. Cependant, cette même constitution n'a pas proposé de réelles avancées significatives dans ce domaine, avec comme conséquence la permanence des liens entre les grandes familles de notables et les sphères du pouvoir, d'une part, et des zones rurales soumises à ces mêmes grandes familles ainsi qu'à un système d'achat et de manipulation des votes, d'autre part.

« Notre République, après le moment initial d'espoir d'expansion démocratique, s'est consolidée sur un minimum de participation électorale, sur l'exclusion de l'implication populaire dans le gouvernement. Il s'est consolidé sur la victoire de l'idéologie libérale pré-démocratique et darwiniste, renforçant le pouvoir oligarchique. » (CARVALHO, 1987, p. 161).

Le passage du vote des seuls grands électeurs à celui de toutes les personnes alphabétisées est complexe à réaliser dans le Brésil de la fin du 19^e siècle où l'éducation n'a jamais été une priorité et où la plupart des individus ne savaient pas lire et encore moins écrire leurs propres noms. Cette carence éducationnelle a conduit à la manipulation des votes au bénéfice des grands électeurs qui en contrepartie des votes distribuaient des faveurs.

« Selon la constitution, seuls les électeurs brésiliens et alphabétisés pouvaient voter, artifice permettant de contrôler l'électorat dans les campagnes. Une simple signature ou même l'écriture grossière de son nom suffisaient à valider le vote d'un électeur, d'autant plus qu'il avait souvent à ses côtés au moment du vote un sbire de coronel local lui indiquant son choix électoral. Le vote n'étant pas secret, la violence contre l'électorat avant, pendant et après les élections était monnaie courante. Ce système de vote est localement connu sous le nom de "vote au licol" en raison de la truculence à laquelle les électeurs étaient soumis dans le choix du candidat. Pratique courante dans plusieurs régions du pays, en particulier dans les zones les plus reculées, elle a contribué à accroître l'hégémonie des représentants de l'oligarchie d'État dans les communes. » (VARES, 2012, p. 127-128).

Cette dérive oligarchique et autoritaire, voire dictatoriale car violente, de la politique électorale, notamment en milieu rural, et cela sur un pas de temps relativement long de quelques décennies, a certainement contribué à façonner la vie politique dans les colonies de

migrants qui se sont installées pour la plupart pendant cette période. Même si les migrants n'étaient pas tous originaires de régimes démocratiques exemplaires d'un point de vue électoral, loin s'en faut, les colonies naissantes ont vraisemblablement se fondre dans le système oligarchique en place, ne serait-ce que pour exister d'un point de vue politique et territorial, avec les conséquences qu'on peut imaginer en termes d'éducation politique des plus jeunes.

4.1.2 Les relations sociales et de travail en milieu rural sous la Vieille République

Les conditions de vie et de travail en milieu rural, en particulier pour les familles pauvres, n'ont pas évolué avec le passage du régime impérial à celui de la vieille république.

« L'écrasante majorité de la population rurale a toujours été abandonnée par la puissance publique, à la merci de la discrétion de ceux qui ont toujours eu et jouissent de la possession de la terre. Les habitants des petits centres urbains sont soumis aux mêmes conditions générales de violence que la société rurale. Le travailleur rural, sur les terres du planteur, lui livrait presque tout le fruit de son travail, en gardant seulement le minimum pour sa subsistance. L'insécurité était une constante dans la vie du travailleur rural. En l'absence d'une législation de sécurité sociale pour le soutenir de manière efficace, il était désarmé pour faire face au pouvoir du "patron". » (JANOTTI, 1992, p.42).

Le coût de la location d'un lopin de terre était élevé. Il correspondait toujours à plus de la moitié de production, souvent près ou plus des trois quarts, que l'exploitant devait reverser au propriétaire. De plus, les contrats étaient annuels, ce qui signifie qu'un exploitant n'avait pas la certitude d'exploiter la même terre l'année suivante. Janotti (2012) donne plus d'informations sur les relations particulières entre le propriétaire et l'exploitant.

« En général, l'ajustement des conditions de travail [entre le propriétaire et l'ouvrier] n'était que verbal, avec cependant des formes variées de contrats. Selon les régions, le travailleur recevait différentes dénominations : le "résident" (caseiro) ou fermier, vivant sur la ferme, pouvant être ou non métayer (meiero). Il pouvait être ouvrier temporaire (braçal), n'étant employé que pour une tâche déterminée. Il pouvait être agrégé de la famille (agregado), un statut d'intégré à la famille sans pour autant en bénéficier des avantages [et qui correspond plus aux anciens esclaves de maison]. Il pouvait aussi être locataire sur des terres en

général considérées comme peu fertiles ou nécessitant un déboisement. » (JANOTTI, 1992 p. 43).

Il est intéressant de noter que ce type de contrats existe toujours en milieu rural, et ne concerne pas seulement les grands propriétaires terriens. Ils sont également en vigueur dans les exploitations de taille moindre ainsi que dans les exploitations familiales, un peu comme le système avait perduré au cours du 20^e siècle et se reproduisait dans toutes les classes sociales. Ceci est particulièrement intéressant pour notre hypothèse de recherche sur la différenciation des groupes de migrants car dans plusieurs colonies agricoles issues de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle, des migrants ont adopté ces formes de relations sociales, alors que d'autres sont restés sur les modèles instaurés par les pouvoirs publics. Il sera intéressant de voir la part des migrants d'origine européenne, notamment les Sudistes, qui ont changé de système entre leur arrivée au Brésil et leur implantation en Amazonie, et d'un autre côté la part de ceux, notamment parmi les Nordestins, ayant gardé les formes que leurs parents, grands-parents ou arrière-grands-parents ont amené avec eux dans la migration.

« Dans les régions d'immigration, où des contrats de travail différents ont été établis, les accrochages entre propriétaires et colons ont été plus fréquents, [concernant le processus électoral]. Mais comme l'étranger ne votait pas, il était en général expulsé avec violence afin de ne pas "contaminer" les autres par sa rébellion, et en conséquence porter atteinte à la domination électorale du colonel. Selon les caractéristiques économiques de chaque région, les relations de travail sont différentes, mais dans toutes, il n'y a qu'un seul principe : les droits des planteurs ou fazendeiros d'un côté et les obligations des ouvriers agricoles d'un autre côté. » (JANOTTI, 1992 p.43).

La même auteure parle de la situation précaire des ouvriers agricoles en cas de vente de la propriété dont l'avenir dépendait étroitement du bon vouloir du nouveau propriétaire. Quant à la mobilité des ouvriers agricoles, elle ajoute :

« On admet l'idée qu'habituellement plusieurs générations d'ouvriers agricoles d'une même famille sont restées sur la même propriété. Cependant, la réalité est tout autre. Le travailleur rural se caractérise beaucoup plus par sa mobilité que par son installation au même endroit. » (JANOTTI, 1992 p. 44).

Toute cette information liée à la vie sur la plantation se rapporte avant tout aux ouvriers agricoles, anciens esclaves ou descendants de migrants au cours des décennies du 19^e siècle et des siècles précédents, en particulier ceux dont les migrations ont été pensées pour compléter puis remplacer la main-d'œuvre servile. Elle concerne moins les migrants de la fin 19^e siècle et du début du 20^e siècle venant pour occuper les colonies situées sur les terres vacantes, ainsi que celles localisées à proximité des frontières, migrants dont les descendants

constitueront une grande part de la vague de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle. En revanche, cette information concerne beaucoup les populations rurales du Nordeste qui elles aussi ont constitué une part importante de la colonisation amazonienne, déjà pendant le cycle du caoutchouc à la fin du 19^e siècle, mais aussi à la fin du 20^e siècle.

Par ailleurs, la précarité et l'incertitude sur l'avenir de cette large frange de la population rurale vivant et travaillant la terre des autres expliquent qu'elle ait préféré la stabilité en restant sous l'autorité d'un *coronel*, même si elle devait parfois en souffrir, voire éventuellement en changer. A contrepartie, un *coronel* avait tout intérêt à s'attacher les services d'une population qui lui était fidèle et qui le lui démontrait lors de votes. Ainsi,

« ... le fonctionnement des institutions publiques et administratives, dans leur caractère impersonnel, étaient loin d'être compris et appliqué par l'homme de la campagne. Les pouvoirs de la République étaient personnifiés par le président, le gouverneur, les députés. Le coronel s'est donc progressivement imposé comme leader naturel, de par son pouvoir, ses relations et sa richesse [les trois allant souvent de pair]. Selon le potentiel économique de la zone, le coronel peut être un petit fazendeiro ou un propriétaire foncier dont la fortune provient d'activités non agricoles, bancaires ou commerciales. Solidement ancrée dans la protection et la loyauté, la société rurale repose sur l'échange de faveurs, d'homme à homme. Le coronel offre [voire impose] sa protection et exige en retour une adhésion sans restriction. Ainsi dans certaines localités isolées, le coronel se comportait comme un petit seigneur féodal, certains ayant leur propre force armée et même frappant des pièces de monnaie. » (JANOTTI, 1992, 57 p.)

Le système de type féodal mis en place par les *coronéis* s'est ainsi maintenu tant que les pouvoirs publics ne sont pas intervenus directement en milieu rural au travers des institutions. Face à l'absence ou la très faible intervention des pouvoirs publics dans les communautés rurales, le *coronel* assurait la fonction de l'Etat, d'autant plus qu'il était en relation avec les représentants politiques à l'échelle locale et régionale

4.1.3 Les mouvements sociaux dans et contre la Vieille République

Selon Fausto (2006), sous la première république, les mouvements sociaux ouvriers ont pris de l'ampleur, tant dans les campagnes que dans les villes. Selon cet auteur, ils pouvaient être divisés en trois grands types: ceux d'essence religieuse s'appuyant sur une revendication d'ordre social, ceux qui combinent une demande religieuse et une forte demande sociale, et ceux essentiellement d'ordre social sans connotation religieuse particulière.

Selon Domingues (2005), les mouvements *Canudos* et *Contestado* sont des exemples du premier et du second type. Ils ont mobilisé le peuple contre le système en place, notamment le régime politique républicain, en tant que nouvel ordre qui favorise les puissants et n'établit que plus d'oppression. En opposition à la république, ces deux mouvements défendent l'idée d'une monarchie, sans oppression, et non le retour au pouvoir monarchique. Par ailleurs, tant *Canudos* que *Contestado* étaient organisés autour de leaders charismatiques, adulés, des prophètes en quelque sorte: Antônio Conselheiro pour *Canudos*, João Maria et José Maria pour *Contestado*.

4.1.3.1 La Guerre de *Canudos*

Selon Cunha (1902) la guerre de *Canudos* aurait été le plus grand mouvement de résistance à l'oppression exercée par les grands propriétaires terriens au Brésil. Elle s'est déroulée de 1893 à 1897 dans la région de *Canudos* située dans l'arrière-pays de l'Etat de la Bahia. Cette guerre est la conséquence de l'extrême misère dans laquelle vivaient les populations pauvres et rurales dans le Sertão du Nordeste, telles que nous les avons décrites dans les premiers chapitres. La guerre de *Canudos* a dans un premier temps, 1893-1896, opposé les *jagunços*, hommes de main des *coronéis* de la région aux *cangaceiros*, fidèles du charismatique Antônio Conselheiro. Les deux groupes belligérants étaient tous les deux composés de *Sertanejos*, hommes d'origine rurale et de l'arrière-pays, comme présenté dans le chapitre 2. A partir de 1896, l'armée est intervenue pour mater la rébellion dans le sang et ainsi rétablir l'ordre républicain.

Toujours d'après les mêmes auteurs, Antônio Conselheiro est originaire de l'Etat du Ceará, puis il a migré et prêché dans les Etats du Pernambouc et de Sergipe en promettant de sauver les âmes de ceux qui le suivaient. Puis, accompagné de ses cohortes de fidèles, il s'est installé dans la région de *Canudos* dans l'arrière-pays de l'Etat de la Bahia. Plus précisément il s'est installé dans la ville décrétée par lui sainte de Belo Monte, qui est très rapidement devenue le lieu de convergence des exclus et des persécutés, dans la mesure où la règle était l'absence de différenciation sociale et le bien-être de la communauté. Les troupeaux et les cultures étaient à tous et tous y travaillaient, chose inouïe à cette époque dans le Brésil républicain rural dominé par les *coronéis* servis par les *jagunços*. En quelques mois, Belo Monte a ainsi réuni près de 30 000 fidèles.

Très rapidement, prêtres, qui perdaient leurs fidèles, et *coronéis*, dont le pouvoir était contesté et les propriétés éventuellement pillées par les *cangaceiros*, s'allièrent contre ceux qu'ils considéraient et appelaient fanatiques. Les deux premières expéditions punitives menées par les *coronéis* ont été vaincues, les *cangaceiros*, luttant pour leur survie et adoptant avant l'heure les techniques de guérilla, de surcroît dans un biome de forêt aride, basse mais très dense, qui leur convenait et qu'ils connaissaient mieux que leurs adversaires. La troisième

expédition punitive, décidée cette fois au niveau de l'Etat de la Bahia et menée par un *coronel*, a également été vaincue et le *coronel* tué. Ce n'est que la quatrième expédition menée par l'armée brésilienne, avec près de 5000 hommes dotés d'un équipement lourd fait de canons, que Belo Monte a été prise, détruite et ses habitants massacrés.

La guerre de Canudos a :

« ... donné lieu à diverses interprétations et a tragiquement marqué le processus de transition politique menant au régime républicain. La recherche d'explications sur la nécessité d'exterminer une population estimée à 25 000 misérables et mal armés Sertanejos a suscité de très nombreux écrits. » (HERMANN, 1996, p.81).

La même auteure s'intéresse particulièrement au :

« ... contexte politique qui a transformé des Sertanejos affamés en ennemis nationaux, un processus qui a légitimé la construction d'une identité, d'une part, et la nécessité d'une exclusion physique de l'adversaire, d'autre part. Ce même raisonnement peut être utilisé pour les arguments qui ont sous-tendu le discours scientifique qui, opposant civilisation et barbarie, prêchait la nécessité scientifique, sociale et morale d'éliminer les Brésiliens considérés comme des bâtards et des bons à rien, "naturellement" opposés à l'ordre et au progrès. Dans cette perspective, discuter de l'extermination de Canudos cent ans plus tard, à partir du binôme identité et exclusion, semble aussi contemporain que de parler de l'énorme fossé qui sépare encore le discours de la pratique effective du plein exercice de la citoyenneté au Brésil en cette fin de siècle et de millénaire. » (HERMANN, 1996 p.83).

Hermann laisse clairement entendre que le contexte n'a pas tellement changé entre la guerre de *Canudos* à la fin du 19^e siècle et la situation rurale brésilienne à la fin du 20^e siècle. La guerre de *Canudos* est gravée dans la mémoire collective des *Sertanejos*, notamment de ceux qui migreront en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle.

Par ailleurs, avec la guerre de *Canudos*, Hermann (1996) présente un des ouvrages majeurs du journalisme et de la littérature au Brésil, à savoir "*Os Sertões*" (Les *Sertões*) de Euclides da Cunha :

« L'ouvrage "Os Sertões" de Cunha (1902) raconte les expéditions militaires qui ont détruit Belo Monte dans laquelle le lecteur apprécie la grande sensibilité de l'auteur dans la description du Sertanejo et de ses coutumes. Mais il oublie de mentionner les motivations qui ont rendu nécessaire une action aussi violente de l'armée. Euclides da Cunha est venu sur le théâtre des opérations, en tant que correspondant du journal L'État de São Paulo, en août 1897, alors que la destruction de Belo

Monte était déjà devenue une question nationale. Il était venu avec la conviction qu'il s'agissait d'une authentique conspiration monarchique contre laquelle il fallait lutter. Mais lorsqu'il est arrivé au sertão, il a rencontré une population misérable et une réalité complètement différente de celle qu'il connaissait sur la côte "civilisée" de l'Etat de São Paulo. Le choc a peu à peu changé son analyse et il a fini par produire l'une des premières études sociologiques au Brésil. » (HERMANN, 1996, p.84).

4.1.3.2 La Guerre du *Contestado*

La guerre du *Contestado* démarre à la fin de 1912, se poursuit jusqu'en 1916 et a pour théâtre un territoire centré sur l'actuelle commune de Irani-PR, à la frontière entre les Etats du Paraná et de Santa Catarina dans le Sud du Brésil, où la compagnie des chemins de fer brésiliens s'était appropriée de terres pour la construction de la ligne São Paulo – Rio Grande dans le Rio Grande do Sul. L'appropriation, effective depuis 1908, porte sur une bande de terre de 15km de large de chaque côté de la future ligne, terres sur lesquelles étaient installées diverses populations, notamment un grand nombre de *posseios*, petits exploitants sans titre foncier officiel, mais considérant que, comme la loi foncière le laissait entendre, la mise en culture d'une terre la rendait possession de son exploitant, d'où l'appellation de *posseio* donnée à cet exploitant. Le conflit débute par l'expulsion en 1911 des *posseios*, mais aussi celle des autres habitants avec ou non titre foncier, qu'ils soient petits paysans, communautés d'anciens esclaves, exploitants forestiers, artisans et commerçants des villages et bourgs traversés par la future voie ferrée, et même les leaders locaux de ces terres. Le conflit s'aggrave par le fait que les terres concernées sont riches, en particulier en arbres de valeur mais également pour diverses cultures annuelles et pérennes, dont la fameuse *erva maté* dont la consommation est plus qu'une tradition fortement ancrée dans le Sud du Brésil. De surcroît, l'exploitation des terres concernées est rendue impossible en raison de l'implantation par la compagnie ferrée d'une entreprise forestière étrangère en charge de mettre en valeur les arbres et autres ressources disponibles.

Le conflit prend de l'ampleur avec le licenciement pur et simple des quelques milliers d'ouvriers de la compagnie ferrée, de quatre à huit mille selon les chiffres, pour la plupart amenés des Etats de Rio de Janeiro et du Pernambouc avec promesse d'être ramenés chez eux une fois terminée la construction de la voie ferrée. Ces ouvriers licenciés rejoignent logiquement les mécontents de l'action publique menée par le pouvoir appuyé par ses bailleurs de fonds et investisseurs étrangers, internationaux dirait-on aujourd'hui, au détriment des populations locales méprisées et considérées comme de seconde valeur.

Le côté messianique de la guerre du *Contestado* se rattache à trois personnages, qui se sont succédé sur la période du conflit, en particulier le premier, un moine au nom de José Maria autour duquel se rassemble le mouvement contestataire, mais qui meurt en 1912 dès le premier affrontement avec les forces armées et de police. Toutefois, son départ aura eu presque plus d'effet que sa présence sur la mobilisation dans la mesure où ses fidèles attendaient sa prochaine résurrection.

Comme dans la guerre de *Canudos*, la guerre du *Contestado* a regroupé, sous la houlette d'un religieux, des populations principalement rurales, luttant pour la reconnaissance de leurs droits fonciers, en particulier conserver les lopins de terre qu'elles exploitaient et qu'elles considéraient comme leur appartenant.

Un peu selon un scénario assez comparable à celui de la guerre de *Canudos*, l'armée appelée en renfort par les *coronéis* locaux pour mater la rébellion du *Contestado*, mettra le temps d'une première défaite avant de prendre, en équipements et moyens humains, la mesure de l'adversaire et de le massacrer, tant les hommes que les femmes combattantes à l'image de Maria Josée, portant le nombre de victimes à près de dix mille morts, en écrasante majorité dans le camp des rebelles.

4.1.3.3 La grève des travailleurs agricoles de Ribeirão Preto dans l'Etat de São Paulo

Il s'agit d'un mouvement social des ouvriers agricoles de Ribeirão Preto, Etat de São Paulo en 1913 pour l'obtention de meilleures conditions salariales et de travail. Selon Fausto (2006), parmi les centaines de grèves ouvrières qui ont laissé un triste bilan, la plus importante est celle de Ribeirão Preto, menée au moment de la récolte du café et rassemblant des milliers de colons issus de l'immigration italienne, portugaise et espagnole, qui ont paralysé les grandes plantations. La police et le consul italien, en raison de la grande présence de colons d'origine italienne, ont tenté de servir d'intermédiaires dans les négociations. Les objectifs des grévistes n'ont pas été satisfaits.

Toujours selon (FAUSTO, 2006), la revendication rurale menée en ville a été à la fois nouvelle et essentielle dans cette grève. En effet, la concentration en ville des usines et des divers services de l'activité agricole a plus facilement permis le rassemblement de centaines de travailleurs autres que ruraux, mais motivés par la cause commune d'amélioration de leurs conditions salariales et de travail. Même si les conditions de vie et de travail variaient de façon notable entre les différentes plantations, le rassemblement du mécontentement en milieu urbain a, d'une part, permis de contextualiser les divers problèmes à l'échelle de chaque plantation et, d'autre part, facilité la circulation des informations, la coordination du mouvement, ainsi que la liberté d'action des grévistes.

Sans atteindre l'ampleur et le côté dramatique des trois grands mouvements précédemment cités, les conflits se sont multipliés, notamment au cours des années 20,

montrant la fragilité économique d'une grande partie de la population brésilienne, que ce soit dans les grands centres urbains, comme la grève des ouvriers des caféières de Ribeirão Preto, ou dans des régions les plus reculées, cas des arrière-pays des Etats de la Bahia et du Paraná – Santa Catarina, lieux de révolte respectifs des guerres de *Canudos* et *Contestado*. Ces conflits mettent en lumière la mainmise des autorités politico-administratives de la république, et de leurs courroies de transmission qu'étaient les *coronéis*, sur la population rurale et à son détriment. Cela questionnait ainsi la validité du processus de transition entre la monarchie impériale et la gestion républicaine du pays. Parallèlement aux conditions de vie misérables de la plus grande part de la population rurale, ces conflits mettent aussi en avant la question foncière dans laquelle le Brésil est empêtré depuis l'époque coloniale, comme nous l'avons mentionné au début de cette thèse.

On retiendra de cette partie relative à la Vieille République que "Tout a changé mais rien n'a changé" en termes de pouvoir du Brésil impérial au Brésil républicain, avec une fracture qui continue entre d'un côté les tenants de la terre, c'est-à-dire les grands propriétaires et les *coronéis* qui ont su s'adapter au nouveau système, et d'un autre côté l'immense majorité du peuple n'ayant pas accès du foncier ou cantonné à son petit terrain pour assurer sa survie. En particulier rien n'a vraiment changé dans les conditions de vie et de travail des populations rurales ouvrières et familiales, en dehors de l'abolition de l'esclavage qui a rendu ces mêmes populations rurales en théorie moins soumises mais en réalité dans une autre précarité au moins aussi dramatique que l'esclavage. On retiendra également le poids grandissant de la force publique, notamment l'armée qui, malgré ses dissensions, perdure dans son statut de recours toujours possible pour le pouvoir en place, même si violent et sanguinaire, en maintenant, voire rétablissant l'ordre établi.

4.2 La Révolution de 1930 et les prémices du Nouvel Etat (*Estado Novo*)

La révolution de 1930 et les quelques années qui suivent sont essentielles à comprendre pour notre problématique de recherche dans la mesure où ce fut la première fois de son histoire que le Brésil tentera de contrecarrer l'omniprésence de sa logique d'exportation, principalement agraire mais également minière, logique issue de sa période coloniale et en permanence renforcée, pour entrer dans une logique de production industrielle avec agrégation de valeur dont les classes sociales basse et moyenne seraient a priori les bénéficiaires, surtout la classe moyenne sur laquelle l'homme fort du moment, Getúlio Vargas, cherchera à ancrer sa politique. Dans un premier temps sera décrite la révolution de 1930 en mettant l'accent sur les facteurs géographiques et politiques qui l'ont conduite un peu contre les puissantes oligarchies des planteurs et des propriétaires terriens. Puis nous présenterons les éléments témoignant de

la tentative de mise en place d'un nouvel ordre économique et politique en début de rupture avec la Vieille République, et en conséquence avec le passé impérial et colonial.

4.2.1 La Révolution de 1930

Au tout début de 1929, juste avant la grande crise mondiale, s'est posée la question de la succession du président Washington Luís d'origine *carioca* (nom des habitants de l'Etat de Rio de Janeiro). La question est épineuse car elle doit notamment prendre en compte l'équilibre entre les Etats de la fédération, en particulier pour les postes de gouvernance, à commencer par la présidence de la république. Washington Luís, soucieux d'assurer la continuité de sa politique économique et financière, a suggéré pour le remplacer Júlio Prestes, originaire de São Paulo et donc *Paulista* (nom donné aux habitants de l'Etat de São Paulo). Préoccupés par les intentions du palais présidentiel du *Catete*, localisé dans la capitale d'alors Rio de Janeiro, les leaders *mineiros* (nom donné aux habitants de l'Etat du Minas Gerais) ont approché leurs homologues de l'Etat du Rio Grande do Sul, suggérant le lancement d'une candidature gaúcha, terme signifiant natif du Rio Grande do Sul, et d'une manière plus large pour tous les habitants de la pampa tant argentine, uruguayenne que brésilienne. Les pourparlers ont duré tout au long du premier semestre de 1929. Getúlio Vargas, président de l'État du Rio Grande do Sul et logiquement Gaúcho, ancien ministre des finances de Washington Luís, était considéré tant par les Mineiros que par les Gaúchos comme le meilleur candidat à la présidence de la République du Brésil. Toujours en négociation avec l'opposition sur sa potentielle candidature, Getúlio Vargas a contacté la présidence et le gouvernement fédéral en vue d'appuyer sa nomination. Face à l'insistance de Washington Luís à maintenir la candidature du *paulista* Júlio Prestes, mineiros et Gaúchos ont signé un pacte secret le 17 juin 1929, qui prévoit un soutien concerté à Vargas. Les leaders des deux Etats ont ensuite tenté d'obtenir l'adhésion des Etats du Pernambouc, de la Bahia et de Rio de Janeiro, en leur offrant successivement en échange la vice-présidence de la République, permettant ainsi d'élargir au Nordeste leur initiative. La proposition est finalement acceptée par Paraíba, et le 20 septembre 1929, la convention fondant l'Alliance Libérale se tient dans le District Fédéral, lançant les candidatures de Getúlio Vargas et de João Pessoa, à la présidence et vice-présidence de la République du Brésil.

Fausto montre en quoi la crise mondiale de 29 a interféré dans l'élection présidentielle au Brésil.

« En pleine campagne électorale, la crise mondiale a éclaté en octobre 1929, plongeant la caféiculture dans une situation très compliquée. Alors que la croissante permanente du secteur laissait prévoir des profits certains, les planteurs ont contracté des prêts pour certains garantis par l'État, pour d'autres à des taux élevés en vue d'accroître leurs plantations qui se sont étendues à tout l'État de São Paulo. La crise a

provoqué une chute brutale des prix internationaux. Avec la forte réduction de la consommation due à la crise, il n'a pas été possible de compenser la baisse des prix en augmentant le volume des ventes. Les planteurs fortement endettés, comptant sur les bénéfices futurs, se sont retrouvés sans solution. » (FAUSTO, 2006 p. 178-179).

Un point important du programme de l'Alliance Libérale était la mise en œuvre du vote à bulletin secret, ainsi que l'amnistie, des éléments de campagne électorale qui ont suscité une mobilisation populaire considérable.

La campagne électorale de l'Alliance Libérale a débuté à São Paulo, puis par un grand rassemblement sur l'esplanade du château à Rio de Janeiro, avant que la caravane voyage vers le nord et le nord-est du pays, à chaque fois accueillie par un fort enthousiasme des foules.

Parallèlement aux négociations électorales, les leaders des divers soulèvements populaires des années 1920, ainsi que des éléments plus radicaux des dissidences oligarchiques s'organisaient pour déclencher un nouveau mouvement révolutionnaire. À l'approche des élections tenues le 1er mars 1930, l'idée de révolution avait cependant été laissée de côté. Mais Getúlio Vargas battu dans les urnes, et les candidats de la Paraíba et du Minas Gerais à la Chambre ayant vu leurs élections non validées, les pourparlers ont repris entre les partisans de l'Alliance Libérale et les leaders des soulèvements populaires.

Toutefois, dans l'impossibilité de compter sur deux de ses principaux porte-drapeaux, le communiste carioca Luís Carlos Prestes, qui, en exil à Buenos Aires, Argentine, a rompu avec l'Alliance Libérale en mai 1930, et le Lieutenant pauliste et rebelle Antônio de Siqueira Campos, tué dans un accident en Uruguay le même mois, le mouvement s'en est trouvé presque paralysé. Il s'est relancé avec l'assassinat à Recife le 26 juillet 1930 de João Pessoa, du candidat malheureux à la vice-présidence du Brésil, par son ennemi politique local João Duarte Dantas, emprisonné par la suite. Août et septembre 1930 ont vu s'activer dans divers Etats de la fédération les dirigeants du mouvement politique et révolutionnaire en préparation jusqu'à confier le leadership encore secret au lieutenant-colonel Pedro Aurélio de Góis Monteiro. Au cours de cette période, la cause révolutionnaire a connu de nombreuses nouvelles adhésions, dont celle du Gaúcho Antônio Augusto Borges de Medeiros, homme fort du Rio Grande do Sul, qui, à la suite des élections de mars 1930, avait accordé une interview à la presse nationale reconnaissant publiquement la défaite de l'Alliance Libérale.

Après avoir été programmée puis annulée en août et septembre 1930, la révolution a finalement démarré par un classique coup d'état dans le Rio Grande do Sul et le Minas Gerais, le 3 octobre 1930 à 17h30, heure choisie par le Gaúcho Osvaldo Euclides de Sousa Aranha en raison de la fin de journée dans les casernes, ce qui a facilité l'arrestation des officiers à leurs propres domiciles. L'Etat du Rio Grande do Sul a rapidement été dominé par l'insurrection, et d'importants contingents ont franchi la frontière nord, prenant en quelques jours les Etats de Santa Catarina et Paraná et s'arrêtant aux portes de l'État de São Paulo. Dans l'Etat du Minas

Gerais, malgré la forte résistance du 12^{ème} régiment d'infanterie, basé à Belo Horizonte, capitale de l'Etat, et de quelques troupes localisées de la région de Mantiqueira, située à la frontière de l'Etat de São Paulo, le mouvement révolutionnaire est largement victorieux. Il se déplace alors vers l'Etat de Espírito Santo, situé à l'Est et prend le contrôle de Vitória, sa capitale. Ainsi quasiment tout le Sud et le Sud-Est du pays, c'est-à-dire le poumon économique du pays est sous la coupe des révolutionnaires, en dehors de l'Etat de São Paulo et de Rio de Janeiro.

Dans le Nordeste, un malentendu concernant l'heure de début de la révolution a permis d'organiser la défense gouvernementale dans des villes importantes, rendant difficile l'action qui n'a commencé qu'aux premières heures du 4 octobre 1930. Malgré cela, en peu de temps, les révolutionnaires ont réussi à contrôler les États du Pernambouc et de la Paraíba, marchant plus tard vers Rio de Janeiro, la capitale de la République. À la mi-octobre, la révolution était déjà victorieuse dans presque tout le pays, ne laissant le contrôle au gouvernement fédéral que les Etats de São Paulo et Rio de Janeiro dans le Sud-Est, et ceux des Etats de la Bahia et du Pará, respectivement dans le Nordeste et en Amazonie. Les quartiers généraux des troupes légalistes avaient été installés dans les Etats de la Bahia et de São Paulo afin de contrer l'avancée des révolutionnaires venus notamment du Nordeste et du Sud.

Le 24 octobre 1930, soit trois semaines après le début de l'insurrection, Washington Luís est évincé de la présidence de la République. Une junte gouvernementale, composée des généraux Tasso Fragoso et João de Deus Mena Barreto, et de l'amiral Isaías de Noronha, s'installe au pouvoir. Toute résistance gouvernementale cesse, notamment la plus forte opérant dans la région d'Itararé, à la frontière entre les Etats du Paraná et de São Paulo. Le 28 octobre 1930, le *Gaúcho* Osvaldo Aranha accompagné de Juarez Távora de la Paraíba arrivent à Rio de Janeiro pour s'entretenir avec la junte militaire sur la composition du futur gouvernement. Le même jour, les forces révolutionnaires du Rio Grande do Sul et du Paraná force le verrou de Itararé et entrent dans l'État de São Paulo, tandis qu'un autre contingent militaire révolutionnaire arrive dans la capitale de São Paulo. Le 31 à l'aube, le chef suprême de la révolution, Getúlio Vargas, débarque à Rio de Janeiro, acclamé par la foule. Le 3 novembre 1930, un mois après le début de la révolution, Getúlio Vargas est nommé à la tête du gouvernement provisoire de la République.

4.2.2 Les Prémices du Nouvel Etat (*Estado Novo*)

Pesavento (1991) dresse un tableau de la situation politico-économique du Brasil au lendemain de la révolution.

« Une fois les armes tuées, la révolution se trouve face à un modèle de développement capitaliste épuisé, ruiné et basé sur l'agro-exportation d'un seul produit, le café. Elle a donc mis fin à l'hégémonie des intérêts

des caféiculteurs sur la nation, et a engagé le démembrement du système politique libéral basé sur l'exclusion économique et sociale de la plus grande partie de la population. La plupart des membres du nouveau pouvoir était issue du secteur agricole non exportateur, ainsi que du tenentismo [mouvement militaire brésilien regroupant les petits et moyens gradés de l'armée de terre et de la marine]. Bien qu'une partie de l'oligarchie gauchiste qui avait soutenu Getúlio Vargas s'attendait à ce que les Gaúchos, et d'une manière plus générale l'Etat du Rio Grande do Sul, occupent la place des Paulistas dans la mise en œuvre et le contrôle de la nouvelle politique nationale, le large éventail des problèmes à résoudre allait bien au-delà des simples considérations provinciales, voire régionales. » (PESAVENTO, 1991 p. 41).

Le même auteur poursuit son analyse sur les effets à moyen terme de la révolution de 1930, en particulier comme une étape majeure de la révolution bourgeoise, en opposition aux oligarchies de la Vieille République, elles-mêmes des époques impériales et coloniales.

« ... la révolution bourgeoise qui se développait dans le pays, construisait progressivement un mode de production capitaliste et solidifiait les structures politiques et administratives du pouvoir bourgeois au Brésil. Quant au premier problème à affronter, à savoir les débouchés commerciaux possibles du développement capitaliste brésilien autres que l'agro-exportation, le gouvernement a commencé par des mesures qui paraissaient les plus urgentes. Il fallait notamment s'occuper de la culture du café, pour laquelle le gouvernement a eu recours à la fois à l'émission et à la dévaluation de la monnaie (...) tout en achetant, brûlant ou jetant à la mer les surplus de café. D'autres mesures complémentaires ont été prises dans le secteur du café, telles que l'interdiction de planter de nouveaux caféiers, ainsi que la prise en charge par le gouvernement de la moitié de la dette bancaire des caféiculteurs, plus précisément compensant les créanciers par des politiques fédérales appropriées. » (PESAVENTO, 1991 p. 42).

Notons également les premières tentatives de diversification de l'économie brésilienne, notamment dans l'industrie, comme cela se faisait depuis plusieurs décennies dans divers pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Si certains écrits parlent de cette diversification qui aurait été conduite dès le début du 19^e siècle, 1808 pour être plus précis, ce n'est qu'à partir de 1930, c'est-à-dire très tardivement par rapport à ses concurrents européens et nord-américains, que le Brésil intensifie de manière notable sa "Révolution industrielle".

« Le résultat pratique des différentes mesures prises par le gouvernement pour trouver des moyens de sortir du développement capitaliste du Brésil a été de faire de l'industrie le nouveau secteur de pointe de l'économie brésilienne. Le développement industriel post-30 est le résultat d'une croissance progressive du secteur depuis les dernières décennies du siècle dernier, dans laquelle les effets de la crise de 29, combinés aux perturbations du marché international ont stimulé la production nationale comme moyen de substitution des importations. À ces facteurs, il faut ajouter l'action de l'État et la pression des entrepreneurs eux-mêmes. Au cours des années 1930, la dynamique de l'accumulation du capital est passée du secteur agricole au secteur industriel, mais l'industrie appuyait encore largement sa production sur les importations, en particulier en équipements et en intrants. Les bases techniques et financières étaient encore insuffisantes pour que des filières complètes de biens de production puissent s'installer, portant le développement industriel brésilien à un niveau supérieur. » (PESAVENTO, 1991 p. 43).

Cependant, tout en se focalisant sur le développement industriel, le gouvernement postrévolutionnaire a également veillé à : *« ... assurer les conditions de la domination de la classe ouvrière ... par de nouvelles formes de contrôle social liées à la redéfinition de l'État brésilien. »* (PESAVENTO, 1991 p. 43).

Le gouvernement intérimaire (1930 - 1934) a pour objectif de réorganiser la vie politique du pays. Durant cette période, le président Getúlio Vargas a entamé un processus de centralisation du pouvoir, en éliminant les organes législatifs, tant fédéraux qu'étatiques et municipaux. Ainsi à la tête des Etats ne seront plus élus, mais nommés par la présidence de la nation des gouverneurs à la solde de la présidence de la nation, c'est-à-dire Getúlio Vargas, gouverneurs qui par ailleurs auront eux-mêmes la charge de nommer les maires à la tête de communes, et ainsi tenter de mettre un coin dans le système verrouillé jusqu'alors par les *coronéis*.

Les militaires, notamment les jeunes et petits gradés, ayant joué un rôle essentiel dans la révolution de 30, se retrouveront en grand nombre à des postes gouvernementaux de premier plan, certains étant même désignés comme représentants du gouvernement pour assurer le contrôle des États fédérés, l'objectif principal étant toujours d'ébranler, directement sur ses terrains, l'oligarchie rurale et foncière construite par les *coronéis*.

« ... De 1930 à 1934, le Brésil a connu le gouvernement provisoire où, en l'absence d'un pouvoir législatif, l'exécutif gouvernait par décrets. En bref, il s'agissait d'une étape discrétionnaire et ce n'est que sous la pression des groupes de pouvoir régionaux, notamment à São et une

partie des leaders gauchiste, bien impliqués dans la Révolution constitutionnaliste de 1932, qu'en 1934 des élections ont été menées et l'Assemblée constituante mise en place. De 1934 à 1937, le Brésil a ainsi été conduit par Getúlio Vargas, chef du gouvernement provisoire, élu indirectement par le Congrès comme premier président constitutionnel. » (PESAVENTO, 1991, p.45).

Le gouvernement dénommé "constitutionnel" (1934-1937) faisant suite au gouvernement provisoire (1930-1934) a permis à Getúlio Vargas, président des deux gouvernements successifs, d'asseoir un peu plus son pouvoir et de faire avancer ses idées. Toutefois, selon (PESAVENTO, 1991) plusieurs initiatives ont tenté d'ébranler le pouvoir. C'est ainsi que parallèlement aux émules de Mussolini au Brésil, regroupés dans l'Action Intégriste Brésilienne (AIB), fondée et dirigée par Plínio Salgado, plusieurs autres groupes politiques ont vu le jour comme par exemple l'Alliance Nationale de Libération (ANL), en faveur de la réforme agraire, de la lutte contre l'impérialisme et fervente partisane de la lutte des classes. Le président d'honneur de l'ANL, mouvement antifasciste et anti-impérialiste, à forte consonance étudiante, n'était autre que Luis Carlos Prestes, personnage central de la gestation de la révolution de 1930, exilé avant le début de la révolution à Buenos Aires puis en Union Soviétique. En 1935, les communistes brésiliens ont même déclenché des révoltes au sein des institutions militaires dans les villes de Natal et Recife, respectivement capitales des Etats du Rio Grande du Nord et du Pernambouc, ainsi qu'à Rio de Janeiro, à la fois capitale de l'Etat du même nom et de la république. Cependant, en raison du manque de coordination entre ces groupes et d'une extension aux autres États, l'initiative communiste a été relativement facilement contrôlée par le gouvernement.

Néanmoins préoccupé par ces mouvements divers et critiques à son égard et à ceux de sa politique, Getúlio Vargas, a annulé la constitution de 1934, mettant ainsi fin au pouvoir législatif, et a pris en main les rênes devant mener le Brésil vers le Nouvel Etat (*Estado Novo*), tout en menant une politique à la fois de droite et de gauche. On notera que selon Pesavento (1991), les mouvements disposaient d'assises populaires fortes, notamment parmi les couches sociales que Getúlio Vargas cherchait à faire adhérer à sa politique.

« L'Action Intégriste Brésilienne (AIB), de tendance fasciste mussolinienne, en partie soutenue par la diaspora italienne ayant migré au Brésil, d'une part, et l'Alliance Nationale de Libération (ANL) de tendance communiste, et donc opposée à la précédente, d'autre part, étaient plus que de simples organisations idéologiques. Elles mettaient en cause les inégalités sociales, amplifiaient la peur de la prolétarisation et l'aggravation des conditions de vie de la classe urbaine à faibles revenus et des petits propriétaires ruraux. » (PESAVENTO, 1991, p. 45).

Concernant le climat social de l'époque, le même auteur poursuit :

« ... sous la pression de la société civile, le gouvernement issu de la révolution a été contraint d'ouvrir le régime politique sans avoir pour autant consolidé le nouveau cadre intégrateur d'intérêts sociaux qu'il souhaitait mettre en place. Aux pressions oligarchiques régionales de 1932 s'ajoutent les conflits entre les mouvements en 1935, ainsi que la recrudescence toujours plus intense des grèves ouvrières. Sous la direction du parti communiste, les masses ouvrières ont commencé à exprimer haut et fort leur mécontentement face à la législation sociale accordée par l'État, ainsi qu'à la stratégie des représentants du ministère du travail, jugés trop cléments vis-à-vis du patronat et pas assez vis-à-vis des employés et ouvriers. » (PESAVENTO, 1991, p. 45).

Face à la menace d'un complot mené par les communistes, accentuée par la répression accrue, l'état d'urgence est déclaré et le 10 novembre 1937, le congrès national est fermé et dissous. L'instauration du Nouvel État (1937-1945) a commencé.

Ce troisième moment de l'ère Vargas sera qui sera traité dans la partie suivante et finale de ce Chapitre 4. Le Nouvel État (*Estado Novo*) débouchera sur la "Marche vers l'Ouest" et son objectif principal sera de préparer et d'encourager la colonisation des terres jusqu'alors quasiment inoccupées du Centre-Ouest du Brésil.

4.3 O Estado Novo (Nouvel Etat) et la Constitution de 1937

Le 10 novembre 1937, suite à un coup d'état naît le "Nouvel État/*Estado Novo*" avec encore et toujours Getúlio Vargas à sa tête, lui qui avait déjà présidé le Gouvernement Provisoire de 1930 à 1934, celui qui avait mis fin par un coup d'état à la Vieille République (1889-1930), puis le Gouvernement Constitutionnel de 1934 à 1937. La nouvelle constitution prévoit une élection présidentielle en janvier 1938. Il s'agit d'un gouvernement autoritaire, et n'est pas le seul à cette époque fortement teintée de fascisme.

4.3.1 Les mesures radicales prises en termes de gouvernance

Rappelons qu'un des objectifs des deux gouvernements précédents présidés par Getúlio Vargas, était l'ancrage du Brésil dans l'industrialisation, sur un modèle capitaliste, certes avec beaucoup de retard pris sur les nations européennes. Avec l'*Estado Novo*, Getúlio Vargas, a tenté de se donner les moyens de sa politique de modernisation.

« Le centre de l'Estado Novo s'incarnait fonctionnellement et personnellement dans la figure de Getúlio Vargas - le seul civil à commander une dictature au Brésil, garantie par les Forces Armées, en et soutenue par une grande partie du peuple. Le nouveau régime s'est

appuyé sur les idées de certains penseurs politiques conservateurs, tels qu'Alberto Torres, lequel défendait l'idée qu'il appartenait à l'État d'organiser la société, de donner un but à la nation et de mettre en œuvre les changements dont le pays avait besoin. » (SCHWARCZ & STARLING, 2015, p. 373).

Parmi les premières mesures, une nouvelle constitution est proposée, la quatrième constitution au Brésil depuis la fin de l'empire. Cette constitution de 1937 a été appelée "Constitution Polonaise" car elle s'inspire de celle adoptée en Pologne. D'un profil autocratique, cette constitution a concentré de nombreux pouvoirs dans la personne du président de la République, Getúlio Vargas.

« (...) Le président s'est doté d'une nouvelle constitution, se donnant des pouvoirs autoritaires et marquant un plébiscite, dans les six ans, pour choisir un nouveau président. Elle était proche des modèles constitutionnels corporatifs et fascistes européens, en particulier ceux du Portugal et de l'Italie. » (SKIDMORE, 2010, p.60).

Codato (2013) rappelle les mesures politiques prises et appliquées dans le cadre de cette nouvelle convention,

« (...) la limitation des prérogatives des oligarchies d'État, la concentration de la capacité de décision au niveau fédéral et la diffusion d'une idéologie de type nationaliste. Ces mesures visent en retour à renforcer l'efficacité de l'État et la centralisation territoriale du pouvoir. » (CODATO, 2013, p.190).

Parmi les principaux effets de ce gouvernement, une importante a été l'affaiblissement de la vieille politique locale, celle imposée par le système des *coronéis*. Les gouverneurs des États étant nommés par le pouvoir fédéral, et non plus désignés par les oligarchies locales, ils choisissaient pour leurs États respectifs les maires des communes parmi les fidèles du nouveau pouvoir, tant à la tête de l'État que de la fédération, mettant ainsi fin à la pratique consistant à imposer systématiquement les représentants des oligarchies locales à ces postes de responsabilité, comme cela l'était sous la Vieille République, comme Silva le mentionne clairement :

« C'est la tâche du gouvernement fédéral : interférer dans la politique des États par la nomination, par le Président de la République, d'un représentant qui assumera dans l'État les fonctions qui, selon sa Constitution, sont du ressort du pouvoir exécutif, ou celles qui, selon la convenance et les besoins de chaque cas, sont attribuées par le Président de la République. (...) Comme presque tous les domaines d'action sont désignés ou contrôlés par le pouvoir fédéral, outre le fait qu'il est de la compétence du Président de la République d'interférer

dans les États, indépendamment de toute autorisation du Congrès, il ne leur reste en fait à ces représentants que peu de marge de liberté et de pouvoir. » (SILVA, 2010, p.271-272).

Parallèlement à ces mesures de politique exécutive, Sandra Pesavento mentionne des changements importants en termes de gouvernance :

« L'expansion de la machine gouvernementale s'est accompagnée d'une progressive hypertrophie de l'exécutif fédéral. Cette tendance, qui se développait depuis 1930, avait comme objectif une plus grande efficacité du Nouvel État, surtout dans la mesure où le législatif avait été supprimé. Ainsi, en même temps que des instituts et des organismes techniques étaient également créés dans les États, un représentant du pouvoir fédéral assurait le lien avec le chef suprême de la nation. » (PESAVENTO, 1994, p. 51).

Il semble clair que le gouvernement qui avait besoin d'un appareil à son service et contrôlé pour développer sa politique, d'où l'importance d'avoir une propagande opérationnelle et de s'allier les médias.

« Une fois installé à la présidence en 1930, il [Vargas] a dû faire face au problème immédiat de la consolidation du pouvoir du nouveau régime. Depuis 1889, la politique nationale était l'apanage des dirigeants des États les plus puissants. Minas Gerais et São Paulo étaient à la tête de ce système, les États du Rio Grande do Sul et de Rio de Janeiro gagnant en importance, et Les États de Bahia et Pernambuco perdant leur propre pouvoir législatif. De 1930 à 1945, Vargas s'est battu pour remplacer cette quasi-confédération par un exécutif fédéral fort, notamment avec plus de pouvoir au président, aux dépens de la machine politique des différents États. À la mi-1937, Getúlio Vargas avait déjà ainsi réussi à neutraliser les oligarques politiques locaux qui étaient auparavant la clé de voûte de la politique nationale. » (SKIDMORE, 2010, p.68)

On mentionnera que même si l'*Estado Novo*, avec à sa tête Getúlio Vargas, a réussi à réduire le pouvoir des oligarchies locales, en particulier celles qui ne lui étaient pas favorables, il n'a pas ou très peu touché à leur plus grand atout, à savoir le contrôle du foncier au travers des latifundia ... qui sont restées intactes. De plus l'économie agro-exportatrice a été maintenue, même si dans les discours, c'est l'industrie qui conduirait le Brésil vers le progrès. En conséquence, nous reprendrons les propos de Napolitano :

« ... malgré les discours nationalistes et centralisateurs, il ne faut pas voir dans l'Estado Novo la fin des influentes oligarchies agraires régionales sur la politique brésilienne, mais sa réadaptation à une

nouvelle dynamique politique et administrative, plus centralisatrice, par le pouvoir fédéral. Le système latifundiaire est resté inchangé, dans la mesure où la politique de modernisation industrielle proposée par l'Estado Novo ne menaçait en rien la structure agraire, qui continuerait à être une zone dominée par des relations de travail archaïques, de grands propriétaires terriens et une économie orientée vers le secteur agro-exportateur. » (NAPOLITANO, 2016 p.118).

Nous pensons qu'avec la gouvernance mise en place par l'Estado Novo, les oligarchies agraires, omnipotentes dans les Etats fédérés, n'auraient pas perdu leur énorme pouvoir, mais celui-ci serait en partie passé sous le contrôle du pouvoir fédéral. De plus, leur influence politique via les Etats aurait été réduite, les Etats étant devenus, avec l'Estado Novo, plus des exécutants de la politique nationale que des décideurs. Cela est d'une importance capitale pour notre recherche. En effet, le contrôle du foncier, jusqu'alors entre les mains des Etats et donc des oligarchies locales, devenait du ressort du pouvoir fédéral, au travers de ses institutions, tout au moins pour les terres publiques, notamment celles à coloniser dans le futur, les Etats se retrouvant ainsi un des maillons de transmission de la politique de colonisation, et non plus les plénipotentiaires du foncier de leurs territoires.

Par ailleurs, l'économie industrielle, que l'Estado Novo voulait baser sur de grandes industries implantées en zone urbaine et péri-urbaine, est considérée comme le fleuron de la modernisation du pays pour le gouvernement Vargas, renvoyant le secteur agraire à un statut certes important et majeur dans le Brésil des années 30, mais pas la seule voie de développement. En conséquence, la période 1930-1945 est considérée comme le véritable point de départ de la modernisation du Brésil.

« Pendant cette période, le Brésil aurait cessé d'être un pays éminemment agricole, dépendant exclusivement du café, pour entrer dans la voie du monde industriel et moderne. Ce point de repère n'est pas sans fondement, si l'on se souvient qu'en 1930, environ 30 % de la population brésilienne vivait dans les villes et que dans les années 70, cette proportion s'était inversée. Cependant, ce processus ne peut certainement pas être attribué au seul "génie" de Getúlio Vargas dans la mesure où a joué en sa faveur une conjoncture internationale qui a imposé une marche forcée pour le développement interne, en raison de deux grandes crises internationales : celle de la Bourse de New York, en 1929, et la Seconde Guerre mondiale, qui a commencé en 1939. » (ARAUJO, 2000, p. 41).

La même auteure (ARAUJO, 2000) affirme que c'est par les médias contrôlés par le gouvernement que l'Estado Novo, a d'une part pu mettre en place sa politique autoritaire et dans une certaine mesure répressive et, d'autre part, a lancé le Brésil dans la voie de

l'industrialisation. Ainsi, comme dans beaucoup de gouvernements autoritaires, surtout à cette époque, la propagande a été un élément important contrôlé par le pouvoir.

Poursuit dans le même sens et précise la situation :

« La proposition autoritaire et nationaliste de l'Estado Novo a eu sa composante idéologique par l'éducation et la propagande, le ministère de l'éducation et de la culture (MEC) ayant été créés, (...), ainsi que le département de la presse et de la propagande (DIP). (...) le MEC était responsable de l'éducation et de la culture des élites ; le DIP quant à lui assurait le contrôle de l'information et de culture populaire. Ensemble, ils se sont articulés autour d'une même mission : diffuser des valeurs, guider les comportements, adapter le peuple à l'idéologie nationaliste de maintien de l'ordre, de construction du progrès et de valorisation des éléments de la culture locale. » (PESAVENTO, 1994, p.51-52)

Parallèlement aux mesures politiques mises en place pour une nouvelle gouvernance aux ordres du pouvoir fédéral, l'Estado Novo s'est engagé dans la voie de la modernisation du Brésil.

4.3.2 La Marche vers l'Ouest, clé de la construction de l'identité nationale

L'un des grands programmes de l'Estado Novo a été "La Marche vers l'Ouest". Considérant la grande concentration de la population brésilienne et de l'économie le long de la côte atlantique, en particulier dans les régions du sud-est et du sud du Brésil, la Marche vers l'Ouest visait à coloniser, dans un premier temps, les vastes savanes arborées de *cerrado* de l'ouest et éventuellement, dans un second temps, l'immense Amazonie au nord. Mieux occuper le territoire afin de mieux exploiter les ressources de la nation pour le plus grand bien des Brésiliens tout en contribuant à renforcer le sentiment de fierté nationale. Remarquons que ce sentiment de fierté nationale par l'occupation et le contrôle de son territoire sont une constante en Amérique Latine.

Les régions du Centre-Ouest et du Nord du Brésil ont donc été clairement ciblées dans la "Marche vers l'Ouest". Cependant, parallèlement à son objectif de mieux occuper l'ensemble du territoire, le gouvernement Vargas a également investi dans la construction et l'amélioration des routes dans l'ensemble du pays afin de faciliter les transports d'une région à l'autre, mais également avec les régions à coloniser, d'autant plus que l'importance de politique des transports, avec notamment la création d'une agence spécifique, n'avait pas été prévue à proprement parlé. Quoi qu'il en soit, cette stratégie et les mesures mises en œuvre ont grandement contribué à l'adhésion de la classe moyenne à la politique de l'Estado Novo.

Notons que les premières terres colonisées présentaient à la fois un fort potentiel agricole et étaient proches des frontières du pays. Concernant la frontière ouest, il est clair que

la mesure était plus politique que militaire dans la mesure où la terrible et meurtrière défaite du Paraguay lors de la guerre de la Triple Alliance un peu plus d'un demi-siècle plus tôt ne laissait présager aucune velléité guerrière de ce côté.

Un autre exemple est donné : par

« En 1943, le territoire fédéral d'Iguaçu a été créé, selon KEINERT (1978), une occasion pour le Gaúcho de l'Etat voisin du Rio Grande du Sud qu'était Getúlio Vargas d'un peu plus marquer sa domination vis-à-vis de l'Etat du Paraná, cet autre Etat du Sud du Brésil. En effet, en 1942, soit un an après la création du territoire, le département de la géographie, des terres et de la colonisation de l'État du Paraná, s'est attaché à dresser une carte mettant en évidence l'embargo territorial imposé par le gouvernement fédéral avec la création du territoire fédéral d'Iguaçu. » (FREITAG, 2007, p.82-83).

Pour mieux comprendre la rivalité révélée par la création de ce territoire,

« (...) Il convient de noter que, pendant la période du territoire fédéral, les entreprises immobilières au profit de entreprises du Rio Grande do Sul opéraient sur les terres de l'État du Paraná [alors que ce dernier aurait pu attendre une certaine priorité pour ses propres entreprises]. » (FREITAG, 2007, p.82-83).

Et même à la fin des années 1930, certains départements étaient déjà organisés, ce qui allait être la clé du processus d'expansion.

La volonté de combler le vide territorial qu'était l'Ouest du Brésil met la priorité sur le développement du Sertão considéré comme un espace non occupé, voire abandonné. De plus, depuis les propos de d'Euclides de Cunha, lors de la guerre de *Canudos*, le vide que représentait le Sertão inquiétait les élites de l'*Estado Novo* soucieuses de la construction d'une nation.

Par ailleurs, le Brésil apparaissant comme un archipel avec des villes et leurs régions périphériques relativement isolées de leurs voisines, a été créé en 1937 le Département National des Routes (DNER) montrant l'importance des routes, déjà mentionné en tant qu'instrument de communication entre les pôles urbanisés et ruraux séparés par des zones de Sertão (PAULA, 2010).

L'*Estado Novo* cherche dans la colonisation de nouvelles terres un ciment pour la nation brésilienne. La Marche vers l'Ouest reprend la logique de l'occupation de l'espace en partant de la côte en direction de l'arrière-pays, telle qu'elle avait été à l'époque coloniale. On retrouve également le mot de bandes (*bandeiras*) de nouvelles terres à coloniser, qui fait aussi référence aux *bandeirantes*, groupes armés déjà mentionnés à l'époque coloniale, notamment en raison de leurs affrontements avec les missions jésuites pour en récupérer les esclaves pour les revendre, mais aussi face aux descendants des éleveurs du Nordeste migrant dans le Goiás

avant de traverser le rio Araguaia. Dans le Brésil du 20^e siècle, plus question d'esclavage, tout au moins officiellement, le *bandeirante* est plus celui qui va en avant dans le Sertão, le nouveau pionnier, celui qui va conquérir de nouvelles terres. Il est intéressant de mentionner qu'au 21^e siècle le renouveau de cette appellation de *bandeirante* sous d'autres traits qu'à l'époque coloniale, n'a pas diffusé de la même manière dans tous les Etats. Ainsi que dans le Rio Grande du Sud, le *bandeirante* est resté celui de l'époque coloniale venant de São Paulo à la recherche d'esclaves, alors que dans les régions nouvellement colonisées, le *bandeirante* est perçu selon les traits du pionnier, personnage créé par l'*Estado Novo*.

Même si la référence à l'occupation du territoire nationale est fréquente dans les discours du président, mais c'est en 1940 que la Marche vers l'Ouest est officiellement lancée. Les avis sont contrastés concernant la Marche vers l'Ouest allant d'une simple stratégie de propagande politique à un réel plan de construction de l'espace national et de la société brésilienne. L'un des plus anciens livres sur la question, bien que controversé, est l'ouvrage "Marche vers l'Ouest : l'influence de la *bandeira* dans la formation sociale et politique du Brésil" ("*Marcha para o Oeste : a influência da bandeira na formação social e política do Brasil*"), de Cassiano Ricardo (1942), publié pour la première fois dans les années 1940. L'auteur a promu le projet du gouvernement Vargas. Il suggère de favoriser l'intégration des zones reculées de l'arrière-pays dans les zones développées, situées près de la côte. En revanche, l'ouvrage intitulé "Sacralisation de la Politique" ("*Sacralização da Política*" (1986), d' Alcir Lenharo, dans l'un des chapitres intitulé "La Nation en marche", traite la Marche vers l'Ouest comme l'engagement de l'Etat à prévenir les manifestations de ses opposants et, surtout, à affiner le discours du pouvoir. Lenharo (1986) souligne les stratégies de l'appareil idéologique de l'État mobilisés en faveur des objectifs de la nation, c'est-à-dire ce qui serait bon pour le Brésil. Le même auteur explique

« L'État a ouvert de manière autoritaire un espace dans les médias aux fonctionnaires écrivains et aux écrivains fonctionnaires, tout en créant de nouveaux médias à sa solde. Il s'est ainsi donné les moyens de contrecarrer d'autres discours, tout en essayant de créer une bulle protectrice autour de ses élus et de les rendre ainsi imperméables aux pressions critiques des opposants. Un groupe sélectionné de théoriciens sélectionnés travaillait directement avec le dictateur pour s'occuper de la "vérité doctrinale". » (LENHARO, 1986, p.54).

Lenharo (1986), a également critiqué l'utilisation de l'œuvre de (RICARDO, 1942) par le pouvoir comme instrument de propagande qui renforce les stéréotypes de ce gouvernement. Il a ainsi critiqué la position de (RICARDO, 1942) sur l'utilisation de l'image et de l'iconographie en général dans la propagande.

« *Seule l'image, donc, convainc le peuple, dans notre démocratie sentimentale. Une image vaut cent fois plus qu'un argument.* » (RICARDO, 1942, p. 499-500, cité par LENHARO 1986, p. 55).

Lenharo précise et critique plus particulièrement la théorie de Ricardo (1942) et sa mise en œuvre dans l'Estado Novo de la manière suivante. Ricardo (1942) partirait de l'hypothèse que le Brésilien aime les images populaires, notamment celles faisant référence au romantisme et sentimentalisme, terrain fondateur de la démocratie brésilienne, mais qui aussi explique et justifie sa citoyenneté. Partant de cette hypothèse, il met donc l'accent sur le côté populaire d'un fait ou d'un événement quelconque, dont la charge émotionnelle produite sur le citoyen équivaut à une participation à ce fait ou événement. L'important est de trouver dans les diverses images de la culture populaire, les thèmes à privilégier par l'usage (et l'abus). Ainsi La "croisade" de la Marche vers l'Ouest, que ce soit sur le plan discursif ou sur le plan des justifications administratives, constitue aux yeux de (LENHARO, 1986) un exemple précieux de cette fabrication d'images.

Toujours selon le même auteur, le président Getúlio Vargas lie dans ses discours son programme de colonisation des nouvelles terres à l'identité brésilienne, appelée "brésilianité" (*brasilidade*).

« Le contenu imagé s'enrichit progressivement de nouvelles nuances et intentions. En 1940, lorsqu'il prêche à Manaus une "croisade" similaire pour l'Amazonie [à celle de la Marche vers l'Ouest pour le Centre-Ouest du Brésil], Vargas fait référence à la première croisade dirigée vers l'ouest à partir de la côte atlantique dans l'ancienne période coloniale. Il s'agit alors de reprendre la campagne colonisatrice des bâtisseurs de la nation brésilienne menée par les bandeirantes du Sertão (sertanistas). L'idée véhiculée est que ces bâtisseurs de la nationalité brésilienne avaient déjà, par le passé, compris les enjeux spatiaux de la conquête coloniale. Il fallait éliminer les vides démographiques et faire coïncider les frontières économiques de la nation avec ses frontières politiques. C'était "notre impérialisme (nosso imperialismo) pour reprendre les mots de Getúlio Vargas ! » (LENHARO, 1986, p. 56).

4.3.3 Les premiers pas de la Marche vers l'Ouest puis vers le Nord et l'Amazonie

Même si la Marche vers l'Ouest est essentielle pour comprendre les processus migratoires dans le Brésil républicain, la colonisation des terres du Centre-Ouest présente encore plus d'intérêt pour notre recherche par le contexte qu'elle a créé et qui mènera à la colonisation de l'Amazonie, déjà projetée dans l'Estado Novo, deux décennies plus tard. Nous

nous appuierons pour cette partie sur notre première thèse (VAZ, 2013), tout au moins pour tout ce qui réfère aux prémices de la colonisation de l'Amazonie.

Selon les frères Villas Boas (1994), depuis le début du 19^e siècle, peut-être même avant, il y avait eu des discussions dans la société et au sein du gouvernement brésilien concernant l'éventuel déplacement de la capitale du pays de Rio de Janeiro vers un autre lieu, pour diverses raisons, un peu comme lors du déplacement de la capitale de Salvador de la Bahia à Rio de Janeiro. Ces discussions auraient été plus portées par le gouvernement, notamment pour des raisons de sécurité nationale, raisons qui étaient déjà d'actualité à l'époque impériale. Toutefois, ces discussions ne portaient pas encore sur un quelconque projet de colonisation de l'intérieur du pays, en dehors des terres proches frontières qu'il était nécessaire d'occuper. Ce n'est que pendant la Seconde Guerre mondiale, que le sujet est redevenu d'actualité. La croissance démographique aidant, la nation ne serait plus exclusivement littorale.

« Cependant, pour que l'intériorisation territoriale devienne une réalité, elle devait être menée par le gouvernement lui-même, ce qui s'est passé, avec la Marche vers l'Ouest comme initiateur du mouvement. » (VAZ, 2013, p.23).

En raison des distances continentales du pays, il ne suffisait pas de déplacer la population, il fallait aussi des moyens pour intégrer l'ensemble du territoire national.

« En 1943, nos quarante millions d'habitants vivaient pratiquement sur la bande côtière. L'Amazonie était un monde lointain et le centre du Brésil, comme l'a dit le journaliste Jorge Ferreira, semblait "plus loin que l'Afrique". Le monde civilisé s'arrêta au rio Araguaia. La Seconde Guerre mondiale, avec sa notion de nations comme espace vital, a servi à faire prendre en compte l'immensité géographique brésilienne, ainsi que ses non moins immenses zones vides, de terra incognita. Des idées expansionnistes, limitées aux frontières de la nation, sont ainsi nées en pleine guerre, cette fois-ci encouragées par l'Etat lui-même. Deux mesures politiques ont été prises à cet effet. La première est l'organisation de l'expédition Roncador-Xingu, avec pour mission spécifique de voir et prendre contact avec ces fameux espaces vides de nos cartes géographiques. La seconde est la création de la Fondation Brésil Central, avec pour fonction d'implanter des noyaux de population dans les lieux stratégiques identifiés par l'expédition précédente. »
(VILLAS BOAS; VILLAS BOAS; 1994, p.24).

Notre précédente recherche (VAZ, 2013) a montré que cette opportunité de cartographier de manière plus précise le territoire brésilien a grandement contribué à interconnecter les anciens et les petits noyaux de peuplement déjà existants. C'est ainsi que la localisation stratégique de la bourgade de Conceição do Araguaia, issue de la conjonction des pères dominicains et des descendants des migrants à travers le Sertão au 19^e siècle, s'est

avérée essentielle quelques années plus tard pour penser la colonisation du sud du Pará, même si elle en était au départ qu'un simple point d'ancrage.

Concernant la Fondation Brasil Central (1943-1947) :

« ... elle était une agence créée pour donner un cadre institutionnel aux opérations déjà en cours, en particulier celle de l'expédition Roncador-Xingu, qui a démarré en 1943 sur l'initiative de la Coordination de la Mobilisation Economique, créée elle-même en 1942, avec pouvoirs dans la fixation des prix, les objectifs de production, d'approvisionnement et de transport. Dès sa création, la Fondation Brésil Central promouvait la colonisation des régions du Nord et du Centre-Ouest du Brésil, sous la direction de João Alberto Lins de Barros. » (MAIA, 2010, p.628-629).

Pour sa part, Fernandez (1999) évoquant l'aspect purement économique de la Fondation Brésil Central, dans l'attente d'une interconnexion entre le Nord et le Sud du Brésil, parle de l'intérêt une partie du territoire du Sud du Pará :

« ... le point de départ de l'expédition, hormis São Paulo, fut la ville de Barra do Garça, dans l'État de Goiás. Puis elle passa par la Serra do Roncador, la région du rio das Mortes, atteignant le Pará par la vallée du rio Araguaia [notamment Conceição do Araguaia] et poursuivant jusqu'à Manaus. » (FERNANDES, 1999, p. 34).

Les terres avoisinantes les rios étant répertoriées comme stratégiques pour la colonisation, le rio Araguaia et ses berges a donc joué un rôle majeur dans la future expansion du front pionnier partant du nord de Goiás et entrant en Amazonie par le territoire du Sud du Pará.

Parallèlement, les frères (VILLAS BOAS, 1994) avaient mis en évidence le continuum entre le Brésil Central et l'Amazonie.

« En vérité, l'Amazonie et le Brésil central se rencontrent, s'interpénètrent, s'ajustent et forment un cadre remarquable. Et c'est en son sein que se trouve la plaine du rio Xingu. Il va sans dire que la main prédatrice des civilisés n'a pas encore été jusque-là. Libéré de l'action destructrice du pilleur de richesses, telles que bois, fruits, animaux, orchidées, cardume(?) ou même ailes de papillon, le Xingu des Indiens et des légendes reste intact, brésilien, vert et à l'état brut, comme l'était le pays au moment de la découverte (...). » (VILLAS BOAS, 1994, p. 24).

Jusqu'alors, les limites entre Brésil central et l'Amazonie brésilienne n'étaient pas clairement définies et n'étaient d'ailleurs pas discutées, seuls des termes de sertão, forêt et forêt dense faisaient partie du langage courant.

En outre, le choix du point de départ officiel de l'expédition Roncadora-Xingu stratégique d'un point de vue politique. En effet, selon Villas Boas (1994), lors de la préparation de l'expédition, la ville de Goiás Velho était a priori considérée comme une porte d'entrée dans le sertão". Cependant, ce choix n'était pas du goût du représentant du gouvernement dans le Goiás, Ludovico Teixeira, car elle était un des bastions de ses rivaux politiques locaux, la famille Caiado. Ainsi, celui-ci s'est servi de son lien direct avec le gouvernement fédéral pour imposer la ville d'Uberlândia.

« Le rio Araguaia, par la nouvelle route, serait atteint à la jonction avec son plus grand affluent, le rio das Garças (rios des hérons) où serait établie la base de l'expédition, qui se trouverait ainsi sur la rive du rio Araguaia située dans l'Etat du Goiás, face à l'embouche de cet affluent. » (VILLAS BOAS, 1994, p. 24).

Par ailleurs, selon Vaz (2013), l'origine, l'expérience et les trajectoires respectives des membres de l'expédition et de la Fondation Brésil Central (F.B.C.) étaient variées. Le commandement était assuré par João Alberto Lins de Barros, nommé en raison de la confiance que lui portait le président Vargas. On notait la présence de plusieurs militaires ayant participé au mouvement des "Tenentista" des "Lieutenants". Il y avait également quelques fonctionnaires ainsi que des jeunes aventuriers. Maia (2010) montre la diversité des groupes et des personnes qui ont participé à l'initiative :

« Ainsi, non seulement les questions de politique locale étaient des défis à relever, mais la participation directe ou indirecte de civils a permis d'autres arrangements, à divers niveaux d'information et d'intérêts. De plus, alors que les civils et les militaires se consacraient à leur tâche de connaissance et reconnaissance du territoire brésilien dans le cadre de l'expédition et de la Fondation, d'autres citoyens tentaient de leurs côtés de monter des opérations lucratives en appui à ces initiatives. » (MAIA, 2010, p. 629).

La Marche vers l'Ouest qui était à l'origine une initiative exclusivement publique et gouvernementale, est progressivement devenue un ensemble puis une constellation de petits projets menés par des individus dans un cadre privé, cherchant à tirer profit des opportunités offertes par l'identification puis l'occupation de terres à fort potentiel en vue de futures foncières et immobilières. Un peu comme si le gouvernement une fois lancé l'idée de la Marche vers l'Ouest, dont il voulait faire un porte-drapeau national de l'identité brésilien, aurait été à la fois suivi puis débordé dans son initiative par le même peuple qu'il cherchait à mobiliser.

4.3.4 Retour sur les effets de la Marche vers l'Ouest sur l'Amazonie

Nous avons vu tout au long de ce chapitre les effets de la politique internationale des années 30-40, en particulier en Europe, sur l'*Estado Novo*. La crise de 29 avait scellé le cercueil de la Vieille République tout en ouvrant sur le premier, puis le second gouvernement de Getúlio Vargas, qui avait en son sein les germes de l'*Estado Novo*. La montée des fascismes en Europe, notamment dans les pays gros pourvoyeurs de migrants vers le Brésil qu'étaient l'Italie et l'Allemagne, résonnait dans le Brésil en proie avec une situation agraire complexe car à la fois base de l'économie nationale et principal terrain d'affrontements divers et variés. Dans ce contexte, le début de la seconde guerre mondiale a directement impacté l'Amazonie par la fermeture des marchés au caoutchouc en provenance des plantations d'Asie du Sud-Est passées sous le contrôle des Japonais alliés de l'Allemagne d'Hitler et de l'Italie de Mussolini. Le potentiel de l'Amazonie en termes de production du fameux latex est redevenu d'actualité et a attiré des milliers de migrants, en grande partie originaires du Nordeste où la question foncière était des plus aigües.

Avant de traiter du second cycle du caoutchouc dans les années 40, il est important de s'attarder sur les effets territoriaux de la seconde guerre mondiale. Celui-ci aurait donc grandement contribué à attirer l'attention du gouvernement fédéral sur la nécessité d'une présence humaine et militaire aux frontières pour des raisons de sécurité nationale. Toutefois, nous avons du mal à adhérer à cette seule justification dans le contexte des années 30-40. Elle l'était certainement à l'époque impériale dans un contexte de rivalités territoriales nationales affirmées, notamment au sud avec le Paraguay, et le sera encore plus dans les années 60 de la seconde moitié du 20^e siècle avec le développement des guérillas à tendance gauchiste sur tout le pourtour amazonien. Toutefois la sureté nationale a rejoint le train des mesures d'intégration territoriale voulues pour l'*Estado Novo*. C'est ainsi que :

« Le 11 octobre 1940, le président Getúlio Vargas se trouvait en visite à Manaus. Il prolongea son voyage dans la ville amazonienne de Porto Velho. Sa visite ne devait durer que trois heures, mais elle a été prolongée jusqu'au 13 en raison des problèmes politico-administratifs locaux. La région de l'actuel État de Rondônia était connue sous le nom d'Alto Madeira (Haut-Madeira, du nom du rio Madeira qui la traverse). Ses habitants réclamaient depuis longtemps la création d'un territoire fédéral dont le siège se trouverait à Porto Velho. Getúlio Vargas, promoteur et fervent partisan de la Marche vers l'Ouest en phase instauration, connaissait la nécessité d'occuper les zones frontalières, d'autant plus que dans la zone opérait l'importante ligne de chemin de fer Madeira-Mamoré, dirigé par le lieutenant Aluisio Ferreira, et transportant le caoutchouc produit dans la vallée du Guaporé et des terres limitrophes. Constatant les infrastructures locales, Getúlio Vargas

a déclaré : « C'est déjà un territoire fédéral ». Dans la foulée, il a autorisé les études pour la création de cinq territoires fédéraux en Amazonie : Guaporé (démembré du gigantesque Etat de l'Amazonas et de celui du Mato Grosso), Rio Branco (démembré de l'Etat de l'Amazonas) ; Amapá (démembré de l'Etat du Pará, gigantesque également mais un peu moins que celui de l'Amazonas), Iguaçú (démembre de l'Etat du Paraná comme précédemment mentionné) et Ponta Porã (démembré du Mato Grosso). Moins de trois années plus tard, en septembre 1943, Getúlio Vargas signa le décret-loi, établissant les nouvelles unités fédérales. » (MONTORIL, 2018, p.1).

Au travers de la création officielle de ces nouveaux territoires, le gouvernement central du Brésil mettait la main et le contrôle direct sur ces terres situées aux frontières du pays, plus particulièrement au nord, mais aussi au sud, en enlevant aux Etats fédérés le contrôle de ces territoires, et marquant ainsi un peu plus son pouvoir sur l'ensemble du pays.

A la suite de la difficulté de s'approvisionner en caoutchouc à partir de l'Asie du Sud-Est, le second cycle du caoutchouc a démarré en Amazonie, avec les mêmes relations de travail archaïques, proches de l'aviamento déjà présenté, entre les propriétaires des terres, et donc des hévéas, et leurs employés, collecteurs du caoutchouc. On est en droit de se poser la question de l'intérêt et surtout des alternatives qu'avaient les migrants du Nordeste pour venir travailler en Amazonie comme cueilleurs de la sève qui sera transformée en caoutchouc dans une étape ultérieure. Ils sont venus par milliers, une partie en célibataires, une partie avec leurs familles, fuyant la survie et l'esclavage moderne, tels que nous l'avons présenté dans la guerre de Canudos. L'Etat du Céara a été un des grands pourvoyeurs de migrants pour le second cycle du caoutchouc. En parcourant le sud de cet Etat un demi-siècle plus tard, dans les années 90, on comprend que la tentation était grande, notamment pour les jeunes, de partir pour sortir d'un autre cycle, celui de la misère et de l'exclusion foncière.

GUILLEN tente quelques explications aux migrations :

« Il est important de comprendre que l'Amazonie était appréhendée par un imaginaire composé d'éléments contradictoires, où se détachait l'image d'une forêt verte et vigoureuse, mélange d'Eden et d'Enfer vert. Pour le migrant du nord-est, l'Amazonie était marquée par deux éléments qui, contrairement à la pénurie du nord-est, étaient en abondance : l'eau et la terre. D'autre part, nous devons tenir compte de la tradition de migration vers l'Amazonie, en particulier du Ceará, chaque fois que la sécheresse a ravagé les arrière-pays du nord-est [appelé aussi le Sertão des Inhumains (Inhamuns), tant les conditions de vie étaient inhumaines]. » (GUILLEN, 1997 p.95).

Le même auteur rappelle qu'une grande partie des migrations du Nordeste vers l'Amazonie avait eu lieu pendant le dernier tiers du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, lors du premier cycle du caoutchouc, dont nous avons parlé à la fin du chapitre 2 consacré au Sud du Pará. Concernant le second et dernier cycle des années 40, Guillen, montre à quel point les paysans du Nordeste ont eu l'impression d'avoir été trompés :

« En élaborant un discours qui justifie les politiques publiques menées au même moment, ils [les dirigeants] ont présenté l'opération comme une solution à la problématique des paysans du Nordeste, qui en plus d'être rémunéré pour leur travail, auraient l'opportunité d'acquérir des terres. À cette fin, ils [les dirigeants] ont utilisé la "Marche vers l'Ouest" de manière discursive, et la "Bataille du caoutchouc" est devenue une partie de la campagne phare qui visait à intégrer les arrière-pays dans le corps de la nation. » (GULLEN, 1997, p. 96).

Comment les paysans du Nordeste, dans leur très grande majorité simples ouvriers agricoles sans terre, auraient-ils pu résister aux appels de la sirène à l'accent foncier, eux qui depuis des générations et des générations travaillaient la terre des autres, contraints de négocier année après année un petit lopin de terre avec un *coronel* local ou un membre de son clan, et de surcroît dans l'obligation de partager sa récolte, le fruit de son travail avec lui ? Cet élément est important à prendre en compte pour notre hypothèse de recherche sur la différenciation des origines et causes de la migration. Même si les migrations de la seconde moitié du 20^e siècle se sont déroulées dans un autre contexte que celles des années 40, la situation agraire dans le Nordeste n'avait pas foncièrement changé en l'espace de deux ou trois décennies.

Selon Pereira (2014), le gouvernement, en encourageant autant l'envoi de paysans du Nordeste appelés "soldats du caoutchouc" au fin fond de l'Amazonie brésilienne, avait pour intérêt premier l'exploitation du caoutchouc, mais aussi l'avancée et l'implantation de Brésiliens dans la forêt en ses zones considérées comme des vides démographiques. Et le moins qu'on puisse dire est que cette propagande a fonctionné au vu des milliers de paysans qui y ont cru et adhéré.

« Des agences chargées de recruter pour cette campagne ont été créées, comme le SEMTA (Service spécial de mobilisation des travailleurs pour l'Amazonie), une institution fédérale financée avec de l'argent américain, située à Fortaleza, capitale de l'Etat du Ceará. C'était une campagne de propagande, promettant une autre vie, avec un travail au nom de la patrie, pour un temps déterminé, avec la reconnaissance en tant que militaire, avec la rémunération, la retraite, et à la fin de la guerre, les "soldats du caoutchouc" recevraient une pension de soldat. » (PEREIRA, 2014 p.204).

En plus des perspectives en termes de rémunération et de potentiel foncier, comme nous l'avons vu précédemment essentiel pour le paysan du Nordeste, il y avait la reconnaissance d'un statut proche de celui de militaire, ce qui pour les paysans était le graal de la reconnaissance par le pouvoir.

« Ont participé à cette campagne plus de 70 000 personnes, environ 25 000 militaires membres du Corps Expéditionnaire Brésilien, et environ 55 000 soldats du caoutchouc. Les deux groupes ont cependant eu une contribution très différente ... A titre d'exemple, à la différence des militaires, la guerre ne s'est pas terminée en 1945 pour les soldats du caoutchouc, mais elle s'est a continué les décennies suivantes. L'adaptation à ce nouvel environnement, pour ces soldats du caoutchouc, a été très difficile. Ils ont dû grandement s'adapter pour survivre, en raison des nombreux changements, en particulier celui du milieu biophysique, surtout le climat humide à très humide, quand la plupart d'entre eux venait du Nordeste aride. » (PEREIRA, 2014 p. 200).

De plus, la campagne du caoutchouc avait une dimension internationale, une sorte de sacrifice des pauvres paysans brésiliens à l'effort de guerre des alliés.

« L'invitation faite Suisse Jean Pierre Chabloz, arrivé à Fortaleza en 1943, en tant que responsable de la propagande de la "Campagne du caoutchouc", s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement Vargas pour respecter les accords établis avec le gouvernement des États-Unis l'année précédente." (MORAES, 2010, cité par PEREIRA, 2014, p.205).

De plus cette dimension internationale était aux dépens des paysans du Nordeste. En effet, PEREIRA poursuit :

« Comme Chabloz était peintre et dessinateur, il lui a été demandé de travailler comme affichiste pour la campagne. Il a élaboré des affiches idéalisant par ses illustrations les futurs lieux de vie et de travail des soldats du caoutchouc. Le gros le problème était qu'il ne connaissait pas les régions qu'il dessinait, s'inspirant des dires des militaires qui s'y étaient rendus. Il a représenté sur ses affiches de très beaux paysages, de type "faux paradis", qui ont attiré l'attention des potentiels soldats du caoutchouc, en particulier les jeunes. Ceci, ajouté aux fausses promesses de retour et de reconnaissance en tant que militaire faites après la fin de la guerre, ont conduit de nombreux jeunes à s'engager comme soldats du caoutchouc. » (PEREIRA, 2014, p. 205).

Conclusion

En conclusion sur le Brésil républicain, des dernières décennies du 19^e siècle au milieu du 20^e siècle, il nous faut retenir un certain nombre d'éléments concernant notre question et nos hypothèses de recherche. Le premier élément est le changement de contexte institutionnel à la tête du pays avec une implication majeure de la gouvernance fédérale dans la vie des anciennes provinces devenues Etats, mais également à l'échelle locale avec la courroie de transmission, en particulier mise en place par l'*Estado Novo*, courroie allant des sphères du pouvoir jusqu'aux maires des communes en passant d'une part par les représentants du pouvoir fédéral à la gouvernance des Etats et des institutions fédérales prenant de plus en plus de poids dans la vie locale. L'incidence sur notre question et nos hypothèses de recherche est le pilotage des nouvelles colonisations se fera au niveau fédéral, et même si le niveau local et régional a un poids certain, il sera en principe aux ordres et contrôlé par le pouvoir fédéral. Ceci est un changement profond dans le Brésil des années 30 et 40 par rapport au Brésil impérial et à la Vieille République. Cependant ce changement n'a que peu affecté les oligarchies locales qui au travers de leurs terres en propriété et de leurs réseaux locaux et régionaux continuent à être très présentes dans la vie de tous les jours.

Le second élément de changement, surtout avec l'avènement de l'*Estado Novo*, comme le précédent, est l'affichage clair et net de la colonisation de nouvelles terres localisées dans les zones à faible densité démographique, ce qui a largement ouvert à diverses initiatives publiques et privées en termes de colonisation comme nous l'avons déjà mentionné et comme nous le verrons dans le prochain chapitre. Or a priori ces nouvelles terres sont peu ou pas appropriées, à la différence de ce qui a été vu pour le second cycle du caoutchouc qui s'est construit sur une oligarchie déjà construite pendant le premier cycle, c'est-à-dire tout au long de la Vieille République dont il apparaît que le principal résultat fut un renforcement des oligarchies locales et régionales.

Le troisième élément de changement est le démarrage de la politique industrielle du Brésil, s'appuyant sur la plus-value sur les ressources du sol et du sous-sol du pays, et dans un contexte à dominante urbaine. L'agriculture reste un secteur très important, le plus important pour de nombreuses années et décennies encore, en raison de son antériorité, mais aussi en raison de ces mêmes ressources nationales, en particulier du sol, dont l'agriculture est un excellent moyen de mettre en valeur, et donc de créer de la richesse nationale. A ce titre, on notera que l'élevage bovin qui était une composante secondaire de l'agriculture, en dehors des animaux de bât y ayant un rôle majeur, s'est rapidement avéré un outil de colonisation de nouveaux espaces, notamment depuis l'introduction des zébus au tout début du 20^e siècle, plus résistants et plus adaptés que les taurins aux conditions tropicales (SANTIAGO, 1974 ; VEIGA et al. 2004). Entre 1929 et 1944, le cheptel bovin est passé d'environ trois à quatre millions avant de s'envoyer dès l'accélération de la colonisation de nouvelles terres. N'oublions pas que

la colonisation de l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle s'est fait par la patte du bœuf (*pata do boi*) pour des raisons que les auteurs précédents ont expliquées. Le processus n'avait pas été très différent pour le Centre-Ouest du pays.

On note donc pour ces trois éléments le rôle-clé des politiques publiques dans le processus de colonisation et de migration, peut-être encore plus avec l'*Estado Novo*, quitte à s'appuyer sur une propagande mensongère, ce qui avait déjà vu pour les périodes précédentes.

Un autre élément majeur de changement est le contraste qui apparaît entre d'un côté une population rurale du Nordeste dans une logique de migration pour survivre, tant les conditions de vie sont difficiles dans leurs régions d'origine, et d'un autre côté des migrants, souvent issus d'autres régions, généralement dans de meilleures conditions initiales, petits paysans propriétaires, petits entrepreneurs, avec des objectifs clairs d'investir leurs forces de travail et leurs moyens dans un projet de migration.

En outre, on note que la différenciation territoriale s'amenuise par certains côtés et dans certains endroits, en particulier dans les l'Etat du Paraná et du Goiás, avec notamment avec pour ce dernier la construction de sa nouvelle capitale Goiânia, mais aussi dans les Etats du Rio Grande du Sud et du Mato Grosso, dans sa partie méridionale pour ce dernier. Toutefois la différenciation semble se maintenir, voire s'aggraver avec d'autres Etats, en particulier dans le Nordeste et l'Amazonie. Il y a donc une différenciation dans le processus d'intégration.

Chapitre 5

Les Années de l'Après-Guerre au Brésil ou les Prémices de la Colonisation de l'Amazonie

Introduction

Période charnière de l'histoire républicaine du Brésil, la Seconde Guerre Mondiale a montré à la fois les différences politiques par rapport à la vieille Europe et les spécificités propres au Brésil, et d'une manière plus large aux démocraties du continent sud-américain. Entré dans la guerre dans un second temps, comme beaucoup de pays sud-américains et dans la foulée des Etats Unis, le Brésil avait toutefois plusieurs points communs avec les approches fascistes des puissances de l'axe, en particulier avec l'Italie de Mussolini. Et pourtant, c'est bien du côté des alliés que s'est rangé le Brésil de Getúlio Vargas, malgré le régime autoritaire instauré par l'*Estado Novo* depuis 1937. En conséquence, les quelques 20,000 hommes du contingent militaire brésilien sont allés pour la plupart se battre en Italie aux côtés des alliés. La victoire de 1945 a donc logiquement jeté un trouble sur la politique et le positionnement brésilien (FERRAZ, 2014), d'autant plus que depuis 1943 un manifeste des élites libérales, notamment de l'Etat du Minas Gerais, fort de 92 signatures, demandait la fin de la dictature de l'*Estado Novo*, par ailleurs de plus en plus fragilisé.

Sitôt la guerre finie et en perspective de l'élection présidentielle de la fin de 1945, Getúlio Vargas tenta le 10 octobre d'anticiper les élections à la tête des Etats brésiliens de la fédération dans l'objectif de s'assurer un plébiscite à l'échelle nationale. Dans la foulée, le 25 octobre il nomma son propre frère, Benjamin Vargas, chef de la police du District Fédéral. Cette nomination a été perçue par les militaires comme le contrôle du pouvoir central sur les généraux de l'armée, après avoir voulu mettre la main sur les Etats de la fédération via les gouverneurs. Quatre jours plus tard, le 29 octobre, Getúlio Vargas était déposé par ces mêmes militaires qui, pour montrer leur bonne foi démocratique, ont mis à sa place un nouveau président, Eurico Gaspar Dutra (1946-1951).

Au cours des deux décennies de l'après-guerre, le gouvernement Dutra de 1946 à 1951 tentera une coupure avec le passé de l'*Estado Novo* et son mentor, Getúlio Vargas, les deux encore bien présents dans la politique brésilienne. Ce sera une coupure apparente, légère et surtout de courte durée avec le retour à la présidence du pays, dès 1951, de Getúlio Vargas, le père de l'ancien *Estado Novo*, et cela par la voie démocratique du suffrage universel. Il mettra lui-même fin à ses jours en 1954, dans son propre palais présidentiel de Rio de Janeiro. Par son parcours, sa personne et son action politique, Getúlio Vargas est devenu un personnage majeur de l'histoire du Brésil, pour preuve le nombre de places et de grandes avenues portant

aujourd'hui son nom dans tout le pays. Suivra l'arrivée au pouvoir de Juscelino Kubitschek, de 1956 à 1961, qui deviendra lui aussi une figure majeure du paysage politique brésilien, en raison notamment d'une de ses grandes œuvres qui sera le transfert de la capitale de Rio de Janeiro à Brasília. Cette dernière, créée de toutes pièces au cœur du Cerrado, au barycentre du pays, marque ainsi de manière forte l'ancrage territorial du Brésil sur son espace national, en intégrant de manière volontaire le Centre-Ouest, déjà en voie d'intégration avec la Marche vers l'Ouest initiée sous Getúlio Vargas, mais aussi le Nordeste, considéré comme le parent pauvre du pays, et bien sûr l'Amazonie au Nord. Le social et progressiste João Goulart, ministre du travail de Getúlio Vargas puis vice-président de Juscelino Kubitschek, succèdera à ce dernier, tout en poursuivant sa politique en l'infléchissant vers la gauche. Il sera déposé par les militaires en 1964 qui, une nouvelle fois, interviendront de manière radicale dans le cours de la politique nationale brésilienne, d'autant plus que cette fois ils resteront aux affaires pendant deux décennies, et renforceront le plan de colonisation de l'Amazonie brésilienne déjà pensé et en partie engagé.

Nous verrons dans ce chapitre qu'au long des deux décennies entre la fin de la Seconde Guerre Mondiale et la prise de pouvoir par les militaires au milieu des années 60, s'est progressivement préparé puis mise en œuvre la colonisation de l'Amazonie brésilienne, politique qui s'est intensifiée sous l'action de ces mêmes militaires dès leur arrivée au pouvoir. Et cela d'autant plus facilement que nombreuses actions structurantes avaient déjà été pensées et mises en œuvre, notamment le transfert de la capitale de la nation, de Rio de Janeiro à Brasília, en vue de mieux intégrer les régions nord et ouest au territoire national, dont l'Amazonie, d'une part, et la construction des diverses routes menant au cœur des divers massifs forestiers afin d'en faciliter leur accès, d'autre part, ainsi que la propagande faite auprès des migrants potentiels utilisée comme un outil de politique publique.

Concernant nos hypothèses de recherche, nous verrons également que les changements opérés au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, en particulier la modernisation du secteur agricole jusqu'alors basé sur une abondante main-d'œuvre, ainsi que le nouvel ordre politico-économique avec notamment le début de la guerre froide, ont largement poussé le pouvoir fédéral brésilien à utiliser leurs migrants potentiels pour occuper le territoire national toujours à conquérir et ainsi s'en assurer le contrôle, un peu à la manière de ce qui avait été voulu par le Brésil impérial au cours du 19^e siècle. En revanche, il n'y a pas eu de nouvelles mesures de politiques migratoires en provenance de l'étranger, en dehors de l'accueil de quelques familles de migrants d'origine nord-américaine et européenne fuyant leurs terres pour des raisons diverses, tant économiques que politiques. Cette absence de migrations étrangères fait aussi écho à la politique nationaliste déjà mise en œuvre par Getúlio Vargas avec l'*Estado Novo* et qui s'est poursuivie dans l'après-guerre, comme nous l'avons déjà mentionné. De même la politique d'industrialisation du Brésil au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, ainsi que les grands travaux lancés pour mieux intégrer les régions

périphériques, dont l'Amazonie, ont favorisé les migrations internes et mis en évidence des différences entre migrants en fonction de leurs origines géographiques, sociales et économiques, différences qui nous le verrons dans la seconde partie perdureront et seront en partie explicatives de la différenciation des trajectoires de migration, répondant ainsi en partie à nos hypothèses de recherche.

Ce chapitre sur les deux décennies d'après-guerre s'organise autour de trois éléments structurants et explicatifs du contexte brésilien à la veille de la colonisation de l'Amazonie pilotée par les militaires à partir du milieu des années 60. Le premier élément est l'ensemble des mesures de politique publique de nature nationaliste, mais aussi à visée industrielle, dont un des objectifs, quand ce n'était pas la finalité principale, était d'intégrer les régions périphériques au territoire national, dont l'Amazonie, en les colonisant pour en exploiter les richesses. Cette intégration par l'exploitation des ressources devait en retour servir au propre développement économique des territoires nouvellement intégrés. Ces diverses mesures de politique publique s'adressaient à tous les migrants, aussi bien ceux à la recherche de meilleures conditions de vie que ceux visant à profiter des opportunités offertes pour s'enrichir, cette diversité devenant un des éléments-clés de la propagande des politiques migratoires, en particulier à son apogée sous l'ère Vargas. A partir d'exemples, le second élément permet de qualifier ces mesures de politique publique avec tout d'abord la construction de la nouvelle capitale Brasília, puis la construction de l'identité brésilienne fortement imprégnée des nombreux et divers apports des migrations, avant de faire le point sur la situation des populations autochtones, autres que amérindiennes, directement impactées par ces mêmes politiques territoriales et expansionnistes. Ce sont les communautés présentes avant l'arrivée des migrants, celles issues de migrations anciennes, qui se sont, sur le temps long colonial, impérial puis républicain, métissées avec des populations amérindiennes. Or, si les Amérindiens et les migrants ont bénéficié de politiques publiques spécifiques, chacun des deux groupes pour des raisons spécifiques, ces communautés issues du métissage ancien entre ces deux populations et devenues autochtones avec le temps sont restées en marge des mesures de développement économique, et se sont donc adaptées en s'insérant dans les marges des espaces géographiques et institutionnels occupés par les communautés amérindiennes d'une part et les migrants d'autre part. Le troisième élément concerne les enseignements à tirer pour la compréhension des migrations du 20^e siècle en Amazonie de deux expériences de colonisation territoriale ayant eu lieu au cours des deux décennies de l'après-guerre, celle du nord Goiás et celle du Paraná. En effet, en raison du continuum territorial entre l'Amazonie de l'Etat du Pará et le Cerrado du nord de l'Etat du Goiás, devenu aujourd'hui Etat du Tocantins, la colonisation de l'Amazonie des années 60 apparaît comme le prolongement dans le temps et dans l'espace de la colonisation du nord Goiás. D'autre part, la colonisation du Paraná, opérée dans le biome de la forêt atlantique, qui ressemble à bien des égards à la forêt amazonienne, préfigurait un des scénarios possibles pour la colonisation de l'Amazonie.

5.1 Grandes étapes et éléments-clés de la politique d'après-guerre au Brésil

Suite aux changements majeurs de la politique brésilienne sous la férule de Getúlio Vargas, avec notamment la mise en place de l'*Estado Novo* dans les années 30 incluant la Marche vers l'Ouest, la gouvernance brésilienne a évolué en termes de savoir-faire et de faire savoir afin d'initier, structurer et gérer un développement économique et social que le pays était en droit attendre, avec un triple fil directeur reposant sur l'industrialisation de l'économie et l'intégration territoriale basée sur colonisation des terres périphériques et l'exploitation des richesses naturelles jusqu'alors excentrées et donc peu ou pas exploitées.

5.1.1 Importance et nécessité d'une politique d'intégration nationale de l'Amazonie

L'après-guerre commence donc avec le gouvernement Dutra. Ferreira (2019) résume les cinq années du gouvernement Dutra en trois points : l'épuisement des réserves de devises étrangères acquises pendant la seconde guerre, une politique économique résolument libérale et la grande sévérité de la politique du travail. Au cours de la première année, une nouvelle Constitution a été établie puis promulguée le 18 septembre 1946. Cette constitution a rétabli les droits politiques qui avaient été suspendu pendant l'*Estado Novo*. Et c'est en cela qu'a eu lieu le changement. Toutefois, elle a retenu certains points controversés tels que l'exclusion du droit de vote pour les Brésiliens illettrés et la restriction du droit de grève.

Skidmore (2010) divise l'histoire économique du gouvernement Gaspar Dutra en deux phases:

« La phase 1946-1947 et la phase 1947-1950. La première phase a vu une tentative de retour aux principes du libéralisme du laissez-faire. Cette politique a été ébranlée par l'épuisement rapide des réserves de change du Brésil. En a résulté une dette dans la balance des paiements en 1947. La réintroduction du contrôle des changes en juin 1947 marque le début de la transition vers la seconde phase, qui voit une accélération de "l'industrialisation spontanée" et un tournant vers des formes rudimentaires de planification générale des dépenses fédérales. »
(SKIDMORE, 2010, p.103).

Le gouvernement de Dutra se mettait en place alors que la bipolarisation du monde s'intensifiait avec la guerre froide. Les États-Unis essayaient de se rapprocher du Brésil, rapprochement marqué par une forte politique d'encouragement des importations en provenance des États Unis, principalement des biens de consommation, ce qui a largement contribué à vider les réserves de change brésiennes, et cela dès 1948.

Par ailleurs, dans cet alignement sur les Etats Unis, le Brésil a prêché une politique très incisive contre le communisme. Les mandats des hommes politiques élus par le Parti communiste du Brésil (PCB) ont été annulés. Cette politique anticommuniste a également concerné les syndicats de travailleurs. Ces mêmes syndicats, déjà fragilisés par la politique autoritaire de l'*Estado Novo* de Getúlio Vargas pendant près d'une décennie, étaient de moins en moins actifs, et ce malgré la reconnaissance du droit de grève. Ils s'en sont trouvés encore plus menacés à cette époque.

Le chaos économique menaçait le pays. Pour le contrôler, le gouvernement Dutra a imaginé le "Plan *Salte*". En résumé, ce plan voulait affecter des ressources aux domaines considérés comme importants à terme et surtout prioritaires pour le développement du pays, à savoir : la santé, l'alimentation, le transport et l'énergie. C'est ainsi que le programme prévu pour la période de 1949-1953, visait à fournir aux Brésiliens de meilleures conditions en matière de santé, d'alimentation, de transport et d'accès à l'énergie. En ce qui concerne le secteur des transports, l'attention a été maintenue sur la construction des routes, la navigation fluviale et les ports. Quant au secteur de l'énergie, le pétrole et le gaz naturel, ainsi que la sylviculture pour la production de bois de chauffe sont devenus des priorités. L'électrification en milieu rural a été une autre priorité, principalement dans le but de réduire l'exode vers les centres urbains. Toutefois, à cette époque, l'électrification a surtout privilégié les grandes propriétés et peu les colonies de l'agriculture familiale.

Le Plan économique *Salte* était issu d'une commission tenue en 1947 et à laquelle ont participé plusieurs partis politiques. Puis, une fois élaboré, le Plan *Salte* a été présenté par le président Dutra au Congrès national le 10 mai 1948 par le biais du message présidentiel n° 196. Après deux années de travaux, de discussions et d'aller-retours respectant le processus démocratique entre l'exécutif et le législatif, le Plan *Salte* a été approuvé par la loi n° 1.102 du 18 mai 1950. Notons dès à présent que si le Plan *Salte* faisait, en théorie et pour des raisons politiques évidentes, table rase des divers plans de développement des gouvernements précédents, c'est-à-dire ceux pensés et conçus pendant l'*Estado Novo*, il en reprenait les grandes lignes, à tel point qu'il fut même poursuivi et renforcé une fois Getúlio Vargas revenu au pouvoir à partir 1951.

« Le programme Salte ne concernait que les investissements publics et fut un relatif échec. Il a cependant été quasiment le seul programme du gouvernement Dutra à avoir une ambition nationale, alors que la planification régionale à l'échelle de la nation du Brésil était prévue dans la Constitution de 1946, en stipulant les plans de développement des vallées du rio São Francisco et de l'Amazone, ainsi que la lutte contre la sécheresse dans le Nord-Est. Chaque partie du Plan Salte a garanti un pourcentage de maintien des recettes fiscales fédérales (1 % pour la vallée du rio São Francisco, et 3 % pour l'Amazonie et le Nord-Est). La

Commission de la Vallée de São Francisco, ou CVSF, et la Surintendance du Plan de Valorisation Economique de l'Amazonie, ou SPVEA, ont été créées en 1948. Aucun des deux n'a été particulièrement efficace en tant qu'opérateur institutionnel de développement économique, (...). En résumé, pendant les années Dutra, des plans régionaux et sectoriels ont été élaborés, en même temps que les principes de l'intervention de l'État dans l'économie ont été prudemment réduits. » (SKIDMORE, 2010, p. 105).

Dans ce contexte de planification générale pour le Brésil, instauré par l'*Estado Novo* dans les années 30, en théorie abandonnée à la fin de la Seconde Guerre Mondiale par le coup d'état écartant Getúlio Vargas du pouvoir, mais remise à l'ordre du jour par la constitution de 1946, était incluses des actions spécifiques pour les régions du Nord/Amazonie et du Nordeste, en particulier la création de fonds pour la valorisation économique de l'Amazonie, la défense contre les sécheresses du Nordeste, et la pleine exploitation des possibilités économiques du rio São Francisco et de ses affluents, également en grande partie dans le Nordeste. Selon Paula (2012), la constitution de 1946 utilise l'expression de "zones arriérées" quand elle mentionne le Nordeste et l'Amazonie. Ainsi, l'Amazonie et la nécessité de son développement sont progressivement devenus des sujets de discussion dans de la politique brésilienne.

D'un point de vue politique proprement dit, notons que pendant cette période de la seconde partie des années 40, l'ex-président Getúlio Vargas, alors déchu depuis 1946, a poursuivi son action et son investissement politique, en essayant de mettre en avant son surnom de "Pères des Pauvres" donné par ses sympathisants, mais surtout en cherchant à effacer son image de dictateur qu'il s'était construit avec l'*Estado Novo*. Le résultat fut son retour au pouvoir en janvier 1951 par une élection au suffrage universel.

A son retour à la présidence du Brésil, Getúlio Vargas a poursuivi le Plan *Salte*. Cependant, les déficits budgétaires accumulés dans l'après-guerre n'ont pas permis d'atteindre les résultats espérés. Des études réalisées par le gouvernement lui-même, et d'autres conduites par des "missions gouvernementales" nord-américaines, ont souligné la nécessité pour l'économie brésilienne d'un programme d'industrialisation. Une nouvelle série de fonds et de plans liés au secteur économique a donc été lancée. Certaines lignes directrices du Plan *Salte* ont été maintenues, comme l'intention de stimuler le développement de la région nord. Ces réflexions ont été menées depuis l'élaboration de la Constitution de 1946, moment où l'on a critiqué les profondes diversités, principalement économiques, des régions brésiennes, y compris les discours emphatiques qui pouvaient provoquer l'instabilité de la nation (REIS, 2001). Deux régions ont été privilégiées dans les discussions parlementaires puis dans les budgets votés, l'Amazonie et le Nordeste, les deux ensembles considérés comme en retard sur le reste de la nation brésilienne.

Concernant l'Amazonie, il s'agissait d'actions de politique publique touchant toute la région, en particulier nos terrains de recherche, et plus particulièrement le Sud du Pará, en raison de son ancien peuplement comme nous l'avons détaillé dans les chapitres précédents. Afin de relancer le processus d'occupation considéré comme interrompu, le 6 janvier 1953, par l'article 2 du décret 1806, il a été établi que la zone de couverture pour l'exécution du plan de valorisation de l'Amazonie serait la gigantesque région composée des :

« États du Pará et d'Amazonas, des territoires fédéraux d'Acre, d'Amapá, de Guaporé et de Rio Branco, ainsi que de l'État de Goiás au nord du 13^e parallèle et de celui du Maranhão à l'ouest du 44^e méridien. » (REIS, 2001, p. 202).

Plusieurs zones situées à la périphérie de l'Amazonie et dans des situations proches en termes de développement ont également pu bénéficier de ces mesures de politique publique.

« Le nord de Goiás, concerné par la loi n° 1806, du 6 janvier 1953, présente beaucoup plus de caractéristiques géographiques, sociales et économiques du Nordeste que de l'Amazonie. Ses populations vivent cependant dans un statut culturel très bas, que l'État fédéral a décidé d'améliorer par une politique de redressement. » (REIS, 2001, p. 179).

Ainsi, en intégrant dans l'Amazonie Légale, la partie nord de Goiás, devenue depuis l'Etat du Tocantins, le pouvoir fédéral a renforcé l'intégration administrative et donc politique et économique du nord du Cerrado et de l'Amazonie brésilienne. En ce sens, la région du Sud du Pará, localisée à la frontière entre les biomes Cerrado et Amazonie n'était plus une simple zone de transition, mais bien une extension du nord de Goiás. Cette intégration administrative réunissait dans un même espace des cultures a priori différentes, que nous avons décrites dans les chapitres précédents, notamment des paysans d'origine nordestine, des mineurs et descendants de mineurs en provenance des Etats du Minas Gerais et du Goiás, ainsi que des Paulistas descendants récents ou anciens de familles installées dans l'Etat de São Paulo. Un facteur commun à toutes ces communautés était l'activité d'élevage, ce qui aurait influencé directement l'orientation future de l'économie locale donnée par les politiques publiques se mettant en place.

Selon Cardoso & Muller (1977), l'intégration fut complexe :

« La région a commencé à s'intégrer dans le processus général d'expansion capitaliste en cours au Brésil. Ce processus se produit en Amazonie, cependant, dans une situation spécifique : la région [amazonienne] conserve les caractéristiques du front pionnier et le processus incorpore, dans son expansion, les formes sociales de production les plus variées, qui vont des formes de travail obligatoire aux rapports purement salariaux, car l'expansion capitaliste est diverse et irrégulière. C'est dans le cadre de cette large gamme de rapports sociaux que le mouvement d'expansion de l'accumulation de capital doit

être analysé au moment précis où les espaces amazoniens sont incorporés à l'économie nationale. » (CARDOSO & MULLER, 1977, p. 7).

Ainsi, il est important de comprendre la situation politique, économique, sociale et surtout foncière du Brésil dans les années 1940 et 1950 pour identifier et comprendre les motivations des pouvoirs publics quant à la colonisation et donc l'occupation du Sud du Pará par des migrants devenant de futurs colons. En clair, les premières attributions de terre concernaient de très vastes domaines car le lot unitaire était d'environ 4500 hectares et les premiers bénéficiaires ont reçu plusieurs lots, voire plusieurs dizaines de lot. Ce ne fut pas le fruit du hasard. La mémoire des richesses du sol et du sous-sol brésilien au cours de l'époque coloniale et impériale a réveillé les vocations et suscité les intérêts parmi les personnes les mieux informées, mais aussi les plus privilégiées de la population brésilienne, comme nous le verrons dans l'histoire de la colonisation du Sud du Pará.

La terre, en tant que propriété foncière, a ainsi acquis une nouvelle signification sociale. Elle n'était plus un simple outil de production dont la propriété était un gage d'indépendance et de possible aisance financière pour celui qui la possédait, fonction déjà à l'origine de très nombreuses migrations internes au Brésil et en provenance de l'étranger, comme nous l'avons vu tout au long de la première partie de cette thèse. En plus de son rôle d'outil de production et de richesse, la terre était devenue un bien, une monnaie qui pouvait s'accumuler, presque à l'infini tant elle était disponible, et dont les richesses du sol et du sous-sol devenaient la propriété du détenteur du titre foncier, titre souvent légal pour les premiers bénéficiaires, puis progressivement de plus en plus illégal.

En accompagnant le début de la colonisation du Sud du Pará, Ianni (1978) disait, sans se douter que le processus allait s'amplifier de manière exponentielle :

« La terre, sans qualification, était abondante, et non rare, vu la grande dispersion des populations, chrétiennes ou indiennes, dans la région. Mais une autre chose était la terre où l'on pouvait trouver des arbres en latex [donnant le caoutchouc]; ou qui était propice à l'agriculture et à l'élevage. Et il y avait aussi le problème des difficultés et des facilités de communication. Dans la mesure où la terre fait partie du tissu des relations sociales, c'est-à-dire économiques et politiques, elle est définie comme l'une des forces productives. » (IANNI, 1978, p. 38).

Parallèlement à la question foncière qui prenait une autre dimension, Renha (2017) note à partir du gouvernement Dutra, une amélioration notable de l'efficacité des politiques publiques fédérales ciblées sur l'Amazonie et relie cela à la création puis la mise en opérations de la *Superintendance du Plan de Valorisation Economique de l'Amazonie (SPVEA)*.

« Entre 1946 et 1953, le processus d'élaboration de la stratégie de redressement économique de l'Amazonie a eu lieu. La classe politique

amazonienne a profité de ce moment favorable pour amplifier ses appels et ses demandes, remportant une victoire importante grâce à la Constitution de 1946. La mise en œuvre de la SPVEA a définitivement réussi à consolider un nouveau modèle de pensée et d'action institutionnelle, générant la construction d'un plan qui réconcilie les besoins amazoniens avec les intérêts nationaux en cours. Le projet de valorisation était toutefois un plan de développement à long terme, prévoyant une large période d'études et de recherches sur la région, en plus de stimuli conséquents en termes de promotion de l'alimentation, de la santé et des infrastructures. Cette stratégie, qui n'a pas mis l'extractivisme [activité de cueillette des fruits et produits de la forêt, tel que le caoutchouc par exemple] sur la liste des priorités, n'a pas été considérée avec enthousiasme par de nombreuses élites traditionnelles du caoutchouc qui, bien qu'affaiblies de plus en plus, avaient encore de l'influence et une capacité de lobbying toujours efficace. Cependant, avec le SPVEA, les objectifs à atteindre étaient beaucoup plus importants et plus ambitieux que les anciennes interventions ratées du gouvernement fédéral. » (RENHA, 2017, p.7).

La création de la SPVEA fut la première politique publique centrée sur l'Amazonie depuis celles de l'exploitation du caoutchouc au début de la Seconde Guerre Mondiale. Financée par des fonds du pouvoir fédéral, la SPVEA visait à attirer en Amazonie, les investisseurs potentiels en provenance des autres régions du Brésil. L'Amazonie avait ainsi été mise au cœur des débats nationaux et des actions du pouvoir fédéral afin de l'intégrer au territoire national tout en exploitant ses richesses, considérées comme gigantesques :

« La valorisation de l'Amazonie a été classée comme une grande entreprise, dont les objectifs ont été établis comme un effort national pour assurer l'occupation territoriale de l'Amazonie ; construire une société économiquement stable et progressive, capable de remplir ses tâches sociales avec ses propres ressources ; et développer l'Amazonie dans un sens parallèle et complémentaire à l'économie brésilienne. » (RENHA, 2017, p.9).

Même si l'idée d'asseoir le développement de l'Amazonie sur ses ressources naturelles du sol et du sous-sol, c'est surtout à partir des premières années de l'après-guerre que naît le discours sur le grand héritage naturel du Brésil, en particulier celui de l'Amazonie, probablement en raison de ses énormes et diverses ressources naturelles telles que le caoutchouc, fortement revalorisé pendant le conflit mondial en raison de l'impossibilité pour les alliés d'accéder à la production asiatique passée sous contrôle japonais, mais aussi les nombreux minéraux à la fois nécessaires à l'industrie nationale et produits d'exportation. Or

c'est ce discours qui a aidé les gouvernements successifs, à commencer par celui de Vargas, à renforcer tout en les renouvelant les idées nationalistes.

« Les frontières des ressources sont définies comme des zones de nouvelle implantation, où le territoire vierge est occupé et rendu productif. Les frontières contiguës sont situées devant les anciennes zones de peuplement et correspondent aux fronts des pionniers. Les frontières non contiguës sont séparées des centres de peuplement par de vastes zones inhabitées. Elles existent grâce à la découverte d'importantes ressources naturelles et à l'engagement du gouvernement et des entreprises privées à explorer les opportunités commerciales qu'elles représentent. La présence de ressources naturelles et économiques à grande échelle est une condition de base et une force de motivation centrale pour l'initiative privée. Les préoccupations des gouvernements sont plus complexes que la simple maximisation des profits, l'occupation permanente de la région, la création de la base pour le développement des zones arriérées et l'approche de la frontière de l'orbite de l'économie. » (BECKER, 1974 p. 12).

En d'autres termes, le discours fédéral en faveur de l'intégration de l'Amazonie pour en exploiter les richesses prend forme dès la fin des années 40 et s'intensifie au cours des années 50, justifiant l'importance de l'occupation de l'Amazonie brésilienne. Si la perspective de l'exploitation des ressources naturelles de l'Amazonie constitue un moteur fort de la colonisation future de cette immense région, il n'est pas le seul. En effet, comme dans le Brésil colonial puis dans le Brésil impérial, il y avait la préoccupation du pouvoir fédéral de protéger les frontières, notamment celles de l'Amazonie brésilienne, contre d'éventuelles tentatives d'occupation par les pays voisins. Cela ne nous semble pas être un réel justificatif car à la même époque, les pays voisins étaient eux aussi soucieux du contrôle de leurs propres frontières amazonienne, et cela pour les mêmes raisons. En revanche, était plus préoccupante une tentative d'internationalisation du territoire, avec un éventuel passage sous contrôle total ou partiel par le nord du continent, c'est-à-dire les Etats Unis aux visées toujours expansionnistes, ou pire par les pays du bloc soviétique, au travers des différentes guérillas sud-américaines présentes en Colombie, Bolivie, Pérou et au sein même du Brésil avec la guérilla du Araguaia. La devise "*Integrar para não entregar* (Intégrer pour ne pas être contraint de céder)", adoptée par les militaires dans les années 1970 comme un élément justificatif de la colonisation de l'Amazonie, prend ses racines dans cette période de l'après-guerre, et même si Rockefeller avait projeté dès 1933 la construction d'un barrage à l'embouchure de l'Amazone en vue d'en exploiter les richesses en offshore. Becker mentionne cette préoccupation de maintenir l'intégrité territoriale du Brésil :

« L'Amazonie a donc une position extrinsèque par rapport au bloc unique constitué par le Plateau brésilien, se rapprochant des domaines des Caraïbes et des Andes. D'autre part, la fabuleuse masse d'eau de l'Amazone, avec sa disposition transversale, permet la pénétration du monde maritime jusqu'au cœur du centre de l'Amérique du Sud, assurant son lien avec l'Atlantique. En raison de sa position, elle a toujours été plus exposée aux influences extérieures et est restée jusqu'à ce jour en marge du système spatial national. En raison des caractéristiques de son environnement naturel, il a eu des difficultés à s'installer pleinement, l'intensité du peuplement se faisant sentir en raison de la valorisation momentanée de ses ressources. » (BECKER, 1974 p.6).

Parallèlement à ces deux arguments majeurs de la colonisation de l'Amazonie dont se sont servis les militaires à partir des années 60, à savoir l'exploitation des richesses pour asseoir le développement économique de l'ensemble de la nation, et la nécessité de se réserver cette exploitation à l'échelle nationale, la même auteure avait mentionné deux ans auparavant (BECKER, 1972) le troisième argument, à la fois complémentaire et d'essence sociale, visant à "*dar terra sem homem a homens sem terra / donner de la terre sans hommes à des hommes sans terre*":

« Plus de la moitié du territoire n'est pas encore économiquement intégré dans le système spatial (...) C'est donc une région de nouvelles opportunités. Couverte de forêts denses, cette vaste zone de l'intérieur du pays est restée en marge des stimuli économiques qui, dans le passé, ont été à l'origine de la stabilité de la population du territoire. L'émergence d'une région centrale, sans rompre l'isolement de la région, s'est placée sous de nouvelles perspectives. La croissance du "centre" valorise ses ressources inexplorées : les zones de forêt vierge, dotées de bois rares et de sols fertiles pour l'agriculture, et les gisements minéraux. Ils sont également appréciés pour la possibilité qu'ils offrent d'absorber les excédents démographiques existant dans la périphérie déprimée. D'autre part, leur potentiel est tel qu'ils sont capables d'attirer les effets de propagation des régions centrales du monde. Les stimuli venant du "centre" et les courants migratoires provenant des zones déprimées font avancer la frontière agricole dans une zone étendue, ce qui suppose une individualité dans le système spatial. L'extension de la frontière agricole représente une croissance au sens horizontal, réalisée par l'incorporation de nouveaux espaces dans le système national. La

mise en place de grandes routes de pénétration, au nord et à l'ouest, soutient cette expansion. » (BECKER, 1972, p.109).

Toutefois, il ne semble pas que ce troisième argument ne soit pas encore d'actualité dans les premières années d'après-guerre. Il se serait dessiné plus tard au cours des deux décennies suivantes, et de manière progressive, à mesure que la modernisation et l'intensification de l'agriculture dans les régions du Sud et du Sudeste, ainsi que la croissance démographique dans le Nordeste excluaient du foncier une grande partie de la population rurale.

On notera toutefois que le discours nationaliste soutenant la politique expansionniste d'occupation, déjà largement utilisé sous l'*Estado Novo* dans les années 30, a petit à petit laissé la place à un discours sur l'importance du développement par l'intégration des zones jusqu'alors considérées comme périphériques, le Centre-Ouest depuis l'*Estado Novo*, le Nordeste et l'Amazonie dans les années de l'après-guerre. Ce changement de discours s'est accompagné de la nécessité d'investir les fonds publics dans cette politique, notamment au travers de grands travaux dont la mise en œuvre se fera au cours de la décennie 50 puis de la suivante, en particulier la construction de Brasília au centre du pays et les pistes/routes, véritables voies de pénétration au cœur des massifs amazoniens.

5.1.2 Migrations internes et différenciées via l'industrialisation et la propagande

Concernant les années 1950, Rodrigues (1996), évoque le courant nationaliste renforcé par le processus d'industrialisation commandé par la bourgeoisie et par les capitaux nationaux. Et surtout, il souligne que les propositions à la fois nationalistes et industrielles ont rapproché, pour des raisons diverses, le PCB (Parti Communiste Brésilien) et le PDT (Parti Démocratique des Travailleurs) liés à João Goulart qui a été ministre du travail sous la présidence de Getúlio Vargas, puis vice-président de JK (Juscelino Kubitschek) avant de devenir président. Nombreux étaient ceux qui pensaient que cette bourgeoisie liée à l'industrie n'avait pas de lien particulier avec les capitaux étrangers, et donc s'inscrivait dans une politique à la fois nationaliste et industrielle. Ce projet national et industriel mis en œuvre sous la présidence Vargas en 1952-53, a été fortement influencé par la CEPALC (Commission Economique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe) créée en 1948.

« L'influence de la CEPALC s'est reflétée sous diverses formes, tant dans les programmes gouvernementaux, que dans la formation de générations d'économistes qui sont intervenus divers secteurs de la pensée brésilienne au cours des années 1950 et 1960. Pour les communistes, les analyses de la CEPALC ont renforcé la justesse de la lutte anti-impérialiste. Pour les nationalistes, les propositions de la CEPALC renforçaient les convictions des industriels et assuraient

l'intervention de l'État dans l'économie. (...) A partir des années 1950, comme le montrent les projets de Petrobrás et d'Eletrobrás, élaborés par le Conseil économique de Vargas [respectivement dans les secteurs du pétrole et de l'énergie], l'État s'est appuyé sur un groupe formé de politiciens, d'entrepreneurs et de militaires nationalistes à la planification économique. » (RODRIGUES, 1996, pp. 24-25).

Cette nouvelle politique nationale en grande partie basée sur l'industrialisation du pays aux mains de la bourgeoisie brésilienne a fortement influencé l'habitat, en particulier en milieu urbain avec la construction de vastes programmes de construction de logements simples, voire précaires pour accueillir les migrants de l'exode rural en quête d'une vie meilleure en ville avec un emploi industriel.

« A partir de la seconde moitié des années 1950, l'expansion industrielle a commencé à se refléter dans la structure de la population. La possibilité de meilleures conditions de vie a attiré vers les villes les populations rurales, en particulier celles du Nordeste, frappées par les sécheresses de 1956 et 1958. En 1950, 36% des Brésiliens vivaient dans les villes. Dix ans plus tard, l'indice était de 45 %, ce qui correspond à 3,6 millions de personnes. » (RODRIGUES, 1996, p.31).

L'exode rural a été grandement favorisé par la propagande faite autour des grands chantiers et de l'industrialisation suscitant de grands espoirs. Si pour de nombreux ruraux des régions Sud et Sudeste, le départ était le signe de perspectives d'emploi salarié et donc de meilleures conditions de vie, pour ceux du Nordeste, dans une situation en général plus précaire, il s'agissait d'une question de survie, les sécheresses de la seconde moitié des années 50 ont anéanti de nombreuses communautés rurales. Ces sécheresses ont coïncidé avec le début de la construction de Brasília, en 1956, qui est ainsi devenu le principal pôle d'attraction de la main-d'œuvre nordestine. Rappelons que les sécheresses récurrentes dans le Nordeste, et enregistrées depuis la période impériale, ont toujours constitué un fort facteur de migrations, notamment pour les jeunes, et ce vers l'ensemble des centres industriels de tout le Brésil, ainsi que vers les zones rurales faisant l'objet d'un programme de colonisation, cas de l'Amazonie.

« Les sécheresses de 1942, 1945 et 1951 à 1953 (DNOCS, 1982) ont également pris des proportions importantes. La sécheresse enregistrée en 1958 a touché plus intensément les États du Ceará, du Rio Grande do Norte, du Paraíba et du Piauí, causant des pertes d'environ 10 milliards de cruzeiros, ce qui équivaut à 132 millions de dollars en 1957. » (DUARTE, 2002 cité par LIMA & MAGALHAES 2018, p.202).

Il apparaît donc que le pouvoir fédéral a eu un rôle majeur dans les migrations opérées dans l'après-guerre au travers de trois mécanismes complémentaires. Le premier de ces

mécanismes a été l'importante offre d'emplois par la politique d'industrialisation, et d'une manière plus générale la mise en œuvre de grands travaux comme nous le verrons plus en avant, notamment avec la construction de Brasília, ainsi que l'exploitation de la mine de manganèse de la Serra do Navio située dans le territoire amazonien de l'Amapa, et cela dès le début des années 50, l'ouverture des pistes devenues routes pénétrant au cœur de l'espace amazonien dans les années 60, puis les chantiers tels que la construction du barrage de Tucuruí dans les années 70. La colonisation de l'Amazonie de la fin des années 60 et début des années 70 s'inscrit dans cette lignée avec l'attribution de milliers de parcelles de forêt de 25, 50 ou 100 hectares à des paysans d'autres régions, sans terre ou à la recherche d'un lopin de terre plus grand que celui sur lesquels ils étaient à l'étroit en raison de la croissance démographique de leurs familles respectives ou pour réaliser leurs projets agricoles.

Le second mécanisme fut la propagande mise en place pour attirer les migrants potentiels sur les sites où la demande de main-d'œuvre était importante, migrants en tout genre et de toute compétence. Or, en matière de propagande, le pouvoir central avait acquis une sérieuse expérience au cours des deux décennies précédentes, notamment pour la Marche vers l'Ouest, dans la période de l'*Estado Novo* et son régime fortement teinté de populisme. La propagande du gouvernement se voulait à la fois informative et cherchait à inciter les migrants potentiels sur les routes, et donc asseoir sa politique. Elle était omniprésente à la radio – moindre à la télévision encore débutante – nouveau média utilisé dans l'après-guerre aux côtés des journaux et de diverses réunions et meetings politiques utilisés au cours des décennies précédentes. Or il semble que cette propagande était perçue par chacun en fonction de ses attentes. C'est ainsi que le paysan sans terre en situation de survie y voyait l'opportunité d'acquérir un lopin de terre pour asseoir sa subsistance, celle de sa famille et celle de ses enfants le temps qu'ils deviennent de jeunes adultes. Le paysan à l'étroit sur son lopin de terre y voyait l'opportunité d'acquérir une terre plus grande dont l'exploitation ne pourrait qu'améliorer ses conditions de vie et celles de sa famille. Le paysan avec un projet agricole plus ambitieux, mais qui restait à l'état de rêve par manque de moyens, y voyait l'opportunité de mettre en route ce projet. Enfin, ce fut aussi une opportunité intéressante pour tous ceux, divers et variés, issus des classes sociales moyennes ou hautes, ayant eu connaissance des opportunités du passé, c'est-à-dire à l'époque du Brésil colonial ou impérial, et/ou plus récentes, en particulier pour celles qui ont existé lors de la Marche vers l'Ouest.

Becker (1988) revient sur la complexité de la politique territoriale dans l'après-guerre, ainsi que son lien avec la Marche vers l'Ouest lancée sous l'*Estado Novo*.

« L'interdépendance entre l'organisation de l'État et la conquête de nouveaux territoires est évidente depuis la Proclamation de la République ; depuis la fin du 19^e siècle jusqu'en 1930, l'expansion de la frontière visant la production de denrées alimentaires pour l'approvisionnement des travailleurs urbains a été déclenchée par une

puissante action idéologique de l'État, exprimée dans le porte-étendard de la "Marche pour l'Ouest" et dans les projets de colonisation officielle. La consolidation d'une zone productive intériorisée a, à son tour, contribué au renforcement du pouvoir central, l'autoritaire "Estado Novo", et pourtant, dans la période de l'après-guerre, au milieu des années 1950, l'intensification de la relation État-espace et la production d'espace global... » (BECKER, 1988, p. 68).

Cette auteure apporte un élément nouveau qui apparaît dans la propagande faite pour la mise en œuvre des mesures gouvernementales de l'après-guerre, et qui sera largement mise à contribution par les militaires une fois arrivés au pouvoir dans les années 60. Il s'agit de la notion de service à la nation de la part du migrant, un peu comme si ce dernier, par son engagement dans la migration appuyait la politique gouvernementale, participait à l'intégration régionale, contribuait à améliorer le développement au Brésil et donc rendait service à la nation toute entière. Nous verrons dans la seconde partie de cette thèse que cette posture du migrant en tant qu'acteur du développement, conscient de son action induite par la propagande nous a été rapportée à plusieurs reprises, d'une part, par des migrants de la première heure de la colonisation de l'Amazonie car c'est ainsi qu'ils l'ont vécue et, d'autre part, par des descendants de migrants investissant dans de l'équipement et des technologies en vue de contribuer au Brésil qui gagne, celui devenu le géant agricole et le grenier de la planète à la fin du 20^e siècle.

Dans un registre différent de celui du populiste Getúlio Vargas, s'appuyer sur le peuple brésilien – c'est-à-dire les classes moyennes et basses - tout en donnant l'impression de l'associer aux décisions politiques fut une stratégie largement reprise par Juscelino Kubitschek, avec d'autant plus de succès qu'elle lui a permis de se maintenir au pouvoir dans un paysage politique complexe, allant des militaires toujours très présents aux communistes encore officiellement bannis de la scène nationale, en passant par le très conservateur parti UDN (Union Démocratique Nationale). C'est ainsi que pour Rodrigues (1996), Juscelino Kubitschek a été élu avec le soutien des bases rurales du PSD (parti social-démocrate), mais également celui des travailleurs des villes, en particulier grâce à João Goulart, candidat à la vice-présidence, membre du PTB (Parti Travailleuse Brésilien) et soutenu par le PCB (Parti Communiste Brésilien).

« Élus avec seulement 36 % des voix, Juscelino Kubitschek et João Goulart ont fait face à une intense campagne de l'UDN contre leur investiture. Outre l'argument de l'absence de majorité absolue, l'UDN a fait valoir le fait que les candidats avaient été élus grâce aux votes des communistes. » (RODRIGUES, 1996 p.58).

En s'appuyant sur son aura vis-à-vis du peuple brésilien, Juscelino Kubitschek a su ménager les intérêts des deux partis qui l'avaient aidé dans le processus électoral, le PSD et le PDT, tout en maintenant de bonnes relations avec l'aile militaire, prenant ainsi en tenaille ses

opposants de l'UDN. Tout en fédérant des groupes distincts avec une certaine harmonie, Juscelino Kubitschek s'est attaché à transmettre des messages de confiance et d'espoir à l'ensemble du peuple brésilien, dans le but de créer de l'optimisme ainsi qu'une mentalité tournée vers le développement de la nation.

« Les vents commencent à être favorables, le Brésil est une nation qui est née pour être puissante. Rien n'arrêtera notre marche. » (RODRIGUES, 1996, issu du discours de JK).

Cette stratégie d'appui sur le peuple brésilien se retrouve dans le partage d'objectifs pour la nation, au nombre de 31 pour le gouvernement Kubitschek qui se répartissaient en six grands secteurs d'activités : énergie, transport, alimentation, industrie de base, éducation et construction de Brasília (FAUSTO, 2006). On retrouve dans ces objectifs ceux du plan Salte, auxquels s'ajoutent l'industrialisation et la construction de la nouvelle capitale Brasília. En arrière des discours de Juscelino Kubitschek, on retrouve les théories du positivisme d'Auguste Comte, celles de l'avancée logique et inexorable vers une société meilleure, en particulier grâce à la science et la technologie. Fausto (2006), comparant le gouvernement Vargas et le gouvernement Kubitschek, souligne la stabilité de ce dernier par rapport au précédent. Kubitschek a été aidé en cela par un taux de croissance économique élevé, ainsi que des choix politiques forts, comme par exemple la construction de la nouvelle capitale Brasília, au centre de la nation pour favoriser l'intégration des régions périphériques tout en faisant en sorte que tout un chacun profite à sa manière et dans sa vie de la nouvelle dynamique. Ce sentiment de confiance, de développement intense, doit atteindre la population dans tous ses besoins.

« La politique économique de Juscelino a été définie dans le programme d'objectifs. Il couvrait 31 objectifs, répartis en six grands groupes : énergie, transport, alimentation, industries de base, éducation et construction de Brasília. » (FAUSTO, 2006 p. 235).

Il nous semble important de mentionner une spécificité brésilienne, et dans une moindre mesure latino-américaine. La victoire de la coupe du monde de football en 1958, la 1^{ère} pour le Brésil, s'inscrit dans cette lignée du positivisme où la croyance, à plus fortes raisons quand elle est collective, fait en sorte que les choses auxquelles on croît se réalisent, même si pour un observateur non-brésilien, cet exploit sportif peut apparaître comme un simple artéfact. Près d'un demi-siècle plus tard, en 1994, Fernando Henrique Cardoso se retrouvera avec succès dans une situation similaire combinant le gain d'une coupe du monde, la 4^{ème} pour le Brésil, et un plan de relance économique ambitieux face à un scandale politico-financier ayant emporté son prédécesseur, Fernando Collor de Mello, le désenchantement de la société brésilienne pour ses élus venant s'ajouter à une morosité économique nationale et internationale. Pour conclure, nous reprendrons les propos de Fausto (2006) concernant les années 50 au Brésil :

« Plus que cela, ce furent des années d'optimisme, bercées par des taux de croissance économique élevés, par le rêve réalisé de la création de Brasília. Les "cinquante ans sur cinq" de la propagande officielle ont eu

des répercussions sur de larges pans de la population. » (FAUSTO, 2006 p.233).

5.2 Construction de Brasília et de l'identité brésilienne

La gouvernance issue de l'après-guerre s'est appuyée sur une politique industrielle et de grands travaux, dont le plus emblématique sera la construction de la nouvelle capitale Brasília. Cette gouvernance cherchera à construire l'identité brésilienne par un ensemble de méthodes, notamment la propagande, la réponse aux demandes sociales et la mobilisation du peuple brésilien dans ses diverses composantes. Nous verrons comment les communautés autochtones, *caboclos* et *caipira*, issues du Brésil colonial, impérial et de la Vielle République ont vécu ces changements majeurs et successifs.

5.2.1 Construction de Brasília au barycentre du Brésil pour mieux l'intégrer

La première constitution républicaine du Brésil élaborée en 1891 donnait déjà la possibilité de changer la capitale de la nation. La construction de la nouvelle capitale, Brasília, sur le plateau central brésilien, appelé *Planalto*, reconnaît au moins trois objectifs. Le premier est son positionnement près du barycentre du pays, et non plus excentré sur la côte atlantique comme l'étaient les anciennes capitales Salvador de Bahia et Rio de Janeiro. Le second est une manière de montrer la voie pour l'intégration des trois grandes régions périphériques que représentent encore au milieu du 20^e siècle le Centre-Ouest déjà concerné par la Marche vers l'Ouest, la supposée riche Amazonie avec des ressources connues, prévues et inexploitées pour soutenir le développement économique du pays tout entier, et enfin le pauvre Nordeste, ancienne région-phare du Brésil colonial aux prises avec des problèmes sociaux et fonciers, mais aussi climatiques avec de fréquentes périodes de sécheresse. Le troisième est à la fois psychologique, symbolique et économique. C'est un chantier gigantesque et novateur par divers aspects, de surcroît urbain, comme seul un grand pays tourné vers l'avenir comme le Brésil est en mesure de conduire.

Lors du montage de l'opération, les opinions étaient partagées entre ceux qui adhéraient aux trois objectifs précités, ou seulement à un ou deux, ceux qui s'y opposaient fermement, en particulier de nombreux hommes politiques, fonctionnaires et ainsi que les ambassades étrangères dont le cadre magnifique de la ville de Rio de Janeiro présentait des conditions de travail et de vie autres que les quelques atouts d'un lieu jusque-là inhabité au cœur de l'hostile Cerrado, même localisé en altitude permettant de moins souffrir de la chaleur estivale.

Gigantesque champ de construction au cœur de ce qui était à l'époque appelé Sertão, et que nous avons présenté précédemment, la future capitale Brasília est devenue dans la seconde partie des années 50 la destination privilégiée de nombreux migrants brésiliens, en

particulier les paysans du Nordeste, chassés de leurs terres ou de la terre des autres qu'ils travaillaient par les fréquentes sécheresses, ainsi que par la violence de certains rapports sociaux hérités de la période coloniale et impériale, notamment autour du foncier et des relations de pouvoir avec les *coronéis*. Les migrants devenus habitants de la première heure de Brasília portent le nom de *candangos*.

En plus de l'originalité de la construction d'une capitale dans un lieu éloigné de tout, même si central, du territoire, il s'agissait de faire de Brasília une ville moderne en termes d'urbanisme, d'architecture, de cadre de vie et de travail. L'histoire a retenu qu'Oscar Niemeyer et Lúcio Costa ont été parmi un grand nombre d'architectes et d'urbanistes, les deux figures en charge de cette tâche.

Avec la construction de Brasília apparaît le concept de frontière tel que le résume :

« (...) la frontière est essentiellement le lieu de l'altérité. C'est ce qui en fait une réalité unique. À première vue, c'est le lieu de rencontre de ceux qui, pour différentes raisons, sont différents les uns des autres, comme les Indiens d'un côté et les soi-disant civilisés de l'autre ; comme les grands propriétaires terriens d'un côté et les paysans pauvres de l'autre. Mais le conflit fait de la frontière un lieu essentiellement de découverte de l'autre et de désaccord. Non seulement les désaccords et les conflits découlant des différentes conceptions de la vie et des visions du monde de chacun de ces groupes humains. Le désaccord sur la frontière est le désaccord des temporalités historiques, car chacun de ces groupes se situe différemment dans le temps de l'histoire. » (MARTINS, 2009, p. 133).

Avec la création de Brasília, de nombreux regards se sont tournés vers le centre-ouest du Brésil. En raison de la proximité du centre-ouest et du nord du Brésil, c'est-à-dire l'Amazonie, le projet de développement du gouvernement brésilien a également atteint des régions périphériques de l'Amazonie.

Dans notre cadre de recherche sur l'Amazonie, le concept de frontière de Martins (2009) fait écho à plusieurs autres ouvrages, notamment ceux de Ianni (1978) "*la Lutte pour la Terre*", Uztarroz & Sevilla (1990) "*Amazonie, la Foire d'Empoigne*" et Treccani (2001) "*Violence et Grelhagem / Occupation illégale de terre*" dans la mesure où la frontière, tout en constituant pour les migrants un fabuleux ensemble d'opportunités, est aussi un lieu de luttes et de conflits pour l'espace, le pouvoir, voire la survie, lieu auquel le migrant doit nécessairement s'adapter pour pouvoir penser profiter de ces mêmes opportunités. De son côté, Becker (1988), sans sous-estimer le côté conflictuel du front pionnier amazonien, se réfère plus à son volet économique avec les différentes formes d'occupation et d'utilisation des terres, mais aussi la diversité des relations sociales. Ces divers aspects interfèrent pour mettre en place les réseaux de circulation et de développement qui structurent le déplacement des populations et la

construction de nouveaux espaces. Concernant notre seconde hypothèse de recherche sur la différenciation des trajectoires de migration, il apparaît que la notion de frontière et la diversité des formes qu'elle peut prendre impactent les trajectoires des migrants. En d'autres mots, le contexte, en particulier le lieu, dans lequel se réalise la trajectoire du migrant, avec ses propres caractéristiques bioclimatiques et socioéconomiques liées à sa localisation, influence de manière significative la dite trajectoire.

5.2.2 Construction de l'identité brésilienne par les migrations spatiotemporelles

Par ailleurs, selon l'historienne Angela de Castro Gomes.

« La construction d'une nation est un processus permanent et sans fin, au cours duquel ses membres, ou plutôt sa population, apprennent à se reconnaître avec ses propres caractéristiques, qui non seulement la distinguent des autres nations, mais aussi l'identifient pour elle-même. »
(GOMES, 2013, p.41).

Au cours de ses cinq siècles d'existence post-colombienne, nous avons vu que le Brésil est passé par différents profils politico-administratifs jusqu'à ce qu'il devienne la république de l'après-guerre. Selon cette auteure, le Brésil aurait toujours cherché à se forger une identité, au fil des siècles et au travers de ses différentes formes de gouvernance. Et souvent, cette création d'identité "Qu'est-ce que le Brésil ? ou bien Qu'est-ce qu'être Brésilien" aurait été influencée par d'autres nations. De plus, les Brésiliens, et donc le Brésil auraient eu tendance à dissimuler certaines caractéristiques du territoire national et de la gestion, les trouvant trop modestes, par rapport à celles des autres nations auquel ils aimaient se comparer, comme par exemples les zones rurales peu exploitées, ainsi que les immenses zones forestières encore vierges. D'un côté, c'est un peu comme s'il y avait une certaine honte pour les Brésiliens à ne pas mettre en valeur les trésors qu'ils possédaient. D'un autre côté, il était évidemment dangereux dans cette période de troubles sociaux et politiques attisés par les nationalismes ambiants de laisser sans contrôle ces vastes terres aux immenses richesses, à la vue et donc à la merci potentielle de pays voisins proches ou éloignés. A titre d'exemple, citons la proposition d'exploitation offshore des hydrocarbures amazoniens dans le plan de Rockefeller du début des années 30.

Rappelons que cette attitude a au moins un précédent en Amérique du Sud. En effet, elle est mentionnée par Coronato (2017) à propos de la colonisation de la Patagonie par les armées argentines et chiliennes à la fin du 19^e siècle, c'est-à-dire un demi-siècle plus tôt, dans ce qui est couramment appelé la Conquête du Désert (*Conquista del Desierto*). A cette époque, les gouvernants argentins, et dans une moindre mesure ceux du Chili, minimisaient leur faible contrôle sur leur Patagonie, zone périphérique, excentrée dont la mise en valeur n'était pas une priorité pour les deux jeunes nations. En revanche la couronne britannique présente aux

Malouines avait tout intérêt à la pacification dans un premier temps, puis au contrôle des peuples de la Patagonie afin d'en exploiter les ressources pastorales et ainsi soulager les terres sur-pâturées des Malouines en transférant une partie du cheptel ovin malouin en Patagonie. Ainsi, dans les années précédant la Conquête du Désert, la couronne britannique n'a eu de cesse, au travers de ses ambassades, de solliciter la mise en œuvre de la colonisation de la Patagonie par les gouvernements argentins et chiliens, justifiant son propos par le côté imprudent, inconscient et donc intolérable en cette fin du 19^e siècle de laisser sans contrôle une partie de son territoire.

Pour Gomes (2013), moderniser le Brésil consiste à :

« ... conquérir son territoire et organiser son peuple, en comprenant que de telles missions impliquent un travail simultané, dans l'espace et dans le temps, car l'intégration du territoire signifie faire avancer le peuple au fil des siècles, le sortir d'un passé véritablement colonial pour le lancer dans le futur du monde urbain-industriel, qui se présente comme le présent, c'est-à-dire comme un projet réalisable et viable. » (GOMES, 2013, p.43).

On retrouve dans ces quelques lignes le parcours spatiotemporel de la construction du Brésil, partant de son passé colonial vers un futur républicain et industriel, tout en transférant la population du monde rural vers les villes où s'implantent les industries. Pour cette auteure, les déplacements font partie de la trajectoire historique du Brésil.

« (...) est que ce chapitre cherche à articuler le nouveau profil démographique de manière instrumentale, presque évolutive ou tautologique, en naturalisant ces changements, comme s'ils étaient prévisibles dans leurs causes et leurs conséquences, ce qui les vide presque complètement de leur contenu sociologique historique. C'est précisément pour rejeter une telle approche et pour donner un sens à cette grande transformation, tant quantitative que qualitative, que ce chapitre cherche à articuler le nouveau profil démographique que la population brésilienne a adopté avec les mouvements qu'elle a effectués sur le territoire et avec un large éventail de politiques publiques, plus précisément les politiques dites territoriales. En ce sens, nous souhaitons relier la transition démographique du Brésil, qui guide et donne un sens aux politiques formulées entre 1930 et 1960. Ces représentations sont donc des variables décisives pour la compréhension du montage et de l'exécution de ces politiques, leur conférant également une historicité. » (GOMES, 2013, p.44).

Concernant la Marche vers l'Ouest initiée dans les années 30, puis l'intégration des zones périphériques du Centre-Ouest, Nordeste et Amazonie, la même auteure considère :

« C'est dans cette perspective que la période 1930-60 a été comprise : comme la réalisation d'une utopie - la conquête des arrière-pays. Et là, nous avons un autre mot-clé, une catégorie de synthèse pour désigner non seulement ce qui doit se dérouler au 20^e siècle - un espace vide, lointain, abandonné, arriéré - mais ce qu'il doit devenir : une place occupée, non plus périphérique, mais intégrée dans le corps de la nation et contribuant avec les richesses à sa grandeur et à sa modernité. » (GOMES, 2013, p.44).

Un autre élément-clé à partir des années 1930 est constitué par les débuts au Brésil des instituts de recherche et de statistiques qui en produisant des données sur la population et l'économie brésilienne permettait à la fois de suivre les déplacements de population et de mieux gérer l'élaboration des politiques publiques. Créé en 1936 sous la présidence de Getúlio Vargas, l'Institut National de la Statistique (INE) est devenu l'Institut Brésilien de Géographie et de Statistiques (IBGE) en 1938 dans la foulée de l'Estado Novo, directement subordonné à la présidence de la république. L'IBGE entre les mains du pouvoir fédéral permettait d'acquérir de la connaissance sur la géographie, l'histoire, l'économie et la population du Brésil. José Carlos de Macedo Soares de São Paulo, historien, juriste et politicien en a été le premier directeur et y est resté de 1936 à 1951.

« Ce sont quinze années durant lesquelles l'IBGE s'est construit en tant qu'institution, définissant et consolidant un standard d'action technique et politique qui allait changer avec le temps mais laisser des traces profondes. » (GOMES, 2013, p.46).

Dans ce contexte, le recensement effectué auprès de la population dans les années 1940 a eu un impact sur les politiques publiques élaborées et conduites au cours des années suivantes.

« Le recensement de 1940, pour autant, était très spécial, et a été réalisé dans un contexte très particulier. Le Nouvel État, comme d'autres régimes autoritaires contemporains, a établi comme objectif stratégique pour la sécurité nationale un contrôle efficace du territoire, en prenant soin des frontières du pays, menacé par des ennemis tant externes qu'internes. » (GOMES, 2013, p. 46).

On voit bien dans ces propos les fonctions de pourvoyeurs de connaissance pour les décideurs politiques, notamment en ce qui concerne la population et l'occupation du territoire. Les recensements de 1950, puis de 1960 ont permis de dessiner une image du Brésil, de sa population, ainsi que de commencer à suivre la tendance de son évolution démographique, dans la période analysée ici.

« Entre 1920 et 1940, la population était de 30 638 607 habitants ; entre 1940 et 1950, elle est passée à 40 165 289 habitants ; et entre 1950 et 1960, elle a atteint 51 151 629 habitants. » (PATARRA, 1995, p.256).

La crise de 1929/30 et ses conséquences, ainsi que la Seconde Guerre mondiale ont toutes deux contribué à l'arrêt des projets d'immigration subventionnés par les pouvoirs publics. Cependant, nous savons à quel point l'*Estado Novo* dans les années 30/40 mettait en avant tout en le valorisant le caractère national brésilien dans tous les secteurs d'activités. Cela se ressentait même dans le profil du monde des ouvriers et des employés. Il y avait un certain consensus sur le fait qu'un nombre important, voire suffisant, d'immigrants européens étaient déjà entrés pour contribuer au développement économique par l'apport de main-d'œuvre qualifiée, d'une part, et à la politique de blanchiment de la population brésilienne, d'autre part. Mais principalement en raison de leurs positions politiques héritées des luttes ouvrières européennes et donc leurs revendications en termes de conditions de travail, ils se sont attirés une certaine aversion de la part de la classe aisée des propriétaires fonciers et des industriels.

« L'immigration subventionnée s'est nourrie de la croyance dans le blanchiment du peuple brésilien comme indicateur de progrès civilisateur, accélérant un processus de métissage en cours depuis des siècles. Selon ce concept, qui commencera à être remis en cause à partir des années 1930, sans pour autant disparaître, l'immigrant blanc collaborant au blanchiment de la population brésilienne était une question de temps long ; un temps bien employé, car l'immigrant apportait à la fois une éthique du travail et une préoccupation pour l'avenir que les nationaux n'avaient pas. Toutefois, ce postulat s'érodait, non seulement parce qu'on avait vérifié que le métissage ne faisait que croître, mais surtout parce qu'on arrivait à la conclusion que, au lieu d'être un problème, il était en fait une solution. Le Brésil était et aurait dû être, avec tous ses avantages, le territoire d'un peuple métis, qui vivait bien avec la diversité, y compris des couleurs, et c'est ainsi qu'une race brésilienne s'est constituée. » (GOMES, 2013 p 51-52).

Des années 1930 aux années 1950, de nouvelles lois et de nouveaux projets ont défini la relation du gouvernement fédéral vis-à-vis des migrations. La nouvelle législation pour les étrangers a encadré le contrôle que l'État sur les nouveaux habitants du Brésil. C'est ainsi que les lois sur l'extradition, l'expulsion et surtout le contrôle des entrées, ont établi des quotas pour certaines nationalités, la portugaise et l'espagnole ayant conservé une plus grande acceptation de la part du gouvernement brésilien.

Rappelons que c'est pendant l'*Estado Novo* que les colonies de migrants européens au Brésil, en particulier dans les États du sud, ont eu à subir les premières restrictions visant à contrôler l'immigration. A titre d'exemple, en 1938, le gouvernement de Getúlio Vargas a interdit l'enseignement des langues étrangères aux enfants de moins de 14 ans. Les enfants issus de l'immigration, en particulier les Italiens, Polonais et Allemands, ne pouvaient pas être

alphabétisés qu'en portugais dans l'espace scolaire. En 1939, une loi a même interdit de parler une langue étrangère dans l'espace public.

En conclusion nous reprendrons les propos de Gomes (2013) synthétisant les migrations au Brésil sur la période 1930-1960 autour deux dynamiques majeures. La première concerne le fort exode rural avec la perspective d'un emploi dans l'industrie comme principale motivation, la région du Sud-Est, en particulier l'agglomération et dans une moindre mesure l'Etat de São Paulo, ayant été les principaux pôles d'attraction. La seconde dynamique concerne les mouvements de population vers le Centre-Ouest avec la Marche vers l'Ouest, puis vers l'Amazonie dans le cadre des politiques territoriales mises en œuvre au cours de la période. L'auteure souligne également la question de la mécanisation des zones rurales, un processus encouragé par le gouvernement militaire à partir du milieu des années 60, mécanisation qui a favorisé le départ d'une main-d'œuvre rurale remplacée par la machine tout en la dirigeant vers les nouvelles terres à coloniser.

5.2.3 Caboclos et Caipiras, les autochtones autres qu'Amérindiens ou migrants

"Índio" ou Indien est l'appellation donnée aux Amérindiens par à peu près tous les Brésiliens, quel que soit le groupe social. Seuls quelques informés emploient le nom du groupe social sachant qu'ils sont au nombre d'environ 300. Contrairement aux Amérindiens, d'une manière assez générale, le migrant brésilien est souvent identifié par une appellation, une sorte de surnom faisant référence à son Etat d'origine telle que *Gaúcho* pour le migrant en provenance du Rio Grande do Sul, *Paulista* pour celui de São Paulo, *Mineiro* e *Goiano* pour celui originaire respectivement du Minas Gerais ou du Goiás, *Capixaba* pour celui venant de l'Etat de Espírito Santo, *Carioca* pour celui de Rio de Janeiro. Quelques appellations rappellent des origines plus typées et pas forcément plus lointaines, cas des *Polacos* et des *Japonês* pour les descendants de migrants d'origine polonaise et japonaise, respectivement, mais aussi *Nordestinos* pour les migrants ou descendants de migrants en provenance du Nordeste. En plus de l'origine, ces diverses appellations font référence à des spécificités socio-culturelles plus ou moins identifiées qui seront détaillées dans la seconde partie de la thèse.

Parallèlement aux groupes amérindiens, dont le traitement est spécifique au Brésil depuis près d'un demi-siècle et assuré par la FUNAI, institution brésilienne en charge de veiller au respect de la politique indigène au Brésil, les autres communautés considérées comme natives, autochtones, tout au moins installées dans la zone depuis plus longtemps, en général plusieurs décennies ou quelques siècles, portent plusieurs appellations. Nous avons déjà vu les *Sertanejos* pour ceux venant de l'intérieur, du *Sertão*, comme cela a été expliqué dans le premier chapitre, en particulier à propos des petits éleveurs dont les familles originaires du Nordeste se sont installées sur la rive occidentale du rio Araguaia après avoir migré dans le Sertão ou arrière-pays pendant plusieurs générations. Ces communautés ont la particularité

d'être le résultat d'un fort métissage entre les migrants des siècles passés et les groupes amérindiens. Plusieurs dénominations existent en lien avec leur culture. Il y a donc les *sertanejos*, ceux qui vivaient dans le sertão ; les *caboclos* qui vivent de la cueillette des ressources de la forêt et de l'exploitation agricole de ces ressources, avec le plus souvent des caractéristiques de la culture afro-brésilienne et/ou indigène ; les *caipiras* qui sont les occupants des zones rurales, généralement en dehors des massifs forestiers, et mêlant culture européenne et indigène.

Concernant les *caipiras*, les présente de la manière suivante :

« L'expansion géographique des paulistas [habitants de la Province puis de l'Etat de São Paulo], aux XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles a conduit non seulement à l'incorporation de nouveaux territoires aux terres de la Couronne portugaise en Amérique, mais aussi à la définition de certains types de culture et de vie sociale, conditionnés en grande partie par ce grand phénomène de mobilité. Il n'est pas nécessaire d'analyser ici sa signification historique, ni d'esquisser son panorama général. Il suffit de souligner que dans certaines portions du grand territoire parcouru par les paulistas - déjà appelées Paulistania, ce qui est significatif du pouvoir qu'ils avaient sur ces terres - les caractéristiques initiales du colon portugais se sont déployées pour donner une variété sous-culturelle du tronc portugais, que l'on peut appeler "culture de la caipira. » (CANDIDO, 2003, p.45).

Pour Candido (2003), la société locale a, avec le temps, développé des techniques et des pratiques particulières d'exploitation de son environnement, de ses ressources naturelles, en vue de développer une économie de subsistance. Ces techniques et pratiques sont issues des groupes

La société *caipira* est de nature nomade :

« La vie sociale de la caipira a assimilé et préservé les éléments conditionnés par ses origines nomades. La combinaison des traits culturels indigènes et portugais obéissait au rythme nomade du bandeirante et du povoador [colon], conservant les caractéristiques d'une économie largement imprégnée par les pratiques de proie et de collecte, dont la structure instable dépendait de la mobilité des individus et des groupes. » (CANDIDO, 2003, p.48).

L'une des caractéristiques qui différencierait le *caboclo* du *caipira* serait l'environnement dans lequel ils évoluent, le premier, le *caboclo*, évoluant en milieu forestier dense. Le *caipira*, peut-être en raison de ses techniques et pratiques nomades chercherait des zones plus ouvertes. Cette différenciation reste toutefois peu satisfaisante dans la mesure où le biome de forêt atlantique dans lequel évolue le *caipira* est au moins aussi dense, voire même parfois plus

dense, que le biome amazonien dans lequel évolue le *caboclo*. De plus, le nomadisme est une pratique que nous avons vue et décrite pour les caboclos du Sud du Pará, descendants des petits éleveurs originaires du Nordeste, installés sur la rive occidentale du rio Araguaia après avoir migré pendant près de deux siècles dans le Sertão ... leur donnant la possibilité de se revendiquer comme *sertanejos*. Aussi les différences entre *caboclo*, *caipira* et *sertanejo* paraissent plus ténues qu'elles le paraissent et semble plus liées aux appellations locales, faisant forcément référence à l'environnement local dans la mesure où toutes ces communautés vivent en étroite harmonie avec leurs environnements respectifs dont l'exploitation est la base de leur subsistance.

Plus en avant dans son ouvrage, Candido (2003) avance des éléments explicatifs de la situation foncière et cadastrale des communautés *caboclos*, *caipiras* et autres autochtones :

« On appelle morador celui qui vit sans titre légal de la terre sur laquelle il vit et qui peut donc en être chassé à tout moment. L'origine de l'installation du morador est diverse. Il peut s'agir pour le morador de fuir les autorités, en raison d'un larcin ou d'une autre accusation, éventuellement fausse, d'où l'intérêt de s'isoler. Le morador de type agregado (agregé à la famille propriétaire de la terre) est, nous le savons, différent du simple morador car il a l'autorisation du propriétaire pour vivre et exploiter le terrain sur lequel il vit, et cela à titre gratuit, voire éventuellement en échange d'un petit service, agricole généralement. Les autres moradores n'ont pas l'autorisation des propriétaires fonciers et ignorent le plus souvent le statut de la terre sur laquelle ils vivent et exploitent. Il peut s'agir d'un terrain sans propriétaire, non attribué ou d'un terrain avec propriétaire, ou d'un terrain dont il deviendra propriétaire. » (CANDIDO, 2003, p.78).

Dans un ouvrage spécifique à la région située au sud-ouest de l'Etat du Paraná, Mondardo (2008) décrit les caboclos de cette région comme les occupants d'un arrière-pays dont une partie serait couverte de forêt. Il mentionne également d'autres groupes ayant transité à proximité de la frontière entre le Brésil et l'Argentine. Il a également souligné que des communautés habitants dans d'autres régions du Paraná, en particulier celles possédant de grands troupeaux de bétail ont également quitté les régions de parcours naturels (Campos Gerais et Campos de Guarapuava), lorsqu'ils ne pouvaient plus vivre comme *morador agregado* en raison de la taille et des besoins de leurs troupeaux. Cela démontre que les arrière-pays, et donc le sertão a, d'une certaine manière, absorbé le contingent de familles rurales travailleurs que le système agraire et foncier de l'époque ne pouvait pas absorber. Cela rappelle étrangement le départ des petits éleveurs du Nordeste au 17^e siècle, poussés à migrer dans le Sertão par 'expansion de la canne-à-sucre.

Comme déjà mentionné par Candido (2003), Mondardo (2008) mentionne des groupes autochtones auraient fui certains conflits dans le Sud du Brésil, comme la "Guerre des *Farrapos*" et la "Guerre du *Contestado*". De même, certains groupes d'origine argentine auraient avancé lentement sur le territoire brésilien. Il n'existe presque pas de littérature, mais seulement quelques récentes études historiques considèrent ces déplacements de groupes d'origine argentine/paraguayenne comme ayant transité par ces zones frontalières. Or, même si leur nombre n'était pas significatif, le gouvernement de Vargas, dans son populisme national, avait le souci de rendre hermétique la frontière entre l'Etat du Paraná et l'Argentine.

Toujours concernant les *caboclos* du sud-ouest de l'Etat du Paraná, tout en apportant des précisions sur leurs modes de vie et de subsistance, Mondardo (2008) est ambigu quant aux dénominations de *caboclo*, *caipira*, *sertanejo*, et même concernant les biomes de forêt et de Sertão.

« (...) dans le sud-ouest du Paraná, ils étaient d'origine luso-brésilienne et devaient être élevés dans le sertão, c'est-à-dire au milieu de la forêt. Ils étaient généralement constitués par le métissage d'Indiens, de Noirs et de Blancs, mais ce qui les caractérisait essentiellement par rapport à la région sud-est du Paraná, c'était le mode de vie qui les entourait, à travers l'extraction du yerba mate, l'élevage d'animaux (principalement le porc), la cueillette de fruits (principalement le pignon) et la chasse d'animaux sauvages (porcs sauvages, pécaris, sangliers, cerfs). »
(MONDARDO, 2008, p.7).

D'autres informations sont données par Martins (2005) concernant les modes de mises en valeur de la terre, en particulier la pratique de l'abattis-brûlis pratiqué sur forêt primaire ou sur jachère longue.

« ... l'Indien et le caboclo ouvrent une clairière au sein de la végétation primaire ou à différents stades de succession [de la jachère] et y mettent le feu. De cette façon, ils incorporent des nutriments dans le sol et établissent une communauté végétale qui présente une hétérogénéité d'espèces. Par conséquent, la plantation présente deux caractéristiques fondamentales. La première est qu'il s'agit d'une association de différentes espèces, et chacune d'entre elles a son histoire, c'est-à-dire une partie des composants arrivés avant les colonisateurs, et concerne des plantes domestiquées dans d'autres régions d'Amérique du Sud, que dans les plaines de cette zone. Ainsi, certaines composantes sont andines, d'autres centraméricaines, et plusieurs composantes ont très probablement été domestiquées dans les basses terres. Certains éléments ont été apportés par des colons, d'autres par des Africains. »
(MARTINS, 2005, p. 209).

Par ailleurs, parallèlement à l'usage qui en est fait dans la société brésilienne, le concept de *caboclo* en anthropologie renvoie à une catégorie sociale bien définie. Il s'agit de la paysannerie historique de l'Amazonie. Toutefois, la définition de paysans, et donc celle de caboclos, fait référence à un statut spécial et spécifique en Amazonie.

« ... Les politiques coloniales, mises en œuvre au 18^e siècle, visaient explicitement à la constitution d'une paysannerie amazonienne qui produirait des biens pour le marché européen. Au cours de ses trois cents ans d'existence, la paysannerie amazonienne a connu des périodes de participation intense au marché, alternées avec des périodes de faible participation, où les activités de subsistance prévalaient. » (LIMA, 1999, p.7) .

Donc, contrairement à la culture du *caboclo* dans d'autres régions du Brésil, en Amazonie les caboclos, à certaines époques, produisaient directement pour le marché, cas de l'époque du caoutchouc par exemple. Dans les autres régions, il y avait généralement le petit exploitant qui produisait pour le marché et le *caboclo*. En Amazonie, il s'agissait de la même personne, du même groupe social, au moins jusqu'à la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle. Par ailleurs,

« Cependant, le concept régional du caboclo est plus qu'une référence à cette population rurale ou à son mode de vie. Elle comprend un stéréotype qui suggère que cet habitant de l'Amazonie est paresseux, indolent, passif, créatif et méfiant. Et les mêmes traits culturels qui distinguent les caboclos (la maison de bois au toit de palme de paxiúba, l'agriculture itinérante, les méthodes indigènes de pêche et de chasse, entre autres) sont pris comme preuve d'infériorité, puisqu'ils sont considérés comme "primitifs". En outre, les qualifications négatives sont également liées au fait que les caboclos sont considérés comme pauvres. Comme le terme caboclo, la pauvreté est aussi un concept culturel. Le caboclo n'est pas seulement pauvre par rapport aux habitants des villes, de surcroît à l'étranger, mais il l'est aussi par rapport à la forte attente de performance économique et sociale de ce néo-brésilien en Amazonie. » (LIMA, 1999, p.13).

En conclusion sur les populations traditionnelles, autochtones d'Amazonie, elles étaient considérées par les pouvoirs publics comme peu productives et pas dans une logique d'accumulation de capital comme le seraient ou devraient l'être les migrants issus de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle. D'une certaine manière, plusieurs politiques publiques ont été pensées à partir de cette différence avec pour objectif de remplacer la population traditionnelle par des migrants ayant un profil de production capitaliste.

5.3 Colonisation du Goiás et du Paraná préfigurant celle de l'Amazonie

Les deux Etats du Goiás et du Paraná ont été les deux premiers à être concernés par la Marche vers l'Ouest à partir des années 30, en raison de leur localisation géographique respectivement à l'ouest de l'Etat du Minas Gerais et au sud-ouest de l'Etat de São Paulo. Leur colonisation, initiée dans le cadre de la Marche vers l'Ouest, poursuivie dans l'*Estado Novo*, puis avec la politique territoriale de l'après-guerre, préfigurent et ont servi d'exemple à la colonisation de l'Amazonie à partir des années 60, tant d'un point de vue politique, qu'économique et social.

5.3.1 La colonisation du nord du Goiás

D'une manière générale, l'exode tout au long du 20^e siècle a été important dans toutes les régions du Brésil. Il n'en a pas été autrement dans l'État de Goiás. Cependant, le départ de toute une partie des familles rurales reconnaît comme principale origine la difficulté d'accès à la terre.

Plusieurs études sur les migrations sur le territoire dans l'Etat du Goiás soulignent l'importance de la construction et de l'expansion du réseau ferroviaire puis de celui des pistes et routes au sein de l'État dans les changements de la valeur et de l'utilisation des terres.

« Jusqu'en 1952, le "train du Goiás", parcourait environ 480 km, pour atteindre son point le plus septentrional situé à Goiânia qui deviendra plus tard la capitale de l'Etat. Au total, le réseau ferré comptait 30 stations comme : Araguari, Amanhece, Arapira, Ananguera, Goiandira (point de connexion avec le réseau minier), Ipameri, Roncador, Pires do Rio, Engenheiro Balduino, Vianópolis, Leopoldo de Bulhões, Anápolis et Goiânia. La construction des pistes qui sont progressivement transformées en routes plus praticables ont également fortement impacté le commerce régional. Les villes de long des routes, de surcroît celles localisées au croisement de routes ou à un point de rupture de charge, sont rapidement devenues des centres commerciaux, économiques et donc d'embauche pour une population rurale dans une logique d'exode et dans une stratégie de survie. C'est ainsi que la ville de Goiás a remplacé Araguari, ville majeure dans le commerce de l'Etat depuis la fin du 19^e siècle car située à un nœud routier, mais qui a laissé ce rôle aux villes du sud-est de l'Etat du Goiás » (RODRIGUEZ, 2011, p. 71).

Déjà au cours des années 30, la propagande officielle menée par le gouvernement de l'Etat du Goiás a fait connaître dans tout le Brésil les possibilités et opportunités économiques

de cet Etat. Ainsi, à partir de 1935, plusieurs migrants sont venus dans le Goiás, principalement en provenance des Etats de São Paulo et Minas Gerais, notamment vers la nouvelle capitale Goiânia. Les migrants ont été incités à s'installer dans les savanes de cerrado et les forêts (sertão) localisées autour de Goiânia. Cette dynamique migratoire, en plus d'occuper et d'exploiter des terres jusqu'alors peu ou pas productives, à pousser les gouvernants à construire de nouvelles pistes et routes visant à faciliter d'une part l'accès à ces nouvelles colonies et, d'autre part, la commercialisation des productions, cas par exemple de la zone devenue ville et commune d'Aruanã, située sur la berge orientale du rio Araguaia, face à l'Etat du Mato Grosso.

Dans les années 40 et 50, prenant la suite de l'*Estado Novo*, la politique territoriale expansionniste du pouvoir fédéral a conduit à des projets de colonisation agricole dans les zones peu peuplées provoquant une nouvelle vague d'immigration vers le Goiás, favorisant une importante implantation de colons dans cet Etat. La "Marche vers l'Ouest" s'est poursuivie pendant les deux décennies de l'après-guerre et a profondément marqué le peuplement de l'Etat du Goiás. Le flux de migrants ne diminuera qu'avec la réduction des ressources financières destinées à encourager la colonisation par l'agriculture et surtout en changeant la structure agraire de l'Etat du Goiás. Mais avant cela, le décret-loi n° 3.059 du 14 février 1941, établit la création des colonies nationales, une façon d'orienter le défrichement de nouvelles zones et surtout d'occuper des espaces et de les organiser.

« Les familles de migrants ont généralement obtenu une parcelle de 20 à 50 hectares, où il était recommandé de ne laisser qu'un quart de la surface avec la végétation d'origine. Parallèlement, il fallait créer un siège central pour la colonie, des établissements d'enseignement agricole primaire, des installations pour les industries de transformation agricole et des coopératives de production pour la vente et la consommation des produits. La construction de maisons a également été incluse dans le décret, ainsi que leur distribution, qui devrait favoriser les familles avec de nombreux enfants, au minimum 5. »
(CASTILHO, 2012, p.119).

Selon Cattelan & Castanha (2016), la création et l'installation de "grandes" colonies agricoles nationales, avaient pour objectif principal de fixer les familles sur des lots de terre disponibles pour qu'elles les mettent en valeur tout en participant à la vie de la colonie.

« Les colonies doivent respecter une fourchette de taille de parcelles à attribuer aux colons, de 20 à 50 hectares. Les colons doivent garder sur leurs parcelles une réserve forestière d'au moins 25% de leur superficie totale, et ils doivent maintenir ces réserves naturelles en l'état, c'est-à-dire typiques de la région autour de la colonie, en préservant la faune et la flore. Chaque colon se voyait attribuer une terre gratuitement, ainsi

qu'une maison régionale typique pour sa famille. En outre, il était encouragé à créer et participer aux coopératives de production, de vente et de consommation. Par le décret-loi, l'État garantissait encore le matériel agricole par le biais du prêt et les colons étaient exempts de taxes et de frais sur le lot. » (CATTELAN & CASTANHA, 2016, p. 289).

Comme mentionné précédemment, la propagande pour coloniser de nouvelles terres a été un instrument majeur dès le début de l'ère Vargas, et cette politique s'est poursuivie tout au long de l'Estado Novo, puis au cours des deux décennies d'après-guerre, offrant aux migrants potentiels l'opportunité d'accéder à une terre en vue de satisfaire leurs projets agricoles, et donc à des fins d'occupation et de développement agraire des zones peu ou pas peuplées. Castilho (2012) donne une idée de l'ampleur des migrations vers les colonies agraires de l'Etat du Goiás.

« La colonisation a attiré une forte migration, principalement par l'attribution de nouvelles terres considérées fertiles et d'un soutien public du gouvernement fédéral. La propagande provenait de l'idéologie forgée par la Révolution de 1930 et plus tard par l'Estado Novo. En 1943, il y avait déjà 900 occupants, certes dans de mauvaises conditions d'habitat. A partir de 1946, une moyenne de 30 familles par jour sont arrivées dans la CANG (Colonie Agricole Nationale de Goiás). L'année suivante, plus de 10 000 personnes y vivaient. En 1950, la région comptait 29 522 habitants et en 1953, elle atteignait une population de 36 672 habitants, dont 33 222 en zone rurale et seulement 3 450 dans les petits centres urbains. Ce grand nombre de migrants est venu de l'ouest de l'Etat du Minas Gerais pour 60% d'entre eux, du nord de l'Etat de São Paulo pour 20 %, de l'État de Goiás lui-même, ainsi que du sud, surtout des Gaúchos de l'Etat du Rio Grande do Sul, pour les autres 20 %. » (DAYRELL, 1974, cité par CASTILHO, 2012, p.121).

Selon Cassari (2014), la CANG (Colonie Agricole Nationale de Goiás) a été la première d'une série de huit colonies créées par le gouvernement dans l'Etat du Goiás, en particulier dans une zone considérée comme très fertile, le *Mato Grosso Goiano*. Cet auteur, s'appuyant sur les écrits du géographe contemporain FAISSOL, indique la présence de plus de 10 000 personnes dans le CANG en 1946, corroborant ainsi les propos de Dayrell (1974) cité par Castilho (2012).

Nous avons déjà vu qu'au temps de la colonie et de l'empire, le sertão du Goiás a déjà été traversé et occupé par de nombreux et divers groupes sociaux, tels les mineurs en provenance de l'Etat du Minas Gerais, poursuivant vers le nord l'exploitation des ressources du sous-sol de la colonie ou bien les petits éleveurs originaires du Nordeste en quête de pâturage pour l'alimentation de leurs troupeaux. L'Etat du Goiás apparaît ainsi comme un lieu stratégique

d'échanges et d'intégration de cultures, situé au centre du Brésil, à la croisée des Etats du Minas Gerais, de la Bahia, du Mato Grosso, et dont la partie septentrionale deviendra l'Etat du Tocantins. Sa colonisation par la politique expansionniste menée pendant les trois décennies, de 1930 à 1960, de l'ère Vargas préfigure ce que sera la colonisation de l'Amazonie. De plus, la construction de la nouvelle capitale Brasília et l'implantation du District Fédéral sur un morceau de terres de l'Etat du Goiás, a conduit de nombreux ouvriers, principalement originaires du Nordeste, à s'installer dans l'Etat du Goiás, une fois la construction de Brasília achevée, et donc de coloniser ces terres du Planalto jusqu'alors seulement parcourues par des troupeaux.

5.3.2 La colonisation du sud-ouest du Paraná

Les trois Etats du Sud du Brésil, Paraná, Santa Catarina et Rio Grande do Sul, ont connu des cycles économiques assez semblables sur une partie de leurs territoires, notamment l'exploitation minière, le bois, l'herbe mate et plus tard le *tropeirismo* qui correspond à l'élevage de bétail et d'animaux de bât pour les conduire vers les mines du Sudeste.

« À la fin du 16^e siècle et au début du 17^e siècle, la recherche de métaux précieux dans la baie de Paranaguá dans la province du Paraná a été couronnée de succès. Comme c'était la première zone au Brésil où était mise en évidence la présence d'or, de nombreux migrants sont venus dans la zone à la recherche d'or en particulier en provenance de l'Etat voisin de São Paulo. La production aurifère a conduit la colonie à créer en 1660, une capitainerie à Paranaguá. C'est à la même époque qu'a été fondée la ville de Curitiba autour de laquelle s'est implantée une agriculture dont la finalité était l'approvisionnement des mineurs. Cependant, la découverte de plus grands gisements d'or et de divers minerais dans les régions du Sudeste et du Centre-Ouest du Brésil ont détourné les yeux de la couronne portugaise du Paraná ». (PRIORI et al., 2012 p.15).

Jusqu'en 1853, le territoire du Paraná appartenait à l'Etat de São Paulo, l'émancipation du district ayant eu lieu en août 1853 (PRIORI et al., 2012), puis la loi n° 704 créant la province du Paraná a été signée par l'empereur Dom Pedro II.

Le cycle du *maté* a été emblématique de l'économie agraire du Paraná. Produit de manière assez proche du thé, le *maté* est la boisson d'origine amérindienne propre aux habitants du Rio Grande do Sul au Brésil, d'Uruguay, d'Argentine, ainsi qu'à ceux d'une partie du Paraguay. Le développement de la navigation à vapeur sur le rio Paraná, frontière naturelle entre le Brésil, le Paraguay et l'Argentine est également un autre facteur marquant de cette période, le commerce fluvial permettant plus facilement de transporter les productions, en particulier l'herbe *maté*, au travers de tous les territoires traversés jusqu'aux ports.

L'immigration européenne au Paraná s'est poursuivie jusqu'au début du 19^e siècle. De nombreux migrants se sont mis à l'agriculture, souvent avec succès en raison de la fertilité des sols et d'un climat propice. La production de *maté* a été une des grandes spécificités de la région. Parallèlement à la proximité de l'Etat de São Paulo, déjà largement pourvu en pistes et routes, et de la voie fluviale que représentait le rio Paraná, la construction du réseau ferroviaire a également contribué à étendre et à dynamiser de nouvelles zones d'occupation.

Le *tropeirismo*, élevage de bétail et d'animaux de bât ainsi que leur transport vers les centres miniers de l'Etat du Minas Gerais, a été l'activité qui a le plus contribué à l'émergence de nouvelles communautés et à la croissance de villages déjà existants. Le cycle du bois a également marqué l'Etat du Paraná en raison du défrichement de vastes massifs forestiers pour l'installation des colons et leurs activités agricoles. Puis ce fut le cycle du café avec l'arrivée des planteurs en provenance des Etats de São Paulo et dans une moindre mesure du Minas Gerais, attirés par la fertilité des sols et les propices conditions climatiques de la zone.

Selon Oliveira (2009), en s'appuyant sur les travaux de Cancian (1981), le recensement agricole du Paraná de 1920 et les données de 1935-1942 du Département national du café ont indiqué une augmentation du nombre de propriétés cultivant le café au Paraná. Toutefois la superficie cultivée dans ces propriétés a diminué. Ainsi, Il y aurait eu une baisse sensible du nombre de latifundiums dans la zone de culture du café qui s'accompagne d'une augmentation des petites exploitations caféières. Cette augmentation significative de petites exploitations est caractéristique de l'Etat du Paraná à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, en lien avec l'arrivée et l'installation d'immigrants européens dans le nord de l'Etat.

« L'ouverture de nouveaux fronts est également liée à l'action des Compagnies de la Colonisation, qui ont insufflé un nouveau dynamisme au cycle du café dans l'Etat, qui a atteint son apogée dans la période dite d'expansion de l'après-guerre (1945- 1971). Selon les données recueillies par CANCIAN (1981, p.90), la population des zones caféières, c'est-à-dire Norte Pioneiro, Novo, Novíssimo et Extremo Oeste, était d'un peu plus de 72 000 habitants en 1920, et ne comptait que six communes caféières. En 1970, la population de ces régions caféières dépassait largement les 4 millions d'habitants et était déjà répartie dans 192 communes, et leur économie reposait sur le café. »
(OLIVEIRA, 2009, p. 5).

En analysant les données sur le nord de l'Etat du Paraná, Oliveira (2009) montre que, dans les années 50, une grande partie des terres disponibles jusqu'alors dans le "*Norte Novo*" (région de Londrina), et dans le "*Norte Novíssimo*" (régions d'Umuarama et Paranavaí) avaient déjà été occupées. Et dans le même temps, le cycle du café a montré des signes de déclin, diminuant de manière significative dans les années 1960, favorisant ainsi d'autres dynamiques

économiques en milieu rural, notamment le soja, le maïs et l'élevage bovin tant laitier que pour la viande.

A partir des années 1940, une autre région du Paraná a également connu une transformation rapide, la région sud-ouest.

« La région sud-ouest du Paraná, de 1940 à 1970, en tant que "zone du futur", a été colonisée et a accueilli des migrants gauchos et catarinenses, c'est-à-dire en provenance des Etats du Rio Grande do Sul et de Santa Catarina, respectivement. » (MONDARDO, 2010, p. 205).

Rappelons que les années 1940 ont connu d'intenses migrations internes au Brésil, en lien avec la politique d'occupation territoriale du gouvernement de Getúlio Vargas, en particulier "La Marche vers l'Ouest", dont l'une des principales actions était la création de colonies agricoles dans des zones jusqu'alors peu ou pas occupées. Mondardo (2010), parle d'une forte propagande pour la réussite de ces colonies agricoles. Les discours du gouvernement parlaient de la création d'un lieu idéal pour les futurs colons. Il y avait dans la propagande la nécessité de faire croire au migrant qu'il s'installait dans un endroit où les conditions de vie étaient bonnes, tout au moins bien meilleures que celles dans sa région d'origine, et surtout où les chances de réussite économique et de croissance régionale étaient plus grandes.

« (...) les discours se répétaient, basés sur le même principe, à savoir : créateur de clichés, de messages, de phrases, de symboles, d'énonciations, de manières de faire voir et croire, dans la construction d'une "bonne" région pour y vivre, pour le travail et ses à-côtés, en particulier pour la fête des familles de migrants gauchos et de Santa Catarina. L'arrière-pays isolé et inhospitalier dans la période d'occupation précédente devenait la terre du futur, du progrès, de la modernisation agricole, réinventée, dans une large mesure, par le discours du projet politico-idéologique de la Marche vers l'Ouest, du gouvernement de Getúlio Vargas. C'est ainsi qu'ont été en 1943 Vila Marrecas (commune appelée depuis Francisco Beltrão) et la Colonie Agricole Nationale Général Osório - CANGO - pour encourager et attirer les potentiels migrants gauchos et Santa Catarina, (...). » (MONDARDO 2010, p.205).

Tant pour Mondardo (2010) que pour Briskievicz (2010), pour comprendre le mouvement migratoire dans le sud-ouest du Paraná, il est nécessaire d'avoir en tête les caractéristiques identitaires des groupes qui se sont déplacés depuis les années 1940. Le principal moteur de ce déplacement de population a été les difficultés économiques rencontrées par les familles de migrants installées dans les Etats de Santa Catarina et du Rio Grande do Sul. La possibilité de déménager pour la *Colonie Agricole Nationale Général Osório* (CANGO) au Paraná était l'opportunité pour les familles concernées d'améliorer sensiblement leurs

conditions de vie, chose impossible à l'époque dans les Etats du Rio Grande do Sul et de Santa Catarina, principalement en raison de la petitesse des lots de colonisation qu'elles avaient reçu à leurs arrivées d'Europe.

Cependant, tant Briskievicz (2010) que Mondardo (2010) affirment qu'avant les années 40, c'est-à-dire avant la colonisation, les Indiens et les *caboclos* vivaient dans la région et avaient développé leurs propres modes spécifiques d'utilisation des terres et des formes particulières de production. Aussi, le discours du pouvoir, repris dans les politiques de colonisation, était d'occuper le sertão considéré comme vide d'habitants.

De plus, pour Briskievicz (2010), le processus de colonisation s'est accompagné de grandes transformations agraires et territoriales. En effet, la région du sud-ouest de l'Etat du Paraná a accueilli des migrants, certes brésiliens, mais avant tout premiers descendants, fils ou petits-fils, des premiers immigrants européens, principalement Italiens, Allemands et Polonais, venus dans les Etats du Rio Grande do Sul et de Santa Catarina, et installés dans les zones de savane arborée et de forêt atlantique du Planalto, correspondant aux communes appelées aujourd'hui Soledade, Candelária, Passo Fundo et Palmeira das Missões. Une fois dans l'Etat du Paraná, ces migrants brésiliens ont mis en œuvre un ensemble de techniques et de pratiques, certes adapté à une zone de forêt atlantique comparable à celle d'où ils venaient, mais fortement influencé par leurs savoirs locaux d'origine européenne.

« Les migrants reproduisent les caractéristiques du mode de vie de leurs ancêtres originaires d'autres pays, en ce qui concerne la religion, la nourriture, le dialecte, l'agriculture et les autres productions. Parallèlement au maintien dans leur vie quotidienne de ces caractéristiques originelles, de nouvelles formes de relations, de valeurs se créent à partir de nouveaux liens, de nouvelles identités ... et cela dans une dynamique constante. Il y a toujours des changements et des permanences, ce qui caractérise une identité hybride. L'identité des immigrés s'est par le passé modifiée du fait de la coexistence avec d'autres groupes ethniques, d'abord en Europe puis dans le Sud du Brasil, une fois leur migration et l'installation effective sur la nouvelle terre. Le processus de modification-adaptation de l'identité se poursuit chez les descendants. » (BRISKIEVICZ, 2010, p. 27).

Il est important de noter à nouveau l'importance de la propagande faite autour de la création des colonies, notamment par les discours du président Getúlio Vargas, mettant en avant le caractère pionnier, courageux, volontaire, ambitieux pour le peuple et la nation du Brésil. Toute une équipe de communicants s'affaire sur le contenu et la forme des discours présidentiels. Ces derniers passent généralement à la radio, ce qui leur permet d'atteindre toutes les familles, même celles vivant dans les zones les plus reculées, et surtout de sensibiliser les familles dans leur intégralité, autant les hommes que les femmes, les grands

enfants et les jeunes adultes. La teneur des discours était avant tout d'inciter les familles à migrer vers les nouvelles colonies en leur faisant miroiter les avantages et opportunités qu'elles en tireraient.

« Le discours a permis de recruter des personnes pour migrer vers le sud-ouest du Paraná dans le mouvement de la Marche vers l'Ouest. Les descriptions de la région faites par les discours à la radio ont cherché à être attractives par le biais de mots magiques. Ainsi, aucune autre source de propagande n'a été aussi élaborée et efficace que ce discours symbolique et répété de Vargas concernant l'effort louable de défrichage et de colonisation. » (MONDARDO, 2010, p. 208).

En retour, les discours s'appuyaient sur les témoignages de migrations réussies, quitte à les embellir pour éviter de montrer les nombreux et divers inconvénients et problèmes auxquels étaient confrontés les migrants. De plus, parallèlement à la propagande officielle du gouvernement, le bouche-à-oreille a joué un rôle majeur dans la prise de décision de migrer pour de nombreuses familles.

« De nombreuses familles ont été influencées dans la prise de décision de migrer par des parents et/ou des amis, par la publicité qui était faite, ainsi que par les diverses aides dont elles pouvaient bénéficier en migrant et s'installant dans les nouvelles colonies, tel un réseautage social au rôle majeur dans le processus de migration, incitant parents et/ou amis à en amener d'autres en jouant sur les relations de proximité et de confiance. » (BRISKIEVICZ, 2010, p. 27).

Mondardo (2010) apporte un élément important sur notre hypothèse de recherche concernant la différenciation des trajectoires de migration. En effet, il identifie des similitudes et des différences de conditions sociales et surtout économiques entre les migrants s'installant dans le Sud-Ouest de l'Etat du Paraná en provenance des Etats du Rio Grande do Sul et de Santa Catarina. Il considère que ces différences se traduisent principalement dans le choix de la nouvelle terre à exploiter, notamment la localisation, la surface mais aussi la fertilité dans la mesure où ces facteurs influent la rentabilité future des investissements réalisés lors de l'installation et par la suite.

Par ailleurs, cet auteur, note un processus que nous retrouverons dans la colonisation de l'Amazonie des années 60, à savoir : une fois la colonie installée et les terres attribuées, certaines familles partent, soit pour revenir sur leurs terres d'origine, soit pour migrer vers une autre colonie ; les familles qui restent, quand elles en ont les moyens, achètent les terres des familles partantes, agrandissent leurs surfaces, acquièrent de nouveaux biens ; fortes de ces nouvelles surfaces et de ces nouveaux biens, en particulier les équipements, elles poursuivent leurs trajectoires dans une logique de capitalisation foncière et productive. Le processus

conduit inexorablement à une concentration foncière et du capital entre les mains de quelques familles.

Conclusion

De ce cinquième et dernier chapitre de la première partie, nous retiendrons pour conclure que la dynamique lancée par l'*Estado Novo* des années 30 s'est à la fois renforcée et structurée. Elle s'est renforcée en s'appuyant sur des mesures de politique publique incitatrices appuyées par des outils d'aide à la décision et une communication efficace, même si fortement teintée de nationalisme, voire de populisme. Elle s'est structurée autour de quatre idées fortes que sont l'intégration territoriale des zones périphériques, la mise en œuvre de grands travaux, la construction d'une identité brésilienne propre en accord avec la diversité sociale, culturelle et raciale de son peuple, le contrôle des migrations visant à répondre aux trois idées précédentes.

Conclusion de la 1^{re} Partie

L'analyse historique sur près d'un demi-millénaire du Brésil colonial, du début du 16^e jusqu'au début du 19^e siècle, puis impérial, au long du 19^e siècle, et enfin républicain jusqu'à la colonisation de l'Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, nous a fourni plusieurs informations de diverses natures permettant à la fois de préciser et d'étayer nos deux hypothèses de recherche qui, rappelons-le, sont d'une part la différenciation des trajectoires des groupes de migrants en Amazonie en fonction de leurs origines géographiques, socio-culturelles et économiques et, d'autre part, le rôle majeur des politiques publiques dans le processus migratoire et en particulier dans cette différenciation entre les groupes de migrants. Ces informations peuvent être regroupées en deux grands types. Il y a d'abord les données permettant de contextualiser en donnant une profondeur historique à une ou à nos deux hypothèses de recherche, c'est-à-dire de repérer dans le temps et l'espace des migrations qui sont, chacune à leur manière, emblématique d'un processus majeur de l'histoire brésilienne dont les conséquences actuelles paraissent évidentes, tout au moins sont relativement bien visibles et en partie qualifiables dans le Brésil aujourd'hui. A titre d'exemple, peut-être le plus évident concerne les migrations en lien avec la traite négrière ayant conduit sur le sol du Brésil de nombreux Africains dont les descendants constituent aujourd'hui un ensemble majeur de la société brésilienne. Les migrations d'Europe centrale dans le Sud du Brésil à la fin du 19^e siècle, en particulier d'Italie et d'Allemagne ont eu un effet similaire. On peut donc penser que, de par son ampleur géographique et l'important investissement public réalisé, la colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle aura elle aussi, comme les autres périodes, une ou plusieurs migrations emblématiques qui marqueront l'histoire de la région et/ou du pays. Le second type d'informations se rapporte plus à des éléments des trajectoires des migrants, éléments communs à une ou plusieurs migrations, à un ou plusieurs groupes de migrants selon les cas, qui semblent d'une certaine manière transversaux dans le temps, apparaissant de façon plus ou moins visible dans les différentes phases de l'histoire coloniale, impériale puis républicaine du Brésil. Il y a de fortes chances que nous retrouvions les traces de ces éléments au cours des migrations vers l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle.

Commençons par les informations du premier type, celles permettant de contextualiser nos deux hypothèses dans leurs respectives perspectives historiques. Concernant notre hypothèse sur le rôle des politiques publiques, nous avons vu que tout au long de l'histoire coloniale, impériale et républicaine les nombreuses et diverses migrations ont été très souvent engendrées, souvent initiées, parfois coordonnées par une ou plusieurs mesures de politique publique mises en œuvre respectivement à l'échelle de la colonie, de l'empire ou de la fédération, mais aussi à l'échelle des provinces devenues Etats et de régions au sein de ces

mêmes provinces et Etats. Un des premiers exemples largement renseigné du poids des politiques publiques est l'arrivée puis l'installation dans le Brésil colonial du 16^e et 17^e siècles des diverses congrégations religieuses catholiques, en partie pour témoigner de l'attachement du royaume portugais à la l'église catholique, ainsi que quelques décennies plus tard l'expulsion des jésuites quand leur action, notamment dans le cadre des missions qu'ils avaient créés au Sud du Brésil, mais aussi en Argentine et au Paraguay, a commencé à poser un certain nombre de problèmes complexes liées à la gouvernance de la colonie. Par ailleurs, nous avons pu constater que les politiques publiques ont de manière indirecte induit de la différenciation dans le choix des migrants et, en conséquence, dans les trajectoires futures de ces mêmes migrants. C'est ainsi que plusieurs politiques migratoires dans la période impériale visait avant tout à faire venir de la main-d'œuvre pour remplacer les esclaves africains nécessaires à l'économie de plantation, en raison de l'arrêt de la traite dans un premier temps, au milieu du 19^e siècle, puis en prévision de l'abolition de l'esclavage en fin de siècle. Il s'agissait donc de faire venir au Brésil une main-d'œuvre, non plus servile, mais bien pour travailler dans des conditions à peine meilleures que celle des esclaves. Il ne s'agissait nullement dans la stratégie de l'empire, et surtout dans celles des planteurs, de faire venir de futurs colons. De plus, la loi foncière mise en œuvre sous l'empire ne facilitait pas l'installation des migrants, ainsi contraints de vendre leur main-d'œuvre dans les caféières et autres plantations. Toujours pendant la période impériale, en parallèle à l'émigration de main-d'œuvre, nous avons vu que des migrations ont été également initiées via des politiques publiques spécifiques afin d'occuper, mettre en valeur et ainsi sécurisées les terres inoccupées localisées à la frontière sud, avec l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, et cela juste après la guerre de la Triple Alliance réunissant Brésil, Argentine et Uruguay contre le Paraguay. Cette politique d'occupation du territoire, d'ampleur minime par rapport à la politique visant à faire venir de la main-d'œuvre pour les plantations, s'est considérablement renforcée avec la république, en particulier avec l'*Estado Novo*, à partir des années 30 du 20^e siècle, mais là aussi, les mesures pour favoriser les migrations, même si a priori destinées à tout Brésilien, ciblaient plus particulièrement la classe moyenne, voire les classes moyenne-haute et moyenne-basse, c'est-à-dire celles capables d'investir leur force de travail, à défaut de leur capital, dans un projet agricole sur de nouvelles terres. De plus ces politiques migratoires visaient aussi le blanchiment de la société brésilienne, tout au moins dans un premier temps. Avant cela, sous la Vieille République et pour prendre un cas d'études en Amazonie, nous avons vu que la colonisation de la *Bragantina*, un des arrière-pays de Belém, la capitale de l'Etat du Pará, a sollicité la mise en œuvre de migrations de colons agriculteurs d'origine et "qualifiés", en grande partie en provenance d'Europe, pour apporter la modernité, et en conséquence participer à la formation des paysans de cet Etat à ces nouvelles techniques de production agricole.

Donc l'histoire nous montre que les politiques publiques ont non seulement favorisé les migrations vers et dans le Brésil mais ont aussi orienté de manière différenciée à la fois le profil des migrants et ainsi leurs trajectoires futures.

Concernant notre hypothèse sur la différenciation des trajectoires des migrants en Amazonie, les nombreuses et diverses migrations qui se sont étalées sur les cinq siècles étudiés relèvent de processus différents car s'étant déroulées dans des contextes différents comme nous venons de le voir. A titre d'exemple, le processus migratoire des premiers Européens venant au 16^e siècle coloniser le Nouveau Monde à la solde du royaume du Portugal diffère de celui des autres colons européens également de la première heure, mais fuyant des situations complexes dans leurs régions d'origine et/ou à la recherche d'opportunités de vie et de société autres que celles qu'ils quittaient. Par ailleurs, toujours à cette époque, les migrations en provenance d'Europe arrivant sur la terre du Brésil étaient de nature fort différente, voire aux antipodes, de celles des esclaves africains amenés par la traite atlantique. A une époque plus récente, à la période charnière de la fin de l'empire et du début de la république, à la fin du 19^e siècle, les petits éleveurs s'installant en Amazonie sur la rive occidentale du rio Araguaia, en provenance du Nordeste après un périple de près de deux siècles au travers du Sertão, étaient sur des dynamiques également bien différentes de celles des divers migrants européens, Italiens, Allemands, Polonais, Ukrainiens, ou même Japonais s'installant dans le Sud et le Sud-Est du Brésil, ainsi qu'à proximité de Belém pour une grande partie des derniers mentionnés.

Il semble donc clair que pour une même époque, par exemple celle du début du Brésil colonial dans le cas de notre premier exemple, l'effet palimpseste de l'origine et du contexte de la migration paraît suffisamment fort pour que la différenciation des trajectoires futures des migrants, au moins sur le court et moyen terme, soit pour le moins maintenue, vraisemblablement amplifiée, tant le contraste était fort entre les migrants de divers points de vue, tant social, sociétal, culturel, qu'économique et politique. Nous verrons plus en avant que si dans quelques rares cas la différenciation s'est amenuisée avec le temps, au fil des décennies et des siècles, elle s'est le plus souvent amplifiée, voire hypertrophiée, même si d'étroites passerelles entre groupes sociaux ont toujours existé, de surcroît dans les deux sens. C'est ainsi que se retrouve dans le Brésil d'aujourd'hui une forte différenciation entre classes caractérisées par des critères autant économiques que sociaux, culturels et politiques, plongeant ses racines dans le passé, différenciation de classes que tous les Brésiliens connaissent bien sous les appellations de classe haute, moyenne-haute, moyenne, moyenne-basse et enfin basse ou le peuple (*o povo*). On discerne aisément dans ces appellations actuelles les diverses classes sociales du début du Brésil colonial avec les familles d'administrateurs coloniaux liées à la couronne portugaise, les migrants fortunés à la recherche de nouvelles opportunités, les migrants divers et variés fuyant leurs régions d'origine dans des conditions plus ou moins précaires selon les cas, et enfin, tout en bas de l'échelle les esclaves

dont la seule finalité reconnue est le service des autres classes. Quant aux étroites passerelles entre classes, nous verrons dans la seconde partie de notre thèse que la migration vers l'Amazonie ouvre de réelles opportunités, et même que la conjonction de facteurs favorables permet à des migrants de faire un saut de deux ou trois classes en à peine une génération. Un exemple marquant sur lequel nous reviendrons est la plupart des grands ranchs en Amazonie au début du 21^e siècle sont la propriété d'anciens petits colons, voire même souvent d'anciens ouvriers agricoles s'étant installés dans la région au cours des années 70 et 80 du 20^e siècle. Toutefois de telles trajectoires de succès sont suffisamment rares pour être mentionnées. En effet, une grande partie des migrants connaissent dans leurs nouvelles régions d'adoption en Amazonie des conditions généralement un peu meilleures, dans une moindre mesure équivalentes, à celles qu'ils auraient connues s'ils n'avaient pas migré. Surtout une autre grande partie des migrants n'arrive pas à se maintenir, c'est-à-dire à simplement survivre et reviennent dans leurs régions d'origine ou migrent vers d'autres zones d'Amazonie. Malgré l'étude systématique depuis quelques années des migrations vers l'Amazonie, on a du mal à estimer ces échecs de migrations, avec soit retour dans la région d'origine, soit départ vers une nouvelle zone de colonisation, dans la mesure où les premiers concernés, c'est-à-dire les migrants en état d'échec, ne sont plus présents pour en témoigner. De surcroît les trajectoires à succès, que les légendes et l'imagerie populaire aiment mettre en lumière portent seulement sur quelques secteurs bien particuliers, tels que l'élevage, le commerce, la politique, voire le sport, et cela pour des raisons que nous expliquerons dans la seconde partie de cette thèse. Mentionnons ici seulement le fait que ces migrants à succès présentent des compétences particulières, une sorte de qualifications que la migration offre l'opportunité de mettre en exergue.

Parmi les éléments caractéristiques induisant des migrations différenciées qui se retrouvent de manière transversale à diverses époques de l'histoire du Brésil et/ou propres à certains groupes de migrants, trois d'entre eux sont quasiment toujours cités pour parler de migration et trajectoire réussies, tant dans la littérature que dans les témoignages des migrants et de leurs descendants. Nous y reviendrons assez peu dans la seconde partie de la thèse, non pas en raison d'une moindre importance, bien au contraire, mais parce qu'ils ont déjà été largement étudiés et apparaissent ainsi triviaux. Donc autant les décrire et qualifier dès maintenant. Le premier est le capital financier à l'arrivée sur la nouvelle terre. Le migrant arrivant avec un pécule issu de ses économies, de la vente de son ancienne terre ou autre activité, se retrouve dans des conditions avantageuses car à même de faire face à diverses dépenses pour sa famille et/ou pour son activité, voire de disposer d'une épargne, d'une garantie pour un éventuel prêt, etc. A l'inverse, le migrant arrivant sans ressource, de surcroît avec une famille à nourrir se retrouvera dans une situation bien plus précaire car contraint de vendre sa force de travail pour survivre, et à la merci d'une quelconque maladie l'empêchant de travailler. Le second élément de différenciation est le capital en main-d'œuvre lors de

l'installation. La famille de migrants arrivant sur sa nouvelle terre avec deux, trois ou quatre enfants en âge de travailler, grands adolescents ou jeunes adultes, dispose d'une main-d'œuvre opérationnelle et généralement de confiance, à plus fortes raisons quand il s'agit d'un projet familial, pour faire face non seulement aux pics d'activité, mais aussi pour pallier aux problèmes de santé temporaires ou plus longs, d'un ou plusieurs membres de la famille. A l'inverse, le migrant arrivant seul ou avec son épouse, de surcroît avec un ou plusieurs enfants en bas-âge nécessitant une attention quasi permanente, sera également dans une situation précaire, surtout en période de forte activité manuelle. Le troisième élément de différenciation des trajectoires est le capital social. Le migrant n'est pas un aventurier, il est courageux mais pas téméraire, il ne migre pas au hasard, tout au moins dans le contexte de l'Amazonie. Il va quasiment toujours, au moins dans un premier temps et/ou pour une première étape, vers une zone où est déjà installée une connaissance qui l'aidera dans sa propre installation (TOURRRAND et *al.*, 2013). Et s'il va vers une zone inoccupée, il n'ira pas seul, mais avec un ou plusieurs frères, fils, amis sur lesquels il sait qu'il peut compter, sans parler d'une ou plusieurs visites préalables sur la future zone d'implantation. Il s'agit alors d'un groupe de migrants dont le capital social est certainement un des atouts majeurs de la réussite de la migration. Concernant l'importance du capital social dans la réussite de la migration, on se référera aux deux colonisations argentines de la seconde partie du 19^e siècle et déjà mentionnées, à savoir : celle des Aveyronnais, la plupart originaires du nord de ce département, partis pour s'installer à Pigüé dans la Pampa et celle des premiers Gallois, originaires d'une zone minière du Sud du Pays de Galles, qui se sont installés dans le Nord de la Patagonie. Ces deux exemples nous rappellent l'importance de la préparation de la migration. En effet, on parle assez peu de cette préparation qui est, comme nous l'avons vu dans la première partie de cette thèse, un autre facteur-clé de la réussite. Faire en sorte d'avoir au moins deux des trois capitaux dont nous venons de parler fait partie de cette préparation.

Enfin, parallèlement à ces trois premiers éléments essentiels de la réussite d'une migration qu'ils en deviennent triviaux car tant partagés dans la société, notre revue de la littérature montre une série d'autres facteurs apparaissant comme importants dans la trajectoire du migrant une fois installé sur sa nouvelle terre. La relation à la terre est un de ces éléments. Le migrant qui aura passé sa vie sans sa propre terre, à travailler ou louer la terre des autres pour survivre aura une relation particulière à sa propre terre une fois installé sur son lot de colonisation, d'autant plus que ses parents, ses grands-parents, voire ses ancêtres sur plusieurs générations ont passé leurs vies à travailler ou louer la terre des autres. A l'inverse le migrant issu d'une famille de colons déjà installée sur sa terre, d'autant plus que la terre familiale est passée de génération en génération, aura une relation à la terre différente lorsqu'il aura sa propre terre à cultiver et mettre en valeur. Cette relation à la terre tend à différencier d'une part les migrants sans terre, pour beaucoup en provenance du Nordeste, mais aussi d'autres zones du Brésil ou d'ailleurs et, d'autre part, les migrants issus de colonies installées

dans d'autres régions du Brésil, en particulier du Sud et du Sud-Est. La relation à la terre est également la caractéristique des divers pionniers qui ont pris à la lettre les propos du Président Getúlio Vargas les incitant à coloniser les nouvelles terres pour se les approprier et ainsi les intégrer dans une économie de production. Ce fut en particulier le cas dans la Marche vers l'Ouest, devenue progressivement la Marche vers le Nord et l'Amazonie. Nous reviendrons sur cette conquête de la terre, cette lutte pour la terre, pour reprendre les propos de Ianni (1978) avec l'exemple de la colonisation du Sud du Pará.

Un peu de la même manière que la relation à la terre, être le descendant d'une famille de migrants prédispose le migrant à reproduire une sorte de tradition familiale. C'est le cas par exemple d'une grande partie des migrants d'origine italienne ou allemande installés sur la Transamazonienne lors de la colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle. Généralement les grands-parents et/ou les arrière-grands-parents sont, à la fin du 19^e siècle, partis d'Italie ou d'Allemagne, et plus généralement l'Europe centrale. En accord avec la politique migratoire brésilienne de l'époque, ils se sont installés dans l'Etat du Rio Grande do Sul, chaque famille sur son lot de terre qu'ils ont reçu du gouvernement. Puis, la famille s'agrandissant et étant à l'étroit sur son lopin de terre, leurs enfants, les parents, éventuellement grands-parents des colons actuels en Amazonie, migrent dans l'Etat du Paraná au cours de la première moitié du 20^e siècle, comme nous l'avons vu, en particulier sous l'*Estado Novo*, car n'ayant pas suffisamment de terre pour survivre dans le Rio Grande do Sul. Ce sont les enfants de ces migrants installés dans le sud-ouest du Paraná qui migreront et s'installeront sur la Transamazonienne. On a donc à faire à une chaîne de migrations successives de type familial, de l'Europe centrale jusqu'en Amazonie en passant par le Sud du Brésil. On comprend aussi aisément que les enfants de ces colons installés sur la Transamazonienne n'hésitent pas à migrer plus en avant dans l'espace amazonien vers de nouvelles terres à conquérir, occuper et mettre en valeur. Un autre exemple est donné par les familles de migrants d'origine italienne venues, également à la période charnière à cheval sur la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, dans les Etats du Sud-Est, en particulier les Etats de Espírito Santo et l'Est de l'Etat du Minas Gerais. Leurs descendants ont migré, de manière progressive ou non, vers le nord pour se retrouver colons en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, en particulier sur notre terrain d'études de Paragominas.

Un élément sociotechnique de différenciation des trajectoires de migration et ressortant en pointillé de l'analyse historique concerne le rapport à l'intensification, par ailleurs souvent considérée comme une forme de modernisation. Nous avons vu que la politique de colonisation de la *Bragantina*, région située aux portes de Belém, stipule de manière claire la nécessité de faire venir des colons d'origine rurale et surtout qualifiés en termes d'agriculture, en vue de moderniser l'agriculture du Pará. Des lots de terre ont été attribués à ces familles de migrants devant servir de modèles "modernes" d'agriculture amazonienne pour les autres paysans de l'Etat. On retrouvera également cette volonté politique de modernisation et d'intensification dans

la colonisation de la Transamazonienne pour laquelle les colons originaires du Sud du Brésil, descendants de familles italiennes, allemandes, polonaises, ukrainiennes, et autres, avaient pour mission d'implanter de nouvelles formes de production innovantes par rapport à celles alors en vigueur en Amazonie, agriculture traditionnelle pratiquée par les communautés indiennes et *caboclas* qui, rappelons-le sont issues de plusieurs métissages successifs entre Amérindiens, anciens esclaves ou esclaves en fuite, et colons divers et variés souvent d'origine européenne lointaine. On se rendra compte bien plus tard, peut-être trop tard, que ces formes traditionnelles de mise en valeur de la terre étaient plus écologiques et durables, même si moins productives sur le court et moyen terme. Il n'en reste pas moins que toutes les politiques d'appui à l'agriculture, en particulier les financements et le conseil rural, ont privilégié l'implantation de techniques et pratiques considérées comme modernes et intensives au détriment des formes traditionnelles. Il est donc logique que bénéficiant de ces appuis, les migrants engagés dans l'intensification et la modernisation ont souvent tiraient meilleur profit et se sont donc différenciés de ceux qui, pour diverses raisons d'aptitude et de conviction, sont restés campés sur une agriculture plus traditionnelle.

Un élément plus de nature psychologique susceptible de différencier les trajectoires de migration concerne la fierté d'avoir "réussi" son installation sur sa nouvelle terre. Il nous semble à ce stade de notre étude que cette fierté se rapporte à deux choses. La première est la fierté vis-à-vis de la communauté d'où vient le migrant, c'est-à-dire l'image de migration réussie que le migrant donne à sa communauté d'origine. La seconde est la fierté d'avoir migré en tant qu'ouvrier agricole ou dans une autre activité, et d'avoir acquis, une fois installé sur sa nouvelle terre, un statut de propriétaire, voire de "patron" comme aiment à le dire plusieurs d'entre eux. Nous ne sommes pas encore en mesure, à ce stade, de qualifier cet élément de fierté, de surcroît sous ses diverses configurations, mais l'analyse détaillée et comparée des trajectoires de migration sur nos trois terrains d'études de la seconde partie devrait nous le permettre.

Partie II

Les différentes trajectoires de migration en Amazonie à partir du milieu du 20^e siècle : groupes, politiques et pratiques sociales

Introduction de la 2^e partie

Après la première partie centrée sur les politiques publiques dans l'histoire du Brésil de la fin du 15^e siècle jusqu'au milieu du 20^e siècle, en particulier leurs rôles et effets dans les migrations, la seconde partie présente une quarantaine de trajectoires de migrants et de leurs familles au cours de la colonisation de l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle.

L'objectif de la description et de l'analyse de ces trajectoires est de confirmer ou d'infirmer notre seconde hypothèse concernant la différenciation des trajectoires de migration selon le groupe de migrants et en lien avec la permanence socioculturelle au sein de chaque groupe de migrants. Les présentations de ces trajectoires s'appuient sur les informations recueillies auprès de ces mêmes migrants et de leurs familles au cours d'entrevues transdisciplinaires et/ou de suivis de leurs exploitations agricoles ou de leurs autres activités réalisées pendant des trois dernières décennies. Ont déjà été indiqués dans le tableau 1.1 du Chapitre 1, les projets de recherche dans lesquels ces informations ont été recueillies pour chacun des migrants.

Quatre groupes de migrants ont été retenus à partir de leurs origines géographiques avant la migration vers l'Amazonie : Nordestins, Mineiros, Paulistes et Sudistes ou Gauchos. Ces quatre groupes recouvrent quasiment tous les migrants installés en Amazonie au cours de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle. De plus, ils sont suffisamment explicites pour tout Brésilien, ce qui est un avantage lors des entrevues. Toutefois, il serait plus pertinent de parler de leurs origines territoriales. En effet, si la localisation géographique constitue un bon critère synthétique de cette de différenciation, les groupes se différencient également par quelques ou plusieurs, selon les cas, autres critères tels que leurs relations sociales au sein des familles et/ou des communautés, leurs rapports à la terre, leurs relations avec les pouvoirs en place, leurs habitats, leurs activités agricoles et non agricoles, leurs habitudes vestimentaires et alimentaires, leurs traditions et leur folklore.

Avant la présentation des trajectoires par groupes de migrants, le Chapitre 6 décrit le passage de l'Amazonie des fleuves, époque où quasiment tout le transport se faisait par voie fluviale, à l'Amazonie des routes, période à partir de laquelle le transport routier prend de plus en plus de place dans le déplacement des biens et des personnes avec la construction de pistes allant au cœur des massifs forestiers pendant la colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle. Ce passage progressif de l'Amazonie des fleuves à l'Amazonie des routes, réalisé au cours des décennies 60 et 70, résulte et coïncide avec la colonisation de l'Amazonie. Nous verrons dans la deuxième partie de la thèse, notamment dans les chapitres 11 et 12 que le changement opéré entre l'Amazonie des fleuves et celles des routes, en modifiant le contexte de la migration, a peut-être favorisé la convergence entre les groupes de migrants.

Les Chapitres 7, 8, 9 et 10 présentent les trajectoires pour chacun des quatre groupes de migrants : les Paulistes qui sont quasiment tous originaires de l'Etat de São Paulo ; les Mineiros, en grande partie originaires de l'Etat du Minas Gerais, mais aussi des franges de terre proches situées dans les Etats voisins, notamment Espirito Santo, Rio de Janeiro, sud de la Bahia et sud du Goiás ; les Gauchos ou Sudistes, descendants des migrants européens (Allemands, Italiens, Polonais, Ukrainiens, etc.) qui se sont installés dans le Sud du Brésil à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle ; les Nordestins regroupant l'ensemble des migrants en provenance des Etats du Nordeste auxquels ont été ajoutés des migrants originaires des Etats de la pré-Amazonie, tel que le Nord du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins.

Chapitre 6

De l'Amazonie des Fleuves à l'Amazonie des Routes Contexte des grandes migrations de la seconde moitié du 20^e siècle

Introduction

Le passage de l'*Amazonie des rios* à l'*Amazonie des routes* à l'occasion de la colonisation menée au cours de la seconde moitié du 20^e siècle est une idée reprise par plusieurs auteurs, en premier lieu Droulers (1995). Puis l'avancée des concepts de durabilité et développement territorial, à partir du tournant du millénaire, ainsi que la stabilisation progressive des premiers fronts pionniers amenant leur organisation sociale, politique et économique ont ouvert la voie à l'Amazonie des régions (POCCARD-CHAPUIS, 2004) qui nous servira de cadre initial d'analyse de la différenciation entre les divers groupes de migrants. Nous parlons bien de cadre initial d'analyse car, même si la différenciation des trajectoires de migration plonge ses racines dans l'histoire de chacun des groupes, bien avant leurs venues en Amazonie, l'"anarchie" des fronts pionniers, foire d'empoigne ou espace brownien comme la caractérisent respectivement Uztarroz & Sevilla (1990) et Landais (1994), laisse difficilement percevoir les différences, notamment d'ordre culturel, social et sociétal. En revanche, ces différences apparaissent plus claires, plus cohérentes, une fois la période passée et lorsqu'elles sont analysées avec le recul de quelques années, voire une ou deux décennies, comme ce fut notre cas.

Avant d'en arriver à l'Amazonie des régions, notre cadre initial d'analyse de la différenciation des trajectoires de migration qui sera abordée dans les quatre chapitres suivants, ce Chapitre 6 traite du passage de l'Amazonie des rios à l'Amazonie des routes. Ces routes sont à leurs débuts de simples pistes dans la forêt, difficiles à construire qui ne deviendront routes qu'avec la stabilisation et l'organisation progressives des fronts pionniers.

Nous avons vu dans la première partie de cette thèse que pour les autres grands biomes du Brésil, la dualité entre rio et piste ne s'est pas avérée un élément marquant de l'histoire des migrations tout au long du Brésil colonial, impérial puis républicain. Bien au contraire, il semble que les deux voies, fluviale et terrestre, d'accès aux nouvelles terres se soient plutôt combinées, en fonction des situations locales et au gré des opportunités. A cela nous pouvons avancer au moins quatre raisons principales. La première est la moindre présence dans ces autres grands biomes brésiliens de grands rios aisément navigables et surtout l'absence d'un maillage dense de moyens et petits rios relativement navigables, en dehors de quelques cas bien particuliers. La voie fluviale ne constituait donc pas une évidence.

La seconde raison est la moindre densité de la végétation dans ces autres grands biomes, facilitant ainsi l'avancée par voie terrestre par rapport aux massifs forestiers amazoniens dont les strates végétales superposées constituent un véritable mur vert dans lequel il est difficile de progresser, ce mur n'étant pas une simple barrière à traverser, mais perdurant à mesure de la progression. Le biome de la Forêt Atlantique (*Mata Atlântica*), dont la densité de la végétation est en général assez proche, voire supérieure à celles des nombreux massifs amazoniens, fait figure d'exception. Toutefois, en raison du relief, la navigabilité des rios de cette Mata Atlântica est précaire et ne constitue que rarement une alternative viable à la voie terrestre. La troisième raison est le niveau et la durée des crues en Amazonie, inondant de vastes surfaces pendant de longues semaines et mois, rendant la voie terrestre quasi impossible et facilitant d'autant plus la voie fluviale, même pour les simples déplacements sur des terres exondées en dehors des périodes de crue. La quatrième raison est l'omniprésence du déplacement et du transport des biens et des personnes par voie fluviale des populations amérindiennes d'Amazonie ayant construit avec le temps des savoirs particulièrement élaborés en termes de navigation et de matériel approprié à leurs activités.

Sur la carte 6.1 figurent les principaux grands rios d'Amazonie. L'Amazone, en provenance de l'Amazonie "hispanophone", résultant de la conjonction des rios Marañon, Hualagua, Ucayali venant du sud, Pastaza et Tigre venant du nord, puis renforcé par les eaux des rios Napo, Putumayo et Japurá venant du nord, Javary, Juruá et Purus venant du sud. L'Amazone s'appelle Solimões jusqu'à sa confluence avec le rio Negro drainant du nord du bassin, et quasiment aussi imposant lorsqu'ils se rencontrent près de Manaus.

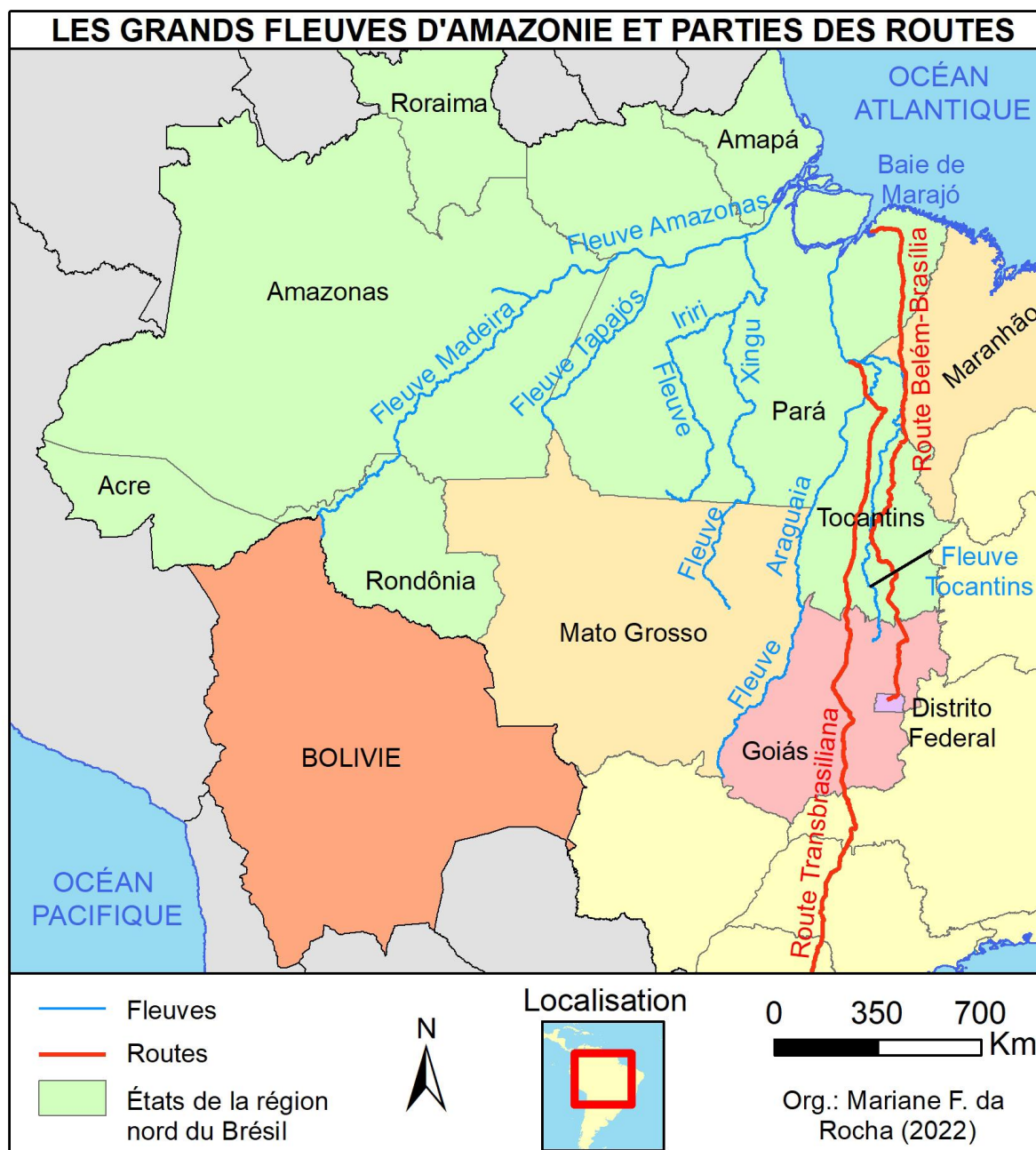
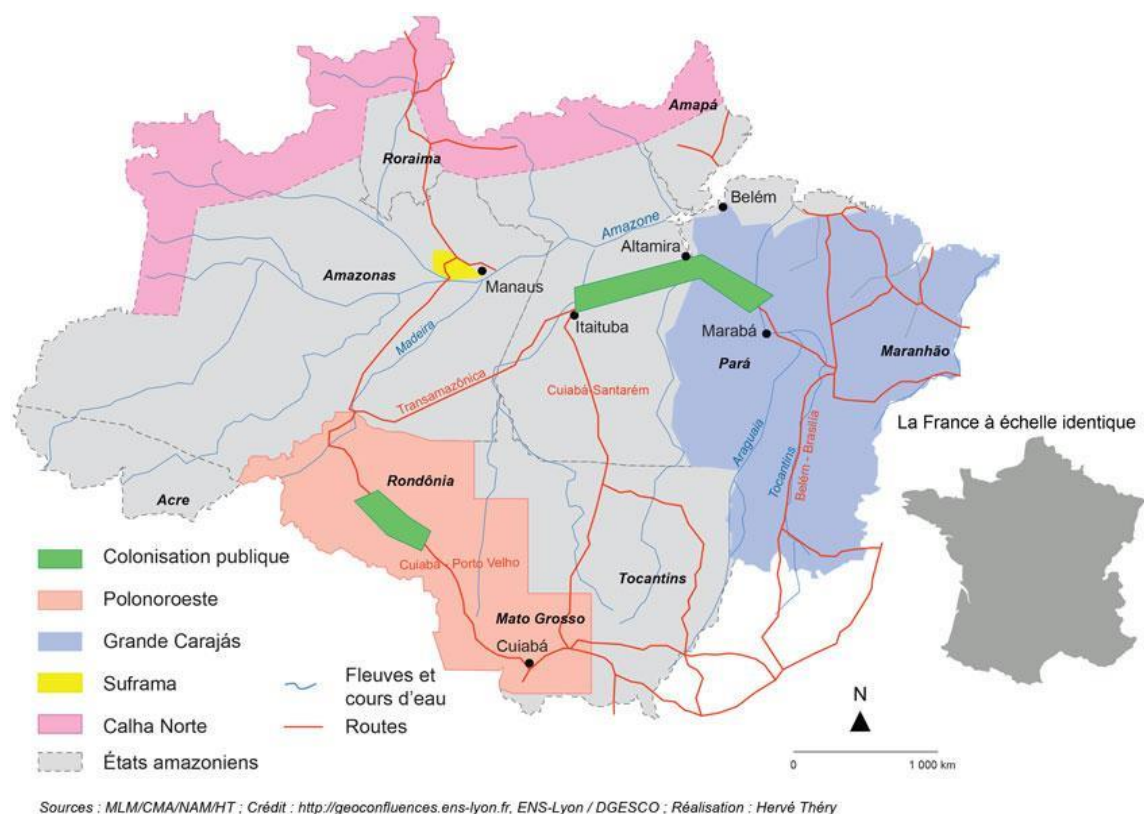


Figure 6.1. Les grands fleuves d'Amazonie, et quelques-unes des routes ou parties de routes prévues (ROCHA, 2022).

En allant vers son embouchure, l'Amazone reçoit successivement les eaux des rios Madeira, Tapajós, Xingú puis Tocantins – ces deux derniers ayant reçu pour leur part les eaux des rios Iriri e Araguaia, respectivement, à quelques cinq cent kilomètres en amont, à hauteur de Altamira et Marabá. L'Amazone et le Tocantins, ainsi qu'un grand nombre de petits rios forment l'estuaire, appelée baie de Marajó, en raison de la présence de la grande île de Marajó aux côtés de plusieurs centaines d'autres îles moyennes, petites, voire de simples îlots. Large de plus d'une centaine de kilomètres, l'embouchure est une véritable mer fluviale avec un débit repoussant au large les eaux de l'océan, notamment en période de crue.

Nous avons également vu qu'une fois l'intégration de l'Amazonie au reste du Brésil fut décidée et planifiée pour les trois grandes raisons précédemment indiquées¹⁵, la construction des pistes et routes au travers des massifs forestiers s'est avéré un défi majeur et sur le long terme. La carte 6.2 établie par Théry (2016) montre les quatre grandes pistes prévues pour l'intégration de l'Amazonie au territoire national brésilien, ainsi que les principaux pôles de colonisation publique, notamment celui de la Transamazonienne dans sa partie paraense (celle située au centre-ouest de l'Etat du Pará).



Sources : MLM/CMA/NAM/HT ; Crédit : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr>, ENS-Lyon / DGESCO ; Réalisation : Hervé Théry
 Carte 6.2. Principales pistes/routes et programmes de colonisation de l'Amazonie brésilienne (THÉRY, 2016).

¹⁵ Mentionnée par de nombreux auteurs et avec Veiga (et *al.*, 2004) nous rappelons ici les trois grandes raisons de la colonisation de l'Amazonie par les militaires au pouvoir au début du 20^{ème} siècle. La première était d'ordre sécuritaire, à savoir la nécessité de "*Integrar para não Entregar*", c'est-à-dire "Intégrer pour ne pas être contraint de céder des portions de territoire" à des voisins proches ou éloignés, mais potentiellement envahissants, notamment les Etats Unis et leurs alliés sud-américains. La seconde répondait à une demande économique visant à exploiter les ressources du sol et du sous-sol pour l'économie nationale, notamment les minerais divers et variés, hydrocarbures, eau, énergie. La troisième est plus sociale, "*Dar terra sem homem aos homens sem terra*" ou "Donner de la terre sans homme aux hommes sans terre", évitant de surcroît une réforme foncière dans le sud et sud-est du pays où la modernisation de l'agriculture se traduisait par une forte concentration foncière et l'"expulsion" de nombreux colons. De plus la colonisation se ferait par la "*Pata do boi*", c'est-à-dire le "Pied de la Vache" (SANTIAGO, 1972), la mise en pâturage étant considérée, déjà à l'époque et dans tous les pays du bassin amazonien, Guyane française incluse, comme le moyen le plus efficace de transformer une terre forestière en terrain agricole VEIGA (et *al.*, 2004).

Les quatre grandes pistes de l'intégration sont orientées nord-sud pour trois d'entre-elles : la Belém - Brasília à l'ouest, la Cuibá - Santarém au centre, et la Cuibá - Porto Velho à l'est. La quatrième, la Transamazonienne orientée est-ouest relie les trois précédentes. Faites avec les matériaux issus du sol du tracé, il s'agit bien de piste en terre, et pas encore de route, même si les premières années l'état du revêtement était relativement bon et ne s'est dégradé qu'avec les arrivées successives de saisons des pluies (cf. propos des premiers colons des communes de Paragominas et de Uruará respectivement localisées de long de la Belém – Brasília et de la Transamazonienne).

6.1 L'Amazonie des fleuves

Batista & Miranda (2019) considèrent que pour le bassin amazonien qui s'étend sur neuf pays (Brésil, Pérou, Colombie, Bolivie, Equateur, Venezuela, Guyana, Surinam, Guyane française), les fleuves ont toujours été un des éléments les plus marquants, tant par leur gigantisme que par leurs rôles divers et variés dans la régulation du climat, la dissémination de la biodiversité, les communications et l'alimentation des populations, la fertilisation des sols, etc., et cela aussi bien à l'époque coloniale que pendant l'Empire jusqu'à l'époque contemporaine.

« L'historiographie sur l'Amazonie a longtemps abordé les fleuves comme une voie de circulation pour les personnes, les produits, la culture civilisatrice ou comme un lieu de référence pour les populations indigènes, les villes et les cités, toujours comme un "chemin aquatique". Dans la seconde moitié du 20^e siècle, les fleuves amazoniens ont commencé à être analysés et insérés dans les réflexions politiques et économiques en tant que ressources en eau, composant également les programmes économiques dans la région et pour la région. (BATISTA & MIRANDA, 2019, p. 122).

Batista & Miranda (2019) mettent en lumière l'histoire du fleuve Amazonas. Elles insistent sur la pertinence pour l'histoire régionale et nationale des récits de voyage des explorateurs et experts de toutes sortes pour d'autres fleuves et rivières en Amazonie, en particulier dans le territoire du Pará. Elles parlent notamment des voyages de Ignácio Batista de Moura (1857-1929) sur le rio Tocantins et de Henri Coudreau (1859-1899) sur les rios Tapajós, Xingu, Araguaia, Trombetas. Les rapports de ces voyages sont essentiels pour connaître, comprendre et analyser l'histoire des premiers territoires colonisés par la Couronne portugaise, ainsi que leur souci permanent des pouvoirs successifs de les contrôler, notamment au travers des voies fluviales.

« Une grande partie de l'histoire régionale de l'Amazonie s'est faite et a été marquée par la navigation sur ses fleuves, par les questions géopolitiques liées à la nécessité d'occupation et par l'impératif économique d'identification et d'exploitation des produits de leurs eaux. » (BATISTA & MIRANDA, 2019, p. 125).

A propos de l'exploration de l'or au Brésil, des rapports montrent que des filières ont utilisé les routes alternatives qu'offraient les fleuves amazoniens pour exporter l'or des Etats du Minas Gerais et du Goiás, leur permettant ainsi d'éviter les taxes perçues dans les ports de la côte. En cinq siècles d'utilisation des fleuves de l'Amazonie brésilienne, la navigation elle-même s'est modernisée. Les changements dans la maniabilité et la vitesse des petites et moyennes embarcations ont permis d'accéder aux régions les régions éloignées. Des voiliers à la navigation à vapeur, le temps des voyages a changé. Cette modification du temps de trajet a en conséquence modifié la vie des populations des villages situés le long de ces fleuves. En particulier, le transport à vapeur a apporté de nombreux changements dans la vie économique et sociale de l'ensemble de la région. L'un de ces changements est la possibilité de naviguer toute l'année et toute la journée. Ainsi, à la fin du 19^e siècle, la voie fluviale s'est révélée la meilleure stratégie pour la région, soulignant la difficulté et le coût que représenterait la construction d'un chemin de fer.

« Mais ce n'est pas seulement dans la navigation océanique que les bateaux à vapeur ont gagné de l'espace tout au long du 19^e siècle. Dans la navigation fluviale, leur adoption s'est également développée tout au long de la période, même si elles ont souffert de la concurrence avec l'expansion des chemins de fer. Si la possibilité de transport terrestre présente des avantages indéniables en permettant d'interconnecter des points d'une même région, devenant ainsi un moyen de transport plus rapide que les bateaux à vapeur, ces derniers ont l'avantage de pouvoir profiter des voies naturelles, qui ne nécessitent parfois que des travaux d'adaptation et très peu d'entretien, et de pouvoir transporter une quantité de marchandises beaucoup plus importante que ce que les locomotives peuvent supporter ». (GREGÓRIO, 2009, p. 187).

En Amazonie, la comparaison voie fluviale – voie ferrée (*hidrovia-ferrovia* en portugais) n'est pas fortuite et mériterait une recherche spécifique, notamment d'un point de vue historique, d'autant plus que les deux sont devenues aujourd'hui de sérieuses alternatives à la route pour l'exportation des diverses productions agroforestières. Mais revenons au passé, les deux ont été des voies d'entrée, et donc à la fois des chemins potentiels pour les migrations et des axes privilégiés en termes d'aménagement et de politique territoriale. Or si le rio apparaît comme une voie d'accès naturelle en Amazonie du fait du contexte écologique, édaphique, topographique et climatique, et a donc été amplement utilisé à cet effet, la locomotive a, dès

son apparition, tenté de lui voler la priorité dans les programmes d'aménagement territoriaux, peut-être en raison de son côté plus moderne et plus rapide. Toutefois, si le chemin de fer de la zone Bragantine au début du 20^e siècle a été le fer de lance de l'aménagement de l'arrière-pays de la ville portuaire de Belém, capitale de l'Amazonie orientale, notamment en structurant sa colonisation et en assurant son approvisionnement, d'autres voies ferrées n'ont pas abouti aux résultats escomptés ou ont été des échecs notables, en Amazonie et au Brésil en général, tout au moins sur le temps long, et ont pour la plupart été emportés par la politique du tout routier mise en place à partir de la seconde moitié du 20^e siècle.

Le chemin de fer "Madère - Mamoré" en Amazonie occidentale brésilienne est un bon exemple de la complexité du chemin de fer en Amazonie, complexité dont les facteurs sont justement les atouts de la voie fluviale. Après un début de construction long et problématique en raison du contexte topographique, édaphique et bioclimatique, les travaux ont repris en 1907 sous la responsabilité de la société Madeira-Mamoré Railway Co. Ltd. Le premier tronçon de la voie ferrée a été inauguré en 1910, mais l'insalubrité de la région constituait un défi permanent. La voie ferrée a été surnommée "Chemin de fer du Diable / *Devil's Railway*" en raison du grand nombre de décès survenus pendant la construction.

Avant l'engouement de la politique publique brésilienne, notamment amazonienne, pour le chemin de fer à partir de la dernière décennie du 19^e siècle, la seconde moitié de ce siècle a vu l'expansion de la navigation fluviale à vapeur. La fin dramatique de la révolte de Cabanagem, mouvement populaire déjà évoqué, visant à conquérir l'indépendance de la Province du Pará, a conduit de nombreux "Cabanos" (Révoltés) à migrer vers d'autres régions, et cela par voie fluviale, profitant de la navigation à vapeur se développant. Marin (2004) affirme que la navigation à vapeur a modernisé le transport fluvial des biens et des personnes et a accéléré le processus d'occupation de l'Amazonie. Pour le même auteur, l'économie régionale s'est redressée avec le cabotage rendu beaucoup plus facile avec la vapeur, car moins dépendant des crues et courants :

« Dans le transport fluvial, le bateau à vapeur provoque une véritable révolution au service du commerce, notamment du caoutchouc. Les avantages de cette navigation ont rapidement imposé son expansion. Le rapport du président de la région de la Haute Amazonie constate l'augmentation de la capacité, des installations et de la vitesse et ajoute, en ce qui concerne le trafic entre Manaus et Belém : Les vieux voiliers, de très faible capacité et lents à parcourir les distances séparant les deux capitales, ont été progressivement abandonnés par les transporteurs (...). L'utilisation de la vapeur devient de plus en plus importante à mesure que l'on remonte les grands fleuves et que l'on pénètre à l'intérieur des terres où l'influence des vents de la mer se réduit. » (MARIN, 2004. p.6).

Marin (2004) note un autre élément positif de la navigation à vapeur : l'obligation pour les bateaux à s'arrêter pour s'approvisionner en bois de chauffage. L'administration de la Province du Pará a ainsi identifié les villages sur les rives des principaux rios comme points de ravitaillement officiels, générant un revenu pour les communautés riveraines, tout en structurant, mais aussi contrôlant, les filières et l'espace économique du territoire

« Les différents projets de navigation et de chemin de fer sont directement ou indirectement associés à l'intensification de la colonisation et à une organisation agricole qui pourrait choisir entre l'agriculture capitaliste moderne et la petite propriété. Ces options sont dans le discours des élites. Oliveira résume les propositions de Silva Coutinho et Pimenta Bueno [politiciens du Pará]. Le premier, de la colonisation sur une petite propriété avec extraction et agriculture ; et l'autre, de ceux qui ont pensé à l'extraction dans de grandes unités ou à une entreprise rationnelle de culture du caoutchouc (...). » (MARIN, 2004, p.14).

Quant à l'expansion de la frontière en Amazonie à la fin du 19^e et du début du 20^e siècle, elle reste toujours, sous la tutelle des monopoles des entreprises de transport et d'exportation, à dominante fluviale et maritime, respectivement, ces entreprises contrôlant aussi le système de prêts et donc d'endettement des colons déjà installés et des nouveaux migrants, au travers de l'"*Aviamento*", dans les zones de collecte du caoutchouc (les "*seringais*"). Marin (2004) montre qu'à la fin du premier cycle du caoutchouc, à partir de 1910, de nombreuses voies fluviales de transport ont été abandonnées, de nombreux colons étant partis à la recherche d'autres activités dans l'exploitation forestière, la cueillette des noix du Pará, l'agriculture familiale ou ayant migré vers les centres urbains.

Toutefois, il est important de minimiser ce que de nombreux auteurs considèrent comme le déclin de la navigation fluviale en Amazonie, surtout par rapport au transport routier et en aucun cas par rapport au transport ferroviaire, ce dernier n'ayant jamais pu lui faire concurrence comme déjà évoqué, en dehors du chemin de fer de la Bragantine pour des raisons très particulières, notamment la proximité de Belém et le fait d'être un axe transversal aux principaux rios de la zone. La voie fluviale a été, est et restera un élément majeur de la vie sociale et économique de l'Amazonie. En effet, l'intense réseau de cours d'eau, allant des grands rios aux ruisseaux, permet d'atteindre toutes les localités, car toujours installées en bordure d'un cours d'eau, et quasiment toutes les terres exploitées. Certes, les routes viennent aujourd'hui desservir presque toutes ces localités, permettent de les approvisionner et de commercialiser leurs productions. La route apparaît donc plus comme la voie de transport prioritaire pour tout ce qui est dû à la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle, alors qu'elle a impacté dans une moindre mesure l'économie existant avant cette colonisation. En

d'autres termes, le boom économique lié à la colonisation s'est fait par la route, mais l'économie traditionnelle est restée du domaine du transport fluvial.

De plus, d'un point de vue historique et concernant notre hypothèse de recherche sur le rôle des politiques publiques, Gregório (2009, p. 189) a souligné que la fondation de la "Société de Promotion de l'Agriculture, la Colonisation, la Construction des Embarcations, et des Commissions de l'Industrie de la ville de Belém", en février 1834, a été le début d'un programme de développement de la navigation fluviale dans les Provinces du Pará et du Maranhão. Il rappelle aussi que la navigation fluviale a été un facteur logistique essentiel des deux grands cycles économiques qu'ont été l'extraction du caoutchouc et la noix du Pará. C'est seulement dans la période de chute de l'exploitation du caoutchouc que les politiques orientées vers le transport fluvial ont été interrompues.

En conclusion, le transport fluvial des biens et des personnes n'a jamais cessé d'exister en Amazonie, et était déjà présent, voire omniprésent avant l'intervention de l'Etat. Il a relativement peu profité de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle, dans la mesure où cette dernière, basée sur la construction de routes pénétrant au cœur des massifs forestiers, a donné la priorité à ces mêmes routes comme voies d'accès des migrants, des biens et investissements, et de la commercialisation des nouvelles productions résultant de cette colonisation.

Par ailleurs, si la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle a, somme toute, et à ses débuts relativement peu impacté le transport fluvial, les rios ont pris progressivement de l'importance dans les scénarios politiques en raison des autres usages de l'eau, notamment l'énergie hydraulique. En effet :

« Concentrant plus de 50 % du potentiel restant, l'Amazonie est devenue un espace stratégique pour l'expansion de la matrice énergétique brésilienne basée sur la force hydraulique de ses rivières. La perception des eaux comme des ressources naturelles à transformer en marchandises et en capitaux a commencé à guider les gouvernements dans la formulation de plans, de programmes et de projets pour l'exploitation économique des eaux des rivières locales, à partir du milieu du 20^e siècle. Le Plan pour la valorisation économique de l'Amazonie, prévu à l'article 1949 de la Constitution fédérale de 1946 et institutionnalisé par la loi 1806 du 6 janvier 1953, définit parmi ses attributions l'établissement d'une "politique énergétique", impliquant l'électrification des principaux centres de production et d'industrie (Plan, 1954). Dans la législation postérieure à ce plan, ainsi que dans les plans de développement ultérieurs, l'État brésilien a élaboré l'opérationnalisation d'une nouvelle perspective de subsomption des eaux amazoniennes comme matrice énergétique, (...). L'importance de

l'énergie hydroélectrique dans la composition des matrices énergétiques du pays à partir de 1950 s'est traduite par des initiatives visant à identifier les "potentialités" des ressources naturelles de la région et leurs conditions d'exploitation, telles que les inventaires et les enquêtes techniques prévus dans les plans de développement. Ceux-ci ont mis en évidence le potentiel énergétique des rivières amazoniennes et ont subventionné la production de rapports et de cartes indiquant les endroits présentant le meilleur rapport coût-bénéfice pour l'installation des centrales. » (BATISTA & MIRANDA 2019 p. 126).

Le discours politique pour justifier la construction de gigantesques centrales hydroélectriques, parmi les plus importantes au monde – reposait sur les arguments suivants. Tout d'abord, l'intégration de l'Amazonie au territoire national se ferait également par sa contribution significative à la matrice énergétique brésilienne. Ensuite le développement régional des territoires amazoniens nécessitait d'énergie qui serait ainsi produite localement, en particulier pour répondre à la demande du nouveau secteur industriel en forte croissance. Enfin, l'énergie produite permettrait de satisfaire la demande des populations locales ainsi que celle du secteur privé.

Ainsi, l'Amazonie des Rios, où le cours d'eau est partout, de la vie sociale et économique, redevient une priorité au travers de l'eau comme moteur énergétique territorial, avec notamment, à partir de la décennie 70, la construction de très grands barrages, tel que celui de Tucuruí et plus récemment celui de Belo Monte, essentiels tant à l'économie amazonienne et brésilienne qu'au bien-être des populations traditionnelles et d'origine migrante.

6.2 L'Amazonie des routes

L'utilité des rios a diminué avec la fin du premier cycle du caoutchouc (SANTOS, 2007). Même dans les zones à l'extraction du caoutchouc était restée importante, l'ouverture de nouvelles parcelles d'exploitation s'est faite par voie terrestre, au travers de l'ouverture de simples chemins dans la forêt qui sont progressivement devenus des pistes, qui se sont progressivement connectées entre elles jusqu'à tisser un réseau de transport terrestre qui s'est lui-même développé au cours du second cycle du caoutchouc pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Cependant après la Seconde Guerre Mondiale, le nouvel intérêt politique pour l'Amazonie est l'occupation intense et rapide du territoire. Elle se fera par les routes. Ainsi, les nouvelles voies de la colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle ont été avant tout terrestres, par la piste, comme cela avait été le cas lors de l'occupation progressive du Sertão à la période coloniale, puis impériale, notamment l'occupation des terres situées aux

frontières afin de sécuriser le territoire national, selon la volonté de l'Empereur. Ce fut le cas également de la Marche vers l'Ouest conceptualisée dans l'*Estado Novo* par Getúlio Vargas puis initiée dès les années 30-40 en vue de combler le vide démographique et par là même intégrer les vastes terres situées à l'ouest du pays. Et cela dans un premier temps, avant d'intégrer les immenses massifs forestiers de l'Amazonie située plus au nord, pour, d'une part, assurer la sécurité aux frontières et, d'autre part, en exploiter les richesses du sol et du sous-sol qui participeraient en retour à la croissance du pays et permettraient ainsi l'intégration réelle de ces nouveaux espaces au territoire national.

Tout en gardant dans ses grandes lignes la conception initiale de l'*Estado Novo* des années 30, les gouvernements brésiliens successifs ont au cours des décennies suivantes sensiblement modifié et remanié les objectifs et les stratégies d'intégration territoriale. C'est ainsi que le gouvernement du président Juscelino Kubitschek (1956-1961) s'appuyait sur son projet de modernisation et d'intégration de l'ensemble du pays. De même les gouvernements militaires successifs après le coup d'État de 1964, ont construit leurs programmes respectifs sur la sécurité nationale, "*l'ordre et le progrès*", tous orientés dans le sens de l'intégration territoriale du Brésil.

Nous avons vu dans l'introduction de ce chapitre, la construction des quatre grands axes routiers planifiés et progressivement construits pour intégrer l'Amazonie au territoire national. Deux de ces quatre pistes traversent deux de nos trois terrains de recherche : la Belém – Brasília, à l'est, qui passe par Paragominas, et la Transamazonienne. Une troisième grande piste, la PA150, construite par l'État du Pará dès le début des années 70, aura un rôle majeur dans la colonisation de l'Amazonie Orientale brésilienne. Elle a en partie structuré notre troisième terrain de recherche, le Sud du Pará. Ces trois pistes résultant de politiques publiques spécifiques et ayant été des voies d'entrée privilégiées par les migrants de nos trois terrains de recherche, nous allons successivement en donner quelques informations générales qui nous éclairent sur les trajectoires de migration et leur différenciation.

6.2.1 La Belém – Brasília

La construction de la piste/route Belém – Brasília restera dans l'histoire du Brésil comme le premier grand ouvrage du Brésil contemporain colonisant son Amazonie. Commencée juste après la construction de Brasília, nouvelle capitale fédérale volontairement placée au barycentre du pays, c'est-à-dire au cœur de la nation afin de mieux prendre en compte les attentes de tout le Brésil, la construction de la Belém - Brasília permet de relier cette nouvelle capitale fédérale à la ville de Belém, principal centre urbain, commercial, industriel et administratif de l'Amazonie Orientale. L'intégration de l'Amazonie au territoire brésilien est donc lancée avec la construction de la Belém – Brasília.

Les années 1950 sont avant tout marquées par le contexte de la guerre froide. La sécurité nationale, notamment aux frontières vis-à-vis de pays voisins proches et éloignés, et surtout potentiellement envahissants, constitue une préoccupation majeure des dirigeants brésiliens, en particulier les militaires, préoccupation qui, nous l'avons déjà vu à plusieurs reprises, est une constante dans l'histoire brésilienne coloniale, impériale puis républicaine. De plus cette préoccupation est d'autant plus forte qu'elle est partagée par les pays voisins, maintenant ainsi un climat de suspicion à l'échelle de l'Amérique Latine, nouveau terrain de jeux des grandes puissances de l'époque, à savoir Etats Unis et Union Soviétique, l'Europe étant à l'heure de sa reconstruction et la Chine n'ayant pas encore émergée. Pour Sousa & Pacheco (2013) ces auteurs, la sécurité nationale est au cœur de la stratégie militaire du Brésil. La construction de Brasília au centre du pays ferait partie de cette stratégie :

« Il est clair, comme on peut le constater, que l'État a pour rôle de préserver la sécurité nationale en fixant des objectifs à sa convenance. L'une des méthodes envisagées, bien avant l'ESG, pour la sécurité nationale, mais aussi pour le développement national, serait de déplacer la capitale fédérale de Rio de Janeiro vers l'intérieur du Brésil en occupant une zone de faible démographie intégrant les régions de la Nation pour le bien de la sécurité nationale. » (SOUSA & PACHECO, 2013, p. 249-250).

Un autre élément important sous-entendu dans Sousa & Pacheco (2013) concernant les propos sécuritaires des militaires, pas encore à la tête du Brésil, est la nécessité de pouvoir circuler et se déplacer dans tout le pays, quel que soit le lieu, de surcroît de manière rapide. Cela explique en partie le maillage routier de l'ensemble de l'espace amazonien et justifie le positionnement de Brasília, capitale administrative, mais aussi militaire du Brésil au centre du pays.

Peu rapportés dans les écrits scientifiques, les propos émanant des ouvriers ayant participé à la construction de la Belém – Brasília, propos recueillis en première main 20-30 ans après la construction, montre à la fois le gigantisme de l'ouvrage :

« ... J'en ai fait des routes, mais jamais une comme celle-là (la Belém – Brasília). Nous avançons a pas de fourmi avec des arbres toujours plus haut et toujours plus gros, à abattre, débiter et enlever, avec des marécages à combler, des collines à raser, etc. » (propos recueillis à la fin des années 80 auprès d'un ancien ouvrier de la Belém - Brasília).

Et le côté inhospitalier des terres traversées par l'ouvrage :

« ... le soir, à la tombée de la nuit, nous mettions les engins en cercle tout autour du campement [un peu à la manière des charriots des colons en migration] afin de se protéger des attaques de bêtes sauvages, mais aussi des Indiens. Il nous est même arrivé de mettre tout autour des

câbles avec du courant, à la manière d'une clôture électrique pour nous protéger. » (propos recueillis à la fin des années 80 auprès d'un [autre] ancien ouvrier de la Belém - Brasília).

Il est vrai que la Belém – Brasília a ouvert une saignée dans des massifs forestiers qui n'avait pas encore ou très peu été explorés, car difficilement pénétrables, notamment dans l'extrême nord du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins et dans l'ouest de l'Etat du Maranhão, ainsi que dans l'extrême sud-est de l'Etat du Pará, même si des communautés indiennes les parcouraient depuis très longtemps.

Par ailleurs, il y a dans les deux propos précédents recueillis auprès d'anciens ouvriers de la Belém – Brasília, une véritable fierté d'avoir, à leur petit niveau, participé à une œuvre majeure de la construction du Brésil d'aujourd'hui, d'avoir fait partie des pionniers, sentiment qui se retrouve également dans les anciens ouvriers de la Transamazonienne et de la PA-150.

La version plus administrative de la construction de la Belém – Brasília s'appuie sur les décrets n°43.730 du 15 mai 1958 (BRASIL, 1958a) et n°43.909 du 16 juin 1958 (BRASIL, 1958b), respectivement, qui ont créé le Comité exécutif de Route Belém - Brasília (Rodobrás) et établi des règles spécifiques pour la construction. Bernardo Sayão, ingénieur agronome, nommé directeur des travaux par Juscelino Kubitschek, président de la république. La Belém – Brasília portera le nom de cet ingénieur, (décret 47.763 du 02/02/1960) qui a coordonné la construction jusque dans ses derniers jours, son décès survenant à deux semaines de la jonction du tronçon venant du sud avec le tronçon venant du nord, jonction située près de la ville d'Açailândia dans l'Etat du Maranhão. Comble de l'insécurité, Bernardo Sayão est décédé ayant été mortellement frappé lors de la chute d'un arbre le 15 janvier 1959.

« La réalisation de la Belém - Brasília a été une étape importante non seulement pour l'intégration de l'Amazonie au Centre-Sud du Brésil, mais elle a aussi stimulé le développement urbain du Centre-Nord de l'État de Goiás ainsi que d'autres régions du Nord et du Centre-Ouest du Brésil. Reliant la première métropole de l'Amazonie à la nouvelle capitale fédérale, cette piste, également appelée route de l'unité nationale, représentait également une stratégie géopolitique d'occupation d'une énorme région située à l'intérieur du pays et caractérisée par un grand "vide démographique. » (SOUSA & PACHECO, 2013, p. 247).

Aujourd'hui, tout en gardant le tracé original en dehors des aménagements locaux liés à l'expansion urbaine, la Belém - Brasília porte les noms, du nord au sud, de BR-010 dans les Etat du Pará et du Maranhão, de BR-226 dans le nord de l'Etat du Tocantins, de BR-153 dans le reste de l'Etat du Tocantins et dans celui l'Etat du Goiás, et enfin de BR-060 dans le sud de l'Etat du Goiás et le District Fédéral de Brasília (SILVA, 2017).

6.2.2 La Transamazonienne

Nous avons vu que la piste Transamazonienne, dénommée BR-230, est un des quatre grands axes de communication visant à intégrer l'Amazonie au reste du Brésil en reliant les trois autres grands axes, que sont la Belém - Brasília, la Cuiabá - Santarém et la Cuiabá – Porto Velho, respectivement situées à l'est, au centre et à l'ouest de l'Amazonie brésilienne. La construction de la Transamazonienne, lancée en 1970 sous le gouvernement militaire du Général Médicis était l'un des objectifs du Programme d'Intégration National (PIN) visant à relancer l'économie par une meilleure intégration des terres traversées. Les militaires veulent un nouveau miracle économique, la Transamazonienne, avec ses plus de 3000km de long d'est en ouest de l'Amazonie brésilienne, traversant quatre des dix plus grands fleuves au monde, doit en être un des piliers majeurs, d'autant plus qu'elle est présentée comme une des plus grande œuvres réalisées par l'homme dans le pays et dans le monde. Ne dit-on pas qu'elle sera avec la Grande Muraille de Chine, un des seuls ouvrages qu'il sera possible de voir de la lune ! Si la Belém – Brasília est l'ouvrage majeur du Brésil colonisant son Amazonie, la Transamazonienne se voulait être l'affirmation du nouveau positionnement du Brésil sur la scène mondiale.

Selon Menezes (2007), tous les outils et mécanismes de la propagande politique institutionnelle ont été mobilisés pour faire connaître et partager la construction de l'ouvrage pharaonique, ... y compris l'idée que "*Dieu était Brésilien*", tout au moins dans le football avec les trois victoires en Coupe du Monde en 1958, 1962 et 1970. Sur la plaque d'inauguration des premiers tronçons de la Transamazonienne en 1972, le message suivant est écrit :

« *Sur ces rives du Xingú, au milieu de la jungle amazonienne, le président de la république entame la construction de la route Transamazonienne, dans un élan historique de conquête de ce gigantesque monde vert, Altamira 9 de outubro de 1970.* » (Manchete Magazine 14/10/1972, n° 1069)

Rappelons que cette envie de conquérir l'Amazonie - en d'autres termes : couper la forêt pour en faire des terres agricoles – afin de contribuer au développement du pays n'était pas propre aux gouvernants brésiliens, mais bien qu'elle était partagée par tous les dirigeants des neufs pays du bassin, France incluse via la Guyane et son Plan Vert spécifiquement conçu à cet effet.

En 1974, sous le gouvernement militaire d'Ernesto Geisel, la construction de l'ouvrage est arrêtée avec 1254 km de piste ouverte dans la forêt, dont seulement une dizaine sont asphaltés.

Toutefois, le fameux PIN (Programme d'Intégration National) est enclenché. L'armée, à l'œuvre de la construction, pénètre dans des massifs forestières jusqu'alors a priori inoccupés ou considérés comme vide géographique, renforçant ainsi le sentiment de contrôle du territoire, d'autant plus qu'un des autres objectifs majeurs de la construction de la Transamazonienne était d'en finir avec la guérilla de l'Araguaia sur laquelle nous reviendrons plus en avant. La

propagande gouvernementale par la presse, la radio et la télévision, ainsi que les moyens sont mobilisés pour motiver et faire venir les premiers colons offrant ainsi une terre, et en conséquence la prospérité, à des paysans des régions Sud et Sudeste, souvent issus de familles de migrants, à l'étroit sur leurs terres dû à l'accroissement de leurs familles ou chassés par l'expansion de l'agrobusiness et de la mécanisation se substituant à la main-d'œuvre pour les travaux champêtres. Cette propagande visait au moins autant à coloniser la Transamazonienne qu'à améliorer dans l'opinion publique la position des militaires.

Sur la centaine de milliers de familles prévues d'être installées sur les 200km à l'ouest de la ville de Altamira, seulement et officiellement 5717 le seront, soit environ 6% de l'objectif attendu (STEINBRENNER, 2017). Toutefois, à la suite de discussions avec plusieurs migrants encore présents sur la Transamazonienne et des scientifiques ayant exercé dans la zone plusieurs années, il semble difficile d'évaluer le nombre de migrants venus qui sont restés, ceux qui sont repartis après quelques mois ou quelques années, ceux qui sont venus de manière informelle, notamment les Nordestins pour qui l'obtention d'un lopin de terre représentait un saut en termes de statut social et de conditions de vie potentielles. Malgré ces considérations, plusieurs éléments éclairent notre question de recherche sur la différenciation des trajectoires.

A la suite de plusieurs auteurs, Steinbrenner (2017) souligne que la mise en place du PIN fut l'une des plus fortes interventions de l'État brésilien en termes de projet de colonisation, notamment en offrant une terre aux exclus du développement agricole dans le Sud et le Sudeste du Brésil. Avec le recul, on constate que de très nombreux migrants d'origine nordestine, fuyant les conditions de vie dans le Nordeste est dans l'espoir de les améliorer, sont, éventuellement après avoir été ouvriers sur un des grands chantiers ou simples ouvriers agricoles, devenus colons, de manière officielle, via le plan de colonisation, soit par l'acquisition de lots auprès colons initiaux. Il en ressort que si la colonisation de la Transamazonienne a été planifiée en amont, la situation s'est rapidement complexifiée, notamment d'un point de vue foncier avec de nombreux changements de propriétaires, mais aussi en termes de financements et d'appui institutionnel, de nombreux achats de terres étant informels et sans documents officiels, le nouveau propriétaire se trouvait exclu de plusieurs mécanismes d'aide à l'agriculture, créant de fortes différences entre les migrants. Nous verrons dans les chapitres suivants que ces modes différenciés d'accès au foncier et au service ont induits des différences dans les trajectoires des migrants.

L'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA), créé au milieu des années 1970, a tenté de faire face aux migrations et d'organiser la colonisation sur la Transamazonienne, en endossant le discours de la terre fertile et accessible, du logement, de la vie sociale dans les agrovilles prévues à cet effet, du financement de la déforestation et de l'aide aux colons dans l'attente de leur première récolte, même si la réalité s'est avérée bien en deçà de la proposition initiale présentée par la propagande gouvernementale.

Comme mentionné précédemment, l'une des principales raisons de la colonisation initiée par les militaires au pouvoir était de contrer sur ses propres terres afin de l'anéantir la guérilla de l'Araguaia conduite par des militants du Parti Communiste Brésilien (*PC do B*), surtout localisée et active dans les terres proches des rios Araguaia et Tocantins (PEREIRA, 2013). Disons dès à présent que l'action des forces armées, notamment la suspicion dont faisait l'objet la grande majorité de la population rurale pour les militaires, ne serait-ce que d'être accusée d'héberger les guérilleros, a jeté le discrédit, au moins localement, sur le processus de colonisation de la Transamazonienne. Dans ce contexte de violence et de persécution en milieu rural, l'Eglise catholique, souvent au fait des faits de la guérilla et des méfaits des forces armées, et seul contrepouvoir à la dictature, via les Communautés Ecclésiastiques de Base (CEB) implantées dans tous les villages et centres urbains a joué un rôle essentiel dans la lutte et la divulgation de nombreuses menaces et crimes. Fort de cette crédibilité, elle a attiré à elle et formé les opposants à la dictature, qui sont devenus par la suite les cadres dirigeants des mouvements syndicaux et politiques de la société civile, puis des institutions publiques. Cette omniprésence de l'Eglise catholique a été d'autant plus forte que l'INCRA en charge de la réforme agraire s'est très tôt désengagé de la zone des rios Araguaia et Tocantins, abandonnant ainsi le projet de colonisation pour les petits agriculteurs prévu le long de cette portion de la Transamazonienne (HEBETTE, J. 1994, communication personnelle).

6.2.3 La piste PA-150

La littérature nous dit que la construction de la piste PA-150, reliant par voie terrestre le Sud et Sud-Est de l'Etat du Para à la capitale Belém, principale zone urbaine, commerciale et portuaire d'Amazonie Orientale, était liée au changement de stratégie du gouvernement militaire en faveur des projets d'intégration économique.

En effet, en complément des infrastructures majeures (portuaires fluviales et maritimes, aéroportuaires, ferroviaires et routières) concernant l'Amazonie brésilienne dans son ensemble, le maillage routier de l'Amazonie Orientale, grosso modo l'Etat du Pará, visait à développer, d'une part, les capacités productives des terres de l'Etat du Pará nouvellement mises en valeur en facilitant la mise en marché nationale des productions et, d'autre part, rendre possible la commercialisation des ressources minières repérées préalablement et pour certaines en phase initiale d'exploitation. Ainsi :

« L'un des objectifs du 2e plan d'action du gouvernement pour l'Amazonie était de promouvoir le soutien aux transports pour l'exploitation du potentiel économique de la région. Ce plan comprenait plusieurs actions visant à la construction de voies navigables, d'aéroports, de la voie ferrée de la Serra dos Carajás, à l'amélioration

des ports et à la construction de routes comme la PA 150 qui relierait la PA-70 à la PA 82, reliant Marabá à Belém. » (SANTOS, 2007, p. 36).

Ainsi, au préalable à son intérêt pour le Sud du Pará, la PA-150, visait à privilégier le Sud-Est de l'Etat du Pará, c'est-à-dire la région de Marabá au fort potentiel minier, avait été reliée à la Belém-Brasília par la PA-70, pendant routier de l'axe ferroviaire reliant le futur pôle minier de Carajás, situé près de Marabá, au port minéralier de São Luis, capitale de l'Etat du Maranhão.

En 1962, la construction de la piste reliant la piste Belém-Brasília (dénommée à l'époque BR-14, aujourd'hui BR-10) à Marabá (piste qui sera dénommée PA-70 et maintenant appelée BR-222) a commencé. Les travaux ont été financés par le SPVEA (Superintendance du Plan de Valorisation Economique de l'Amazonie).

Santos (2007, p. 57) mentionne que le tracé de la PA-150 reliant la capitale Belém au Sud-Est de l'Etat du Pará, constituait, outre le transport des biens et des personnes entre Marabá et Belém, une nécessité majeure pour la construction de la future centrale hydroélectrique de Tucuruí, plus grand barrage hydraulique au monde à cette époque, nécessité venant s'ajouter à celle d'un lien routier direct entre Belém et le futur pôle minier de Carajás déjà mentionné.

Le même auteur note que parallèlement à ces infrastructures de transport, les autres investissements directs et indirects du pouvoir fédéral dans le Sud-Est du Pará, visant notamment l'exploitation du sol par l'encouragement à l'installation d'agro-industries, et surtout des ressources du sous-sol, a fait de cet axe routier un lieu de convergence de nombreux flux migratoires, notamment en provenance du Nordeste, via l'Etat voisin du Maranhão relié par la PA-70. En effet, la construction du barrage de Tucuruí qui a nécessité une main-d'œuvre de près de 10 000 ouvriers sur un peu plus d'une décennie, le pôle minier de Carajás avec ses quelques milliers d'employés, la Serra Pelada, située à côté de Carajas, avec ses centaines voire milliers de chercheurs d'or, et plus récemment le barrage hydroélectrique de Belo Monte sur le rio Xingú près d'Altamira, ont attiré, continuant d'attirer pour certains, des vagues de migrants d'origine nordestine à la recherche, souvent par un emploi, d'une amélioration de leurs conditions de vie.

Une fois construite la partie septentrionale de la PA-150, c'est-à-dire l'axe Belém-Marabá passant par Tucuruí et se prolongeant jusqu'à Carajás, son prolongement vers le sud de l'Etat, c'est-à-dire vers le Sud du Pará, est presque devenu une évidence, ne serait-ce que pour relier la région à Belém, la capitale de l'Etat. De plus, elle permettait le lien routier entre Belém et le nord-est de l'Etat du Mato Grosso, ainsi qu'une alternative à la Belém – Brasília pour joindre l'Etat du Goiás devenu depuis Etat du Tocantins. Ainsi, axe routier, certes de qualité médiocre par plusieurs endroits, la PA-150 est devenue progressivement, en particulier pour de nombreux migrants, un axe de passage incontournable, entre le nord et le sud, l'est et l'ouest de Amazonie Orientale brésilienne.

L'histoire de la PA-150 apporte un nouvel éclairage sur nos deux questions de recherche. En effet, le Sud du Pará fut rapidement colonisé lors de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, car proche du nord du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins, déjà colonisé au cours des siècles comme nous avons pu le voir précédemment. La colonisation du Sud du Pará est ainsi partie de la petite ville de Conceição do Araguaia sur la rive occidentale du rio du même nom, fondée par les pères dominicains à la fin du 19^e siècle, comme base religieuse, puis économique avec le boom du caoutchouc, des communautés riveraines installées dans la région, notamment celles des descendants des migrants originaires du Nordeste et ayant traversé le Sertão au cours des deux siècles précédents. La ville de Redenção, créée par les premiers colons dès le début des années 60 et localisée à une centaine de kilomètres au nord de Conceição do Araguaia, est rapidement devenue, pour des raisons que nous expliquerons plus en avant dans le chapitre suivant, le principal noyau urbain et centre de services de la nouvelle région. Toutefois, la région s'est rapidement avérée un cul de sac en matière de communications avec près de 400km de forêt à traverser pour rejoindre Carajás et Marabá au nord et près du double pour atteindre la piste Cuibá – Santarém à l'ouest, en plus des rios Xingú et Iriri à traverser. Le rio Araguaia étant peu navigable pour des raisons déjà indiquées, la seule vraie sortie était la piste jusqu'à Conceição do Araguaia, la traversée périlleuse du rio Araguaia, puis la traversée du nord de l'Etat du Goiás pour rejoindre la piste Belém - Brasília. C'était d'ailleurs la voie empruntée par les camions de bœufs, principale production de la région à cette époque. Cependant, une fois atteinte la piste Belém – Brasília, il était plus tentant d'aller vers le Sud, c'est-à-dire le Sud du Goiás et l'Etat du Minas Gerais, d'où étaient originaires un grand nombre de migrants de Redenção, et également vers Brasília, nouvelle capitale politique du pays centrée sur une région en pleine expansion. Or ce tropisme vers le Sud n'était pas du goût des politiciens de l'Etat du Pará qui voyaient dans cette ouverture méridionale un tropisme vers le sud basé sur des intérêts sociaux et économiques au détriment du nord de l'Etat du Pará, avec en éventuelle perspective une demande du Sud du Pará pour détachement administratif de l'Etat du Pará et un rattachement au Sud. Ainsi la construction de la PA150 dans sa partie méridionale, c'est-à-dire entre Marabá-Carajás et Redenção, relevait au moins autant de préoccupations économiques pour commercialiser les productions du Sud du Pará vers le nord de l'Etat, en particulier Belém que de considérations politiques en vue d'ancrer le Sud du Pará dans le territoire de l'Etat du même nom.

Le nouvel éclairage apporté par l'histoire de la PA-150 sur nos deux questions de recherche vient du fait que le Sud du Pará colonisé par les migrants des Etats voisins du sud, principalement Goiás et Minas Gerais était ainsi rapproché par la PA150 du nord de l'Etat avec en conséquence une plus facile affectation du personnel administratif dans les institutions implantant et gérant la colonisation (agences de développement et du foncier, banques) et dans les services publics, en particulier l'administration territoriale, l'enseignement et la santé.

En conséquence, il nous semble que la mainmise de l'Etat du Pará sur le Sud du Pará aurait induit, une fois lancée la colonisation de la zone, une différenciation entre, d'une part, les migrants en provenance du Sud (Mineiros et Goianos) à la recherche d'un lopin de terre et, d'autre part, les agents administratifs nouvellement affectés au service des institutions de l'Etat du Pará implantées dans la zone, le plus souvent originaires des autres régions de l'Etat, principalement de Belém. Ainsi, nous avons l'impression qu'autant il semble normal et logique à la population de Redenção et du Sud du Pará qu'un nouveau migrant arrivant en provenance du Minas Gerais ou du Goiás s'installe dans la zone, bénéficiant en conséquence de l'appui des réseaux mineiros et/ou goianos, autant un nouveau venu en provenance du nord de l'Etat du Pará, très souvent agent administratif nouvellement affecté dans la zone, est perçu comme une décision de la gouvernance de l'Etat du Pará et, encore plus caractéristique, ce nouvel agent bénéficie de l'appui des autres agents administratifs, eux aussi souvent originaires du nord de l'Etat du Pará. Cela rappelle la nécessité des premiers pères dominicains d'obtenir l'aval de l'évêché de Belém pour installer leur mission à Conceição do Araguaia à la fin du 19^e siècle, alors que leurs bases institutionnelles étaient localisées dans le Minas Gerais (Uberabá) et dans le Goiás (Porto Nacional).

Conclusion

Il est clair que les cours d'eau ont joué un rôle majeur et historique dans le transport des biens et des personnes en Amazonie et cela pendant des siècles. Principales voies de communication des populations traditionnelles de l'Amazonie, les cours d'eau ont permis aux premiers explorateurs d'accéder au cœur des massifs forestiers et d'en exploiter les diverses ressources que leurs fournissaient les communautés amérindiennes. Puis les premières vagues de migrants se sont installaient, en particulier lors du premier cycle du caoutchouc à la fin du 19^e siècle. Toutefois, au début de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle, la construction de pistes appelées à devenir des routes, ainsi que celle d'un réseau de pistes secondaires, notamment dans l'État du Pará, ont accéléré les processus migratoires. Progressivement, les villages de colons se sont transformés en bourgades dans lesquelles se concentraient les services d'appui à la colonisation, bourgades qui sont devenues des villes avec leur logique urbaine se détachant de plus en plus de leur activité rurale originelle. Au début du 21^e siècle, l'Amazonie est urbaine avec près de 90 % de la population qui vit en ville. Les villes sont reliées entre elles par des routes et sont connectées aux pôles industriels et agro-industriels.

Chapitre 7

Les trajectoires des Pionniers et Entrepreneurs Paulistes en Amazonie

Introduction

Tout au long de ce chapitre, il est important d'avoir à l'esprit la première des trois raisons majeures de la colonisation de l'Amazonie, à savoir: intégrer cet immense territoire, couvert de forêt et situé au nord du pays, par l'occupation et la mise en valeur des terres quasiment vides, en dehors des populations amérindiennes et *caboclas*, c'est-à-dire métisses qui y vivaient depuis des siècles, au minimum plusieurs décennies.

Dans les années 60, ceux que nous appelons les "Pionniers" et "Entrepreneurs Paulistes" ou tout simplement "Paulistes" constituent un petit groupe comparé aux milliers de familles qui migreront par la suite. En Amazonie Orientale, ils représentent seulement quelques dizaines, au plus une petite centaine de familles, pour la plupart concentrées dans le Sud du Pará, en grande majorité originaires de l'Etat de São Paulo. Parallèlement à cette origine commune, une seconde caractéristique du Pauliste était d'être un entrepreneur, ou issu d'une famille à la tête d'une entreprise basée dans l'Etat de São Paulo ou, pour quelques-unes, ayant été transférées ultérieurement dans une région voisine du Sud-Est du Brésil, telles que le Nord du Paraná ou Rio de Janeiro ou Sud et Est du Minas Gerais. Ces entrepreneurs paulistes étaient venus en Amazonie dans l'objectif de "faire des affaires" (*fazer negócios* en portugais du Brésil), c'est-à-dire poursuivre et/ou diversifier les activités de leurs entreprises en fonction des potentialités et opportunités qui se présenteraient, profitant des politiques publiques mises en œuvre dans le cadre de la colonisation de l'Amazonie. La troisième caractéristique de ces pionniers et entrepreneurs paulistes reposait sur une certaine maîtrise des procédures administratives, vraisemblablement en raison de cette nécessité pour gérer une entreprise. Nous verrons que cette maîtrise les a conduits à mieux connaître et à s'insérer dans les rouages de l'administration se mettant en place pour gérer la colonisation. Une quatrième caractéristique de ces entrepreneurs est d'avoir gardé un fort lien tant social qu'économique avec leurs bases entrepreneuriales, leurs terres d'origine dans l'Etat de São Paulo ou dans les autres Etats du Sud-Est, et cela tout au long de leur implantation en Amazonie et même par la suite une fois installés. C'est ainsi qu'aujourd'hui, en ce début du 21^e siècle, soit plusieurs décennies après leur migration, ils se considèrent et se présentent toujours comme Paulistes, et non comme Paraenses (habitants du Pará), comme s'ils n'étaient que de passage dans l'Etat du Pará. Ils se rendent régulièrement dans leurs maisons de famille à São Paulo ou dans le Sud-Est, y prennent une partie de leurs vacances, y envoient leurs enfants pour faire leurs

études, s'y font soigner en cas de maladie grave, et beaucoup d'entre eux y reviennent pour leurs retraites. Ce fort lien social et économique avec leurs terres d'origine les différencie grandement des autres migrants comme nous le verrons par la suite.

Les Paulistes se divisent en deux sous-groupes distincts. Il y a d'une part le sous-groupe des quelques migrants de la première heure, que nous appellerons les Pionniers, venus dès les années 50 et le début des années 60, c'est-à-dire avant le coup d'état militaire de 1964. Il y a d'autre part le sous-groupe plus nombreux des entrepreneurs de São Paulo et Etats voisins du Sud-Est venus investir en Amazonie dans le cadre du programme de défiscalisation mis en place par les militaires au pouvoir à partir du milieu des années 60. Nous allons successivement présenter ces deux groupes en montrant leurs différences, ainsi que ce qui les différencie des autres migrants.

En petit nombre et atypiques dans l'ensemble des migrations vers l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle, les trajectoires de ces Paulistes n'en sont pas moins devenues, en raison de leur succès économique et social, de véritables icônes de la migration réussie. La mémoire collective oublie juste de mentionner que ces Paulistes ont bénéficié de la conjonction exceptionnelle de conditions et de facteurs qui seront précisés. De plus, en parallèle à ces quelques histoires à succès, l'histoire a oublié le grand nombre des Paulistes dont les trajectoires ont échoué ou celles moins visibles de ceux qui se sont fondus dans l'ensemble des migrants.

7.1 Les Paulistes, Pionniers de la colonisation de l'Amazonie Orientale

Quatre exemples de trajectoires de migration et d'implantation dans le Sud du Pará vont servir à décrire et expliquer le type de trajectoires des Pionniers Paulistes, que nous nommerons P1, P2, P3 et P4 afin de respecter leur privacité.

Pour décrire ces trajectoires, il est nécessaire de visualiser sur une carte les lieux qui seront mentionnés et par lesquels ces pionniers sont passés et/ou séjournés dans leur migration vers l'Amazonie, ainsi qu'avoir une idée des distances parcourues (Figure 7.1).



Figure 7.1. Migrations des Paulistes vers le Sud du Pará dans les années 60 (ROCHA, 2022).

Les principaux lieux mentionnés dans ce chapitre figurent dans la carte précédente, notamment l'Etat de São Paulo avec les villes de Ribeirão Preto et Barretos proche de l'Etat du Minas Gerais, à l'ouest le nord de l'Etat du Paraná dans lequel les pionniers ont acquis une première expérience de colonisation, puis au nord les Etats du Goiás et du Tocantins, anciennement nord de l'Etat du Goiás. Plus au nord, l'Etat du Pará avec Belém, sa capitale, et Conceição do Araguaia, bourgade du Sud du Pará construite à la fin du 19^e siècle, et par laquelle sont arrivés en Amazonie Orientale les migrants paulistes de la fin des années 50 et des années 60.

7.1.1 La trajectoire atypique du Pionnier Pauliste P1

Le Pionnier P1 était agronome, spécialiste en science du sol, formé dans la célèbre Ecole Supérieure d'Agronomie Luiz de Queiroz (ESALQ) de l'Université de São Paulo, basée dans la ville de Piracicaba située dans l'Etat de São Paulo. Sa famille possédait des terres dans la région de Ribeirão Preto, ville de l'Etat de São Paulo, puis elle en a acquis dans le nord de l'Etat du Paraná (SILVA, 2009), région qu'elle a contribué à coloniser lors de "Marche" vers l'Ouest des années 30-40.

Son passage dans l'Etat du Paraná est essentiel dans le savoir et le savoir-faire de P1 qu'il mettra en œuvre ultérieurement en Amazonie. En effet, en tant qu'agronome et issu d'une famille de grands propriétaires, il avait accompagné en personne le processus d'occupation des terres lors de la colonisation de l'Etat du Paraná des années 30-40. Rappelons que ce processus a démarré par l'attribution de grandes superficies de forêt à des producteurs de café de l'Etat de São Paulo, afin de les mettre en culture. La famille de P1 étant une des bénéficiaires, elle a acquis une vaste terre, a coupé la forêt et implanté sa caféière. Le processus a continué par la création de colonies de petits producteurs. La création de ces colonies était du ressort des *Companhias das terras*, véritables agences privées de courtage foncier, créées pour se faire attribuer par les pouvoirs publics de vastes terres en forêt appelées à devenir les colonies. Une fois une terre attribuée, les arbres de valeur étaient exploités en lien avec les agences de courtage, ainsi que les gisements d'or aisément exploitables. Le reste de la végétation était en partie brûlé ou laissé sur pied. Puis les agences aménageaient de façon sommaire la terre en partie déforestée et prête à être cultivée, avec quelques pistes et ponts, voire quelques pôles d'habitation en devenir. Enfin, elles se chargeaient de la vente aux migrants en quête d'un lopin de terre. Les pouvoirs publics se trouvaient ainsi rémunérés sur le moyen et long terme via les impôts et taxes sur la terre. Les agences se sont enrichies avec le revenu de la vente des terres, la vente du bois de valeur et les gisements aurifères et autres exploités.

Après son passage dans le Paraná en voie d'être entièrement colonisé, P1 est intervenu en tant qu'agronome dans l'Etat du Goiás. C'est dans cet Etat à la frontière méridionale de l'Amazonie que s'est construit son projet d'implantation dans le Sud du Pará, notamment grâce aux informations recueillies auprès de personnes ayant séjourné dans la zone. Près d'un demi-siècle plus tard, les descendants de P1 racontent que leur patriarche est arrivé dans le Sud du Pará pour plusieurs raisons, notamment à la suite de récits entendus dans le Goiás :

«... C'est là [dans le Goiás] qu'il a entendu les histoires des forêts de Conceição [do Araguaia, Sud du Pará], propres, avec beaucoup de bois, de palmiers, d'acajous et une terre bonne et douce qui "ne mérite pas qu'on marche dessus, il faut marcher à genoux ", selon les propos mots de son informant d'origine paysanne. Un rêve ! » (Journal FOLHA DE CARAJÁS, 23 janv. 2004).

De plus, c'est à cette époque du milieu des années 50, qu'il a été informé d'un prochain programme de colonisation en Amazonie, dans le Sud du Pará, selon un processus qui serait à priori similaire à celui ayant eu lieu quelques années plus tôt dans l'Etat du Paraná. D'où son intérêt d'aller au plus tôt faire des repérages dans ce Sud du Pará afin d'être à même de se faire attribuer les meilleures terres à exploiter puis les revendre aux migrants qui ne manqueraient pas de venir s'installer.

Par ailleurs, agronome spécialiste en pédologie, P1 avait remarqué, en consultant les cartes disponibles à l'Institut brésilien des Sols, à l'époque basé à Rio de Janeiro, que quelques-uns des sols du Sud du Pará étaient de même nature que les sols du Paraná, et donc devaient être riches en gisements aurifères. De son vivant, P1 a reconnu que son intention initiale dans le Sud du Pará était plus de se faire attribuer des terres riches en gisements aurifères, éventuellement d'autres minerais, pour les exploiter, avant de revendre les terres aux nouveaux migrants, plutôt que d'investir dans l'élevage, cette activité étant à l'époque considérée la plus opportune pour l'Amazonie en raison du climat, des sols et de l'éloignement des circuits de commercialisation (SANTIAGO, 1972).

Ainsi, en 1959, un petit groupe de six personnes réunies par P1 s'est rendu à Conceição do Araguaia, quelques-uns par la piste, les autres par avion, avant de poursuivre à cheval plus au nord dans l'immense massif forestier du Sud du Pará afin de faire les repérages nécessaires à leurs investissements futurs dans la région. Une fois les repérages effectués, fort de son expérience dans le Paraná, de sa crédibilité en tant qu'agronome et de sa connaissance des procédures administratives en cours pour le programme de colonisation du Sud du Pará, P1 s'est rendu à Belém, capitale de l'Etat du Pará, auprès des instances publiques en charge des terres du Pará, avec une copie des documents d'environ 80 membres de sa famille afin de faire attribuer à chacun de ces membres un lot de colonisation d'environ 4500 hectares, soit un total de près de 350 000 hectares. De plus, avec chacun des trois des cinq autres membres de son expédition, il a monté une société foncière chacune des trois sociétés, également enregistrées auprès des instances administratives appropriées, se faisant attribuer 150 000 hectares, soit un total de 450 000 hectares venant s'additionner aux 350 000 de sa famille, soit un total de près de 800 000 hectares d'un seul tenant appelé la *Companhia das Terras da Mata Geral*. Chacun des trois membres se sont par ailleurs fait attribuer des lots en dehors de la société montée avec P1, gérée par ce dernier et pour laquelle ils n'étaient que des prête-noms. Le cinquième membre de l'expédition a préféré prendre un seul lot de 4500 hectares qu'il a progressivement aménagé et qui est devenu avec le temps la ville de Redenção, actuel centre économique du Sud du Pará. Pour la petite histoire, le sixième membre, tout jeune à l'époque, embauché en tant que chasseur et cuisinier de l'expédition, n'aurait pas bénéficié de lots. Mais il a par la suite participé à la découverte de la *Serra Pelada*, plus gros gisement aurifère d'Amazonie, exploitée dès les années 70, géré depuis par une coopérative de chercheurs d'or qui s'est faite attribuer le lot sur lequel est situé le gisement, lot localisé juste au nord des terres attribuées à P1.

Une fois les terres attribuées, P1, selon ses dires, a en priorité exploité les principaux gisements aurifères situés sur les terres de la *Companhia da Mata Geral*. Il a également rétrocédé aux pouvoirs publics une grande partie des terres devenues réserves indiennes. Une autre partie a été vendue à divers types de migrants, colonies et sociétés foncières en quête de terres dans la région. Les terres initialement attribuées à P1 constituent aujourd'hui une grande part de trois communes du Sud du Pará. Il a également monté un ranch de 25 000 hectares, seule terre qu'il a gardé sur les quelques 800 000 hectares, avant de prendre sa retraite à São Paulo où il décèdera au début des années 2000. Le ranch est toujours géré par sa famille, plus précisément par deux de ses enfants, les deux Paulistes, ayant suivi des études universitaires à São Paulo comme leur père. Un vit une partie de l'année sur le ranch pour en assurer la gestion courante et l'autre partie de l'année à São Paulo. Le second, plus en charge de la gestion administrative et financière, vit à São Paulo avec des allers-retours dans le Sud du Pará. Mentionnons que le ranch est géré d'une manière assez exemplaire à l'échelle de l'Amazonie, tant d'un point de vue social qu'environnemental. C'est ainsi que les gestionnaires du ranch tentent de maintenir une parcelle en forêt de 10 000 hectares d'un seul tenant - la seule de cette surface dans le Sud du Pará – et que quelques-uns de leurs voisins et autres opportunistes voudraient bien en exploiter le bois et la transformer en pâturage.

Il est clair que la trajectoire de migration de P1 est à la fois unique et donc complètement atypique. Comme déjà mentionné, elle est entrée dans la légende et y entretient le mythe de la migration réussie. La description de cette trajectoire permet de mettre en évidence la conjonction des quelques facteurs qui ont été essentiels à la réussite de la migration, à savoir : l'appui financier et managérial d'une structure familiale efficace, la maîtrise d'une voire de plusieurs compétences, une bonne connaissance des procédures et l'anticipation des mesures politiques en cours et à venir afin d'en tirer profit.

7.1.2 La trajectoire du Pionnier Pauliste P2

Comme le Pionnier P1, le Pionnier P2 est issu d'une des grandes familles de l'Etat de São Paulo ayant fait fortune dans le café. Tout comme P1, la famille de P2 a investi dans la colonisation de l'Etat du Paraná au cours des années 30-40 via l'attribution de terres pour y implanter une grande caféière, ainsi que par la création de plusieurs agences foncières en charge de préparer les terres pour les migrants arrivant avec la Marche vers l'Ouest. Une des colonies créées, aujourd'hui devenue une commune, a même pris le nom de la famille de P2. Ce dernier a participé à l'investissement, en particulier en apprenant le métier de courtier en terres aux côtés de son père. Lors de la grande crise du café dans les années 30, le courtage en terres est devenu le moteur économique de l'entreprise familiale.

Puis, comme P1, P2 a migré vers la nouvelle frontière que constituait l'Etat du Goiás, toujours pour ouvrir et aménager de nouvelles terres pour les revendre aux migrants, le tout à la

demande et donc l'aval des pouvoirs publics. Poursuivant l'activité familiale, son père étant resté dans les Etats de São Paulo et du Paraná, P2 a acquis des terres dans le Goiás, en particulier une fazenda située en Goiânia, capitale de l'Etat du Goiás et Brasília, qui est devenue sa base opérationnelle. Une fois ces premiers investissements fonciers et familiaux réalisés dans le Goiás, il a logiquement continué son activité de courtage et d'investissement foncier vers le nord, dans le Sud du Pará, notamment par l'acquisition d'une immense terre, la CODESPAR, auprès du Pionnier C dont nous parlerons plus en avant. Peut-être qu'à l'origine cet investissement visait à aménager des colonies pour les migrants à venir, comme son père et lui l'avaient fait 15-25 ans plus tôt dans le Paraná ? Ce qui est certain est qu'il deviendra un des grands pourvoyeurs de terres pour les entrepreneurs paulistes qui viendront investir en Amazonie à partir de la seconde moitié des années 60 dans le cadre du programme de défiscalisation.

Notons dès à présent que l'initiative dans le Sud du Pará de P2 est concomitante, voire juste après celle de P1, au tout début des années 60, c'est-à-dire avant le coup d'état des militaires de 1964. Comme mentionné dans la première partie, c'était l'apogée de l'époque brésilienne progressiste, aux visées sociales affirmées, notamment donner de la terre à ceux qui en manquaient, en avaient besoin – *“Donner de la terre sans homme à des hommes sans terre / Dar terra sem homem a homens sem terra”*. Rappelons que cette devise synthétise la seconde grande raison ayant conduit à la colonisation de l'Amazonie, la première étant l'intégration de l'Amazonie au territoire national, comme mentionné en début d'introduction de ce chapitre. Aussi, tout en profitant des opportunités offertes, P1 et P2 se considéraient comme des moteurs de la colonisation visant à pourvoir en terres les vagues de migrants à venir, notamment les milliers de petits producteurs à l'étroit sur leurs terres, d'ouvriers agricoles descendants de migrants récents et d'anciens esclaves, tous prêts à tenter leur chance dans les nouvelles terres à coloniser tout en les intégrant au territoire national.

C'était également l'époque de la construction de la nouvelle capitale Brasília, époque dans laquelle le Brésil voyait la colonisation de ses immenses terres vierges de l'Ouest et du Nord comme une opportunité prioritaire pour asseoir son développement économique et social. L'expression “Dieu est Brésilien” vient et fait référence de cette époque. Elle montre bien le contexte national, d'autant plus que le Brésil venait de gagner en 1958 et 1962 ses deux premières coupes du monde de football. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les initiatives de P1 et P2 qui, tout en faisant fortune, avaient la conviction sincère de contribuer à ce “Brésil qui gagne”. Cela se voit quand on gratte le vernis des icônes.

On retrouve dans la trajectoire de P2 les mêmes trois facteurs essentiels à la migration réussie des Paulistes, à savoir : une entreprise familiale qui appuie et accompagne la trajectoire, une expérience et des compétences dans le courtage foncier et la construction de colonies de migrants, notamment acquises lors de la colonisation du nord du Paraná, ainsi que la connaissance des procédures en cours pour en tirer profit.

Notons également que si la trajectoire de migration de la famille de P1 s'est arrêtée dans le Sud du Pará avec la gestion du ranch familial déjà mentionnée, la famille de P2 a poursuivi la migration dans la *Terra do Meio*, zone située à l'ouest du Sud du Pará, toujours dans le même Etat, et nouvelle frontière agricole à partir de la décennie 90. Une partie des terres de la CODESPAR a été vendue pour permettre cet investissement dans la *Terra do Meio*.

7.1.3 La trajectoire du Pionnier Pauliste P3

Les origines du Pionnier P3 ne sont pas celles des Pionniers P1 et P2. P3 ne vient pas d'une grande famille pauliste, mais d'une petite exploitation familiale de São Paulo. Sa famille a néanmoins pu acquérir une petite exploitation dans le nord du Paraná, vraisemblablement dans une colonie de migrants et par l'intermédiaire d'une agence foncière comme celles montées par P1 et P2. P3 a travaillé dans l'exploitation familiale dans l'Etat de São Paulo, puis dans l'Etat du Paraná avant de revenir dans l'Etat de São Paulo et prendre un emploi dans un hôtel situé dans la ville de Barretos (voir Figure F1), au nord de l'Etat de São Paulo, à la frontière avec le Minas Gerais et proche du Goiás.

Selon ses dires, c'est tant qu'employé de l'hôtel que P3 aurait connu l'activité de courtage en terres en raison de la présence de nombreux clients de l'hôtel négociant leurs terres et celles des autres, pour en acheter et/ou vendre. Il s'est ainsi progressivement initié au courtage de terres à l'échelle locale, profitant de sa position stratégique dans l'hôtel réputé pour cette activité. Puis fort de son expérience, il aurait migré dans le Goiás, alors frontière agricole vers le nord, pour en faire sa principale activité. Ses principaux clients étaient principalement de grands exploitants paulistes (*fazendeiros*) en quête d'opportunités d'investissement foncier et agricole dans le Goiás.

Poursuivant son activité vers le nord, P3 a acquis, en tant que courtier en terres, à la manière de P1, un immense territoire dans le Sud du Pará, également de l'ordre de 800 000 hectares, peut-être plus, situé sur les communes de Santa Maria das Barreiras e Santana do Araguaia sur lesquelles nous reviendrons. Un des premiers acheteurs des terres P3 a été P2 lors de la création de la CODESPAR. Il y aurait eu un accord entre les P2 et P3, le premier possédant les moyens pour investir, le second possédant la terre formellement attribuée. Par ailleurs, par la suite, Le Pionnier P3 s'est servi de cette vente, peut-être de cet accord informel, comme carte de visite auprès de ses futurs acheteurs. En effet, au début des années 60, avant la prise de pouvoir des militaires, peu de fazendeiros paulistes ou d'autres régions du Sud-Est du Brésil, à plus fortes raisons des industriels peu expérimentés dans le secteur agricole, osaient investir dans l'Amazonie lointaine (voir Figure F1) et inhospitalière, raison qui fut par ailleurs à l'origine d'une politique spécifique des militaires à leur arrivée à la tête du pays. Fort de cette première reconnaissance dans le courtage de terres en Amazonie, P3 a poursuivi avec succès son activité une dizaine d'années avant de mourir accidentellement dans un accident

d'avion en 1975, où justement il s'était rendu pour traiter de l'abattoir frigorifique Atlas installé sur ses terres.

La comparaison du P3 avec P1 et P2 montrent que les trois avaient une expérience en courtage de terres et des compétences en agriculture, expérience et compétences acquises au préalable à leur migration en Amazonie. Les trois ont également acquis un savoir-faire en termes d'utilisation des procédures administratives mises en œuvre dans le processus de colonisation de nouvelles terres. Alors que P1 et P2 s'appuyaient sur leurs familles paulistes, en particulier pour les fonds à investir, P3 a compensé cette absence par un réseau de familles paulistes dans lequel il s'est progressivement inséré tout en se faisant connaître, son origine pauliste ayant été un facteur facilitant de cette insertion.

7.1.4 La trajectoire du Pionnier P4

La trajectoire du Pionnier P4 nous sort du courtage de terres pour nous ramener plus dans le secteur agricole et l'élevage à proprement parlé de la colonisation de l'Amazonie. P4 est issu d'une famille d'éleveurs de la région de Barretos au nord de l'Etat de São Paulo, où le ranch familial est toujours considéré comme un modèle technique et économique, récemment primé lors d'une exposition agricole. Comme beaucoup de fazendeiros paulistes, P4 a dans un premier temps investi dans un ranch situé dans le proche Goiás, à quelques centaines de kilomètres, moins risqué que la lointaine Amazonie, comme déjà mentionné.

Fort de cette expérience réussie hors de ses terres paulistes, il a acquis des terres auprès de P3 dans le Sul du Pará, environ 13 500 hectares, en ayant au préalable, selon ses dires, pris soin d'aller voir les terres qu'il allait acquérir dans le Sud du Pará, pour en vérifier lui-même le réel potentiel agricole. Une fois l'investissement en Amazonie opérationnel, P4 est revenu vivre dans le ranch familial de São Paulo.

De plus, concernant le processus migratoire, il est intéressant de rappeler que ces quatre premiers pionniers paulistes, tous avec de solides bases dans le secteur agraire, ont migré suivant des tracés comparables à des époques se chevauchant. Originaires de leurs bases familiales dans l'Etat de São Paulo, ils ont d'abord dans le nord du Paraná où ils ont acquis une expérience dans le processus de colonisation lors de la Marche vers l'Ouest des années 30-40. Puis, tout en gardant une base familiale à São Paulo, ils ont migré vers l'Etat du Goiás qui devenait, à l'échelle nationale, l'étape antérieure de la colonisation de l'Amazonie, en particulier avec la construction de la nouvelle capitale Brasília. Enfin, à partir du Goiás, ils sont entrés dans le Sud du Pará voisin poursuivant leurs activités agricoles, minières et dans le courtage de terres.

De plus, il est vraisemblable que ce premier groupe de pionniers, bien qu'informé des stratégies gouvernementales vis-à-vis de l'Amazonie, ne s'attendait pas à l'accélération donnée

à la colonisation, notamment celle du Sud du Pará, par l'arrivée des militaires au pouvoir à partir de 1964 au travers du programme de défiscalisation comme nous le verrons plus en avant.

En conclusion sur notre hypothèse de recherche sur la différenciation des trajectoires de migration en Amazonie, on retiendra que les pionniers paulistes de ce premier groupe présentent les mêmes facteurs de réussite, à savoir : (i) une famille et/ou un réseau leur permettant d'investir en Amazonie tant pour le capital qu'en termes de management, (ii) une solide expérience et compétence dans le secteur agricole, ainsi que (iii) une bonne connaissance des procédures foncières et cadastrales de l'époque en lien avec l'acquisition de terres. Ils partageaient également la certitude du potentiel économique, à la fois foncier et agricole de la région.

Par ailleurs, on imagine difficilement un demi-siècle plus tard que la colonisation du Sud du Pará avant l'époque des militaires, soit un territoire grand comme le tiers de la France, était déjà entre les mains d'une poignée de pionniers paulistes, qui se connaissaient, étaient en affaire, s'entraidaient même s'ils étaient en concurrence, qui ont pu et su mettre à profit les mesures politiques en vigueur pour s'enrichir via l'acquisition de vastes terres pour leur mise en valeur par leurs familles ou par celles auxquelles ils ont vendu leurs terres.

7.2 Les entrepreneurs paulistes venus avec le programme de défiscalisation

A leur arrivée au pouvoir en 1964, les militaires ont eu à cœur de sécuriser le territoire amazonien, volonté ancienne et partagée avec d'autres secteurs du pays, qu'ils ont d'ailleurs instituée en troisième raison majeure de la colonisation de l'Amazonie. Rappelons que les deux autres raisons majeures, auxquelles les militaires au pouvoir ont adhéré et poursuivi les mesures déjà mises en œuvre, son l'intégration de l'Amazonie au territoire national et "*donner de la terre sans homme aux hommes sans terre*", permettant également de faire l'économie d'une réforme agraire dans le sud et sud-est du Brésil en voie de modernisation de l'agriculture. La sécurisation des frontières concernait à la fois les pays voisins, voire leurs appuis plus lointains, potentiellement expansionnistes, mais aussi un meilleur contrôle des vellétés internes d'émancipation et d'indépendance. En effet, dans le contexte politique national tendu entre les militaires au pouvoir et les partis de la Gauche brésilienne, notamment le Parti Communiste Brésilien, de surcroît dans un contexte international de Guerre Froide des années 60, il était essentiel pour les militaires de sécuriser les nouvelles terres à coloniser avec des acteurs sûrs, tels que des entreprises brésiliennes du Sud-Est, d'autant plus que la Guérilla do Araguaia active dans le Sud du Pará était alors un des potentiels hotspots révolutionnaires d'Amérique du Sud.

La stratégie des militaires d'occuper le territoire amazonien à intégrer pour mieux le contrôler est dans la lignée que les diverses politiques mises en œuvre par les pouvoirs

brésiliens successifs depuis le début du 19^e siècle, comme nous l'avons plusieurs fois mentionné, notamment pour sécuriser les frontières sud du pays. Parallèlement à l'implantation et au renforcement des bases militaires aux lieux considérés stratégiques, ainsi qu'à la construction et structuration d'un réseau de communications terrestres et aériennes, un des programmes-phare de cette stratégie fut l'incitation à l'implantation en Amazonie d'entreprises paulistes en échange d'une baisse significative de l'imposition de leurs revenus, de mécanismes financiers visant à appuyer leur implantation en Amazonie, ainsi que l'installation à l'échelle locale de l'administration publique de nature comparable à celle existant dans les autres régions du pays.

7.2.1 Programme de défiscalisation en échange d'un investissement en Amazonie

L'information de l'Amazonie comme nouvelle frontière au nord du pays, orchestrée par la propagande gouvernementale relayée par les médias, circulait dans le secteur agraire et se traduisait par l'implantation croissante des premiers pionniers, initiée par ceux présentés précédemment (P1, P2, P3 et P4). En revanche, cette information de l'Amazonie comme nouvelle frontière au nord du pays diffusait assez peu dans le monde des industriels, tout au moins elle ne suscitait pas de franches vocations à la migration vers une jungle lointaine (voir Figure 7.1), difficilement accessible, considérée comme dangereuse et pas encore structurée. Et cela d'autant plus que jusqu'à présent les mesures incitatives à la colonisation de nouvelles terres concernaient en priorité les migrants d'origine modeste, leur offrant l'opportunité d'un projet de vie meilleure, et ne ciblaient pas l'élite de l'entrepreneuriat brésilien, de surcroît industriel, bancaire et autres secteurs en dehors de l'agriculture.

Le programme de défiscalisation en échange d'un investissement en Amazonie visait donc justement à attirer dans le Sud du Pará cet entrepreneuriat pauliste, considéré par le pouvoir comme plus sûr et fiable vis-à-vis de la sécurité nationale, en comparaison des petits migrants d'origine modeste, parfois marginalisés ou exclus, et forcément plus sensibles au discours révolutionnaire. L'hypothèse des militaires était que cet entrepreneuriat par son expérience et ses compétences pourrait structurer la colonisation dans le Sud du Pará, développer la région et ainsi contrecarrer la Guérilla do Araguaia sur son terrain géographique et idéologique, en complément de l'armée qui continuait son action militaire contre cette même guérilla.

Les témoignages de deux personnes interviewées en 2000 permettent de mieux comprendre la mise en œuvre de ce programme de défiscalisation. Le premier, que nous nommerons N13, et que nous retrouverons plus en avant dans le chapitre 10, était à la fin des années 90 à la tête d'une petite laiterie située dans la ville de Redenção, devenue avec le temps centre économique du Sud du Pará, et d'une petite exploitation agricole dans une colonie agricole en périphérie de cette ville. Originaire de l'Etat du Maranhão, N13 était dans les

années 60 à Brasília, exerçant divers emplois lors de la construction de la nouvelle capitale. Un de ses emplois, pour le compte d'une agence locale en lien avec le Ministère de l'Economie, était d'identifier les petits entrepreneurs paulistes venant en personne à Brasília faire leurs déclarations de revenus auprès du Ministère de l'Economie, puis les contacter pour leur présenter et leur proposer de bénéficier des avantages du programme de défiscalisation. Selon N13, à l'exception de quelques rares cas, les entrepreneurs contactés n'étaient jamais allés en Amazonie et ne connaissait pas le programme de défiscalisation. Cependant une petite minorité s'est montrée intéressée par le programme, a demandé des informations supplémentaires et seulement quelques-uns ont été jusqu'au bout du processus, à savoir se faire attribuer et ainsi devenir propriétaires de terres en Amazonie, terres à mettre en valeur et pouvant bénéficier des fonds publics mobilisés par les Banques SUDAM et BASA créées à cet effet en 1966.

Les entreprises paulistes de grande taille telles que les banques, les constructeurs automobiles, etc. n'ont pas eu besoin de passer par les agences chargées de petites et moyennes entreprises. Elles ont été contactées directement par le pouvoir pour investir en Amazonie, en échange d'une défiscalisation significative de leurs revenus, ainsi que d'une reconnaissance gouvernementale de participer au développement national. Le second interviewé en 2000, que nous nommerons Informant F, à l'époque conseiller auprès du directeur de l'abattoir frigorifique Atlas, le plus grand d'Amazonie à cette date (déjà mentionné à propos de P3), considérait que la situation dans la seconde moitié des années 60 et le début des années 70 était explosive en raison de l'emprise grande et croissante de la guérilla do Araguaia sur les populations rurales et plusieurs institutions locales dans toute la région comprenant le Sud et le Sudeste de l'Etat du Pará, le nord de l'Etat du Tocantins, ainsi que l'est de l'Etat du Maranhão. L'Informant F a confirmé la stratégie des militaires pour contrôler la guérilla, à savoir attribuer de vastes terres à de grandes entreprises paulistes, les plus sûres et fiables pour les militaires. Même si elles n'intervenaient pas dans le secteur agraire, ces entreprises, de par leur compétence en gestion, étaient considérées comme les mieux à même de mettre en valeur les terres, développer la région, embaucher les populations rurales en grande partie désœuvrées, toujours selon l'Informant F. Les banques BASA et SUDAM ont été créées pour octroyer des prêts à bas taux et sur le long terme afin de viabiliser l'implantation en Amazonie de ces entreprises paulistes.

Les quelques entrepreneurs paulistes encore présents dans le Sud du Pará concordent sur le fait qu'ils ont été le fer de lance de la colonisation de la région, certains considérant qu'ils ont fait le boulot de l'Etat, en particulier en construisant les pistes menant aux exploitations, en plus des pistes internes aux ranchs, en structurant les filières d'approvisionnement en biens de consommation et intrants pour leurs ranchs, en montant les circuits de commercialisation du bétail, en organisant les services de santé et le système scolaire allant jusqu'à faire venir les infirmiers et les enseignants, etc. Rappelons à nouveau que pour réaliser ce développement, l'Etat leur a donné les moyens financiers via des prêts bancaires particulièrement intéressants.

Concernant l'acquisition de leurs terres, les entrepreneurs paulistes du programme de défiscalisation sont pour la plupart passés par les agences des courtiers des Pionniers P1, P2 et surtout P3, dont les terres étaient déjà légalisées auprès des instances administratives de l'Etat du Pará, et donc disposaient de titres fonciers officiels. Comme nous le verrons plus en avant, la détention du titre foncier officiel constituera un atout déterminant pour ces entrepreneurs, à la différence des autres groupes de migrants, lors de la période suivante complexe d'un point de vue foncier.

Selon les dires de N13 et l'Informant F, quelques-unes des grandes entreprises ont joué le jeu en implantant leurs ranchs de plusieurs milliers voire dizaines de milliers d'hectares, dont une partie était encore en activité au début des années 2000. D'autres grandes entreprises ont rapidement désisté une fois obtenus les bénéfices de la défiscalisation, souvent sans profiter des prêts bancaires octroyés. Elles ont alors vendu, voire cédé, leurs terres à des courtiers, parfois aux mêmes qui leur avaient procuré la terre, éventuellement à d'autres entrepreneurs plus à même de réaliser un investissement conséquent dans le secteur agraire, d'autant plus qu'ils pouvaient également bénéficier de prêts bancaires SUDAM et BASA.

De nombreux petits et moyens entrepreneurs paulistes auraient également très tôt désisté, après un ou deux voyages sur leurs nouvelles terres, éventuellement un début d'installation, face au défi pour lequel ils n'étaient pas préparés. Comme une partie des grandes entreprises, ils ont vendu, bradé pour la plupart ou cédé leurs terres aux agences de courtages et aux nouveaux migrants que nous présenterons plus en avant. Quelques-uns ont néanmoins persévéré, ont monté leurs ranchs dans le cadre d'une diversification de leur stratégie entrepreneuriale, et dans une situation foncière plus favorable dans la mesure où ils disposaient du titre foncier officiel pour leurs terres.

7.2.2 Le cadastre dans le Sud du Pará à la fin des années 60

La carte ci-dessous élaborée à partir d'une photo de la carte foncière établie en 1972 par Paraguassu (1972) utilisant les données cadastrales de 1968 permet de localiser les lieux précédemment cités et à venir.

Aujourd'hui Santana do Araguaia est une commune située à l'extrême sud de l'Etat du Pará. A l'époque la région de Santana do Araguaia correspondait à toute la partie sud du Sud du Pará, faisant frontière avec l'Etat du Mato Grosso situé au sud. Le rio Araguaia sépare l'Etat du Pará du nord de l'Etat du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins. On notera que la carte mentionne la complexité du tracé du rio Araguaia, avec notamment ses bancs de sable, que les migrants des décennies et siècles antérieurs hésitaient à traverser. A l'ouest, le rio Xingú sépare le Sud du Pará de ce qui s'appellera plus tard la "*Terra do Meio*" (la *Terre du Milieu*, car situé au centre-sud de l'Etat du Pará).

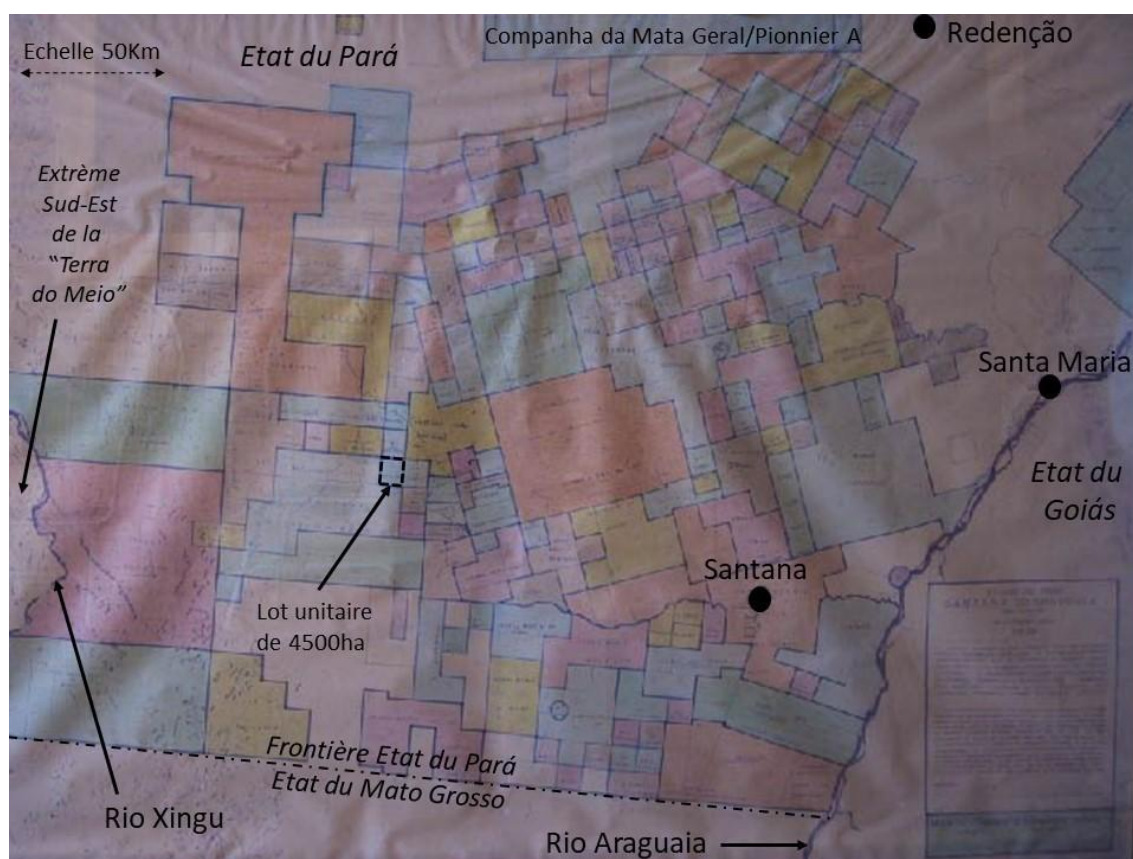


Figure 7.2 Elaborée à partir d'une photo de la carte foncière établie en 1972 par Paraguassu (1972).

Les premiers pionniers de la seconde moitié du 20^e siècle sont arrivés par le bourg de Conceição do Araguaia (Figure 7.1 mais non représenté sur la Figure 7.2 car plus à l'Est), créé à la fin du 19^e siècle autour de la mission dominicaine, comme mentionnée dans la 1^{ère} partie, et accessible par piste à l'époque puis en prenant le bac pour traverser le rio Araguaia. C'est en particulier le cas du Pionnier P1 et de son équipe lors qu'ils ont effectué leurs premiers repérages. La bourgade de Santa Maria das Barreiras située une centaine de kilomètres en amont, date également de la fin du 19^e siècle, mais n'a jamais joué le rôle tenu par Conceição do Araguaia, peut-être en raison de la plus grande difficulté à traverser le Rio Araguaia à cet endroit. Le bourg devenu ville de Santana do Araguaia fut créé à la fin des années 60 comme base d'appui aux migrants de la colonisation et pour la construction de l'abattoir frigorifique Atlas, l'élevage à viande s'étant imposé comme la principale activité agricole avec l'exploitation forestière nécessaire pour l'implantation des pâturages.

Dix ans auparavant, de Conceição do Araguaia, l'équipe du Pionnier P1 s'est rendue à cheval jusqu'à une centaine de kilomètres au nord où ils ont créé une base d'appui pour leur expédition, base qui, dans un second temps, deviendra une petite bourgade sur lesquels s'appuieront les migrants suivants, avant de progressivement devenir la ville de Redenção (Figure 7.2). Rappelons que cette ville de Redenção a été construite sur le lot obtenu par un des membres de l'expédition initiale du Pionnier P1, lot que ce membre a pensé et aménagé en

bourg, en vendant les lots urbains d'habitation, avant de devenir le centre urbain régional ayant gardé les grandes lignes et caractères de son aménagement initial.

Près de Redenção, à l'ouest, on voit sur la Figure 7.2 la partie la plus méridionale, de l'ordre de 12-15%, des terres de la Compagnie de la Mata Geral, couvrant au total environ 800 000 hectares, que le Pionnier A s'étaient faites attribuées. D'une surface au moins égale et vraisemblablement supérieure, les terres attribuées au Pionnier P3, sont quant à elles situées en partie au centre de la carte. Rapidement revendues tout d'abord aux Pionniers P2 et P4 au tout début des années 60, puis aux entrepreneurs paulistes de la seconde moitié des années 60, celles du programme de défiscalisation.

Concernant le cadastre à proprement parlé, les petits carrés de diverses couleurs sont les lots unitaires de colonisation d'une surface d'environ 4500 hectares et correspondent à des propriétés. Nous avons déjà vu que le Pionnier P4 avait acquis trois lots auprès du Pionnier P3, soit environ 13 500 hectares en propriété. On constate que si plusieurs propriétés se limitent à un seul lot, nombreuses sont celles de deux, trois, quatre voire plusieurs lots, soit de l'ordre de quelques dizaines de milliers d'hectares en propriété. Il s'agit de celles acquises par les entreprises paulistes qui ont bénéficié du programme de défiscalisation. Quelques propriétés dépassent les 20-25 lots unitaires, soit plus de 100 000 hectares. Toujours dans le cadre du programme de défiscalisation, elles correspondent aux attributions foncières faites aux grands groupes bancaires ou industriels tel que Volkswagen, Bamerindus, Bradesco, Ferruzi, entre autres.

Ainsi, moins d'une décennie après les premiers repérages effectués en 1959 et moins de cinq ans après la mise en œuvre du programme de défiscalisation pour l'Amazonie, les quelques 60 000km² du sud du Sud du Pará étaient attribués en très grande partie à des entrepreneurs paulistes.

7.2.3 Les années 70 et le début de la "Lutte pour la Terre" et la "Foire d'Empoigne"

Les deux expressions *Lutte pour la Terre* et *Foire d'Empoigne*, empruntées respectivement à Ianni (1978) et Uztarroz & Sevilla (1990) et reprises par Schmink & Wood (1992) donnent une idée de la situation foncière en Amazonie, notamment dans le Sud du Pará au début des années 70, c'est-à-dire à peine une décennie après l'arrivée des militaires au pouvoir en 1964.

La *Lutte pour la Terre* et la *Foire d'Empoigne* ont démarré à la charnière entre les années 60 et 70, avec l'arrivée des nouvelles vagues de migrants, principalement en provenance du Minas Gerais et du Goiás, et constituées de petits exploitants à l'étroit sur leurs terres, notamment pour installer leurs enfants ou exclus par la concentration foncière dans leurs régions d'origine, d'ouvriers agricoles à la recherche d'un terrain à acquérir et à cultiver, de divers ruraux et urbains attirés par les opportunités foncières et économiques que représentait

la frontière amazonienne. Pour leur chance, de nombreuses terres étaient disponibles dans le Sud du Pará, comme nous venons de le voir, suite au départ d'une partie significative des entrepreneurs paulistes, voire l'abandon de leurs terres pour plusieurs d'entre eux, quand la vente n'en était pas confiée à une des nombreuses agences de courtage créées à cette fin. Nous y reviendrons largement quand nous parlerons des trajectoires du groupe des Mineiros pour le Sud du Pará.

La *Lutte pour la Terre*, telle qu'elle est décrite par Ianni (1978), vient des nombreux conflits autour du foncier d'une part entre ces nouveaux migrants pour posséder ces terres et, d'autre part, avec les migrants paulistes déjà installés, dont certains ont cherché à profiter de la situation pour accaparer plus de terres quand d'autres ne faisaient que défendre leurs terres. La *Foire d'Empoigne* dans le Sud du Pará correspond plus aux enjeux de pouvoir, dont foncier, pour lesquels les nouveaux migrants et ceux déjà installés se sont affrontés. Il est intéressant de noter qu'avec l'arrivée des nouveaux migrants à partir du début des années 70, disposer du titre foncier officiel de sa terre n'était pas suffisant pour en assurer la propriété. En effet, les nouveaux migrants venaient dans leur très grande majorité de terres pour lesquelles ils n'avaient pas de titre foncier, et plus généralement où il n'y en avait jamais eu. Aussi, pour eux, posséder une terre signifier l'occuper, la mettre en valeur, éventuellement la vendre pour en acquérir une plus grande. Plus que le titre foncier, c'est bien le rapport de force qui comptait, celui que le propriétaire de la terre était en mesure d'imposer face aux éventuels envahisseurs ou "*invasores*" pour reprendre l'appellation en portugais. Ces rapports de force traduits en conflits sanglants, très souvent meurtriers, entre migrants nouveaux et/ou déjà installés, ont été le carburant de la *Lutte pour la Terre*. L'insuffisance de la force publique face aux nombreux conflits, ainsi que leur manque d'équipements, a fait de la poudre/balle le moyen le plus efficace pour résoudre un conflit foncier.

La *Lutte pour la Terre* a progressivement gangréné le paysage social du Sud du Pará à partir de la fin des années 60 e du début des années 70. La constitution de milices armées pour défendre les grands ranchs, les groupes armés plus informels montés par les nouveaux migrants pour faire face, défendre les terres acquises contre les leurs, éventuellement acquérir d'autres terres, ainsi que les opportunités d'exploiter le bois sur les terres en conflits, ont en quelques années transformé le Sud du Pará en *Foire d'Empoigne* hors de contrôle des pouvoirs publics aussi peu présents car s'appuyant sur les réseaux formés par les entrepreneurs paulistes.

Le titre foncier remplacé par le nombre de revolvers et fusils ne reviendra sur le devant de la scène que deux décennies plus tard, dans les années 90, quand les pouvoirs publics reprendront progressivement le contrôle de la situation dans le Sud du Pará. Rappelons que ce titre foncier avait été essentiel pour l'installation des entrepreneurs paulistes des années 60, qui sans lui ne seraient pas venus. Non seulement il assurait la propriété des terres, mais aussi et surtout il était nécessaire pour mobiliser des prêts bancaires indispensables à la mise en valeur

de ces mêmes terres. De la *Lutte pour la Terre* et de la *Foire d'Empoigne* ont émergé de nouveaux titres fonciers, informels mais rendus officiels par des pratiques notariales douteuses, en lien avec les agences de courtage foncier, et qui avaient pignon sur rue dans le contexte complexe de l'époque. Certaines terres possèdent ainsi deux, voire trois ou plus titres fonciers de propriété, tous aussi officiels les uns que les autres, même s'il y en a un seul qui soit véridique. Ces procédures participeront grandement à complexifier la *Lutte pour la Terre* et la *Foire d'Empoigne*.

Parallèlement à la question foncière devenue épineuse, un autre facteur fondamental a changé au tournant des années 60-70. Il s'agit de la proximité entre les entrepreneurs paulistes et les instances de gouvernance, tant à l'échelle de l'Etat du Pará qu'à celle du pouvoir fédéral à Brasília, mais aussi et surtout à São Paulo en raison du poids économique de cet Etat dans la politique brésilienne. En delà de leur crédibilité vis-à-vis du pouvoir fédéral pour lequel ils avaient colonisé le Sud du Pará, les entrepreneurs paulistes maîtrisaient les procédures comme nous l'avons montré dans le cas de premiers pionniers, notamment P1, P2 et P3. De plus, leurs réseaux politiques et économiques, en particulier à São Paulo, leur autorisaient une certaine liberté de manœuvre. C'est une différence importante avec les nouveaux migrants arrivés au début des années 70, qui ne maîtrisaient pas ou peu les procédures, n'avaient les contacts auprès des dirigeants et ne pouvaient pas s'appuyer des réseaux institutionnels, même si avec le temps, ils ont élaboré des alternatives au sein de leurs propres groupes sociaux.

Conclusion

Les trajectoires des migrants paulistes dans l'Amazonie du Sud du Pará, pionniers de la première heure au début des années 60 et entrepreneurs de l'Etat de São Paulo dans la seconde partie des années 60, ont en commun trois caractéristiques, d'une part, acquises au préalable à leur migration dans le cadre de leurs activités et, d'autre part, qui les différencieront des autres groupes de migrants, comme nous le verrons dans l'analyse comparative. En premier lieu, les Paulistes s'inscrivaient quasiment tous dans des réseaux, tant économiques que sociaux et politiques, mobilisés à divers moments au cours de leur migration, leur installation et par la suite pour ceux qui s'y sont installés de manière pérenne. De plus, ils ont gardé leurs liens étroits avec leurs terres d'origine, un peu à la manière d'une activité qu'ils auraient agrégé à leurs activités antérieures sans pour autant en modifier profondément l'organisation. Ensuite, les Paulistes disposaient tous d'expériences et compétences acquises au préalable sur lesquelles ils se sont appuyés une fois dans le Sud du Pará. Ces expériences et compétences concernent d'une part le management, notamment pour les entrepreneurs de la seconde moitié des années 60, et d'autre part le secteur agraire au sens large, incluant le courtage foncier, en particulier pour les premiers pionniers P1, P2 et P3. Enfin, fort de leur connaissance des procédures et mesures administratives, juridiques et financières en vigueur à

cette époque, les Paulistes ont le plus souvent agi en concertation avec les institutions en charge de la mise en œuvre de ces procédures et mesures, notamment celles basées dans la capitale de l'Etat du Pará. Et ils en ont tiré les bénéfices notamment en termes d'attribution foncières et de prêts bancaires pour appuyer et pérenniser leur implantation dans le Sud du Pará.

Nous n'incluons pas dans ce groupe des Paulistes les entrepreneurs de São Paulo qui sont venus pour simplement bénéficier du programme de défiscalisation avant de repartir aussi vite une fois leur objectif obtenu, et pour différentes raisons, vraisemblablement pour beaucoup une évaluation coût-bénéfice trop déséquilibrée à leurs goûts d'une installation pérenne en Amazonie. Par ailleurs, ce groupe nommé Paulistes comprend quelques entrepreneurs originaires d'autres Etats, mais en quantité minime. Il comprend principalement des entrepreneurs paulistes en raison du programme de défiscalisation qui leur était destiné et pour lequel ils étaient prioritaires, en raison de leur supposée plus grande fidélité aux militaires, mais également à leur historique sociétal de *bandeirante*. En conclusion le petit groupe des Paulistes a bénéficié de conditions tout-à-fait exceptionnelles, tant d'un de vue financier qu'en termes d'appui institutionnel, notamment dans le Sud du Pará.

Chapitre 8

Les trajectoires en élevage des Mineiros et autres migrants du Sud-Est

Introduction

A la différence des Paulistes, peu nombreux et aux caractéristiques relativement homogènes, même si nous avons distingué deux sous-types, les pionniers et les entrepreneurs, les Mineiros sont beaucoup plus importants en nombre de migrants et présentent des trajectoires plus diverses ayant des éléments communs, qui en font leur spécificité. Notre groupe des Mineiros est majoritairement constitué de migrants originaires de l'Etat du Minas Gerais. Il comporte également en petit nombre des migrants originaires des Etats voisins, notamment du Sud du Goiás, mais aussi des Etats de Rio de Janeiro, Espírito Santos et même São Paulo et Bahia, dont la situation avant la migration et la trajectoire en Amazonie se sont avérées assez similaires.

Avant la migration, le Mineiro avait un fort lien avec l'agriculture en tant que (i) petit paysan à l'étroit sur sa terre, notamment pour survivre et y installer ses enfants, (ii) paysan sans terre contraint de la louer, (iii) ouvrier agricole avec le projet de devenir un exploitant sur sa terre, (iv) exclu de la terre en raison de la concentration foncière et la modernisation de l'agriculture et exerçant une autre activité en ville ou en milieu rural. Le Mineiro ainsi décrit constituait ce qui s'appelle aujourd'hui l'agriculture familiale. Tous dans une logique d'améliorer leurs conditions de vie, celles de leurs enfants, on retrouve chez les Mineiros l'idée de reproduction familiale et sociale en Amazonie, sur leurs nouvelles terres d'accueil. Ils s'installeront quasiment tous de manière définitive, même si nombre d'entre eux gardent un lien avec leur région d'origine où est restée une partie de leurs parents et proches. A l'exception de quelques cas, ce lien avec la terre d'origine ne paraît pas aussi fort et intense que celui des Paulistes pour lesquels l'installation en Amazonie est une étape dans une logique de diversification territoriale et/ou entrepreneuriale. Enfin, on retrouve chez le Mineiro, comme d'ailleurs chez le Pauliste, une certaine fierté à avoir réussi sur la frontière, sachant que, comme déjà mentionné, ceux qui ont échoué ne sont souvent plus là pour témoigner.

La combinaison des quatre facteurs suivants nous semble déterminante dans la trajectoire du Mineiro : la main-d'œuvre familiale disponible ou capital humain pour monter et faire fonctionner l'exploitation agricole ; le capital financier en arrivant sur la frontière, éventuellement celui issu de la vente du lot de terre et des biens dans le Minas Gerais ; l'expérience et la compétence en agriculture, surtout en élevage, notamment laitier ; le capital social, en particulier les réseaux d'entraide locale. La combinaison de ces quatre facteurs est

d'autant plus importante qu'elle permet d'affronter les événements de la vie, en particulier la maladie, incluant l'alcool, les problèmes de couple et la nécessité de scolariser les enfants, aléas de la vie auxquels les familles de Mineiros étaient plus sensibles que les Paulistes aux moyens significativement supérieurs et pour lesquels l'implantation en Amazonie n'était qu'une part de leurs activités, une période de leur vie, alors qu'elle était devenue le centre de la vie des Mineiros.

L'analyse des trajectoires des Mineiros en Amazonie nous a conduit aux trois grands types suivants. Le premier type, le plus nombreux en termes de familles concernées, est constitué de migrants devenus colons, soit dans des colonies créées très tôt pour les accueillir, cas du Programme d'Intégration Nationale (PIN) de la Transamazonienne, soit dans des colonies officiellement reconnues par les pouvoirs publics, une fois les migrants installés. Si les colonies planifiées au préalable à la migration a d'emblée résolu la question de la première terre avec l'attribution de lots conséquents de 100ha pour assurer la subsistance de la famille, les autres colonies ont été le théâtre de violents conflits fonciers du genre de la *Lutte pour la Terre* déjà présentée pour le Sud du Pará et que nous reprendrons plus en détail dans le type suivant, tant elle ont marqué le paysage amazonien. Les Mineiros de ce premier type ont perduré sur une trajectoire assez proche de celle qu'ils connaissaient avant leur migration, à la différence que la terre attribuée ou acquise sur la frontière agricole leur permettait de s'installer de manière plus durable dans l'agriculture familiale, souvent avec une activité de production laitière. Le second type, plus réduit en nombre, correspond aux migrants, peut-être plus opportunistes que les précédents, certainement plus chanceux face aux aléas de la vie sur la frontière, dont la trajectoire semble dicter par une logique de capitalisation foncière par l'élevage, ouvrant les portes d'un avenir supposé meilleur et de la reconnaissance sociale. Le troisième type, encore plus réduit, de trajectoires concerne les Mineiros qui, de par leur capital humain, social, financier et leurs compétences propres au préalable ou acquises au cours de la migration, se sont rapprochés des entrepreneurs paulistes, sans pour autant avoir gardé le même fort et intense lien avec la terre d'origine. Comme les migrants devenus colons des deux types précédents, ces entrepreneurs mineiros sont devenus des Mineiros du Pará et pas seulement des Mineiros installés dans le Pará. Ils ont ainsi investi la sphère politique de leurs communautés, de leurs communes et pour certain celle de l'Etat du Pará, au même titre que que n'importe quel Paraense.

Sur la carte de la Figure ci-dessous sont indiqués les Etats avec leurs capitales, les principales villes citées ainsi que les quatre grandes pistes (Belém-Brasília/BR010, Cuiabá-Santarém/BR163, Cuiabá-Porto Velho/BR364 et la Transamazonienne/BR230).



Figure 8.1. Carte du Brésil avec les grandes pistes/routes de migration des Mineiros (ROCHA, 2022).

Enfin, afin de mieux comprendre la relation particulière du Mineiro avec l'élevage, nous sommes allés chercher dans l'histoire les racines de ce lien qui nous semble comparable à celui du Paulista avec le café, du Gaúcho de la pampa avec le bétail à viande et du Baiano (natif de l'Etat de la Bahia) avec le cacao.

8.1 Trajectoire du Mineiro, éleveur familial laitier de la frontière amazonienne

Pour décrire et expliquer la trajectoire du Mineiro, éleveur familial laitier en Amazonie, nous nous appuyerons sur les exemples des deux familles de M1 et M2, originaires de la même communauté de l'Est de l'Etat du Minas Gerais et qui se sont installés sur la Transamazonienne dans la première moitié des années 70, au tout début de la construction de la route. Les deux

familles ont été interviewées une première fois en 1994 dans le cadre du projet RFD-Amazônia, puis en 2000 dans le cadre du projet IAI-CRN8, puis en 2005 dans le cadre du projet IFB-BIODAM et enfin en 2011 dans le cadre des projets ANR-TRANS/MOUVE. Plusieurs publications se réfèrent à ces deux familles, notamment Veiga (et *al.*, 2004); Vaz (et *al.*, 2012); Tourrand (et *al.*, 2012); Veiga (et *al.*, 2015); Morales (et *al.*, 2016).

Avant d'aborder les trajectoires de ces deux familles, il est nécessaire d'expliquer le contexte de la colonisation de la Transamazonienne. Le Programme d'Intégration National (PIN) implanté de 1969 à 1974 par les militaires au pouvoir visait à donner de la terre aux paysans sans terre, en particulier ceux du Nordeste, mais également ceux du Centre-Ouest et du Sud-Est. Ce programme concernait principalement les terres publiques des massifs forestiers. La piste Transamazonienne a été construite dans le cadre de ce programme. Longue de près de 4000km, elle traverse l'Etat Pará d'Est en Ouest, puis le Sud-Ouest de l'Etat de l'Amazonas jusqu'à l'Etat du Rondônia, et rappelons qu'elle relie les trois axes routiers amazoniens nord-sud que sont la Belém-Brasília à l'Est, la Cuiabá-Santarém ou BR 163 au centre et la Cuiabá-Porto Velho ou BR 364 à l'Ouest (Figure 8.1). De part et d'autre de la piste, tous les cinq kilomètres, sont construites des pistes secondaires, la vision d'ensemble donnant l'image d'une arête de poisson comme indiqué sur la Figure 8.2 suivante centrée sur la commune de Uruará.

Tous les 45-50 kilomètres le long de la piste Transamazonienne est prévue la construction d'une agroville (Figure 8.2), centre urbain et de services pour les futurs migrants attributaires de lots. La plus grande partie des lots de colonisation (Figure 8.2) sont de 100 hectares, 400 m sur 2500m, situés côte à côte le long de la piste principale et des pistes secondaires. Les pistes secondaires étant distantes de 5 km (Figure 8.2), le fond d'un lot d'une piste secondaire touche le fond du lot de la piste secondaire suivante ou précédente. Les lots étaient destinés à devenir des exploitations agricoles, et donc être mis en culture après avoir coupé et brûlé la forêt qui le recouvrait. Selon le type de sols, certaines cultures étaient possibles, d'autre pas, en particulier pour les cultures pérennes, influençant ainsi un peu la trajectoire de la famille attributaire du lot.

Les pistes secondaires (Figure 8.2) s'enfoncent dans la forêt de quelques kilomètres à plusieurs dizaines de kilomètres selon les cas, notamment en fonction du terrain, du relief, de la présence de rios et de réserves indigènes. Généralement après une à quelques dizaines de kilomètres, les lots sont de 500ha et étaient plus destinés à l'élevage familial en ranch en raison du plus grand éloignement de la piste principale et donc des agrovilles. Dans la partie terminale de quelques pistes secondaires ont été prévus des ranchs plus grands de 3000ha destinés à l'élevage.

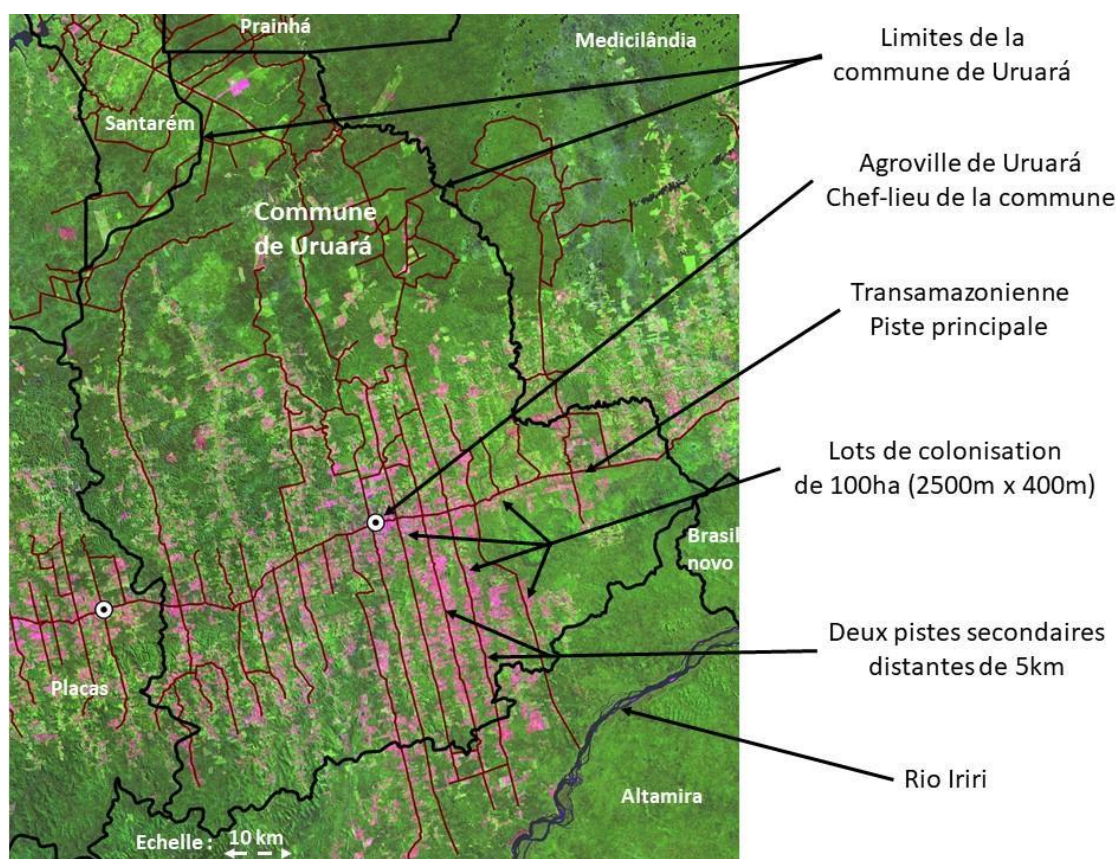


Figure 8.2. Uruará, [Image satellite Landsat, <https://earthexplorer.usgs.gov/>]

De l'ordre de 20 à 25% des lots ont été attribués aux migrants du Sud-Est, les Nordestins représentant quant à eux les deux tiers des attributaires de terre, le restant ayant été attribué aux Sudistes. L'arrivée sur les lots s'est faite de manière progressive et par vagues successives sur lesquelles nous reviendrons. La première vague a démarré à l'ouverture de la piste, dès le début des années 70. A côté des quelques ouvriers de la construction de la piste ayant sollicité et obtenu un lot, la propagande, coordonnée par les pouvoirs publics à l'échelle de tout le pays, a conduit vers la Transamazonienne divers groupes de migrants attirés par l'opportunité d'acquérir une terre et convaincus de l'intérêt de migrer, éventuellement après un premier voyage sur la Transamazonienne, plus souvent à partir des informations données par ceux qui avaient déjà migré et qui étaient installés sur leurs propres terres.

Le Mineiro M1, né en 1945, est le fils d'un petit exploitant familial du Minas Gerais. Jeune adulte, l'exploitation familiale n'ayant pas assez de terre pour faire vivre la famille des parents et celles des enfants. M1 migre donc comme ouvrier agricole dans le Sud de l'Etat de la Bahia, où il se familiarise avec la culture du cacao, puis dans l'Etat de Espírito Santo où il est informé de terres disponibles sur la Transamazonienne et destinées à des exploitants familiaux. Après discussion avec son père et son frère aîné devant quant à lui reprendre l'exploitation familiale, M1 se rend sur la Transamazonienne, en compagnie d'un ou deux autres jeunes de sa communauté pour voir ce qu'il en est, surtout les procédures d'obtention de terres et le contexte agricole. A son retour, M1 a pris la décision de migrer. Il le fera avec M2, né en 1952,

jeune frère du compagnon avec lequel il avait été faire le repérage, et qui lui non plus n'a pas suffisamment de terre pour s'installer sur l'exploitation familiale.

Une fois sur la Transamazonienne, M1 et M2 se font attribuer deux lots de 100ha proches, un pour chacun, sur la même piste secondaire dans laquelle sont déjà installées plusieurs autres familles de migrants originaires du Minas Gerais, formant ainsi une communauté, celle qui avait aidé M1 lors de son repérage. M1 et M2 auraient pu choisir des lots mieux pourvus en terra roxa (sol podzolique), les meilleures terres sur la Transamazonienne, en particulier propice à la culture du cacao. Toutefois, ils auraient alors été contraints de s'installer sur des lots plus éloignés de la piste et surtout en dehors de la communauté avec laquelle ils avaient tissé des premiers liens. Ils ont donc volontairement privilégié la qualité de la communauté à celle du sol, ce qui est, comme nous le verrons plus en avant, une des caractéristiques des Mineiros, mais également des Nordestins.

Dès la première année, M1 et M2 ont coupé puis brûlé une petite parcelle, de l'ordre de 2-3 hectares, en forêt sur zone de terra roxa pour planter leurs cultures de riz, maïs et haricots, les récolter avant de planter la même année leurs premiers pieds de cacao. Ils ont également construit une petite maison avec le bois récupéré lors de la coupe, s'hébergeant chez une famille voisine dans l'attente de leur maison. Puis M1 a fait venir son épouse et ses deux enfants en bas-âge. Au cours de la dizaine d'années suivantes, ils ont coupé et brûlé tous les ans une petite parcelle en forêt pour la planter en riz, maïs et haricots pour leur propre subsistance, celle de leur basse-cour (volaille et porcs) et le restant pour la vente. Puis la parcelle était plantée en cacao ou en pâturage suivant le type de sol, cacao sur la terra roxa et pâturage sur les autres sols. Dès la seconde année, ils ont acheté deux vaches laitières pour leur alimentation en produits laitiers (lait cru, fromages, beurre...). Le troupeau a grandi avec les génisses issues des deux premières vaches ou achetées localement auprès des voisins. Au milieu des années 80, chacun des deux lots disposait d'une dizaine d'hectares de cacao fournissant environ la moitié du revenu des deux familles, M2 s'étant entretemps marié avec la fille d'une exploitation voisine et installé avec son épouse sur son lot. L'autre moitié du revenu provenait de la vente à des commerçants de la production familiale non autoconsommée faite de lait cru, fromages, volailles et porcs transformés en saucisses et graisse, ainsi que des veaux mâles, les velles et génisses étant gardées ou échangées pour augmenter le troupeau. Parallèlement à leurs exploitations, les deux familles participaient activement à la vie communautaire, surtout sportive, culturelle et religieuse.

Les deux exploitants M1 et M2 n'ont pas saisi l'opportunité de diversifier leurs cultures pérennes profitant du début des plantations de poivre et de café dans la première partie des années 80, préférant continuer leur double orientation cacao et production laitière. Les 3-4 expériences successives de petites laiteries collectant le lait directement à la ferme, payant à la semaine, puis tous les 15 jours, puis au mois avant de disparaître en laissant leurs dettes,

avaient montré aux deux familles l'intérêt de voir le devenir des initiatives sur le moyen terme avant de s'engager.

Dans les années charnières de la fin des années 80 et du début des années 90, M1 et M2 ont souffert lors de la crise des cultures pérennes (cacao, poivre et café), leurs prix s'étant effondrés. Ils ont cependant moins souffert que s'ils avaient investi fortement quelques années auparavant comme plusieurs exploitants de la Transamazonienne. Profitant des prêts FNO-E du BASA destinés aux petits exploitants afin de les aider à surmonter la crise, et que nous présenterons ultérieurement, M1 et M2 ont décidé d'investir plus dans l'élevage laitier pour M2 et à viande pour M1. Ce dernier et son épouse, approchant la cinquantaine, avec leurs deux enfants engagés dans d'autres voies que l'agriculture, ont jugé préférable de réduire leur élevage laitier pour privilégier l'élevage à viande, à la fois moins exigeant en temps de main-d'œuvre et aussi rémunérateur pour leur prochaine retraite. Plus jeune de près d'une dizaine d'années et avec deux de leurs enfants intéressés par un futur dans l'élevage, le couple de M2 a préféré continuer d'investir dans l'élevage laitier, avec en perspective à court terme d'ouvrir un point de vente dans la ville voisine pour y écouler ses fromages, charcuteries et autres productions maraîchères, ainsi que servir d'appui pour la scolarisation de leurs deux plus jeunes enfants. Notons qu'une quinzaine d'années plus tard, soit à la fin de la première décennie du 21^e siècle, le point de vente des produits fermiers est devenu une boutique de produits destinés à l'agriculture, gérée par les enfants de M2 et fournissant une part significative du revenu familial.

Une particularité des trajectoires de M1 et M2 est de ne pas avoir été confrontée, ou bien d'avoir su éviter, les écueils et aléas, déjà mentionnés et fréquemment rencontrés à un moment ou un autre de la vie des familles de migrants et sur lesquels nous reviendrons à partir d'autres exemples.

Forts de leurs compétences en élevage à la fois par tradition et acquises sur la Transamazonienne, comme la plupart des migrants originaires de l'Etat du Minas Gerais, les deux couples ont su gérer leurs virages professionnels respectifs, le premier dans l'élevage à viande, le second en investissant plus dans la production laitière, en comparaison aux nombreux autres migrants ne disposant pas de ces mêmes compétences, comme nous le verrons dans l'analyse des autres types de trajectoires.

On retiendra des trajectoires de M1 et M2 tout d'abord leur migration de type à la fois familial et communautaire caractéristique des Mineiros de la Transamazonienne. Un jeune couple avec deux enfants en bas-âge et un jeune d'une même communauté migrent vers une communauté déjà structurée sur la Transamazonienne avec des migrants de la même origine, comme l'ont mentionné Tourrand (et *al.*, 2012). On retiendra également la connaissance en polyculture, surtout en élevage, acquise avant la migration et valorisée dès l'arrivée sur la Transamazonienne, puis tout au long de leur trajectoire, et à laquelle est venue s'ajouter l'expérience dans la culture du cacao, également acquise avant la migration. Enfin, surtout en

opposition à la trajectoire du Pauliste du Sud du Pará précédemment analysée, la trajectoire du Mineiro s'inscrit dans la durée dans son territoire d'accueil. En termes de politiques publiques, trois grandes mesures ont structuré la trajectoire des Mineiros. La première dès le début des années 70 a été le PIN attribuant de la terre aux migrants à la recherche de terre pour s'installer, évitant ainsi les divers conflits pour la terre connus dans les autres régions, telles que le Sud du Pará. La seconde grande politique publique a été l'octroi des prêts FNO-E à l'agriculture familiale dans les années 90 qui, centrés sur l'élevage dans le cas de la Transamazonienne, ont privilégié les Mineiros réputés compétents dans ce domaine. La troisième grande action publique des années 2000 a été la retraite pour tous venant, par un salaire minimum attribué aux hommes à 65 ans et aux femmes à 60 ans, conforter la situation de l'ensemble des agriculteurs familiaux vieillissants.

8.2 Trajectoire du Mineiro, éleveur familial devenu petit fazendeiro

Nous verrons que ce type de trajectoire démarre d'une situation assez proche du type précédent, notamment un savoir-faire familial en élevage au préalable à la migration, renforcé par de nouvelles compétences en élevage acquises lors de l'implantation de l'exploitation familiale en Amazonie puis tout au long de la création du ranch (fazenda) et de sa gestion à venir. D'ailleurs, la trajectoire du Mineiro éleveur familial devenu petit fazendeiro aurait été un des scénarios les plus réalistes pour le couple M1 si un de ses enfants avait poursuivi sur l'exploitation. En effet, rappelons que le couple M1, vieillissant, a pris la décision d'arrêter sa production laitière en raison de la trop lourde charge de travail, surtout dans la mesure où la production laitière exige une présence permanente auprès des vaches, au minimum matin et soir, de surcroît tous les jours de la semaine et de l'année, les nouvelles pratiques laitières n'étant pas encore en vigueur sur la frontière amazonienne. Tout en réduisant son activité laitière, le couple M1 s'est donc progressivement orienté vers l'élevage à viande, plus flexible et moins exigeant en termes de main-d'œuvre. L'élevage à viande est également moins rémunérateur par unité animale et de surface, mais cette perte en revenu peut être compensée par une augmentation de la taille du cheptel et de la surface exploitée, ce que le couple M1 a fait en prévision de la retraite en acquérant un second lot.

Pour décrire la trajectoire du Mineiro éleveur familial devenu petit fazendeiro, nous nous appuyons sur les trajectoires de trois familles de migrants, originaires de l'Etat du Minas Gerais, ou tout proche pour deux d'entre elles, à la frontière du Goiás et de la Bahia. Nous avons pris pour exemples des trajectoires contrastées, en particulier en termes de devenir, afin de bien faire ressortir leurs points communs qui sont les caractéristiques de ce type de trajectoires de migration.

8.2.1 Trajectoire de M3: de l'élevage laitier au petit ranch puis au grand ranch

Le premier exemple que nous appellerons M3 vient d'une famille paysanne installée près de la frontière des Etats de la Bahia et du Minas Gerais. Contraint de partir de la petite ferme familiale en raison du manque de terre, et après avoir vendu sa force de travail dans quelques exploitations avoisinantes, M3 et sa jeune épouse migrent par la route Belém-Brasília vers l'Amazonie de l'est du Pará au milieu des années 70, afin d'y trouver une terre sur laquelle ils pourront s'installer et fonder leur famille. Dans un premier temps, ils acquièrent un lot d'une cinquantaine d'hectares dans une colonie de la commune de Rondon do Pará située entre les pôles urbains en construction de Paragominas et Marabá. Au sein de leur colonie peuplée en grande partie de migrants originaires comme eux de la région du Sud-Est, ils pratiquent sur leur lot une agriculture de subsistance faite de cultures annuelles (riz, maïs, haricot, manioc) en partie autoconsommées, en partie vendues, ainsi qu'un petit élevage laitier pour leur propre alimentation, la vente de fromages et des veaux mâles aux commerçants s'approvisionnant dans la colonie, les velles étant gardées pour augmenter le troupeau et ainsi constituer un petit capital. Jusque-là, la trajectoire de M3 est très proche de celle de M1.

La naissance de leurs trois garçons, une fille suivra, pousse le couple M3 à envisager une autre stratégie s'appuyant sur la main-d'œuvre que constituera à court terme leurs trois garçons. Il se renseigne sur les terres disponibles et accessibles. Au cours des entretiens et suivis d'exploitation menés auprès de cette famille de 1993 à 2011, le couple mentionnera à plusieurs reprises avoir pris le temps nécessaire pour trouver la meilleure destination, et cela d'autant plus facilement que leur petite exploitation de polyculture – élevage laitier de Rondon do Pará leur permettait de survivre et d'élever leurs enfants. Leur choix se porte sur un lot de 100ha situé dans la commune de Uruará dans le PIN de la Transamazonienne, sur une piste secondaire à environ 25km de la piste principale. Il faut près d'une heure pour rejoindre en bus l'agroville de Uruará. Le lot a déjà été en partie déforesté, cultivé puis planté en pâturage, en grande partie dégradé lors de l'acquisition par le couple M3. Il y a sur le lot une petite cacaoyère de 10 hectares et de quelques poivriers. La famille s'installe sur sa nouvelle terre dans la seconde moitié de la décennie 80. L'épouse trouve rapidement un emploi de cuisinière dans l'école rurale toute proche, ce qui s'avèrera un facteur déterminant pour la sécurité alimentaire de la famille M3 au cours des premières années de l'installation sur la Transamazonienne. L'exemple de cette femme reflète la réalité de nombreuses familles de migrants en Amazonie, notamment de Mineiros. Or, jusqu'à ces dernières années, le rôle des femmes sur la frontière amazonienne a été peu étudié alors qu'il est essentiel dans la réussite des migrations. C'est ainsi que dans la plupart des familles, l'activité de la femme ne se limite pas aux tâches ménagères et à la garde des enfants. Elle exerce de multiples activités : aide au fonctionnement de la ferme, vente d'une partie des production (volaille, œufs, lait, fromages, fruits...), emplois formels dans le secteur public, notamment dans la santé (infirmière ou aide-

infirmière dans les postes de santé) et éducation (enseignante ou aide-enseignante ou cuisinière). Elle ainsi un revenu complémentaire essentiel pour la survie de l'exploitation.

La famille M3 travaille sur sa ferme, le mari à temps plein, l'épouse en dehors de ses heures de service à l'école, ainsi que les enfants, devenus adolescents, en dehors des heures d'école. Le troupeau laitier avait été vendu pour acheter la nouvelle terre, en complément de la vente de l'ancienne terre, et financer le déménagement puis l'installation. Initialement le couple M3 pensait recréer un élevage laitier, mais il a désisté voyant les échecs successifs pour monter une laiterie dans la commune. Il créera un élevage à viande. Ayant peu de moyens pour acquérir des génisses, d'autant plus que M3 voulait des génisses de bonne qualité génétique, M3 a appliqué une pratique courante dans la région appelée "*Gado de Meia*" ou "Troupeau de Moitié". Elle consiste à prendre en pension sur ses terres un troupeau puis de partager les produits, c'est-à-dire les veaux et les velles, en deux parts égales au bout d'une année, une pour le propriétaire du troupeau, une pour l'éleveur ayant reçu le troupeau sur son pâturage. Réputé travailleur, honnête et compétent en élevage, M3, avec l'aide de sa famille, n'a pas eu de difficulté majeure pour disposer des premières vaches de qualité qui lui ont permis de monter en moins d'une dizaine d'années un troupeau d'une centaine de vaches, tout en récupérant et améliorant son pâturage, et l'équipant du matériel approprié, notamment le corral, les abreuvoirs et les clôtures. Une partie du capital constitué auquel se sont ajoutés les deux financements publics FNO-E en totalité investis dans l'élevage familial, ont permis au couple M3 d'acquérir trois nouveaux lots, deux de 100ha et un de 150 hectares, dans une colonie voisine et qui seront intégrés dans le petit ranch en construction. En 2000, le petit ranch du couple M3 s'étendait sur près de 450 hectares pour près de 600 têtes. Il était exploité par le couple, l'épouse ayant néanmoins gardé son emploi dans l'école rurale voisine, avec leurs trois garçons devenus jeunes adultes.

Une nouvelle stratégie s'est dessinée dès la fin des années 90. Un des enfants s'est formé comme inséminateur, d'abord pour inséminer les vaches du troupeau familial avec le meilleur matériel génétique disponible dans la région, puis pour exercer son métier d'inséminateur auprès des élevages du voisinage puis de la commune, tout en continuant à travailler à ses heures libres dans le petit ranch familial. Cet investissement familial a permis d'améliorer la qualité du bétail et en conséquence d'en tirer un revenu nettement plus élevé, les taurillons et les génisses étant vendus comme reproducteurs de haute valeur génétique et non comme simples reproducteurs ou pour la boucherie. Parallèlement, avec un autre de ses fils, M3 a monté une boutique d'approvisionnement en intrants dans l'agroville, tout en continuant, eux aussi, à travailler sur le ranch familial où le troisième fils était à temps plein. Grâce à ses nouveaux investissements générant des revenus croissants, la famille a acquis un ranch de 3000 hectares, en grande partie abandonné, avec l'objectif de le remettre en service, en appliquant l'ensemble des techniques et pratiques qui sont les leur et qu'ils dominent. Ce changement d'échelle en termes de surface en pâturage et taille de troupeau va conduire la

famille M3 à adopter d'autres pratiques de gestion que celles appliquées sur le petit ranch familial.

On retiendra de la trajectoire de la famille M3 une forte compétence en élevage qui se renforce toujours plus avec l'acquisition et la maîtrise de nouvelles techniques et pratiques d'élevage. On retiendra également la présence d'une main-d'œuvre familiale importante, à hauteur de cinq personnes, et surtout mobilisée autour d'un même projet familial. On retiendra aussi les opportunités, en particulier en termes d'acquisition des deux premières terres dans des colonies et de financement, comme les deux FNO-E qui ont grandement aidé à la création du petit ranch familial.

8.2.2 Trajectoire de M4: le petit ranch familial tremplin pour le commerce et la politique

La trajectoire de M4 nous permettra de décrire et d'analyser un des possibles scénarios futurs pour les trajectoires des enfants de M2 et M3, fils de migrants du Sud-Est qui ont grandi et se sont formés à l'agriculture, plus particulièrement à l'élevage dans l'exploitation familiale, avant de prendre en charge la boutique ouverte par leurs familles respectives dans l'agroville voisine.

Comme beaucoup de petits exploitants de la région du Sud-Est, la famille de M4 a migré de l'Etat du Minas Gerais dans l'Etat du Goiás où est né M4 en 1965. Ce dernier a passé sa petite enfance dans la ferme familiale. Puis la famille a migré au début des années 70 vers l'Amazonie pour s'installer dans le PIN de la Transamazonienne. Elle y a acquis un lot de terres, en grande partie couvert de forêt, situé le long de la piste principale. Avec la mise en exploitation de son lot et le petit capital apporté du Goiás pour développer ses quelques activités de commerce, la famille de M4 a atteint des conditions de vie aisées par rapport aux normes de l'époque pour la région. M4 a pu suivre des études primaires dans l'agroville, puis a poursuivi avec ses études, tout en s'initiant et se formant aux activités commerciales de sa famille, sans perdre contact avec l'élevage, le second pilier de la réussite familiale sur la Transamazonienne, le premier étant le commerce selon les propres dires de M4.

Devenu jeune adulte, M4 a progressivement pris en charge et étendu l'activité de négoce de sa famille en diversifiant les produits commercialisés et en l'ouvrant sur les communes voisines le long de la Transamazonienne. Lieu privilégié où est investie une partie des revenus de l'activité de négoce, le lot familial est avec les années devenu un petit ranch par l'achat des lots voisins dont les terres ont été plantées en pâturage, quand elles ne l'étaient pas déjà, sur lesquelles paissaient les bovins également acquis avec les revenus du commerce. La période faste des cultures pérennes en Amazonie, située du milieu des années 70 au milieu des années 80, a ainsi permis à la famille de M4 de se constituer petit à petit un capital financier conséquent, aussitôt transformé en terre et en bétail afin de contrecarrer la forte inflation, de l'ordre de 1000% par an, qu'a connu le Brésil au cours de la décennie 80. Fort de

ce capital, la famille de M4 a su profiter de la crise des cultures pérennes de la fin des années 80 et début des années 90, pour racheter à bas coût les lots et le bétail de plusieurs petites exploitations en faillite, et augmenter ainsi de manière significative son capital en terre et en bétail, tout en étant son activité commerciale.

Au cours des années 90, issu d'une famille reconnue, fort de sa réussite dans les affaires, jeune parlant bien et ayant reçu une éducation "comme il faut", de surcroît faisant preuve de compassion et d'entregent, M4 s'est retrouvé invité à jouer un rôle politique local, opportunité qu'il a saisie et qui l'a conduit jusqu'à devenir maire de sa commune. Sans avoir particulièrement brillé en tant que maire, mais tout en faisant fructifier ses affaires de négoce, M4 n'a pas réussi à renouveler son mandat mais est resté par la suite fortement investi dans la politique locale.

La trajectoire de M4 fait à nouveau ressortir l'élevage comme un élément-clé de la stratégie et de la réussite du Mineiro, comme déjà mentionné pour M1, M2 et M3. En effet, la première migration de la famille de M4 dans l'Etat du Goiás lui a permis, par ses compétences en élevage et dans le commerce, de se constituer un petit capital fait de la terre acquise et du cheptel, dans lesquels sont investis les revenus du commerce. Ce capital foncier et en bétail lui a permis de s'installer sur la Transamazonienne dans des conditions plus favorables que la majorité des autres migrants arrivant avec leur seule force de travail. L'élevage apparaît donc un facteur-clé dans la constitution du capital de la famille, tout d'abord en prévision de la migration, ensuite une fois la famille installée sur sa nouvelle terre.

Plusieurs auteurs dont Schmink & Wood (1992), Faminow (1998), Veiga (et *al.*, 2004), Pocard-Chapuis (2004), Simmons (et *al.*, 2016) ont mentionné ce rôle-clé de l'élevage dans la constitution du capital des familles de migrants et, en conséquence, dans la réussite de leur installation et de leur pérennité sur la frontière agricole amazonienne. Rôle-clé à la fois complexe et mettant en jeu divers facteurs, on peut néanmoins le synthétiser comme suit. Tout d'abord, d'un point de vue agricole, après la déforestation d'une parcelle en forêt sur laquelle est semée une culture vivrière, le pâturage est simple et peu coûteux à mettre en place, car planté directement dans la culture vivrière une fois celle-ci levée, et sans apport additionnel d'intrants. Ensuite la gestion d'un pâturage est simple et efficace dans la mesure où sont appliquées les quelques règles de base, que tout éleveur expérimenté connaît, cas de la plupart des Mineiros. Rappelons que le processus de dégradation très souvent rencontré, notamment en Amazonie, vient de la non application de ces quelques règles. De même, la gestion des bovins mis sur le pâturage est simple et efficace dans la mesure où, comme pour le pâturage, est appliqué un ensemble de quelques règles, également connues de tout éleveur expérimenté, notamment en matière de charge par unité de surface, de conduite de la reproduction et de soins à prodiguer aux veaux et velles.

De plus, cette gestion tant du pâturage que du troupeau, est particulièrement flexible offrant ainsi la possibilité de conduire un troupeau sur un pâturage en parallèle d'une ou deux

autres activités dont les revenus peuvent être de surcroît investies dans l'élevage. Enfin, La maîtrise de ces facteurs par les migrants compétents en élevage leur permet d'accroître leur pâturage et leur cheptel en acquérant d'une part de nouvelles terres mises en pâturage ou remises en pâturage si celui-ci est dégradé, et d'autre part des bovins pour exploiter ce pâturage. Le processus semble sans fin dans la mesure où les terres disponibles sont nombreuses, notamment les pâturages dégradés à remettre en production, et la demande du marché en viande est en croissance, en particulier le marché international pour lequel le Brésil est devenu, grâce à la production amazonienne le premier pourvoyeur, la viande amazonienne substituant sur le marché national la viande exportée. Il semble que seule une politique visant à contrôler l'expansion foncière, en particulier au travers de mesures fiscales et/ou environnementales, soit en mesure d'enrayer cette vague pastorale déferlant depuis le début de la colonisation de l'Amazonie.

8.2.3 Trajectoire de M5: le ranch, moyen le moins risqué ou le plus sûr de capitaliser

La trajectoire de M5 en Amazonie est celle de la construction d'un ranch par une famille de migrants installée dans le Sud du Pará. Son analyse nous permettra d'expliquer les étapes successives de cette construction dans le contexte particulier du Sud du Pará en proie à la *Lutte pour la Terre*. Nous en profiterons pour expliquer les tenants et les aboutissants de cette *Lutte pour la Terre*, telle un ensemble de conflits autour du foncier, à laquelle les Mineiros ont grandement contribué, qui est devenue une des principales caractéristiques du Sud du Pará, comme mentionné dans le chapitre précédent et qui sera reprise ultérieurement dans le chapitre sur les trajectoires des Nordestins. Avec l'analyse des trajectoires de M3 et M4, nous avons décrit et expliqué en quoi l'élevage était une voie majeure pour le succès de la migration. Avec la trajectoire de M5, nous allons voir qu'en plus d'être une voie efficace, l'investissement en élevage s'avère aussi une des stratégies les plus sûres, c'est-à-dire où les risques sont minimes pour constituer, par la terre et le cheptel, augmenter et faire fructifier son capital.

La famille de M5 est originaire du Minas Gerais. Lorsqu'il était enfant, sa famille a migré dans l'Etat voisin du Goiás, frontière agricole des années 50, afin d'avoir une terre plus grande pour survivre. Il y a grandi dans l'exploitation familiale de polyculture – élevage avec des cultures vivrières, quelques vaches laitières pour l'autoconsommation en produits laitiers et du bétail à viande, à fois capital sur pied et produisant un revenu par la vente des veaux et des vaches de réforme. Au début des années 70, comme beaucoup de jeunes adultes, fils de petites exploitations agricoles de sa région, il a migré pour le Sud du Pará où, d'après les dires, la terre était disponible ainsi que de nombreuses opportunités d'emplois, en particulier dans l'élevage, l'exploitation forestière et l'orpaillage.

Au cours des deux entretiens en 2000 et 2002, M5 est resté évasif sur ses activités lors de son arrivée et ses premières années dans le Sud du Pará, c'est-à-dire dans les deux

décennies 70 et 80. En 2000, soit 25-30 ans plus tard, il est marié avec deux enfants, un garçon et une fille, devenus de jeunes adultes mariés. La famille, composée de trois couples, celui des parents et les deux de leurs deux enfants, disposait en 2000 de trois lots d'une centaine d'hectares chacun situés dans une colonie proche de Redenção, un lot au nom de M5, un second lot au nom de son fils, et le troisième lot au nom de sa fille. M5 a déclaré détenir également trois autres lots d'une centaine d'hectares chacun dans une autre colonie proche de la première, un lot à son nom, un autre au nom de son fils et le troisième au nom de sa fille. Un voisin et ami de longue date de M5 a dit, au cours de sa propre interview, que M5 disposait, comme lui, d'autres lots dans une troisième colonie également proche, au moins trois autres lots d'une centaine d'hectares. Ainsi, près de 25 ans après son arrivée dans le Sud du Pará, la famille de M5 possédait au minimum autour de 900 à 1000 hectares de terre sur lesquelles pâturait un cheptel d'environ 1000 têtes, déclaré M5, ce qui d'après Veiga (et *al.*, 2004) correspond à la charge animale d'une vache par hectare dans le Sud du Pará. Concernant l'acquisition du bétail, M5 a déclaré qu'il était en très grande partie issu du troupeau initial amené du Goiás dans la mesure où s'il vendait ses veaux pour être engraisés ailleurs que dans ses lots, il gardait systématiquement toutes les vaches pour qu'elles deviennent des génisses puis les vaches de son propre troupeau. Intéressant de noter que M5 n'aurait pas voulu bénéficier de prêts FNO-E auxquels il aurait pu avoir droit, au même titre que son fils et sa fille, car il ne voulait pas devoir de l'argent à quiconque, surtout pas à la banque.

Toujours d'après Veiga (et *al.*, 2004), à cette époque, un ranch de 1000 hectares de pâturage générait par la vente des veaux un revenu brut annuel de l'ordre de U\$20,000, dont 25 à 30% de charges, soit un revenu mensuel net d'environ U\$1200. Ce revenu correspondait à environ 12 à 15 revenus mensuels minimum pour les trois personnes à temps plein, M5, son épouse et son fils. En effet, à la même époque le revenu mensuel minimal officiel, c'est-à-dire celui que recevait en théorie un ouvrier agricole pour faire survivre sa famille, était de l'ordre de U\$80-100, selon la fourniture ou pas de la nourriture les jours de service. Il s'agissait bien du revenu minimal officiel, plusieurs témoignages faisant état d'un revenu inférieur, pouvant aller jusqu'à 20 à 30%. De surcroît, les ouvriers agricoles n'étaient pas déclarés dans leur très grande majorité, et donc pas de charges sociales à payer pour les employeurs. De plus, beaucoup étaient des journaliers, donc une main-d'œuvre très flexible pour les travaux de désherbage des pâtures, l'entretien des clôtures, etc.

A côté du revenu du cheptel bovin à viande, la vente du lait de la quinzaine de vaches laitières en moyenne 60-80 litres par jour, à un laitier venant le chercher directement sur l'exploitation, procurait à la famille de M5 un complément de revenu de l'ordre de U\$400. La fille de M5 a un emploi à Redenção et son gendre est exploitant forestier, coupant les arbres de valeur et les transportant dans une scierie qui le paie à cette fin. Le matériel pour l'exploitation forestière est garé dans le ranch et sert également au terrassement et l'entretien des pistes dans le ranch et les ranchs voisins. Le ranch apparaît donc la base familiale de M5 et le restera

dans la mesure où M5 voit dans les revenus du ranch, tant ceux du lait que de la viande, le financement de sa propre retraite et de celle de son épouse, à côté de la petite pension, équivalent à un salaire minimum, qu'ils toucheront chacun des deux en tant anciens producteurs ruraux.

A propos des raisons de la migration, à défaut de connaître le contenu et les activités menées au début de la migration, M5 met en premier le bas prix de la terre dans le Sud du Pará, de l'ordre de 10 à 12 fois moins cher que dans le Sud du Goiás, écart de prix qui s'est maintenu au cours des deux dernières décennies, et que quasiment tous les migrants ont mentionné. En revanche, M5 considère que sa terre actuelle dans le Sud du Pará n'est bonne qu'à faire de l'élevage à viande en raison du climat avec une saison sèche bien marquée et de la faible qualité des sols.

Par recoupement des propos de diverses familles de la colonie où vit la famille M5, également interviewées en 2000, la colonie aurait été officiellement créée en 1986 sur une partie des terres d'une fazenda abandonnée. La fazenda, attribuée à une entreprise pauliste au cours de la seconde moitié des années 60 (voir chapitre précédent), aurait été envahie au tout début des années 80 par un groupe de migrants à la recherche de terre pour s'installer ou pour faire une opération foncière. Une fois les lots délimités, une partie des migrants se sont installés, les autres ont vendu leurs lots à d'autres migrants à la recherche d'une terre, et cela sans titre foncier ou avec de faux titres. Seulement quelques années plus tard, les pouvoirs publics ont reconnu officiellement la colonie, où a été en conséquence installée une école primaire et un poste de santé pour les premiers soins médicaux de la colonie. D'après l'Informant E, président de l'association gérant cette colonie, le processus d'invasion de terres aurait été le même pour la colonie voisine créée quelques mois plus tard sur l'autre partie des terres de la même fazenda abandonnée et envahie, et dans laquelle la famille M5 a ses autres lots. Toujours selon cet informant, le processus et la situation actuelle serait similaire dans toutes les colonies avoisinantes, et même dans la plupart des fazendas du Sud du Pará, attribuées aux entreprises paulistes dans la seconde moitié des années 60. L'absence de véritables titres fonciers par les occupants actuels, anciens migrants ayant envahi une fazenda ou s'étant procurés leurs terres ultérieurement, serait la raison de la non-reconnaissance de leur statut de propriétaires par les pouvoirs publics. En effet, pour l'Etat, les familles de migrants seraient seulement des occupants, de surcroît illégaux, et non les propriétaires de ce qu'ils considèrent comme leurs terres, même si la colonie est officiellement reconnue et l'association qui la gère peut bénéficier de quelques services publics en matière d'éducation et de santé. Toutefois, la loi brésilienne considère qu'un occupant d'un lot de terre pendant 10 ans et s'il la travaille, peut devenir propriétaire de sa terre dans la mesure où il n'occupe pas d'autres lots, un lot ayant une surface variant de 50 à 100 hectares selon les régions d'Amazonie.

Pour un peu mieux comprendre l'imbroglio du foncier à l'origine de la *Lutte pour la Terre* dans le Sud du Pará, il est nécessaire de se rappeler que la plupart des fazendas, attribuées

avec des titres fonciers officiels aux entreprises paulistes dans la seconde moitié des années 60, ont bénéficié de prêts bancaires publics, principalement de la SUDAM et dans une moindre mesure du BASA. La très grande majorité de ces prêts n'ayant pas été remboursée, les fazendas concernées sont, 30 ans plus tard, toujours débitrices auprès de la banque de la valeur de ces prêts, sans parler des intérêts qui courent tant que le remboursement n'est pas effectué. La garantie du prêt étant seulement la terre de la fazenda dans le Sud du Pará et non le capital de l'entreprise pauliste, ce sont les banques publiques qui sont en principe devenues propriétaires des terres de nombreuses fazendas dans le Sud du Pará.

En conséquence, si une fazenda, en possession des titres de propriété de ses terres, n'est pas débitrice vis-à-vis de sa banque, soit parce qu'elle n'a pas fait de prêt, ce qui est très rare, soit parce qu'elle a remboursé ses prêts, il y a peu de chance que ses terres soient envahies. Et si elles le sont, la fazenda, en tant que propriétaire de ses terres, pourra éventuellement faire appel aux forces de l'ordre pour expulser les envahisseurs, ce qui est rare. Le plus simple est de prévenir les invasions en instaurant un rapport de force dissuasifs pour les éventuels envahisseurs, en particulier par l'embauche d'une milice, ce que seules les grandes fazendas peuvent se permettre en raison du coût élevé. Dans ce genre de situations, on imagine aisément les conflits très souvent meurtriers. Plusieurs personnes interviewées ont déclaré que l'arme était le principal outil. Une alternative pour la fazenda envahie, avec ou sans titre foncier, est de négocier directement avec le groupe d'envahisseurs, via un, deux ou trois responsables politiques locaux qui, par la suite, en tireront les bénéfices en termes de votes aux élections à venir. Dans ce cas, la négociation portera quasiment toujours sur le montant de la cession des terres, montant d'autant plus élevé que la cession inclura les titres fonciers officiels ou officieux. En effet, la vente des titres fonciers officiels par la fazenda permet au groupe d'envahisseurs de devenir officiellement propriétaire des terres, et donc de pouvoir revendre les lots de la fazenda avec des titres fonciers officiels et donc à un prix conséquent. La vente des lots avec des titres fonciers officieux se fera quant à elle à un moindre prix.

En revanche, si une fazenda débitrice vis-à-vis de sa banque fait jouer la garantie abandonnant ses terres ou les cédant à sa banque, seule cette dernière peut faire intervenir la force publique pour déloger les potentiels envahisseurs. Et dans le cas où elle le ferait, que faire des terres une fois récupérées ? Les garder avec le risque certain d'une prochaine invasion ? Les vendre à d'éventuels acheteurs à un prix qui ne couvrira pas le coût financier, social et politique d'une telle opération ? La stratégie des banques publiques soutenues par les pouvoirs publics a été dans la grande majorité des cas de ne pas intervenir. Face à cette absence de réaction des banques et des pouvoirs publics, des groupes d'envahisseurs de fazendas se sont constitués, s'informant de la situation des fazendas vis-à-vis de leurs banques, les envahissant si elles étaient débitrices sachant que le banque n'interviendrait pas, puis revendant la terre par lots, avec des titres fonciers officieux, aux potentiels acheteurs, en particulier les migrants, tant ruraux pour y installer leurs exploitations qu'urbains à la recherche

d'une bonne et peu risquée opération foncière, le lot pouvant toujours se revendre un prix supérieur à celui de l'achat, même avec un titre foncier officieux. La *Lutte pour la Terre* est devenue d'autant plus violente qu'une certaine concurrence s'est instaurée entre les groupes d'envahisseurs pour s'accaparer les terres potentiellement disponibles une fois envahies. De plus, rapidement, les invasions se sont étendues aux vastes terres publiques non attribuées et situées en périphérie de la zone colonisée. Notons que les invasions de terres publiques ont concerné l'ensemble de l'Amazonie Orientale. Nous y reviendrons dans le chapitre sur les trajectoires des Nordestins.

Un autre élément-clé des invasions de terres, plusieurs fois mentionné dans les interviews, était le fait que les fazendas étaient en partie couvertes de forêt, aiguillant l'intérêt des petits et grands exploitants forestiers pour lesquels il était plus aisé de négocier l'exploitation des arbres de valeur avec les nouveaux occupants qu'avec les propriétaires des fazendas. Ainsi les groupes d'invasion auraient compris assez souvent des hommes à la solde des exploitants forestiers déjà installés dans la région ou qui allaient le devenir, quand ils n'étaient pas simplement à l'origine des groupes.

A l'inverse, selon d'autres interviewés, la présence à l'époque dans les fazendas de pâturages à côté de parcelles en forêt a grandement favorisé les invasions. En effet, dès la première année de l'invasion, les nouveaux occupants pouvaient mettre sur les parcelles de pâturage un petit troupeau, éventuellement issu d'un autre lot en leur possession, montrant qu'ils occupaient effectivement et donc avaient besoin de ce lot. Lorsque quelques hectares étaient cultivés en vivrier, ils étaient systématiquement plantés en pâturage, une fois la culture vivrière levée, et se trouvaient ainsi couverts de pâturage une fois effectuée la récolte de la culture vivrière. En revanche, planter une culture pérenne dans l'Amazonie du Sud du Pará était nettement plus risqué, d'une part en raison des contraintes du climat et du sol comme déjà mentionnées et d'autre part du pas de temps de 3-4 ans nécessaire pour que la culture pérenne entre en pleine production, pas de temps incompatible avec une éventuelle revente rapide du lot pour faire une bonne opération financière, notamment dans le cas des urbains acquérant des lots auprès des envahisseurs. A cela les fréquents feux incontrôlés pour nettoyer les pâturages étaient un risque permanent pouvant anéantir un investissement dans une culture pérenne.

L'imbricatio foncier résultant de la *Lutte pour la Terre* a longtemps justifié la réticence des pouvoirs publics à régulariser les lots des migrants installés dans les colonies créées sur les terres des fazendas envahies, à plus fortes raisons sur les terres publiques. Selon l'Informant E, président de l'association de la colonie où réside M5, même si les petits migrants sur leurs lots unitaires sont nombreux dans sa colonie, il y a également quelques ranchs qui, mis ensemble, couvrent la plus grande partie de la colonie. La famille de M5 vivant sur la colonie serait donc un cas à part, les autres ranchs étant entre les mains de commerçants vivant en milieu urbain et capitalisant dans l'élevage, à la manière de M4 vu précédemment. C'est ainsi que plusieurs lots

appartiennent à des urbains à la recherche d'une opération foncière peu coûteuse et sûre en termes de valorisation foncière, la terre prenant toujours de la valeur dans le Sud du Pará. D'après un représentant politique de la colonie, parallèlement à cette opération foncière, les urbains voient dans leur lot une alternative en cas de perte de leurs emplois en ville. Toutefois, quasiment tous les interlocuteurs, tant ruraux qu'urbains, considèrent que la régularisation de la situation foncière d'une colonie est seulement une question de temps, qui dépend au moins autant de la volonté des pouvoirs publics que de l'action des élus locaux, sachant que la régularisation foncière d'une colonie se traduit par l'apport des votes de la colonie au responsable politique local s'étant mobilisé. Dans l'attente de cette régularisation, tous les migrants installés, M5 inclus, se déclarent petits exploitants. De plus, cela explique leur réticence à faire part de l'ensemble de leurs biens, à la différence des propriétaires de petits ranchs de la Transamazonienne où la situation foncière est plus simple, même si loin d'être résolue, notamment dans les parties terminales des routes secondaires, comme nous le verrons ultérieurement.

8.3 Trajectoire des Mineiros, grands éleveurs entre autres activités

Un certain nombre de circonstances a conduit des familles de migrants à créer de grandes entreprises dont la plupart ont démarré par l'élevage avec la construction d'un ranch, un peu à la manière de M4, ranch devenu grand avec le temps et jouant le double rôle d'activité productive et de capital permettant à la fois d'initier d'autres activités et de capitaliser et une partie des revenus de ces autres activités. Ces migrants devenus entrepreneurs constituent un petit groupe dans la masse du nombre des migrants. Toutefois, ils constituent aujourd'hui, par leurs entreprises, la base du tissu économique et politique, en particulier agraire, de l'Amazonie Orientale, les *Réseaux de la Conquête* comme les a appelés Pocard-Chapuis (2004). De plus, ces nouveaux entrepreneurs se distinguent des entrepreneurs paulistes précédemment analysés dans la mesure où, d'une part, ils n'étaient pas des entrepreneurs à l'origine et, d'autre part, ils n'ont pas bénéficié des mêmes avantages fonciers et financiers, tout au moins dans un premier temps. Une autre différence majeure avec les Paulistes est qu'ils vivent tous dans leur nouveau territoire en Amazonie, où est installées leurs entreprises et, en conséquence, avec un lieu moins tenu avec leurs régions d'origine.

Même si beaucoup de ces nouveaux entrepreneurs ont leurs origines familiales dans l'Etat du Minas Gerais, ils comptent parmi eux des migrants originaires des Etats voisins du Minas Gerais, en particulier des Etats du Goiás, Rio de Janeiro, Espirito Santo et Bahia et même des Etats de la région voisine du Nordeste.

Les familles des quatre exemples qui seront présentés sont originaires du Minas Gerais. Ils donnent une idée de la diversité des entreprises. Le premier exemple M6 est une entreprise restée centrée sur son ranch initial l'adaptant aux nouvelles conditions de production. Le

second exemple M7 a intégré l'ensemble de la filière de l'élevage, en particulier la partie commercialisation et abattage. Le troisième exemple M8 est une entreprise s'appuyant à la fois sur ses ranchs et sur la filière bois qu'elle a très tôt investi. Le quatrième exemple M9, également passé par la filière bois comme les deux précédents, M7 et M8, s'est progressivement investie très tôt dans l'agrobusiness du soja qui est devenue aujourd'hui sa principale activité.

8.3.1 Trajectoire de M6 : le grand ranch géré dans un cadre familial

La famille de M6 est originaire de la région de Uberlândia dans le *Triangle Mineiro*, partie occidentale de l'Etat du Minas Gerais située juste au nord de l'Etat de São Paulo, où les grands-parents et arrière-grands-parents exploitent la petite ferme familiale de polyculture et élevage laitier. A la recherche de terres pour s'installer, le père de M6 a été contraint de migrer pour s'installer avec sa femme et ses quatre enfants, dont M6, le plus jeune, dans l'Etat voisin du Goiás, frontière agricole de l'époque, et y créer son exploitation familiale de polyculture et élevage. Lors de l'interview conduite en 2000, le fils et le neveu de M6 ont insisté sur l'élevage à la fois fierté et fil conducteur de l'histoire familiale, et cela depuis toujours, éleveur de père en fils, génération après génération. De plus, ils considèrent que l'élevage reste aujourd'hui l'activité la plus sûre sur le moyen et le long terme dans le Sud du Pará, malgré sa faible rentabilité au vu des investissements faits, notamment par rapport à l'exploitation forestière. Selon eux, le placement sûr qu'est l'élevage explique l'omniprésence des ranchs dans le Sud du Pará, tous les propriétaires de terres y venant avec des réussites diverses liées à leurs compétences et celles de leurs équipes en élevage.

En 1972, toujours à la recherche de terre pour installer ses quatre enfants devenus grands, la famille de M6 est venue dans le Sud du Pará, faisant partie de la première vague de migrants venus dans la région où la terre avait été attribuée avec ses titres fonciers aux entrepreneurs paulistes dans la seconde moitié des années 60, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, en particulier à partir de la carte de la Figure 8.2. La famille d'alors était composée du père de M6, de son épouse et de leurs quatre enfants, les deux aînés, une fille et le benjamin M6. Tout en cherchant leur future terre, les membres de la famille M6 ont exercé diverses activités en lien avec l'élevage vendant leurs services aux ranchs des Paulistes, notamment pour la construction des pistes internes aux ranchs, ainsi que celle reliant la petite bourgade de Santana do Araguaia à la base régionale qui devenait le gros bourg de Redenção. Concernant le choix de leur terre, M6 a, à plusieurs reprises aux cours des interviews successifs, mentionné leurs critères, à savoir : d'un seul tenant afin de faciliter la logistique à venir ; bien pourvue en ruisseaux et points d'eau pour l'abreuvement du bétail et qui conditionneront l'aménagement des parcelles ; une topographie relativement plane ; riche en arbres de qualité qui seront utilisés pour les constructions (maisons, hangars), les équipements (corrals, clôtures, mangeoires) et les ponts sur les pistes.

En 1983, la famille a acquis une terre composée de neuf lots de colonisation de 4500 hectares chacun, dans la commune de Santana à près de 200km de Redenção, auxquels sont venus s'ajouter ultérieurement deux ou trois autres lots, donnant un total proche de 55000 hectares. La vente de la terre dans l'Etat du Goiás a permis de financer en partie l'acquisition de la terre dans le Sud du Pará. L'autre partie venait des fonds épargnés par la famille au cours de sa première décennie dans le Sud du Pará. Un des premiers investissements de la famille de M6 sur sa nouvelle terre a été la construction de la piste de 80km pour rejoindre la route principale joignant Redenção à l'Etat du Mato Grosso situé au sud. Mentionnons que jusqu'au début des années 70, tant que les pistes n'étaient pas construites, les déplacements pour rejoindre Redenção se faisaient en petit avion.

La société créée par la famille de M6 était en 2000 composée de six ranchs : celui de M6, les deux ranchs de chacun de ses deux fils, le ranch de son neveu dont le père est décédé, le ranch de la sœur aînée de M6 dont le mari est décédé, celui d'un des amis de longue date de la famille. Les deux frères aînés de M6 ainsi que son père étaient décédés accidentellement, comme beaucoup de migrants arrivés à cette époque de la *Lutte pour la Terre* dans le Sud du Pará. La famille de M6 disposait d'un bureau situé à Redenção où se faisait la gestion économique, administrative et juridique des six ranchs. La gestion technique des six ranchs était assurée de manière individuelle avec un gérant par ranch supervisé par le propriétaire du ranch. L'entraide entre les ranchs était la règle, d'autant plus que l'ensemble des six ranchs formait une seule entité clôturée avec ses pistes internes et ses postes de surveillance. Les membres de la famille de M6 ne possédaient pas d'autres biens en dehors de leurs ranchs et leurs maisons d'habitation toutes situées à Redenção. En revanche, M6, en raison de sa réussite économique et son antériorité dans la région, était un des notables du Sud du Pará, très impliqué dans l'action syndicale, même s'il n'est jamais entré en politique.

A partir des données recueillies de 2000 à 2002, la gestion technique et les résultats économiques, tout en restant au-dessus de la moyenne de la région, varient sensiblement selon les ranchs de la société de M6, principalement en fonction des techniques et pratiques appliquées en termes de supplémentation des jeunes bovins et de conduite de la reproduction. D'après les références établies par Veiga (et *al.*, 2004) reprises par (SAYAGO et *al.*, 2012), un ranch de 5000 hectares dont 3000 en pâturage et 2000 en forêt générerait pour son propriétaire un revenu net annuel d'environ U\$50,000, soit à l'époque le salaire d'un cadre supérieur d'une institution publique. Deux ranchs, peut-être trois, de la société de M6 auraient bénéficié de prêts de la SUDAM pour la récupération des pâturages dégradés, prêts déjà remboursés pour l'un et en cours de remboursement en 2000 pour l'autre.

Le problème de la société de M6 résidait dans la part de forêt gardée en tant que réserve forestière comme l'exigeait la législation environnementale. Jusqu'en 2000, la loi exigeait de garder au minimum 50% de la surface en forêt, ce dont la société de M6 était proche. La nouvelle législation à partir des années 2000 a exigé 80% de la surface en forêt.

Toutefois, cette législation ne tenait pas compte de la qualité de la forêt, sachant que dans le Sud du Pará, la plupart des terres encore en forêt avait déjà été exploitée de leurs arbres de valeur.

8.3.2 Trajectoire de M7 : le Mineiro à la tête d'une filière en élevage

Après la société d'élevage de M6 basée sur la gestion en commun dans le cadre familial de leurs grands ranchs, nous abordons avec la trajectoire de M7 le cas d'une famille originaire du Minas Gerais qui, tout en se basant sur ses compétences en élevage, intègre progressivement les différents secteurs de la filière élevage viande en Amazonie jusqu'à devenir un des acteurs majeurs de la région. Travaillant dans la petite exploitation familiale située dans le nord du Minas Gerais, le grand-père de M7 migre vers le Goiás dans les années 40 à la recherche de terres à exploiter par sa famille restée dans le Minas Gerais. Après s'être investi dans le commerce de bétail, la famille monte l'abattoir de la petite ville, située sur le futur tracé de la Belém-Brasília, à proximité de laquelle elle a acquis ses terres où elle élève du bétail et engraisse, si nécessaire, les animaux achetés avant de les abattre et d'en commercialiser la viande localement.

Fort de cette première migration, et tout en gardant ses bases dans les Etats du Minas Gerais et du Goiás, une partie de la famille poursuit la migration le long de la Belém-Brasília, vers le nord de l'Etat du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins. Elle y reproduit presque à l'identique la même trajectoire, à savoir : acquisition de terres avec une partie des fonds issus de la migration précédente, commerce de bétail dont les revenus sont investis dans la terre et l'élevage, ainsi que construction d'un abattoir tout d'abord pour l'approvisionnement en viande localement, puis avec le temps à l'échelle nationale et internationale au début des années 2000.

La prochaine étape de la migration familiale se fera dans le Pará à la fin des années 60, toujours le long de la Belém-Brasília, au nord de la commune de Paragominas, à quelques 200km de la ville de Belém. La richesse en arbres de valeur de la grande terre acquise, environ 16 000 hectares, conduit la famille, à côté du commerce de bétail, à investir dans l'exploitation forestière dont les revenus sont en partie investis dans la création du ranch. La construction de l'abattoir se fera, non pas à proximité du ranch au nord de Paragominas, mais plus proche de Belém, à une cinquantaine de kilomètres, afin de profiter pleinement, pour écouler ses produits, de ce grand marché urbain en croissance, en lien avec la colonisation de l'Amazonie Orientale. La famille acquiert un autre ranch tout proche de l'abattoir pour y produire et engraisser les animaux issus du commerce de bétail et pas encore en état d'être abattus.

L'étape suivante initiée dès le milieu des années 90 fut l'acquisition et l'agrandissement de petits abattoirs dans plusieurs villes du Pará afin de structurer un réseau de commerce et d'abattage de bétail à l'échelle de toute la région de l'Amazonie Orientale, objectif qu'elle

atteindra au milieu de la première décennie du 21^e siècle. Une fois cet objectif atteint, la famille s'est faite attribuer de vastes terres, de plusieurs milliers d'hectares, sur les bords de l'Amazonie en vue de produire du soja, nouveau produit agricole porteur à l'échelle de l'Amazonie.

Le statut foncier des terres de la famille de M7 a commencé à être un problème à partir du milieu des années 90. Il est vrai que jusqu'à cette période détenir le titre foncier officiel n'était pas une vraie nécessité pour les Mineiros propriétaires de ranchs, à la différence des entrepreneurs paulistes, peut être en raison du fort contrôle local exercé sur les diverses activités par les membres de leurs propres familles. En 2000, face au risque d'invasions de ses terres et à la législation environnementale difficile à respecter, d'une part, et considérant que la prédominance pour sa famille de l'activité de commerce du bétail sur la production de viande, d'autre part, M7 envisageait de céder son grand ranch aux pouvoirs publics pour y installer des colonies, en contrepartie de l'obtention du titre foncier officiel de son petit ranch et de l'attribution des terres pour la culture de soja. De plus, le petit ranch, étant localisé dans la grande banlieue de Belém, offrait à terme l'opportunité d'une excellente opération foncière en aménageant les terres en petits lots urbains à vendre séparément ou groupés aux potentiels acquéreurs qui ne manqueraient de se présenter. On voit dans cet exemple, loin d'être isolé, le rôle majeur pour les ranchs de leur terre en tant que capital foncier, au moins aussi important que le cheptel qui exploite ce même capital foncier.

Parallèlement à l'aspect foncier, les trajectoires des familles M6 et M7 en Amazonie montre l'importance de la compétence en élevage, principalement dans la gestion de la production bovine au sein des ranchs pour la famille M6, dans l'ensemble de la filière bovine pour la famille de M7. Cette compétence est acquise dès l'enfance par la plupart des membres des familles et capitalisée génération après génération. Ensuite, cette compétence et les décisions qui en découlent, sont pour la plupart partagées et réparties entre les membres de ces familles, permettant ainsi de gérer les différents secteurs de l'élevage et donc les contrôler par des personnes de confiance. Il s'agit d'une caractéristique des grandes entreprises d'élevage gérées par les Mineiros, telles que celles de M6 et M7, qui se retrouve également au sein des entreprises de plus petite taille, telles que celles de M2, M3 et M4.

8.3.3 Trajectoire de M8 : le Mineiro forestier et éleveur

Après les trajectoires de M6 et M7 centrées sur l'élevage, nous traitons avec M8 du lien étroit entre élevage et exploitation forestière sur la frontière amazonienne, lien déjà mentionné, notamment abordé avec la trajectoire de M7. Le Mineiro M8 est né dans le Minas Gerais, est resté dans l'exploitation familiale jusqu'à l'âge de 14 ans, travaillant avec son père qui, selon ses dires, était analphabète mais savait compter et a passé toute sa vie à travailler dans les champs, le sien et surtout ceux des autres. Encore adolescent, M8 part à Brasília où il trouve un petit emploi de fonctionnaire dans la nouvelle capitale en construction. Parallèlement à son job

qui lui permet de survivre, il poursuit ses études jusqu'à l'université où il démarre des études de droit. En 1973, il abandonne ses études universitaires et part avec son frère pour Redenção dans le Sud du Pará, faisant ainsi partie, comme M6, de la première vague de migrants dans cette région.

M8 reconnaît être venu avec son frère dans le Sud du Pará pour travailler dans l'exploitation forestière, motivé par de proches connaissances qui lui auraient indiqué la marche à suivre et aidé à trouver sa voie dans ce secteur. Il avouera que les premières années dans le Sud du Pará furent particulièrement difficiles. Il fut atteint quatre fois de formes sévères de malaria. Son frère en est décédé, de même que plusieurs de ses compagnons. Ils ont passé deux années à vivre en forêt pour repérer et abattage les arbres de valeur à exploiter, à ne manger quasiment que de la viande provenant de la chasse d'animaux sauvages. A cette époque, le transport du bois une fois débité pour le sortir de la région était difficile. En effet, La piste reliant la bourgade de Redenção à la ville Marabá, située à près de 400km au nord, était en construction et ne sera praticable qu'en 1974. Celle vers l'Est reliant Redenção à Conceição do Araguaia ne le sera quant à elle qu'en 1977. Par ailleurs, nous avons vu dans l'analyse de la trajectoire de M6 que la piste vers le Sud était également en construction au milieu des années 70. Les déplacements locaux des personnes se faisait à cheval ou en camion grumier, tout au moins pour ceux, la grande majorité des migrants, ne pouvant pas se payer le trajet en petit avion.

A partir de 1974, une fois la piste vers Marabá construite, même si peu praticable, le transport du bois est devenu plus aisé. La situation s'est améliorée à partir de 1977 et la mise en service des pistes vers l'Est et le Sud. En 1978, M8 a commencé à exporter son bois de valeur d'abord vers les Etats Unis et puis vers l'Europe, les autres bois étant utilisés localement pour la construction des habitations en milieu urbain. C'est à cette époque, pour profiter du marché du bois à l'exportation, que M8 a commencé à acheter des ranchs, encore couverts en grande partie de forêt, afin d'en exploiter les arbres de valeur, avant de couper et brûler le reste de la végétation pour planter du pâturage à faire pâturer par des bovins.

Pour M8, à l'époque de la *Lutte pour la Terre*, il était impératif d'implanter du pâturage pour s'assurer la propriété de la terre. Tout d'abord, le pâturage intéressait peu les groupes forestiers concurrents susceptibles d'envahir la terre, qui privilégiaient les portions forestières des ranchs. De même, et pour la même raison, le pâturage limitait les invasions par les petits migrants, eux aussi à la recherche de terres forestières à envahir. En effet, une terre en forêt est, une fois coupée puis brûlée, beaucoup plus productive pour une première culture vivrière, éventuellement une seconde, qu'une parcelle implantée en pâturage, dont la fertilité du sol a été érodée après quelques années de pâturage, surtout si celui-ci n'est pas bien géré, situation très fréquente dans la région. D'après Veiga (et *al.*, 2004), la nécessité d'implanter du pâturage pour dissuader les potentielles invasions, et ainsi marquer sa propriété sur la terre, a été un des

facteurs majeurs de l'expansion de l'élevage en Amazonie Orientale au cours des trois dernières décennies du 20^e siècle.

Pour acquérir le bétail à mettre sur ses parcelles, M8 a utilisé la pratique du *gado de meia* ou troupeau de moitié appliquée par de très nombreux migrants, et déjà décrite pour M3. M8 a ainsi pris en confiage environ 2000 vaches d'un grand fazendeiro du Sud du Pará, devenu un des quelques grands spécialistes de cette pratique avec près de 100,000 vaches confiées. En quelques années, M8 a réussi à se monter un troupeau de quelques milliers de têtes, de l'ordre de 4000-5000 vaches, en gardant chaque année la moitié des produits, entre 400 et 500 veaux nées des vaches en confiage. Les veaux étant la part revenant au propriétaire des vaches qui les vendait à des engraisseurs ou les plaçait à l'embouche dans d'autres ranchs, sur le même principe de troupeau de moitié, mais cette fois basé sur le gain de poids annuel des veaux et taurillons et non sur leur nombre, comme cela se pratique avec les vaches.

Concernant la gestion des ranchs, les propos de M8, repris par d'autres propriétaires de ranchs, apporte un éclairage expliquant la *Lutte pour la Terre* dans le Sud du Pará. Il était compliqué, selon lui, de gérer un ranch sans être régulièrement sur place, c'est-à-dire au moins une fois par semaine pour contrôler la bonne marche. Avoir un gérant de confiance en charge de toutes les activités liées au ranch était une chose rare à l'époque car, en dehors de quelques cas exceptionnels, le gérant avait forcément envie d'avoir son propre ranch. Il y travaillait et, à terme, privilégiait la gestion de son propre ranch par rapport à celle du ranch dont il n'est que le gérant, voire profitait de sa double casquette au bénéfice de son propre ranch. Pour acquérir son propre ranch, comme beaucoup de migrants, le gérant tirait profit du contexte de la *Lutte pour la Terre*, en particulier au travers des invasions de terres. Pour M8, beaucoup d'entrepreneurs paulistes qui avaient tenté de monter des ranchs dans les années 60, ont abandonné leurs terres et leurs initiatives face à la difficulté de gérer un ranch à distance, donnant du grain à moudre aux envahisseurs potentiels et aggravant en conséquence la *Lutte pour le Terre*.

Par ailleurs, toujours selon M8, il était important pour le propriétaire d'un ranch de contrôler, en plus de la gestion technique, l'amont et l'aval de la filière, deux secteurs essentiels dans l'économie du ranch. Cette diversité des activités en termes de gestion expliquerait, selon M8, la meilleure réussite de familles de migrants mettant en commun leurs terres, cas de M6, avec un membre de la famille à la coordination d'un secteur d'activités tels que la commercialisation, l'approvisionnement en intrants, les essais de nouvelles technologies, la gestion administrative, etc. M8 ajoutait que cela vaut autant pour l'élevage que pour le secteur du bois.

En 2000, lors du premier interview de M8, sa société était coordonnée par lui-même, son jeune frère, sa belle-sœur, épouse de son frère décédé, et ses neveux, ses propres enfants poursuivant leurs études et carrières professionnelles dans d'autres branches. La société de la famille M8 gérait deux ranchs, un au nord de Redenção dans la commune de Xinguará, l'autre

au Sud dans la commune de Santana do Araguaia, les deux sous le contrôle de M8. Dans le secteur bois, la société gérait une fabrique de contreplaqué pour le marché national et l'exportation, un bureau pour l'exportation à Belém, ainsi qu'une première plantation de 25 hectares bois tropicaux en vue d'alimenter à terme son usine. M8 prévoyait de doubler tous les 3-4 ans la surface plantée en arbres. La société de M8 disposait toujours de sa scierie, de moins en moins rentable en raison du coût de transport des arbres qu'il faut aller couper à plus de 200-300km et des mesures environnementales de plus en plus restrictives. Aussi, petit-à-petit, la scierie traitera de plus en plus le bois issu des plantations. Une fois les plantations installées, M8 s'est diversifié dans l'agrobusiness du soja profitant de l'expansion de cette culture en Amazonie, culture plantée sur les pâturages dégradés.

Avant d'entrer dans le soja, en termes financiers, les deux ranchs assuraient près de la moitié du revenu de la famille de M8 et ont permis de capitaliser l'épargne cumulée au cours des vingt-cinq dernières années. L'autre moitié du revenu provenait de la scierie et de la vente du contreplaqué sur le marché national et international. Ultérieurement, les plantations agroforestières, entrant en production et se développant en surface plantée, sont devenues la principale source de revenus de la famille, dans l'attente du retour sur investissement fait dans la culture du soja.

Comme M6, M8, par sa réussite et son antériorité dans la région, était devenu un des notables du Sud du Pará, d'autant plus qu'à la différence de M6, il s'était investi en politique, devant 1^{er} adjoint du maire de Redenção, et dans diverses structures syndicales et associatives.

8.3.4 Trajectoire de M9 : le Mineiro entrepreneur en élevage, bois et agriculture

Tout en étant proche des trajectoires de M6, M7 et M8 par ses caractéristiques communes aux Mineiros entrepreneurs, la trajectoire de la famille M9 s'en diffère dans la mesure où, d'après (BURLAMAQUI et *al.*, 2013); (VAZ et *al.*, 2020), elle a investi très tôt les secteurs porteurs de l'économie agraire de la région de Paragominas, faisant d'elle un des pionniers des cycles successifs du développement territorial en Amazonie.

En provenance de l'Etat du Minas Gerais, le père de M9 a déménagé dans les années 50 pour s'installer à Rio de Janeiro, où ses enfants ont grandi et suivi des études universitaires en sciences agraires et médecine. Puis, dans les années 70, la famille a migré à Paragominas où elle a acquis des terres pour monter un premier puis un second grand ranch de quelques milliers d'hectares en s'appuyant à la fois sur son expérience traditionnelle en élevage et sur les compétences acquises dans le cadre de leurs études de M9 et d'un de ses frères. Tout en montant ses ranchs et tirant profit de la grande quantité d'arbres de valeur sur ses terres progressivement transformées en pâturage, la famille de M9 a très tôt investi le secteur du bois

pour en devenir au début des années 90 un des leaders dans la région de Paragominas, centre urbain en construction et alors considéré comme la capitale du bois en Amazonie.

Comme beaucoup d'éleveurs et exploitants forestiers de la région, la famille de M9 a bénéficié de la localisation géographique particulièrement favorable de la commune de Paragominas, comme déjà mentionné. En effet, rappelons que, traversée par la piste Belém-Brasília, Paragominas avait un accès routier direct, tant vers le Sud que vers le Nord, facilitant grandement le transport des biens et des personnes, d'autant plus qu'ont été progressivement ouvertes d'autres pistes vers l'Est et l'Ouest, notamment vers Marabá, autre centre économique régional. Ensuite, relativement proche de Belém, environ 4-5 heures par la piste, la capitale de l'Etat du Pará constituait un marché consommateur conséquent absorbant une grande partie de la production agricole. De plus, étaient installées à Belém toutes les agences et institutions publiques, notamment celles relatives au foncier, au crédit et à la recherche, ainsi que les infrastructures nécessaires au marché à l'exportation, en particulier le port et l'aéroport international. Enfin, Belém offrait des conditions de vie sociale et culturelle d'un autre niveau que celles sur la frontière, tout au moins en comparaison du Sud du Pará et de la Transamazonienne, pour ne parler que de nos deux autres terrains d'études.

Par ailleurs, en lien avec sa formation universitaire, la famille M9 a très tôt tissé des liens étroits avec le monde de la recherche en Amazonie, tant en écologie que dans le secteur agraire, liens qui, ajoutés aux avantages précédemment cités, ont fait de Paragominas un des hotspots de la recherche sur les fronts pionniers amazoniens. A titre d'exemple, les modèles technico-économiques de récupération de pâturages dégradés ont été pensés et testés à Paragominas par l'EMBRAPA, l'Institution de recherche agronomique, dès le milieu des années 80 avant d'être diffusés dans l'ensemble de l'Amazonie les décennies suivantes. Il en est de même des premiers essais d'agroforesterie comme ceux implantés par la suite par M8 dans le Sud du Pará.

En rapport avec son statut de modèle de développement en Amazonie, et surtout à cause de ses très nombreuses scieries, plus de 400 ont été comptées dans les années 90, Paragominas est devenue un des principaux points de convergence et d'action de la lutte contre la déforestation en Amazonie. Cette position peu enviable de leader en termes de saccage environnemental des écosystèmes forestiers, et ce malgré un taux de déforestation relativement faible comparé d'autres communes, en raison de sa grande extension, a fait l'effet d'un électrochoc pour une partie des dirigeants de Paragominas. Avec l'appui d'élus, d'ONGs et de la recherche, le concept de Commune Verte (*Município Verde*) a été créé et implanté à Paragominas. Il reposait sur l'arrêt obligatoire de la déforestation avec en contrepartie diverses mesures techniques et économiques visant à la mise en œuvre d'un processus de développement durable, tant au sein des exploitations qu'au niveau de la commune.

La famille de M9 était au début des années 2000, avec quelques autres éleveurs et anciens forestiers, à l'origine du nouveau cycle des cultures annuelles, plantées sur les terres

déjà déforestées, en partie couvertes de pâturage dégradé. On retrouvait dans ce nouveau cycle, basé sur le principe du semis direct, l'avantage de la proximité géographique du marché urbain Belém, au travers de la demande importante en céréales pour alimenter les élevages de volailles et de porcs installés à la périphérie de la capitale régionale pour sa consommation en forte croissance. L'engouement local pour l'agrobusiness des cultures annuelles, déjà présent sur la frontière sud de l'Amazonie, a conduit à une nouvelle vague migratoire, en provenance du Sud du Brésil et seront présentés dans le chapitre suivant. Ces nouveaux migrants ont été sollicités, au travers de partenariats, par les éleveurs et forestiers de Paragominas afin de former une compétence locale pour ce secteur de l'agriculture en voie d'expansion en Amazonie. Formée aux techniques et pratiques de cette agriculture nouvelle dans la région, la jeune génération de la famille de M9 a trouvé dans cet agrobusiness la voie pour faire perdurer la tradition familiale.

En conclusion, peut-être plus que pour M6, M7 et M8, il y a dans la trajectoire de la famille de M9 un aspect à la fois innovant et opportuniste en termes d'activités exercées simultanément ou successivement au cours de sa migration, et toujours sustentées par des compétences préalables puis renforcées ou acquises pendant la migration. Et cela en parallèle des caractéristiques propres aux Mineiros migrants devenus entrepreneurs en Amazonie, que sont un savoir et savoir-faire en termes d'élevage, une approche familiale de la migration et une installation pérenne sur leurs nouvelles terres.

Parallèlement à ses activités productives, la famille de M9 s'est fortement impliquée dans la vie sociale, économique et politique de Paragominas. Sans jamais avoir de statut d'élu, elle a été très souvent dans les initiatives nouvelles allant dans le sens d'une amélioration de la situation son groupe social et de sa commune.

8.4 La relation particulière du Mineiro avec l'élevage

Nous avons recherché dans l'histoire de l'Etat du Minas Gerais des éléments explicatifs de la relation particulière du Mineiro avec l'élevage. Nous verrons que cette relation concerne tant l'élevage laitier que l'élevage à viande, même si quelques éléments explicatifs diffèrent pour le lait et la viande. Par ailleurs, comme pour les trajectoires, nous verrons que cette relation particulière avec l'élevage n'est pas l'apanage des seuls Mineiros. En effet, elle est partagée avec les habitants des régions voisines des Etats voisins du Goiás, Esperito Santo, Bahia et São Paulo qui ont connues des dynamiques similaires.

Tout d'abord, on retrouve dans l'histoire du monde rural, où qu'il soit, ce qui s'appelle aujourd'hui la multifonctionnalité de l'élevage. Dans l'agriculture familiale, comme celle de l'Etat du Minas Gerais, la multifonctionnalité commençait avec la vache laitière, fournisseur d'aliments pour la consommation familiale sous forme de lait cru, fromages, beurre et autres préparations culinaires ou pour fournir un revenu par la vente de ces mêmes produits. Il y avait ensuite le

veau qui pouvait être vendu, une fois sevré dans l'élevage traditionnel, ou commercialisé plus tard, en tant que taurillon ou taureau, pour l'abattoir ou la reproduction. Les velles et les génisses étaient gardées pour remplacer les vaches réformées ou vendues pour la reproduction. Il y avait également le bœuf, produit par la vache, à qui on apprenait très jeune et petit-à-petit à devenir l'outil de travail au champ, de transport et de portage indispensable dans le monde agricole d'avant la mécanisation. Toujours dans l'agriculture familiale, il y avait de plus l'importante fonction d'épargne sur pied que représente tout animal domestique, susceptible d'être mis en marché pour couvrir une dépense prévue ou imprévue, financer un petit ou un plus gros investissement. Il y avait enfin le rôle social et culturel joué par l'animal domestique et le troupeau, auquel toute société d'éleveurs accorde une place majeure, même si difficilement quantifiable. La multifonctionnalité existait de manière semblable dans l'élevage à viande portant plus sur la production de veaux et velles, appelés à devenir taurillons et génisses pour l'abattoir ou la reproduction, sachant qu'en outre tout ranch possédait un petit troupeau laitier, au moins pour l'approvisionnement en lait cru, fromages et beurre de la famille et du personnel du ranch.

Cette multifonctionnalité de l'élevage se retrouve dans l'histoire de nombreux Etats brésiliens, elle avait une dimension particulière dans l'Etat du Minas Gerais, comme en témoigne l'appellation de la *Politique du Café au Lait* donnée à l'action publique de la Vieille République allant de la fin de l'Empire en 1889 à l'instauration de l'*Estado Novo* dans les années 30 (voir le Chapitre 4). En effet, cette période postimpériale se caractérise par l'alternance à la tête de la Fédération du Brésil des dirigeants de l'Etat de São Paulo, haut lieu de la production de café, d'une part, et des dirigeants de l'Etat du Minas Gerais, réputé pour sa production laitière, d'autre part. Ainsi, à la fin du 19^e siècle, l'Etat du Minas Gerais était déjà reconnu pour sa production laitière dans le cadre de l'agriculture familiale d'alors.

D'un point de vue plus factuel, le début du 20^e siècle a été marqué par plusieurs initiatives de modernisation de l'élevage au Brésil. Elles ont notamment conduit en 1917 à la *Première Conférence Nationale de l'Elevage*, tenue à Rio de Janeiro, sur la base des actions conduites par la *Société Nationale d'Agriculture* (SNA). Selon Medrado (2013), cette SNA regroupait l'élite du monde rural brésilien. Les discussions au cours de la conférence de 2017 ont porté sur la situation de l'élevage au Brésil, la capacité du pays à augmenter sa production, le marché des productions animales, les industries du secteur de l'élevage ainsi que les différents produits animaux. La politique sanitaire a également été abordée, de même que la question du pâturage, base de l'alimentation des ruminants. Cependant, le principal sujet de discussion a été l'amélioration génétique du cheptel, à l'époque considérée dans la plupart des pays avancés comme la voie royale pour améliorer l'élevage.

« Il est certain que ce qui a le plus perturbé le paysage rural sont les facteurs d'amélioration des systèmes d'élevage dans une optique d'industrialisation, notamment la manipulation des races - les

croisements et les sélections par le contrôle de la reproduction - dont les procédures impliquent une limitation des pâturages, des clôtures, l'utilisation de balances et de différents outils d'élevage. » (MEDRADO, 2013 p.129).

L'introduction du zébu comme animal d'élevage a joué un rôle majeur dans le développement et l'expansion de l'élevage au Brésil, notamment sur l'initiative des éleveurs du Minas Gerais. En effet, selon Santiago (1972) et Medrado (2013), le zébu était présent au Brésil au 19^e siècle, mais essentiellement dans les zoos, en particulier ceux de Rio de Janeiro et Salvador da Bahia, à titre d'animal exotique importé d'Inde. L'empereur en avait d'ailleurs reçu un couple en cadeau, couple qui avait été mis au zoo. A la fin du 19^e siècle, afin de transporter, via les chemins de montagne de la Serra Atlantique, leurs productions de grains jusqu'aux ports ou aux gares ferroviaires, quelques producteurs des Etats de Rio de Janeiro et du Minas Gerais étaient à la recherche d'animaux de traction plus adaptés aux conditions tropicales, notamment en fin de saison sèche, que les bœufs issus des races européennes. Selon Santiago (1972), une délégation de ces producteurs est allée en Afrique, puis en Inde chercher des zébus, moins sensibles que les taurins au parasitisme tropical et moins nécessiteux en fourrages de qualité, notamment en fin de saison sèche, en raison de leurs plus importantes réserves corporelles, en particulier dans la bosse, faites pendant la saison des pluies. Satisfait du comportement du zébu, les premières importations ont commencé (MEDRADO, 2013), même si pour la plupart du monde agricole brésilien, aux mains des Etats de São Paulo, Rio de Janeiro, Rio Grande do Sul et du Nordeste, il s'agissait d'une opération marginale, la priorité étant l'amélioration génétique des races taurines.

Les éleveurs du Minas Gerais ont poursuivi leur investissement dans le zébu pour au moins deux raisons majeures liées en partie aux objectifs des premières importations. D'une part le croisement avec une race taurine laitière donnait un produit intéressant, tant par sa production laitière que par son adaptation au milieu tropical. Cela donnera plus tard la race Gir-Holanda, résultat du croisement entre d'un côté les races zébu Gir et Red Sindhi et de l'autre côté les races taurines laitières, notamment la race Hollandaise. La création de la race Gir-Holanda a à la fois consolidé et renforcé la réputation des Mineiros dans le secteur du lait, ainsi qu'une certaine prédominance à l'échelle du Brésil dans ce secteur. D'autre part, d'après (MORALES et al., 2011), en raison de sa meilleure adaptation au climat tropical, le zébu s'est avéré plus approprié pour pâturer les savanes arbustives et arborées du biome Cerrado, et ainsi mettre en valeur les arrière-pays, dans un premier temps, puis les nouvelles terres appelées à être colonisées par la politique de l'*Estado Novo* (SANTIAGO, 1972). Cette meilleure prédisposition du zébu est d'ailleurs un des justificatifs du choix de l'élevage pour occuper et donc coloniser les nouvelles terres de savanes du Cerrado, la priorité étant donnée au café pour les terres couvertes du biome de la Forêt Atlantique, comme cela a été mentionné pour la colonisation de l'Etat du Paraná. Ainsi, l'apport du zébu, très tôt au début du 20^e siècle,

dans l'élevage, tant laitier que boucher, de l'Etat du Minas Gerais et des régions voisines, explique en partie la relation particulière avec l'élevage des Mineiros et de leurs proches voisins du Sud de l'Etat du Goiás, du Nord de l'Etat de São Paulo et de l'Ouest de la Bahia.

Par ailleurs, selon Medrado (2013), cet investissement dans l'élevage du zébu s'est fait sans appui de politique publique spécifique, jusqu'aux expositions agricoles qui se tenaient, non pas dans des lieux publics réservés à cet effet, mais dans des exploitations privées. Cependant, les éleveurs mineiros ont persévéré multipliant et diffusant leur cheptel zébu dans toute la région, et même plus en avant sur les nouvelles frontières agricoles du pays. Comme déjà mentionné, ce fut notamment le cas dans le Sud du Pará, au début du 20^e siècle, avec l'apport de zébus de Uberaba dans le Minas Gerais par les pères dominicains, pour améliorer le cheptel des éleveurs familiaux d'origine nordestine installés depuis près d'un siècle autour de ce qui deviendra la ville de Conceição do Araguaia. L'engouement pour le zébu a dépassé les frontières du Brésil. C'est ainsi que dans un second temps, des éleveurs nord-américains sont venus chercher dans l'Etat du Minas Gerais, les zébus brésiliens spécialisés pour la production de viande. En croisant les races, ils ont créé la race Brahman adaptée aux zones arides de l'Ouest nord-américain assez proches, en termes de pâturage et de climat, du Cerrado en saison sèche, lui donnant un nom rappelant ses origines indiennes. Notons que les Mineiros, parallèlement au travail fait sur les zébus laitiers, élevés le plus souvent en croisement, avaient pris soin d'améliorer les races à viande indiennes originales, en particulier les races Gujarat et Kranjec qui deviendront, une fois sur le territoire brésilien et avec le temps, les races Guzerat et Nelore. Aujourd'hui, avec un peu plus de 200 millions de bovins, le Brésil est le premier producteur de viande bovine au monde, dont près de la moitié vient d'élevage de zébu Nelore.

Cependant, avant l'ère du zébu au Brésil initié au tout début du 20^e siècle, l'Etat du Minas Gerais était déjà connu pour sa production tant laitière que bouchère (DESFONTAINES, 1957). En effet, l'Etat du Minas Gerais et les régions voisines, en plus de leur propre production, recevait déjà du bétail à engraisser mis en marché par les éleveurs du Brésil Central, situé plus au nord et à l'Ouest.

« Les éleveurs vendaient leur bétail dans les foires ouvertes aux engraisseurs, ceux-ci se concentrant dans la région entre Alfenas et São João del Rei [deux villes situées dans le Sud de l'Etat du Minas Gerais], tandis que l'origine du bétail était répartie sur tout le territoire du Minas Gerais et les zones adjacentes : dans les bassins du Rio Grande et de São Francisco, dans l'ouest et le nord-ouest du Minas Gerais, dans les régions du Triangulo Mineiro, et dans les provinces du Mato Grosso, de Goiás et de l'ouest de São Paulo. » (SAES & ROSA, 2013, p.754-755).

Au cours du 19^e siècle, la région de Alfenas et São João del Rei a progressivement perdu de son importance en élevage au bénéfice du Triangle Mineiro situé plus au nord, à la frontière avec l'Etat du Goiás et celui de São Paulo. C'est ainsi qu'au début du 19^e siècle, les

villes de Uberaba, Passos, e São Sebastião do Paraíso, situées dans le Triangle Mineiro, n'étaient pas à proprement parler des zones d'élevage. Elles le sont progressivement devenues avec l'arrivée toujours plus importante de bétail de la frontière agricole au nord venant pour être engraisé dans le Triangle Mineiro. Cette région disposait en effet d'excellents pâturages fait de "*Capim Gordura*" ou "*Herbe Grasse*" (*Melinis minutiflora*). Ainsi, selon Saes & Rosa (2013, p. 753-755), le Triangle Mineiro, anciennement appelé *Sertão da Farinha Podre*, a vu décroître son activité d'extraction d'or et croître son activité d'élevage pour approvisionner les deux grands marchés qu'étaient les villes de Rio de Janeiro et São Paulo, par les filières bovines passant respectivement par Três Corações dans le Sud du Minas Gerais et Barretos à la frontière de l'Etat de São Paulo et du Triangle Mineiro (SAES & ROSA, 2013).

La vocation pastorale du Triangle Mineiro et des régions avoisinantes s'est encore plus affirmée avec la modernisation des filières d'approvisionnement en viande des grands marchés urbains de São Paulo et Rio de Janeiro, et leur structuration centrée autour des abattoirs frigorifiques installés près des zones de production de viande, cas de celui de la compagnie britannique ANGLO, opérationnel à partir de 1913 dans la ville de Barretos déjà citée et s'approvisionnant en bétail dans tout le Triangle mineiro et les régions voisines.

De plus, cette plus grande facilité de commercialisation du bétail a conduit de nombreux exploitants familiaux à la recherche de terre et d'éleveurs cherchant à augmenter leurs activités, à migrer plus au Nord, en particulier dans le Goiás où la terre était bien moins chère. La construction au début des années 30 de Goiânia, nouvelle capitale du Goiás, décidée par la politique de l'*Estado Novo*, en particulier pour réduire le pouvoir des *coronéis*, a renforcé le processus migratoire vers le Goiás, à la manière de la construction de Brasília vingt ans plus tard, dans les années 50. Parallèlement à leur installation, les Mineiros ont recréé dans l'Etat du Goiás l'organisation sociale et économique qu'ils avaient dans l'Etat du Minas Gerais, notamment l'habitat, l'aménagement des fermes, les filières locales d'approvisionnement en intrants et de mise en marché du bétail, ainsi que les syndicats et les autres structures socioprofessionnelles. Cet engagement dans la vie sociale de leur nouveau territoire conduira logiquement quelques Mineiros à assumer les charges politiques, à la différence des Paulistes pour lesquels l'investissement est surtout économique.

En conclusion, au milieu du 20^e siècle, avant la colonisation de l'Amazonie des années 60, la migration des Mineiros vers le Nord, en particulier dans l'Etat du Goiás, était déjà bien amorcée et s'appuyait en grande partie sur leur activité d'élevage, plus laitier pour l'agriculture familiale, plus boucher pour les fazendeiros, la possibilité d'acquérir des terres à bas prix dans le Goiás étant cependant le principal incitateur à la migration. Ainsi, la combinaison entre acquisition de terres et élevage non seulement étayait le processus migratoire vers le Nord, mais aussi explique la forte prédominance des éleveurs, familiaux et fazendeiros, parmi les migrants, les éleveurs, petits et grands, étant plus enclin à migrer que les autres exploitants. De plus, l'attachement particulier du Mineiro à l'élevage apparaît comme un mélange de tradition et

de fierté résultant d'un ensemble de facteurs liés à la multifonctionnalité de l'élevage, intervenus au cours du temps passé, et toujours d'actualité pour certains.

Conclusion

L'analyse des trajectoires des Mineiros conduit aux six caractéristiques suivantes, sachant que c'est l'ensemble des six caractéristiques qui apparaît spécifique du groupe et non chaque caractéristique prise individuellement. Tout d'abord la migration en Amazonie est motivée par la nécessité d'acquérir de la terre ou plus de surface pour réaliser le projet de vie auquel la famille aspire, la terre acquise et le cheptel installé dessus constituant le capital familial. Ce capital sera éventuellement utilisé par la suite pour financer d'autres activités dont les revenus seront en retour investis dans la terre et le bétail. Ensuite, en lien avec la terre vu comme un ranch, vient le rôle majeur de l'élevage dans la trajectoire du Mineiro, rôle majeur reposant sur une expérience et une compétence les deux acquises au préalable à la migration, et renforcées par la suite tout au long de la migration. Cette seconde caractéristique est en partie liée au fait que ce sont surtout les éleveurs, familiaux et fazendeiros, du Minas Gerais et des régions voisines, qui ont migré d'abord dans le Goiás, puis en Amazonie, le contexte de la frontière agricole offrant de meilleures opportunités pour l'élevage. En lien avec cette seconde caractéristique, la troisième est l'attachement et la fierté d'être éleveur au point que, pour le Mineiro, une fazenda est avant tout une ferme d'élevage alors qu'elle est plus une ferme avec ses diverses autres activités pour les migrants d'une autre origine. La quatrième caractéristique est la capacité à saisir les opportunités d'activités qui se présentent, en élevage ou dans d'autres secteurs, comme ceux du bois ou du commerce par exemple. Toutefois, le ranch ou fazenda, petite ou grande, reste le cœur du projet familial, même si elle n'est pas ou plus la principale source de revenus de la famille. Cette dernière constitue la cinquième caractéristique. En effet, le Mineiro ne migre pas seul mais en famille ou avec un proche, éventuellement plusieurs. De plus, la famille migre vers un lieu où elle sait qu'elle y trouvera des proches ou une communauté de sa région d'origine, partageant ses valeurs, sur qui elle pourra compter, et où il lui sera donc a priori plus facile de réaliser son propre projet. De surcroît, migrer à plusieurs permet de disposer d'une force de travail plus importante pour s'installer sur la frontière agricole, facteur important comme vu dans les exemples présentés. La sixième caractéristique est l'investissement de la famille du Mineiro dans la vie sociale qui se retrouve déjà dans le fait de migrer vers une communauté dans laquelle la famille va s'insérer. Cet investissement se traduit par un rôle important dans la création de structures socioprofessionnelles, le plus souvent en lien avec l'élevage, rôle allant jusqu'à l'entrée en politique, telle que celles mentionnées pour M4 et M8.

Concernant le rôle des politiques publiques dans la trajectoire de migration du Mineiro, on retrouve à des degrés variés et à divers moments, quasiment toutes les grandes mesures

gouvernementales concernant la colonisation de l'Amazonie. C'est ainsi que l'opportunité d'acquérir des terres dans les colonies planifiées ou en dehors, ainsi que la tolérance des pouvoirs publics vis-à-vis des terres acquises sans titre foncier officiel, a été, non seulement largement utilisée par les Mineiros, mais aussi le principal motif de la migration. Par ailleurs, plusieurs des trajectoires présentées ont bénéficié de fonds publics, en particulier des prêts SUDAM et FNO-E, pour construire leurs ranchs. De même, les Mineiros ont profité des infrastructures construites par les pouvoirs publics, en particulier les pistes, auxquelles ils ont parfois participé à construire, comme dans le cas de M6. Enfin, les trajectoires des Mineiros montrent un investissement significatif de ce groupe de migrants dans la structuration des fronts pionniers, tout au moins en Amazonie Orientale, au travers de la création des entités professionnelles et de l'organisation administrative et sociale des communes. De plus, les Mineiros ont souvent présenté une attention particulière aux programmes agro-techniques, ne serait-ce que par leur forte représentation, en termes de nombre d'agents, dans les structures d'appui et de recherche en agriculture, notamment en élevage, rappelant ainsi le rôle majeur des Mineiros dans l'amélioration de la productivité de l'élevage au Brésil, tant dans le domaine des produits laitiers que dans celui de la viande.

Chapitre 9

Les trajectoires des Gauchos et de leurs descendants en Amazonie

Introduction

Les Gauchos qui ont migré en zone rurale amazonienne au cours de la seconde moitié du XXe, présentent des trajectoires de migration plus longues, à la fois dans le temps et dans l'espace, que celles des Paulistes et des Mineiros décrites dans les deux précédents Chapitres 7 et 8, ainsi que celles des Nordestins qui seront décrites dans le Chapitre 10 suivant. En effet, quasiment tous les Gauchos installés en Amazonie sont issus de familles européennes arrivées dans le Rio Grande do Sul dans la seconde moitié du 19^e et au début du 20^e siècle, dans le cadre de la politique brésilienne de colonisation des terres du Sud du Brésil, entre autres raisons pour sécuriser les frontières nationales avec le Paraguay, l'Argentine et l'Uruguay. Après s'être installées dans le centre et la frange orientale de l'Etat du Rio Grande do Sul, beaucoup de ces familles ont migré vers le Nord de l'Etat et dans les Etats voisins de Santa Catarina et du Paraná (Figure 9.1), notamment à partir des années 30-40, avec la politique de la Marche vers l'Ouest lancée par la présidence de Getúlio Vargas, lui-même Gaúcho.



Figure 9.1 Carte du Brésil indiquant les lieux de migration des Sudistes ou Gauchos (ROCHA, 2022).

Puis, incitées par la politique gouvernementale de coloniser les nouveaux territoires et toujours à la recherche de leurs terres pour développer leurs activités agricoles tout en y installant leurs enfants, de nombreuses familles gaúchas déjà installées dans le sud du Brésil (Etats du Rio Grande do Sul, Santa Catarina et Paraná) ont migré plus au Nord dans le Brésil central (Etats du Mato Grosso du Sud, Goiás, Mato Grosso, Bahia et même Maranhão / Figure 9.1), avant de migrer vers l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle. Ainsi, les trajectoires des familles gaúchas apparaissent donc comme une succession de migrations, trois, quatre, cinq ou plus, les ayant conduites de l'Europe Centrale jusqu'en Amazonie rurale, sur un pas-de-temps de l'ordre du siècle, voire plus, et s'étalant sur quatre, cinq, voire six ou sept générations pour les derniers arrivés au début du 21^e siècle.

De par leur base culturelle européenne relativement récente, par rapport aux Paulistes, Mineiros et Nordestins, ainsi que leurs migrations successives en zone tempérée, qu'elle soit européenne ou dans le Sud du Brésil, les trajectoires des Gauchos en Amazonie rurale présentent un ensemble de caractéristiques qui leur sont propres, même si avec le temps ces caractéristiques ont tendance à s'amenuiser, faisant que leurs trajectoires futures devraient converger vers celles d'autres groupes de migrants, notamment les Mineiros. Ces caractéristiques propres aux familles gaúchas sont analysées dans ce chapitre en se basant sur la littérature existante et quelques trajectoires individuelles reconstituées à partir de rapports d'entrevues élaborés dans les projets de recherche déjà cités. Une attention particulière sera portée sur l'influence sur ces trajectoires des différentes politiques publiques successivement mises en œuvre au cours du siècle et demi passé.

Ce chapitre commencera par un rappel des origines du Gaúcho, ou plutôt du descendant de Gaúcho, aujourd'hui installé en Amazonie rurale, en particulier comment les migrants européens du 19^e siècle et du début du 20^e siècle dans l'Etat du Rio Grande do Sul se sont en partie appropriés la culture gaúcha, préexistante dans la Pampa, pour en faire un élément central de leur identité. Ensuite, nous verrons comment les migrations successives ont conduit les Gauchos à adopter des stratégies de vie et de production agraire le différenciant sensiblement des migrants d'autres origines, notamment des Paulistes, Mineiros et Nordestins. Enfin, nous présenterons quelques trajectoires caractéristiques des migrants d'origine gaúchos sur le front pionnier de la Transamazonienne, en prenant soin, comme pour les trajectoires des Paulistes et des Mineiros, ainsi que pour les Nordestins dans le chapitre suivant, de mettre en évidence la diversité de ces trajectoires ainsi que leurs similarités.

9.1 Construction progressive de l'identité gaúcha au cours des migrations au Brésil

Le Gaucho installé en ce début du 21^e siècle en Amazonie est donc le descendant d'une famille européenne ayant migré dans le Sud du Brésil, principalement dans la partie nord de l'Etat du Rio Grande do Sul, à partir du milieu du 19^e siècle jusqu'aux deux-trois premières décennies du 20^e siècle.

Dans le Chapitre 3 sur le Brésil impérial, ont été abordées les migrations européennes du milieu du 19^e siècle, après les indépendances des pays latino-américains, en particulier dans le cas du Brésil pour remplacer la main-d'œuvre esclave dans les caféières de la région du Sudeste, notamment celles de l'Etat de São Paulo. Le flux migratoire européen s'est fortement intensifié dans le dernier quart du 19^e siècle avec, d'une part, les bateaux à vapeur qui rendent le trajet plus rapide, plus sûr et moins onéreux et, d'autre part, la misère dans les campagnes européennes qui poussent de nombreux ruraux d'abord à l'exode vers les villes, puis à l'exil outre atlantique, l'industrie européenne naissante n'étant pas en mesure d'absorber l'importante

main-d'œuvre à la recherche d'un revenu pour survivre. Selon Hauser (et *al.*, 1952), les migrants européens auraient été de l'ordre de 200 000 à 300 000 par an, allant jusqu'à 350 000 entre 1870 et 1873 pour un total d'environ cinq millions jusqu'au début du 20^e siècle.

L'intérêt de l'Amérique Latine pour les migrants était avant tout la perspective d'acquérir une terre pour eux et leurs enfants, attrait mis en avant, dans le cas du Brésil, par la politique gouvernementale visant à coloniser occuper les nouvelles terres.

« (...) l'Europe apprend l'existence d'immenses étendues fertiles et inoccupées dans des pays dont elle connaît déjà les importantes richesses minières. Elle est prête à expédier le trop plein de ses hommes, à peupler et développer ce nouveau monde. » (RIADO, 1980, p14).

Cependant les migrants n'étaient pas tous des ruraux. On comptait parmi eux des urbains, ouvriers, artisans, commerçants..., jeunes pour la plupart, ayant décidé de tenter leurs chances dans le Nouveau Monde où on disait que tout était à construire. On comptait également quelques migrants politiques fuyant les répressions dans plusieurs pays européens. De plus, les retours d'information des récentes migrations en Amérique Latine montraient que les conditions de vie n'étaient certes pas faciles à l'arrivée, mais laissaient entrevoir de belles perspectives, cas notamment de la colonie galloise de Puerto Madryn et de la colonie aveyronnaise de Pigüé, toutes deux en Argentine, ainsi que des deux colonies suisse et allemande installées respectivement à Novo Friburgo et São Leopoldo dans l'Etat brésilien du Rio Grande do Sul.

Par ailleurs, sur les quelques cinq millions de migrants européens de la fin du 19^e siècle, ceux ayant opté pour le Brésil venaient principalement d'Allemagne et d'Italie ainsi que des pays et territoires d'Europe centrale et orientale, les migrants britanniques privilégiant l'Amérique du Nord et les migrants d'origine ibérique étant déjà arrivés en grand nombre au cours des décennies précédentes pour substituer la main-d'œuvre esclave dans les caféières.

Une fois arrivée dans le Rio Grande do Sul, chaque famille de migrants a reçu un lopin de terre dans une colonie localisée dans un des massifs forestiers à coloniser. Nous allons voir que son origine européenne récente, d'une part, et sa nouvelle exploitation agricole différencient le néo-Gaücho du Gaücho traditionnel installé depuis deux, trois ou quatre siècles dans l'écosystème Pampa, dont le système agraire repose sur l'élevage de bovins et ovins, et descendant des premiers colons européens ayant migré en Amérique du Sud en provenance du Portugal et d'Espagne ou des îles respectives de ces deux pays dans l'océan atlantique.

9.1.1 Le migrant européen devient le Gaücho du Planalto, ou néo-Gaücho, différent du Gaücho traditionnel de la Pampa

La figure 9.2 montre les cinq grands biomes brésiliens, ainsi que les deux seuls présents dans l'Etat du Rio Grande do Sul. La Pampa, située au Sud de L'Etat, est une plaine herbacée qui s'étend également sur l'Uruguay au Sud et l'Argentine à l'Ouest. La Pampa a été colonisée

très tôt, dès le 16^e siècle, par la mise en place de systèmes d'élevage bovin et ovin tirant ainsi profit de la production fourragère de ce biome (MORAES, 2008 ; SARAVIA, 2016). La société gaúcha traditionnelle s'est ainsi créée reposant sur l'élevage exploitant le biome Pampa. La Forêt Atlantique (*Mata Atlântica*), située au Nord de l'Etat, sur le plateau appelé *Planalto*, est un biome forestier, dense et humide, qui représentait à l'époque peu d'intérêt pour les éleveurs gauchos lui préférant la prairie de la Pampa, d'autant plus que la pression foncière y était faible et qu'elle était parcourue de nombreux cours d'eau pour l'abreuvement de leur bétail, cours d'eau par ailleurs en provenance du *Planalto* couvert par la Forêt Atlantique.



Figure 9.2 : Les grands biomes au Brésil et dans l'Etat du Rio Grande do Sul (ROCHA, 2022).

Une petite partie de la frange méridionale et occidentale de la Forêt Atlantique avait cependant été colonisée par les missions jésuites qui s'étaient installées dans la région à l'époque du Brésil colonial, comme cela a été décrit dans le Chapitre 2. Toutefois, pour le

pouvoir brésilien du 19^e siècle, il s'agissait d'un vaste espace forestier encore vierge, où étaient néanmoins installées quelques communautés amérindiennes, appelé à être occupé et mis en valeur par les nouveaux colons d'origine européenne dans la cadre de la politique gouvernementale d'émigration qui s'est affirmée au cours de ce siècle.

La Figure 9.3 de Roche (1954) montre les zones de la Forêt Atlantique colonisée au 19^e siècle et au début du 20^e siècle par les migrants en provenance d'Europe. Les premières colonies, peuplées de migrants en majorité d'origine allemande, ont été installées dans la frange la plus méridionale du biome de la Forêt Atlantique, à la lisière de la Pampa. Les premières colonies italiennes ont été installées légèrement plus au nord, dans la partie montagneuse du Nord-Est de l'Etat du Rio Grande do Sul (*Serra Gaúcha*), également couverte de Forêt Atlantique. A partir de la fin du 19^e siècle et jusqu'au début du 20^e siècle, les colonies suivantes ont été installées principalement dans la partie centrale et septentrionale du Planalto, toujours sur des zones de Forêt Atlantique avec des migrants européens le plus souvent d'origine allemande et italienne, mais aussi polonaise et de toute l'Europe centrale.

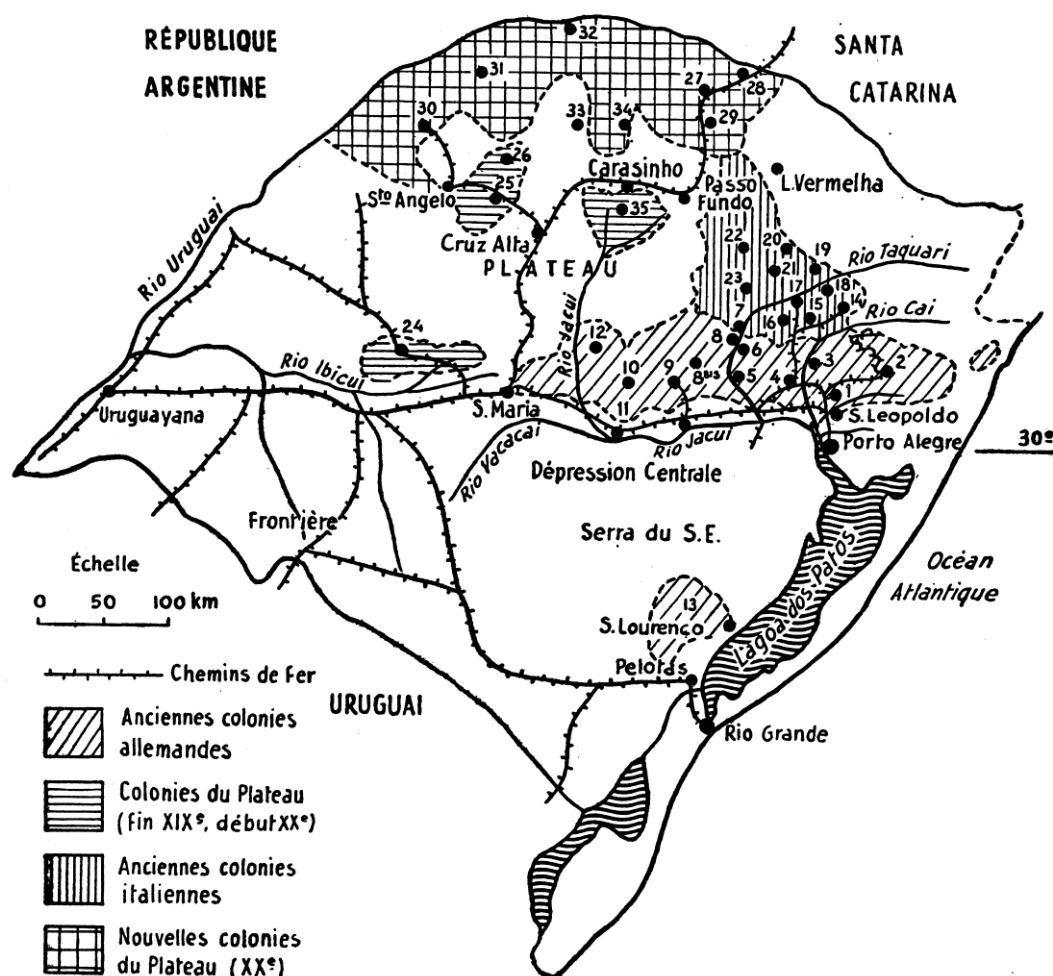


Figure 9.3. Les colonies de migrants dans l'Etat du Rio Grande do Sul au 19^e et 20^e siècle (ROCHE, 1954).

A l'arrivée dans le Rio Grande do Sul, les familles de migrants européens du 19^e siècle et du début du 20^e siècle ont reçu chacune un lopin de terre de quelques hectares, à quelques dizaines d'hectares pour les premières, terre couverte de forêt qu'elle a petit à petit coupé et brûlé, au rythme d'un à deux hectares par an, pour mettre en place ses cultures vivrières. Tout en cultivant, les familles ont tiré profit du bois disponible pour construire leurs maisons, les clôtures et les dépendances pour leurs activités agricoles. Tout en assurant leur vivier par la production végétale (céréales, protéagineux, maraichage et fruits), les animaux de basse-cour et une ou deux vaches laitières, les familles ont développé une ou plusieurs productions en vue de les vendre et ainsi générer un revenu permettant de couvrir les frais des biens nécessaires à leur survie autres que ceux produits sur l'exploitation. Les colonies se sont peu à peu structurées en communautés paysannes et villages, certaines familles se diversifiant dans l'artisanat et les divers services.

Cependant, en raison de la petite surface de leurs exploitations, les migrants devenus colons et désireux de rester sur leurs nouvelles terres ont rapidement été contraints d'intensifier leurs productions, d'autant plus que les migrants étaient jeunes, comme voulu par la politique brésilienne d'immigration de l'époque, avec des enfants devenant adolescents en mesure d'aider sur l'exploitation. L'intensification est le plus souvent passée par les productions animales de monogastriques, porcs et volailles, donnant de la valeur ajoutée aux productions végétales transformées sur l'exploitation puis commercialisées en viande. Une autre option a été la production fourragère permettant d'intensifier une activité laitière, commercialisée en frais ou sous forme de fromages. De plus, la production laitière et/ou de monogastrique génère une grande quantité de fumure utilisée pour fertiliser les sols une fois que décroît la fertilité résiduelle du biome forestier initial.

Ainsi les familles de migrants européens installées dans les colonies agricoles du *Planalto* et de la *Serra Gaúcha* du Rio Grande do Sul ont petit à petit construit une société rurale basée sur la polyculture et l'élevage laitier et de porcs et volailles sur de petites surfaces, bien différente de la société gaúcha traditionnelle reposant sur l'élevage extensif de bovins et d'ovins pour la viande, la laine et le cuir sur de grandes surfaces. De plus, en raison de l'origine sociale et socioéconomique peu diversifiée des familles, ainsi que des problèmes communs auxquelles elles devaient faire face, les colonies étaient des espaces de vie et de travail relativement plus démocratiques que l'ordre hiérarchique établi dans la société gaúcha traditionnelle avec les grands propriétaires, les petits propriétaires, les fermiers, les simples ouvriers agricoles, etc.

En revanche, ces familles de migrants européens, vraisemblablement afin de mieux s'intégrer dans la société brésilienne qui les avaient accueillies et tout en gardant une partie de leurs traditions, ont fait en sorte de s'approprier la culture gaúcha, tant dans le domaine de la gastronomie, notamment le churrasco et le maté, que dans les tenues vestimentaires, la

musique, le rapport particulier avec le cheval, ainsi que la langue portugaise teintée de consonnances hispaniques.

Nous parlons ainsi de néo-Gauchos s'étant en quelques décennies appropriés une grande partie de la culture gaúcha qu'ils vont, dans les décennies suivantes, diffuser dans tout le Brésil rural. En effet, à la recherche de plus de terres pour développer leurs activités agricoles et installer leurs enfants, ce sont ces néo-Gauchos du *Planalto* et de la *Serra Gaúcha*, et pas ou très peu de Gauchos traditionnels de la Pampa, qui ont migré à partir des années 30-40 vers le Paraná lors de la Marche vers l'Ouest, puis vers l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle. Toujours dans la logique de recherche de terres à cultiver, quelques familles néogaúchas ont quant à elles migré vers le Sud, dans la Pampa, pour y développer leur activité rizicole, d'abord extensive dans les bas-fonds inondables, puis de plus en plus intensive intégrant les terres exondées qu'elles ont aménagé à cet effet, et cela tout en gardant sur les terres non cultivées une activité d'élevage bovin et ovin viande héritée de la société gaúcha traditionnelle.

Par ailleurs, toujours face à la difficulté de survivre sur leurs lopins de terre ou de pouvoir réaliser leurs projets agricoles, de nombreuses familles de migrants européens installées dans le Planalto et la *Serra Gaúcha* du Rio Grande do Sul ont opté pour la migration vers la capitale Porto Alegre et les villes plus proches de la côte atlantique dans lesquelles un tissu industriel se mettait en place, souvent à l'initiative d'autres familles de migrants européens moins tournées vers l'agriculture et plus vers la production artisanale puis industrielle de biens de consommation.

Ainsi l'installation des Gaúchos dans les colonies agricoles du Nord de l'Etat du Rio Grande do Sul, permet déjà d'entrevoir quelques-unes des caractéristiques typiques de ce groupe qui se retrouveront des décennies plus tard lors de leurs migrations dans les autres régions du Brésil, puis en Amazonie. Une de ces caractéristiques est le fort attachement à la tradition, cas par exemple de l'art culinaire en partie d'ascendance italienne et allemande et en partie acquis de la culture gaúcha pour le maté et le churrasco. Cet attachement à la tradition est particulièrement évident dans le CTG (pour "*Centre de la Tradition Gaúcha*"), véritable structure sociopolitique et culturelle créée par les Gauchos dans tout village de colons par lesquels ils passent, et dans laquelle se discute l'actualité du village, une à deux fois par jour, généralement autour d'un maté. Une autre caractéristique du Gaúcho est son ouverture sur les alternatives et opportunités agricoles autres que celles actuellement sur sa terre, incluant une certaine tendance à l'intensification agricole permettant à la fois de produire plus sur moins de terre et de plus ou mieux tirer profit des ressources disponibles sur sa terre. Nous reviendrons plus en avant sur cette tendance à la diversification et à l'intensification. La recherche d'une certaine autonomie apparaît comme une autre particularité du Gaúcho, peut-être en lien avec l'idée que la famille de migrants ne peut compter que sur elle-même. C'est ainsi que "*tout est produit dans l'exploitation gaúcha*" ou "*une fois le portail de l'exploitation fermé, le Gaucho n'a*

besoin de rien". Cela vaut pour l'alimentation de la famille : céréales, protéagineux, légumes, fruits, produits laitiers, viandes diverses de porc, volaille, bovin, ovin, caprin et même souvent petit bassin pour les poissons. Cela vaut aussi pour l'entretien du matériel agricole, et même sa fabrication, la construction de divers bâtiments et infrastructures, éventuellement la production d'énergie, etc. De plus, les maisons des Gauchos, même quand elles sont simples et en bois grossier, sont peintes avec des jardins fleuris. Enfin une autre caractéristique du Gaucho est la notion de temporalité de la migration et de l'installation sur sa nouvelle terre qui durera jusqu'à la prochaine migration, éventuellement faite dans le futur par le fils ou le petit-fils. Par ailleurs, même si la construction de son exploitation dans le Rio Grande do Sul était perçue comme une conquête pour la famille Gaucha, notamment en raison des efforts fournis pour migrer puis pour s'installer sur sa nouvelle et très souvent première terre en propriété, ne se dessinait pas encore clairement le côté conquérant de nouveaux espaces à coloniser que le Gaucho s'est progressivement donné au cours des décennies suivantes.

9.1.2 La migration du Gaucho vers les Etats situés plus au Nord puis vers l'Amazonie

En raison des petites surfaces de leurs exploitations dans le *Planalto* et la *Serra Gaúcha* de l'Etat du Rio Grande do Sul, de nombreuses familles gaúchas se sont rapidement retrouvées à l'étroit sur leurs terres, et cela malgré un processus d'intensification de l'utilisation des ressources disponibles tel que mentionné précédemment. De plus, la plupart des familles étaient à l'arrivée de jeunes couples qui ont eu des enfants, souvent en grand nombre, enfants devenant adolescents fournissant une main-d'œuvre conséquente, et beaucoup avec le projet soit d'obtenir une terre pour fonder leurs propres familles, soit de migrer à la recherche d'un emploi vers les zones industrielles en expansion autour de Porto Alegre et des villes proches de la côte atlantique. Or la terre à vendre était rare dans les colonies, plus importante en périphérie des colonies, mais toujours chère en lien avec la forte demande de très nombreuses exploitations voulant s'agrandir. Aussi, une part notable des adolescents, devenus jeunes adultes, a migré vers le bassin industriel de la côte, contribuant de manière significative à faire du Rio Grande do Sul un Etat industriel de renommée nationale et internationale. De nombreuses autres familles, mais aussi celles ayant envoyé un ou plusieurs de leurs fils dans le bassin industriel, ont pris l'option de migrer vers les nouvelles terres au Nord de l'Etat du Rio Grande do Sul (Figure 9.3) et dans les Etats voisins de Santa Catarina et du Paraná (Figure 9.1). Ces familles ont migré le plus souvent après avoir vendu leurs terres dans le *Planalto* et la *Serra Gaúcha* du Rio Grande do Sul, se constituant ainsi un petit pécule pour la nouvelle migration, ou moins fréquemment en laissant l'exploitation à un ou plusieurs membres de la famille. Ces départs de familles vers le Nord et vers le bassin industriel de la côte ont permis à quelques exploitations de s'agrandir, d'installer leurs enfants devenus jeunes adultes et, progressivement de coloniser tout le centre et l'Ouest du *Planalto* et la *Serra Gaúcha*. Ce n'est

que quelques décennies plus tard que, face à la pression démographique toujours forte dans le *Planalto* et la *Serra Gaúcha*, quelques-unes de ces familles ont à leur tour migré vers l'Amazonie, devenue entretemps nouvelle frontière agricole du Brésil, mais aussi dans la pampa voisine pour y développer la riziculture, puis dans un second temps la culture du soja et les plantations de pins et d'eucalyptus.

Le manque de terre apparaît donc bien comme la principale raison ayant conduit les migrants européens, devenus Gaúchos du *Planalto* et de la *Serra Gaúcha* à continuer leur migration vers le Nord. La carte de la Figure 9.3 permet de localiser la zone des nouvelles colonies que ces familles ont construites dans la première partie du XXe dans l'extrême nord de l'Etat du Rio Grande do Sul. Toutefois, un nombre beaucoup plus important de familles a migré dans les Etat de Santa Catarina, situé juste au nord (Figure 9.1) et dans celui du Paraná.

Concernant l'Etat de Santa Catarina, les familles gaúchas se sont installées préférentiellement dans la partie occidentale au cours des années qui ont suivi la *Guerre do Contestado*, conflit déjà mentionné dans le Chapitre 4 sur le Brésil Républicain. Simon (2009) note que la principale ville de l'Ouest de l'Etat a été fondée par des Gauchos appelés *Sul-Rio-Grandenses*.

«Entre 1912 e 1916, ocorre na região limítrofe entre Paraná e Santa Catarina um conflito sangrento, conhecido como Guerra do Contestado, que tem características semelhantes à Guerra de Canudos, mas fez um número bem maior de vítimas: 20 mil. Terminada a Guerra do Contestado, tem início a migração gaúcha. A maior cidade do Oeste catarinense, Chapecó, (...), foi fundada por um sul-rio-grandenses. » (SIMON, 2009, p.24-25).

Dans cet Etat de piémont et de montagne, situé en zone tempérée, les migrants gauchos ont de manière progressive, construit des exploitations agricoles sensiblement plus grandes que celles qu'ils avaient dans l'Etat du Rio Grande do Sul, mais toujours basées sur la polyculture combinée à l'élevage laitier et de monogastriques, système particulièrement bien adapté au contexte édapho-climatique de la zone. Notons que le processus d'intensification et de modernisation propre au Gaúcho ont grandement contribué à faire de cet Etat la référence nationale en termes de production de monogastriques, porcs et volailles.

Une à deux ou trois décennies après leur installation dans l'Etat de Santa Catarina ou dans le Nord de l'Etat du Rio Grande do Sul, un grand nombre de familles gaúchas ont de nouveau migré vers l'Ouest de l'Etat du Paraná, toujours à la recherche de terre pour y installer leurs enfants et petits-enfants, incitées par l'instauration de l'*Estado Novo* à partir des années 30, en particulier la mise en œuvre de la politique gouvernementale de la *Marche vers l'Ouest*. Elles y ont rejoint les familles gaúchas qui avaient migré directement du *Planalto* et de la *Serra Gaúcha* vers cet Etat. Elles y ont également trouvé les pionniers paulistes, comme ceux mentionnés dans le Chapitre 7, qui y installaient leurs nouvelles caféières, tout en créant des

colonies pour accueillir les migrants, d'origine gaúcha et autres, comme cela a été décrit dans le Chapitre 7. Par ailleurs, fortes de leur expérience dans la coupe de parcelles de Forêt Atlantique pour leur mise en culture au cours de leurs migrations successives dans les Etats du Rio Grande do Sul et de Santa Catarina, plusieurs familles gaúchas se sont spécialisées dans l'exploitation forestière, activité qu'elles vont poursuivre au cours de leurs migrations futures dans les nouveaux fronts pionniers du Cerrado (biome de savane arborée à forestière) du Brésil Central puis en Amazonie. Parallèlement à ces familles d'exploitants forestiers, de nombreux Gauchos disposant d'un camion, d'un bull ou d'un simple tracteur, ont, en marge de leurs activités agricoles sur leurs propres exploitations, loué leurs services aux exploitants forestiers et aux Paulistes pour l'aménagement de nouvelles colonies.

D'un point de vue agricole à proprement parlé, les Gaúchos installés dans le Paraná ont trouvé des conditions édapho-climatiques meilleures que celles qu'ils avaient rencontré dans les Etats du Rio Grande do Sul et de Santa Catarina. Tout d'abord le climat est plus subtropical humide que tempéré avec une meilleure répartition de la pluviométrie permettant de conduire deux cultures dans l'année. De plus, les gelées y sont rares, autorisant la culture du café qui, comme pour l'Etat de São Paulo, et sous l'impulsion des premiers migrants paulistes, est devenue la principale culture d'exportation jusqu'au milieu des années 70. Ensuite, le relief est moins accentué, même si la plus grande partie de l'Etat est un plateau avec une altitude supérieure à 500-600m. Cette topographie particulière a permis la mise en culture de plus grandes parcelles, et cela dès le début de la mécanisation agricole. Les cultures céréalières et protéagineuses sont rapidement devenues un secteur important de l'économie du Paraná, tant pour l'exportation que pour être valorisées via l'élevage laitier et de monogastriques pour lesquels l'Etat du Paraná est également devenu un des acteurs majeurs. Enfin, le sol y est fertile, dans un premier temps en raison de son origine forestière, puis par les pratiques de gestion de la fertilité mises en place par les migrants, notamment la rotation des cultures et le semis direct dont le concept a été pensé dans cet Etat à partir des savoirs locaux des producteurs, en particulier gaúchos.

Aujourd'hui, l'Etat du Paraná est un des principaux Etats agricoles du Brésil caractérisé par une diversité des productions telles que soja, maïs, blé, manioc, haricots, canne-à-sucre, divers fruits, ainsi que l'élevage laitier et des monogastriques, porcs et volailles. Même si la réussite agricole de l'Etat du Paraná ne peut être mise au crédit des seuls migrants Gaúchos et de leurs descendants, ils ont joué un rôle majeur aux côtés des Paulistes, comme précédemment mentionné. Or Simon (2009) rappelle qu'il y a à peine un siècle, cet Etat était considéré comme particulièrement inhospitalier en raison de ses écosystèmes forestiers impénétrables, mais aussi en lien avec les tensions et conflits successifs avec les voisins paraguayens et argentins. Nous verrons plus en avant qu'après la colonisation du *Planalto* et la *Serra Gaúcha* de l'Etat du Rio Grande do Sul, puis celle de l'Etat de Santa Catarina, la colonisation du Paraná a fortement contribué à créer à la fois l'identité et la légende du pionnier

Gaúcho comme fer de la lance de la colonisation agricole, quand celle du Pauliste serait plus de nature foncière.

Mais avant d'aborder ce point important pour notre recherche, et quelques décennies avant la colonisation de l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle, on voit se dessiner l'ébauche du front pionnier gaúcho dans le Sud du Brésil, front pionnier qui fait écho et est intégré à celui décrit par Morales (et *al.*, 2011) pour l'ensemble de la frange atlantique de l'Amérique du Sud. Ce front pionnier gaúcho brésilien a ainsi démarré dans le *Planalto* et la *Serra Gaúcha* de l'Etat du Rio Grande do Sul, à l'arrivée des migrants européens à la fin du 19^e siècle. Une fois la colonisation en marche dans ces deux régions, le front pionnier gaúcho s'est étendu vers l'extrême Nord et l'Ouest de l'Etat du Rio Grande do Sul au cours des premières décennies du 20^e siècle, tout en atteignant les Etats de Santa Catarina et du Paraná. Cette première expansion du front pionnier gaúcho brésilien est présentée dans la carte de la Figure 9.4. L'avancée s'est poursuivie vers le Nord au milieu du XX^e et s'est propagée dans quasiment toutes les nouvelles frontières agricoles de l'époque, à savoir dans l'Etat voisin du Mato Grosso du Sul, le Sud du Mato Grosso, le Goiás et même la partie occidentale du Nordeste, principalement dans les Etats de la Bahia et du Maranhão, respectivement dans les régions de Barreiras et Balsas. Les Gauchos en provenance du Sud, tant des Etats du Paraná que de ceux du Rio Grande do Sul et de Santa Catarina, y ont retrouvé les autres groupes de migrants, en particulier les Paulistes et les Mineiros, eux aussi à la recherche de terres à coloniser sur les nouvelles frontières.



Figure 9.4 : Progression du front pionnier gaúcho au Brésil de la fin du 19^e au début du 21^e siècle (ROCHA, 2022).

Avec la colonisation de l'Amazonie dans la seconde moitié du 19^e siècle, le front pionnier gaúcho s'est intégré au front pionnier amazonien avançant le long des grandes pistes ouvertes par les pouvoirs publics au sein des massifs forestiers successivement rencontrés. On constate trois zones d'implantation privilégiée par les Gaúchos, à savoir dans les Etats du Rondônia, du Mato Grosso, ainsi que le long de la Transamazonienne dans l'Etat du Pará, qui

est un de nos trois terrains d'études (Figure 9.4). Une particularité de l'avancée des Gaúchos en Amazonie est d'avoir été en permanence alimenté par de nouvelles migrations en provenance du Sud du Brésil pour des raisons diverses sur lesquelles nous reviendrons. Une d'elles fut la crise du café des années 70s due à la gelée des plantations, en particulier dans le Paraná. La crise a ruiné de nombreux planteurs, en particulier ceux qui avaient tout misé sur leurs seules plantations, cas d'un grand nombre de familles gaúchas, à la différence des entreprises familiales paulistes pouvant s'appuyer sur leurs plantations, et autres activités, dans l'Etat de São Paulo et dans l'Ouest de l'Etat du Minas Gerais, zones moins affectées par les gelées car au climat plus tropical. Beaucoup de familles gaúchas ont ainsi saisi l'opportunité de migrer vers l'Amazonie, en particulier sur la Transamazonienne où se mettait en place le Programme d'Intégration National (PIN), déjà présenté dans le Chapitre 8 précédent sur les Mineiros. Notons dès à présent que la crise du café dans le Paraná laissera des traces dans l'identité gaúcha en construction en Amazonie, notamment sur la Transamazonienne et dans l'Etat du Rondônia, aux terres propices aux cultures pérennes telles que le café, le cacao et le poivre. C'est ainsi que revient fréquemment dans les entrevues d'exploitants gaúchos, l'importance de diversifier sa production afin d'être plus résilient face aux risques tels qu'une crise climatique comme celle connue dans l'Etat du Paraná dans les années 70s, une crise sanitaire comme la fusariose des poivriers dans les années 80, ou une crise commerciale comme l'effondrement des prix de l'ensemble des cultures pérennes au début des années 90s.

Un autre facteur plus récent de la permanence du processus migratoire gaúcho vers l'Amazonie fut l'avancée du front du soja en ce début du 21^e siècle sur les vastes zones de pâturage dégradé. En effet, sur de nombreux fronts pionniers amazoniens, tant pour récupérer la productivité de leurs pâturages dégradés que pour profiter de la forte demande du marché national et international en céréales et protéagineux, plusieurs propriétaires de ranchs en Amazonie ont adopté des systèmes de cultures basés sur une rotation culturelle incluant une ou plusieurs plantes annuelles telles que maïs, riz, soja et autres. Toutefois, n'ayant pas ou peu d'expérience en grandes cultures, ils ont fait appel, au travers de partenariats, à des exploitants agricoles de l'Etat du Paraná, pour beaucoup d'entre eux descendants de migrants gaúchos, connus et réputés pour avoir développé une compétence dans ce secteur agricole, notamment le semis direct déjà cité, et ayant fait de cet Etat une référence à l'échelle nationale, sud-américaine et internationale, comme également mentionné précédemment. Les partenariats ont débuté par du conseil en termes d'organisation des activités et calendriers cultureux, ainsi que du prêt de matériels et équipements spécifiques aux cultures annuelles. En raison de la bonne productivité des systèmes de culture annuelle sur pâturage dégradé, en lien avec les conditions climatiques favorables de l'Amazonie, le partenariat a rapidement évolué vers un plus grand investissement des exploitants de l'Etat du Paraná sur les fronts pionniers amazoniens, avec notamment l'acquisition de terres par les familles gaúchas du Paraná pour une implantation

pérenne en Amazonie, et cela d'autant plus facilement que le prix de la terre y était entre un quart et un tiers du prix dans l'Etat du Paraná.

9.1.3 L'identité du Gaúcho à son arrivée en Amazonie

Après avoir décrites les grandes étapes de la migration gaúcha de l'Europe vers l'Amazonie et avant d'analyser quelques trajectoires individuelles et familiales sur les fronts pionniers amazoniens dans la seconde partie de ce chapitre, nous allons tenter de regrouper ce qu'on entend par identité gaúcha en milieu rural amazonien et de mieux comprendre comment cette identité s'est construite.

On notera tout d'abord que le parcours du Gaúcho est étroitement lié aux politiques migratoires mises en œuvre par les gouvernements brésiliens successifs depuis le début du 19^e siècle. Toutes ces politiques visaient à occuper, coloniser et ainsi intégrer au territoire colonial, impérial puis républicain de vastes terres pour, d'une part, en sécuriser les frontières vis-à-vis des pays voisins et, d'autre part, s'en servir pour le développement du pays. Cela vaut autant pour le *Planalto* et la *Serra Gaúcha* dans le Rio Grande do Sul à la fin du 19^e siècle et au tout début du 20^e siècle, que pour l'Etat du Paraná à partir des années 30-40s avec la *Marche vers l'Ouest* de l'*Estado Novo*, puis pour les Etats du Mato Grosso do Sul, du Goiás, du Sud du Mato Grosso, de l'Ouest de la Bahia et du Maranhão devenues les nouvelles frontières agricoles du pays à partir des années 40-50s, pour arriver à la colonisation de l'Amazonie politiquement et officiellement démarré dans les années 60s. Aussi, migration pour le Gaúcho brésilien signifie la colonisation de nouvelles terres. C'est en cela qu'il se différencie fortement du Gaúcho argentin et uruguayen, lui aussi descendant d'un migrant européen de la fin du 19^e siècle, mais au parcours bien différent dans son pays d'adoption, Argentine ou Uruguay, caractérisé par pas ou une seule migration.

De plus, hormis le fait que la migration apparaît comme une constante pour le néo-Gaúcho brésilien, dans la mesure où elle jalonne son histoire familiale depuis maintenant plus d'un siècle, elle lui semble presque normale pour le futur de ses enfants et ses petits-enfants, que cette migration future se fasse en Amazonie ou ailleurs dans le continent sud-américain ou autre.

En lien direct avec la migration, Simon (2009) insiste sur le côté colonisateur ou *bandeirante* du Gaúcho tout au long du 20^e siècle pour l'occupation par la mise en valeur des nouvelles terres. Il le comparant ainsi au *bandeirante* pauliste des siècles précédents exploitant les ressources du Brésil colonial, à savoir : l'Indien pour le soumettre à l'esclavage, le bois et le minerai pour les exporter.

«La diaspora du peuple gaúcho est un thème qui mérite un examen approfondi. L'épopée du peuple gaúcho doit être racontée en détail, analysée en profondeur. Ce que j'entends, avec ces déclarations, c'est

montrer à tous les Brésiliens, de la campagne et de la ville, l'importance de la saga de ces nouveaux bandeirantes. En fait, les gauchos sont les pionniers du 20^e siècle. Si les Paulistas ont étendu nos frontières à la recherche d'or et d'argent, nous [Gaúchos] avons assuré au Brésil la possession de vastes étendues de terres incultes. » (SIMON, 2009, p. 33).

Cette comparaison faite par Simon (2009) entre les deux *bandeirantes*, l'ancien ou Pauliste et le nouveau ou Gaúcho, concernant leurs rôles prioritaires et respectifs dans l'histoire de la construction du Brésil, confirme l'idée que *"les Paulistes ont créé les routes et les villes"* pendant que *"les Gaúchos ont mis en valeur les terres"*.

Après la migration et la colonisation de nouvelles espaces, le rapport à la terre apparaît comme un autre facteur important de l'identité gaúcha, à commencer par la recherche quasi permanente d'une terre plus grande pour installer sa descendance qui semble être principal moteur du processus migratoire depuis le départ d'Europe Centrale au 19^e siècle. Toutefois, bien que partagée avec les autres groupes de migrants, cette recherche de terre ne semble pas résulter des mêmes préoccupations. En effet, nous avons vu que pour le Pauliste, tant pionnier de la première heure qu'entrepreneur diversifiant ses activités professionnelles, la terre est avant tout un bien marchand à négocier, quitte à en mettre en valeur les ressources, notamment minérales, ou pour capter d'autres ressources, cas des financements bancaires pour la mise en valeur des terres acquise, comme a été vu et décrit pour le Sud du Pará. Pour le Mineiro, nous avons vu que la terre apparaît plus comme un capital à augmenter, éventuellement en intégrant les terres de ses voisins, et mis en valeur par l'autre capital que représente le cheptel. La terre est aussi en partie cela pour le Gaúcho, mais elle est aussi le support de l'exploitation agricole que la famille gaúcha construira, dans laquelle elle vivra, qui fera sa fierté, plus que la seule quantité de surface détenue, à laquelle elle sera attachée et qu'elle ne vendra pas comme un simple bien acquis et négociable, mais bien pour acquérir une nouvelle terre dans une autre région vers laquelle elle migrera.

Sandri (2008) apporte des éléments de compréhension sur le rapport à la terre des Gaúchos, à partir de la trajectoire des Sudistes dans la ville de Mineiros dans l'Etat du Goiás et s'appuyant sur la théorie de Norbert Elias *"The Established and the Outsiders"* à propos des relations de pouvoir liées à l'arrivée de migrants dans des communautés considérées comme établies. En acquérant de grandes surfaces, rendu possible en raison du différentiel de prix de la terre avec leurs régions d'origine, et les mettant en valeur par leurs systèmes de culture et d'élevage, les Gaúchos dynamisent les communautés dans lesquelles ils s'insèrent et les développent. De plus, loin de perdre leur identité gaúcha, ils en sont fiers, à commencer par leur patronyme allemand ou italien, l'affirment et la renforcent, en particulier au sein des CTG (Centres de la Tradition Gaúcha, déjà présentés). Rappelons que créé dans toutes les localités où les Gaúchos s'installent, le CTG, sorte de club ouvert à tous les habitants de la localité,

permet de se retrouver entre Gaúchos, mais aussi de discuter et de partager, avec les autres groupes de la localité, l'actualité politique et socio-économique locale, tout en faisant vivre le folklore gaúcho et le transférer à leur descendance.

« Bien qu'originaires d'un même État - Rio Grande do Sul -, les Sudistes n'avaient pas une cohésion de groupe suffisante pour s'affirmer devant les établis, ce qui les a contraints à rechercher une identité commune, capable de leur donner une unité. » (SANDRI, 2008, p. 21).

La mention de cette auteure sur la faible cohésion du groupe des Gaúchos comparée à celles des Mineiros, amène à s'interroger sur la place respective de la famille et de la communauté dans les deux groupes sociaux. En effet, nous avons vu que la communauté est essentielle pour le Mineiro. C'est d'une communauté vers une autre communauté que migre le Mineiro, et c'est dans cette nouvelle communauté que le Mineiro va ancrer ou construire sa famille. Or, il semble que ce soit la famille qui soit le principal point d'ancrage du Gaúcho. La communauté gaúcha se construirait par la juxtaposition des éléments unitaires que sont les familles gaúcha. Cette différence structurelle famille-communauté expliquerait la plus fréquente concurrence entre les familles gaúchas, alors que la concurrence semble plus rare, voire quasiment inexistante, entre les familles mineiras, pour lesquelles les règles sociales communautaires atténuent la concurrence entre les familles.

Toujours selon Sandri (2008), la différence structurelle famille-communauté pourrait expliquer la meilleure résilience des familles gaúchas comparée aux familles mineiras face à l'effondrement des coopératives, structures communautaires par excellence :

« En fait, pendant la quasi-totalité des années 80, les produits agricoles en général ont eu des cotations basses, une situation aggravée par l'augmentation des coûts de production, qui n'avait cessé de croître depuis le premier choc pétrolier de 1973. Le carburant, les engrais et les pesticides sont devenus très chers. En outre, il y a eu une diminution des subventions gouvernementales, avec des taux d'intérêt élevés et un grand écart de prix entre les produits et les intrants, tout cela s'est répercuté sur le système coopératif et a généré la faillite de grandes entités coopératives, ce qui a encore aggravé la situation de l'agriculture. » (SANDRI 2008, p. 26).

Par ailleurs, plus que la simple fierté d'être Gaúchos, Sandri (2008) note un certain sentiment de supériorité des Gaúchos vis-à-vis des autres groupes sociaux. Ce sentiment de supériorité reposerait en partie sur la reconnaissance de leur compétence en agriculture, elle-même basée sur leur réussite dans ce secteur. Ce sentiment de supériorité proviendrait également de leur réputation d'être travailleurs, de ne pas rechigner à la tâche. Ce sentiment de supériorité, la famille gaúcha le tirerait aussi de son histoire faite de migrations successives, jonchées d'embûches qui ont été à chaque fois des épreuves que la famille a passé avec succès grâce à la fois à son travail et à sa capacité à rebondir, capacité amplifiée et améliorée

par l'enchaînement des épreuves. Et cette capacité à rebondir jouerait d'autant plus que le contexte socio-économique se dégraderait, cas de la crise agricole des années 80.

Le sentiment de supériorité des Gaúchos et surtout une certaine reconnaissance de cette supériorité et de leur compétence en agriculture par les pouvoirs publics se sont traduits par des mesures spécifiques en termes de colonisation de l'Amazonie. C'est ainsi que la prétendue supériorité du colon gaúcho, d'origine européenne même très lointaine pour certains, devait permettre de développer les régions à coloniser, tout au moins plus aisément qu'une colonisation basée sur les seuls Nordestins. Selon Simon (2009) :

«L'idée initiale du gouvernement militaire était d'envoyer des paysans sans terre du Nord-Est et du Sud vers l'Amazonie - le long de la route transamazonienne, qui était en cours d'ouverture -, les deux tiers des postes vacants allant à des habitants du Nord-Est et un tiers à des habitants du Sud. Toutefois, dans la pratique, la grande majorité des familles qui ont obtenu des parcelles provenaient de l'extrême sud du pays. » (SIMON, 2009, p. 14).

Les dires populaires concernant la Transamazonienne sont beaucoup plus tranchants : *"La Transamazonienne a été colonisée par un Sudiste pour trois Nordestins, ces derniers devant servir de main-d'œuvre au premier."* Notons cependant que dans cette expression populaire, l'appellation sudiste concerne autant le Gaúcho du Sud du Brésil que le Mineiro du Sudeste du Brésil. Aussi, il nous semble important de différencier la reconnaissance de la compétence de la famille gaúcha, acquise tout au long de son processus migratoire, du malheureux et basique stéréotype brésilien attribuant une soi-disant supériorité, par rapport au Brésilien de souche, de l'étranger en provenance d'un pays développé du Premier Monde, notamment d'Europe, mais aussi d'Amérique du Nord, du Japon, d'Australie ou de Nouvelle Zélande. Cette différence est d'autant plus importante à faire que l'existence de ce stéréotype exacerbe l'égo des migrants du Sud et du Sudeste vis-à-vis des Nordestins, encore plus vis-à-vis des habitants du Pará, sans parler des Amérindiens, habitants originels des fronts pionniers colonisés au cours du dernier demi-siècle, et fortement discriminés, malgré les politiques publiques à leurs égards.

Toujours concernant la réputation des Gaúchos, Simon (2009) considère que l'espoir et la confiance mis par les pouvoirs publics dans la compétence et l'expérience des familles gaúchas pour implanter, développer et moderniser l'agriculture sur la Transamazonienne n'ont pas été suivis de mesures appropriées.

«Beaucoup de ces citoyens, emmenés en Amazonie, n'ont pas eu le soutien promis par le régime militaire. L'intérêt du président Ernesto Geisel - issu d'une famille de fermiers d'origine allemande - pour la colonisation n'a pas été suivi par le gouvernement Figueiredo. Et, par

conséquent, des milliers de fermiers de Rio Grande do Sul ont été abandonnés à leur sort au milieu de la forêt. » (SIMON, 2009 p. 14).

Toutefois, il ne semble pas que la situation des migrants à leur arrivée sur la Transamazonienne fut pire que celles des migrants sur les autres fronts pionniers amazoniens ou que celles des migrants arrivant quelques décennies plus tôt dans le Centre-Ouest ou dans l'Etat du Paraná ou dans celui du Rio Grande do Sul à la fin du 19^e siècle.

Une autre caractéristique intéressante du Gaúcho est que, même si son identité s'inscrit dans un processus migratoire, la famille gaúcha s'installe pour rester, tout au moins le temps de la migration concernée, quitte à vendre l'exploitation pour initier une autre migration. Ainsi, à la différence des Paulistes, qui pour beaucoup migrent seulement dans le cadre de leurs activités professionnelles, tout en maintenant leur base sociale et familiale dans l'Etat de São Paulo, le Gaúcho migre pour vivre sur sa nouvelle terre avec sa famille, un peu à la manière du Mineiro. Une fois installé sur sa nouvelle terre, dans le Pará par exemple, le Gaúcho se considère toujours Gaúcho, mais aussi Paraense d'où l'appellation fréquente de Pará-Gaúcho qu'il se donne pour bien montrer son double attachement à sa tradition gaúcha et à sa nouvelle terre. Simon (2009) mentionne également cette particularité du migrant d'origine gaúcha.

« Où qu'ils soient, nos frères et sœurs du sud disent qu'ils se sentent toujours comme des gauchos. Même ceux qui y vivent depuis des années, des décennies, déclarent leur âme de gaúcho. Ils aiment leur nouvel État, ils aiment la terre qui les a accueillis, ils ne veulent jamais retourner dans le Sud. Mais ils aiment toujours profondément Rio Grande do Sul. Leurs enfants se sentent gauchos, bien qu'ils soient nés en Amazonie ou dans le Nordeste. » (SIMON, 2009, p.34).

En conclusion sur l'identité gaúcha, on peut dire qu'elle s'inscrit dans un processus migratoire familial visant à occuper de nouveaux territoires. Elle repose sur l'acquisition de terres à mettre en valeur pour assurer la reproduction familiale. Elle s'appuie sur une compétence en agriculture en permanence renouvelée et améliorée par les nouvelles étapes et face aux nouveaux défis. Enfin, elle est la fierté du Gaúcho allant jusqu'à un sentiment de supériorité vis-à-vis des autres groupes sociaux.

9.2 Les trajectoires des migrants gaúchos en Amazonie

Maintenant que nous avons tenté de mieux discerner l'identité gaúcha, ainsi que ce qui la différencie des autres migrants, en particulier Paulistes et Mineiros, voyons ce qu'il en est des trajectoires en Amazonie des Gaúchos et de leurs descendants.

9.2.1 Le Gaúcho reproduit en Amazonie son système de polyculture - élevage

Les deux premiers exemples de trajectoires de familles d'origine gaúcha montrent la reproduction sur la Transamazonienne d'un système de polyculture – élevage assez proche de celui déjà mis en place par les migrants européens lors de leur arrivée dans l'Etat du Rio Grande do Sul à partir de la fin du 19^e siècle, puis dans les terres forestières situées plus au Nord, notamment dans l'Ouest de l'Etat du Paraná. La différence entre ce système gaúcho sur la Transamazonienne dans l'Etat du Pará et celui du *Planalto* ou de la *Serra Gaúcha* dans l'Etat du Rio Grande do Sul est la surface de l'exploitation, de l'ordre d'un à dix, voire d'un à vingt, rappelant que la recherche de terres pour asseoir le projet agricole familial étant toujours été un fort moteur de migration.

9.2.1.1 Le couple G1 d'origine gaúcha dans une exploitation classique de polyculture – élevage

G1 est Gaúcho, né en 1937 dans l'exploitation agricole familiale d'alors, dans l'Etat du Rio Grande do Sul. Son père et sa mère sont également nés dans le Rio Grande do Sul, mais dans une autre communauté, celle dans laquelle ses grands-parents, tant paternels que maternels, d'origine allemande et prussienne, avaient migré enfants avec leurs propres parents à la fin du 19^e siècle. Lorsqu'il était encore enfant, G1 a migré avec ses parents dans l'Ouest de l'Etat du Paraná où il a rencontré celle qui deviendra son épouse, qui est également fille et petite-fille de migrants d'origine allemande. G1 parle avec son épouse en allemand. G1 et son épouse parlaient en allemand avec leurs parents. Ils ont appris le portugais en allant à l'école primaire. Leurs six enfants, tous nés dans le Paraná, ont également appris le portugais à partir de l'âge de 7 ans quand ils ont commencé à aller à l'école primaire.

Le couple G1 se considère comme agriculteur et agricultrice, tous deux nés dans une exploitation agricole, de parents agriculteurs, même si l'homme déclare avoir exercé diverses autres activités dans sa vie, tout au moins dans la période où il était avec son épouse dans l'Etat du Paraná, celle-ci ayant la charge de la maison et d'élever leurs nombreux enfants. En revanche, depuis son arrivée sur la Transamazonienne en 1985, le couple est redevenu exploitant agricole. Dans l'Etat du Paraná, en plus d'avoir été exploitant agricole, puis responsable d'un élevage de porcs, G1 aurait été manœuvre, commerçant, employé dans un club de sport, etc., plusieurs activités avec peu de succès selon ses dires. La vie ne l'aurait pas épargné avec plusieurs problèmes familiaux et de santé, dont le décès d'un fils.

La famille est venue sur la Transamazonienne sur les conseils du fils aîné, technicien agricole, qui, comme beaucoup de jeunes du Paraná, y était venu à la recherche d'un emploi, avait trouvé la terre bon marché et de bonne qualité et, en conséquence, avait suggéré à sa famille de migrer. Le couple G1 a obtenu deux lots de 100 hectares, côte-à-côte sur une piste secondaire à environ 30km de la piste transamazonienne, donnant un temps de trajet d'environ

une heure à une heure et demi pour se rendre à la ville. Il y avait une petite école sur la piste secondaire, ainsi qu'un petit poste de santé pour les premiers pour les premiers soins. Quand il y avait un malade, il fallait venir en ville.

Sur ces deux lots, G1, son épouse et leurs enfants ont créé une exploitation de polyculture et d'élevage avec une dizaine d'hectares de cacao, une douzaine d'hectares de café, près d'une dizaine de milliers de poivriers, une centaine d'hectares de pâturage pour un troupeau comptant environ 120 têtes. L'exploitation comptait également un jardin maraîcher, plusieurs arbres fruitiers, des animaux de basse-cour, principalement des porcs et de la volaille. Pour G1 et pour son épouse, une exploitation est d'autant plus viable qu'elle produit ce dont elle a besoin, réduisant ainsi ses dépenses aux seuls biens qu'elle ne peut produire. L'exploitation dispose de plusieurs chevaux pour la conduite du troupeau et les déplacements de courte distance, deux bœufs de trait dressés par G1 et ses fils, un vieux pick-up pour le transport du matériel, des intrants et des productions sur la ferme, un séchoir pour le cacao, le café et le poivre, un petit moulin à eau sur le ruisseau traversant la propriété pour la production d'électricité, ainsi que quelques autres petits équipements.

En 2000, la famille G1 a acquis une terre de quelques hectares en bordure de la ville afin de faire du maraîchage intensif et de la pisciculture profitant ainsi du petit marché urbain en croissance, en particulier avec l'implantation des scieries. Le plus jeune des trois fils est resté avec son épouse et ses quatre enfants en bas-âge sur l'exploitation initiale. Les trois aînés ont migré vers la ville, un prenant en charge la pisciculture, les deux autres le maraîchage intensif. Profitant de leurs pensions de retraite, G1 et son épouse sont également venus s'installer en périphérie de la ville car devant régulièrement se rendre à l'hôpital pour leurs problèmes de santé respectifs. Dix ans plus tard, une des aînés est repartie s'installer avec son mari et sa famille dans l'Etat du Paraná pour y développer une petite exploitation de maraîchage intensif. La dernière des enfants de G1 s'est formée en agronomie, est devenue ingénieure forestière et est devenue la fierté familiale.

En moins de 20 ans, la famille de G1 a construit une ferme permettant de subvenir à ses besoins, ainsi qu'installer ses enfants. En s'appuyant sur son expérience antérieure dans l'Etat du Paraná et sur ses près de vingt ans de vie sur la Transamazonienne, G1 considère que le secret pour "durer" sur la frontière agricole consiste à baser l'exploitation sur plusieurs activités, en particulier trois cultures pérennes dans son cas. Ainsi, quand une des cultures pérennes est déficitaire une année ou deux, voire trois, en raison d'un prix trop bas ou d'un problème sanitaire, les deux autres cultures compensent la perte. Au pire, une seule culture permettra de subvenir aux besoins minimaux de la famille.

Le cheptel a également pour G1 un rôle essentiel dans la mesure où, en marge de la production de lait pour l'autoconsommation et de veaux pour la vente aux engraisseurs, le bétail est également un capital permettant à la fois d'investir dans les cultures et de capitaliser les revenus de ces mêmes cultures. La famille G1 s'est installée sur la Transamazonienne à

l'époque du boom du poivre et du café, au milieu des années 80s, juste quelques années avant la chute des prix de l'ensemble des cultures pérennes à partir de la fin des années 80s et le début des années 90s. Malgré la crise des cultures pérennes ayant ruiné de nombreux exploitants, G1 déclare avoir maintenu son exploitation viable en continuant à entretenir ses plantations, quand plusieurs de ses voisins les arrachaient, et en plantant tous les ans 100 à 200 pieds de cacao, 200 à 300 pieds de poivre résistants à la fusariose et 400 à 500 pieds de café. Les coûts de cet investissement dans les cultures pérennes ont été financés par la vente d'une partie du bétail. Quand les prix des cultures pérennes sont remontés à partir de la moitié des années 90s, la famille G1 en a profité pour bien vendre ses productions toujours performantes car bien entretenues et à peu à peu reconstituer son cheptel.

9.2.1.2 G2 d'origine gaúcha, d'une exploitation classique de polyculture - élevage vers l'élevage

G2 est né en 1948 dans l'Etat du Rio Grande do Sul dans lequel ses grands-parents paternels s'étaient installés en provenance d'Europe Centrale. G2 a migré sur la Transamazonienne en 1972, avec les premiers colons qui sont arrivés dans la région. Cela lui a permis d'acquérir un lot le long de la piste principale, proche de l'agroville et de surcroît avec une partie en *terra roxa* propice aux cultures pérennes, en particulier le cacao. G2 a quatre enfants qui ont été à l'école d'abord dans celle proche de l'exploitation, puis dans l'agroville toute proche. Deux de ses enfants, les plus âgés, sont enseignants mais n'ont pas l'intention d'exercer cette profession considérant qu'il y a mieux à faire dans l'agriculture et surtout dans l'élevage. Ils insistent auprès de leur père pour acheter un ou deux autres lots et investir dans l'élevage.

L'exploitation de G2 repose sur le cacao et l'élevage. Elle a bénéficié du plan cacao lancé au tout début des années 70s et environ une quinzaine d'hectares furent plantés en cacao, sur les meilleures terres. Les revenus du cacao ont permis à la famille de subvenir à ses besoins, l'intégralité de la main-d'œuvre familiale étant investie dans cette culture, parallèlement à l'école pour les enfants. Une partie des revenus a permis d'acheter les premières vaches. Le troupeau en 2000 comptait près d'une centaine de vaches. L'exploitation est plane, relativement bien drainée. Il n'y a donc pas de problème d'érosion et le pâturage, quoi qu'un peu dégradé, est encore très correct, dans la mesure où G2 adopte un système de pâturage tournant permettant aux parcelles pâturées de se régénérer.

G2 a essayé de planter d'autres cultures pérennes, mais il considère que les politiques mises en œuvre n'ont pas été adaptées à la demande. Ce fut notamment le cas du café dont les plants sont arrivés en production lors de la crise des prix. Ce fut également le cas avec le cupaçu et la noix de coco, deux plantes pour lesquelles le marché consommateur était insuffisant pour absorber la production entraînant un effondrement des prix dès la première récolte. G2 estime que le cacao a toujours été une bonne option, surtout pour ceux qui comme

lui ont planté tôt bénéficiant des aides et des prix élevés, ainsi que de l'appui technique de qualité fourni à cette époque par les services concernés. La situation est devenue plus critique ensuite, raison pour lesquelles ses enfants préféreraient investir dans l'élevage.

SI G2 était seul avec son épouse, il continuerait avec sa plantation de cacao et son troupeau. Toutefois, ses enfants voulant prendre la suite, il compte donc vendre une partie de son troupeau pour acheter un ou deux autres lots et investir plus dans l'élevage. Il aimerait bien pouvoir acheter un lot avec un peu de forêt afin de pouvoir faire quelques cultures annuelles pour l'alimentation de la famille. En effet, sans parcelle forestière pour faire ses cultures vivrières, il est contraint d'acheter son alimentation auprès de ses voisins ou en ville dans les commerces, même pour l'alimentation de sa basse-cour.

Au début de la décennie 90, comme beaucoup d'autres exploitants de la Transamazonienne, G2 a bénéficié d'un financement FNO pour former un élevage laitier et démarrer en parallèle une production de cupuaçu et de noix de coco. Il s'est servi du financement pour acquérir du cheptel à viande, et ainsi augmenter la taille de son troupeau. Il considère que ce choix a été heureux car sinon il se serait retrouvé dans la même situation que son plus proche voisin et de nombreux autres agriculteurs de la Transamazonienne, à savoir à la fois ruinés et endettés. Les deux raisons en cause sont, d'une part, l'effondrement du prix du cupuaçu et de la noix de coco lié à l'étroitesse du marché et, d'autre part, la brucellose, zoonose venue avec le cheptel laitier, soi-disant en provenance du Minas Gerais, amené par des maquillons peu scrupuleux, dont le plus important de la région. Plusieurs de ces vaches et génisses, contaminées par la brucellose, auraient dû être abattues dans leurs régions d'origine, dans l'Etat du Minas Gerais ou autres, alors qu'elles ont été transportées et vendues en Amazonie comme bétail laitier de qualité auprès d'agriculteurs n'ayant pas de connaissances suffisantes en élevage pour acquérir de telles reproductrices. De plus, le marché local des produits laitiers étant déjà saturé, sans la mise en place de filières laitières spécifiques pour approvisionner les grands centres urbains régionaux et nationaux, la production laitière n'était pas une bonne option.

Par ailleurs, G2 a une position à la fois particulière et partagée par de nombreux autres colons concernant la déforestation sur la Transamazonienne. Il pense qu'il est illusoire de vouloir coloniser une terre forestière sans couper la forêt. Pour lui, la forêt est bonne par ses cendres qui résultent de sa coupe et de son brûlis pour mettre en place des cultures pérennes ou annuelles.

En conclusion sur les trajectoires en Amazonie de ces deux premières exploitations G1 et G2 d'origine gaúcha, on note des stratégies agraires de type sécuritaires car fortement basées sur leurs propres expériences antérieures de polyculture - élevage et s'appuyant sur des productions à la fois adaptées et ayant fait leurs preuves dans le contexte de la Transamazonienne, notamment le cacao et dans une moindre mesure le café et le poivre.

9.2.2 Le Gaúcho, innovateur du front pionnier amazonien

Nous allons successivement décrire les trajectoires basées sur l'innovation d'un Gaúcho et de deux descendants de Gaúchos, tous les trois d'ascendance européenne s'étant installée dans le Rio Grande do Sul à la fin du 19^e siècle. Les trajectoires de ces trois familles sont de bons exemples de la capacité innovante reconnue aux migrants originaires du Sud du Brésil, capacité qui selon Simon (2009) justifiait la confiance des pouvoirs publics dans ce groupe de migrants pour développer et moderniser l'agriculture des fronts pionniers amazoniens en construction.

9.2.2.1 Le Gaúcho G3, d'une exploitation de polyculture-élevage à une grande cacaoyère

L'origine de la migration et l'arrivée sur la Transamazonienne du Gaúcho G3 sont assez similaires à celles de son compatriote gaúcho G2. Légèrement plus âgé que G2, G3 a pris jeune la décision de migrer avec sa jeune épouse, leurs familles n'ayant pas assez de terre dans le Rio Grande do Sul pour installer tous les enfants et ne pouvant pas en acquérir de nouvelles en raison d'un prix trop élevé. De plus, G3 confie qu'il a toujours été tenté par cette frontière agricole dont on parlait beaucoup dans sa communauté du Rio Grande do Sul, et où il pouvait se construire de belles propriétés. Comme G2, G3 a migré en 1972 après s'être inscrit sur les listes de postulants à la migration. Il a été transporté par les pouvoirs publics jusqu'à la ville d'Altamira où on lui a indiqué sa nouvelle terre, un lot de 100 hectares le long de la piste principale à une centaine de kilomètres à l'Ouest d'Altamira, dans ce qui allait devenir la commune de Medicilândia.

A son arrivée, son lot, juste en bordure de la piste principale, était totalement couvert de forêt, une forêt dense, difficilement pénétrable, riche en faune diverse et variée qui s'est avérée une bonne source de protéines pendant les premières années. Il a tout de suite remarqué que la terre était d'un rouge foncé caractéristique des bonnes terres sur lesquelles tout pousse. Dès son arrivée avec son épouse, il a entrepris de couper et brûler une première parcelle plane d'un ou deux hectares pour semer leurs premières cultures vivrières, ainsi que construire leur maison en bois tiré de la parcelle défrichée. Dans l'attente, le toit et les murs de leur petit abri sommaire était constitué de branchages et de feuilles de palmier coupées dans la forêt. A aucun moment, G3 ne s'est plaint des conditions précaires à son arrivée sur la Transamazonienne, mais reconnaît qu'elles étaient particulièrement difficiles.

Une fois une petite maison en bois construite, toujours existante trente ans plus tard, et la première récolte effectuée, G3 a appris par les services techniques d'appui qu'il pouvait bénéficier d'un nouveau programme visant à initier et développer la culture du cacao dans la région, en particulier sur les parcelles de terre rouge (*terra roxa*) comme la sienne. G3 s'est inscrit, a reçu les premiers plants, les a plantés. Puis l'assistance technique lui a appris qu'il devait également planter des arbres entre les pieds de cacao afin que ceux-ci protègent du

soleil les jeunes pieds de cacao, tout en maintenant une plus grande humidité au sol. A ce titre, des plants d'arbres à croissance rapide étaient recommandés et disponibles auprès des services publics compétents.

G3 s'est tout de suite interrogé sur l'intérêt de planter des arbres seulement pour protéger les jeunes pieds de cacao. Sans réponse convaincante de la part des services techniques, il s'est rendu dans la colonie japonaise de Tomé-Açu, proche de Belém, la capitale de l'Etat du Pará située à près d'un millier de kilomètres de sa nouvelle terre à Medicilândia, où les exploitants avaient une expérience plus ancienne des cultures pérennes en Amazonie, notamment du cacao. Il y a appris que plutôt que de planter des arbres à croissance rapide, dont le bois ne servait guère, en dehors de servir à faire des caquettes pour le transport de fruits, il était préférable de planter des arbres de valeur dont le bois pouvait être commercialisé à un très bon prix, une fois les arbres grands, c'est-à-dire après quelques dizaines d'années, lorsqu'ils pouvaient être abattus sans risque de dégâts sur la cacaoyère qui était alors trop vieille pour produire. G3 est revenu sur son exploitation avec quelques graines et plants de ces arbres de valeur pour les semer entre ses pieds de cacao. Il est également allé parcourir sa propre forêt ainsi que les parcelles voisines à la recherche des graines et jeunes plants de ces fameux arbres qu'il a replanté dans sa toute première cacaoyère.

Ainsi chaque année, avec l'aide de manœuvres employés à cet effet, G3 a déforesté, brûlé puis semé en cultures vivrières puis planté en cacao, plusieurs hectares de cacao, pouvant aller jusqu'à une à deux dizaines d'hectares par an, avec à chaque fois des arbres de valeur entre les pieds de cacao. Profitant du prix élevé du cacao les premières années, G3 a acquis le lot voisin, également couvert de *terra roxa* propice au cacao, puis le lot suivant, puis deux lots de l'autre côté de la piste principale, toujours en *terra roxa*, se constituant ainsi une belle cacaoyère de près de 500 hectares, certes avec des parties vieilles et peu productives, mais toute implantée d'arbres de valeur. Parallèlement, G3 a acquis quatre lots qu'il a implanté en pâturage pour y mettre son troupeau bovin. G3 reconnaît que selon les années, en fonction du prix du cacao, son exploitation lui rapporte plus ou moins, mais qu'à aucun moment il n'a lésiné sur l'entretien de la cacaoyère.

Vingt ans après être parti pour la Transamazonienne, G3 est revenu une première fois sur la terre familiale dans le Rio Grande do Sul avec un petit film vidéo montrant son exploitation actuelle. Il parle de sa terre natale avec beaucoup de nostalgie, mais ne regrette en rien d'avoir migré, étant à la tête d'une véritable petite fortune en grande partie faite par les arbres de valeur plantés dans sa cacaoyère, fortune qu'il aurait été impensable de construire dans le Rio Grande do Sul. Il est également pensif à propos de la fortune de sa réussite, en premier lieu l'idée de planter des arbres de valeur entre les pieds de cacao, mais surtout qu'il est maintenant convaincu de la non-utilité des arbres d'ombrage pour les cacaoyères dans le contexte amazonien. En effet, le nécessaire ombrage des pieds de cacao vaudrait pour le climat tropical tel que celui de la Bahia, mais serait inutile dans le climat équatorial de la

Transamazonienne. Ce serait tout au moins ce que plusieurs autres planteurs de la Transamazonienne auraient de démontrer dès le début du XXI^e, allant ainsi à l'encontre de toutes des recommandations techniques.

En 2003, un peu plus de trente ans après son installation sur la Transamazonienne, il est à un tournant de sa vie, proche de la retraite, pas d'enfants vraiment intéressé pour prendre la relève. Vendre l'exploitation est un scénario possible, sachant que d'un côté il faudra replanter les plus vieilles parcelles de cacao, mais d'un autre côté les arbres de valeur plantés dans ces plus vieilles parcelles de cacao en font un prix de la terre de l'ordre de 20 à 30 fois supérieur au prix de la même parcelle sans les arbres. Une grande entreprise forestière lui a déjà proposé d'acheter sa terre plusieurs millions de dollars ou, s'il n'est pas d'accord pour la vendre, lui acheter seulement les arbres, puis installer une scierie sur sa terre afin d'en exploiter les arbres de valeur. L'exploitation sera d'autant plus facile que les arbres sont plantés côte-à-côte à proximité de la piste principale. Il n'est donc pas nécessaire d'aller les extraire un par un, au fond des pistes secondaires, un par-ci, un par-là au sein des massifs forestiers encore vierges, à raison d'un ou deux, au maximum trois arbres de valeur dans un hectare de forêt naturelle de la Transamazonienne.

9.2.2.2 Le couple G4 d'origine gaúcha innovateur dans la production laitière

Le couple G4 est né au début des années 50 dans l'Etat du Paraná, dans une communauté d'origine gaúcha descendant de migrants polonais et italiens. Les deux sont nés et ont grandi dans une exploitation familiale. Confronté à des difficultés avec leurs familles respectives, ainsi qu'un problème de santé pour elle, le jeune couple est parti sur la Transamazonienne en 1980 poussé par la propagande gouvernementale et les retours d'information des premiers migrants disant qu'il y avait de la terre pour ceux qui voulaient la travailler, ainsi que des emplois salariés dans la colonisation de l'Amazonie. Dans un premier temps, le couple a acquis une terre de cinq lots de 100 hectares chacun, appelée une *gleba*, couverte de forêt dans l'objectif dans exploiter le bois tout en produisant son vivrier, planter quelques cultures pérennes et mettre le reste en pâturage pour y élever des bovins.

Même si cette première terre était suffisamment grande pour construire un beau projet agricole basé sur les cultures pérennes, cacao et poivre, ainsi que l'élevage, elle était à la fois loin de la ville et sur une piste secondaire particulière difficile pour circuler. Aussi, tout en gardant cette terre, en partie louée à d'autres migrants, le couple G4, avec ses deux filles en bas-âge, a acquis deux demi-lots de 50 hectares chacun, proches de la ville de Uruará pour y créer une exploitation laitière dont la production pourra être vendue aux citadins. Tant l'homme que la femme ont reconnu avoir eu au préalable une expérience dans la production laitière dans leurs exploitations familiales respectives, puis lorsqu'ils se sont mariés.

Vingt ans plus tard, le couple G4 a construit son exploitation laitière sur les 100 hectares mis en quasi-totalité en pâturage. Il dispose d'un cheptel d'environ 200 têtes dont une grosse moitié sont des vaches laitières, le reste étant des veaux et des velles, ainsi que des génisses et taurillons qui sont vendus pour la reproduction. En effet, en s'appuyant sur des reproducteurs initiaux de qualité et en croisant les races Girolanda et Brown Swiss, le couple s'est constitué un cheptel laitier réputé productif et bien adapté aux conditions de la Transamazonienne, lui permettant de vendre dans toute la région, ses génisses et taurillons entre trois et cinq fois le prix habituel aux producteurs laitiers en devenir ou ceux voulant améliorer la génétique de leurs propres troupeaux laitiers.

Parallèlement, le couple G4 se levait tous les matins vers 3:00-3:30 pour traire à la main les vaches, afin de livrer le lait, au porte-à-porte, avant 7:00 du matin, à ses clients pour leur petit-déjeuner. Le couple a toujours travaillé seul sur l'exploitation, utilisant de temps en temps les services d'un journalier, surtout pour l'entretien des clôtures et du pâturage, essentiellement enlever ou couper les mauvaises herbes avant d'y mettre le feu. Toujours à la recherche d'opportunités et d'innovations et profitant de la production de maïs issue de la récupération de ses parcelles fourragères dégradées, le couple G4 s'est lancé dans la production de poulets fermiers (*caipira*), activité pour laquelle la réussite a été égale à celle de la production laitière. Le couple a choisi une race de poulet à la fois grande et lourde, donnant de gros et grands poulets vendus, trois à cinq fois le prix d'un poulet industriel classique, aux citadins pour leurs fêtes familiales, ainsi qu'aux nombreux chauffeurs partant vers leurs terres d'origine avec leurs camions chargés de bois en provenance des scieries de la commune.

En plus d'être une des premières exploitations, orientée par l'institution de recherche brésilienne, à faire dans la région de la Transamazonienne de la récupération de parcelles fourragères dégradées, le couple G4 s'est également lancé dans l'amélioration du pâturage avec, d'une part, l'introduction de légumineuses dans les parcelles fourragères plantées en graminées et, d'autre part, en adoptant un système de rotation de parcelles relativement intensif pour l'époque, avec une forte charge animale par unité de surface mais sur une durée très limitée dans le temps pour éviter le compactage du sol dû au piétinement, de l'ordre de 5-6 vaches à l'hectare, mais à peine quelques jours par trimestre.

Fort de ses réussites successives dans le lait, les poulets fermiers, la gestion des pâturages, et ses filles poursuivant leurs études supérieures, le couple a envisagé de construire une salle de traite mécanique pour ses vaches, surtout à la demande de l'épouse aux mains souffrant d'arthrose à force de traire tant de vaches à la main dans l'humidité matinale relativement fraîche sur la Transamazonienne. Cependant, à la même époque, le troupeau laitier n'étant pas vacciné contre la fièvre aphteuse, le couple G4 considérant que cette maladie n'existait pas dans la région, a été atteint par cette maladie. Ce fut la catastrophe avec arrêt complet de la traite pendant plusieurs semaines en raison des aphtes sur les mamelles et les trayons des vaches, amaigrissement des animaux ayant des difficultés à manger toujours à

cause des aphtes sur leurs muqueuses buccales, allant jusqu'à la mortalité de plusieurs veaux et velles nouveau-nés dans l'impossibilité de téter en lien avec les aphtes sur leurs propres muqueuses et sur les trayons de leurs mères, les trois taureaux "d'élite" inutilisables et à réformer car perdant leurs onglons déchaussés par les aphtes, difficulté pour garder les futures génisses et taurillons qui survécurent en raison de problèmes cardiaques à venir et toujours liés à la présence d'aphtes sur leurs muqueuses internes, etc.

L'exploitation du couple G4 mis près de cinq ans à se remettre de l'épisode de fièvre aphteuse et n'oubliera pas que l'économie faite en ne vaccinant pas contre cette maladie, même pendant de très nombreuses années, ne couvre en rien les dégâts fait par cette maladie quand elle atteint le troupeau. Une fois l'exploitation remise sur pied, les deux filles étant installées dans leur propre vie, le couple a commencé à envisager l'avenir avec d'autres yeux, d'autant plus que lui à ses 60 ans puis elle à ses 55 ans ont touché leur pension de retraite.

Le changement s'est opéré plus rapidement que prévu, lui étant soupçonné d'être atteint d'un cancer avancé du poumon qui, dans un second temps, s'est heureusement avéré être une simple infection par des mycoplasmes, vraisemblablement en lien avec son activité laitière. Se sachant atteint d'un cancer à l'issue fatale à court terme, et même si se sentant peu malade, lui a préféré partir se faire soigner dans l'Etat du Paraná, vendant une part de son cheptel pour financer les soins et son séjour dans le Sud, elle restant sur la Transamazonienne pour faire fonctionner la propriété. Le séjour fut bref, le nouveau diagnostic ayant été posé rapidement. Lui est aussitôt revenu dans sa ferme sur la Transamazonienne avec un pick-up flambant neuf, acheté avec l'argent prévu pour soigner son cancer.

Parallèlement au côté innovant du couple G4, on constate dans la trajectoire du couple G4 une forte capacité à rebondir face aux aléas de la vie, qu'ils soient familiaux ou économiques, cas notamment des difficultés dans la famille avant la migration, des problèmes de santé avant et après la migration, de la fièvre aphteuse qui a décimé le troupeau laitier, ainsi que dans une moindre mesure des difficiles conditions de vie dans les coins les plus reculés de la Transamazonienne avec des enfants en bas-âge.

9.2.2.3 G5, d'origine gaúcha, devenu un point d'ancrage de l'innovation sur la Transamazonienne

G5 est né au tout début des années 60 dans l'Etat du Paraná. Il est un des fils aînés du couple gaúcho G1 présenté précédemment. G5 a grandi dans l'exploitation familiale, parlant allemand avec ses parents et ses voisins, ayant appris le portugais en allant à l'école primaire. Toujours assidu dans ses études selon ses parents, G5 a obtenu son diplôme de technicien agricole. Une fois diplômé, G5 est venu sur la Transamazonienne, par ses propres moyens, en auto-stop, ayant eu connaissance du potentiel de la zone "*où les arbres poussent de plus d'un mètre par an*" et de la forte demande de techniciens dans la région pour aider les migrants à s'installer sur leurs nouvelles terres en Amazonie. Arrivé en 1984 à Altamira, déjà pôle urbain

régional et ancien comptoir à l'époque du caoutchouc, G5 a rapidement trouvé un emploi en tant que conseiller agricole dans une banque locale de développement rural.

Rapidement convaincu du fort potentiel des terres de la Transamazonienne, notamment pour les cultures pérennes, et cela malgré les difficiles conditions dans lesquelles sont les migrants à leur arrivée, G5 propose à son père et sa mère de vendre les biens de la famille dans l'Etat du Paraná et de le rejoindre en Amazonie. G5 se charge de trouver les deux lots sur lesquels s'installeront ses parents et leurs autres enfants. Les deux lots sont certes éloignés de la ville, mais sur des terres de bonne qualité, propices aux cultures pérennes, suffisamment planes pour être à terme mécanisées et bien pourvues en petits cours d'eau sans être inondables. On voit donc se dessiner tôt, dans la tête de G5, le projet agricole auquel il pense pour sa famille.

Tout en appuyant sa famille dans son installation sur sa nouvelle terre, G5 quitte son emploi dans la banque de développement pour entrer comme technicien dans l'institution de recherche se mettant en place sur la Transamazonienne, à la demande des pouvoirs publics, et donc recrutant son personnel. En effet, en dehors de quelques rares employés, le personnel déjà en fonction dans l'institution de recherche n'avait aucune envie de quitter le confort de Belém, capitale de l'Etat du Pará, et de sa périphérie pour une frontière agricole en construction, où aucun service n'existait et située à près de 1000km par la piste ou par le fleuve, soit au moins deux à trois jours de voyage. De surcroît, G5 n'a aucune difficulté à se faire affecter à la station expérimentale de la commune Uruará, encore plus avant sur la frontière que le centre régional d'Altamira, et donc à la réputation encore plus difficile, mais dans laquelle sa famille avait acquis ses terres et était en cours d'installation.

Par sa motivation, son réseau dans la recherche agricole, ainsi que le bon fonctionnement de la ferme familiale qui, montrée en exemple et sans être très originale, était diversifiée tout en paraissant résiliente et viable, G5 a attiré dans la commune d'Uruará puis appuyé diverses équipes de recherche soucieuses de répondre à la demande des pouvoirs publics d'investir les frontières agricoles d'Amazonie et d'œuvrer au bien-être des populations de migrants, généralement considérées comme abandonnées, surtout dans le cas de la Transamazonienne située à l'écart des pistes devenant routes reliant le Nord au reste du pays. G5 a ainsi joué pour la Transamazonienne le rôle de M9 pour la région de Paragominas en devenant un pôle d'ancrage et de convergence de plusieurs programmes et équipes de recherche puis de développement en élevage, cultures annuelles, cultures pérennes, écologie forestières, biodiversité, etc.

Parallèlement à son activité professionnelle dans l'institution de recherche et dans les organismes locaux de développement rural, G5 a acquis une petite parcelle de 15 hectares à proximité de la ville de Uruará, sur laquelle est venue s'installer une partie de sa famille G1 pour faire du maraîchage intensif. Sur cette parcelle, G5 a construit un atelier de pisciculture devenant en quelques années le principal producteur de poissons pour la consommation locale

puis régionale, commercialisant sa production hors de la commune jusque dans les villes localisées sur les berges de l'Amazone.

Pour G5, l'innovation a été la clé de voûte du développement de la Transamazonienne, et cela même si l'exploitation du bois est restée jusqu'au début du XXI^e la principale économie de la région, tant en termes de revenus générés que par les emplois créés. Selon G5, les plantations de cultures pérennes n'ont pu se développer que grâce aux améliorations à la fois variétales et dans le système de culture, qui ont permis de les adapter au contexte de la Transamazonienne. Une plantation bien gérée de cacao, poivre ou café maintient sa production et reste rentable même lorsque les prix de vente des productions sont au plus bas. En revanche, les colons délaissant leurs plantations lorsque les prix baissent, notamment en n'apportant pas ou moins d'engrais et en oubliant d'enlever les mauvaises plantes, portent préjudice à leur production et donc à leurs revenus lorsque les prix remontent. G5 rejoint par ses propos ceux de son père G1 concernant la nécessité essentielle de prendre soin de ses cultures pérennes quel que soit le prix du marché. De plus, G5 considère que les plantes pérennes protègent le sol et en maintiennent la fertilité naturelle issue de la couverture forestière initiale.

Concernant l'élevage, G5 le juge important dans l'exploitation du colon sur la frontière agricole pour au moins trois raisons. La première est que, même si le revenu est bas, comparé à celui des cultures pérennes et annuelles, il est sûr et donc constitue une épargne excellente pour capitaliser les revenus des cultures et financer en retour ces mêmes cultures. Ensuite, l'élevage est flexible en termes de quantité de main-d'œuvre et donc peut être mené en parallèle d'une autre activité, agricole ou en dehors de l'agriculture. Enfin, l'élevage est facile à conduire dans la mesure où l'éleveur applique les quelques règles de base, tant dans la gestion du troupeau que dans celle du pâturage.

Cependant, G5 explique par le manque de connaissance et de compétence en élevage, les trajectoires d'échecs de nombreux agriculteurs de la Transamazonienne, ayant bénéficié de financements FNO publics pour implanter et développer un élevage laitier, lorsque leurs cultures pérennes étaient peu rentables en raison de leur bas prix de vente. D'après ses propres dires:

«... on a vendu à des agriculteurs, qui n'avaient jamais conduit un troupeau, jamais traité une vache, jamais fait boire un veau ou soigné son nombril à la naissance, des génisses souvent vives car de race à viande, apeurées par l'homme car conduites uniquement en bandes et à cheval, ne connaissant que la main maniant le lasso ou le bâton. »
(VEIGA et al., 2004, p.55)

De surcroît, toujours selon G5 :

« on demandait à ces néo-éleveurs, inexpérimentés en élevage, de traire à la main leurs génisses dès la première mise-bas, les exposant

aux coups de pied et aux coups de corne, les rendant encore moins téméraires pour approcher leurs propres bêtes, elles-aussi encore plus apeurées et donc plus rétives à se faire traire. » (VEIGA et al., 2004, p. 56).

Ainsi, G5 voit dans la mauvaise préparation de ces néo-éleveurs inexpérimentés, la cause de l'échec de nombreux migrants s'étant installés sur la Transamazonienne. De plus, parallèlement à leur inexpérience dans la conduite des troupeaux, de nombreux agriculteurs ne savaient pas gérer leurs pâturages, pensant qu'il suffisait d'y mettre des bovins dessus, sans période de repos et de régénération de la sole fourragère et en utilisant uniquement le feu pour contrôler les mauvaises herbes et le recru forestier. En revanche, toujours selon G5, les colons d'origine du Sud-Est, en particulier les Mineiros et les Goianos, ayant des compétences en élevage ont profité des financements FNO pour développer leurs élevages bovins, à viande ou pour le lait, en fonction de leurs projets agricoles. Et ce sont ces éleveurs qui ont acquis les terres de nombreux néo-éleveurs qui ont abandonné l'agriculture en raison de l'échec en élevage et sans possibilité de se récupérer avec leurs cultures pérennes au prix encore bas.

Aussi, en vue de former les néo-éleveurs et de perfectionner les éleveurs déjà compétents mais souhaitant s'améliorer, un programme d'enseignement spécifique a été implanté à la fin des années 90 dans la commune de Uruará, avec des stages de formation tenus dans les communautés localisées sur toutes les pistes secondaires de la commune, c'est-à-dire au plus près des néo-éleveurs et éleveurs. Cinq ans plus tard, lors de l'évaluation du programme FNO par le BASA, la commune de Uruará s'est faite remarquer comme la seule commune de la Transamazonienne ayant présenté un taux élevé de remboursement des prêts octroyés pour développer l'élevage.

En conclusion des trajectoires en Amazonie de ces trois familles de colons gaúchos innovateurs (G3, G4 et G5), on constate le rôle essentiel des politiques publiques en général, tant dans la migration de ces colons du Sud du Brésil vers la Transamazonienne que dans la construction de leurs exploitations respectives, en particulier les diverses mesures prises par les pouvoirs publics pour financer et appuyer le développement de l'agriculture et l'amélioration des conditions de vie, mesures dont les familles des trois colons ont largement bénéficié. En revanche, on remarque également plusieurs failles dans la mise en œuvre de ces politiques et l'applications des mesures, failles qui avec le recul paraissent avoir été dramatiques pour de nombreuses autres familles de colons. On pense notamment au financement FNO pour l'élevage, dont l'idée était excellente, mais pour lequel il manquait à la fois des termes de référence plus stricts pour les maquignons en charge de l'approvisionnement en bétail et un appui technique pour les éleveurs inexpérimentés au préalable à la réception de leurs têtes de bétail. On retiendra par ailleurs, l'importance de la diversité des exploitations agricoles qui était déjà ressortie comme un élément marquant des colons originaire du Sud du Brésil, face aux divers risques économiques et sanitaires de la frontière agricole, alors que les deux autres

groupes de colons précédemment analysés, Paulistes et Mineiros, privilégiaient fortement l'élevage.

9.2.3 Le Gaucho, un acteur majeur du secteur du bois sur la Transamazonienne

Nous avons déjà vu que des familles gaúchas d'ascendance européenne avaient migré dans le Paraná, fortes de leur expérience dans la coupe et l'exploitation des écosystèmes forestiers, avant de les mettre en culture, expérience acquise dans le *Planalto* et la *Serra Gaúcha* du Rio Grande do Sul à partir de la fin du 19^e siècle. Plusieurs membres de ces familles ont, une ou deux générations plus tard, poursuivi la migration en Amazonie et y ont logiquement mis à profit leurs compétences dans le secteur du bois. Nous allons brièvement décrire deux trajectoires de ces colons forestiers car elles apportent un regard à la fois intéressant sur l'exploitation du bois sur la Transamazonienne car émanant des acteurs locaux de ce secteur, et complémentaire des divers écrits des communautés scientifique, politique et médiatique émanant d'autres acteurs aux intérêts différents. Par ailleurs, ce regard a d'autant plus d'intérêt qu'il converge avec le point de vue d'autres acteurs de la filière bois en Amazonie, cas de M8 et M9 précédemment présentés, opérant sur d'autres fronts pionniers.

Les deux colons G6 et G7 sont nés dans le Paraná dans les années 50, de parents ayant migré du Rio Grande do Sul dans le Paraná quelques années auparavant comme de nombreux Gaúchos. Leurs noms de famille montrent leur origine polonaise. Ils ont migré jeunes vers la Transamazonienne, la nouvelle frontière agricole vantée par la politique gouvernementale et sur laquelle on ne disait que du bien, même si les conditions de vie n'étaient pas encore celles qu'elles étaient devenues dans le Paraná après près d'un demi-siècle de colonisation. G6 a migré avec sa jeune épouse et ses deux enfants en bas-âge pour travailler dans un grand groupe forestier brésilien installant une filiale sur le front pionnier de la Transamazonienne. G7 a également migré avec sa jeune épouse, ainsi que son camion, son principal outil pour vendre ses compétences dans le bois aux exploitants forestiers déjà installés sur la place.

L'épouse de G6 décrit en détails les conditions de vie de la famille d'un employé d'une exploitation forestière au début de la colonisation de la Transamazonienne. A leur arrivée, son mari, G6, jeune et simple employé, faisait le repérage en forêt des arbres à abattre, puis préparait les pistes pour y accéder avant de coordonner les équipes en charge de l'abattage et du transport des arbres jusque dans les scieries. G6, son épouse et leurs deux enfants en bas-âge vivaient en forêt, dans un simple abri en bois au milieu d'une faune qui, si elle n'était pas forcément dangereuse, était effrayante pour une jeune maman avec ses deux petits. La famille vivait ainsi plusieurs semaines et mois par an, coupée de toute communication avec le reste de la société, se nourrissant d'aliments apportés de la ville, de la viande de chasse, ainsi que des fruits et autres plantes de la forêt, notamment les cœurs de palmier. La description faite par

l'épouse de G6 est semblable à celle faite par M8 pour la même activité et la même époque dans le Sud du Pará. Smith (1976) puis Bonaudo (1996) décrivent les conditions de vie des colons, notamment en forêt sur la Transamazonienne, au début de la colonisation pour le premier, une vingtaine d'années plus tard pour le second.

Considéré comme un bon employé, efficace et intelligent par ses supérieurs, G6 a rapidement monté dans la hiérarchie de la filiale du groupe forestier installée sur la Transamazonienne, jusqu'à en prendre la direction une quinzaine d'années après son arrivée dans la région. De son côté, G7 a loué ses services à diverses scieries dans la région pour le transport du bois, des hommes et du matériel. Puis il est entré dans la direction d'une petite scierie au travers d'un partenariat qui l'a conduit à devenir un des plus importants exploitants forestiers de la région.

Selon G6 et G7, le secteur du bois a grandement évolué depuis leur arrivée sur la Transamazonienne, et d'une manière générale depuis le début des fronts pionniers amazoniens. Ainsi, jusque dans la décennie 90, le secteur du bois en Amazonie aurait été organisé autour d'une dizaine de grands groupes contrôlant le marché local et national brésilien, ainsi que celui à l'exportation. Chacun de ces groupes avait une base à Belém et était généralement lié à un grand groupe international. C'était notamment le cas de l'entreprise El Dorado avec le groupe français Lapeyre, sachant que chacun des grands pays développés avait un ou deux partenaires forestiers privilégiés en Amazonie brésilienne, tout au moins les USA, l'Allemagne, le Royaume Uni, le Japon, le Danemark, etc. Chacun de ces grands groupes brésiliens, tout en s'appuyant sur son partenariat privilégié à l'international, contrôlait l'ensemble de sa propre filière bois, au travers de ses diverses structures en charge des éléments successifs de sa filière. Cela concernait le repérage et la coupe des arbres à exploiter, le transport des grumes, le sciage du bois, sa commercialisation en local, sur le marché national et à l'international. De plus, chacun des groupes savait ce qui se passait dans les autres groupes, en connaissait les grandes stratégies, les principaux atouts et difficultés, et cela sans besoin de passer par les structures socioprofessionnelles existantes. De même, les pouvoirs publics s'accommodaient assez bien de la situation, d'autant mieux que le secteur du bois était un poids lourd de l'économie locale et régionale, tout en étant très présent dans quasiment toutes les communes des fronts pionniers. Cette connaissance, à la fois formelle et informelle, de l'ensemble du secteur du bois par ses propres acteurs organisés en filières, incluant les agents des pouvoirs publics en charge de ce contrôle, faisait en sorte que tout se savait, tout un chacun savait les limites à ne pas dépasser dans son domaine. De plus, en cas de conflits, quasiment tous préféraient une négociation à l'amiable, aussi mauvaise soit-elle, plutôt qu'un bon procès. Malgré une situation relativement sous contrôle de ses plus grands acteurs, tout était loin d'être paisible, comme nous l'avons vu dans le Sud du Pará. Plusieurs ont été contraints de se taire, voire de migrer vers d'autres lieux, quelques-uns y ont laissé la vie,

notamment parmi les agents des services publics qui n'ont pas voulu entrer dans les combines diverses et variées.

Le contexte a radicalement changé à la fin de la décennie 90 avec l'arrivée en Amazonie des grandes ONG internationales aux visées environnementalistes prônant l'arrêt complet de la déforestation. Leur arrivée effective en Amazonie a été néanmoins limitée aux médias et aux cercles du pouvoir situés dans les capitales, leurs éventuelles et rares venues sur le terrain des opérations étant assez mal vues par les divers acteurs du secteur du bois. Leur stratégie a pris en compte cette contrainte qu'était la quasi impossibilité de contrôler l'extraction du bois sur le terrain en raison de l'immensité des surfaces à contrôler et le très grand nombre de petites entreprises forestières ayant investi le secteur. Elles ont donc décidé de s'attaquer aux bénéficiaires finaux, c'est-à-dire aux groupes étrangers partenaires des groupes brésiliens contrôlant le secteur du bois en Amazonie, cas de LAPEYRE pour la France et ciblé par GREEN PEACE - France, en exigeant des certificats d'exploitation forestière durable pour tout le bois exporté, sous peine de subir une campagne médiatique de dénigrement dans leurs propres pays et à l'international. La réaction de la filière bois en Amazonie a été rapide, même si l'artifice a mis quelques années à se mettre en place en raison des importants changements à opérer. Afin de ne plus être accusés d'exploiter le bois, et donc les forêts, de manière non durable, les groupes étrangers ont demandé à leurs partenaires brésiliens de ne les approvisionner qu'avec du bois extrait selon des pratiques durables, repassant ainsi le contrôle et la responsabilité de l'exploitation forestière durable à leurs partenaires brésiliens. De la même manière, plutôt que de contrôler la durabilité de l'ensemble de leurs propres filières, du repérage des arbres à l'exportation du bois, les grands groupes brésiliens se sont segmentés, chaque segment exigeant de ses fournisseurs des produits issus uniquement de pratiques durables d'exploitation forestière, chaque fournisseur devant être a priori en mesure de certifier l'origine de ses produits. C'est ainsi que le segment d'un groupe en charge de l'exportation du bois acceptait de recevoir dans ses entrepôts situés au port de Belém seulement du bois certifié par ses anciennes scieries. De même, ces dernières acceptaient de scier seulement des grumes certifiées par leurs anciens fournisseurs auxquels elles avaient transféré le matériel pour l'extraction du bois. En clair, le changement était seulement dans la procédure de certification du bois. Ce n'était plus au receveur de s'assurer de l'origine durable du bois, mais au fournisseur de le lui certifier, les scieries fournissant dorénavant aux exportateurs des certificats en règle à partir des certificats qu'elles recevaient des exploitants forestiers les fournissant en grumes. Ces exploitants forestiers n'étant plus contrôlés par l'aval de la filière et se sachant intouchables par les ONG internationales sont allés prendre le bois là où il était à la fois le plus abondant et le meilleur marché, en particulier dans les vastes réserves publiques et les terres indiennes. L'obtention du certificat d'exploitation durable n'a jamais été une véritable contrainte pour ces exploitants forestiers, un peu comme l'obtention d'un titre foncier de la terre

n'était une contrainte quelques années auparavant pour les envahisseurs de terres, tel que nous l'avons décrit dans le Sud du Pará.

La conséquence a été une croissance soutenue de l'exploitation forestière sur les fronts pionniers amazoniens. De plus, les forestiers ouvrant des pistes pour extraire le bois, s'y sont engouffrés les nouveaux migrants peu fortunés à la recherche d'un lopin de terre pour survivre, ainsi que des migrants déjà installés désireux d'agrandir leurs propriétés, comme nous l'avons mentionné dans le cas de M3. Ainsi, en quelques années, les terres publiques et indiennes se sont retrouvées mitées par les pistes pour extraire le bois et de très nombreuses parcelles forestières ont coupées et mises en culture par de nombreux petits colons., comme on peut le constater sur la Figure 9.5 montrant la déforestation (en rouge) dans le Sud du Pará en 1983, 1990 et 2000.

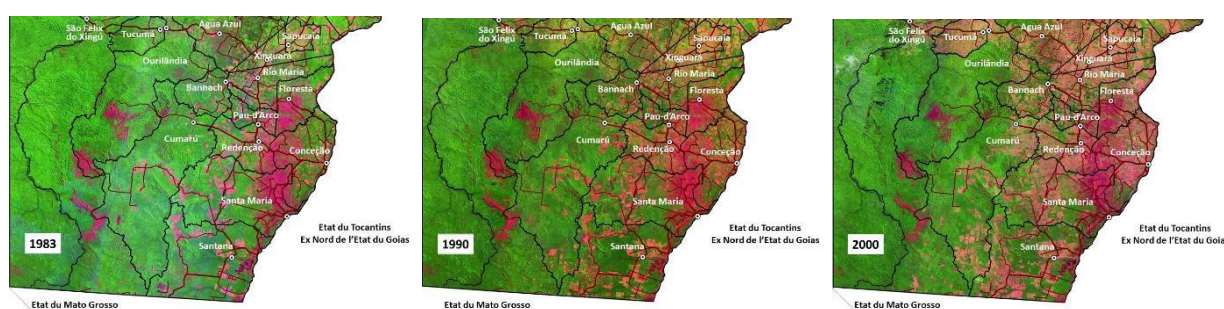


Figure 9.5. La déforestation (en rouge) dans le Sud du Pará en 1983, 1990 et 2000 [Mosaïques d'images satellite Landsat, <https://earthexplorer.usgs.gov/>]

En 1983 seules les terres correspondant aux premiers ranchs mis en service sont déforestées et implantées en pâturage, principalement le long des routes partant de Redenção vers le Nord, le Sud et l'Est. En 1990, la déforestation s'est intensifiée autour des premières ouvertures comme cela a été expliqué dans le Chapitre précédent sur les trajectoires des Mineiros. En 2000, la déforestation a encore gagné du terrain, toute la portion orientale du Sud du Pará est en grande partie déforestée.

A partir de la fin du début du 21^e siècle, le gouvernement de Cardoso, puis celui plus progressiste de Lula ont bien essayé de contrôler la filière bois, en s'appuyant notamment sur les séquences d'images satellites du type de celles de la Figure 9.5. Avec l'aide d'une force armée spéciale créée à cet effet, des mesures plus coercitives et répressives ont été appliquées par l'Institut Brésilien de l'Environnement (IBAMA) et visant en priorité les propriétaires de vastes terres. En parallèle, s'est accélérée la procédure de régularisation des nombreuses colonies créées de manière illégale. L'impact a été certain mais n'a duré que le temps de ces gouvernements.

Comme abordé dans les chapitres sur les Paulistes et les Mineiros, les deux trajectoires des Gaúchos G6 et G7, ainsi que leurs propos concernant l'évolution du secteur du bois au cours des dernières décennies montrent les limites de la politique environnementale des gouvernements successifs, de mêmes que les errances des ONG environnementalistes en lien

avec leur méconnaissance du secteur du bois en Amazonie. En contrepartie du vaste carnage de la ressource en bois de l'Amazonie, le secteur du bois a été un des piliers de la construction des fronts pionniers amazoniens, en particulier par les emplois offerts et l'ouverture des pistes allant jusqu'au sein des massifs forestiers par lesquelles les migrants sont allés chercher un lopin de terre pour survivre.

9.2.4 Le Gaucho atypique et opportuniste dans n'importe quel secteur

Pour finir ce chapitre, seront présentées les trajectoires de trois familles gaúchas de type marginal sécant se positionnant entre le groupe des Gaúchos et celui des Mineiros.

Le Gaúcho G8 est originaire de l'Etat du Rio Grande do Sul, descendant de migrant italien. Il a grandi dans l'Etat du Paraná où il avait migré avec ses parents, alors qu'il était enfant. Il s'y est marié. En 1972, il est venu sur la Transamazonienne avec toute sa famille : épouse, parents, frères et sœurs. C'est l'institut de la Réforme Agraire (INCRA) qui s'est chargé d'acheminer la famille de leur communauté dans le Paraná jusque sur la Transamazonienne. Sa famille a obtenu un lot en forêt de 100 hectares, proche de la ville, avec de la *terra roxa* sur laquelle a été implantée une cacaoyère. Le titre foncier du lot est arrivé seulement quatre années plus tard.

G8 a travaillé à l'implantation de la cacaoyère sur le lot familial et dans laquelle travaille toujours une partie de sa fratrie. En parallèle, G8 a développé un commerce du bétail, achetant et vendant des animaux aux familles de migrants souhaitant en acquérir ou en commercialiser. C'est grâce à ce commerce que G8 s'est construit en 25-30 ans un petit capital constitué de trois propriétés d'une surface totale d'environ 1400 hectares, en grande partie couverte de pâturage avec du bétail dessus. Il possède également une station essence en ville dans laquelle il travaille avec sa propre famille.

G8 a bénéficié de financements auprès des banques de développement SUDAM et BASA afin de diversifier ses activités et profiter des opportunités offertes par le développement territorial de la région de la Transamazonienne. Parmi les nouvelles activités en cours d'implantation ou prévues en 2000, G8 a mentionné un atelier intensif d'engraissement de bovins, une plantation de palmiers pour la production de cœurs de palmier, l'installation d'une caféière, un atelier de pisciculture et une petite agro-industrie en vue d'approvisionner tout d'abord le marché local, notamment les cantines scolaires, et éventuellement le marché régional dans un second temps.

G8 a admis être arrivé sur la Transamazonienne sans aucune compétence particulière et expérience en élevage. Toutefois, il a toujours la passion des animaux et aurait tout appris sur le tard en pratiquant son métier de commerçant en bétail. Il reconnaît que le contexte a changé. L'élevage serait une activité à la fois moins lucrative et plus risquée qu'à son arrivée sur la Transamazonienne. Actuellement il produit des veaux qu'il vend à des ranchs

d'engraissement situés près d'Altamira, raison de son projet d'engraissement intensif sur ses propres terres afin d'agrèger une plus-value à sa propre production. De plus, son projet de petite agro-industrie serait pour conditionner la viande produite afin de plus facilement la commercialiser.

Pour G8, l'économie de la commune repose pour moitié sur le bois de l'exploitation forestière, puis sur l'agriculture et enfin l'élevage. Cette dernière activité est peu rentable, mais elle est un capital tout en procurant un rendement sûr pour une gestion à la fois simple et sans grand risque. Tout cela réuni constitue un ensemble de facteurs qui explique la force de l'élevage dans les exploitations et à l'échelle régionale. Concernant la gestion des pâturages et la question actuelle de la déforestation, G8 croit que la technologie trouvera des solutions aux problèmes actuels de dégradation des pâturages.

On retrouve avec le cas de G8 des caractéristiques à la fois du migrant mineiro et du migrant gaúcho. Du Mineiro, G8 a pris l'importance de l'élevage sur lequel s'est construit puis repose en grande partie l'économie de sa famille, même si cette dernière s'est diversifiée. Du Gaúcho, G8 garde les habitudes et la facilité à investir d'autres secteurs d'activité pour lesquels il n'avait pas à priori de compétence. C'est en cela qu'il apparaît comme un marginal sécant entre les deux groupes.

G9 est également Gaúcho, lui aussi arrivé en 1972 sur la Transamazonienne. Son père était déjà éleveur et commerçant en bétail dans le Rio Grande do Sul. A la différence des trajectoires des migrants gaúchos déjà présentées, la famille de G9 ne serait pas venue directement du Sud du Brésil sur la Transamazonienne. Elle aurait d'abord migré dans plusieurs régions de frontière à la recherche d'une terre propice pour l'élevage. De plus, à son arrivée sur la Transamazonienne et un peu à la manière de G5, G9 aurait travaillé quelques temps pour l'INCRA (Institut de la Réforme Agraire), ainsi que pour l'EMATER, l'agence nationale d'appui technique en agriculture. Par ailleurs, toujours à son arrivée sur la Transamazonienne, à côté de l'activité d'élevage pour laquelle la famille de G9 était compétente, elle aurait investi dans les cultures pérennes comme le faisaient tous les nouveaux colons, et à la demande des institutions en charge de l'assistance technique et l'appui à l'installation des migrants.

La position de G9 concernant les cultures pérennes est sensiblement différente de celles des autres migrants gaúchos. En effet, en se basant sur sa propre expérience et sur ce qu'il a connu depuis une trentaine d'années sur la Transamazonienne, il considère que les cultures pérennes peuvent aussi enrichir qu'appauvrir une famille de colons, et cela principalement en raison du prix de vente des cultures pérennes, prix qui change rapidement et avec des grandes variations, rendant problématique la programmation sur le court, moyen et long terme. En clair, à la différence de l'élevage dont on sait que le rendement est faible mais sûr, les cultures pérennes peuvent être très rentables à un moment, mais très risqué à un autre moment sans que cela ait pu être prévu. G9 a tenté de contrôler le prix de vente de ses cultures pérennes en montant sa propre filière pour commercialiser sa production dans le Sud-Est du

Brésil, notamment São Paulo. Toutefois, le mauvais état des routes, le manque d'équipement et la faible qualité de la production sur la Transamazonienne lui ont fait abandonner son projet.

Pour G9, les financements FNO aurait grandement favorisé l'expansion de l'élevage bovin dans la région de la Transamazonienne, venant en alternative aux cultures pérennes peu adaptées au contexte local. Selon ses calculs et ce qu'il voit dans la région, G9 considère qu'une famille de colons de six personnes peut vivre sur un lot unitaire d'une centaine d'hectares avec une trentaine de vaches, deux taureaux et leur descendance, vendant les taurillons pour l'abattage et les génisses pour la reproduction. Il insiste toutefois sur la nécessité de diversification des activités, afin de ne pas tout reposer sur le seul élevage.

Comme G8, G9 pense que l'élevage de bovins a largement contribué à la déforestation par l'augmentation de la surface implantée en pâturage. Cependant, il est confiant dans la technologie pour trouver une solution à ce problème. Toujours concernant l'élevage et pour les mêmes raisons d'agrégation de valeur à la production locale, G9 prêche pour la construction d'une industrie de conditionnement de la viande et de la remise en état de la route principale afin de faciliter l'écoulement des productions de la commune.

D'un point de vue de la stratégie agraire, on retrouve dans G9 des traits caractéristiques du migrant mineiro, notamment par son expérience, son attachement et sa confiance dans l'élevage, d'une part, et du migrant gaúcho par l'importance de la diversification avec en particulier les cultures pérennes, d'autre part.

G10 est Gaúcho, fils de boucher installé dans le Rio Grande do Sul. Il a migré sur la Transamazonienne en 1982, c'est-à-dire une dizaine d'années après l'arrivée des premiers colons tels que G8 et G9. Il a acheté un lot d'une centaine d'hectares déjà en partie planté en cacao, son projet agricole sur la Transamazonienne étant d'associer élevage et cultures pérennes, selon la tradition gaúcha. Puis il a acquis cinq autres lots de 100 hectares.

Selon G10, son exploitation agricole n'a pas le rendement et la productivité qu'elle est en capacité de donner, et cela en raison du manque d'informations pertinentes, fournies par les institutions de recherche et d'appui à l'agriculture, informations auxquelles il considère n'avoir jamais eu accès. Il aurait notamment eu un gros problème de maladie sur son troupeau, ce qui semble pour le moins bizarre car il est le seul à mentionner ce problème dans la région, à moins que ce ne soit la brucellose qui aurait fortement abaissé la productivité de son troupeau. Il est persuadé que sans ce problème sanitaire, il serait aujourd'hui à la tête d'un ranch efficient.

En 2000, G10 vivait presque exclusivement de son activité de directeur de l'abattoir municipal. La capacité journalière d'abattage est de l'ordre de 15 à 20 têtes pour une quinzaine de bouchers opérant dans la ville, le plus important d'entre eux étant Gaúcho. Son fils détient une boucherie qui commercialise environ 7 têtes par semaine. Pour l'avenir, G10 a monté dans un cadre familial, et déjà soumis à la banque de développement SUDAM pour financement, un projet de construction d'un nouvel abattoir d'une capacité journalière de 250 têtes, soit dix à 15 fois plus que l'abattoir actuel, afin de répondre tant à la demande locale en croissance, que

pour approvisionner les communes voisines de la Transamazonienne, elles aussi en demande de viande. G10 a déjà obtenu la licence lui permettant d'abattre et de commercialiser dans l'Etat du Pará. Il espère avoir d'ici peu la licence pour commercialiser dans les Etats voisins. Cependant, il ne dispose pas localement de mécanismes pour vérifier la qualité du bétail qu'il abat, notamment la vaccination contre la fièvre aphteuse et contre la brucellose, pour lesquelles il fait confiance aux certificats de vaccination fournis par les éleveurs.

Pour G10, l'expansion de l'élevage sur la Transamazonienne vient du rêve de nombreux migrants de devenir fazendeiros et des financements FNO qui leur ont fait croire que c'était facile de le devenir. La question de la dégradation des pâturages lui semble en passe d'être résolue avec les nouvelles variétés fourragères ainsi que les nouvelles techniques de gestion se mettant en place. Il insiste sur l'application des règles de base en élevage, sans pour autant avoir su les appliquer en son temps. De plus, en accord avec plusieurs autres personnes interviewées au début du XXIe, G10 pense que si l'élevage est une bonne opportunité pour la Transamazonienne, ce n'est pas la seule. D'ailleurs, la plupart des animaux commercialisés et abattus viennent de propriétés familiales, le nombre de grands ranchs est de l'ordre d'une douzaine, et encore avec des superficies de seulement quelques milliers d'hectares.

Conclusion

On retiendra des trajectoires en Amazonie de migrants gaúchos et de leurs descendants qu'elles s'inscrivent dans des séquences de quatre, cinq ou six, voire sept migrations, ayant débuté en Europe centrale au milieu du XIXe. A leur arrivée dans l'Etat du Rio Grande do Sul, le plus au Sud des Etat brésilien et de climat tempéré à subtropical, ces migrants européens ont reçu des terres couvertes de forêt qu'ils ont mis en valeur en coupant puis brûlant les écosystèmes de Forêt Atlantique pour planter leurs cultures vivrières et produire l'alimentation de leur bétail et basse-cour. La surface réduite de leurs exploitations a conduit les Gaúchos à intensifier leurs systèmes au travers de la polyculture associée à l'élevage et/ou à migrer vers le Nord à la recherche de nouvelles terres, en particulier pour y installer leurs enfants, initiant ainsi le front pionnier gaúcho qui allait s'étendre progressivement à tout le Brésil, jusqu'en Amazonie. Cette quête de terres et de systèmes de mise en valeur diversifiés, voire complexes, tirant profit des ressources disponibles, quitte à innover, est restée une des caractéristiques majeures des exploitations des migrants gaúchos installés sur les frontières agricoles du Brésil. On retrouve cette caractéristique au début du XXIe avec l'expansion du soja, directement ou indirectement aux mains de Gaúchos, sur les pâturages dégradés des fronts pionniers amazoniens. Par ailleurs, la diversité et la complexité de leurs systèmes les rendent plus résilients confrontés aux changements de cycles, ainsi que face aux aléas climatiques et crises sanitaires et économiques.

D'un point de vue social, les Gaúchos, à la différence des Paulistes, s'intègrent dans les sociétés en construction de leurs nouvelles terres, tout en gardant un fort attachement à leurs traditions qu'ils font perdurer. A la différence des Mineiros, ils s'investissent moins dans les structures sociales et socioprofessionnelles en dehors de celles pouvant servir leurs intérêts ou les intérêts de leurs groupes sociaux. C'est ainsi que généralement ils prennent des fonctions politiques uniquement quand ils sentent qu'il n'y a pas d'alternative.

Enfin, on voit bien se dessiner, tout au moins à l'échelle de la Transamazonienne, particulièrement étudiée dans ce chapitre, mais également dans la région de Paragominas, une dynamique régionale assez proche de celles connues quelques décennies auparavant dans le *Planalto* du Rio Grande do Sul puis dans l'Ouest de l'État du Paraná, en raison notamment de la présence de bonnes terres et de conditions climatiques plus propices, mais aussi celle de migrants gaúchos devenus les conquérants de nouveaux territoires.

Chapitre 10

Les trajectoires des Nordestins en Amazonie

Introduction

Les Nordestins sont les migrants les plus nombreux en Amazonie. Ils sont aussi ceux qui s'y installent depuis le plus long temps. Les migrations entre le Nordeste et l'Amazonie ont commencé il y a plusieurs siècles. Nous avons vu qu'à l'époque du Brésil colonial, il y avait, notamment dans le Nordeste, un front de colonisation avançant pas-à-pas de la côte atlantique vers l'arrière-pays, dénommé Sertão. Celui-ci était parcouru par quelques aventuriers à la recherche des fameuses Drogues du Sertão, divers produits végétaux et animaux, notamment les fourrures, qui étaient négociés auprès des colons et des exportateurs. Dans le Sertão étaient également repoussées les communautés amérindiennes, tout au moins celles fuyant devant l'avancée des colonies. Or le Sertão de l'Etat du Maranhão et du Nord de l'Etat du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins, non seulement fait frontière avec les écosystèmes amazoniens du Sud du Pará et du Nord du Mato Grosso, mais la limite entre les deux est parfois difficile à définir, comme on peut le voir sur la carte de la Figure 10.1.

Nous avons également décrit dans la première partie de la thèse le périple des communautés de petits colons du Nordeste qui, poussés à quitter leurs terres de la frange côtière en raison de l'expansion de la culture de la canne-à-sucre, ont migré vers l'Ouest pendant près de deux siècles au travers le Sertão. Ils ont ainsi atteint dans le Nord de l'Etat du Goiás qu'ils ont ensuite quitté, fuyant le système des *coronéis* basé sur la violence, pour traverser le rio Araguaia et s'installer dans le Sud du Pará où sera construit à la fin du XIXe la ville de Conceição do Araguaia (Figure 10.1) par les pères dominicains. Toujours à la fin du XIXe, le premier cycle du caoutchouc a été une période de grande migration vers l'Amazonie, en particulier pour de nombreuses familles du Nordeste fuyant la misère et la sécheresse dans leur région, espérant trouver de meilleures conditions de vie dans la cueillette du caoutchouc en Amazonie, comme cela a déjà été présenté. Si l'instauration de l'Estado Novo dans les années 30-40 a eu relativement peu d'impact sur le Nordeste, le second cycle du caoutchouc au cours de la seconde guerre mondiale, puis la construction de Brasília et celle des pistes vers le Nord au cœur des massifs forestiers amazoniens (Figure 10.1) a attiré une main-d'œuvre importante, en particulier des Nordestins à la recherche d'un emploi pour survivre, puis éventuellement d'une terre pour s'installer avec leurs familles. De même, quelques années plus tard, les grands chantiers en Amazonie, tels que la construction du barrage de Tucuruí dans les années 80, puis celui de Belo Monte au début du 21^e siècle, ainsi que l'exploitation des ressources minières et

forestières tout au long du dernier demi-siècle ont nécessité une main-d'œuvre abondante dont un grand nombre de Nordestins a profité pour quitter leurs régions d'origine et s'installer en Amazonie.



Figure 10.1. Lieux des trajectoires des migrants en provenance du Nordeste Voisin (ROCHA, 2022).

A travers l'analyse de plusieurs trajectoires de Nordestins en Amazonie, nous allons montrer en quoi ce groupe se différencie des autres groupes précédemment présentés, à savoir les Paulistes, les Mineiros et les Sudistes. Toutefois, avant d'analyser les trajectoires, nous rappellerons rapidement les raisons qui ont poussé les Nordestins à migrer, en particulier vers l'Amazonie, raisons en grande partie déjà abordées dans la première partie et qui seront ainsi synthétisées. Puis nous présenterons quelques-uns des grands travaux qui, par les emplois

proposés, ont suscité de nombreuses migrations dans le Nordeste. Enfin nous analyserons des trajectoires de migrants nordestins s'étant à terme installés sur une terre en Amazonie en différenciant ceux qui ont été chercheurs d'or avant de s'installer, de ceux qui ont été manoeuvre dans un ranch, une exploitation forestière ou un grand chantier, d'une part, et de ceux qui, employés dans une institution publique ou privée, ont pris une terre comme seconde activité et/ou pour leur retraite. Ces différences permettent de mieux comprendre que la trajectoire du Nordestin relève plus d'une succession d'opportunités à saisir ou pas que d'un choix de migrer avec un projet agricole plus ou moins déterminé, comme nous l'avons vu à plusieurs reprises pour les autres groupes de migrants. Enfin, nous poursuivrons par des trajectoires de Nordestins dont la forme générale est plus proche de celles décrites pour les autres groupes, mais dont les situations initiales plus précaires, les conditions de vie moins faciles et sans réelles alternatives laissent présager des perspectives souvent plus difficiles.

10.1 Chercheur d'or en Amazonie avant de s'installer sur sa terre

Nous présenterons deux trajectoires de migrants originaires du Nordeste, N1 et N2, ayant été chercheurs d'or, au début leurs migrations respectives et entre autres activités, avant de s'installer comme colons sur leurs terres. Il est important de rappeler que de nombreux migrants du Nordeste sont passés par la case chercheur d'or. Même si les points de vue varient beaucoup quant à l'intérêt pour le migrant d'être chercheur d'or, on peut dire qu'ils sont très rares ce qui ont fait fortune dans cette activité. Par contre, elle a permis à plusieurs de se constituer un petit capital, notamment pour acquérir une terre et s'installer de manière plus sereine en Amazonie.

10.1.1 N1, vacher puis chercheur d'or avant de devenir petit colon sur sa terre

N1 est né en 1945 dans le centre du Maranhão (Figure 10.1). Il est le huitième d'une fratrie de 11 enfants. Son père travaillait dans la fazenda sur laquelle vivait la famille. Il a été quelques années à l'école primaire pour savoir un peu lire et compter, mais cela n'était pas considéré comme important à cette époque et dans sa famille. En revanche, très jeune, N1 a été familier des vaches, veaux, génisses et taurillons, comme ses frères. Son père et ses frères aînés disaient qu'il était essentiel pour un garçon de savoir monter à cheval, conduire un troupeau, attraper des vaches au lasso, repérer et soigner les animaux malades, etc.

Adolescent, N1 est parti de sa ferme natale avec un de ses frères aînés pour aller travailler dans un autre ranch situé à près de trois jours à cheval. Le travail était le même que sur sa ferme natale, mais il n'était plus à la maison familiale. Il était avec son frère, travaillait avec son frère et les autres vachers, mangeait et dormait avec eux, s'amusait aussi de temps en temps. C'était devenu sa nouvelle famille. Il apprenait son travail de vacher. Son grand frère

recevait l'argent pour lui. Quand il avait besoin de quelque chose, il lui demandait. N1 garde un bon souvenir des quatre ou cinq ans dans ce ranch. Pas une seule fois il est revenu dans sa ferme natale. Une fois, un autre de ses frères aînés est passé les voir, leur disant qu'il allait plus vers l'ouest, dans l'Etat du Pará.

Un jour, son frère aîné lui a dit qu'il allait partir rejoindre un autre frère qui était chercheur d'or, très loin vers l'Ouest, à plusieurs jours de voyage. Son frère lui a demandé s'il voulait venir avec lui ou rester et continuer à travailler dans le ranch. N1 ne savait pas trop bien quoi faire. Il aimait bien la vie et son travail au ranch. Il aurait aussi bien aimé revenir vivre et travailler dans le ranch où il était né. Il a pris la décision de partir avec son frère et un autre vacher d'un des ranchs voisins qui les accompagnait. Ils ont vendu leurs quelques biens, même leurs chevaux, aux patrons du ranch et aux autres vachers. Puis un matin, ils sont montés sur le plateau arrière d'un camion, ont roulé toute la journée. Le lendemain, ils ont pris un autre camion, ont roulé toute la journée, et cela pendant trois ou quatre jours. Puis ils sont arrivés à un grand fleuve, y ont pris un bateau sur lequel ils ont voyagé plusieurs jours, peut-être dix ou douze jours. Enfin, après une autre journée en camion, ils sont arrivés à destination.

A l'époque, N1 ne savait pas où il était. Il savait seulement qu'il était bien loin de son ranch, encore plus du ranch de sa famille. Il avait eu le temps de penser pendant le voyage, malgré la poussière, la nourriture qui n'était pas des meilleures et les nuits peu confortables. L'important pour lui était qu'il soit avec son frère et qu'il allait retrouver un de ses autres frères. Plus tard, il a su qu'il était dans une mine d'or près de Itaitubá, proche du rio Tapajós, à la frontière entre l'Etat du Pará et celui de l'Amazonas. Dès leur arrivée, N1, son frère et leur compagnon ont trouvé le frère aîné qui leur a rapidement expliqué en quoi consistait le travail de chercheur d'or et comment s'organisait la vie à la mine.

Il n'y avait pas grand-chose de commun avec la vie sur le ranch où tous se connaissaient, vivaient ensemble, travaillaient ensemble, avaient besoin les uns des autres, ne serait-ce que pour leurs activités avec les animaux, partageaient les joies et les peines. A la mine, ils vivaient à plusieurs dans une petite cabane en bois. N1 avait toujours vécu dans une maison en bois, autant sur le ranch que dans la ferme natale. En plus de N1 et de ses deux grands frères, il y avait dans la petite cabane en bois leur compagnon de voyage, ainsi que deux compagnons du frère qu'ils étaient venus rejoindre. Ils partaient ensemble le matin pour travailler dans la mine, déjeunaient ensemble, retravaillaient ensemble l'après-midi, rentraient ensemble le soir, dinaient ensemble et dormaient ensemble. N1 était le plus jeune. Il commençait à comprendre que l'union faisait la force et qu'il fallait être fort pour survivre. Il y avait de la violence, mais tous les groupes de chercheurs d'or étant armés, il y avait une sorte de paix armée.

N1 est resté près de deux ans travaillant à la mine. Il a gagné de l'argent. Il ne sait pas s'il a gagné plus ou moins d'argent qu'en travaillant dans le ranch car pour lui, l'argent de l'or file entre les doigts, il ne reste pas. De plus, le métier de chercheur d'or est très dur. Par

ailleurs, beaucoup de chercheurs d'or racontent de fausses histoires sur les quantités d'or qu'ils ont trouvé. Selon N1, il a vu quelques chercheurs qui ont trouvé de grandes quantités d'or, mais ils sont rares. Ceux qui s'enrichissent le plus sont les commerçants installés à proximité des mines qui vendent la nourriture et le matériel aux mineurs et qui leur achètent l'or.

Le frère aîné avec lequel N1 était venu est parti de la mine au bout d'une année, soi-disant pour aller dans une autre mine où il y avait plus d'or. N1 n'a jamais su où il était parti. Lui est resté avec son autre frère. Puis les deux ont décidé de partir, de quitter la mine. Ils avaient un peu d'argent, mais pas beaucoup. Son frère voulait devenir colon, prendre une terre, la cultiver et faire de l'élevage. N1 ne savait pas très bien ce qu'il voulait faire. Il était un jeune homme, avait déjà été vacher et chercheur d'or. Il avait toujours la nostalgie du travail dans un ranch avec le bétail. Il a rejoint la ville de Itaituba, puis celle de Santarém où il a trouvé un emploi de vacher dans un ranch. Il y est resté quelques années, a pris du grade car il était à la fois travailleur, honnête et s'occuper bien des animaux.

Puis N1 a appris par un maquignon que des colons s'installaient sur une piste dans la forêt, la Transamazonienne. Il y avait de la terre pour ceux qui voulait la travailler. Comme lors de son départ de son premier ranch, N1 a vendu ses quelques biens, puis est parti sur la Transamazonienne. A la première ville qu'il a atteinte après une journée de camion, il a trouvé un emploi de vacher par l'intermédiaire du maquignon qui lui avait indiqué un contact. Toujours travailleur, honnête et s'occupant bien du bétail, un grand éleveur lui a proposé un emploi de vacher dans une commune voisine, avec plus de responsabilités et un meilleur salaire. Il a accepté.

Puis il a rencontré sa femme dont le mari venait de décéder d'un accident. Ils se sont mariés. Tout en gardant un bon contact avec le propriétaire du ranch qui est devenu son ami, il a laissé son emploi dans le ranch pour s'occuper du lot de son épouse. Ils ont eu neuf enfants, tous ont été à l'école communautaire. En 2006, tous travaillaient, soit l'exploitation forestière pour certains, ou comme enseignants ou comme employés en ville. Tous les ans depuis son arrivée sur le lot, N1 a coupé puis brûlé entre deux et trois hectares de forêt pour faire ses cultures vivrières permettant de nourrir sa famille. Chaque année, il a planté du pâturage une fois les cultures annuelles levées, afin d'avoir un bon pâturage une fois la récolte faite. Il a obtenu ses premières vaches à son départ du grand ranch. C'est avec ces vaches qu'il a construit son troupeau. Au bout de 10-12 ans, il a acheté le lot d'un voisin qui partait vivre en ville. En 2006, N1 et son épouse dispose de deux lots de 100 hectares chacun avec dessus un troupeau de près de 200 têtes de bovin.

N1 vient d'atteindre l'âge de la retraite, sa femme également. Ils touchent chacun une pension mensuelle d'un salaire minimum. Ils ont pu s'acheter une petite moto pour se déplacer en faisant un prêt dont la garantie est leur pension de retraite. Même s'ils n'envisageaient pas venir vivre en ville tant qu'ils pourront rester sur leur propriété, ils pensaient acheter une petite maison en ville pour y venir de temps en temps, y recevoir leurs enfants et leurs petits-enfants,

et peut-être l'habiter quand ils seront trop vieux pour s'occuper de leur ferme. A la question de savoir s'il n'a pas envie de revenir voir ce qu'il reste de sa famille dans le Maranhão, N1, non sans nostalgie, répond que sa famille est celle qui est ici avec lui. Celle du Maranhão, c'est du passé.

10.1.2 N2, chercheur d'or avant de s'installer sur sa terre dans une colonie

N2 est né au milieu des années 50 dans le Nord de l'Etat du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins (Figure 10.1). Sa famille exploitait une petite terre dans une colonie installée sur une ancienne grande propriété. En 2002, N2 rappelle qu'il n'y avait pas de titre foncier à cette époque dans le Goiás, et qu'il n'y en a toujours pas au début du 19^e siècle. La terre appartenait à une famille originaire du Maranhão, possédant beaucoup de biens. Selon N2, les habitants de la colonie disaient que la famille des propriétaires n'avait pas besoin de cette terre pour vivre. D'ailleurs, les colons ne payaient pas de loyer pour exploiter leurs terres, ce qui était un avantage pour tous. En revanche, il n'y avait pas beaucoup de terre par famille, à peine quelques hectares, rien à voir avec les lots des colonies en Amazonie.

Comme ses frères aînés, N2 est parti adolescent de la ferme familiale pour gagner sa vie, laissant ses parents, ainsi que ses frères et sœurs plus jeunes. Il a avoué être content de partir de la maison familiale, d'autant plus qu'il trouvait cela normal, ayant déjà vu partir ses frères aînés, ainsi que ses voisins plus âgés que lui. Il a été rejoindre deux de ses frères aînés qui étaient chercheurs d'or dans une mine appartenant à un de ses oncles et située à un peu plus d'une journée de sa colonie. Il a ainsi passé trois années à travailler entre quatre et six mois par an dans la mine. Le reste de l'année, il le passait sur l'exploitation familiale pour aider son père à la période des cultures.

Puis, après avoir tenté sans grand succès de faire un peu de commerce, N2 est parti vers la fin des années 70 travailler dans la mine d'or de la *Serra Pelada*, la plus grande à l'époque en Amazonie Orientale (Figure 10.1). Cette mine d'or est située juste au nord des terres de la *Companha da Mata Geral* montée par le Pionnier P1, au tout début des années 60. Un des découvreurs et premiers chercheurs d'or de la *Serra Pelada*, encore en vie en 2005, était le plus jeune de la première équipe de repérage montée par le Pionnier P1 en 1959, celui en charge de chasser et de faire la cuisine pour la petite troupe. La *Serra Pelada* était l'une des seules mines d'or à être gérées par une coopérative et à ne pas avoir été intégrées dans la vaste entreprise minière de *Eldorado Carajás* (Figure 10.1) gérée par la compagnie *Vale do Rio Doce*, un des premiers groupes miniers internationaux.

Pour N2, ses quelques années comme chercheur d'or dans la mine de la *Serra Pelada* ont été à la fois les plus dures en raison des conditions de vie et de travail, mais aussi celles qui restent les plus inoubliables. Il reconnaît avoir gagné de l'argent, beaucoup d'argent quelques rares fois, mais l'avoir dépensé aussi très vite. Il se rappelle un voyage mémorable de quelques

jours à Rio de Janeiro, en avion, avec quelques-uns de ses compagnons de la mine après avoir trouvé une grosse quantité d'or. C'était la première qu'il allait à Rio et qu'il prenait l'avion. Il n'est pas revenu à Rio et n'a pas repris l'avion.

En 1983, N2 a quitté la mine de la *Serra Pelada*. Il s'est installé à proximité de Redenção dans le Sud du Pará avec sa jeune épouse. En 2005, il possédait deux lots sur la même fazenda envahie que celle où était le Mineiro M5. Un lot de N2 est à son nom, l'autre au nom de son épouse. La famille de N2 vit des cultures vivrières qu'il plante tous les ans et de son élevage. Il lui reste encore un tiers de la surface en forêt, soit près de 75 hectares. Les arbres de valeur ont été exploités depuis longtemps, mais il s'agit d'une parcelle de forêt primaire dont il coupe et brûle un à deux hectares tous les ans pour son riz, son maïs, ses haricots et son manioc. Il pense arrêter de couper et brûler tous les ans. Pour ses cultures, il envisage de les implanter sur du pâturage dégradé afin de le remettre en état.

Ses cultures vivrières sont la base de l'alimentation famille. Le surplus est vendu et investi dans l'achat d'animaux. Le troupeau d'une cinquantaine de têtes lui sert à la fois d'épargne et de trésorerie permettant de faire face aux grosses dépenses de la famille. Il vend une moyenne d'une trentaine de veaux dans l'année. Sur les cinquante têtes de son troupeau, trente-cinq sont des vaches laitières. Elles sont traites tous les matins pour celles en début de lactation. Une fois mise de côté le lait pour la consommation familiale journalière en lait et fromage, le lait restant, environ 70-80 litres, est vendu au laitier passant le collecter tous les jours. Le revenu du lait vendu permet de faire face aux dépenses courantes de la famille.

Un de ses frères est venu le rejoindre sur sa colonie près de Redenção. Il a acquis une terre et vit d'agriculture et d'élevage comme N2. Toutes les familles vivant sur la colonie sont des migrants comme N2, tous se connaissent et s'entendent bien. Il y a surtout des Nordestins et des Goianos de l'Etat du Tocantins, pas de Gaúchos ni de Paulistes. N2 réclame du manque d'assistance technique dans la colonie.

10.2 Ouvrier sur un grand chantier avant de s'installer sur sa terre

Les grands chantiers ont jalonné l'histoire récente de l'Amazonie, surtout depuis la construction des pistes menant au cœur des massifs forestiers. A partir des deux trajectoires de migration des Nordestins N3 et N4, nous verrons comment travailler dans ces grands projets impacte la vie du migrant au moment du projet, mais également par la suite faisant de lui une sorte de fonctionnaire ayant participé à une œuvre de la colonisation.

10.2.1 N3, ouvrier de la construction de la piste Belém – Brasília

N3 est originaire de l'Etat du Piauí, d'une commune proche de la frontière avec les Etats du Maranhão et du Tocantins, ancien Nord de l'Etat du Goiás (Figure 10.1). Il est né au milieu

des années 30. La communauté dans laquelle vivait la famille de N3 a une tradition de migrations. Plusieurs familles avaient migré en Amazonie lors du premier puis du second cycle du caoutchouc, à la recherche de conditions de vie meilleures que celles de l'aride Nordeste. Près d'un siècle plus tard, N3 se vantait de pouvoir dire son origine géographique dans n'importe quel coin d'Amazonie et d'y trouver au moins une personne connaissant sa région.

N3 aurait grandi en périphérie d'une petite ville, son père travaillant comme ouvrier tant en milieu rural qu'en milieu urbain. N3 a profité de la proximité de la ville pour aller à l'école primaire. Il aurait même commencé l'école secondaire, mais aurait rapidement quitté les bancs de l'école pour gagner sa vie dans des petits boulots comme son père. Plusieurs jeunes de sa région, un peu plus âgés que lui, sont partis pour la construction de la nouvelle capitale Brasília. Il y a rejoint un groupe de sa région à la fin des années 50, lorsqu'il avait un peu plus de 20 ans. Il a été embauché au tout début de la construction de la Belém – Brasília. Ce fut l'expérience de sa vie. Il a participé à la construction de plusieurs tronçons. La chose la plus surprenante à ses yeux était la taille des arbres comparés à ceux qu'il connaissait dans le nord des Etats du Piauí et du Ceará.

Après trois années passées à la construction de la piste Belém – Brasília, N3 est resté dans la société de construction civile qui l'avait embauché. Il a passé plusieurs années à travailler dans le Nord de l'Etat du Pará, le long de la piste Belém - Brasília, sa famille étant basée à São Miguel do Guamá, à mi-chemin entre Paragominas et Belém, où il a acquis une petite terre de quelques hectares. N3 a connu le développement de l'élevage le long de la Belém – Brasília, dès le début des années 70, puis la forte expansion de l'exploitation forestière à partir des années 80, notamment à Paragominas. En revanche, s'il a beaucoup travaillé pour des forestiers, en particulier dans la construction des pistes, il n'a jamais personnellement investi ni dans l'exploitation forestière, ni dans l'élevage. Il s'est toujours limité à la plantation de ses cultures vivrières pour l'alimentation de sa famille et de sa basse-cour. En raison de son emploi, il n'avait pas beaucoup de temps à consacrer à l'agriculture qui était pour lui une activité secondaire, certes importante en termes d'apport pour la consommation familiale.

N3 est revenu plusieurs fois dans sa région d'origine où il a encore de la famille. Lui se sent autant du Nordeste que d'Amazonie où il a passé la grande partie de sa vie et quasiment toute sa vie professionnelle. Sa femme est fille de migrant du Maranhão. En revanche ses enfants sont tous nés dans l'Etat du Pará. Il prendra sa retraite le long de la Belém – Brasília, son œuvre et sa terre.

10.2.2 N4, ouvrier de la construction de la piste Transamazonienne

N4, né en 1934, est originaire de l'Ouest de l'Etat du Pernambouc (Figure 10.1), c'est-à-dire bien au centre du Nordeste dans ce qui s'appelait le "*Sertão dos Inhamuns*" (la brousse des inhumains) qui en dit beaucoup sur la manière dont cette région semi-aride était perçue par

la population brésilienne. La famille de N3 vivait dans un village où la plupart des familles étaient des sans-terre. C'est-à-dire que pour cultiver, ces familles étaient contraintes de louer de la terre aux quelques grands propriétaires fonciers qui, pour la plupart, ne vivaient pas sur place, mais dans les villes brésiliennes de la côte atlantique. Localement leurs terres étaient gérées par un ou plusieurs contremaîtres en fonction de la surface à louer, considérant qu'il y avait des propriétés de l'ordre de quelques dizaines d'hectares, mais aussi des propriétés de plusieurs centaines, voire quelques milliers d'hectares, occupant des vallées entières.

N4 se rappelle, enfant dans son Nordeste, quand les adultes parlaient de ceux qui étaient partis travailler dans les villes de la côte ou dans les grandes fermes du Sud-Est où la sécheresse n'existait pas ou dans une usine. Il se souvient que l'Amazonie n'était pas encore la principale destination pour les migrants fuyant la sécheresse du Nordeste. Quelques migrants partis vers la côte et vers le Sud-Est avaient réussi, mais beaucoup ne donnaient plus de nouvelles. Avaient-ils réussi ou échoué ? D'après N4, à cette époque, ceux qui migraient n'étaient pas ceux qui avaient réussi dans le Nordeste, car ils seraient restés, mais bien ceux qui avaient échoué. Il y avait donc un sentiment d'échec dans le départ.

Dès l'adolescence, N4 a commencé à travailler avec son père sur la terre des autres, terre qui était louée par un grand propriétaire. N4 se rappelle que sa famille considérait avoir de la chance car elle louait toujours au même propriétaire, alors que certaines familles étaient contraintes de changer tous les deux, trois ou quatre ans de terre, en fonction de ce que voulaient les propriétaires et surtout leurs hommes de main et les contremaîtres. La famille de N3 cultivait son vivrier pour son alimentation et celle de sa basse-cour. Elle possédait également quelques chèvres et brebis, une parfois deux vaches pour le lait et une ou deux mules pour le transport.

N4 se souvient de la construction de la Belém – Brasília dans la seconde moitié des années 50. Quelques jeunes de la région sont partis pour s'y faire embaucher. Les informations données étaient discordantes. Certaines disaient que tout aller bien, d'autres disaient que c'était très dur. N3 est resté avec ses parents, à leur demande, car si cela n'avait tenu qu'à lui, il serait parti. Son père était déjà vieux. Il n'avait que de jeunes sœurs. Il était marié, avait un premier enfant en bas-âge, le second s'annonçait. Il fallait qu'il reste pour faire vivre la famille. Toutefois, quand quelques années plus tard, une nouvelle occasion s'est présentée, il est d'abord parti pour repérer ce qu'il en était. Puis satisfait de ce qu'il avait vu, il a décidé de migrer lui-aussi. Il est revenu chercher sa femme et ses enfants une fois qu'il s'est stabilisé. Comme beaucoup de Nordestins, il n'a pas migré au hasard, il a été vers un lieu où étaient déjà installés des Nordestins de son village, de sa région, qui l'ont intégré lui et sa famille dès leur arrivée.

N4 a travaillé sur divers chantiers dans l'Etat du Pará, principalement dans la construction des pistes, avant de travailler à la construction de la Transamazonienne. Les conditions de vie étaient difficiles, mais pas pire que celles dans le Nordeste. Tous les mois, il recevait son salaire, certes petit, mais qui lui permettait de faire vivre sa famille installée dans

les villages à proximité des chantiers. Il travaillait six jours par semaine au rythme de près de 12 heures par jour, temps de transport inclus, surtout l'été quand il pleuvait moins car la saison des pluies freinait l'avancée de la construction. Il a ainsi travaillé sur plusieurs tronçons de la Transamazonienne.

Voyant les migrants s'installer sur leurs terres, N4 a fait une demande de terre. Il a choisi un lot, en bordure de la piste principale, dans une région collinaire, à proximité d'un passage de petit rio particulièrement difficile sachant, par expérience, que cela deviendrait un lieu où les voitures et les camions s'arrêteraient, surtout si le couple y installait un petit atelier mécanique avec un tracteur pour tirer les véhicules embourbés, ainsi qu'un petit restaurant avec un endroit pour se reposer. En quelques années, l'endroit est devenu un des points d'arrêt de ce tronçon de la Transamazonienne, pour les camions à l'heure du déjeuner, les vans en charge du transport des personnes, les voitures individuelles, etc. La nourriture servie dans le restaurant provenait en grande partie du lot de N4 et des lots voisins, donnant une plus-value très importante à toutes les productions végétales, animales, maraîchères et fruitières, tout en dynamisant l'économie locale. Au cours de la première décennie du 21^e siècle, N4 a progressivement passé la gestion de son petit négoce à ses enfants qui le gère depuis. Il est jusqu'à sa mort resté dans son site, en bord de la Transamazonienne, comptant aux passants les histoires de cette piste devenue route.

10.3 Ouvrier agricole sur le front pionnier avant d'intégrer une colonie

Les plus nombreux des migrants du Nordeste venue en Amazonie ont démarré comme ouvrier agricole dans un ranch ou pour un forestier. A partir des deux paires de trajectoires, nous verrons en quoi les conditions de vie de ces migrants restent précaires, même si, selon leurs dires, les conditions étaient encore plus précaires dans leur Nordeste natal, principale raison de leur migration.

10.3.1 N5 et N6 ou le long chemin du Nordestin pour arriver à sa terre

N5 et N6 sont cousins, originaires d'une famille du Nordeste, à la frontière du Maranhão et du Piauí (Figure 10.1). Ils sont arrivés ensemble dans la région de Paragominas dans les années 80, à l'époque où les grands propriétaires embauchaient de la main-d'œuvre pour travailler dans les ranchs et dans l'exploitation forestière. Beaucoup de jeunes de leur communauté sont venus à Paragominas. La vie était difficile dans leur région d'origine. Il n'y avait pas de terre pour les jeunes, pas d'emplois, ni en milieu rural, ni en ville, de plus ils n'étaient pas qualifiés, ne connaissaient que l'agriculture, un peu l'élevage. L'agriculture dans leur région d'origine était aléatoire avec de nombreuses années sèches où la production des cultures ne suffisait pas à nourrir la famille. Ceux qui étaient qualifiés, après avoir été quelques

années à l'école, puis apprentis auprès d'artisans, pouvaient partir tenter leurs chances dans les Etats du Centre-Ouest où même dans ceux du Sud-Est. Les autres, comme N5 et N6 n'avaient pas d'autre alternative que de migrer vers les lieux où il y avait des emplois. Ils ne pouvaient rester sur les exploitations de leurs familles.

A leur arrivée à Paragominas, un emploi les attendait grâce à d'autres membres de leur communauté qui étaient déjà installés dans la région. Leur emploi était de nettoyer les pâturages, ce qui consistait à couper les mauvaises herbes, surtout les grandes, puis y mettre le feu. Le travail était dur et mal payé, mais au moins ils avaient un job. Ils vivaient sur les ranchs dans lesquels ils travaillaient. Les conditions dépendaient beaucoup des ranchs. Dans certains, la nourriture était bonne, dans d'autres, elle ne l'était pas, mais elle était toujours en quantité suffisante. Même chose pour le couchage. Cela allait dans quelques ranchs, dans d'autres il était précaire. Une fois la période du nettoyage terminée et le feu mis aux parcelles, il y avait l'entretien des clôtures et la construction de nouvelles clôtures. C'était un travail un peu plus compliqué, mais un peu plus facile et moins exténuant que le nettoyage des pâturages.

N5 a continué son activité d'entretien des parcelles et des clôtures dans les ranchs. Petit-à-petit il est devenu connu dans la zone, revenait travailler dans les mêmes ranchs à la demande des contremaîtres, a commencé à tisser des liens avec le personnel travaillant en permanence avec les animaux, ainsi qu'avec certains propriétaires. Il s'est marié, s'est installé dans une communauté où beaucoup faisaient comme lui. Sa femme restait à la maison, s'occupait des enfants, de la maison et du jardin. Il a également aidé des jeunes de leur communauté à migrer pour travailler dans la région.

N6 a saisi l'opportunité de travailler pour un forestier qui avait un ranch sur lequel il avait déjà travaillé. N5 ne l'a pas suivi car il venait de se marier et sa femme était enceinte. Le travail en forêt était à la fois plus dur, plus dangereux et surtout il fallait partir plusieurs jours loin de sa maison et de sa famille, deux choses que N5 ne pouvait envisager à l'époque. N6 gagnait un peu plus d'argent que N5, environ un salaire minimum et demi par mois alors que N5 n'arrivait pas à un salaire minimum car étaient souvent décomptés ses repas de midi pris dans les ranchs. A cette époque, tous les emplois étaient non déclarés, c'est-à-dire qu'il n'y avait aucune couverture sociale. Aussi, le gros problème était quand l'un était malade. Il fallait aller au poste de santé. Avec un peu de chance, le poste de santé donnait les médicaments. Mais le plus souvent, il fallait faire appel à l'entraide communautaire car les médicaments étaient chers. Avoir de bonnes relations avec les contremaîtres et les patrons était très utile dans ces situations.

Après plusieurs années de cette vie comme manœuvres en Amazonie, N5 et N6 ont eu connaissance de la création d'une nouvelle colonie sur les terres d'un ancien ranch, toujours dans la commune de Paragominas, mais loin de la ville. Après avoir été sur place pour voir les terres en question, avoir pesé les avantages et les inconvénients, N5 et N6 ont pris la décision de s'installer tous les deux dans cette nouvelle colonie. Un des avantages était qu'ils

connaissaient plusieurs de colons qui, comme eux, travaillaient dans des ranchs et/ou pour des forestiers et qui s'installaient sur leurs premières terres. Plusieurs colons ont continué leurs activités, mais pas N5 et N6 qui ont rapidement cessé de nettoyer les pâturages pour l'un et de couper les arbres pour l'autre, afin de se consacrer à leurs terres.

En 2005, N5 et N6 vivaient avec leurs familles respectives sur leurs terres avec des cultures vivrières pour assurer la base de l'alimentation familiale, quelques vaches laitières également pour l'alimentation en produits laitiers de la famille, un petit jardin maraîcher et une basse-cour. Ils ont également un petit troupeau de vaches à viande dont les veaux sont vendus à un engraisseur procurant ainsi un revenu pour faire face aux dépenses de la famille. Tant N5 que N6 réclament de l'assistance technique qui, selon eux, a oublié leur colonie. Le seul appui qu'ils reçoivent est donné par les ranchs. En 2005, ils n'avaient pas encore les titres fonciers officiels de leurs terres.

Analysant leurs projets de vie respectifs depuis leur départ de la communauté familiale, N5 et N6 ont des points de vue assez divergents. N5 est assez fier de son parcours. Il considère qu'il a atteint un niveau et des conditions de vie auxquels il ne pensait pas arriver au début de sa migration. Il a une terre, une famille, deux enfants qui ont un emploi, la troisième qui va encore à l'école et qui ira peut-être à l'université ... un de ses rêves et une de ses plus grandes fiertés avec sa terre. Il n'envie pas ceux qui sont arrivés comme lui et qui aujourd'hui vivent en ville, dans les banlieues, alors que lui vit sur sa terre et vit de sa terre.

A l'inverse N6 est plus critique sur son parcours. Il pense qu'il n'a pas eu beaucoup de chance, qu'il aurait aimé avoir un petit ranch, mais rien qu'avec sa force de travail ce fut trop difficile. Peu de colons ont atteint un niveau vraiment supérieur au sien. Aucun dans la colonie n'a réussi à créer son petit ranch. Certains ont plus de têtes que d'autres, mais tous restent des petits éleveurs familiaux. N4 reconnaît qu'il n'a pas non plus été épargné par les problèmes de santé, a perdu sa première épouse, etc. Il regrette de ne pas avoir eu plus d'appui technique et plus de services sociaux, notamment dans la santé.

10.3.2 N7 et N8, trajectoire d'une communauté qui a migré en Amazonie

N7 et N8 sont deux frères originaires de l'Etat du Maranhão (Figure 10.1). Dans les années 80, jeunes adultes, ils sont venus ensemble à Paragominas, travailler dans le secteur du bois pour une entreprise gérée par leur oncle louant ses services auprès des scieries de la place. Il n'y avait pas d'alternative pour eux dans leur région d'origine, pas de terre à cultiver, pas d'emploi à proximité, pas de formation pour se qualifier. Avant eux, plusieurs autres jeunes étaient déjà venus travailler à Paragominas. Certains y étaient encore, d'autres étaient partis plus en avant sur la frontière, vers Marabá où la Transamazonienne, d'autres étaient partis dans d'autres régions du Brésil.

A leur arrivée à Paragominas, N7 et N8 ont été hébergés par la famille de leur oncle. Cette dernière est devenue leur point d'ancrage dans la communauté des migrants du Nordeste

installés dans la région de Paragominas. Leur migration en était une dans ma mesure où ils avaient quitté une région pour s'installer de manière pérenne dans une autre. Toutefois, la distance, de l'ordre d'un ou de jour de transport, n'était pas comparable à celle des Mineiros, des Paulistes et à plus fortes raisons des Sudistes.

N7 et N8 ne connaissaient presque rien au secteur du bois avant leur arrivée, encore moins à la forêt de la région Paragominas, beaucoup plus dense et beaucoup plus haute que celle de leur Maranhão natal. Ils ont progressivement appris les diverses facettes du travail de forestier, du repérage des arbres de valeur à la livraison à la scierie en passant par la coupe des arbres, la construction des pistes pour l'extraction des grumes, le transport des grumes.

Après quelques années, N7 et N8 ont acquis chacun un lot d'une centaine d'hectares dans une colonie éloignée de Paragominas, mais où ils se sont installés avec leurs épouses et enfants respectifs. D'autres membres de leur communauté, et même de leur communauté dans la Maranhão, ont acquis des lots dans cette colonie, reconstituant ainsi une communauté assez semblable à leur communauté d'origine. Pour les colonies du centre de la commune de Paragominas les colons disposaient en général très tôt des titres fonciers car ces colonies ayant été créés au début de la colonisation de la région. En revanche, peu d'information fiable est disponible sur les modes d'acquisition des lots dans les colonies situées en périphérie de la commune de Paragominas. Il y a eu des invasions avec des lots de terre envahie qui ont été vendus, puis revendus pour beaucoup. Plusieurs colonies ont été régularisées à partir de la fin du 20^e siècle puis au début du 21^e siècle, avec plus récemment des services publics devenant plus opérationnels, notamment en termes de santé et d'éducation.

Les activités sur les deux lots de N7 et N8 sont principalement les cultures vivrières (riz, maïs, manioc et haricot) pour l'alimentation humaine, ainsi que celle des animaux de la basse-cour, porcs et volailles. N7 et N8 vendent de la farine de manioc qui est produite directement dans l'exploitation à partir des tubercules. Les rendements sont faibles en raison de la faible fertilité des sols dans la région. Ils disposent également de pâturage pour le bétail d'une trentaine de vaches à eux deux, dont la moitié sont traites. Environ 50 litres de lait sont vendus journalièrement, ce qui permet de couvrir les autres dépenses courantes des deux familles. Les veaux sont vendus à des engraisseurs. L'élevage est considéré comme une bonne activité pour les petits colons comme eux, d'autant plus que la commercialisation est simple dans la région. Toutefois, il faut beaucoup de pâturage et donc beaucoup de terre pour faire vivre une famille avec seulement l'élevage.

10.4. Le Nordeste, employé dans une institution et colon comme seconde activité

Les huit trajectoires précédentes ont montré des migrants en provenance du Nordeste, ou apparentés, d'origine rurale qui, après ou pendant l'exercice de leur activité professionnelle, ont acquis une terre sur laquelle ils se sont installés devenant ainsi des colons. Les deux

trajectoires suivantes sont celles de migrants, également en provenance du Nordeste, exerçant une activité professionnelle d'employé, activité qui constitue leur identité, c'est-à-dire pour laquelle ils sont connus et reconnus. Comme les précédents migrants, ils ont aussi acquis une terre proche du lieu de leur activité. Cependant l'exploitation de cette terre apparaît, à leurs yeux et aux yeux de tous, comme une activité secondaire, même si elle leur permet ou pourrait leur permettre de dégager un revenu supérieur à leur activité d'employé.

10.4.1 N9, fonctionnaire d'une institution publique de recherche

N9 est originaire de l'Etat du Ceará (Figure 10.1). Il a grandi dans la ferme familiale apprenant le métier d'agriculteur, tout en allant à l'école. Au début des années 80, encore adolescent, ayant des frères et sœurs, plus âgés et déjà partis, et aussi plus jeunes, N9 a quitté sa famille et son école pour rejoindre son oncle installé depuis de plusieurs années dans la ville de Marabá où il tenait un petit commerce et avait un petit lopin de terre de quelques hectares. Tout en travaillant avec son oncle dans le commerce et sur sa terre, il a poursuivi son parcours scolaire.

N9 s'est candidaté pour un poste de manœuvre dans l'institution publique de recherche s'installant sur la piste Transamazonienne. N9 a été retenu et s'est retrouvé à tout juste vingt ans fonctionnaire public de l'Etat brésilien. Il a été affecté dans une première station expérimentale au titre de simple manœuvre pour effectuer les travaux agricoles pour la réalisation des expérimentations. Après quelques années, employé reconnu comme travailleur, intelligent et de confiance, il a été affecté dans une seconde station expérimentale en cours d'installation. Il est resté vivre chez son oncle, se rendant tous les matins sur son lieu de travail avec le bus de l'institution et revenant chez lui en fin d'après-midi. Il s'est marié, son épouse étant également originaire du Nordeste. Ils ont eu deux enfants.

A sa demande, N9 a été affecté dans une unité de recherche conduisant des travaux en milieu paysan, c'est-à-dire pas uniquement en station expérimentale. Pour cela il a dû déménager avec sa famille, la distance à parcourir matin et soir pour se rendre sur son lieu de travail étant de plusieurs heures. Il a commencé à participer directement à la conception, à la mise en place, au suivi et à l'évaluation des expérimentations dans des exploitations agricoles. Parallèlement, il est revenu sur les bancs de l'école, en soirée, pour poursuivre et finir son second cycle, équivalent du collège et du lycée. N9 reconnaît qu'il est revenu à l'école au moins autant pour apprendre, ce qu'il a toujours voulu mais n'avait pas pu jusqu'alors, que pour être en mesure de suivre l'éducation scolaire de ses deux enfants.

A la même époque, N9 et son épouse ont acquis une petite terre de quelques hectares, en périphérie de la ville dans laquelle il résidait avec sa famille. En quelques années, cette terre est devenue un grand jardin dédié à l'alimentation de la famille, mais aussi à la passion de N9 pour l'agriculture vivrière. Ce jardin était céréalier, maraîcher et fruitier, avec divers animaux de

basse-cour, quelques têtes de bétail bovin et ovin pour le lait et la viande, deux chevaux. Il était équipé d'un petit matériel adapté aux besoins des cultures et des animaux. N9 disait que son jardin serait sa retraite.

10.4.2 N10, employé permanent d'un ranch

N10 est né au milieu des années 60 dans le Nord de l'Etat du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins (Figure 10.1). Sa famille vivait dans une communauté qui aurait migré en provenance Nordeste, vraisemblablement au cours du 21^e siècle. N10 a migré avec sa famille sur la Transamazonienne au tout début de la décennie 80, son père ayant eu une opportunité d'emploi dans la région auprès d'une autre famille de la même communauté ayant déjà migré. N10 est arrivé encore adolescent sur la Transamazonienne. Il avait cependant une petite expérience en élevage, expérience ayant acquise dans la ferme familiale et au sein de sa communauté dans le Nord de l'Etat du Goiás.

Sans réelle envie de poursuivre son parcours scolaire, N10 a trouvé un emploi de vacher dans un ranch proche d'Altamira. Le propriétaire était un notable de la ville, exerçant dans un autre secteur que l'agriculture, mais ayant investi en achetant de nombreux lots jusqu'à former un ranch de plusieurs centaines puis quelques milliers d'hectares. Il y avait plusieurs employés sur le ranch dont beaucoup originaires du Nordeste. Les activités du ranch sont coordonnées et supervisées par un gestionnaire, également originaire du Nord du Goiás et que la famille de N10 connaissait un peu, raison de son embauche.

Pour N10, sa vie est l'élevage. Il a appris très tôt à connaître les animaux et à conduire les troupeaux. Il s'est ensuite formé dans le ranch, en commençant comme simple aide-vacher, tout en nettoyant les pâturages des mauvaises herbes quand cela était nécessaire, puis on lui a de manière progressive confié des responsabilités de plus en plus importantes dans la gestion des troupeaux et des pâturages. Un premier aboutissement a été une formation dispensée à l'université pour devenir l'inséminateur du ranch. En plus de son ranch, il opérait également dans les ranchs voisins qui n'avaient pas leur propre inséminateur. Il est ainsi rapidement devenu une personne connue dans la région et une référence en termes d'élevage. Son salaire mensuel a progressivement augmenté à mesure qu'il prenait des responsabilités pour atteindre de quatre à six salaires minimums, selon son activité d'inséminateur en dehors de son propre ranch. De plus, il touche un petit pourcentage sur la production, de l'ordre de deux à quatre veaux ou veaux par an.

En 2000, les parents de N10 étaient à la retraite, habitant toujours sur leur demi lot de 50 hectares acquis dans une invasion peu de temps après l'arrivée de la famille sur la Transamazonienne et financé en grande partie par le salaire de son père à cette époque. N10 a aidé ses beaux-parents à acheter un autre demi lot, toujours dans la même invasion, et situé tout près du demi lot de ses propres parents. Puis N10 a acquis un autre lot, toujours dans la

même invasion, également proche de ceux de ses parents et de ses beaux-parents, dans la perspective d'y prendre sa retraite. Dans l'attente, c'est dans ce lot qu'il engraisse, sous la responsabilité de son père et de son beau-père, les veaux reçus au titre de sa prime de rendement du ranch. Il reste encore des parcelles en forêt sur les trois lots. Cependant N10 pense bien pouvoir les transformer en pâturage une fois qu'il sera à la retraite. Dans l'attente, il dit qu'il "respecte la loi".

Il est intéressant de noter que pour N9 et N10 restent sur des trajectoires, certes à succès, mais simples et modestes, surtout en regard de leur compétence en élevage ainsi que les moyens auxquels ils pourraient avoir accès par leurs réseaux, notamment en termes de prêts bancaires et financements publics. En effet, autant N9 que N10 pourrait être à la tête de grands ranchs, alors qu'ils se contentent de leurs emplois salariés et de leur petite terre qu'ils exploitent plus par plaisir que par nécessité. Le plus surprenant est que N9 et N10 évoquent tous les deux le mythe de devenir fazendeiro, comme principale raison poussant les migrants à investir dans l'élevage, en particulier ceux du Nordeste, ainsi que les Mineiros et Goianos. En contrepartie, pour un homme adulte, le fait d'être simple ouvrier agricole dans un ranch, *peão* ou *braçal*, est relativement mal vu car cela laisse entendre que l'homme en question est limité n'ayant pas pu faire autre chose.

10.5 Plusieurs migrations avant d'arriver et de s'installer en Amazonie

Quelques Nordestins installés en Amazonie à la fin du 20^e siècle ont migré auparavant dans d'autres régions du Brésil. Deux de ces trajectoires particulières vont être successivement présentées pour montrer que même s'il existe au sein des groupes une certaine permanence en lien avec les origines des migrants, des combinaisons nouvelles apparaissent, de type hybride mêlant les caractéristiques d'un groupe à celles d'un autre groupe.

10.5.1 N11, du Nordeste dans l'Etat du Paraná puis sur la Transamazonienne

N11 vient de du Sud de l'Etat du Ceara (Figure 10.1), de la partie la plus aride du Nordeste, celle du déjà présenté. Il est installé sur la Transamazonienne à la fin des années 80. La demande foncière n'étant pas encore très forte dans la région, il a pu obtenir deux lots de 100 hectares, à près d'une heure de piste de l'agroville la plus proche. Avant d'arriver sur la Transamazonienne, N11 avait migré dans l'Ouest de l'Etat du Paraná où il a travaillé près de quinze ans dans une caféière appartenant à une famille de Paulistes. Ainsi, tout jeune adulte, il avait été contraint de quitter son village natal, sa famille n'ayant pas terre et vivant dans une communauté de paysans sans-terre. Pour faire son vivrier, elle était obligée de louer la terre à

des propriétaires terriens, comme cela a déjà été expliqué pour N4. Le problème de ces familles était moins la force de travail que la terre qui était manquante pour la faire travailler.

Même s'il reconnaît que ce ne fut pas simple, notamment le climat plus froid en hiver et plus étouffant en été, N11 voit au moins deux avantages à sa migration dans l'Etat du Paraná. Tout d'abord il s'agissait d'une opportunité économique tant pour lui que pour sa famille, dans la mesure où il est parti de son village natal avec la promesse d'un emploi comme ouvrier dans une caféière. Il n'était pas le premier de son village à migrer dans cette zone de l'Etat du Paraná et surtout ses prédécesseurs non seulement survivaient, mais envoyaient aussi quelques fonds à leurs familles restées dans le Nordeste. Sa famille a donc vu d'un bon œil cette décision de migrer. Ensuite N11 a appris à planter et à gérer les cultures autrement que dans le Nordeste, notamment les plantes pérennes, comme le café, sur le moyen et long terme, alors qu'avant son départ, il ne connaissait que les cultures vivrières dont le cycle est en général de quelques mois, au plus une ou deux années pour les tubercules.

N11 a regretté de devoir quitter le Paraná. Il y serait bien resté avec son épouse, fille d'un migrant du Nordeste comme lui. Même s'il est resté les quinze ans dans la même exploitation, son idée était d'acquérir une petite terre pour survivre avec sa famille. Cependant, il y a eu les années de grand froid au cours desquelles beaucoup de plantations ont gelé, comme mentionné dans le chapitre sur les Gaúchos. Beaucoup de planteurs se sont retrouvés à la fois ruinés et sans perspective de revenu pour les années suivantes. A la même époque, le gouvernement faisait la propagande pour installer les colons sur la Transamazonienne. Lui et sa femme ont saisi l'occasion.

L'exploitation de N11 a été suivie du milieu des années 90 jusqu'au milieu de la décennie suivante. Par certains côtés, son exploitation était typique de celles des Nordestins. Par d'autres côtés, elle se rapproche plus des exploitations gaúchas. Du Nordestin, N11 avait gardé la priorité donnée aux cultures vivrières, base de l'alimentation humaine et de sa basse-cour. Cependant il ne produisait que ce dont il avait besoin pour la consommation familiale. Il vendait une partie de sa production, seulement le surplus s'il a une très bonne récolte. Le type de construction et l'aménagement intérieur étaient également bien typiques du Nordeste.

D'un autre côté, la grande attention portée à ses cultures pérennes, poivre et café, était plus typique du Gaúcho. Il s'agissait du principal revenu de la famille, l'alimentation étant assurée par les cultures vivrières. Les nombreuses fleurs autour de la maison rappelaient aussi les fermes gaúchas. Le fait de travailler seul avec son épouse faisait plus penser à un mode de fonctionnement gaúcho qu'à une gestion nordestine de la main-d'œuvre familiale et communautaire. Le fait de travailler avec des bœufs de traction venait également de son expérience dans le Sud. Le rapport de N11 aux institutions, notamment pour avoir de l'information, en particulier dans le domaine agricole, faisait plus penser à un Gaúcho qu'à un Nordestin.

Le troupeau constituait le troisième pilier de l'exploitation aux côtés des cultures annuelles et pérennes. En 2000, la famille disposait d'une soixantaine de têtes de bétail sur une surface à peu près équivalente en pâturage. Même si le sol des lots de N11 n'était pas des meilleurs, notamment pas de trace de *terra roxa*, le pâturage était bien géré, bien entretenu et la production du troupeau très convenable. N11 reconnaît que l'appui du bureau local de l'institution de recherche a été déterminant dans sa relative réussite en élevage, en particulier pour le choix des animaux suite à l'obtention d'un financement FNO.

N11 considérait que la forte concentration foncière le long de la route secondaire où il habite, est en grande partie liée au manque d'appui des structures publiques et privées en charge de cet appui. Si les colons avaient eu plus d'appui, au moins comparable à celui dont lui-même a bénéficié, N11 pense que de nombreux colons ne se seraient pas démotivés et n'auraient pas vendus leurs terres pour aller vivre dans les banlieues des grandes villes espérant trouver un petit emploi pour survivre. En revanche, avec seulement leurs cultures annuelles, quelques pieds de poivre et un élevage peu production, le colon ne peut pas survivre et se démotive au moindre choc.

10.5.2 N12, plusieurs migrations avant de s'installer en Amazonie

N12 é *Capixaba*, c'est-à-dire né dans l'Etat de Espírito Santo (Figure 10.1) au sein d'une famille originaire du Nordeste par son père et du Nord de l'Etat du Goiás, aujourd'hui Etat du Tocantins, par sa mère. Les parents de N12 ont migré vers l'Etat de Espírito Santo dans les années 30 où est né N12. Celui-ci, alors qu'il était jeune adulte, a migré vers l'Etat du Paraná, frontière agricole des années 50. Il y a fait ses premières armes en agriculture, un peu à la manière de N11, auprès des colons venant du Sud-Est et du Sud du Brésil et déjà installés dans la région. Dans les années 60, N12 a migré dans l'Etat du Mato Grosso, accompagnant un groupe de Gaúchos quittant l'Etat du Paraná pour coloniser plus au Nord. De là, il a rejoint une autre implantation gaúcha dans l'Etat de la Bahia. Puis il est arrivé sur la Transamazonienne à la fin des années 70, où il aurait choisi deux lots, un pour lui et un pour son épouse, avec l'intention de cultiver des plantes pérennes.

N12 a eu deux épouses successives, la première étant décédée après son septième enfant. La seconde en a eu six, ce qui donne un total de treize enfants, la seconde épouse s'étant occupée des enfants de la première épouse décédée, tout au moins les plus jeunes. En 2000, seuls les plus jeunes enfants vivaient encore sur l'exploitation, ainsi qu'un des fils aînés, les autres ayant chacun leurs propres activités. La famille de N12 n'a pas été épargnée par les malheurs liés à la santé, ce qui semblerait avoir en partie justifié les migrations successives.

Comme l'exploitation de N11, l'exploitation de N12 a été suivie une dizaine d'années à partir du milieu de la décennie 90. De par sa structure et son fonctionnement, l'exploitation de N12 est assez semblable aux exploitations de G1 et G2, c'est-à-dire reposant sur les plantes

pérennes pour le revenu, les cultures vivrières pour l'alimentation familiale, puis dans un temps suivant l'élevage pour capitaliser en vue d'installer les enfants qui veulent continuer dans l'agriculture. N12 ne dispose pas de *terra roxa* pour pouvoir planter du cacao. En revanche, il a de la terre propice aux cultures de poivre et de café. Il a également planté du guaraná, plante amazonienne de type arbustive dont les fruits permettent de faire un soda considéré un temps comme le *Coca-Cola* brésilien.

En 1995, juste après la crise du prix des cultures pérennes, N12 a obtenu trois financements FNO, un pour lui, un autre pour son épouse et un troisième pour un de ses fils restés sur l'exploitation. Cela lui a permis de développer son élevage qui en 2000 était constitué d'une soixantaine de vaches pour 85 hectares de pâturage. S'il arrivait à obtenir un ou deux autres financements FNO, pour un ou deux de ses autres fils, il envisageait d'acheter plus de bétail, mais aussi de planter plus de cultures pérennes. A cette époque, la moitié de la surface des deux lots était encore couverte de forêt, certes exploitée de ses arbres de valeur, mais elle était sur pied. Cela lui permettait de faire chaque année un à deux hectares de cultures vivrières pour l'alimentation de sa famille et de la basse-cour.

N12 était critique vis-à-vis des services d'appui à l'agriculture. Il considérait que les projets FNOe de développement conjoint de la culture de la noix de coco, du cupuaçú et de l'élevage laitier avaient été une grossière erreur, tant de l'assistance technique locale que de la banque BASA, qui ont respectivement monté puis financé les projets pour les colons. Il n'y a jamais eu de marché pour les noix de coco et le cupuaçú. En conséquence les colons n'ont pas pu vendre leurs productions tout en devant rembourser leurs crédits. Beaucoup de colons ont vendu leurs terres puis migrer vers les banlieues des villes à la recherche d'un emploi. La situation fut semblable pour la production laitière. Dans son cas spécifique, N12 aurait pu vendre de l'ordre de 50 à 60 litres de lait par jour, mais cela était impossible en raison des conditions de transport sur la piste secondaire, ainsi que sur la piste principale. Il était d'ailleurs en difficulté pour rembourser les prêts qui, heureusement, n'avaient servi qu'à acheter du bétail.

Malgré ses critiques, N12 ne voyait que des bons côtés au développement de l'élevage en parallèle aux cultures vivrières et pérennes. L'élevage était pour lui à la fois une trésorerie car un animal, veau, vache ou taurillon, est monnayable à un prix fixé, en lien avec la bourse des valeurs de São Paulo, et cela quel que soit le jour de l'année et quel que soit le lieu. L'animal étant une bonne trésorerie faisait que le troupeau était une bonne épargne. De plus, le rendement financier de l'élevage était faible, mais il était sûr, à tel point que les 15 kilos de viande sur pied (appelé *arroba*) étaient devenus la monnaie en milieu rural en période de forte inflation, comme à la fin des années 80 et au début des années 90. En contrepartie, N12 considérait que l'élevage exigeait un minimum de connaissances à appliquer, tant pour la conduite du troupeau que celle du pâturage. Aux yeux de N12, cette connaissance que de nombreux colons n'avaient pas, expliquerait pour beaucoup leurs échecs.

En conclusion, les Nordestins N11 et N12 présentent des trajectoires quelque peu atypiques car passant par des terrains de référence d'autres groupes de migrants, terrains dans lesquels ils se seraient imprégnés d'une partie de leur patrimoine sociotechnique, montrant ainsi une certaine porosité entre les groupes de migrants initialement identifiés.

10.6 Le Nordestin, plusieurs facettes du colon de l'avenir

Les douze trajectoires précédentes concernant des migrants du Nordeste s'installant en Amazonie ont montré les difficultés et contraintes de ces migrants en lien avec leurs traditions, leurs situations dans leurs régions d'origine, leurs apprentissages et formations et donc leurs histoires. Les douze trajectoires montrent également quelques valeurs, notamment leur structure familiale et communautaire, ainsi que leurs réseaux d'entraide, qui se retrouvent aussi dans d'autres groupes de migrants, mais qui sont particulièrement bien développés dans la communauté des Nordestins. Face à une certaine discrimination et quelques préjugés négatifs à leur égard, nous finirons ce chapitre par trois trajectoires de migrants d'origine du Nordeste qui représentent chacune une facette de ce qui pourrait être le migrant du futur tel qu'il pourrait être pensé par les politiques publiques, et donc l'ensemble des mesures à mettre en place pour que ce migrant du futur soit viable.

10.6.1 N13, diversifié, structuré et innovateur

N13 est né dans l'Etat du Maranhão à la fin des années 30. Dans les années 50, jeune adulte sans grand avenir sur sa terre natale, il a migré vers Brasília y exerçant divers emplois dans la construction de la nouvelle capitale. Nous avons vu dans le chapitre sur les Paulistes, que N13 avait notamment travaillé pour une agence liée au Ministère de l'Economie, agence en charge du démarchage des entrepreneurs paulistes venant faire leur déclaration d'impôts en leur proposant des terres en Amazonie en échange de leur adhésion au programme de défiscalisation monté par le gouvernement militaire de l'époque.

Après près de deux décennies passées à Brasília, N13 a migré avec son épouse et ses enfants vers l'Amazonie, plus précisément vers le Sud du Pará, région pour laquelle il avait contribué à placer les terres auprès des entrepreneurs paulistes. A la différence de ces derniers, il n'avait pas migré avec de la terre déjà attribuée dans le Sud du Pará. En 2000, N13 reconnaissait qu'il avait néanmoins plusieurs contacts, mais rien de vraiment sûr quant à sa possible installation dans la région. Arrivé à Redenção avec femme et enfants, N13 a exercé plusieurs petits emplois successifs, ce qui lui a permis de mieux connaître et comprendre les diverses pratiques locales, notamment en termes d'appropriation foncière, ainsi que la dynamique régionale.

En 1983, N13 a participé à l'invasion d'un ranch sur lequel il a pris un lot de 100 hectares sur lequel il a monté son exploitation agricole. N13 s'est toujours et depuis le début investi dans le montage et l'organisation de l'association de la colonie dans laquelle était son exploitation, jusqu'à en prendre la présidence. Contrairement à la plupart de ses voisins, N13 ne pensait pas que l'accumulation de foncier soit une bonne stratégie, à moyen et long terme, pour les petits migrants qu'ils étaient. N13 a en revanche toujours pensé qu'il était nécessaire d'intensifier sa production et surtout de mieux la valoriser en contrôlant les filières de commercialisation, sur lesquelles se faisait la plus forte plus-value.

N13 a donc très tôt pensé son lot avec une production qui serait transformée dans une petite agro-industrie pour donner de la plus-value à cette production. Ainsi en 2000, la famille de N13 était à la tête d'une petite laiterie installée dans la banlieue de Redenção. La petite laiterie, gérée par l'épouse de N13, était approvisionnée par le lait des vaches du lot de N13, et de celles de ses voisins. Divers fruits en provenance de sa colonie, notamment du lot de N13, étaient également transformés en jus de fruits dans la petite agro-industrie, et en partie incorporés aux produits laitiers. Un programme spécifique de plantation de fruitiers avait été implanté dans ce sens dans son lot en espérant l'étendre au sein de la colonie. Selon les périodes de l'année, trois ou quatre employés travaillaient dans la petite laiterie, en plus de l'épouse de N13.

En 2000, un quart de l'exploitation de N13 était encore couverte de forêt, même si les arbres de valeur avaient déjà été exploités, et cela avant l'invasion. Le reste de l'exploitation était en pâturage sur lequel pâturait par son troupeau à la fois pour le lait et la viande. Une partie du lot était plantée avec des arbres fruitiers dont la production allait à la petite agro-industrie. Comme tout bon Nordestin, N13 plantait chaque année ses cultures vivrières sur un ou deux hectares de forêt pour l'alimentation de sa famille. Il envisageait de changer son système en implantant ses cultures vivrières sur des parcelles de pâturage ancien afin de les récupérer tout en produisant l'alimentation de la sa famille. Il avait entendu parler et était fortement demandeur d'informations sur ce système qui était déjà appliqué dans des ranchs.

N13 a bénéficié de prêts et de financements spécifiques pour monter sa petite agro-industrie et implanter le programme de développement de production fruitière dans sa colonie. En bonne relation avec la mairie de Redenção, il vend une partie de la production de l'agro-industrie pour approvisionner les écoles de la ville. En se basant sur sa propre expérience mais aussi ce qu'il connaît dans sa région et ce qu'il voit à la télévision sur la chaîne agricole, il estimait que les deux points sur lesquels devait se focaliser l'assistance technique étaient la diversification et l'intensification de la production familiale, d'une part, et la commercialisation ces productions, d'autre part.

Comme pour G1 et G2 et pour les mêmes raisons, N13 considérait que la diversification était essentielle dans l'agriculture familiale dans la mesure où elle permet d'avoir toujours une ou deux productions générant un revenu qui permet à la famille de passer les phases difficiles,

tant sanitaires qu'économiques, dans une ou deux autres secteurs. Il avouait avoir du mal à convaincre ses voisins de diversifier leur production. Sa fonction de président l'aidait mais ce n'était pas suffisant. Il attendait plus d'appui des structures de recherche et de développement qui, d'après lui, accompagnaient les processus en cours, ne les devançaient pas et donc ne les orientaient pas. Et cela d'autant plus que N13 confirmait que les invasions de terre mettaient en jeu plusieurs groupes d'acteurs et pas seulement des migrants à la recherche de terre. Il y avait aussi des commerçants, des propriétaires terriens déjà bien pourvus grâce à leur participation à des invasions antérieures, des forestiers, et même des fonctionnaires publics.

Par ailleurs, l'intensification de la production était pour N13 une meilleure alternative que l'accumulation de terres, à plus fortes raisons quand cette accumulation se faisait sur une seule production, l'élevage dans le cas du Sud du Pará. Même si, à l'époque, il ne lui semblait pas que le scénario soit possible, un effondrement du marché de la viande ou un grave problème sanitaire sur le pâturage ou une autre crise en lien avec l'élevage auraient selon N13 des conséquences dramatiques pour l'ensemble de la région.

Concernant la commercialisation de la production familiale, N13 était assez dubitatif en raison de la forte variation des prix en lien avec la saisonnalité de la production et la stabilité de la demande sur l'année. Il a pris l'exemple de l'ananas et du fruit de la passion qui étaient deux productions très saisonnières alors que la demande locale existait tout au long de l'année. Son alternative a été la construction de sa petite agro-industrie pour traiter et stocker la pulpe des fruits, puis la congeler afin de pouvoir la commercialiser tout au long de l'année et pas seulement en période de production. Pour N13, c'était la même chose pour la fabrication de fromages qui est un moyen de décaler la consommation du lait périssable en le conservant sous forme de fromages ou autres produits laitiers.

En 2000, malgré son âge, N13 avait toujours plusieurs projets d'avenir, en lien avec l'amélioration de sa petite entreprise, mais aussi avec le développement de l'agriculture familiale dans la région. C'est ainsi qu'après s'être informé auprès de diverses sources, il pensait que la production ovine était une alternative viable pour beaucoup de petits producteurs de la région. Tout d'abord, l'élevage des ovins est simple dans la mesure où, comme pour celui des bovins, s'appliquent quelques techniques de base, auxquelles les producteurs familiaux pourraient être formés. Ensuite, l'investissement est petit et donc accessible à tous. De plus, l'abattoir local pourrait ouvrir une ligne d'abattage spécifique pour les moutons. Enfin, la demande était forte dans la région, en raison notamment de la grande quantité de migrants originaires du Nordeste. Il avait rencontré un grand propriétaire de la région qui partageait ses idées et envisageait de monter un élevage de quelques milliers de moutons pour exporter sa production vers les autres Etats. N13 en avait parlé aux services d'appui à l'agriculture, mais il ne semblait pas confiant dans une éventuelle initiative de leur part.

Un autre sujet important abordé par N13 a été la question de la formation des producteurs ruraux. Il considérait que la formation est essentielle. Lui et son épouse ont suivi

avec attention l'éducation de leurs enfants, dont un travaille aujourd'hui aux Etats Unis, les autres aident au fonctionnement de l'agro-industrie. Selon N13, il serait nécessaire de former les jeunes à des systèmes agricoles à la fois performants, résilients, et même respectueux de l'environnement, alors que les systèmes actuels étaient surtout basés sur la tradition, en particulier la culture sur brûlis, le pâturage pour occuper le foncier et la forêt qui n'aurait pas de valeur en dehors d'un ou deux arbres par hectares.

10.6.2 N14, construire autour des valeurs de la famille et de la communauté

N14 est originaire de l'Etat du Maranhão. Il est né dans une famille rurale dont la spécialité était d'avoir un petit alambic traitant la production des autres car sans terre en propre. N14 a travaillé dans la petite entreprise familiale jusqu'à l'âge de 28 ans avant de migrer sur la Transamazonienne. Il avait en tête depuis plusieurs années l'idée de migrer, mais déjà marié, avec des enfants en bas-âge et des parents âgés, envisager une migration était ainsi un peu compliqué. En 1973, il est néanmoins venu voir ce qu'il en était des fameuses terres de la Transamazonienne que l'Etat donnait aux colons. Selon ses propres dires, il a été enthousiasmé par les conditions climatiques et ce qu'il a vu dans les parcelles de premiers colons arrivés quelques mois avant lui.

Etant parmi les premiers sur le tronçon situé à l'Ouest de Altamira, N14 a choisi, dès sa première visite sur la Transamazonienne, un premier lot de 100 hectares au bord de la piste principale, puis un second de la même taille et accolé au premier lot pour un de ses frères. Puis dans un second temps, il a acquis une plus grande terre de 500 hectares plus en avant sur la même piste secondaire aboutissant à ses deux lots, en prévision de la venue de son père et du reste de la famille. On voit dès l'acquisition de la terre les deux grands facteurs qui vont orienter la trajectoire de migration de N14. Tout d'abord la migration est une histoire de famille. En effet, c'est la famille qui migre, et même plus, c'est une partie de la communauté qui migre. Le second facteur est l'élevage. N14 a migré sur la Transamazonienne pour devenir un éleveur avec sa terre et son troupeau, si possible grands les deux.

Après cette première visite et l'acquisition de son premier lot, ainsi que l'option sur le second, N14 est revenu s'installer avec sa femme et ses enfants en bas-âge. Au cours des premières années, tout son effort a été fait pour construire son ranch, tous les ans coupant et brûlant la forêt tout en plantant ses cultures vivrières pour l'alimentation familiale, puis son pâturage entre les lignes des plantes vivrières, et cela avant la récolte afin d'avoir un pâturage formé une fois la récolte faite. Ses premières vaches ont été des vaches laitières, tant pour l'alimentation de la famille en lait et fromages que pour la vente locale de lait et de fromages.

Progressivement N14 a augmenté sa surface en pâturage et son troupeau, essentiellement laitier, devenant au bout de quelques années, le premier producteur de lait de la commune. Il assurait lui-même la commercialisation de son lait en faisant le porte-à-porte de

ses clients, une fois la traite faite. N14 et son épouse se levaient tous les matins vers 3:30-4:00, weekends compris. Ils démarraient la traite vers 4 :30 pour la finir vers 6 :30 selon les saisons. Puis N14 livrait ses clients et revenait en fin de matinée sur la ferme. Il y avait une seule traite par jour et tout en manuel. L'après-midi, N14 s'occupait de ses pâturages, ainsi que des travaux à faire sur le troupeau ou sur la ferme.

L'exploitation de N14 a été accompagnée par l'institution de recherche pendant près de douze ans, de 1993 à 2005. En 1995, N14 possédait un troupeau d'environ 200 têtes pour 120 vaches laitières. Ses deux premiers lots étaient implantés en totalité en pâturage. Il disposait également de 180 hectares de pâturage sur la terre achetée pour son père. Le rêve de N14 de devenir "fazendeiro" se réalisait. En parallèle de son activité, N14 et son épouse étaient fortement impliquée dans la vie sociale, à commencer par celle de leur communauté sur la Transamazonienne et celle de leur communauté d'origine. N14 a aidé beaucoup de Nordestins à s'implanter dans la région. De plus, tout migrant, en particulier Nordestin, à plus fortes raisons de l'Etat du Maranhão, pouvait trouver du soutien et du réconfort auprès de la famille de N14.

Alors qu'il s'avavançait sur la route du succès, N14 reconnaît lui-même avoir commis une grosse erreur, en enfreignant une des règles de base de l'élevage, à savoir : vérifier la qualité des animaux qui entrent dans le troupeau. Pour ne pas avoir vérifié la qualité sanitaire des vaches et génisses achetées avec des fonds FNOe, N14 a fait entrer la brucellose dans son troupeau. Considérant que la brucellose est une zoonose, c'est-à-dire une maladie transmissible des animaux à l'homme, et que celle-ci peut être transmise par le lait cru, N14 a été contraint, dès le diagnostic de la maladie dans son troupeau, d'arrêter la commercialisation de son lait.

Cette crise sanitaire de la brucellose, importée du Sud-Est du Brésil, principalement par des maquignons aux pratiques douteuses, a été dramatique et fatale pour de nombreuses petites exploitations qui, face à la chute des prix des cultures pérennes, avaient décidé de se lancer dans l'élevage, en particulier laitier, comme déjà mentionné dans le chapitre sur les Mineiros. Cependant, l'exploitation de N14 a été moins impactée car, à la différence des petites exploitations se lançant dans l'élevage, elle était déjà bien installée dans la production animale et surtout elle gardait sa production de viande qui assurait environ la moitié de son revenu.

Toujours selon ses propres dires, la seconde erreur de N14 était d'avoir tout misé sur l'élevage autour de la stratégie de devenir fazendeiro. En effet, N14 imaginait le scénario de la crise affectant l'ensemble de son troupeau et pas seulement la composante laitière, du type de celle mentionnée précédemment par N13. En conséquence du problème de la brucellose dans son troupeau, N14 a tiré un trait sur son futur de *fazendeiro*. Il a déclaré que pour lui et les migrants comme lui, être fazendeiro représentait : "*être riche, être crédible vis-à-vis des banques, être reconnu localement, disposait d'un capital pour faire face à tout problème.*" Aussi, tout en maintenant son troupeau, il a recommencé à planter des cultures vivrières pour

l'alimentation de sa famille et s'est recentré sur ses fonctions sociales au sein de sa communauté.

Par ailleurs, la question environnementale, en particulier la conservation de la forêt, n'était pas une préoccupation pour N14, et ne semblait pas l'être ni pour sa famille, ni pour sa communauté. N14 considérait qu'il avait encore beaucoup de forêt sur ses terres, près de la moitié de la surface, plus précisément sur les terres acquises pour son père

10.6.3 N15, adepte et précurseur de la décroissance

N15 est Nordestin, né dans l'Etat de la Paraíba. Jeune adulte, à la recherche d'un emploi pour survivre, il a migré dans le Nordeste, en particulier dans les Etats du Ceará puis du Maranhão qu'il a quitté en 1976 à cause d'une forte sécheresse ayant eu comme conséquence la forte baisse de l'emploi en milieu rural et le départ en migration de nombreux ruraux. Il s'est rendu sur la Transamazonienne où soi-disant il y avait de la terre et des emplois.

A son arrivée sur la Transamazonienne, N15 a été embauché dans une exploitation agricole située le long de la piste principale et dans laquelle il est resté une douzaine d'années. A la fin des années 80, il a acheté un lot de 100 hectares dans une colonie établie sur des terres publiques qui a été par la suite reconnue par les pouvoirs publics. Vivant et travaillant sur sa terre, en grande partie couverte de forêt, N15 se considérait heureux et dans un des meilleurs lieux pour vivre. N15 aimait l'ambiance de la forêt. Il cultivait une partie de sa terre pour vivre et ne pensait pas vivre pour cultiver.

Son activité première consistait à planter, prendre soin et récolter ses cultures vivrières pour l'alimentation de sa famille. Le surplus était vendu pour acquérir les autres biens non produits sur l'exploitation. La culture vivrière occupait peu de terre, ce qui lui permettait de maintenir en forêt une grande partie de son lot. Elle demandait également peu de main-d'œuvre, ce qui pour N14 est important dans la mesure où il ne pouvait compter que sur lui, son épouse et son enfant. Il a également quelques pieds de cultures pérennes, cacao, poivre et guaraná bien entretenues, mais ces plantes sont plus exigeantes en main-d'œuvre qu'il n'en a pas sur l'exploitation et il est obligé d'embaucher à la tâche.

Il a reçu un financement FNOe pour acquérir du bétail et monter un élevage. Il a avoué avoir été presque contraint de le faire sous la pression des services d'appui car, d'une part, il n'aime pas l'élevage et, d'autre part, il a vu les limites, surtout quand on n'en connaît pas les règles, ainsi que les conséquences de cette activité chez ses voisins. Aussi, plutôt que d'acquérir des animaux, il préférerait diversifier sa production afin de mieux faire face aux aléas du marché et des prix des cultures qui subissent de fortes variations. Il a cependant un peu de pâturage sur son lot, mais il vient de la démarcation faite par l'institut de la réforme agraire lors de la régularisation de la colonie.

Il était intéressant de noter que la famille de N15 semblait avoir une qualité de vie en accord avec ses principes et paraissait satisfaite de ses conditions de vie, même si se considérant comme un peu anachronique dans le contexte des fronts pionniers amazoniens du début du XXIe. A moins qu'elle ne soit en avance de plusieurs années, voire de quelques générations dans sa conception de son rapport à la nature ?

Conclusion

Les trois dernières trajectoires en Amazonie de migrants originaires du Nordeste N13, N14 et N15 montrent qu'une fois installées sur leurs terres en Amazonie, les deux familles de N13 et N14 ont adopté de manière progressive des stratégies et des pratiques les ayant conduites vers des situations qu'on pouvait qualifier de succès. Ces trajectoires de réussite économique et sociale sont importantes dans la communauté nordestine pour au moins deux raisons. La première est l'exemple donné, notamment aux nouveaux migrants, leur montrant que, malgré le nombre de souffrances endurées par les familles au début de la migration, le succès peut être au bout de la route. La seconde est l'image donnée aux autres groupes sociaux pour lesquels les Nordestins sont souvent affublés de préjugés négatifs quant à leurs capacités à réussir leurs migrations. De plus ces deux trajectoires mettent en évidence le dévouement au travail et la perspective de conquérir "une terre" comme principaux facteurs de réussite, alors que le groupe des Nordestins le groupe de migrants le plus marginalisé, principalement en raison de l'origine économique et sociale de la plupart des membres du groupe.

Par ailleurs, les stratégies et les pratiques des Nordestins sont assez comparables à celles de migrants d'autres groupes sociaux, questionnant ainsi sur la pérennité des caractéristiques sociotechniques et culturelles telles qu'elles ont été identifiées. En revanche, la trajectoire de la famille N15 va à l'encontre des espérances de toutes les autres familles, ainsi que des stratégies et pratiques qu'elles mettent en œuvre pour y arriver. Cela questionne également sur le rôle des politiques publiques dans la construction sociale des scénarios du futur au sein des familles de migrants.

Chapitre 11

Le rôle des politiques publiques sur les migrations au Brésil et en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle

Introduction

La première partie puis la seconde partie de la thèse ont montré en quoi et comment les politiques publiques successives ont incité ou favorisé, voire financé les migrations, et dans quelles mesures elles se sont appliquées de manière différenciée aux divers groupes de migrants. Il ressort de la première partie que l'Amazonie apparaît comme la dernière étape de la colonisation du territoire brésilien. Commencée par la Côte Atlantique dès le 16^e siècle, la colonisation s'est rapidement propagée vers l'intérieur des terres, tout le long de la frange atlantique, tant au nord qu'au Sud et au Centre du Brésil au cours des 17^e et 18^e siècles, en particulier sous l'impulsion des missions chrétiennes. Au 19^e siècle, l'Empire a clairement affirmé sa volonté de sécuriser les frontières du Brésil, en particulier au Sud, au travers de l'occupation des terres par de nouveaux migrants arrivant d'Europe, mais également en provenance des autres régions du pays. La colonisation de l'Etat du Paraná dans les années 30-40s du 20^e siècle, suivie de celle du Centre-Ouest avec la *Marche en Avant* ont logiquement conduit deux-trois décennies plus tard à la volonté politique de mieux intégrer l'Amazonie au territoire national en la colonisant.

Nous verrons dans ce chapitre que toutes les politiques ne concernaient pas l'ensemble de l'Amazonie, de surcroît de manière uniforme, mais bien que la localisation géographique d'une grande partie de ces politiques a généré une occupation régionalisée de l'espace amazonien. En d'autres mots, les groupes de migrants proches de la zone de mise en œuvre d'une politique publique déterminée étaient en général et logiquement plus impactés que les groupes éloignés de cette même zone. En conséquence, nous montrerons que les politiques publiques, tout au moins une partie d'entre-elles, ont impacté de manière différenciée les divers groupes de migrants. De plus, notre recherche centrée sur les trois terrains du Sud du Pará, de la Transamazonienne et de Paragominas le long de la route Belém-Brasília, a certainement apporté un biais par rapport à une vision d'ensemble de l'Amazonie, biais que nous discuterons, en particulier par rapport à l'Amazonie Occidentale brésilienne.

Dans ce chapitre, nous présenterons dans un premier temps la méthode retenue pour analyser le rôle des politiques publiques sur les migrations dans l'histoire du Brésil. Nous présenterons ensuite les résultats de cette méthode appliquée successivement au Brésil colonial, au Brésil impérial puis au Brésil républicain jusqu'au milieu du 20^e siècle. Dans un second temps, nous présenterons les résultats de cette même méthode pour l'Amazonie de la

seconde moitié du 20^e siècle, en commençant par les années 50-60s au cours de laquelle s'est préparée la colonisation. Puis suivront les résultats pour la période de la dictature de deux décennies, allant du milieu des années 60 au milieu des années 80. Enfin, nous présenterons les résultats pour le Brésil redevenu démocrate.

11.1 Méthode d'analyse du rôle des politiques publiques sur les migrations au Brésil

A partir de l'information collectée et présentée dans les chapitres 2, 3, 4, 5 et 6, nous avons tout d'abord identifié les principales politiques publiques ayant influencé d'une manière ou d'une autre les migrations au Brésil. Pour chacune de ces politiques a été indiquée la période de son application, en les classant par ordre chronologique, c'est-à-dire de la plus ancienne à la plus récente pour l'époque considérée, à savoir coloniale, impériale, républicaine.... (Tableau 11.1). Puis les politiques publiques ainsi sélectionnées et repérées dans le temps ont été classées en fonction de leurs types, de leurs modes opératoires et de leurs impacts sur les différents groupes de migrants, ce qui est synthétisé dans le Tableau 11.1 suivant.

Tableau 11. Critères d'analyse du rôle des politiques publiques sur les migrations

Politique publique	Période concernée	Type de PP	Mode opératoire des PP			Effets sur Groupe de Migrants				
			Encouragement	Facilite	Finance	NDT	MIN	SUL	PAU	EU

Concernant le type de politique publique, nous avons identifié les sept grands types ci-dessous, types qui seront rappelés en bas de tous les tableaux :

- Attribution de terres pour occuper et mettre en valeur le territoire (1)
- Construction d'infrastructures routières, ferrées, navales pour la colonisation (2)
- Attirer de la main-d'œuvre pour développer les activités du(es) territoire(s) (3)
- Renforcer un secteur économique (4)
- Changement de gouvernance ou de type de gouvernance (5)
- Politique d'exclusion (6)
- Sécurité nationale (7)
- Ensuite, concernant le mode opératoire des politiques publiques sur les migrations, en se basant sur ce qui a été décrit dans les chapitres 2, 3, 4, 5 et 6, dans la première et la seconde partie de la thèse, nous avons défini trois grands modes opératoires qui sont :
 - Les politiques publiques qui d'une manière générale ont **encouragé** les migrations
 - Celles qui ont **facilité** les migrations, en plus de les avoir encouragées
 - Et celles qui ont directement **financé** les migrations, les ayant avant cela ou concomitamment encouragé et facilité.

Rappelons que l'absence de politique publique est aussi une politique publique. C'est ainsi, qu'à titre l'exemple, l'impunité face à l'occupation illégale des terres publiques par les migrants en Amazonie est un encouragement à occuper de nouvelles terres. Et cette tolérance ou impunité dans la question foncière n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Concernant les impacts des principales politiques publiques sur les différents groupes de migrants, en se basant sur ce qui a été décrit dans la première et la seconde partie de la thèse, nous avons classifié le niveau d'impact en fort (+++), moyen (++), faible (+), inexistant (pas de +).

A partir cette méthode présentée dans le Tableau 11.1, ont été élaborés les tableaux 11.2, 11.3, 11.4, 11.5, 11.6 et 11.7 correspondants aux politiques publiques identifiées respectivement pour le Brésil colonial, impérial et républicain, puis pour l'Amazonie avant la dictature, sous la dictature, et celle du retour de la démocratie au Brésil. Ces six tableaux vont être successivement présentés.

11.2 Rôle des politiques publiques sur les migrations dans Brésil Colonial

L'action publique au temps de la colonie du Brésil relevait soit directement du Royaume du Portugal, soit indirectement via les instances déjà mises en place dans la colonie.

Comme montré dans le chapitre A sur le Brésil colonial, le Royaume du Portugal a très tôt, dès la découverte des Amériques à la fin du 15^e siècle puis au le début du 16^e siècle, incité les migrations vers le Brésil d'Européens au service de la Couronne portugaise, incluant les habitants des îles portugaises de l'Atlantique, pour, d'une part, s'approprier les ressources naturelles du sol et du sous-sol en vue de leur exploitation déjà en cours via les tribus amérindiennes et/ou future et, d'autre part, sécuriser les frontières vis-à-vis des autres puissances coloniales européennes déjà implantées ou ayant des vues sur ces mêmes richesses de la partie méridionale du Nouveau Continent. Parallèlement, en vue de gérer au plus près les affaires courantes de la colonie du Brésil, le Royaume du Portugal a installé ses 15 Capitaineries le long de la côte atlantique. Ces Capitaineries, correspondant à des portions de territoire colonial et à la tête desquelles se trouvaient des sujets de la Couronne portugaise, deviendront par la suite les Etats brésiliens, tout au moins les principaux centres urbains de la colonie. Mises en œuvre par le Royaume du Portugal, toutes ces politiques coloniales ont bénéficié de fonds de la couronne portugaise, ne serait-ce que pour financer les premiers voyages entre le Portugal et la Colonie, ainsi que l'installation des premiers colons.

Au début de la colonie, les migrants étaient des Européens qui s'installaient dans la colonie, dont eux-mêmes ainsi que leurs descendants ont par la suite migré à l'intérieur des capitaineries ou entre les capitaineries.

Passées les premières décennies de la fin du 15^e siècle et du début du 16^e siècle à acquérir, auprès des communautés amérindiennes, les ressources de la colonie situées sur le littoral atlantique, l'implantation à la fois pérenne et à plus grande échelle de la colonie nécessitait un investissement plus important en termes de main-d'œuvre disponible et de terres à mettre en valeur. Cela s'est fait d'une part par l'attribution à des colons, intéressés et demandeurs, de vastes domaines, de plusieurs milliers d'hectares, les *sesmarias*, avec la charge de les mettre en exploitation et, d'autre part, la tentative de soumettre les Amérindiens à l'esclavage, reproduisant ainsi un mode d'exploitation de la main-d'œuvre à l'époque largement répandu sur les anciens continents. Les missions exploratoires à l'intérieur des terres – les *bandeiras*, déjà décrites dans les chapitres 1 et 2, menées par les *bandeirantes* – visaient ainsi tant à repérer les ressources à exploiter et/ou acquérir, notamment les éventuelles mines d'or, qu'à capturer des Amérindiens afin de les réduire à l'esclavage.

Notons que l'attribution des capitaineries et des *sesmarias*, marquera pour longtemps les questions de gouvernance et foncière au Brésil. C'est ainsi que les descendants des familles attributaires des *sesmarias* peuvent se prévaloir encore aujourd'hui de leurs droits sur les terres attribuées par la couronne portugaise il y a près de cinq siècles pour certaines. De même, de nombreux descendants des familles attributaires de capitaineries bénéficient encore aujourd'hui des avantages fonciers, économiques, sociaux et politiques que leurs aïeux ont acquis auprès de la couronne portugaise avant de les faire fructifier. Nous voyons ici l'effet à très long terme, sur les migrants et leurs descendants, de politiques publiques à court ou moyen terme de l'époque coloniale, en particulier dans le Nordeste.

Tableau 11.2. Rôle des politiques publiques brésiliennes sur les migrations dans le Brésil Colonial (fin 15 ^e - début 19 ^e siècle)	Période concernée	Type de PP	Mode opératoire des PP			Effets sur Groupes de Migrants				
			Encouragement	Facilite	Finance	NDT	MIN	SUL	PAU	EU
Démarcation des frontières de la Colonie Brésil via le Traité de Tordesillas qui divise l'Amérique du Sud entre Espagne et Portugal	Fin 16 ^e	7	++	++	+	+			+	++
Pré-colonisation : collecte et exportation du bois <i>Pau Brasil</i> , puis en vue de l'exploitation des autres richesses du sol et du sous-sol	Début 16 ^e	4	++	++	+++	+			+	++
Migration des Portugais et Açoriens surtout sur littoral atlantique	16 ^e -17 ^e	1,3	++	++	++	+		+	+	+++
Capitaineries Héritaires : attribution de territoires* (au nombre de 15) de quelques centaines de km ² , pour administrer la Colonie	1530	1,4,7	++	+++	+	++			+	++
Attribution de vastes domaines (<i>sesmarias</i>), au sein même des capitaineries, pour développer la production agricole de la colonie	16 ^e	1,3,4	++	++	+	++			++	++
Tentatives de réduire les Amérindiens à l'esclavage	16 ^e	3,4	++	++	+	+	+		+	
Missions exploratoires de ressources potentielles (<i>Bandeiras</i>)	16 ^e – 17 ^e	4,7	+++	+++	++				+++	+
Développement de la production de canne-à-sucre dans les capitaineries du littoral atlantique pour l'exportation de sucre	16 ^e – 17 ^e	1,2,4,	++	++	++	++				+
Mise en place de la traite négrière et du commerce transatlantique	X16 ^e -> 19 ^e		++	++	+	+	+		+	
Autorisation et installation des Missions jésuites dans arrière-pays	16 ^e – 17 ^e	1,5	+	++	+	+		+		++
Exploitation minière dans les régions Sud-Est et Centre-Ouest	16 ^e – 17 ^e ...	2,4	+++	+++	++	+	+++		+++	+

* certaines capitaineries étant devenues par la suite des provinces puis des Etats brésiliens

Types de politiques publiques

1. Attribution de terres pour occuper et mettre en valeur le territoire
2. Construction d'infrastructures routières, ferrées, navales et aéroportuaires visant à la colonisation des terres
3. Attirer de la main-d'œuvre pour développer les activités du(es) territoire(s)
4. Renforcer un secteur économique
5. Changement de gouvernance ou de type de gouvernance
6. Politique d'exclusion
7. Sécurité nationale

De la même manière, le développement de la culture de la canne-à-sucre dans le Nordeste, comme décrit dans le chapitre A, fait partie de ces initiatives de la couronne portugaise visant à faire de ses terres en Amérique du Sud une colonie de production au service du Royaume du Portugal. Dans le même temps, elle a conduit à la migration vers l'Est et le Sud de nombreux petits exploitants, descendants en partie de colons et en partie d'Amérindiens, et préalablement installées sur les terres dorénavant dévolues à la canne-à-sucre.

La mise en place de la traite transatlantique et l'apport sur le continent américain d'esclaves africains font également partie de la même logique d'implantation coloniale, en particulier pour la main-d'œuvre nécessaire à la production de canne-à-sucre, main-d'œuvre d'autant plus justifiée à l'époque que la mise en esclavage des Amérindiens s'est avérée contraire aux principes de l'Eglise. La même Eglise catholique a joué sur plusieurs tableaux, tout au moins deux tableaux, avec d'un côté ses installations dans les capitaineries au service des représentants de la couronne portugaise, puis ultérieurement au service de l'Empire et la République, et d'un autre côté ses diverses missions, dont une partie importante en appui aux communautés amérindiennes et à celles de petits colons, missions parfois en désaccord avec les instances gouvernantes comme nous l'avons déjà mentionné. Cette dualité de l'Eglise brésilienne perdure encore de nos jours.

Par ailleurs, les *bandeiras*, organisées avec l'appui de la colonie et donc de la couronne portugaise, pour le repérage des ressources exploitables, incluant la main-d'œuvre amérindienne pour les plantations, ont en parcourant les arrière-pays structuré le territoire, en particulier ce qui deviendra par la suite les grandes routes de migration, tant du Nordeste que du Sud vers le Sudeste, et dans un second temps vers le Centre-Ouest et plus tard l'Amazonie. En effet, les *bandeiras* les plus connues sont celles partant du littoral pauliste, dont la frange côtière est trop étroite pour être exploitable. Une fois passée la cordillère côtière (*Serra do Mar*), les *bandeiras* se retrouvaient sur le plateau (*planalto*) - où sera d'ailleurs créée la ville de São Paulo - leur donnant accès aux riches terres du biome de la forêt atlantique, terres qui ont été mises en valeur et sur lesquelles seront installées ultérieurement les caféières, à partir du 18^e siècle. A la même époque, sont découvertes les mines de l'Etat du Minas Gerais, richesses du sous-sol que les premiers Portugais et leurs descendants cherchaient depuis la création de la colonie. On notera que les circuits d'approvisionnement des mines (alimentation des mineurs et matériel d'extraction) et des caféières (intrants, biens domestiques, etc.), ainsi que les circuits de commercialisation reprennent tout en les améliorant les tracés et relais des *bandeiras*, un à deux siècles auparavant, tracés et relais qui, avec le temps, deviendront les routes et villes de migration dans le Brésil. De plus, on ne pourra que remarquer le parallèle entre les *bandeirantes* du Brésil colonial et les pionniers paulistes de la fin des années 50 et des années 60, dont les trajectoires sont présentées dans le Chapitre 7, pionniers qui se qualifient eux-mêmes de descendants des *bandeirantes*.

Il ressort bien de cette analyse que dans le Brésil colonial, plusieurs politiques publiques, issues directement de la couronne portugaise ou via les instances coloniales, ont fortement impacté la question migratoire vers le Brésil et au sein de la colonie, aussi bien pour ce qui concerne les migrants, que pour les aspects matériels et logistiques des migrations.

11.3 Rôle des politiques publiques sur les migrations dans Brésil Impérial

Nous avons vu dans le chapitre que le Brésil impérial du 19^e siècle a été particulièrement riche en termes de migrations, tant en raison des arrivées en provenance d'autres continents, en particulier d'Europe et d'Extrême-Orient, que pour les migrations internes entre les Etats et les régions. Ce fut notamment le cas dès 1807 avec la fuite au Brésil de la famille royale et d'une partie de la cour portugaise face à l'armée napoléonienne. Si la famille royale est revenue au Portugal en 1820 à la suite de la révolution, le prince régent Pedro, fils du roi João do Portugal, est resté au Brésil et a conduit la colonie à l'indépendance avant de la transformer en empire.

Nous avons également vu dans le chapitre B que l'une des premières mesures de l'empereur fut de sécuriser les frontières de l'empire, au Sud face à l'Argentine et au Paraguay, ainsi que le long du littoral face aux Hollandais, Anglais et Français. Cette sécurisation des frontières s'est faite par des attributions de terres et transferts de population, et donc des migrations, en vue d'occuper les terres proches des frontières concernées.

Parallèlement, tout au long de son règne, Pedro I, de même que son fils Pedro II, ont œuvré pour le développement économique de l'empire d'une part via la réforme et la construction d'axes de communication et transport routiers, ferrés, fluviaux et maritimes, principalement dans le Sud-Est du pays, et d'autre part par leur appui soutenu à la production agricole, en particulier la caféiculture, mais aussi le caoutchouc en fin d'empire, et à l'industrie naissante.

Cet investissement de l'empire dans le développement économique s'est accompagné d'un fort mouvement d'immigrations vers le Brésil et de migrations internes entre les Etats. Nous avons vu dans le Chapitre 3 qu'à partir du milieu du 19^e siècle, ce mouvement a été un moment contrecarré par l'arrêt de la traite esclavagiste imposée par les Britanniques en 1850. Il a toutefois repris de plus belle une fois mises en place les alternatives au système esclavagiste. C'est ainsi que face à la pénurie de main-d'œuvre esclave, les caféiculteurs du Sud-Est se sont tournés vers la main-d'œuvre de la canne-à-sucre déclinante du Nordeste. Dans le même temps, le maintien du système quasi féodal de *coronelismo* dans les arrière-pays du Centre-Ouest et du Nordeste, poussait les opposants à migrer vers le Sud-Est et les villes du littoral. De plus, lors de l'arrêt de l'esclavage en 1888, à la fin de l'empire, de nombreux anciens

esclaves devenus libres ont quitté leurs plantations pour offrir leur main-d'œuvre salariée dans d'autres états ou régions du Brésil.

Par ailleurs, comme déjà mentionné dans le chapitre B, les migrations en provenance d'Europe déjà importantes dans la première moitié du 19^e siècle pour occuper les nouvelles terres à défricher puis à mettre en valeur dans le Sud et le Sudeste, ont pris une autre dimension dans la seconde partie du 19^e siècle, tant pour mettre en valeur de nouvelles terres que pour développer l'industrie naissante.

Enfin, concernant plus particulièrement l'Amazonie, le démarrage du premier cycle du caoutchouc fut une opportunité pour de nombreux migrants, tant en provenance d'Europe que des autres régions du Brésil, de vendre leur main-d'œuvre, même si, comme nous l'avons vu dans le Chapitre 2, le système d'*aviamento* pour la collecte du caoutchouc n'était pas très différent de l'esclavage.

Ainsi, l'empire s'achève et la république commence dans un foisonnement d'immigrations et de migrations internes au Brésil, concernant principalement le littoral et les proches arrière-pays, mais touchant également les zones plus éloignées de la frange côtière comme l'Amazonie avec le premier cycle du caoutchouc, l'intérieur des états de São Paulo et du Minas Gerais avec le café ou le *Planalto* du Rio Grande do Sul.

Tableau 11.3. Rôle des politiques publiques brésiliennes sur les migrations dans Brésil Impérial (19 ^e siècle)	Période concernée	Type de PP	Mode opératoire des PP			Effets sur Groupes de Migrants				
			Encouragement	Facilite	Finance	NDT	MIN	SUL	PAU	EU
Occupation des terres de frontière pour les sécuriser, notamment dans le sud vis-à-vis de l'Argentine et du Paraguay) et le long du littoral, vis-à-vis des Hollandais, Anglais et Français)*	19 ^e	1,4,7	+	+	+	++		++		
Construction d'infrastructures (pistes/routes, ports, voies ferrées) dans le Sud-Est et dont a surtout bénéficié la caféiculture au XIX ^e puis l'industrialisation à la fin du 19 ^e et au début du 20 ^e si-cle **	19 ^e – 20 ^e	2,3,4	++	+++	+++	+	++	+	+++	+
Arrêt de la traite esclavagiste transatlantique en 1850 conduisant les caféiculteurs du Sud-Est à s'approvisionner en esclaves dans le Nordeste où la production de canne-à-sucre a déclinée.	20 ^e	3,4	+++	+	+	+++				
Politique du <i>Coronelismo</i> conduisant à la migration de ceux ne voulant pas se soumettre aux <i>Coronels</i> (leaders locaux, type seigneurs féodaux)	19 ^e – début 20 ^e	4,5	++			++	+			
Début d'une forte Immigration européenne organisée par les pouvoirs publics pour disposer d'une main-d'œuvre réputée efficiente et bon marché, même si d'un coût supérieur à l'esclavage.	19 ^e – début 20 ^e	1,3,4	+++	++	++		++	+++	++	+++
1 ^{er} cycle du caoutchouc qui a attiré de nombreux Nordestins en Amazonie, ainsi que des Européens et d'autres migrants du Brésil	Fin 19 ^e - début 20 ^e	3,4	++	+	+	++	+			++
Fin de l'esclavage en 1888 excluant du système productif de nombreux esclaves devenus libres, ne voulant pas rester sur les plantations et donc dans l'obligation de migrer au sein du Brésil	19 ^e	6	++			++	++	+	++	

Types de politiques publiques

1. Attribution de terres pour occuper et mettre en valeur le territoire
2. Construction d'infrastructures routières, ferrées, navales et aéroportuaires visant à la colonisation des terres
3. Attirer de la main-d'œuvre pour développer les activités du(es) territoire(s)
4. Renforcer un secteur économique
5. Changement de gouvernance ou de type de gouvernance
6. Politique d'exclusion
7. Sécurité nationale

* A rapprocher de la colonisation de l'Amazonie au XX^e pour sécuriser les frontières nord, mais aussi des politiques d'occupation territoriales du Brésil colonial

** A rapprocher de la construction des routes et autres infrastructures au XX^e

11.4 Rôle des politiques publiques sur les migrations dans Brésil Républicain

Concernant les migrations, la République du Brésil commence à la fin du 19^e siècle poursuivant la dynamique instaurée par l'Empire, avec en particulier une forte vague d'immigration en provenance de l'Europe (Allemagne, Italie, Pologne, Ukraine, etc.) surtout dans le Sud et le Sudeste, mais également de l'Extrême-Orient, notamment du Japon à São Paulo et en Amazonie autour de Belém. La nouvelle république poursuit ainsi la politique d'occupation et de mise en valeur des arrière-pays par l'attribution de terres à des migrants, ainsi que la politique industrielle dans le Sudeste et le Sud profitant de la main-d'œuvre pour partie qualifiée en provenance de l'étranger.

Toujours en lien avec l'action publique et les migrations, on notera l'absence de politiques publiques spécifiques dans le Nordeste quand les autres régions profitent des diverses mesures mises en œuvre pour leur développement économique, même l'Amazonie qui connaît le premier cycle du caoutchouc à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. Cette absence fait du Nordeste une terre d'émigration vers les autres régions du Brésil.

Lors du second cycle du caoutchouc, l'Amazonie redeviendra une terre d'émigration pour les Nordestins durant la Seconde Guerre Mondiale afin de subvenir aux besoins des armées alliées confrontées à la pénurie en caoutchouc causée par l'occupation japonaise des plantations du Sud-Est asiatique.

Avant cela, dès les années 30-40, s'est mise en place la Marche en Avant, premier grand programme d'occupation du territoire brésilien, entre les mains du Président Getúlio Vargas, comme nous l'avons présenté dans le Chapitre 4. La Marche en Avant préfigure ainsi ce que sera deux décennies plus tard la colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle.

Il y a dans la Marche en Avant l'idée de modernité, de mise en valeur des ressources disponibles sur le territoire, et en premier lieu les terres les plus éloignées du littoral atlantique, parcourue par les communautés amérindiennes ou résultant du métissage avec des explorateurs et colons des siècles précédents. C'est dans cet esprit de renouveau de l'activité rurale, comme montré dans le Chapitre 4, que seront créées des colonies dans les arrière-pays encore peu ou pas exploités du Sud (cas du Paraná) et du Centre-Ouest (cas du Nord du Minas Gerais, du Sud du Goiás, du Sud du Mato Grosso) et de l'intérieur du Nordeste (cas de la Bahia) pour recevoir des colons issus directement de la migration ou descendants des migrants arrivés à la fin du 19^e siècle et à la recherche de terres pour s'installer.

Tableau 11.4. Rôle des politiques publiques brésiliennes sur les migrations dans le Brésil Républicain (fin 19 ^e - mi 20 ^e siècle)	Période concernée	Type de PP	Mode opératoire des PP			Effets sur Groupes de Migrants				
			Encourage	Facilite	Finance	NDT	MIN	SUL	PAU	EU
Renforcement de la politique d'occupation des frontières (surtout au Sud)	Fin 19 ^e - début 20 ^e	1, 7	+	+	+			+	+	
Politique du café au lait : colonisation de l'arrière-pays du littoral du Sud-Est, en particulier l'Etat du Minas Gerais puis plus au nord vers le Goiás.		1, 3, 4	+	+			++		++	
Industrialisation du Sud-Est (axe Rio de Janeiro – São Paulo) et littoral Sud		3, 4	++	+			+	+	+++	+
Poursuite de la politique migratoire en provenance d'Europe surtout main-d'œuvre qualifiée ou non pour l'industrie naissante au Brésil ⁽¹⁾	Fin 19 ^e -> 30s	1, 3, 4	+++	+++	++			++	+++	++ +
Manque de politiques spécifiques pour le Nordeste, hormis la construction de petits barrages, conduisant de nombreux Nordestins à migrer ⁽²⁾	19 ^e et début 20 ^e	6	---			+++				
Permanence du <i>coronelismo</i> dans les arrière-pays conduisant à la concentration foncière et excluant les plus faibles les forçant à migrer ⁽³⁾	Début 20 ^e	6	++	++			++			
Création de colonies dans les arrière-pays pour les descendants de migrants de la fin du XIX ^e , en particulier dans Paraná, Goiás, Mato Grosso, pour produire différemment des populations amérindiennes natives	-> 70s, surtout 30s-40s	1, 2, 3, 4, 5	++	++	++		++	+++	+	
Marche vers l'Ouest visant à coloniser les arrière-pays de toute la frange littorale atlantique (GO, BA, AP, RR, MT, MS, PR...) / Terre, institutions, etc.	40s	1, 2, 3,4,7	+++	+++	+++	+	+++	++	+++	
Construction de Brasília, la nouvelle Capitale Fédérale a créé à la fois un grand bassin d'emplois et un important pôle de développement territorial	1957-1960	2, 5	+++	+++	++ ⁽⁴⁾	+++	++	+	+	

Groupes de politiques publiques

1. Attribution de terres pour occuper et mettre en valeur le territoire
2. Construction d'infrastructures routières, ferrées, portuaires visant à la colonisation
3. Attirer de la main-d'œuvre pour développer les activités du(es) territoire(s)
4. Renforcer un secteur économique
5. Changement de gouvernance ou de type de gouvernance
6. Politique d'exclusion
7. Sécurité nationale

⁽¹⁾ Pour les industriels brésiliens, la main-d'œuvre qualifiée manque. Il faut donc la faire venir d'Europe même si beaucoup de non-qualifiés viendront.

⁽²⁾ Les sécheresses dans le Nordeste sont mentionnées depuis l'arrivée des Européens, sans politique spécifique, générant une dépendance vicieuse vis-à-vis des élus

⁽³⁾ Le *Coronel* est le maître gérant écoles, postes de santé, distribuant la terre, et en contrepartie exigeant un service pour la défense de sa terre et son agrandissement.

⁽⁴⁾ Direct et indirect par un nouvel accès à la terre, le bas prix du foncier, les emplois créés, etc.

La construction de la nouvelle capitale Brasília, localisée au barycentre du pays, et donc le transfert de l'activité politique du littoral vers le centre du pays, montre bien la volonté de passer d'un Brésil côtier à un Brésil mettant en valeur l'ensemble de son territoire, notamment en mieux intégrant les arrière-pays les plus éloignés, comme le Centre-Ouest et dans un second temps l'Amazonie.

Notons dès à présent la différenciation géographique entre les trajectoires de migration. En effet, pour diverses raisons, en premier lieu logistique, les migrants vers une région viennent en priorité des régions voisines. C'est ainsi que les colons de l'Etat du Paraná viennent en grande partie des Etats de São Paulo et du Rio Grande do Sul. De même, les colons du Goiás viennent en grande partie des Etats du Minas Gerais ou du Nordeste voisin, tout comme les ouvriers de la construction de Brasília.

11.5 Rôle des politiques publiques sur les migrations en Amazonie avant l'arrivée des militaires au pouvoir en 1964

Nous avons différencié trois périodes dans la colonisation de l'Amazonie de la seconde partie du 20^e siècle. La première correspond à la période avant l'arrivée des militaires au pouvoir à Brasília en 1964. La seconde correspond à la dictature militaire de 1964 à 1985. La troisième correspond au retour de la démocratie à partir de 1985 jusqu'au milieu des années 10s du 21^e siècle. Concernant la première période nous avons également fait figurer dans le Tableau 11.5 les politiques publiques amazoniennes correspondant aux périodes précédentes.

C'est ainsi que nous retrouvons dans le Tableau 11.5 ci-dessus, les mesures des gouvernements locaux des Etats d'Amazonie, en particulier l'Etat du Pará, pour l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que l'ensemble des politiques publiques en lien avec le premier et le second cycle du caoutchouc, respectivement présentés pour le Brésil colonial puis pour le Brésil impérial, ainsi que celles en lien avec le cycle de la châtaigne. Dans le chapitre C, a été présentée l'initiative de développement de l'agriculture dans la zone Bragantine, proche de Belém, à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle. On se souvient que dans un souci de moderniser l'agriculture amazonienne de l'époque, et donc mieux tirer profit des ressources amazoniennes, tout en sécurisant l'approvisionnement alimentaire du marché de la ville de Belém, capitale de l'Etat du Pará, les pouvoirs publics avaient fait venir des agriculteurs européens dans l'objectif de produire mieux et plus, et à terme former les populations rurales à ces nouveaux concepts et technologies.

Tableau 11.5 : Rôle des Politiques Publiques sur les migrations en Amazonie jusqu'à la dictature des 60s	Période concernée	Type de PP	Mode opératoire des PP			Effets sur Groupe de Migrants				
			Encourage	Facilite	Finance	NDT	MIN	SUL	PAU	EU
"Drogas do Sertão" = Produits de chasse et cueillette récupérés auprès des communautés amérindiennes : peaux, caoutchouc, fruits, etc.	17 ^e ...	4	++			+				++
1er cycle du caoutchouc ou la colonisation de l'Amazonie par les rios avec le développement des villes, en particulier Manaus et Belém	Fin 19 ^e - Début 20 ^e	1, 2, 3, 4	++	+	++	+++				+
Développement territorial de la zone Bragantine, arrière-pays de Belém, capitale de l'Etat du Pará	Fin 19 ^e - Début 20 ^e	1, 2, 3, 4	+++	++	++	++				+
Cycle de la châtaigne du Pará vers la fin du 1er cycle du caoutchouc, attirant les cueilleurs de caoutchouc vers les terres de la châtaigne	1920-30	1, 2, 3, 4	++	+	+++	++				
2ième cycle du caoutchouc 1942-45 : "les Soldats du Caoutchouc"	1942-45	3, 4	+++	+++	++	+++				
Construction des grands axes routiers allant au cœur de l'Amazonie et la reliant au reste du pays (Belém-Brasília, BR 163, BR 364, BR153)	Fin 50s - mi 70s	2	+++	+++	++ ⁽¹⁾	+++	+++	++	++	
Révolution Verte / Appui à l'agrobusiness (mécanisation, intrants, etc.) => concentration foncière et expulsion des producteurs qui migrent	60-80s ⁽²⁾	4	++	++	+++		+	+++	+++	
Mouvements sociaux de Lutte pour la Terre (Eglise, Partis de gauche...) réunissant migrants vers où la terre est disponible	60-90s ⁽²⁾	1	+++	++	++	+++	+	+++	+	
Développement agricole le long de la Belém-Brasília, dont Paragominas, avec des colonies publiques et privées peuplées de migrants	1960	1, 2, 3, 4, 5	++	++	+++	+++	+++			
Développement territorial du Sud du Pará avec l'attribution de terres aux entrepreneurs paulistes défiscalisant pour implantation de ranchs	1960	1,2, 3, 4, 5, 7	+++	+++	+++	++	++		+++	

Groupes de politiques publiques

1. Attribution de terres pour occuper et mettre en valeur le territoire
2. Construction d'infrastructures routières, ferrées, navales (ports) visant à la colonisation des terres
3. Attirer de la main-d'œuvre pour développer les activités du(es) territoire(s)
4. Renforcer un secteur économique
5. Changement de gouvernance ou de type de gouvernance
6. Politique d'exclusion
7. Sécurité nationale

(1) Direct et indirect par un nouvel accès à la terre, le bas prix du foncier, les emplois créés, etc.

(2) Hors période républicaine, ce sont des politiques publiques destinées à l'ensemble du territoire brésilien qui ont impacté l'Amazonie alors en processus d'intégration

Après la Seconde Guerre Mondiale, une fois lancée la construction de la nouvelle capitale Brasília, la politique d'intégration de l'Amazonie prend forme avec la construction des infrastructures, en particulier la piste qui deviendra route reliant Belém – Brasília. Traversant l'Etat du Goiás, dont le nord n'était pas encore devenu l'Etat du Tocantins, puis une petite partie de l'Etat du Maranhão et le nord-est de l'Etat du Pará, de très nombreux paysans et urbains de ces Etats et des Etats voisins, tant du Nordeste que du Sud-Est, ayant ou non déjà participé à la construction de Brasília, trouvèrent dans le chantier de la construction de la route Belém-Brasília l'opportunité de migrer, d'avoir un emploi stable, éventuellement d'acquérir un lopin de terre, et surtout de sortir de l'économie de subsistance dans laquelle ils étaient pour leur grande majorité, tout en participant à ce Brésil qui avance comme le présentait les médias de l'époque.

De plus, l'approche de la colonisation "*donner une terre sans homme à des hommes sans terre*" a sensibilisé une partie des mouvements de lutte ouvrière et paysanne. Ces mouvements, issus des idées en partie importées par les migrants européens du début du 20^e siècle, structurés dans les années 40 par les Ligues Paysannes (*Ligas Camponesas*), même si contenus par le gouvernement de Getúlio Vargas, se renforcèrent à partir de 1954 dans le Nordeste (Etats du Pernambuco et de la Paraíba) avant de s'étendre aux autres régions, prirent de l'ampleur jusqu'à l'instauration du statut de travailleur rural avec la création d'un syndicat par la Loi n°4214 du 2 mars 1963, à peine une année avant le coup d'état des militaires.

Parallèlement, loin de se tarir, le flux de migrants amplifiait avec le début de la Révolution Verte accompagnée de la modernisation de l'agriculture et de la concentration foncière qui excluait de nombreux petits exploitants agricoles dans le Sud, le Sudeste et le Nordeste (WANDERLEY, 2015), et même dans le Centre-Ouest récemment colonisé par la Marche vers l'Ouest et pour lesquels les grands chantiers tels que celui de Brasília et des routes amazoniennes constituaient une opportunité d'emplois et de survie, avec en toile de fond toujours la devise : "*donner une terre sans homme à des hommes sans terre*". Par ailleurs,

Une dynamique d'occupation des terres, similaire à celle décrite pour la colonisation de l'Etat du Paraná lors de la Marche en Avant dans les années 30-40s, a eu lieu le long de la Belém-Brasília avec notamment l'installation de colonies publiques et privées en charge de recevoir les colons, leur attribuer des terres à mettre en valeur et de les aider dans leur installation. Dans la réalité, comme en témoignent les descriptions de trajectoires de migration faites dans les Chapitres 7, 8, 9 et 10, il semble que l'installation de colons, notamment l'attribution d'un lopin de terre et l'appui reçu, dépendait beaucoup de la colonie, de l'époque de l'arrivée dans la colonie et de divers autres facteurs, en particulier des objectifs des colons. C'est ainsi que nous avons vu que des colons avaient effectivement reçu un lopin de terre quand d'autres avaient acheté leurs terres à des colons auxquels des terres avaient déjà été attribuées. D'autres colons ont occupé des terres déjà attribuées sans en demander l'autorisation. D'autres enfin se sont installés sur des terres publiques, le plus souvent en forêt.

Même si la majorité des témoignages cités se réfèrent à une période légèrement postérieure à celle des années de l'après-guerre, on peut logiquement penser que la situation n'avait pas fondamentalement changé. Le résultat était quand même là, c'est-à-dire, à partir de l'exemple de la commune de Paragominas, une occupation d'une partie des terres par des colons, un début d'organisation sociale centrée sur les colonies reliées entre elles par les infrastructures routières construites, la Belém-Brasília dans le cas de Paragominas, ainsi qu'une production agricole qui démarrait par des cultures vivrières pour nourrir les familles de colons et de l'élevage pour capitaliser les premiers revenus.

Nous avons également vu dans les Chapitres 7, 8, 9 et 10 que la situation fut quelque peu différente dans le Sud du Pará. Serait-ce en raison de son éloignement de grandes infrastructures routières ? Serait-ce dû à la proximité de la guérilla do Araguaia ? Serait-ce à cause de la présence au préalable de communautés rurales, installées depuis plusieurs décennies et peuplées de descendants des colons nordestins, comme cela a été décrit dans le chapitre 2 ? Serait-ce en lien avec les premiers pionniers paulistes, dont les trajectoires de certains ont été décrites dans le chapitre F, et qui auraient réussi à imposer aux pouvoirs publics les normes les favorisant le plus ? Vraisemblablement tous ces facteurs ont contribué d'une manière ou d'une autre, et certainement quelques autres facteurs également. Quelle que soit la combinaison réelle de ces facteurs, le résultat fut l'attribution de vastes terres – certains ayant reçu plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de milliers d'hectares, avec une unité d'attribution foncière d'environ 4500 hectares - à des entrepreneurs, en grande majorité de São Paulo pour qu'ils les mettent en valeur, en échange d'une défiscalisation d'une partie des revenus de leurs entreprises.

Ainsi, lors du coup d'état des militaires en 1964 la colonisation de l'Amazonie est bien démarrée avec la construction des routes, encore en cours pour certaines ou à venir pour la Transamazonienne, les premières attributions de terres réalisées, des colonies déjà opérationnelles et des colons ayant migré de diverses régions du Brésil déjà installés ou en cours d'installation

11.6 Rôle des politiques publiques sur les migrations en Amazonie sous la dictature

Rappelons que concernant l'Amazonie, le gouvernement militaire installé par le coup d'état de 1964 avait pour triple objectif de sécuriser les frontières externes et en interne, valoriser les ressources et réduire la tension en milieu rural en "*donnant de la terre sans homme aux hommes sans terre*". Le gouvernement militaire a donc continué la politique de ses prédécesseurs, en y apportant des ajouts et modifications en lien avec ses propres objectifs et stratégies.

C'est ainsi que les Banques SUDAM (*Superintendance du Développement de l'Amazonie*) et BASA (*Banque d'Amazonie*) ont été créées en 1966 pour substituer respectivement le SPEVEA (*Superintendance du Plan de Valorisation Economique de l'Amazonie*) créée en 1953 et la *Banque de Crédit du Caoutchouc* créé en 1942 sous le gouvernement de Getúlio Vargas. Ces deux institutions bancaires placées sous la tutelle du pouvoir fédéral aux mains des militaires ont continué à avoir en charge quasi l'ensemble du financement bancaire public en Amazonie, tous secteurs confondus allant de l'exploitation agricole des terres à l'exploitation des richesses du sol et du sous-sol, ou pour la production d'énergie et autres.

Tableau 11.6. Rôle des Politiques Publiques brésilienne sur les migrations en Amazonie sous la dictature 1964-1985	Période concernée	Type de PP	Mode opératoire des PP			Effets sur Groupe de Migrants				
			Encourage	Facilite	Finance	NDT	MIN	SUL	PAU	EU
Création de SUDAM et BASA et financements pour le développement de l'agriculture, surtout l'élevage en ranch et l'exploitation du bois	Fin 60s – 80s	1, 2, 3, 4, 5, 7	+++	++	++		+++		+++	+
Diverses mesures prises pour combattre la guérilla do Araguaia	1960-70	1, 2, 7	++	++	++	+	+	+	+	+
Lancement du pôle minier de Carajás administré par Vale do Rio Doce	1970	2, 3, 4	+	+++	+++	+	++	++	++	
Construction de la voie ferrée Carajás – São Luis et du port minéralier de São Luis pour l'exportation du minerai de fer	1982-85	2, 4	+	+	+					
Implantation du pôle minéralier-industriel (AluNorte) sur le Rio Pará pour l'approvisionnement national en aluminium	1978	2, 3, 4	+	+	+	+	+		+	
Construction du barrage hydroélectrique de Tucuruí sur le Rio Tocantins pour l'approvisionnement en énergie urbaine et industrielle du Pará	1976-84	1, 2, 3, 4	++	++	+++	+++	++	+	+	
Lancement de la mine "Serra Pelada" à côté du pôle minier de Carajas. Pas de véritable politique publique mais l'Etat a au début laissé faire	1980...	3, 4	++			+++	+++		+	+
Construction de la route Transamazonienne ceinturant l'Amazonie par le Sud, du Maranhão, Pará, Amazonas jusqu'à la frontière du Rondônia.	1970	2, 3, 4, 7	+	+	+	++	+		+	
Colonisation de la Transamazonienne avec installation de petits colons tributaires de terres et implantation des institutions publiques	1972	1, 3, 4, 7	+++	++	++	+++	+++	+++	+	
Construction de la route PA150 reliant le Sud du Pará à Belém au Nord et au Etats du Centre-Ouest et du Sudeste situés au Sud	1974-80	2,4, 7	++	++		+++	++	+		
Mise en place du GETAT (<i>Groupe Exécutif des Terres de l'Araguaia et du Tocantins</i>) pour la régularisation foncière dans le centre-est du Pará	1980...	1, 5, 7	+++	+	+++	+++	+++	+++	+	

Groupes de politiques publiques

1. Attribution de terres pour occuper et mettre en valeur le territoire
2. Construction d'infrastructures routières, ferrées, navales (ports) visant à la colonisation des terres
3. Attirer de la main-d'œuvre pour développer les activités du(es) territoire(s)
4. Renforcer un secteur économique
5. Changement de gouvernance ou de type de gouvernance
6. Politique d'exclusion
7. Sécurité nationale

Les financements SUDAM et BASA étaient dans un premier temps exclusivement pour les entrepreneurs du Sud-Est, afin de les inciter à investir en Amazonie, après avoir été attributaires de vastes domaines à mettre en valeur, comme cela a été expliqué dans le cas d'études du Sud du Pará. Puis rapidement, l'octroi de prêts a été possible à tous les propriétaires de terres pour monter un ranch ou développer une autre activité, en lien avec l'agriculture ou non. L'objectif de cet ensemble de politiques publiques financières était d'utiliser les prêts publics SUDAM et BASA pour initier et/ou renforcer des activités en Amazonie, et pour par la suite inciter à plus d'investissements visant à toujours plus intégrer les territoires amazoniens au reste du pays.

La guérilla do Araguaia est un sujet peu renseigné dans la littérature pour des raisons sur lesquelles nous ne nous étendrons pas. Comme dans de nombreux pays d'Amérique Latine, la guérilla do Araguaia visait à l'instauration d'une révolution socialiste à laquelle auraient adhéré une partie de la population du rio Araguaia, ainsi que de nombreux universitaires et cadres de tout le Brésil dans les décennies de l'après-guerre. A ce titre, la guérilla do Araguaia a été au Brésil l'objet d'une politique publique spécifique des militaires au pouvoir visant à l'anéantir, avec en particulier la mobilisation active de l'armée. Il y a eu des morts, il y a eu de nombreux disparus. Un grand nombre des témoins et acteurs de l'époque sont aujourd'hui décédés. Y a-t-il des archives qui un jour permettront de mieux décrire et comprendre cet épisode de la colonisation de l'Amazonie orientale brésilienne ? Les seuls témoignages en notre possession ont été recueillis dans les années 90, comme indiqué dans le Chapitre 7. Ils concordent pour dire que les attributions de terres dans le Sud du Pará ont été ciblées en priorité sur les entrepreneurs paulistes en qui les pouvoirs publics avaient plus confiance pour mener la politique visant à juguler la guérilla do Araguaia.

L'exploitation des richesses du sous-sol amazonien a également été un des axes prioritaires de la politique des militaires au pouvoir à Brasília. Ainsi, au début des années 70, a démarré l'extraction du fer, mais aussi d'autres minerais, de ce qui deviendra le gigantesque complexe minier de Carajás, avec en sus la construction de la voie ferrée de près de 1000km reliant Carajás au port minéralier de São Luis dans l'Etat du Maranhão, port lui-même réaménagé pour réaliser ces exportations dans le cadre de cette politique. L'offre d'emplois du pôle minier de Carajás, relativement bien rémunérés et dans des conditions de travail acceptables, a engendré de nombreuses migrations des états voisins du Nordeste, Centre-Ouest et également du Sudeste.

Au milieu des années 70, soit juste après le démarrage du complexe minier de Carajás, et toujours dans le secteur de l'exploitation et la valorisation des ressources du sous-sol pour mieux intégrer l'Amazonie au territoire national, est lancé le pôle minier et industriel ALUNORTE, à Barcarena, à quelques encablures de Belém sur la rive sud du Rio Pará (embouchure sud de l'Amazone). L'objectif de ALUNORTE est de fournir le Brésil en aluminium – à partir de la bauxite, aujourd'hui extraite de la région de Paragominas - pour

toute l'industrie, notamment automobile, mais aussi de la construction, ainsi que pour l'exportation. Comme pour Carajás, le lancement de ce pôle minéralo-industriel s'accompagna de migrations en provenance de l'Etat du Pará et des Etats voisins du Nordeste, mais aussi de tout le pays en lien avec la forte demande pour des emplois qualifiés.

En partie pour approvisionner en énergie le pôle minéralo-industriel de l'aluminium près de Belém, fut lancé le gigantesque chantier du barrage de Tucuruí, sur le rio Tocantins, entre Belém en aval et Marabá en amont. Plus grand barrage au monde lors de sa construction, il a compté plus de 10000 ouvriers au début des années 80, dont la plus grande partie était des migrants en provenance du Nordeste. A la différence des pôles de Carajás et de Barcarena où la plupart des ouvriers ont fait carrière, les ouvriers du barrage de Tucuruí se sont retrouvés sur le marché du travail une fois la construction du barrage terminée.

Au tout début des années 80, soit moins d'une décennie après le démarrage du pôle minier de Carajas, une autre mine, la *Serra Pelada*, a défrayé la chronique au niveau local, national et international, avec plusieurs reportages et films. Juxtaposant le pôle minier de Carajás, mais pas dans son périmètre foncier, la *Serra Pelada*, est à l'origine une petite colline d'environ 150 mètres d'altitude pour une superficie de 2,5 hectares, comme il en existe beaucoup dans la région. Cinq ans plus tard, la colline est un cratère de près d'une centaine de mètres de profondeur, aujourd'hui rempli par un lac aux eaux fortement polluées en mercure (Photo 11.1). Entretemps, pas loin de 120 000 chercheurs d'or sont venus tenter leur chance avec des réussites très contrastées. Ils étaient déjà près de 5000 chercheurs d'or dans les six premiers mois après la découverte de la première pépite. La *Serra Pelada* est anachronique dans le secteur minier par son mode de gestion de type collectif. Les conditions de travail étaient désastreuses avec des lots de 6m² (3x2m) attribués à un individu et sur lequel pouvaient travailler jusqu'à 10-12 personnes entre ceux qui creusaient la terre, ceux qui la transportaient et ceux qui la triaient et la laver pour en sortir l'or. La *Serra Pelada* a été comparée à une fourmilière, comme on peut le voir sur la Photo 11.2.



Photo 11.1. La Serra Pelada, par "Grupo Globo", 1991. [Disponible en ligne: <https://globoplay.globo.com/v/2452717/> consulté le 11 Juin 2021]

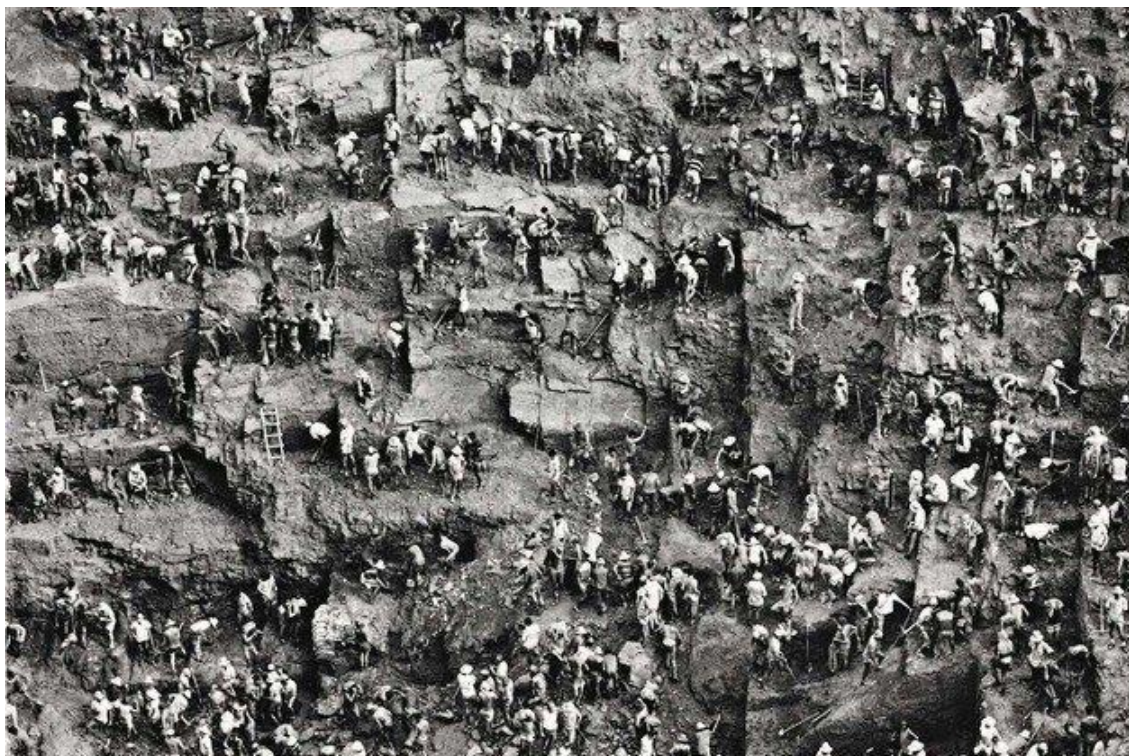


Photo 11.2. "La fourmilière" de la Serra Pelada, par Rudi Böhm, 1981, [Disponible en ligne : <https://www.hipercultura.com/serra-pelada-historia-e-fotos/>, consulté le 20 Mai 2022]

La Serra Pelada est remarquable en termes de migration en Amazonie. En effet, sur seulement quelques années, le nombre de 120000 chercheurs d'or, surtout originaires des Etats du Nordeste et de l'Etat du Goiás, correspond à peu près à l'ensemble des migrations lors du premier cycle du caoutchouc à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle. Il correspond aussi au double des migrations lors du second cycle du caoutchouc, les *Soldats du Caoutchouc*, au cours de la Seconde Guerre Mondiale.

La *Serra Pelada* est également remarquable en termes d'action publique. Tout d'abord, elle n'est pas le fruit d'une politique publique sensu stricto, alors qu'elle est juste à côté d'une politique publique également minière, le pôle minier de Carajás, un des portedrapeaux des militaires au pouvoir en termes d'intégration de l'Amazonie, de valorisation de ses ressources et conditions de travail pour la main-d'œuvre. Rappelons que la mine de la *Serra Pelada* a été découverte par trois individus, dont un avait été, alors qu'il était tout jeune, le "boy" du groupe organisé par P1, lors de sa première mission dans le Sud du Pará en 1959 (voir chapitre F). Les pouvoirs publics ont dans un premier temps adopté la stratégie du laisser-faire, la *Serra Pelada* n'étant pas dans le périmètre du pôle minier de Carajás, et peut-être pensaient-ils que le gisement s'épuiserait rapidement. Dans un second temps, et en partie face à la couverture médiatique de la *Serra Pelada*, les militaires, se sont sentis obligés d'intervenir dans une initiative regroupant plusieurs dizaines de milliers de personnes œuvrant dans des conditions sociales et sanitaires à l'opposé de ce qu'ils préconisaient. S'en sont suivies plusieurs années de tergiversations et ce n'est qu'avec le retour de la démocratie que la situation s'est peu-à-peu améliorée avec notamment la

création d'une coopérative des chercheurs d'or de près de 40000 membres, puis la concession de la mine à un groupe minier en charge d'en extraire le minerai.

Parallèlement à l'exploitation et la valorisation des ressources du sous-sol amazonien, notamment avec les complexes miniers précédemment présentés, les militaires au pouvoir à Brasília ont également privilégié l'incitation à la migration en Amazonie et l'installation de ces nouveaux migrants. Dans cet objectif, la construction de la Transamazonienne, déjà présentée dans le chapitre E, est la grande œuvre des militaires en termes d'infrastructure routière et d'organisation de la colonisation. Rappelons que, construite par l'armée au tout début des années 70, cette route Transamazonienne n'avait pas pour unique objectif l'installation de migrants. Il s'agissait aussi de créer une voie de communication Est-Ouest, et donc d'intervention possible de l'armée, dans la partie méridionale de l'Amazonie, reliant l'Etat du Maranhão à l'Est à la frontière entre l'Etat de l'Amazonas et celui du Rondônia à l'Ouest. La construction de la route Transamazonienne répondait donc à une triple finalité qui reprend les grands justificatifs de la colonisation de l'Amazonie en combinant sécurité nationale, exploitation des ressources du sol et du sous-sol, ainsi que préoccupation sociale en *"donnant de la terre sans homme à des hommes sans terre"*.

L'installation des colons sur la Transamazonienne s'est faite dans le cadre du PIN (Plan d'Intégration National) comme indiqué dans le chapitre E. Tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre initiale, le PIN était très cadré, militaire. Toutefois, assez rapidement, face aux contraintes inhérentes à ce type d'initiatives à la fois ambitieuses et mettant en jeu, sur un pas-de-temps court, plusieurs milliers de migrants aux objectifs et stratégies diverses, il y a eu plus de souplesse dans l'attribution des lots de colonisation et plus de flexibilité dans les activités agricoles à conduire, d'autant plus que les services d'appui à l'installation des colons avaient du mal à répondre à toutes les demandes. Comme déjà mentionné dans le chapitre E, les premiers à s'installer sur les lots de colonisation, souvent les plus proches de la route et des agrovilles, à mesure que la route se construisait, étaient souvent des ouvriers de la construction de la route, militaire ou non, profitant de l'opportunité qui leur était offerte d'acquérir un lot.

Nous reviendrons plus en avant sur l'installation des migrants sur la Transamazonienne. Disons dès à présent qu'il semble qu'environ la moitié des migrants seraient restés quelques années sur les lots qui leur avaient été attribués. Les partants sont soit revenus dans leurs régions d'origine, soit sont partis vers les villes en construction, soit se sont faits attribuer d'autres lots qui à leurs yeux présentaient des conditions plus acceptables que les lots qui leur avaient été attribués initialement. Il n'en reste pas moins que l'installation des migrants sur le long de la route transamazonienne au début de la décennie 70 a été un phénomène de migration de par le nombre de familles de migrants

installées, le nombre des familles qui sont restées et le peu de temps mis pour cette installation.

Une autre route, la PA150, déjà été présentée dans le chapitre E, construite également pendant la période des militaires au pouvoir à Brasília, apporte des éléments intéressants concernant nos deux hypothèses de recherche. Portée par Jader Barbalho, à l'époque jeune politicien de Belém et qui deviendra par la suite un des éléphants de la politique brésilienne, la construction puis la mise en service de la PA150 visait, rappelons-le, à relier le Sud du Pará à Belém, notamment pour l'approvisionnement en viande de la capitale du Pará., les camions de bœufs n'ayant plus besoin de passer par le Goiás pour rejoindre la Belém-Brasília, puis de traverser l'ouest de l'Etat du Maranhão, avant de revenir dans l'Etat du Pará par le sud de Paragominas. Le premier élément intéressant est que la construction de la PA150, qui n'était pas considérée comme hautement prioritaire, l'est rapidement devenue face à la demande des éleveurs du Sud du Pará, demande relayée par leurs représentants dans les sphère politiques, en particulier par Jader Barbalho. Le second élément est le développement territorial tout au long de la PA150 qui a pris de l'ampleur avec la construction de la route PA150. Le troisième est l'axe de migration de première importance qu'est devenue la PA150 car reliant le Sud-Est du Brésil à l'Amazonie et Belém, via le Nord du Goiás, devenu Etat du Tocantins et le Sud du Pará. Enfin, et il est probable que ce n'était certainement pas le moins important pour les militaires, la PA150 permettait de mieux intégrer la zone de la Guérilla do Araguaia, d'autant plus que celle-ci était en voie d'être jugulée.

C'est dans la même perspective de mieux intégrer cette région et de calmer les esprits qu'il faut probablement placer la politique publique du GETAT (*Groupe Exécutif des Terres de l'Araguaia et du Tocantins*) dont la finalité était d'effectuer une régularisation foncière dans cette zone du centre-est de l'Etat du Pará, déjà particulièrement riches en conflits fonciers et lieu d'action de la Guérilla do Araguaia, en particulier avec une sensibilisation de la population sur les droits fonciers à acquérir par la lutte contre le pouvoir en place.

En conclusion sur la période des deux décennies des militaires au pouvoir dans la colonisation de l'Amazonie, la réalisation des grands chantiers et la mise en œuvre d'ambitieux projets économiques ont à la fois marqué le territoire amazonien mais également l'imaginaire collectif renforçant l'idée qu'il était possible de vaincre la forêt, incitant ainsi à de nouvelles migrations vers l'Amazonie. La préoccupation environnementale a émergée seulement à la fin de la période militaire de l'Amazonie, remettant par la suite fortement en cause ce qui avait été initié avant les militaires mais en grande partie réalisé pendant qu'ils étaient au pouvoir.

11.7 Rôle des politiques publiques sur les migrations en Amazonie dans le Brésil démocratique (1985-2016)

Le retour à la démocratie en 1985 avec l'élection de Tancredo Neves s'accompagna d'une nouvelle constitution votée en 1988 dont deux éléments sont importants pour l'Amazonie. Le premier est la démarcation des terres indigènes constituant ainsi une limite à ne pas franchir pour la frontière agricole. Le second est la création de l'Etat amazonien du Tocantins correspondant à la moitié nord de l'Etat du Goiás. Mais pendant la préparation de la nouvelle constitution de 1988, de nombreuses migrations ont concerné l'Amazonie comme nous allons le voir.

Tableau 11.7 : Rôle des politiques publiques sur la migration en Amazonie dans le Brésil démocratique (1985-2016)	Période concernée	Type de PP	Mode opératoire des PP			Effets sur Groupe de Migrants				
			Encourage	Facilite	Finance	NDT	MIN	SUL	PAU	EU
			Encourage	Facilite	Finance	NDT	MIN	SUL	PAU	EU
Vagues de migration vers l'Amazonie orientale brésilienne	1984-86	1, 3, 4	+++	++		+++	++	++		
Nouvelle constitution votée en 1988 avec notamment la démarcation des terres indigènes mettant une limite à l'avancée de la frontière	1988	1, 5, 6	-	-	-	-	-	-	-	
Création de l'Etat du Tocantins (1988) et migration vers ce nouvel Etat	1988	5,2	+++	++	++	++	++	+		
Mise en place du financement FNO par la banque publique BASA, financement destiné en priorité à l'agriculture familiale	Fin 80s-90s	4	+++	+	+++	+++	+++	+++	+	
Augmentation du potentiel du barrage de Tucuruí, construction de celui de Belo Monte et raccordement au réseau énergétique national	Début 90s puis 00s	2, 4	++	++	+++	++	++	++	++	
Mesures face aux préoccupations environnementales à l'échelle locale, nationale et mondiale mettant l'Amazonie sous les feux de l'actualité	Début 90s puis XXI ^e	5	+	+	+	+	+	+		
Financement pour la récupération des pâturages dégradés en Amazonie et Programme du G7 (PPG7) pour la protection des forêts tropicales	1994... 1998...	4	+	+	++	+	+	+	++	
Mesures pour améliorer les conditions de vie dans les villes, villages et communautés sur les fronts pionniers en voie de stabilisation	Depuis mi-90	3, 4, 5	-	-	-	++	++	++		
Développement de l'agrobusiness du soja/maïs via le semis direct s'accompagnant de nouvelles migrations de main-d'œuvre qualifiée	Début 00s...	1, 2, 3, 4, 5	++	++	++	+	++	+++	+	
Contrôle de la déforestation avec l'appui de l'armée, mise en place d'un nouveau code forestier et initiatives pour zéro déforestation	2005-2016	4, 5	++	++	++	++	++	+++	++	

Groupes de politiques publiques

1. Attribution de terres pour occuper et mettre en valeur le territoire
2. Construction d'infrastructures routières, ferrées, navales (ports) visant à la colonisation des terres
3. Attirer de la main-d'œuvre pour développer les activités du(es) territoire(s)
4. Renforcer un secteur économique
5. Changement de gouvernance ou de type de gouvernance
6. Politique d'exclusion
7. Sécurité nationale

Dans nos cas d'études en Amazonie Orientale brésilienne, les migrations du début des années 80s sont venues principalement du Nordeste où, en plus des sécheresses récurrentes à la région, une maladie du coton avait ruiné de nombreux paysans, le plus souvent sans terre et les avait contraints à migrer, comme l'avaient fait avant eux de nombreux autres Nordestins au cours des décennies précédentes.

Parallèlement, la poursuite de la modernisation de l'agriculture dans les Etats du Sud et du Sud-Est s'accompagnait d'une concentration foncière excluant toujours plus de petits exploitants, les poussant à migrer vers des terres disponibles, en particulier sur les fronts pionniers amazoniens, d'autant plus que les informations données par les premiers colons installés en Amazonie étaient plutôt bonnes et laisser entrevoir des opportunités à ceux qui se retrouvaient exclus de leurs terres et/ou de leurs activités. Ainsi de nombreux petits paysans ou en provenance d'autres secteurs des Etats du Sud, et de ceux du Minas Gerais et du Goiás migrèrent vers l'Amazonie Orientale pour se construire de nouveaux projets de vie, à commencer très souvent par la recherche d'un lopin de terre pour se nourrir avant de rebondir sur un éventuel emploi sur un des grands chantiers. Plusieurs trajectoires de migration présentées dans les chapitres G, H et I démarrent au milieu des années 80, à cette époque charnière de la fin de la dictature et du retour de la démocratie.

La démarcation des terres indigènes à la suite de la nouvelle constitution de 1988 a donc en théorie mis des limites géographiques au-delà desquelles le front pionnier ne pouvaient pas avancer. Plusieurs infractions ont été commises, soit par des chercheurs d'or, soit par des exploitants forestiers, plus rarement par de simples colons. Beaucoup n'ont jamais fait abouti à une plainte. Quelques-unes ont fait l'objet de peines, surtout financières. Toutefois, à cette époque, il s'est rapidement avéré moins risqué de pénétrer et mettre en valeur des terres encore en forêt et non attribuées, voire des terres dans les réserves publiques, tant dans celles de la fédération que celles de l'Etat, plutôt que de s'aventurer sur les terres indigènes.

La création de l'Etat du Tocantins a quant à elle conduit à de nombreuses migrations en provenance de tous les pays, un nouvel état ayant besoin de main-d'œuvre, de techniciens, de cadres, d'experts, etc. pour construire et mettre en route ses différentes institutions. Des entreprises de construction et de commerce sont également venues dans l'Etat du Tocantins, en particulier dans la nouvelle capitale, Palma, en vue de profiter des fonds publics et privés qui allaient y être investis. Les migrants venaient principalement des états voisins du Nordeste, en particulier de l'Etat du Maranhão, des Etats du Minas Gerais et surtout du Goiás dont avait été prise la partie septentrionale pour faire l'Etat du Tocantins.

La seconde partie des années 80 fut particulièrement difficile pour les cultures pérennes en raison de l'effondrement de leurs prix sur le marché mondial, aggravé par une surproduction locale car de très nombreux exploitants s'étant mis à planter en même temps, venant s'ajouter à une inflation galopante, de l'ordre de 1000 à 2000% par an, d'autant plus que la faible rentabilité de ces cultures pérennes poussait les planteurs à utiliser moins d'intrants, ce qui rendaient les

cultures plus sensibles aux maladies. Dans le cas de la Transamazonienne, après 3-4 ans de bas prix, ce fut la ruine pour de nombreux petits planteurs ayant misé sur une ou deux cultures pérennes parmi le poivre, le café et le cacao. Une alternative fut l'élevage bovin quitte à transformer les plantations en pâturage, mais encore fallait-il être compétent en élevage et y avoir investi assez tôt, comme l'ont montré quelques-unes des trajectoires dramatiques présentées dans les chapitres 8, 9 et 10.

C'est à cette époque qu'ont été mis en place les financements FNO, fonds du gouvernement fédéral, gérés par le BASA (Banque d'Amazonie S.A.), destinés à faire des prêts en priorité aux exploitants familiaux en milieu rural et aux petites et très petites entreprises. Ces prêts ont donné à de nombreux exploitants la possibilité de démarrer en élevage, notamment d'implanter du pâturage, de le clôturer, ainsi que d'acquérir quelques têtes de bovins, de l'ordre d'une dizaine de génisses laitières. Même si les financements FNO ont été l'objet de scandales, comme décrit dans la seconde partie de la thèse, ils ont permis à de nombreux petits exploitants de passer la crise de l'effondrement du prix des cultures pérennes de la fin des années 80 et du début des années 90. Ils ont également permis à quelques éleveurs confirmés de se constituer de petits ranchs par le rachat des terres des petits planteurs exclus du système par la crise des cultures pérennes.

Les financements FNO n'étaient pas exclusivement réservés à l'agriculture, mais étaient destinés à toute activité tant dans le commerce que dans l'industrie et le tourisme. De nombreux entrepreneurs en milieu urbain ont bénéficié de fonds FNO ce qui leur a permis d'investir en complément de leurs fonds propres ou d'autres crédits. On peut dire que les fonds FNO ont eu un rôle majeur dans la structuration des fronts pionniers amazoniens, tant en milieu rural que dans les villes et villages. Fonds publics auxquels une grande part de la population des fronts pionniers pouvaient avoir accès sous forme de prêts à des taux d'intérêt élevés mais pas exorbitants, ils ont permis le développement de l'activité économique dans de nombreuses municipalités.

Plus récemment et en raison de leur succès, les financements FNO ont pris de l'ampleur, se sont diversifiés, en particulier dans la production durable. Ils devraient atteindre pour 2022 le montant record de 1,5 milliard de U\$. En termes de comparaison, à partir de la fin des années 80, les fonds FNO ont été pour l'agriculture familiale et les petits entrepreneurs ce qu'ont été les prêts SUDAM et BASA ont été pour les grandes exploitations et les groupes industriels et agro-industriels au cours des années 70 et 80.

Les années 90 et 00 ont été caractérisées par l'amélioration des conditions de vie sur les fronts pionniers, la structuration et le développement économique de ces nouveaux territoires, notamment avec l'exploitation et l'industrie du bois, l'arrivée permanente de nouveaux migrants, principalement en provenance du Nordeste, attirés par l'information venant des migrants les ayant précédés, ainsi que quelques trajectoires à succès véhiculées par les médias et souvent embellies. Ces divers facteurs ont fait fortement augmenter la demande en

énergie. Ils ont rendu nécessaire, d'une part, l'augmentation de puissance du barrage de Tucuruí sur le rio Tocantins, puis la construction de celui de Belo Monte sur le Rio Xingú à partir de 2007, et, d'autre part, leur raccordement au réseau national. Cela s'est traduit localement par deux grands chantiers de plusieurs milliers d'emplois sur quelques années, vers lesquels ont convergé de nouvelles migrations, tant de subsistance que de main-d'œuvre qualifiée et hautement qualifiée, ainsi qu'une plus grande intégration de l'Amazonie Orientale brésilienne via ses réseaux énergétiques.

A partir du début des années 90, face à la contrainte grandissante du changement climatique et de la perte de biodiversité, la question environnementale s'est progressivement imposée à l'agenda international, notamment à l'occasion du Sommet de la Planète de Rio 92. L'Amazonie a tout d'un coup été projetée sous les feux de l'actualité principalement en raison de la déforestation dont elle était l'objet. A l'échelle du Brésil, la question environnementale, même relayées par de nombreuses, actives et puissantes ONGs, a eu dans premier temps du mal à se traduire de mesures concrètes, en raison de la priorité donnée, comme un peu partout dans le monde en développement et émergent, à la lutte contre la pauvreté, autre fer de lance du développement durable. Cette position était d'autant plus forte en Amazonie que la forêt était perçue depuis plusieurs décennies perçue par les vagues successives de migrants, comme le bien à exploiter pour survivre, croître et développer le pays. En d'autres termes, l'héroïque migrant s'installant sur un front pionnier amazonien au prix d'efforts considérables serait devenu en quelques années le destructeur de la forêt dont le monde et l'humanité auraient besoin pour leur survie. De plus, parmi les colons, prenait naissance l'idée d'un complot du monde développé - grosso modo l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord – contre le développement du Brésil qui s'appuyait sur l'exploitation de ses propres ressources naturelles, en premier lieu sa forêt amazonienne, alors que ce même monde développé avait, au cours des siècles précédents, utilisé sa propre forêt pour se développer. Loin de s'estomper cette idée, relayée par de nombreux élus et représentants politiques jouant sur la fibre nationaliste, s'est étendue à l'ensemble du Brésil, mettant en avant le soi-disant complot et faisant passer la question environnementale au second plan.

Depuis la fin du 20^e siècle, en partie par conviction et en partie pour faire face aux critiques sur la gestion brésilienne de la question environnementale amazonienne, les pouvoirs publics ont progressivement modifié leur stratégie avec en premier lieu l'abandon de combler le vide démographique représenté par l'Amazonie, ensuite l'arrêt officiel des subventions de toutes sortes à la migration vers l'Amazonie, et enfin l'instauration d'un code forestier exigeant, même si sachant qu'il ne serait pas ou peu appliqué en Amazonie pendant une longue période. Parallèlement, en partenariat avec les institutions du monde développé, critiquées par ailleurs, la politique environnementale brésilienne s'est enrichie de divers, effectifs et visibles instruments visant à mieux gérer de façon durable les ressources amazoniennes. L'un des instruments-phares a été la récupération des pâturages dégradés devant limiter l'implantation

future de nouveaux pâturages sur des parcelles en forêt. Un autre ensemble d'instruments se focalisait sur l'amélioration des conditions de vie dans les villages et communautés des fronts pionniers en voie de stabilisation afin que les colons soient moins poussés à migrer plus en avant sur la frontière. La mise en place de la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes – mesure déjà appliquée dans les autres régions du Brésil - a été une des mesures les plus significatives mise en application. Comme mentionné dans les trajectoires présentées dans la seconde partie de la thèse, la pension de retraite permet aux vieux colons de survivre, d'autant plus qu'ils sont en couple, et de repasser leurs outils de production à leurs enfants, voire les aider, ces derniers étant ainsi moins sujet à migrer.

Le développement de l'agrobusiness du soja, et d'une manière plus générale des cultures annuelles, basé sur la technique du semis-direct n'a démarré sur nos terrains de recherche qu'au début des années 2000, alors qu'il était présent sur les fronts pionniers de l'Amazonie méridionale depuis un peu plus d'une décennie, ayant progressivement remonté depuis l'Etat du Paraná où il fut conceptualisé dans les années 30 du 20^e siècle et diffusé dans les décennies suivantes. D'un point de vue environnemental, l'agrobusiness du soja présentait l'intérêt majeur de ne pas déforester car s'implantant sur des terres déjà déforestées, voire dégradées par plusieurs années de pâturage peu efficient. D'un point de vue économique, il était particulièrement lucratif bénéficiant du marché à l'exportation en pleine croissance. D'un point de vue politique, il parachevait l'intégration des territoires amazoniens concernés en les mettant dans la même dynamique que les territoires du Sud, du Sudeste et du Nordeste passés sous la tutelle de l'agrobusiness du soja. Il était moins reluisant d'un point de vue social car reposant sur la concentration foncière et l'exclusion des petits exploitants. Enfin, en termes de pollution des sols et eaux souterraines, l'usage à grande échelle du glyphosate est encore une question d'actualité.

Concernant les migrations, le développement de l'agrobusiness du soja sur nos trois terrains de recherche, et plus généralement en Amazonie Orientale brésilienne, a conduit des exploitants, au début principalement du Sud du Brésil, en particulier du Paraná, à venir faire chaque année une campagne agricole en Amazonie. Ils venaient avec tout leur matériel, car à cette époque de l'année ils n'avaient pas de culture dans le Sud. Dans un premier temps, ils ont loué la terre que leur proposaient les éleveurs prêts à réformer leurs pâturages au travers une culture de soja. Ainsi un éleveur pouvait en 5-6 ans réformer l'ensemble de son pâturage, à raison de 15-20% par an, avec à terme une charge animale supérieur de moitié à une fois à celle d'avant la réforme. Progressivement, les exploitants du soja ont acquis des terres, une partie des familles ont migré pour s'installer en Amazonie. Parallèlement, quelques éleveurs ont acquis les techniques et sont devenus des producteurs de soja, principalement d'anciens exploitants forestiers qui avaient au préalable l'habitude de gérer et d'entretenir du gros matériel agricole.

Ce n'est qu'au début du 21^e siècle que les pouvoirs publics brésiliens ont décidé de prendre la mesure de la déforestation et de tenter de la mettre sous contrôle. Avant cela, il y a bien eu quelques lourdes peines infligées, mais il s'agissait plus des quelques arbres qui cachaient la forêt. Globalement il suffisait de ne pas se faire prendre, et au cas où on était pris, la corruption existante permettait de s'en tirer facilement. Même les agents en charge du contrôle environnemental qui souhaitaient exercer correctement leur activité avaient toutes les peines du monde à le faire. Tout a carrément changé au début du 21^e siècle avec d'une part la volonté politique de réduire la déforestation et d'autre part l'utilisation de séquences d'images de télédétection permettant de savoir exactement ce qui avait été déforesté et quand cela avait eu lieu. De plus, les agents étaient accompagnés de forces de l'ordre spécialement mandatées et entraînées pour ce genre d'opération. L'impact fut fort sur l'ensemble de la population, d'autant plus que les grands propriétaires ont été les premiers contrôlés et mis à l'amende. Il est intéressant de noter qu'après quelques décennies de laisser-faire particulièrement criant, les pouvoirs publics intervenaient de manière forte et sans concession.

Cette démonstration de force de la part des pouvoirs publics leur a permis de mettre en place, en quelques années à cheval sur les deux premières décennies du 21^e siècle, à la fois un système de licence environnementale et un programme prévisionnel de la mise en culture que chaque exploitation était tenue de faire valider par les services compétents et en charge du contrôle de la législation environnementale. Ce changement de gouvernance de la question environnementale par les pouvoirs publics, relayés par les ONGs locales, nationales et internationales, a permis l'émergence d'initiatives, particulièrement efficaces d'un point de vue environnemental, comme par exemple "*Município Verde*" (Municipalité Verte) à Paragominas ou "*Pecuária Verde*" (Elevage Vert) dans plusieurs régions. S'en est suivie une forte chute de la déforestation, tendance qui n'a malheureusement pas duré avec le retour de l'extrême-droite au pouvoir à partir de 2019.

Conclusion

On retiendra donc le rôle majeur des politiques publiques sur les migrations en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, mais également tout au long de l'histoire du Brésil, depuis la fin du 15^e siècle. Nous avons vu que ces politiques publiques sont de divers ordres (attribution de terres, financement, mise en œuvre de grands chantiers, etc.), avec des effets et impacts sur divers aspects des migrations (incitation, encouragement, facilitation, financement, stabilisation, frein) et se traduit de différentes manières. Tout d'abord la politique d'attribution de terres, appliquée dès le début de la colonie avec les capitaineries, puis sous l'empire et la république et cela jusqu'à la fin du 20^e siècle, vise selon les cas à coloniser, exploiter et mettre en valeur les terres et/ou à sécuriser le territoire vis-à-vis d'éventuelles invasions des pays voisins, cas répétés dans le Sud du Brésil, ou des puissances maritimes,

notamment hollandaise, britannique et française, ou, en interne, pour le contrôle des opposants, cas de la Guérilla do Araguaia. L'attribution de terres s'appuie sur l'attractivité d'avoir une terre pour le migrant sans terre ou sur un lopin de terre insuffisant pour survivre ou pour réaliser un projet personnel ou familial. La politique de construction d'infrastructures et de renforcement des institutions vise selon les cas à faciliter l'avancée et l'occupation par les migrants de leurs nouveaux territoires, cas typique des routes ouvertes dans les massifs forestiers, mais aussi à améliorer les conditions de vie des familles de colons une fois installées, comme nous l'avons vu pour les fronts pionniers d'Amazonie Orientale au début du 21^e siècle, et plus en avant les missions au cœur des arrière-pays. Allant un peu dans le même sens, les financements publics visent à aider à l'investissement, faciliter l'activité et en conséquence pérenniser l'installation des colons, tout en incitant les investissements privés et institutionnels, comme avec la récente avancée du front du soja dans les fronts pionniers en cours de stabilisation. Les grands chantiers relèvent quant à eux de la combinaison de plusieurs objectifs. En premier lieu, il s'agit d'exploiter une ou plusieurs ressources du sol et/ou du sous-sol (minerai, eau) que les colons peuvent difficilement faire de manière individuelle ou via de petites entreprises (comme celles dans l'exploitation forestière), même si l'exemple de la *Serra Pelada* nous a montré le contraire. Ensuite, il s'agit de peupler et structurer le territoire autour de l'activité centrale du grand chantier, c'est-à-dire construire un cadre de vie à partir des emplois créés, pris par les migrants en partie sans qualification, en partie qualifiés voire hautement qualifiés, comme nous l'avons vu dans les cas du barrage de Tucuruí, du pôle minier de Carajás, du pôle minéralo-industriel de Barcarena. Enfin, il y a la volonté d'intégrer de manière durable le nouveau territoire au reste du pays par l'activité centrale du grand chantier. Par ailleurs, différemment de l'ensemble des politiques publiques appliquées depuis le début de la colonie, puis sous l'empire et la république, la politique environnementale mise en œuvre au cours des deux-trois dernières décennies ne se centre plus uniquement sur l'occupation et la mise en valeur des ressources naturelles du territoire où s'installent les migrants, mais se focalise sur la durabilité du territoire et donc cherchent à mieux définir la place des migrants dans ce territoire.

Ainsi tout en confirmant notre première hypothèse sur le rôle majeur des politiques publiques sur les migrations en Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle, il semble clair que la perspective historique sur les cinq siècles du Brésil montre, qu'avant d'impacter les migrations en Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle, les politiques publiques avaient fortement influencé les migrations dans le Brésil colonial, puis dans le Brésil impérial et enfin dans le Brésil républicain. Ainsi, comme dit précédemment, sous l'effet de l'action publique, la colonisation de l'Amazonie apparaît comme la dernière étape ou le dernier maillon de la chaîne des migrations, qui a démarré dès le début du 16^e siècle et qui a permis l'occupation progressive du territoire brésilien au cours des cinq derniers siècles, et cela par vagues successives de migrations, correspondant aux maillons de la chaîne et induites par des politiques publiques.

Chapitre 12

Différenciation des trajectoires de migration dans l'Amazonie de la seconde partie du 20^e siècle et au début du 21^e siècle

Introduction

Dans ce chapitre, nous revenons sur notre hypothèse concernant la différenciation des trajectoires de migration en lien avec l'origine géographique et socioculturelle des migrants, différenciation qui serait influencée par l'action publique.

Concernant cette hypothèse, et même si, comme nous l'avons déjà dit, elle semblait à priori quelque peu triviale car logique pour de nombreux acteurs locaux, la différenciation des trajectoires de migration en Amazonie s'est avérée plus complexe à analyser et est apparue moins évidente à confirmer.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que toutes les politiques ne concernaient pas l'ensemble des migrants, mais bien que quelques-unes étaient focalisées sur un ou plusieurs groupes de migrants. En d'autres termes, les groupes de migrants concernés par ces politiques publiques ont été a priori plus fortement impactés que les autres groupes. De la même manière, nous avons vu que toutes les politiques ne concernaient pas l'ensemble de l'Amazonie, de surcroît de manière uniforme, mais bien que la localisation géographique d'une grande partie d'entre elles ont généré une occupation régionalisée de l'espace amazonien par les migrants. En d'autres mots, les groupes de migrants proches de la zone de mise en œuvre d'une politique publique déterminée étaient en général et logiquement plus impactés que les groupes éloignés de cette même zone. En conséquence, nous commencerons ce chapitre en montrant qu'en raison de leur focalisation et de leur localisation, les politiques publiques, tout au moins une partie d'entre-elles, ont impacté de manière différenciée les divers groupes de migrants. De plus, notre recherche centrée en Amazonie Orientale sur les trois terrains du Sud du Pará, de la Transamazonienne et de Paragominas le long de la route Belém-Brasília, a certainement apporté un biais par rapport à une vision d'ensemble de l'Amazonie, en particulier par rapport à l'Amazonie Occidentale brésilienne, biais sur lequel nous reviendrons dans la conclusion.

Pour analyser de manière plus spécifique notre seconde hypothèse, nous reviendrons sur les quatre grands modèles de migration identifiés dans la seconde partie, à savoir : le Modèle Pauliste (PAU), le Modèle Mineiro (MIN), le Modèle Sudiste (SUL) et le Modèle Nordestin (NDT). Pour chacun de ces modèles de migration ou groupes de migrants, diverses trajectoires ont été présentées respectivement dans les chapitres 7, 8, 9 et 10. A priori, comme dit précédemment, il semble logique que ces groupes de migrants, aux origines géographiques, économiques, sociales et culturelles tant différentes, présentent des trajectoires de migration en

Amazonie contrastées. En effet, la différenciation des trajectoires de migration en Amazonie résulte de la diversité des sociétés construites par les migrants sur le territoire brésilien, mais également avant leurs arrivées respectives en Amazonie, ces sociétés ayant été construites à partir, d'une part, de leurs origines ancestrales européennes, africaines, asiatiques, et d'autre part au travers de leurs vécus et expériences sur le territoire brésilien une fois la migration effectuée, de surcroît incluant éventuellement des métissages successifs entre elles, ainsi qu'avec les cultures amérindiennes.

Nous verrons également que même si quelques différences entre les quatre grands modèles de migration semblent perdurer les premières décennies suivant la migration, le mimétisme entre les trajectoires face à la réalité et à l'adversité, ainsi que la porosité entre les groupes de migrants font que les contrastes s'amenuisent avec le temps. En conséquence, notre hypothèse sur la permanence socioculturelle doit être infirmée. Il apparaît donc que la société de migrants issue de la colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle se structure peu-à-peu avec le temps, et d'une certaine manière s'uniformise, à partir d'un métissage lent et par à-coups des sociétés qui l'ont fondée.

Par ailleurs, en cette fin de thèse, nous reviendrons sur la question foncière, véritable toile de fond de notre recherche car présente dans toute l'histoire brésilienne, objet de nombreuses politiques publiques depuis cinq siècles et surtout, pour notre thèse, partagée par quasiment tous les migrants quel que soit leur origine. Même si la recherche de terre prend des formes différentes selon les migrants et les groupes de migrants, nous verrons qu'elle est présente dès le début du processus migratoire, alors que seulement l'idée de la migration germe dans la tête du futur migrant, jusqu'à l'évaluation quelques années ou décennies après l'installation sur le front pionnier. La terre apparaît ainsi comme le lien entre les migrants, le fil rouge reliant les groupes de migrants.

Enfin, dans la dernière partie de ce Chapitre 12, nous présenterons les grandes étapes de la migration telles qu'elles sont vécues par les groupes de migrants en insistant sur les spécificités de chacun des groupes, spécificités qui ont tendance à s'amenuiser dès la seconde génération, celle qui est née et qui a grandi sur les fronts pionniers.

12.1 Politiques focalisées sur un ou plusieurs groupes de migrants

Concernant les politiques ciblées sur un ou plusieurs groupes de migrants, nous nous appuyerons sur trois exemples contrastés, déjà mentionnés et expliqués dans les chapitres précédents. Le premier exemple est l'attribution de vastes domaines de plusieurs milliers à dizaines de milliers d'hectares aux entrepreneurs paulistes dans le cadre du programme de défiscalisation mis en œuvre par le gouvernement militaire dans la seconde moitié des années 60. Le second exemple est l'attribution de lots de colonisation sur la Transamazonienne aux Sudistes en provenance du Paraná, mais aussi aux migrants du Sudeste (notamment du Minas

Gerais) et du Nordeste. Le troisième exemple concerne les financements publics octroyés aux migrants pour augmenter leur production agricole, notamment les financements SUDAM pour implanter des pâturages dans les grands ranchs, en particulier ceux des migrants originaires du Sud-Est, à savoir Paulistes et Mineiros, ainsi que les financements BASA pour diversifier les activités agricoles sur les lots de l'agriculture familiale.

12.1.1 Attribution de vastes terres dans le Sud du Pará aux entrepreneurs Paulistes

Nous avons vu que, parallèlement à la stratégie d'occuper les terres du Sud du Pará pour en exploiter les richesses, les militaires souhaitaient juguler, voire résoudre, la question conflictuelle de la Guérilla do Araguaia implantée dans la région. Ainsi, conjointement à l'intervention de l'armée contre la Guérilla do Araguaia, a été mis en œuvre le programme d'attribution de terres situées dans le Sud du Pará, à des entrepreneurs paulistes, pour qu'ils mettent ces terres en valeur en contrepartie d'une défiscalisation de leurs revenus, comme cela a été décrit par N13. Ce programme était ciblé sur les entrepreneurs paulistes, en priorité les plus grands, tout au moins au début du lancement du programme, pour les trois raisons suivantes. Tout d'abord, les militaires pensaient que s'ils s'engageaient, ces entrepreneurs mettraient en œuvre tout leur savoir-faire pour réussir, avec de fortes chances de réussir, et ainsi viabilisant leur propre investissement et en conséquence celui des pouvoirs publics. Ensuite, les grands entrepreneurs étaient parfaitement insérés dans des réseaux politico-économiques dans lesquels ils fréquentaient la sphère politique dirigeantes, notamment les sénateurs et députés fédéraux, ainsi que les représentants des diverses institutions fédérales. D'une certaine manière, ces grands entrepreneurs étaient contrôlables de même que l'investissement public dont ils étaient bénéficiaires. Enfin, ils faisaient partie d'un groupe socio-économique qui avait appuyé le coup d'état militaire. Ils étaient donc à priori fiables et ne devraient pas appuyer la Guérilla do Araguaia, bien au contraire, ils devraient en théorie se placer du côté des militaires, d'autant plus que les guérilleros appuyaient les petits exploitants desquels ils se sentaient très éloignés.

Il semblerait que si le programme de défiscalisation et d'attribution de terres dans le Sud du Pará a privilégié dans un premier temps les plus grands entrepreneurs paulistes, rapidement tout entrepreneur pauliste a pu devenir attributaire de terres en contrepartie de sa volonté, tout au moins déclarée, d'investir en Amazonie, comme N13 l'a expliqué lors de son entretien.

Il est donc clair que la politique de défiscalisation avec attribution de terres dans le Sud du Pará était focalisée sur les entrepreneurs paulistes qui en ont été les principaux bénéficiaires. On ne peut pas dire qu'ils ont été les uniques bénéficiaires car beaucoup de ces entrepreneurs ont, dans un second temps, dans les années 70, abandonné ou éventuellement vendu leurs terres à des migrants pour la plupart en provenance des Etats du Minas Gerais, du Goiás ou du Nordeste, comme nous l'avons montré dans la seconde partie de la thèse. En

outre, cet abandon ou vente des terres pour des raisons diverses est également une caractéristique des Paulistes qui s'ils investissent en Amazonie pour leurs affaires, ne migrent pas pour autant de manière définitive, en dehors de quelques exceptions.

Par ailleurs, avec la traversée du Sertão jusqu'en Amazonie, du 17^e au 19^e siècle, par des communautés de petits éleveurs Nordestins, décrite dans le chapitre 2, puis avec les trajectoires des pionniers paulistes P1, P2, P3 et P4, décrites dans le chapitre 7, nous avons vu que la région du Sud du Pará avait fait l'objet de migrations bien avant l'arrivée des militaires au pouvoir à Brasília en 1964. On est en droit de se poser la question du rôle de ces pionniers paulistes, en particulier P1 et P3, dans le programme de défiscalisation et d'attribution de terres dans le Sud du Pará. En effet, P1 et P3 s'étaient faits attribuer d'immenses terres, de quelques centaines de milliers d'hectares avant le coup d'état des militaires, terres dont P3 a cédé ultérieurement une grande partie à des entrepreneurs paulistes bénéficiaires du programme de défiscalisation.

De plus, nous n'avons que très peu d'informations sur le devenir des descendants des petits éleveurs Nordestins qui avaient traversé le Sertão, puis le rio Tocantins, puis l'Etat du Goiás pour s'installer sur la rive ouest du rio Araguaia. Nous savons que ces descendants avaient joué un rôle-clé dans l'exploitation du caoutchouc au cours du premier cycle, dans la période à cheval sur la fin du 19^e et le début du 20^e siècle, notamment en assurant le fonctionnement des filières d'approvisionnement en aliments des seringueiros, les collecteurs de caoutchouc. Nous avons également vu qu'ils avaient développé une compétence en élevage, en partie grâce à la mission dominicaine installée dans la localité qui deviendra le village puis la ville de Conceição do Araguaia à la fin du 19^e siècle. Ces exploitants vivaient à priori dans les communautés et villages le long du rio Araguaia, en amont et en aval de Conceição do Araguaia, avec des périodes de l'année à l'intérieur des terres où se trouvaient des parcours pour leurs troupeaux. Sont-ils restés dans leurs communautés ou villages ou se sont-ils investis dans la dynamique de colonisation du Sud du Pará ? Est-ce une partie de ce groupe d'exploitants, à priori compétent en élevage, qui a fourni la main-d'œuvre aux exploitants paulistes pour monter leurs ranchs ? Est-ce une partie de ce groupe qui a constitué la clientèle, voire la force vive de la Guérilla do Araguaia ? Ce sont des questions qui mériteraient réflexion et constitueraient d'intéressants thèmes de recherche.

12.1.2 Attribution de lots pour l'agriculture familiale sur la Transamazonienne ciblée sur les Sudistes, les Nordestins et les Mineiros

Le contexte de l'attribution de terres le long de la Transamazonienne était sensiblement différent de celui du Sud du Pará, en plus du fait qu'elle se soit faite quelques années plus tard, au début des années 70. En effet, en premier lieu, la Transamazonienne n'était pas sujette à la Guérilla do Araguaia, en dehors de sa partie initiale et orientale, à la frontière entre les Etats du Maranhão et du Pará. L'enjeu du contrôle militaire et politique de la région devait à priori être

moins prégnant dans la stratégie des militaires au pouvoir à Brasília, et donc dans le programme de colonisation, même si nous l'avons vu le ce programme PIN (Plan d'Intégration National) était très carré, très militaire, peut-être aussi pour éviter toute dérive de type Guérilla do Araguaia. Ensuite, la Transamazonienne, surtout dans sa partie centrale et occidentale, était plus éloignée des pôles de développement de l'époque, localisés certes dans les arrière-pays, mais à la proche périphérie des territoires en cours de colonisation comme pouvaient l'être la région de Brasília ou la zone autour de la Belém-Brasília. Les militaires avaient donc conscience qu'il s'agissait d'une colonisation qu'il faudrait aider dans un premier temps car ne pouvant pas s'appuyer sur les réseaux de colonisation des territoires déjà développés ou en voie de structuration. De plus, la colonisation devait être de type familial, c'est-à-dire plus centrée sur la vie locale, que de type entrepreneurial avec l'intégration dans des filières nationales et internationales, comme initialement pensé pour le Sud du Pará. Enfin, la modernisation et la mécanisation de l'agriculture des années 60 précarisaient, voire excluaient du système agraire toujours plus les ouvriers agricoles pas ou peu qualifiés vivant sur les fermes avec leurs propriétaires (WANDERLEY, 2014), ainsi que de nombreux petits exploitants sans possibilité de s'adapter à la dynamique en cours. Ceux-ci venaient ainsi grossir le flux de paysans sans terre, à la recherche d'un lopin de terre pour survivre, que le gouvernement militaire était tenté de diriger vers la frontière agricole amazonienne. D'autant plus, que ces exclus constituaient un public-cible pour le mouvement contestataire de la paysannerie, déjà mentionné dans le chapitre précédent. Rappelons qui s'agissait d'un mouvement né dans les années 40, contenu par le second gouvernement Vargas, mais qui réapparaissait au milieu des années 50 notamment dans le Nordeste et qui s'étendaient à l'Etat du Goiás dans les années 60.

Il nous semble que le PIN (Plan d'Intégration National) de la colonisation de la Transamazonienne ait été conçu dans ce contexte triplement particulier d'éloignement par rapport aux pôles de développement, de structuration familiale des territoires et d'attribution de terres à des exclus de la modernisation et de la mécanisation dans les autres régions du Brésil. Et c'est dans ce contexte que seraient nés, tout au moins se seraient renforcés les stéréotypes sur les groupes de migrants de la Transamazonienne. En effet, on retrouve parmi les premiers migrants sur la Transamazonienne de nombreux petits exploitants sudistes, en provenance de l'Etat du Paraná, descendants de Gauchos, eux-mêmes descendants de migrants européens de la fin du 19^e et début du 20^e siècle, desquels les concepteurs du PIN auraient attendu leur compétence technique, en particulier en agriculture, leur approche coopérativiste de la production agricole, ainsi que leur capacité à structurer des sociétés rurales. Ce flux de migrants sudistes en provenance de l'Etat du Paraná aurait été fortement amplifié à la suite des fortes gelées, connues par cet Etat au tout début des années 70, qui auraient ruiné de nombreux petits planteurs de café les conduisant à migrer. Des très nombreux Nordestins venus sur la Transamazonienne au début des années 70, les concepteurs du PIN auraient

espéré d'une part leur capacité d'adaptation aux écosystèmes amazoniens, comme l'avaient démontré avant eux les quelques 50000 soldats du caoutchouc trente années auparavant, lors du second cycle du caoutchouc et, d'autre part, leur force de travail en lien de l'abnégation du migrant quittant sans regret sa terre natale et ayant tout à gagner sur sa nouvelle terre. Des Mineiros, les concepteurs du PIN auraient souhaité leur savoir-faire en termes de construction et fonctionnement des filières d'approvisionnement et de commercialisation, ainsi que leur sens inné de la politique locale et territoriale. Il est intéressant de noter que la mémoire populaire locale a retenu que la Transamazonienne a été colonisée par trois Nordestins fournissant la main-d'œuvre pour un Sudiste ou un Mineiro, une manière de dire que les compétences étaient dans le Sud et le Sudeste quand la main-d'œuvre venait du Nordeste.

Par ailleurs, les Mineiros, un peu à la manière des Nordestins, étaient assez proches de leurs régions d'origine, de l'ordre de quelques jours de bus, et où ils avaient gardé des attaches fortes, comme nous le verrons par la suite. Cela à la grande différence des Sudistes dont la grande majorité aurait migré en Amazonie en quasiment coupant les ponts avec leurs régions d'origine, l'Etat du Paraná pour la plupart, et l'Etat du Rio Grande do Sul, voire celui de Santa Catarina pour les autres. On retrouve ici un des caractères marquants du migrant d'origine gaucha qui part définitivement, pour se construire une nouvelle vie, sans à priori l'idée de retourner sur sa terre d'origine, ce qui le différencie encore plus du migrant pauliste qui lui reste basé dans sa terre d'origine, dans l'Etat de São Paulo et ne vient en Amazonie que temporairement et/ou sur de courtes périodes.

En conclusion sur la colonisation par l'agriculture familiale de la Transamazonienne, on peut retenir que la stratégie des militaires était avant tout de "*donner une terre sans homme à des hommes sans terre*", en jouant sur la complémentarité supposée entre les groupes de migrants, tout en cadrant le plus possible le processus par un PIN dirigiste, ainsi qu'en mettant les moyens humains, institutionnels et financiers pour que l'initiative soit un exemple de colonisation. Si cette dernière aurait relativement bien démarré, aux dires des premiers colons, avec notamment l'infrastructure routière en bon état pendant les toutes premières années et la mise en œuvre du Plan Cacao au début des années 70 pour développer une production significative à l'échelle régionale, la situation s'est rapidement dégradée en raison du manque de moyens pour la maintenance de l'infrastructure, tant celle de la piste principale que celle de ses vicinales compliquant beaucoup la vie des colons, et pour l'accompagnement aussi bien technico-économique qu'en termes de commercialisation de la production.

Concernant la focalisation de l'attribution des terres à certains groupes de migrants, il est clair que trois de nos principaux groupes, les Sudistes, les Nordestins et les Mineiros, ont été prioritaire pour obtenir des lots sur la Transamazonienne expliquant en partie le très faible nombre de colons paulistes dans la région.

Enfin, mentionnons que la Transamazonienne fut l'objet d'un nouveau fort courant migratoire à partir du milieu de la décennies 80, en provenance, comme lors de la première

phase, des Etats du Sud, du Nordeste et de ceux du Minas Gerais et du Goiás. Ces migrations des années 80 furent incitées par le développement des cultures pérennes sur la Transamazonienne, en particulier le poivre et le café venant diversifier des systèmes reposant en grande partie sur le cacao. Puis face à la crise des cultures pérennes à la fin des années 80 et le début des années 90, le secteur forestier en pleine expansion, en particulier les exploitants forestiers et les scieries pour le bois d'exportation, absorbèrent une partie du flux des migrants des régions précitées, l'autre partie a été s'installée de manière illégale sur les terres publiques situées au fond des vicinales, sans que les pouvoirs publics, entretemps redevenus démocratiques interviennent.

12.1.3 Politiques de financement spécifiques à un type de production agricole

Après avoir montré, à partir des deux cas d'études de la Transamazonienne et du Sud du Pará, comment une politique publique ciblée sur un ou plusieurs types migrants induit une différenciation entre les trajectoires, nous allons à présent voir comme une action publique ciblée sur un type de production a un effet similaire en termes de différenciation des trajectoires. Nous analyserons successivement les financements de la SUDAM pour les grandes exploitations de type latifundia, puis les financements du BASA pour la récupération des pâturages dégradés implantés sur brûlis forestier après ou non une culture annuelle, enfin les financements FNO réservés à l'agriculture familiale.

A l'origine, les projets SUDAM furent pensés par les militaires, juste après leur coup d'état de 1964, pour aider les entrepreneurs des autres régions du Brésil à investir en Amazonie, à commencer par ceux ayant reçu de vastes domaines fonciers, encore en forêt, qu'il était programmé de transformer en pâturage pour y faire de l'élevage bovin. Il s'agissait de la colonisation de l'Amazonie par la "*patte du bœuf*" (*Pata do Boi*), selon l'expression de Santiago (1972). Rappelons qu'à cette époque, tous les pays amazoniens pensaient et ont tenté de mettre en valeur leur écosystèmes forestiers amazoniens par l'élevage, à commencer par la Guyane française et son Plan Vert du premier gouvernement Chirac en 1974.

Les premiers financements SUDAM ont été destinés aux ranchs des Paulistes, ayant été les premiers bénéficiaires des attributions de terre, dès la seconde moitié des années 60, dans le cadre du programme de défiscalisation, comme nous l'avons vu précédemment. Rapidement, tout entrepreneur souhaitant investir en Amazonie pouvait compter sur un ou plusieurs financements SUDAM, tant pour l'élevage, ce qu'ont fait quelques migrants Mineiros ayant acquis de vastes terres, que pour d'autres activités comme l'exploitation forestière et la valorisation du bois ou l'agro-industrie de la viande et du lait. Les sommes financées étaient colossales, à la hauteur de la taille des ranchs, n'ont pour la plupart pas été remboursées et ont bénéficié aux Paulistes et à quelques Mineiros aisés, les seuls disposant de latifundia. Face à la gabegie des projets SUDAM et au haut niveau de non-remboursement, les pouvoirs publics

revenus entre les mains de civils, ont préféré dissoudre la SUDAM. Il en reste que les projets SUDAM furent un très gros cadeau des militaires aux grands exploitants, en particulier les Paulistes, qui par ailleurs les avaient appuyés.

Les financements du BASA pour la récupération des pâturages dégradés ont été mis en place au début des années 80 quand, face à la dégradation des prairies installées sur brûlis forestier à la fin des années 60 et tout au long de la décennie 70, les éleveurs, techniciens et scientifiques se sont rendus compte que le pâturage sous les tropiques humides, loin d'être une mine sans limite et exploitable à volonté, était un écosystème qui, pour durer, devait être géré avec des pratiques propres et surtout parcimonie. Rappelons qu'à la différence des parcours naturels exploités par les éleveurs depuis la nuit des temps, les pâturages cultivés sont assez récents, apparus au milieu du XX^e avec le début de la Révolution Verte, et de surcroît en milieu tempéré. Dans les années 60, la recherche sur les pâturages cultivés dans les tropiques humides en était à ses balbutiements, notamment pour contrôler le recru forestier particulièrement vivace.

La mobilisation de la recherche agronomique de quasiment tous les pays amazoniens a permis de mettre au point des modèles de gestion du pâturage robustes, contrôlant le recru forestier et permettant des productivités élevées. Les projets BASA étaient à priori faits pour financer la mise en place de ces modèles de gestion. L'évaluation deux décennies plus tard montre que peu d'éleveurs ont appliqué de manière rigoureuse les modèles de gestion recommandés, mais ont préféré utiliser les financements pour effectivement récupérer leurs pâturages dégradés, mais pas vraiment pour changer leurs modes de gestion, ce qui a conduit à un nouveau processus de dégradation, plus grave cette fois car impactant plus sévèrement la fertilité du sol. Ce n'est que deux décennies plus tard que la gestion des pâturages a été mise à l'agenda dans de nombreux ranchs. Quoi qu'il en soit, les financements BASA pour la récupération des pâturages dégradés a été indirectement ciblé sur les éleveurs, en particulier les plus gros, dont beaucoup avaient auparavant bénéficié de financements SUDAM pour implanter ces mêmes pâturages.

Après le retour de la démocratie et la nouvelle constitution de 1989, la Politique Nationale pour le Développement Régional (PNDR) a mis en place un instrument financier spécifique à chacune des cinq régions du Brésil, dont le FNO pour Fond constitutionnel du Nord concernant l'Amazonie. Géré par le BASA, ce FNO disposait d'un mécanisme spécifique pour l'agriculture familiale appelé FNO-E – E pour *especial*/spécial. La plupart des exploitants familiaux ont pu y avoir accès avec des réussites diverses, comme nous l'avons vu dans la description des trajectoires dans les chapitres 8, 9 et 10. Comme les autres financements, ces FNO-E avaient pour objectif d'aider l'exploitant familial à investir dans son exploitation, renforcer ses productions, diversifier ses productions, réaliser un nouveau projet agricole, etc. Malgré quelques reproches liés à l'octroi et l'administration des fonds, le FNO-E est d'une manière

générale reconnu pour avoir été particulièrement efficace et approprié dans l'appui financier à l'agriculture familiale en Amazonie.

Parmi les migrants, ce sont avant tout les Mineiros, les Sudistes et les Nordestins qui ont bénéficié des FNO-E, les Paulistes ayant déjà été bien servis par les fonds SUDAM et BASA pour la récupération des pâturages dégradés, ainsi que quelques Mineiros parmi les plus en réussite.

12.1.4 Politiques d'infrastructures et grands chantiers localisés sur une zone impactent en priorité les potentiels migrants de la zone et des zones voisines

Pour traiter de l'effet différencié sur les groupes de migrants de politiques localisées, nous nous appuyerons sur les trois cas d'études déjà présentés que sont la construction de la route Belém-Brasília, la construction du barrage de Tucuruí, puis celui de Belo Monte, et enfin la mise en service du pôle minier de Carajás.

Nous avons déjà vu que la route Belém-Brasília a été construite pour relier les régions du Centre et du Sud du Brésil au Nord, et dans une moindre mesure à l'ouest du Nordeste, considérant que la construction au préalable de la nouvelle capitale Brasília avait déjà nécessité les infrastructures routières, ferrées et/ou aéroportuaires la reliant aux principaux centres urbains et développés du littoral du Sudeste, du Nordeste et du Sud. Ainsi, Brasília apparaissait comme un pôle de développement localisé sur le Plateau Central brésilien (*le Planalto central*), au barycentre du Brésil, dans ce qui autrefois était considéré comme le cœur de l'arrière-pays ou *Sertão*, mais qui, au milieu du 19^e siècle, était en réalité dans la proche périphérie des zones développées toutes proches du littoral. Aussi, après l'implantation de la nouvelle capitale Brasília, la construction de la route Belém-Brasília constituait une nouvelle étape de l'intégration de l'arrière-pays dans la nation du Brésil, d'autant plus que, malgré son éloignement des autres grands centres urbains, Belém était la capitale de l'Etat du Pará, localisée à l'embouchure de l'Amazone et avait joué un rôle majeur dans l'histoire de la construction du Brésil depuis le 16^e siècle, en particulier à la fin du 19^e siècle et dans la première moitié du 20^e siècle avec les deux cycles du caoutchouc.

La construction de la route Belém-Brasília a engendré au moins trois types de migration. Tout d'abord, il y avait celles des personnes, pouvant éventuellement devenir colons, à priori plutôt ouvriers venus pour travailler à la construction de la route ou pour un emploi en lien avec le chantier, un peu dans la lignée des vagues de migrants qui, quelques années plus tôt, étaient venus sur le chantier de Brasília lors de la construction de la nouvelle capitale. Une partie de ces migrants étaient restés et s'étaient installés à Brasília. Les autres étaient repartis, une fois le chantier fini ou leur emploi prenant fin, soit dans leurs régions d'origine, soit sur d'autres chantiers, comme par exemple celui de la route Belém-Brasília. Ensuite, il y avait les migrants moins intéressés par un emploi sur le chantier, mais plus à la recherche d'un lopin de terre à acquérir pour s'installer, se positionnant pleinement dans la devise "*donner une terre sans*

homme à des hommes sans terre". Il y avait enfin un troisième groupe, vraisemblablement plus restreint, constitué de migrants, ayant déjà réalisé une ou plusieurs migrations et installations, en particulier dans le Goiás, éventuellement lors de la Marche vers l'Ouest, à la recherche de nouvelles opportunités foncières, comme celles dont ils avaient déjà tiré profit.

Les migrants du premier type, en provenance du chantier de Brasília, ainsi que les migrants du second type à la recherche d'une terre, étaient dans leur majorité originaire du Goiás, ou des Etats voisins du Minas Gerais et de la Bahia, et du Nordeste pour un grand nombre, comme déjà mentionné. Les migrants du troisième type, à l'affut d'opportunités foncières, avaient des origines sociales et économiques vraisemblablement plus diverses, mais venaient pour la plupart du Sudeste, principalement de l'Etat du Minas Gerais et seulement pour quelques-uns de l'Etat de São Paulo, après un éventuel passage par l'Etat du Paraná, lors de sa colonisation.

Nous avons vu que la construction du barrage de Tucuruí a démarré au milieu des années 70 et s'est étalée sur près d'une décennie. A la différence du chantier de la Belém-Brasília, la construction du barrage de Tucuruí s'est quasiment toute réalisée sur le site même du barrage. Un village, portant le nom de Tucuruí, a été construit pour recevoir les ouvriers du chantier, ainsi que leurs familles, comme un village avait été construit lors du chantier de Brasília, village qui existe toujours, porte le nom de *Vila Candango*, du nom original de la zone, et est devenu un quartier de la ville de Brasília. En revanche, comme le chantier de la Belém-Brasília, la construction du barrage de Tucuruí a nécessité un grand nombre d'ouvriers, environ dix mille comme déjà dit, dont la plupart non qualifiés. Ces emplois ont été pris pour quelques-uns par les habitants de la région, mais cette dernière était d'une part peu peuplée et d'autre part n'était pas une zone d'émigration, les terres y étant disponibles et la plupart en forêt. Un contingent modeste d'ouvriers et employés sont venus de la proche Zone Bragantine et de Belém, la capitale de l'Etat du Pará. Tout le reste de main-d'œuvre non qualifiée est venu des Etats voisins du Nordeste, en particulier de l'Etat du Maranhão, et dans une moindre mesure des régions situées plus au sud comme les Etats du Minas Gerais et du Goiás, facilement accessibles par la route Belém-Brasília. Ces régions ont également fourni une grande partie des emplois qualifiés, ouvriers spécialisés et des ingénieurs.

Lors de l'augmentation du potentiel du barrage de Tucuruí dans les années 90, la main-d'œuvre locale a été employée en priorité pour des raisons sociales et politiques, d'autant plus que contrairement à l'époque de la construction du barrage au milieu des années 70, la zone s'était peuplée, justement en raison de cette même construction. Une partie de la main-d'œuvre additionnelle est venue des Etats voisins du Nordeste ainsi que des Etats des régions situées plus au sud d'où est venue également une bonne part de la main-d'œuvre qualifiée.

Un processus migratoire similaire par certains aspects et différents par d'autres, a eu lieu lors de la construction du barrage de Belo Monte sur le rio Xingú dans la zone d'Altamira au début du 21^e siècle. En effet, la main-d'œuvre venait en grande partie d'Altamira et de ses

environs, la Transamazonienne étant colonisée depuis plus de trois décennies. Cette main-d'œuvre était constituée, d'une part, de descendants de migrants déjà installés localement avec une activité rurale et/ou urbaine, préférant un emploi salarié, même temporaire le temps du chantier de la construction du barrage. D'autre part, il s'agissait de migrants arrivés tout récemment, venus chez des parents ou amis habitant dans la zone d'Altamira, dans l'objectif d'obtenir un emploi dans la construction du barrage de Belo Monte. Comme pour le chantier de Tucuruí, de nombreux ouvriers spécialisés et ingénieurs sont venus des Etats des régions situées au Sud. Par ailleurs, le chantier du barrage de Belo Monte a donné une forte impulsion économique à toute la région d'Altamira en raison notamment des salaires dispensés, de l'approvisionnement nécessaire en alimentation et divers autres biens de consommation.

Dans le cadre du pôle minier de Carajás, le processus migratoire et le développement territorial qui a suivi sont différents pour plusieurs raisons. Tout d'abord le gisement de fer de Carajás a été découvert tôt, dès 1970 et a été rapidement mis en exploitation. Les vagues de migration en provenance des régions voisines étaient enclenchées mais n'avaient pas l'ampleur qu'elles ont prises au cours de la décennie 70 puis des deux décennies suivantes. Ensuite, le pôle minier de Carajás a dès le début été équipé de machines appropriées, nécessitant des ouvriers spécialisés et a donc fait moins appel à de la main-d'œuvre peu qualifiée. Enfin Carajás était éloigné de toute zone peuplée. Même la ville de Marabá dans le Sud-Est de l'Etat du Pará ne comptait que quelques milliers d'habitants à cette époque. Ainsi, la Carajás s'est développé un peu à la manière des villes centrées sur une industrie ou une entreprise autour de laquelle s'organise tout le développement territorial, quitte à être un peu coupée des territoires voisins aux moteurs économiques différents.

En revanche, la découverte de la mine d'or voisine de la *Serra Pelada* au tout début de la décennie 80, soit une dizaine d'années après la mise en exploitation du pôle minier de Carajás, s'est traduite par des migrations d'une ampleur exceptionnelle, tout au moins les premières années, comme indiquée dans le chapitre J précédent. Sur les dizaines de milliers de chercheurs d'or – on parle de 120000 – beaucoup sont restés peu de temps, d'autres sont restés plusieurs mois, voire quelques années. Seulement quelques-uns se sont installés définitivement, le reste à migré vers d'autres chantiers ou d'autres frontières agricoles en Amazonie. Comme mentionné dans le chapitre précédent, la *Serra Pelada* aura impacté le développement territorial de Carajás le temps que les pouvoirs publics arrivent à contrôler la situation.

Ainsi, les trois exemples de la construction de la Belém-Brasília, du chantier du barrage de Tucuruí puis celui de Belo Monte et enfin le pôle minier de Carajás montrent qu'une action publique localisée sur une zone déterminée favorisent les migrations des régions voisines de cette zone.

En conclusion, les politiques publiques, soit parce qu'elles étaient ciblées ou concernées un ou plusieurs groupes spécifiques de migrants (Paulistes dans le Sud du Pará, Sudistes sur

la Transamazonienne, financement SUDAM et BASA pour les ranchs des Paulistes et des Mineiros, FNO pour les exploitants familiaux Sudistes, Mineiros et Nordestins), soit en raison de leurs implantations géographiques (Belém-Brasília, Barrage de Tucuruí et Eldorado Carajás), ont induit une différenciation entre les groupes de migrants et, en conséquence, dans leurs trajectoires de migration. Par ailleurs, en fonction de leur nature et de leur mode opératoire, les politiques publiques ont conduit à des développements territoriaux contrastés, et donc à des migrations différenciées dans le futur, même une fois que l'action publique initiale prend fin. C'est ainsi que la construction de la Belém-Brasília a été le moteur initial, seulement quelques semaines, au plus quelques mois, du développement territorial le long de la route. Le chantier du barrage de Tucuruí a été le moteur du développement territorial de la zone qui, une fois le chantier terminé, s'est organisée avec ses propres politiques locales, mais aussi régionales et nationales en raison de l'importance du barrage. Le chantier du barrage de Belo Monte est venu renforcer le développement territorial de la région de Altamira qui était déjà une capitale régionale. Le pôle minier de Carajás est quant à lui le moteur du développement territorial de son territoire qui s'organise autour du pôle minier.

12.2 Modèles différenciés de trajectoires entre groupes de migrants

Après avoir montré comment par sa conception et sa mise en œuvre l'action publique différencie des groupes de migrants, venu le temps de présenter successivement chacun des quatre modèles de trajectoires de migration (Paulistes, Mineiros, Sudistes et Nordestins) en insistant plus particulièrement sur leurs spécificités et leurs différences par rapport aux autres modèles, et cela pour la colonisation de l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle.

12.2.1 Les Paulistes

La stratégie à la fois bien structurée et calée sur l'action publique de faire affaire en Amazonie apparaît clairement comme une des spécificités majeures du modèle pauliste. C'est ainsi que les quatre exemples présentés dans le chapitre 7 montrent des migrants issus d'une classe sociale plutôt élevée, d'une part, et ayant acquis, au préalable à leurs venues respectives en Amazonie, une ou plusieurs expériences de colonisation de terres dans les arrière-pays des Etats du Sudeste (São Paulo et Minas Gerais), ainsi que dans les Etats du Paraná et du Goiás, d'autre part. De plus, on remarque que leurs trajectoires de migration coïncident et donc tirent profit des politiques publiques successives mises en œuvre dans les territoires vers lesquels ils migrent, en particulier la colonisation de l'Etat du Paraná dans les années 30-40 puis la Marche vers l'Ouest, notamment dans l'Etat du Goiás, dans les décennies qui suivirent (Tableau 12.1). On peut penser que leur statut social et leur formation leur ont permis, plus qu'aux autres migrants, d'être mieux informés sur les politiques publiques en cours et futures, et donc d'en avoir tiré pleinement profit, tout en éventuellement les anticipant, cas

notamment de P1 et P3 dans le Sud du Pará. On retrouve un peu dans cette spécificité de savoir acquérir l'information et d'en profiter, une des caractéristiques du *bandeirante*, lui aussi pauliste, au cours des siècles précédents. Par ailleurs, on peut penser que le fait de coller à l'action publique rend le Pauliste plus sûr vis-à-vis du pouvoir en place, et donc en retour le prédispose à tirer mieux profit de cette relation particulière.

Une autre spécificité majeure du Pauliste semble être l'acquisition et le négoce de terres, si possible de vastes domaines, comme l'ont montré les pionniers P1 et P3, quitte à les revendre à peine acquises à d'autres migrants, avec une juteuse plus-value. Pour cette spécificité aussi le migrant Pauliste colle avec l'action publique, voire la devance comme avec la mise à disposition de terres publiques aux entrepreneurs paulistes investissant en Amazonie dans le cas du programme de défiscalisation mis en œuvre au début du gouvernement des militaires au milieu des années 60. On retrouve dans cette seconde spécificité une autre caractéristique du *bandeirante*, trouver et tirer profit de la richesse existante, le foncier dans le cadre du pionnier en Amazonie, ainsi que son attribution dans le cadre de politiques publiques prévues à cet effet.

Nous verrons plus en avant que le Mineiro également est un adepte du négoce foncier, mais ce dernier le met plus souvent en valeur, de surcroît avec de l'élevage, ce qui n'est pas forcément le cas du Pauliste qui investit en élevage quand il y a des financements à cet effet. On retrouve là la spécificité du Pauliste de se caler sur l'action publique pour en tirer profit.

Une autre spécificité forte du Pauliste dans sa migration en Amazonie et d'y venir, d'y faire son négoce, d'y rester éventuellement quelques temps, mais pas, en dehors de quelques exceptions, de s'installer de manière définitive. Le Pauliste repart vers son Etat de São Paulo ou un autre Etat du Sudeste où il s'est installé. Le Pauliste vient en Amazonie pour y faire ses affaires, pas pour y vivre et s'y installer. D'ailleurs, sa famille vient rarement en Amazonie, mais reste dans sa terre d'origine. On retrouve une fois de plus dans cette spécificité une des caractéristiques du *bandeirante*, celui qui vient pour exploiter une richesse puis qui repart une fois la richesse exploitée. Est-ce la raison pour laquelle on parle plus facilement de pionnier pauliste plutôt que de migrant ou colon pauliste ?

Avant la migration	<ul style="list-style-type: none"> • Esprit pionnier ou <i>bandeirante</i> • Classe sociale plutôt élevée • Formé et/ou ayant acquis une expérience préalable de colonisation • Informé sur les politiques publiques en cours et futures
Pendant la migration / installation	<ul style="list-style-type: none"> • Caler sa stratégie sur l'action publique en cours ou la devancer • Privilégier le négoce du foncier • Opportuniste, par exemple en l'élevage car il y a des prêts spécifiques • Suit ses affaires mais ne s'installe pas définitivement
Après la migration / une fois installé	<ul style="list-style-type: none"> • Reste tant qu'il y a des opportunités d'action publique à exploiter • Repart quand il n'y a plus d'opportunité ou s'il est âgé • Migre vers d'autres frontières où il y a des opportunités • Insère son acquis amazonien dans un réseau piloté du Sudeste

12.2.2 Les Mineiros

La position géographique centrale au Brésil de l'Etat du Minas Gerais lui a donné un rôle particulier dans la construction sociale, économique et politique du territoire national. En effet, cet Etat proche du littoral, mais sans côte atlantique, dispose d'un vaste arrière-pays faisant autrefois partie du Sertão. Il est à la confluence du Sudeste et du Nordeste, les deux régions historiques de la colonisation du Brésil, mais fait aussi frontière avec le Centre-Ouest objet de colonisation au milieu 20^e siècle, puis voie d'accès à l'Amazonie en venant des régions sud du Brésil. Il est relativement proche, à l'échelle du Brésil, de ses trois capitales successives, à savoir : Salvador da Bahia, Rio de Janeiro e Brasília, et a donc été traversé par les diverses voies de communication terrestre en rapport avec ces capitales. La richesse en divers minerais de son sous-sol en a fait très tôt un des creusets du développement économique de la colonie, puis de l'empire puis de la république. Enfin, et vraisemblablement en lien avec cette position centrale, l'Etat du Minas Gerais a toujours été très présent par ses leaders dans la vie politique nationale.

On retrouve dans ces caractéristiques de l'Etat du Minas Gerais, quelques-unes des grandes spécificités du modèle Mineiro, par ailleurs résumées et synthétisées dans le tableau 12.2. Tout d'abord, souvent proche d'un ou plusieurs axes routiers de la colonisation, tant du Sertão que du Centre-Ouest et plus tard de l'Amazonie Orientale, cette piste est la voie la plus pratique, quasi normale, pour qui est à la recherche d'un lopin de terre, d'une opportunité d'emploi ou de négoce, de surcroît quand de nombreux autres l'ont déjà prise. En cela le Mineiro se distingue particulièrement du Sudiste, distant de quelques milliers de kilomètres des terres d'Amazonie, et se rapproche du Nordestin dont la région d'origine juxtapose l'Amazonie Orientale. Cette proximité et cet accès relativement facile – car il n'est jamais facile de migrer – à la voie migratoire expliquerait aussi que les Mineiros soient nombreux sur les fronts pionniers d'Amazonie Orientale brésilienne. De plus, les migrants Mineiros sont d'origine socio-économiques diverses, comme le montre les trajectoires contrastées présentées dans le chapitre 8. En effet, le groupe compte des représentants dans quasiment toutes les classes de la société, ce qui le différencie des autres groupes. Cette diversité pourrait également être en lien avec la plus grande facilité de migration, en rapport avec la proximité des voies migratoires, tout un chacun étant un migrant potentiel, quel que soit son statut social ou économique.

Toutefois, pour relativiser l'importante proportion de Mineiros parmi les migrants, rappelons que nous avons réuni sous l'appellation Mineiro, non seulement les migrants en provenance de l'Etat du Minas Gerais, mais également ceux en provenance des territoires voisins, tel que le Sud du Goiás, l'Ouest de la Bahia, ainsi que les Etats de Espirito Santo et Rio de Janeiro, présentant de nombreuses similarités avec le Minas Gerais, quand une partie de leurs habitants ne sont pas tout simplement des descendants de migrants de cet Etat, comme nous avons pu le voir pour quelques trajectoires dans le chapitre 8.

Autre spécificité majeure du Mineiro sur le front pionnier et toujours en rapport avec la présence de ce lien routier, est de rester souvent en contact avec sa région d'origine, d'où il fera venir d'autres migrants, quitte à reconstruire une communauté de vie, et au-delà un ensemble de communautés, aux caractéristiques proches de celles de l'Etat du Minas Gerais, et structurant la future société locale du nouveau territoire colonisé. Cet aspect communautaire expliquerait aussi et en partie le tropisme particulier du Mineiro pour la chose politique, les communautés créées donnant une base électorale essentielle, base qui se renforcerait par la connaissance du nouveau territoire et la reconnaissance du futur élu au sein de celui-ci. Ainsi, on notera que les premiers leaders de nombreuses communes des fronts pionniers d'Amazonie Orientale brésilienne étaient souvent des Mineiros, en premier lieu en raison de l'importance numérique de ces migrants et donc du vote communautariste, mais aussi de par ce tropisme du Mineiro pour la chose publique et politique.

Le Mineiro partage ces aspects sociocommunautaires avec le Nordestin, mais se différencie de ce point de vue du Pauliste et du Sudiste, le premier, comme vu précédemment, ne s'investissant que peu ou pas dans la vie locale, étant en Amazonie pour ses affaires, le second ayant tendance à limiter sa sphère de vie sociale à sa famille proche et quelques amis, comme nous le verrons plus en avant.

Par ailleurs, le migrant Mineiro se rapproche du Pauliste par son sens des affaires et des opportunités, en particulier dans le secteur de l'élevage où le Mineiro généralement excelle, qualité qui lui est nationalement reconnue et qu'il partage dans une moindre mesure avec une partie des Sudistes et des Nordestins.

Avant la migration	<ul style="list-style-type: none"> • Riche vie sociale et communautaire • Diversité de la taille des exploitations mais peu de terre disponible • De nombreux ouvriers agricoles sans terre et leur descendance • Expérience en élevage, et plus généralement dans le négoce
Pendant la migration / installation	<ul style="list-style-type: none"> • Groupe grand par le nombre et socioéconomiquement diversifié • L'ouvrier devient patron, le petit grand, et le grand latifundio • Sens aigu de la famille, de la communauté et de la société locale • Facilité et intérêt pour la représentation institutionnelle et politique
Après la migration / une fois installé	<ul style="list-style-type: none"> • S'ancre dans le territoire quitte à ce que les fils migrent plus en avant • Sait tirer profit des opportunités d'appui et de financement • Reconnaissance sociale importante, sens de la réussite économique • Dispose de représentants dans la sphère institutionnelle et politique

12.2.3 Les Sudistes ou Gauchos

Les Gauchos ou Sudistes occupent une place particulière dans la colonisation du territoire brésilien, notamment à partir de la période impériale au 19^e siècle jusqu'à aujourd'hui, comme nous avons pu le voir avec l'expansion récente du soja. Et cela n'est pas propre au Brésil, mais vaut pour toute la partie méridionale de l'Amérique du Sud, incluant l'Uruguay, l'Argentine, le Paraguay, ainsi que la partie des terres basses de Bolivie (MORALES et al.,

2008). Dans le cas du Brésil, et comme montré dans le chapitre 9, il est plus approprié de parler de néo-Gaücho car ce n'est pas le Gaücho traditionnel qui a migré au cours du 20^e siècle dans tout le Brésil à la recherche de terre disponible pour survivre puis vivre, mais bien le néo-Gaücho descendant des migrants européens de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e siècle, et qui par ailleurs recolonise aujourd'hui, notamment avec l'agrobusiness du soja, le territoire brésilien de la pampa des Gaüchos traditionnels. Par le côté ubiquiste de sa présence sur le territoire brésilien, le Gaücho rivalise avec le Nordeste, lui aussi présent dans tout le Brésil, également à la recherche d'opportunités de survie, entre autres dans la terre.

Migrant, descendant de migrants, n'importe quel Gaücho installé aujourd'hui en Amazonie totalise dans son ascendance au moins trois ou quatre migrations successives au cours du dernier siècle et demi, et cela sur de grandes distances : migration d'Europe vers l'Etat du Rio Grande do Sul, puis très souvent vers le Paraná, puis vers l'Amazonie avec éventuellement une ou deux ou trois installations successives en Amazonie.

Comme pour le Mineiro, les caractéristiques de l'histoire familiale se retrouve dans de nombreuses spécificités du migrant sudiste qui sont résumées et synthétisées dans le tableau 12.3. Ainsi, l'histoire familiale faite de migrations successives fait que le Sudiste garde peu de liens avec les territoires dans lesquels sa famille est passée, même si une partie de la famille y est restée. Le Sudiste donne l'impression de s'installer sur la frontière laissant derrière lui les repères et souvenirs des territoires dans lesquels lui et ses ancêtres se sont installés, tout en pensant aux éventuels futurs territoires que lui ou ses enfants et/ou petits-enfants vont coloniser. Cet état d'esprit serait en partie à la vie sociale relativement simple du Gaücho, avec un cercle de relations se réduisant à la famille proche et à quelques amis, loin du modèle Mineiro et du modèle Nordeste. Allant dans le même sens, le mode de vie du Gaücho sur la frontière amazonienne est généralement simple, tant dans le type d'habitat que pour l'usage des biens de consommation. En revanche, il n'est pas économe sur les conditions de travail et l'équipement nécessaire qui ont la priorité sur les conditions de vie. Toujours dans le même domaine, il y a ce souci du Gaücho de produire pour se nourrir, d'être quasiment en autosuffisance, comme cela a été mentionné dans quelques trajectoires présentées au chapitre 9.

L'investissement du Gaücho dans la vie politique n'est pas une fin en soi, comme cela peut être le cas pour le Mineiro, mais il est l'aboutissement d'un processus d'installation centré sur l'activité économique conduisant le Gaücho à devenir un élu via des prises successives de responsabilités dans des associations et syndicats, le plus souvent de nature professionnelle.

Enfin, le Gaücho, un peu à la manière du Nordeste, apparaît comme le groupe social ayant gardé le plus ses habitudes et traditions, en particulier dans la musique, les expressions et l'alimentation, voire les ait imposées aux autres groupes sociaux.

Avant la migration	<ul style="list-style-type: none"> • Issu d'une famille de migrants, génération après génération • Faible attachement à la terre et plus à la culture véhiculée • Faible ou absence de terre disponible, nécessité de migrer • Priorité des conditions de travail sur les conditions de vie
Pendant la migration / installation	<ul style="list-style-type: none"> • Recherche de l'autosuffisance, en particulier alimentaire • Gestion des risques par la diversification et l'innovation • Profite des opportunités si en accord avec projet agricole • Acquérir de la terre est toujours une bonne option car fort potentiel
Après la migration / une fois installé	<ul style="list-style-type: none"> • Améliore ses conditions de vie mais sans excès • Recherche et prédisposition face à l'innovation • Pense à la prochaine migration pour ses enfants et petits-enfants • Léger complexe de supériorité venant d'une forte culture reconnue

12.2.4 Les Nordestins

Le Nordestin est vraisemblablement le modèle de migrant le plus important en nombre dans toute l'Amazonie brésilienne, quelle que soit la région. Rappelons que nous avons réuni sous le vocable de Nordestin les migrants en provenance de tous les Etats de la région Nordeste qui, dans une autre recherche pourraient être analysés séparément.

Nous avons vu qu'au cours de l'histoire du Brésil, les Nordestins ont à plusieurs reprises migrer vers l'Amazonie, comme ce fut le cas des petits éleveurs poussés à migrer devant l'avancée de la culture de la canne-à-sucre dans le Brésil colonial présentés au chapitre 2. Ce fut aussi le cas lors du premier cycle du caoutchouc à la fin de l'époque impériale au 19^e siècle puis lors du second cycle avec les Soldats du Caoutchouc au cours de la Seconde Guerre Mondiale. Si lors du Brésil colonial, le processus de migration avait été à chaque fois relativement focalisé sur une région déterminée d'Amazonie, lors des deux cycles du caoutchouc, c'est toute l'Amazonie brésilienne qui fut l'objet de migration de Nordestins qui par la suite se sont métissés avec les populations amérindiennes. Aussi, lors de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle, les descendants de Nordestins étaient déjà présents dans l'ensemble de l'Amazonie et constituaient une part importante de la population des villes, villages et communautés rurales.

Comme nous l'avons vu à plusieurs reprises dans cette thèse, en particulier dans le chapitre I, la terre constitue l'élément central parmi les spécificités du migrant Nordestin, par ailleurs résumées et synthétisées dans le tableau 12.4. Il y a d'abord cette terre sèche du Nordeste dont la productivité est trop faible en période de sécheresse pour nourrir sa population appelée à migrer vers d'autres terres et climats plus propices. Même si cette raison est valable, il nous semble qu'elle soit largement surévaluée, notamment par les élus, représentants locaux et autres experts, en partie pour masquer l'absence criante de politiques publiques appropriées. En effet, un des problèmes majeurs du Nordeste rural serait la question foncière avec de nombreux paysans sans terre travaillant la terre des autres ou sur des lopins de terre de taille insuffisante pour survivre, d'autant plus que le climat n'est pas des plus favorables certaines

années. De plus, ce statut foncier très inégalitaire fait qu'une grande partie des Nordestins sont habitués à travailler la terre des autres, comme ouvrier agricole ou en la louant pour une ou quelques campagnes, mais rarement pour de longues périodes. Ainsi migrer pour aller travailler la terre d'autrui ou dans n'importe quel négoce constituerait presque quelque chose de normal pour un Nordestin, alors que ce serait un statut pour le moins transitoire pour un migrant d'une autre origine. Ceci expliquerait notamment la mise en place du système d'*aviamento*, proche de l'esclavage, en Amazonie lors du premier cycle du caoutchouc. Ceci expliquerait également le fort engouement des *Soldats du Caoutchouc* lors du second cycle, dont l'espoir déçu fut d'être considérés comme de vrais soldats au service de la nation en guerre. Ceci expliquerait aussi les quelques cas d'esclavage dénoncés en Amazonie et ailleurs, au cours des dernières décennies, ainsi que les nombreux cas de situations proches de l'esclavage mentionnés dans plusieurs rapports ou que nous avons pu voir lors de nos entrevues dans des ranchs, des plantations, des exploitations familiales et même en milieu urbain dans les activités de service à la personne. Disons donc que le manque d'action politique publique appropriée serait une des raisons majeures du fort processus migratoire en provenance du Nordeste au bénéfice des zones d'immigration recevant cette main-d'œuvre bon marché et corvéable.

Une spécificité du modèle Nordestin est la forte cohésion sociale tant au sein de la famille proche que de la famille élargie et de la communauté. Araujo (1993) parle de la "*Cité domestique*" à propos d'une communauté nordestine installée sur la Transamazonienne. Cette forte cohésion est un atout pour les migrations car le Nordestin, comme les autres migrants d'ailleurs, ne migre pas au hasard. Il va là où il y a des parents, des amis, des gens de sa communauté, auprès desquels il sait qu'il pourra trouver un appui, déjà à son arrivée, mais aussi pour l'obtention d'un emploi, etc. Aussi, en plus d'aider à la migration, la forte cohésion sociale la favorise dans la mesure où pour de nombreuses familles du Nordeste, en particulier en milieu rural, la migration est la règle tant les conditions de vie sur place sont précaires, l'avenir sombre et grand l'espoir d'une migration réussie. Ainsi, peut-être plus que les autres migrants, les Nordestins ont été forcés à partir, ou plutôt se sont sentis forcés et n'ont pas forcément migré de leur plein gré avec un projet d'avenir pour son futur. Par ailleurs, la forte cohésion familiale et communautaire des Nordestins serait peut-être une des raisons ayant conduit ce groupe social à garder une part importante de ses habitudes et traditions, notamment dans la musique, les expressions et l'alimentation, voire les aurait imposées aux autres groupes sociaux, un peu comme les Gauchos.

Les Nordestins ont donc migré dans toute l'Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. Ils ont été sur tous les grands chantiers, où ils ont fourni le plus gros contingent de la main-d'œuvre non qualifiée. Ils ont été de quasiment toutes les activités minières, industrielles, rurales et urbaines, notamment dans la construction, etc.

En outre, une migration n'est pas forcément définitive pour un Nordestin, considérant qu'elle conduira à une autre migration, puis une autre, puis une autre, avant d'atteindre le graal

de la terre attribuée ou acquise ou autre, lopin de terre qui constitue un saut social gigantesque pour celui dont les ascendants sur plusieurs générations ont été obligés de louer de la terre pour survivre ou de travailler la terre des autres.

Avant la migration	<ul style="list-style-type: none"> • Forte cohésion sociale • Statut foncier précaire (sans terre ou la louant) • Conditions climatiques difficiles certaines années • Pas ou peu d'emplois permettant la pluriactivité
Pendant la migration / installation	<ul style="list-style-type: none"> • Forte demande de main-d'œuvre pas ou peu qualifiée • Tradition de migration inscrite dans la société nordestine • Toujours un proche ancien migrant installé pour accueillir • Parfois l'opportunité relativement rapide d'acquérir une terre
Après la migration / une fois installé	<ul style="list-style-type: none"> • Un emploi rémunéré est déjà un acquis important • Possibilité d'obtenir ou acquérir une terre et du financement • Possibilité de bénéficier de programmes sociaux • Toujours garder le lien avec la communauté d'origine

Une autre caractéristique du modèle Nordestin, qui ressort également des trajectoires présentées au chapitre 10, est la migration de jeunes hommes, très souvent célibataires, comme cela s'est produit au cours des vagues précédentes de migration nordestine. Il y a bien eu des migrations de familles entières, comme celle des petits éleveurs qui ont traversé le Sertão en provenance de divers Etats du Nordeste au cours des 17^e et 18^e siècle ou celle du premier cycle du caoutchouc à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. Toutefois, elles ne constituent qu'un petit nombre par rapport aux très nombreux migrants Nordestins, jeunes hommes et célibataires, venant pour un emploi sur un grand chantier ou dans un ranch ou dans un autre secteur qui se sont mariées ultérieurement dans leur communauté nordestine d'accueil ou avec de jeunes femmes qui sont venues du Nordeste pour les rejoindre et créer leurs familles.

12.3 Convergences des migrants et nouvelles différenciations des colons

Dans la session précédente, ont été décrits les quatre modèles de migrants en montrant ce que chaque modèle a de spécifique, ainsi que ce qu'il partage ou pas avec un ou deux ou les trois autres modèles. Avant cela, dans ce même chapitre 12, nous avons vu comment l'action publique peut, dans certaines conditions, amener une différenciation entre deux ou trois ou les quatre modèles de migration. Dans le chapitre J précédent, nous avons expliqué comment les politiques publiques ont fortement induit les migrations vers l'Amazonie au cours de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle, et de manière plus générale dans toute l'histoire du Brésil. Dans cette session, nous analysons l'évolution récente de ces quatre modèles, à la fois de leur convergence et de nouvelles différenciations qui apparaissent entre colons au sein des fronts pionniers amazoniens en voie de stabilisation. Pour cela, nous nous

appuierons sur les trois éléments-clés suivants : un certain mimétisme entre les groupes de migrants en lien avec le partage d'un même contexte sur un front pionnier déterminé ; la relation spécifique et particulière qu'ils entretiennent tous avec la terre ; le processus de construction de nouvelles spécificités et différenciations entre les colons ou anciens migrants stabilisés.

12.3.1 Mimétisme venant de la vie dans un même territoire en construction

Avant la migration en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, nos quatre modèles avaient évolué de manière distincte, dans des contextes bioclimatiques, sociologiques, économiques, culturels et politiques sensiblement différents. Or c'est dans la succession de ses propres contextes sur des années, des décennies, voire des siècles, que chacun des modèles s'est progressivement construit, a évolué, s'est adapté aux divers changements survenus pour arriver au modèle tel que nous le décrivons au milieu du 20^e siècle. Ainsi, on peut supposer que la vie dans un même contexte, un même territoire en construction constitue un des éléments-clés de la convergence des modèles de migrants. Précisons que ce contexte, sans être complètement le même en raison de la diversité, déjà entre les modèles, puis entre les familles au sein des modèles, est assez semblable pour tous les modèles, tout au moins pour un même front pionnier.

En effet, les conditions bioclimatiques et sont généralement les mêmes, en dehors de l'aspect pédologique qui, nous l'avons vu, peut apporter des différences notables en termes de cultures possibles et d'itinéraires techniques. Les systèmes de production sont assez proches, tout au moins les grandes techniques et pratiques mises en œuvre, même si des différences existent là aussi. À côté du secteur agricole, les modèles partagent le même environnement social, culturel, religieux, éducatif, sanitaire, etc. De plus, les migrants d'un même modèle et de différents modèles échangent entre eux, comparent leurs approches, leurs points de vue, leurs expériences anciennes et actuelles, leurs savoirs et leurs savoir-faire, leurs doutes et leurs questions sur leur situation présente et le futur. Il est donc logique que ce temps passé dans un même contexte induise un certain rapprochement des modèles, amenuise peu-à-peu une partie des différences, s'y discute les points de vue et positions propres à chaque modèle.

Avec quelques décennies de recul, on constate que l'éducation est un domaine dans lequel la convergence des modèles apparaît comme une des plus prégnantes. Les enfants des diverses familles fréquentent la même école, se socialisent ensemble, apprennent les mêmes choses, de la même manière, avec les mêmes professeurs, dans les mêmes classes, les mêmes cours de récréation, y connaissent leurs premières expériences hors familiales ou hors communautaires. Les enfants amènent à l'école une partie de leurs cultures, de leurs traditions, de leurs jeunes vécus, de leurs langages, de leurs accents, de leurs expressions. Ils en ramènent et diffusent au sein de leurs familles et de leurs communautés des bribes d'autres cultures, d'autres traditions, d'autres vécus, d'autres langages, d'autres accents, d'autres expressions.

L'effet du temps sur le rapprochement des modèles est encore plus visible à l'adolescence. En effet, l'enfance est le temps du simple apport de ses propres particularités aux autres enfants et de la simple prise de quelques bribes des particularités de ces mêmes autres enfants. Avec l'adolescence vient peu-à-peu le temps de la discussion, la confrontation, l'argumentation, la remise en cause de ses propres convictions et préconcepts, de l'acceptation raisonnée des spécificités de l'autre. Les jeunes y discutent de leurs avenir en construction, de leurs rêves et envies, de leurs projets, et cela à partir de nombreux éléments communs qui sont ceux du même contexte dans lequel ils vivent.

Le temps des premiers amours est un moment privilégié du rapprochement des modèles en raison de la plus grande disposition à écouter et comprendre l'autre. Il est curieux de constater que dans les premières années d'un front pionnier, les relations d'amitié, et à plus fortes raisons les mariages, se font au sein des modèles. Puis, peu-à-peu, avec le temps, vient le temps des relations d'amitié et les mariages entre les modèles.

Comme mentionné précédemment, l'agriculture est un autre secteur dans lequel se discutent, se confrontent, se comparent, s'échangent les savoirs, et donc où se rapprochent les différents modèles. La raison en est la même que dans le domaine de l'éducation. Les migrants des différents modèles sont placés dans le même contexte d'un point de vue bioclimatique avec les mêmes saisons de cultures, plus ou moins la même pluviométrie, les mêmes cadres et contraintes technico-économiques, plus ou moins les mêmes financements, etc. Il y a certes des différences entre les techniques et les pratiques - prises au sens de la mise en application de techniques. Mais c'est justement cette diversité dans les techniques et les pratiques qui suscitent les échanges entre migrants d'un même ou de différents modèles. De plus, la vie et la représentation socioprofessionnelle au sein des syndicats, des associations et autres formes d'activités motivent les migrants à s'ouvrir aux autres modèles, à sortir de leurs propres modèles respectifs. Prendre une charge d'élu ou de représentant dans un syndicat ou une association n'est pas uniquement pour défendre les intérêts de son groupe, même s'il s'agit d'une part importante de la fonction. Il en est de même pour les migrants devenant techniciens au sein d'institutions d'appui à l'agriculture ou autres. Leurs fonctions ne se limitent pas à l'appui aux seuls migrants originaires de leurs régions, mais bien à l'ensemble des migrants toutes origines confondues.

La vie sociale, en particulier les activités culturelles, est encore un autre domaine dans lequel s'opèrent des échanges entre les familles de migrants d'origines, de traditions et de cultures différentes, parfois proches mais aussi distantes. Il est intéressant de constater qu'après quelques décennies apparaissent des éléments culturels issus du métissage de deux ou trois cultures. C'est notamment le cas dans la musique et dans l'alimentation. C'est aussi le cas pour le CTG (Centre de la Tradition Gaucha), lieu associatif d'origine gaucha pour les activités culturelles de ce groupe. En parallèle, le CTG est un lieu de convivialité où passent tous les matins ou régulièrement, les notables du village sous le prétexte de boire un maté,

mais aussi et surtout pour s'informer, et éventuellement discuter, des nouvelles du jour dans le village. Sur les fronts pionniers, quasiment tout village où il y a des migrants Gauchos a son CTG qui n'est pas fréquenté uniquement par des Gauchos, mais bien par tous les habitants qui le souhaitent.

Par ailleurs, nous avons vu que les Mineiros ont une prédisposition pour la vie publique et que de nombreuses communes ont eu un Mineiro pour premier maire. Les Gauchos sont moins attirés par la représentation électorale au sein de la cité. Pourtant certains franchissent le pas et assument des mandats électifs conscients pour beaucoup d'entre eux de passer d'un projet individuel ou de quelques familles à un projet commun pour le village et son territoire comme l'a bien expliqué le Sudiste S2 dans le Chapitre 9. Les Nordestins ont une position intermédiaire entre les Mineiros et les Sudistes. Quant aux Paulistes, ils ne s'investissent que rarement dans la vie publique si ce n'est pour faire avancer leurs propres affaires. Rappelons qu'ils ne sont que temporairement et par périodes sur les fronts pionniers, continuent à vivre dans leurs régions d'origine, à y avoir leurs relations sociales, à y voter, ce qui est un témoignage de leur non-installation permanente sur les fronts pionniers, en dehors de quelques exceptions comme déjà mentionné.

Ainsi, le partage de la vie sociale, économique, culturelle sur un front pionnier conduit à un certain mimétisme entre les groupes de migrants et donc à leur convergence vers un modèle combinant diverses caractéristiques des modèles initiaux. Ce modèle combiné concerne tant les Nordestins que les Mineiros et les Sudistes, les Paulistes restant quant à eux sur des installations temporaires et professionnelles sur les fronts pionniers, tout au moins en Amazonie Orientale.

12.3.2 Une relation à la terre à la fois spécifique et partagée par tous les migrants

Parallèlement à la vie nouvelle sur un front pionnier, dans un même contexte et un même territoire en construction, les migrants des différents modèles, les Paulistes inclus, partagent quasiment tous une relation spécifique à la terre, comme nous l'avons déjà vu à plusieurs reprises au cours des chapitres précédents et que nous allons maintenant synthétiser.

Tout d'abord la question foncière est ancienne au Brésil. Nous avons vu qu'elle était déjà très présente dans le Brésil colonial, avec notamment les attributions de terre par la couronne portugaise aux capitaineries et aux sujets méritants et/ou intéressés, ainsi que par les *sesmarias*. Elle était centrale dans les divers conflits fonciers, comme ceux en lien avec le système quasi féodal mis en place par les *coronéis* ou ceux qui ont conduit à l'expulsion des petits éleveurs nordestins face à l'expansion de la culture de la canne pour approvisionner l'Europe en sucre. La terre était aussi au cœur de la logique des *bandeirantes* cherchant à l'accaparer pour les exploiter ses richesses. La période impériale n'a pas été en reste avec les attributions aux militaires méritants de vastes domaines fonciers sur les frontières de l'empire en vue de les sécuriser. De même, nous avons vu que les premières colonies européennes, en

particulier allemandes, ont vu le jour dans les années qui ont suivi l'indépendance au début du XIX^e, puis le processus s'est intensifié tout au long du siècle pour prendre une ampleur jamais égalée à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle. Bien que la question foncière ait toujours été une caractéristique propre au monde rural, elle fut aussi extrêmement présente en milieu urbain, en particulier à partir de la fin du 19^e siècle avec, d'une part, l'afflux des anciens esclaves ne voulant pas rester sur les exploitations les ayant exploitées et, d'autre part, l'afflux de main-d'œuvre pour substituer ces mêmes esclaves mais aussi pour fournir la main-d'œuvre à l'industrie naissante au Brésil, plus spécialement dans les Etats de São Paulo, Rio de Janeiro et du Rio Grande do Sul.

Par ailleurs, dans la première moitié du 20^e siècle, la *Marche vers l'Ouest* de l'*Estado Novo* du Président Getúlio Vargas n'était ni plus ni moins que l'occupation des terres des arrière-pays, à l'époque considérées comme "vierges" et improductives, en vue de les intégrer aux territoires du littoral déjà structurés et d'en exploiter les richesses du sol et du sous-sol, préfigurant ce que serait la colonisation de l'Amazonie quelques décennies plus tard. En effet, avec cette dernière, nous avons vu au cours des chapitres précédents se dessiner plusieurs types de demandes en termes de foncier, demandes résultant souvent de la combinaison de plusieurs facteurs, et émanant de divers types d'acteurs.

Parmi ces acteurs, il y a le cas du fils d'une exploitation familiale dont la terre ne pouvait pas ou difficilement faire vivre une famille supplémentaire. Il n'arrivait pas à obtenir une terre à proximité ou dans sa région. Il souhaitait le plus souvent rester dans l'agriculture pour une ou diverses raisons. La migration s'est peu à peu imposée comme une solution, ainsi qu'une opportunité pour un éventuel projet agricole. Ce cas est celui des Mineiros M1, M2 et M3 dont les trajectoires de migration en Amazonie sont décrites dans le chapitre 8. Entrent également dans ce cas, les Nordestins et les Sudistes dont les migrations sont fortement sous-tendues par la possibilité d'obtention d'une terre, comme le montre respectivement les trajectoires de N11, N12, N13, N14 décrites dans le chapitre 10, et les trajectoires de S2, S3, S4 décrites dans le chapitre 9.

Un peu dans la même lignée, il y avait le projet familial qui, face au manque de terre pour installer les enfants, voyait dans la migration l'opportunité de se construire une nouvelle vie, un nouveau projet agricole, ailleurs, éventuellement loin de sa région d'origine, d'autant plus aisément que les enfants représentaient un fort potentiel en termes de main-d'œuvre. Ce fut le cas typique de la famille du Mineiro M6, et dans une moindre mesure les cas de M4 et M5, dont les trajectoires sont décrites dans le chapitre 8. Ce fut également le cas des Sudistes S1, S5, S8 et S9 décrites quant à elles dans le chapitre 9.

Parmi les candidats à la migration, on trouve un grand nombre de Nordestins qui ont été contraints de migrer pour leur survie et celle de leurs familles, afin de trouver un emploi qui n'existe pas dans leurs régions d'origine, puis dans un second temps, à moyen ou long terme ou jamais, éventuellement trouver une terre qui assurerait la base de leur survie. Pour ces

migrants la question foncière, tout en étant centrale, n'était pas la priorité à résoudre car, souvent d'origine sans terre, la terre reste pour eux le graal auxquels ils n'osent même pas rêver. Ce cas fut ceux des Nordestins de N1 à N10.

Il est intéressant de noter que peu de migrants Nordestins ont dit avoir migré pour des raisons climatiques, en raison de la sécheresse ou de sécheresses récurrentes dans leurs régions d'origine. Seul N15 a mentionné ce point. Ainsi les migrants Nordestins partiraient plus pour leur survie, celle-ci semblant plus liée au manque de terre ou à la petitesse de la terre par rapport aux besoins de leurs familles respectives. Certains ont même mentionné la migration comme unique salut, de surcroît pour plusieurs générations de Nordestins, sans parler pour autant d'éventuelles conditions climatiques difficiles. Cela contraste fortement avec les discours scientifiques, institutionnels et politiques mettant en avant la sécheresse comme principale raison de la migration des Nordestins, alors que pour les premiers concernés ce serait avant tout une question d'ordre foncier.

La littérature parle également beaucoup des migrations vers l'Amazonie en lien avec la modernisation et la mécanisation de l'agriculture dans le Sud et le Sud-Est du pays, et en conséquence la concentration foncière conduisant à l'expulsion de nombreux petits agriculteurs. Comme précédemment, peu de migrants en ont parlé, aucun dans notre échantillon de trajectoires. Serait-ce que cette expulsion, qui semblait bien réelle, prenait plus la forme de l'impossibilité de s'adapter à un nouveau contexte, celui de la modernisation et de la mécanisation, contexte dans lequel la vente du lopin de terre apparaissait comme une bonne opportunité, d'autant plus qu'avec la concentration foncière, le prix du foncier avait souvent augmenté ?

Il y a enfin l'opportunité foncière des Paulistes, tout d'abord les premiers colons, comme l'ont montré les trajectoires de P1 et P3 qui ont fait du courtage foncier pour les migrants qui ont suivi, à savoir les entrepreneurs paulistes ayant reçu de vastes terres dans le cadre du programme de défiscalisation en contrepartie d'un investissement en Amazonie. Il y a également quelques Mineiros ainsi que quelques Sudistes, tels M7, M8 et M9, S6 et S7, dont la question foncière n'était pas forcément le principal motif de migration mais qui y sont venus en raison de la bonne opportunité qu'il y avait à acquérir de la terre, ainsi que les financements pour la mettre en valeur.

En conclusion, qu'ils soient venus en Amazonie à la recherche d'une terre qu'ils n'arrivaient pas à acquérir dans leurs régions d'origine, qu'ils aient fui leur terre qui ne leur permettait pas pour une ou plusieurs raisons de survivre et/ou de réaliser leurs projets, qu'ils aient été exclus de leurs terres par la modernisation de l'agriculture et la concentration foncière, qu'ils aient été motivés par l'opportunité de s'enrichir en capitalisant notamment dans le foncier, quasiment tous les migrants voient dans la terre un élément central de leur migration, tant pour les inciter à migrer que pour tenir face aux difficultés de l'installation ou à l'heure de l'évaluation de la migration.

Même si la question foncière apparaît comme un élément central de la migration, mais aussi de l'action publique dans le cas de la colonisation de l'Amazonie, et d'une manière plus générale dans l'histoire du Brésil, mentionnons que l'acquisition de terres n'a pas été la seule voie de réussite des migrants comme l'ont montré plusieurs trajectoires centrées notamment sur le commerce et l'exploitation forestière, d'autres opportunités des fronts pionniers amazoniens, mais aussi les services et les institutions, en particulier politiques. Toutefois dans un second temps, la terre constitue souvent un facteur de capitalisation des revenus de ces réussites en marge du foncier, un peu à la manière des migrants nordestins partis travailler sur des chantiers en Amazonie, qui capitalisent leurs économies dans quelques hectares, ces derniers représentant bien plus à leurs yeux qu'un simple lopin de terre.

12.3.3 Retour sur le processus migratoire en Amazonie et au Brésil

La convergence des modèles de migration une fois installés sur les fronts pionniers, ainsi que l'acquisition de terre en tant qu'élément central de la migration en Amazonie, et d'une manière plus générale dans toute l'histoire du Brésil, pousse à s'interroger sur le processus migratoire dans son ensemble. Plus particulièrement, en quoi les modèles de migration tels que nous les avons décrits sont-ils si différents face au processus migratoire centré sur l'acquisition de terres et impulsé par l'action publique ? En d'autres mots, la migration, dans ses dimensions politique, sociale, macro et microéconomique, culturelle, ne serait-elle pas tout simplement et dans un premier temps, un processus agrégeant et uniformisant les différents modèles puis, dans un second temps, faisant émerger de nouveaux modèles se différenciant plus sur la réussite socioéconomique de la migration, les différences initiales entre modèles n'apparaissant plus que comme un effet palimpseste au bout de quelques décennies ?

Cette hypothèse est argumentée par le retour concomitant sur, d'une part, l'histoire des migrations au Brésil sous l'effet des politiques publiques, telle que présentée dans la première partie de la thèse, ainsi que, d'autre part, les trajectoires de migrations décrites dans la seconde partie de la thèse. En effet, les migrants des différents modèles passent tous par au moins cinq phases suivantes relativement semblables lors de leurs respectifs processus migratoires. Pour cette analyse, nous nous appuyeront sur la littérature existante, sur les entretiens de migrants et de porteurs d'enjeux réalisés pendant notre recherche, sur les rapports d'entrevues à partir desquels ont été présentées les trajectoires.

La première phase est celle de la politique publique ou de l'ensemble des politiques publiques pensées pour ou avec des migrations et ayant effectivement conduit à des migrations comme voulues ou de manière différente. Cette phase apparaît souvent comme antérieure au processus migratoire de chacun des migrants, comme par exemple le migrant sudiste qui s'installe sur la Transamazonienne au cours de la seconde phase, au milieu des années 80, quand le plan de colonisation s'est mis en place une douzaine d'années plus tôt. Cette phase peut aussi être concomitante à la migration, voire postérieure, comme par exemple le migrant

nordestin qui, partant s'installer sur une terre dans le Sud du Pará, saisit l'opportunité de travailler sur le chantier du barrage de Tucurí. C'est également l'exemple du migrant mineiro installé dans une colonie de Paragominas qui se maintient sur sa terre grâce à l'appui d'un financement FNO-E. Cette première phase est la confirmation de notre première hypothèse concernant l'impact des politiques publiques sur les migrations.

La seconde phase est l'initiation du processus migratoire dans la tête du migrant ou de sa famille. Il y a pour tous un moment clé où il ou elle se dit : la migration, pourquoi pas moi ou nous ? La formulation claire de cette question se fait progressivement, met du temps à se construire dans la tête du potentiel migrant. Elle peut prendre de quelques mois à plusieurs années et dépend de plusieurs facteurs, dont principalement l'urgence de la situation présente. De plus, elle prend en compte le contexte de chacun, en particulier les antécédents familiaux en termes de migration, ceux des Nordestins ayant fourni les grandes vagues de migrants vers l'Amazonie depuis plusieurs décennies, des Sudistes dont les familles ont connu plusieurs migrations depuis l'Europe à la fin du 19^e siècle, des Mineiros avec l'occupation de l'Etat du Goiás, des Paulistes avec leurs antécédents *Bandeirantes*, la colonisation de l'Etat du Paraná, puis la *Marche vers l'Ouest*. Il y a également la présence de migrants récents dans la famille, chez des proches ou au sein de la communauté. Il y a aussi les diverses informations qui circulent sur la situation des migrants connus, de même de ceux qui parlent d'opportunités d'emplois ou de terres, la propagande publique, etc. L'idée de la migration avance dans la tête du potentiel migrant avec la formalisation des avantages de la migration, la construction des raisons, la combinaison de ces raisons. La migration est encore du domaine de l'imaginaire mais alors qu'elle était la réalité d'autrui, elle devient progressivement le possible devenir du migrant.

La troisième phase est celle du transfert de la région d'origine vers le nouveau territoire en incluant la préparation de la migration ainsi que les premiers temps de l'installation effective dans ce nouveau territoire. Dans cette phase, la migration passe peu à peu de l'imaginaire à la réalité pour le migrant qui présente un intérêt particulier pour ce qui touche à la migration, ce que les gens en disent, surtout ceux qui l'ont fait. Sa propre migration commence à être une réalité avec ses bribes d'étapes, ses brouillons de scénarios avec comme résultat une idée fixe dans la tête. Puis tout s'enchaîne rapidement. Les contacts ne sont plus pour s'informer mais pour former, pour prévoir et construire les scénarios qui prennent de plus en plus forme, une éventuelle visite sur le lieu de migration à priori choisi, sachant que le migrant ne part pas n'importe où, mais bien pour rejoindre une famille, des proches une communauté, comme l'indique TOURRAND *et al.* 2013. Dans certains cas, la préparation de la migration est préparée par d'autres personnes que le migrant comme quelques cas décrits dans les trajectoires, en particulier du chapitre 10 sur les Nordestins. Enfin arrive le départ, seul ou avec son épouse, éventuellement ses enfants, vers le nouveau territoire et sa future terre et/ou communauté dans laquelle le migrant s'installera.

La quatrième phase est l'installation sur le front pionnier et la mise en place de la vie telle qu'elle est décrite dans les trajectoires. Pour le migrant s'installant en milieu rural, il y a en général les trois étapes successives que sont :

- i. La première année ou la seconde année, après la prise de possession du lot attribué ou envahi, est faite la coupe puis le brûlis de la végétation sur une petite surface, de l'ordre de quelques hectares, pour la mise en place de la première culture vivrière, généralement un riz, parfois un maïs si c'est une forêt secondaire. Parallèlement, la construction de la maison, s'il n'y en a pas une, sera faite avec le bois récupéré pendant la coupe. Avant cela, le migrant loge dans une famille de la communauté ou sous un abri près de sa culture. Une partie de la récolte est gardée pour assurer l'alimentation de la famille et de la basse-cour jusqu'à la prochaine récolte. L'autre partie de la récolte est vendue pour équiper la maison, faire venir la famille si elle n'est pas encore venue. S'il reste des fonds, ils permettront d'acquérir une ou deux vaches qui pâtureront sur la prairie implantée directement au sein de la culture avant la récolte. L'alternative est d'acquérir les intrants nécessaires pour planter une culture pérenne (cacao, poivre ou café) sur la terre déforestée si le sol est propice, et si cette culture fait partie de la stratégie.
- ii. Le processus se répète à peu près à l'identique pendant un, deux ou trois ans, ce qui permet d'avoir une exploitation agricole basée sur une culture de rente, éventuellement deux ou trois, et/ou un petit capital sous forme de cheptel, les cultures vivrières continuant d'assurer la sécurité alimentaire de la famille. La part gardée sert à l'alimentation de la famille, la part vendue permet d'acquérir les biens et les services nécessaires à la famille. C'est au cours de cette étape qu'ont lieu les premiers abandons, les premiers retours vers la terre d'origine pour les migrants ou les familles de migrants n'arrivant pas à s'adapter au nouveau contexte ou faire face aux diverses difficultés d'installation. Leur nombre est difficile à évaluer. Walker & Homma (1996) les évaluent à environ 30-40% du nombre total de migrants dans le cas du front pionnier de la Transamazonienne. Concernant le Sud du Pará, Veiga (et *al.*, 2004) montrent que de nombreux migrants, notamment en milieu urbain, acquièrent des lots ruraux en participant à des invasions, les mettent en culture un ou deux ans, puis les revendent faisant ainsi une petite opération financière.
- iii. Après quelques années, la famille de migrant est établie, s'est insérée dans la communauté, les enfants vont à l'école, les conditions sont encore difficiles mais plus supportables. La vie sociale s'organise avec des activités religieuses, sportives et culturelles. Les départs sont moins nombreux mais existent toujours. Cela concerne surtout les communautés les plus reculées dont les familles souffrent de l'éloignement et veulent se rapprocher des pôles urbains pour de multiples raisons. Parmi ces dernières, on note l'opportunité d'être pluriactif, la proximité du collège pour les adolescents, un meilleur accès aux soins et autres services, etc. Concernant les échecs de migration à proprement parlé, Ferreira (2001) a identifié plusieurs facteurs interagissant dont la maladie, en particulier les

malarias successives et mal soignées qui invalident fortement, la dépression souvent en lien avec un problème d'alcoolisme, les affaires de couple menant à la séparation et/ou au divorce. A l'opposé, parmi les facteurs favorisant, la même auteure mentionne la stabilité du couple, un peu comme si à deux on est toujours plus fort qu'individuellement. Il y a également la force de travail que représente un, deux ou plus adolescents et jeunes adultes dans la famille lors de l'installation, comme dans le cas de M6.

La cinquième phase intervient après une douzaine, une quinzaine, voire une vingtaine d'années sur un lot de terre attribué, acheté ou envahi, deux ou trois pour ceux qui ont changé ou sont venus s'installer dans les centres urbains. Le front pionnier s'est stabilisé avec une situation foncière peu à peu régularisée ou en voie de l'être. Les communautés sont devenues accessibles toute l'année, tout au moins celles proches des pôles urbains dotées de pistes dont la maintenance est réalisée par la commune. Les communautés sont aussi quasiment toutes électrifiées, disposent d'une école primaire pour les plus jeunes enfants et d'un bus de ramassage scolaire journalier pour les adolescents qui vont au collège. Elles ont aussi un centre de soins de première nécessité et la commune a son hôpital. La vie ressemble beaucoup à ce que le migrant a quitté dans sa région d'origine pour venir en Amazonie.

Les années et décennies passant, la diversité entre les familles concerne moins l'origine que le statut économique et la position sociale que les migrants ont acquis dans la société locale. C'est ainsi que de petits exploitants familiaux sont restés de petits exploitants familiaux, d'autres sont à la tête d'exploitations plus grandes par l'achat d'un, deux ou plusieurs lots voisins, d'autres sont devenus commerçants, d'autres sont entrés dans l'administration locale, d'anciens ouvriers agricoles sont à la tête de petits ranchs, de grands pour certains.

Les exploitants les plus âgés prennent la retraite, 55 ans pour les femmes, 60 ans pour les hommes. Depuis le début du 21^e siècle, ils bénéficient d'une pension, certes modeste, d'un montant d'un salaire minimum, soit de l'ordre de grandeur de leur revenu d'agriculteur familial. Certains continuent d'exploiter leurs terres, la pension de retraité permettant d'améliorer le budget de la ferme. D'autres cèdent leur terre à un ou deux de leurs enfants. Ils restent vivre et travailler sur la ferme ou partent vivre en ville, la pension de retraite leur permettant de survivre, d'autant plus qu'ils sont en couple. De plus, l'entrée régulière de fonds sur leur compte en banque due au versement mensuel de la pension leur permet de pouvoir plus facilement contracter un prêt pour l'acquisition d'un logement, d'un moyen de transport, de biens d'équipement, etc.

Selon les cas et les diverses opportunités, les enfants sont soit restés sur l'exploitation ou ont acquis ou obtenu leurs propres lots pour créer leurs propres exploitations, soit sont partis travailler en ville, soit ont migré vers d'autres fronts pionniers, soit se sont formés et sont partis occuper un emploi localement, dans la région ou en dehors. L'origine de leurs parents semble moins prégnante dans leurs trajectoires respectives, à plus fortes raisons celles de leurs grands-parents. Quelques habitudes et traditions perdurent, comme par exemple boire le maté

pour les descendants de Gauchos, mais la plupart avec le saut générationnel pour ne devenir que du folklore lors d'une visite à la maison familiale pour un weekend ou des vacances.

L'évaluation de la migration ne semble pas d'actualité. L'a-t-elle un jour été ? La question "si c'était à refaire ?" ne se pose pas en ces termes. La comparaison, quand comparaison il y a, porte plus sur la situation telle qu'elle est devenue sur le front pionnier et telle qu'elle est devenue dans la région d'origine. On sait peu de choses sur ce que sont devenus les parents, les proches, les voisins, ceux qui n'ont pas migré, ceux qui sont restés. Il y a surtout chez l'ancien migrant le sentiment, la fierté d'avoir tenu, d'avoir évité les pièges de la migration et de l'installation sur le front pionnier. Le fait d'avoir eu de la chance face aux aléas de la vie revient également beaucoup. Il y a aussi de l'empathie pour ceux qui n'ont pas tenu, et d'une manière générale n'ont pas l'impression d'avoir réussi leur migration, ou qui ont placé la barre trop haute, qui n'y sont pas arrivés et en sont frustrés. Enfin, il y a les manques auxquels il a fallu faire face, notamment en termes de politiques publiques sans rappeler les nombreuses mesures qui ont permis de réussir l'installation.

Conclusion

L'omniprésence des politiques publiques dans le processus migratoire en Amazonie, et d'une manière plus générale au Brésil, a été démontré dans le chapitre J précédent. Nous avons également montré que, tout au long de l'histoire du pays, plusieurs politiques publiques ont cherché à sécuriser le territoire et/ou l'agrandir pour en exploiter les richesses du sol et du sous-sol, profitant des vagues successives de migrants, ces derniers cherchant, d'une manière ou d'une autre, de la terre disponible à occuper pour survivre, s'installer ou s'enrichir. Dans ce chapitre 12, nous avons vu qu'en raison de leur localisation géographique et de leur focalisation sociale, quelques-unes des politiques amazoniennes de la seconde partie du 20^e siècle ont influencé de manière différenciée les groupes de migrants. Les migrants en provenance du Nordeste ont reproduit en Amazonie plusieurs décennies et quelques siècles plus tard ce que leurs ancêtres y avaient fait, et cela pour des raisons assez semblables, à commencer par une logique de survie grâce à un emploi et/ou exploitant une terre disponibles. Tout comme les *Bandeirantes* du Brésil colonial et impérial, quelques Paulistes sont venus faire affaire en Amazonie au travers de stratégie foncière et d'exploitation des ressources naturelles du sol et du sous-sol. Poursuivant la trajectoire migratoire de leurs ascendants européens installés dans le Nord du Rio Grande do Sul, de nombreux Sudistes ont migré vers l'Amazonie à la recherche d'une terre disponible pour s'installer et construire de nouveaux territoires comme les gouvernements brésiliens successifs l'attendaient de leur groupe social. En tant que voisins, les Mineiros, ainsi que leurs proches de la région du Sudeste ont profité de la proximité géographique de l'Amazonie Orientale brésilienne pour y migrer, beaucoup suivant des logiques similaires aux Nordestins, de nombreux à la manière des Gauchos et quelques-uns comme les Paulistes. Chacun des quatre groupes sociaux, Nordestins, Sudistes, Mineiros et

Paulistes, est arrivé avec son histoire, sa culture, ses habitudes et traditions façonnées par quelques ou plusieurs décennies de vie commune dans leurs régions d'origine respectives. Cependant, au bout de quelques années, le partage d'un même contexte naturel de front pionnier à coloniser et d'un nouveau territoire socio-économique brésilien à construire a conduit à une progressive convergence de ces deux, trois ou quatre différents groupes de migrants vers un modèle hybride résultant de la combinaison des différents modèles présents dans la zone géographique concernée. De plus, la recherche de terre disponible par les migrants, sur laquelle reposent les politiques gouvernementales successives d'occupation et de mise en valeur de nouveaux territoires, apparaît de plus en plus comme le nerf de la guerre de la colonisation et du processus migratoire qui en découle.

Aussi, si la confirmation de notre première hypothèse de recherche, à savoir : *les politiques publiques ont fortement influencé les migrations vers l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle*, apparaît évidente, nous ne sommes pas en mesure de confirmer ou d'infirmer la seconde hypothèse, à savoir : *l'impact majeur de ces politiques publiques sur la différenciation des groupes sociaux*. En effet, d'un côté, quelques-unes de ces politiques publiques se sont, selon les cas et dans une certaine mesure, appuyées et ont donc renforcé les différences entre les groupes sociaux, quand d'un autre côté, ces mêmes politiques publiques ont conduit à la convergence des groupes sociaux vers un modèle hybride en les forçant à s'adapter au contexte de front pionnier et en les conduisant à construire ensemble de nouveaux territoires au sein desquels ces mêmes groupes sociaux se recombinaient.

Conclusion de 2^e partie

Cette seconde partie a donc présenté quelques trajectoires des groupes de migrants dans nos trois terrains d'études localisés dans l'État du Pará en Amazonie Orientale brésilienne, lors de la colonisation de la seconde moitié du 20^e siècle. Les chapitres 7, 8, 9 et 10 décrivent respectivement les trajectoires des Paulistes, des Mineiros, des Sudistes et des Nordestins. Chaque groupe a ses propres spécificités, ses attentes et ses pratiques en matière de processus de migration qui déterminent fortement les trajectoires, comme nous avons pu le voir tout au long de cette partie. Les trajectoires de migration sont également sous l'influence de divers facteurs spécifiques à un ou deux groupes, ou communs à tous les groupes, facteurs tels que les opportunités, les aléas de la vie mais aussi les politiques publiques.

Avant d'aborder successivement les trajectoires des différents groupes, le Chapitre 6 traite du passage de l'Amazonie des fleuves à l'Amazonie des routes. Une fois construites, les routes n'ont pas pour autant complètement remplacé les fleuves, mais elles ont ouvert de nouvelles voies d'accès tout en accélérant le transport des biens et des personnes et en constituant des réseaux de communication centrés sur les villes autour desquelles s'est concentré le développement territorial de l'Amazonie issue de la colonisation. En d'autres termes, les pistes puis les routes, en particulier les plus grandes, ont offert de plus grandes possibilités et opportunités de migration que toutes les initiatives limitées aux voies fluviales avaient offert jusqu'à présent.

Le Chapitre 7 montre que les pionniers paulistes, ceux ayant migré en Amazonie au début des années 60, étaient à la recherche d'opportunités, en premier lieu foncières, telles que celles dont ils avaient su au préalable tirer profit lors de la colonisation des États du Paraná et du Goiás au cours de la Marche en Avant, soit une, deux ou trois décennies avant la colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle. Après ces pionniers, une fois la colonisation officielle lancée par les militaires ayant pris le pouvoir à Brasília, les entrepreneurs paulistes ont quant à eux utilisé le territoire amazonien pour développer leurs entreprises profitant d'une conjonction de facteurs qu'ont été les vastes attributions foncières, les substantielles incitations fiscales et les financements publics pour s'installer sur les fronts pionniers. Par ailleurs, quasiment tous les Paulistes, pionniers et entrepreneurs, ont gardé des liens forts avec leurs régions d'origine, notamment leurs réseaux leur permettant accéder aux diverses institutions publiques et privées en charge de la politique brésilienne. Les Paulistes constituent donc d'un groupe particulier et peu nombreux de migrants, qui ont été les premiers bénéficiaires des programmes de la colonisation, qu'ils ont su anticiper face aux politiques publiques d'occupation du territoire, dans certaines situations en choisissant en détail les superficies occupées. De plus, à quelques exceptions près, ils ne se sont pas installés de

manière définitive en Amazonie, y séjournant seulement pour superviser l'activité de leurs entreprises, ainsi que leurs divers investissements.

Les Mineiros, dont les trajectoires sont présentées au Chapitre 8, constituent le groupe de migrants le plus hétérogène à la fois d'un point de vue de l'origine géographique et de la situation économique des familles avant la migration. Au-delà de cette hétérogénéité, les Mineiros ont en commun plusieurs caractéristiques d'autant plus intéressantes qu'ensemble elles les différencient des autres groupes. Une de ces premières caractéristiques est d'avoir migré pour acquérir de la terre pour les sans-terre et plus de terres pour ceux qui étaient déjà propriétaires, afin de tenter de faire mieux vivre leurs familles, notamment pour pouvoir installer leurs enfants sur leurs propres terres. Une autre caractéristique des Mineiros est de garder un fort lien avec leurs régions d'origine, ce qui est plus simple que pour les autres groupes en raison de la plus grande proximité géographique. Une autre caractéristique que les Mineiros partagent avec les Nordestins est l'importance de la vie communautaire qui régit les trajectoires de migration, du départ de la région d'origine à l'installation sur le front pionnier puis, une fois installé, à l'accueil des nouveaux migrants. En lien avec la vie communautaire, les Mineiros, généralement plus que les migrants des autres groupes, hésitent moins à investir les fonctions représentatives et électives au sein de la nouvelle société en construction sur les fronts pionniers. Enfin, l'élevage est une activité quasiment toujours significative pour les Mineiros en milieu rural.

Le Chapitre 9 présente les trajectoires des Sudistes ou Gauchos, que nous devrions dénommer néo-Gauchos car descendants des familles européennes arrivées dans le Sud du Brésil au 19^e siècle et au début du 20^e siècle. Ces Sudistes sont connus et reconnus au Brésil comme l'archétype du groupe de migrants, allant jusqu'à devenir le *bandeirante* du Brésil moderne. Les Sudistes auraient ainsi construit avec le temps un véritable savoir-faire de la migration, savoir-faire à la fois fort et spécifique, en s'appuyant notamment sur les migrations successives de leurs parents, grands-parents et ancêtres, d'abord d'Europe vers l'Etat du Rio Grande du Sud, puis de cet Etat vers celui du Paraná et/ou un Etat du Centre-Ouest, et enfin en Amazonie. Parmi leurs principales caractéristiques, mentionnons une compétence technique, en particulier dans le domaine agricole, compétence acquise par l'enseignement et au sein de leurs familles, compétence leur permettant de s'adapter plus aisément et ainsi d'être par nature plus résilient face au changement que les autres groupes. Le Gaucho a également la réputation de pouvoir partir seul, juste avec sa famille. Cette réputation serait liée à une certaine confiance vis-à-vis des normes et aux procédures, notamment publiques, quand le migrant d'un autre groupe aurait une plus grande propension à s'appuyer et faire confiance à son propre capital social et à celui de sa communauté. Enfin, le Gaucho brésilien a la réputation de "partir, migrer sans se retourner" puis de créer sa nouvelle vie, ce qui le différencie des migrants des autres groupes qui gardent une forte attache à leurs régions d'origine, pour des questions plus

personnelles, cas des Mineiros ou des Nordestins, et/ou plus professionnelles, cas des Paulistes.

Les trajectoires des Nordestins présentées au Chapitre 10 montrent des migrations de survie, c'est-à-dire quasiment rendues obligatoires par la pauvreté, voire la misère des familles dans leurs régions d'origine, ainsi que l'absence de perspective pour les jeunes. En contrepartie de cette précarité avant, au début et pendant la migration, tout Nordestin peut compter tout au long de la migration sur un fort réseau familial et communautaire, auquel il devra à son tour contribuer une fois qu'il sera installé sur le front pionnier. Beaucoup de migrants du Nordeste en Amazonie ayant été, dans leurs régions d'origine, des ouvriers agricoles ou des paysans sans-terre ou issus de familles paysannes sans-terre, et cela sur plusieurs générations, l'acquisition d'un lopin de terre en Amazonie constitue la réalisation d'un rêve, la qualité et la productivité potentielle de ce lopin de terre comptant peu, tout au moins dans un premier temps. Alors que cette même acquisition d'une terre constitue le minimum pour la plupart des migrants des autres groupes. Ainsi, en raison des difficiles conditions de vie dans le Nordeste, en comparaison avec les autres régions du Brésil, plusieurs politiques migratoires donnent l'impression d'avoir intégré des mesures propres aux Nordestins. Il ne semble pas que cela soit le cas. En revanche, il y a certainement une plus grande propension des Nordestins à migrer vers l'Amazonie pour fuir les difficiles conditions de vie du pauvre dans le Nordeste.

La question du succès de la migration est un sujet complexe à évaluer. Nous ne l'avons volontairement pas traité. En effet, le succès de la migration dépend beaucoup des attentes des migrants, de leurs objectifs avant la migration puis pendant la migration et enfin une fois installés sur le front pionnier. De plus, les aléas sont nombreux, de même que les opportunités rendant délicate la définition des critères d'une éventuelle évaluation. Quelques trajectoires sont néanmoins considérées comme des succès. On en trouve dans tous les groupes de migrants. Elles alimentent les espoirs des migrants une fois installés, ainsi que ceux en cours de migration et aussi ceux des potentiels migrants.

La présentation successive des trajectoires pour chacun des quatre groupes de migrants nous a permis de mettre en évidence leurs caractéristiques propres tout au long de la migration jusqu'à l'installation sur le front pionnier amazonien. Quelques caractéristiques sont propres à un seul groupe, d'autres sont plus partagées avec un ou deux autres groupes. L'analyse des trajectoires montre également de nombreuses ressemblances entre les groupes. Aussi, concernant notre hypothèse sur la permanence socioculturelle des divers groupes de migrants, il semble possible de confirmer que quelques caractéristiques spécifiques perdurent pour chacun des groupes lors de la migration, tout au moins jusqu'à l'installation sur le front pionnier. L'analyse des trajectoires de migration des quatre groupes au cours de la colonisation de l'Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle confirme montrent le rôle des politiques publiques dans le processus migratoire. Une partie de ces politiques induisent une différenciation entre les groupes de migrants.

Conclusion générale

Nous initierons logiquement la conclusion par ce que nos résultats nous laissent conclure à propos de nos deux hypothèses de recherche. Concernant notre première hypothèse sur le rôle des politiques publiques dans le processus migratoire en Amazonie dans la seconde moitié du 20^e siècle, nous avons vu, tout au long de la première partie de la thèse portant sur l'histoire des politiques publiques dans le Brésil colonial, impérial puis républicain, comment ces politiques publiques ont toujours été à l'origine ou bien ont directement incité ou fortement appuyé ou renforcé les migrations, tout d'abord vers le Brésil en provenance des autres continents (Europe, Afrique subsaharienne, Méditerranée et Proche Orient, Extrême Orient), puis à l'intérieur même du pays. Ces politiques avaient des objectifs spécifiques aussi divers que peupler la colonie, l'administrer, la qualifier en main-d'œuvre, en exploiter les richesses du sol et du sol, sécuriser les frontières, mieux intégrer les différentes régions, améliorer les conditions de vie des habitants, en particulier les familles dans le besoin, permettre au plus entreprenants de s'enrichir davantage, etc. Or, on retrouve parmi ces objectifs ceux ayant conduit à la colonisation de l'Amazonie de la seconde moitié du 20^e siècle. On peut donc confirmer notre première hypothèse, les politiques publiques ont fortement incité et appuyé les migrations vers l'Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. De surcroît, nous pouvons dire qu'en cela les politiques publiques sont dans la continuité de ce qu'elles ont été tout au long de l'histoire du Brésil depuis l'arrivée des Européens quelques cinq siècles auparavant, à la fin du 15^e siècle. De plus, en raison de leurs périmètres respectifs et des moyens mis en œuvre, notamment pour les grands travaux, les politiques publiques de la seconde moitié du 20^e siècle ont engendré des flux migratoires vers l'Amazonie d'une ampleur jamais égalée au cours de l'histoire, si ce n'est peut-être lors des deux cycles du caoutchouc pour l'Amazonie et lors de la Marche vers l'Ouest dans l'*Estado Novo*.

Concernant notre seconde hypothèse sur la différenciation des groupes de migrants et le rôle des politiques publiques dans cette différenciation, la première partie puis la seconde partie de la thèse nous ont montré comment, avant leurs migrations vers l'Amazonie, les différents groupes de migrants se sont progressivement construits, dans leurs régions d'origine, tout d'abord à partir de leurs acquis antérieurs puis, une fois dans leurs régions d'origine, en s'adaptant à des contextes spécifiques des points de vue biophysiques et socio-économiques, le tout en intégrant les politiques publiques en vigueur dans ces régions. Chacun des quatre groupes identifiés – Nordestins, Mineiros, Paulistes, Sudistes ou Gauchos - correspond ainsi à une société spécifique de sa région d'origine avec sa propre histoire, sa propre culture, ses traditions et habitudes, même si plusieurs de ces dernières sont soit partagées par deux, trois

ou les quatre groupes, soit en sont proches. De plus, nous avons vu que les quatre groupes avaient déjà migré avant de venir en Amazonie, parfois ils comptaient plusieurs migrations successives et sur de grandes distances. C'est le cas des Sudistes d'origine européenne qui sont venus s'installer dans le Sud du Brésil à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, puis qui ont colonisé le Centre-Ouest du Brésil, avant de venir en Amazonie. C'est aussi le cas des Nordestins descendants de migrants en provenance du bassin méditerranéen, puis qui s'étaient ultérieurement déplacés dans le Nordeste. Les Paulistes ont quant à eux une tradition de migration temporaire, celle des *Bandeirantes*, à la recherche des richesses à mettre en valeur. Le groupe des Mineiros est à la fois plus simple et plus complexe en termes de migration vers l'Amazonie. D'un côté, il est plus simple car il est relativement proche de l'Amazonie Orientale brésilienne, notre région d'études, et donc les Mineiros migrent en tant que voisins. D'un autre côté, il est plus complexe car il regroupe les migrants originaires de l'Etat du Minas Gerais mais aussi des zones proches des Etats voisins, tels que Bahia, Espirito Santo, Rio de Janeiro, Goiás, voire São Paulo, aux caractéristiques comparables à celles de l'Etat du Minas Gerais, comme cela a déjà été expliqué.

L'analyse des trajectoires de migration de la seconde partie de la thèse nous a montré les principales raisons poussant un individu, un couple ou une famille à la migration. C'est ainsi que les Nordestins migrent pour leur survie, souvent très jeunes, à la recherche d'un emploi sur un chantier et/ou d'une terre que leurs régions d'origine ne sont pas à même de leur procurer. Ils s'appuient sur leurs réseaux familiaux et communautaires qui incitent les migrants potentiels et leurs familles à migrer en les informant des diverses opportunités. Ces mêmes réseaux accueillent les nouveaux arrivants et leur permettent de s'installer dans des conditions, certes souvent modestes, mais qui sont un appui considérable au vu de la précarité de nombreux migrants nordestins. De plus, les Nordestins ont dans leur culture un lien particulier avec l'Amazonie en raison du grand nombre de migrants qui y sont venus, dès l'époque coloniale et impériale puis lors des deux cycles du caoutchouc.

Les Sudistes sont quasiment tous des descendants de migrants européens venus dans le Sud du Brésil à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle. A l'étroit sur le petit lopin de terre qui leur a été attribué à leur arrivée au Brésil, les enfants migrent à leur tour, en particulier dans l'Etat du Paraná puis dans les Etats du Centre-Ouest dans la première partie du 20^e siècle lors de la Marche vers l'Ouest. Souvent très attaché à la terre qui le nourrit, le Gaucho soigne souvent son exploitation en cherchant à être le plus autonome possible. Dans un premier temps, il s'investit peu dans la société locale du front pionnier en construction. Puis il participe plus à mesure qu'il s'habitue et qu'il y trouve son intérêt.

A la fois comme le Sudiste et le Nordestin, le Mineiro vient en Amazonie pour trouver un emploi et/ou une terre qui lui permettra de vivre mieux, ainsi que sa famille. Souvent résidant à proximité des voies d'accès aux fronts pionniers que les Sudistes et Nordestins, ils sont nombreux à migrer vers l'Amazonie. Ils gardent un fort lien avec leurs terres d'origine. Insérés

dans leurs familles et leurs communautés, ils s'y appuient au travers de relations sociales fortes, souvent nouées auparavant dans la région d'origine. Ils s'en servent comme embryons de bassins d'électeurs prendre les responsabilités électives sur les fronts pionniers en construction.

Les Paulistes sont venus en Amazonie au début de la colonisation pour faire des affaires foncières, un peu à la manière des Bandeirantes des siècles précédents. Pour beaucoup, ils comptent des migrations précédentes dans les terres à conquérir dans le Sud-Est et le Centre-Ouest du Brésil, en particulier lors de la Marche vers l'Ouest. La plupart des Paulistes ne migrent que de forme temporaire, gardant leur domicile, leurs vies et leurs réseaux dans l'Etat de São Paulo.

Chacun des groupes est donc arrivé sur les fronts pionniers amazoniens avec ses propres caractéristiques sociales, économiques, agricoles, culturelles, politiques, etc., caractéristiques qu'ils ont gardé les premières années voire tout au long de la première et parfois une partie de la seconde décennie. Toutefois, pour un front pionnier déterminé, au contact des autres groupes, avec chacun leurs propres caractéristiques, et partageant le même contexte, la même vie, les mêmes contraintes, les mêmes changements, les groupes ont peu-à-peu convergé vers un groupe nouveau, composite, fait d'un mélange des caractéristiques des groupes qui l'ont construit. Nous avons montré que l'école a été un fort facteur de convergence des groupes à l'échelle d'une seule génération. La différenciation entre les groupes est donc forte à l'arrivée des divers groupes de migrants mais elle s'estompe progressivement avec les années et le partage d'une vie commune pour ne perdurer que par quelques habitudes d'ordre culturel ou alimentaire au bout d'une ou deux ou trois générations. En revanche les politiques publiques qui sont pour certaines à la fois localisées d'un point de vue géographique et focalisées sur un groupe ou une partie d'un ou deux groupes, maintiennent une différenciation qui est l'essence même de ces politiques.

En conclusion sur notre seconde hypothèse, la différenciation entre les groupes de migrants existe au début de la construction d'un front pionnier, puis elle s'amenuise petit-à-petit, au fil du temps, même si certaines des politiques publiques mises en œuvre contribuent à la faire perdurer.

Par ailleurs, il semble que l'opportunité d'acquérir une terre pour celui qui n'en a pas ou bien d'en acquérir une plus grande pour celui qui en a déjà une mais qui lui semble trop petite pour mener à bien le projet de vire qu'il projette, ou bien d'en acquérir beaucoup en faire le commerce, fonctionne comme un fort stimulant dans l'imaginaire de tout migrant potentiel, d'autant plus que son imaginaire est déjà fortement sensibilisé à la fois par les migrations de ses ancêtres, la réussite de parents, voisins, connaissances, ainsi que par la propagande instaurée par diverses politiques publiques. De plus, cela ne semble pas propre à l'Amazonie mais vaudrait pour l'ensemble du Brésil.

En termes de connaissance scientifique, une contribution importante de notre recherche a été réunir dans un même cadre d'études et une même grille d'analyse près d'une quarantaine (38 exactement) de trajectoires de migration vers l'Amazonie au cours de la seconde moitié du 20^e siècle. Il en ressort une grande diversité de trajectoires, tant au sein des groupes sociaux qu'au cours des différentes étapes du processus migratoire, dès la construction de l'idée de la migration jusqu'à son évaluation par les migrants eux-mêmes deux ou trois décennies après l'installation de la famille migrante sur un ou deux ou plus fronts pionniers. Certes on peut reprocher à ces trajectoires de ne pas être décrites avec toute la rigueur nécessaire à une analyse fine portant à la fois sur les sciences de la nature et de sa mise en valeur, d'une part, et sur les sciences de l'homme et de la société, d'autre part. En contrepartie, ces descriptions faites à chaud, la plupart à la suite d'entrevues conduites par des équipes pluridisciplinaires, présentent l'avantage de donner des points de vue à la fois généraux sur les trajectoires et spécifiques sur les points que les interviewés et/ou les interviewers ont, à l'époque des entrevues, considéré comme majeurs pour comprendre les trajectoires considérées.

Un autre apport intéressant de notre recherche est de montrer que dans le cadre de l'Amazonie, une politique publique peut, d'un côté, avoir un rôle différenciateur en étant focalisée sur un groupe de migrants et, de l'autre côté, être un facteur homogénéisant en forçant les groupes à entrer dans un même moule pour bénéficier de cette politique.

Un biais majeur de notre recherche, et sur lequel nous nous sommes déjà exprimés, concerne nos trois terrains d'études – le Sud du Pará, la Transamazonienne et Paragominas – localisés en Amazonie Orientale brésilienne. En effet, on peut logiquement penser que les dynamiques territoriales et donc les processus migratoires aient été sensiblement différents en Amazonie occidentale, méridionale et septentrionale. Cependant il n'est pas évident ou tout au moins rien ne laisse supposer que l'intégration dans l'analyse de ces autres fronts pionniers puisse donner des résultats différents. De plus sur les quinze grands projets amazoniens implantés par les gouvernements brésiliens successifs dans la seconde moitié du 20^e siècle, huit (C'est-à-dire la moitié) étaient localisés en Amazonie Orientale brésilienne et six (soit 40%) d'entre eux concernaient le triangle constitué par le Sud du Pará, la Transamazonienne dans sa partie orientale et la région de Paragominas.

Les limites précédemment citées de notre recherche, de même que le biais lié à la focalisation de notre recherche sur l'Amazonie Orientale brésilienne, ainsi que nos propres résultats, interprétations et conclusions ouvrent sur de nouvelles perspectives en termes de recherches futures. C'est ainsi que nous avons réuni tous les Nordestins dans un seul groupe, de même que les Mineiros, ce qui laisse une forte impression d'hétérogénéité pour chacun de ces deux groupes. Il serait peut-être judicieux d'analyser de manière plus fine ces deux groupes à la fois importants, à commencer par leur grand nombre dans tous les fronts pionniers. Dans un autre domaine, la question du foncier, ce que représente pour les familles la terre dans la décision de migrer, et surtout dans les successives migrations, nous paraît être un thème de

recherche pertinent à étudier pour mieux comprendre le processus migratoire dans le temps et dans l'espace. Allant dans le même sens, une approche anthropologique de la migration dans l'imaginaire des populations qui ont migré et/ou dans celles qui n'ont pas migré, éventuellement une approche comparative, nous semble également être un thème de recherche pertinent pour mieux comprendre le processus migratoire en Amazonie. De même, serait riche d'enseignements une recherche plus centrée sur les migrations successives d'une ou deux familles sur plusieurs générations, par exemple une famille sudiste et une famille nordestine, en remontant jusqu'aux migrants en provenance d'Europe et de Méditerranée, respectivement. Enfin, une extension de notre recherche à des terrains d'études localisés en Amazonie Occidentale, Méridionale et Septentrionale serait une suite logique à cette thèse.

Sources

Sources imprimées

MOREIRA NETO, Carlos Augusto, « A cultura pastoril do Pau D'Arco », *Boletim do Museu Paraense Emilio Goeldi, Antropologia*, Belém, 1960, n. 10, p. 1-120.

SILVA, Hermano Ribeiro, *Nos Sertões do Araguaia*, São Paulo, Ed. Fagundes, 1936, 2 ed., 360 p.

RICARDO, Cassiano, *Marcha para Oeste : a Influência da "Bandeira" na Formação Social e Política do Brasil*, Rio de Janeiro, Ed. José Olímpio, 1942, 333p.

VAL, Cássio Carvalho do, « Caderno Cidades », *Jornal Folha de Carajás*, 1^a edição, 23 janv., 2004, p. 08.

Sources en ligne

Anuário Estatístico do Brasil (AEB) 2019, Rio de Janeiro, par Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), [Disponibile en ligne: <https://biblioteca.ibge.gov.br/biblioteca-catalogo?id=720&view=detalhes> , consulté le 18 Mai 2022].

Anuário Estatístico do Brasil (AEB) 2020, Rio de Janeiro, par Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), [Disponibile en ligne: <https://biblioteca.ibge.gov.br/biblioteca-catalogo?id=720&view=detalhes> , consulté le 19 Mai 2022].

Rapport présenté au Ministère et Secrétariat d'État à l'agriculture, au commerce et aux travaux publics par Bernardo Augusto Nascentes de Azambuja, 1861, 112 p. [Disponibile en ligne: <http://www2.senado.leg.br/bdsf/handle/id/242362>, consulté le 10 Juillet 2022].

Rapport présenté au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics par João Cardoso de Menezes Souza, 1875, 429 p. [Disponibile en ligne: <http://www2.senado.leg.br/bdsf/handle/id/185612> , consulté le 15 Juillet 2022].

MONTORIL, Nilson, « Os territórios federais criados em 1943 », *Jornal Diário do Amapá*, ano 2018, 15 set. 2018. [lieu de consultation: <https://www.diariodoamapa.com.br/articulistas/nilson-montoril/os-territorios-federais-criados-em-1943/>, consulté le 10 Mai 2022].

JUSCELINO Kubitschek de Oliveira, dans : Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil (CPDOC), *Fundação Getúlio Vargas*, [lieu de consultation: <http://www.fgv.br/cpdoc/acervo/dicionarios/verbete-biografico/juscelino-kubitschek-de-oliveira>, consulté le 29 Janvier 2021].

Revista Manchete n° 1069. Edição semanal de 14 de outubro de 1972. Rio de Janeiro, [Disponibile en ligne: <http://bndigital.bn.gov.br/hemeroteca-digital/> consulté le 11 Mai 2021]

ANR – Agence Nationale de la Recherche (2010), *Appel à Projets: Programme Changements Environnementaux Planétaires et Sociétés – CEP&S*, ANR, Edition 2010, Paris, France, 37 p. [lieu de consultation: <https://anr.fr/fileadmin/aap/2010/aap-ceps-2010.pdf>].

Projet de recherché: *Cattle Ranching, Land Use and Deforestation in Amazonia: a comparative analysis of Brazil and Peru*, financé par *Inter American Institute for Global Change Research (IAI) / National Science Foundation (NSF) – Collaborative Research Network Program 1, n° 008*

(CRN 1-008), coordonné par University of Florida, USA, 1996-2003 (<http://www.iai.int/en/post/detail/1%C2%BA-programa-de-redes-de-investigaci%C3%B3n-cooperativa-crn-1>)

Projet de recherche: *Gestion de la biodiversité et des ressources renouvelables en Amazonie* (BIODAM), financé par *Institut Français de la Biodiversité* (IFB), coordonné par Ird & Cirad, France, 2001-2006. (<https://agritrop.cirad.fr/554148/>)

Projet de recherche: *Transformation de l'élevage et dynamique des espaces* (TRANS), financé par *Agence Nationale de la Recherche* (ANR), *Prog. fédérateur Agriculture et Développement Durable* (ADD), coordonné par Inrae & Cirad, France, 2005-2010 (<https://anr.fr/Projet-ANR-05-PADD-0003>)

Projet de recherche: *Les interactions Elevage et Territoire dans la mise en mouvement de l'intensification écologique* (MOUVE), financé par *Agence Nationale de la Recherche* (ANR), *Prog. SYSTERRA - Ecosystèmes, territoires, ressources vivantes et agricultures*, coordonné par Inrae & Cirad, 2011-20116 (<https://anr.fr/Projet-ANR-10-STRA-0005>)

Projet de recherche: *ECOefficiences et développement TERritorial en Amazonie Brésilienne* (ECOTERA), financé par *Agence Nationale de la Recherche* (ANR), *Prog. AGROBIOSPHERE - Viabilité et Adaptation des Ecosystèmes Productifs, Territoires et Ressources face aux Changements Globaux*, coordonné par Cirad, 2013-2017, (<https://anr.fr/Projet-ANR-13-AGRO-0003>)

Rapports d'entrevues, notes de terrain et sources orales

Le Tableau 1.1, déjà présenté au Chapitre 1, indique pour chacun des migrants mentionnés dans notre étude, l'origine des informations utilisées pour décrire et expliquer leurs trajectoires de migration en Amazonie, en particulier les rapports d'entrevues, les notes de terrain ainsi que les sources orales.

Les rapports d'entrevues sont disponibles auprès des équipes des institutions qui ont coordonné les projets dans lesquels ont été conduites les entrevues. La durée des entrevues a varié en fonction des projets, du ou des objectifs des entrevues, des équipes conduisant les entrevues et des personnes interviewées. Cependant, dans la grande majorité des cas, la durée de l'interview était de l'ordre d'une à deux heures. Une telle durée évite la fatigue, ainsi qu'une saturation de la personne interviewée, d'autant plus que cette dernière a généralement peu l'habitude d'être interviewée et a en face une équipe qui est quant à elle expérimentée en termes d'interviews. Le lieu de l'entrevue était généralement à la résidence de l'interviewé, ce qui permettait la participation éventuelle des membres de la famille de l'ancien migrant, mais également de faire une visite de l'exploitation ou de l'entreprise de l'interviewé.

Les notes de terrain et les sources orales proviennent de notre propre recherche. Elles concernent les informations recueillies lors de nos rencontres avec les personnes-ressources indiquées ou leurs proches et connaissances, de nos visites sur les exploitations, ainsi que de nos participations aux événements familiaux ou publics sur nos trois terrains de recherche.

Une synthèse des informations concernant les divers rapports d'entrevue, notes de terrain et sources orales sont rappelées ci-dessous pour chacun des migrants Paulistes (P), Mineiros (M), Sudistes (S) ou Gauchos, et Nordestins (N).

Paulistes

P1 était décédé lorsque a commencé de notre recherche. Néanmoins, plusieurs entretiens ont été réalisés avec ses deux fils sur l'histoire de la famille de P1. En particulier deux entretiens (avec rapports) ont été réalisés en 1999 et 2000 par l'équipe du projet de recherche CRN8. Un des fils de P1 était à cette époque président du syndicat rural de Redenção. Il était donc une personne-ressource de premier plan pour la région du Sud du Pará. Deux doctorants du projet IAI-CRN8 (PACHECO, 2005 et POCCARD-CHAPUIS, 2005) ont par ailleurs recueilli plusieurs informations sur l'histoire à la fois du ranch, mais aussi sur la trajectoire de la famille de P1, d'abord dans l'Etat de São Paulo d'où elle est originaire, puis dans les Etats du Paraná et du Goiás où P1 avait successivement migré, et enfin dans le Sud du Pará où P1 s'est installé temporairement car gardant le siège de son entreprise dans l'Etat de São Paulo. En outre, en raison de son rôle au début de la colonisation du Sud du Pará, P1 est devenu un personnage très connu à l'échelle de la région. Plusieurs de ses compagnons de la première heure et de ses connaissances ultérieures nous en ont parlé lors d'entretiens formels et informels.

P2. Une première entrevue d'environ une heure (avec rapport) a été réalisée en juin 2000 par l'équipe projet du projet de recherche IAI-CRN8. Comme pour P1, P2 a été interviewé par les deux mêmes doctorants (PACHECO, 2005 et POCCARD-CHAPUIS, 2005) et des informations ont été recueillies et retranscrites. Pour compléter ces données déjà collectées, nous avons-nous-même réalisé un entretien de P2 d'environ une heure en 2011, à Goiânia, capitale de l'Etat du Goiás, où P2 s'était retiré.

P3 étant décédé lors d'un accident d'avion en 1975, c'est à dire bien avant le début de notre recherche, et une à deux décennies avant le démarrage des premiers projets de recherche sur lesquels nous nous sommes appuyés pour notre étude, les informations ont été recueillies lors d'entretiens avec les membres de sa famille, dont un réalisé par nous-même en 2008 à Redenção. Avant cela, des entretiens avaient été conduits en juin 2000 par l'équipe du projet IAI-CRN8, ainsi que par les deux doctorants précédemment cités (PACHECO, 2005 et POCCARD-CHAPUIS, 2005).

P4. Nous avons réalisé deux entrevues avec P4, le premier en 2009, à Barretos dans l'Etat de São Paulo où vivait P4, et le second en 2009 à Redenção où P4 était venu en visite. Comme pour P2, P4 a été interviewé en juin 2000 à Redenção par l'équipe du projet CRN8-IAI, ainsi que par les deux doctorants précédemment cités.

Mineiros

M1 et M2. Une entrevue commune (avec rapport) a été réalisée en février 1994 à Brasil Novo sur la Transamazonienne, auprès des deux exploitants M1 et M2 en présence de leurs épouses. L'entrevue a été suivie par une visite des deux exploitations agricoles. Cette entrevue a été réalisée dans le cadre du projet du projet de recherche franco-brésilien RFD-Amazonie. Les deux exploitations ont à nouveau été interviewées en octobre 1994 puis en septembre 2005 (également avec rapports), respectivement par les équipes des projets de recherche PROCITROPICOS et TRANS. Par ailleurs, deux étudiantes brésiliennes ont recueilli des

informations sur ces exploitations pour leurs DEA et de leurs doctorats (FERREIRA, 2001¹⁶ et CARVALHO, 2011¹⁷).

M3. L'exploitation de M3 a été interviewée une première fois en novembre 1993, puis une seconde fois en avril 1994 (avec rapport) avant de devenir une ferme de référence du projet Embrapa-UFGA. Dans ce cadre, elle a été suivie mensuellement d'un point de vue social, économique et agro-technique pendant deux ans, en 1995 et 1996. Puis elle a été une ferme de référence pour deux doctorats (LAU, 2000¹⁸ et FERREIRA, 2001). Par la suite, l'exploitation a également été interviewée successivement en juillet 2000, en mars 2005, puis en octobre 2006 (avec rapports), respectivement par les équipes des projets de recherche IAI-CRN8, BIODAM et TRANS. Nous avons participé à la dernière entrevue réalisée en octobre 2011 dans le cadre du projet SYSTERRA.

M4. En tant qu'élu M4 a été interviewé à plusieurs reprises, dans sa commune de Uruará, ainsi que les membres de sa famille ayant joué un rôle dans la trajectoire de migration et son installation sur la Transamazonienne, notamment son père. Le premier entretien a été conduit en octobre 1994 par l'équipe du projet de recherche PROCITROPICOS (avec rapport). Un second entretien a été conduit par l'équipe projet du projet de recherche IAI-CRN8 en juillet 2000 (également avec rapport). Un troisième entretien a été conduit en mars 2005 par l'équipe du projet BIODAM. Un quatrième entretien a été conduit en octobre 2006 par l'équipe du projet TRANS (avec rapport). Un cinquième entretien a été conduit en mai 2007 dans le cadre du projet européen FLOAGRI.

M5. Les informations sur M5 ont été recueillies au cours d'une seule interview (avec rapport) conduite sur son exploitation à Redenção, en juin 2000 par l'équipe du projet IAI-CRN8.

M6. Un peu à la manière de P1, M6 et son fils ont été des personnes-ressources de premier plan pour le terrain d'études du Sud du Pará. Une première interview (avec rapport) de M6 et son fils a eu lieu en juin 2000 à Redenção, avec visite de son ranch (avec rapport très détaillé), dans le cadre du projet IAI-CRN8. Comme avec P1, la confiance qui s'est établie entre M6 et son fils d'une part, et l'équipe du projet d'autre part, a permis à cette dernière d'avoir accès à des données technico-économiques sur l'élevage en ranch en Amazonie, données à la fois précises, fiables et sur une période de plusieurs années. De plus, au cours d'entrevues avec P1 et son fils, puis lors des suivis mis en place dans leurs ranchs, deux des doctorants précédemment cités (PACHECO, 2005 et POCCARD-CHAPUIS, 2005) ont également recueilli de nombreuses données sur l'histoire de la famille et de son activité d'élevage.

M7. Un premier entretien (avec rapport) a été réalisé avec M7 en novembre 93 à Castanhal, ville proche de Belém, par l'équipe du projet de recherche RFD Amazonie afin de mieux comprendre l'organisation des filières bovines en Amazonie Orientale brésilienne. Une visite de l'abattoir frigorifique de Castanhal, le plus grand d'Amazonie à l'époque, a également été

¹⁶ **Laura Ferreira** (UFGA, Brazil; Post-Grad. Course: ABIES/AgroParisTech, Paris, France), 2001. Topic: *Le rôle de l'élevage bovin dans la viabilité des systèmes familiaux en Amazonie. Cas d'études de Uruará-PA, Brésil.*

¹⁷ **Soraya Abreu de Carvalho** (UFGA, Brazil; Post-Grad. Course: ABIES/AgroParisTech, Paris, France), 2011. Topic: *Entre opportunisme et persistance dans la production laitière en Amazonie.*

¹⁸ **Hugo D. Lau** (Embrapa, Brazil; Post-Grad. Course: INP-Toulouse, France), 2000. Topic: *Approche écopathologique de la mortalité des veaux sur la Transamazonienne, Amazonie brésilienne.*

réalisée. Par la suite et en raison de la position stratégique de M7, plusieurs entretiens formels et informels ont été réalisés à Castanhal, São Miguel do Guamá et Belém par les équipes de recherche des projets Embrapa-UFPA, IAI-CRN8, TRANS et MOUVE. Nous avons-nous-même participé à l'interview dans le cadre de ce dernier projet. Par ailleurs, M7 a été une personne-ressource de la thèse de POCCARD-CHAPUIS (2005).

M8. Une première interview (avec rapport) a été réalisée en juin 2000 par l'équipe du projet IAI-CRN8. L'entrevue portait à la fois sur les activités économiques de M8, mais aussi sur ses fonctions électives passées dans la commune de Redenção dans le Sud du Pará. Deux nouvelles entrevues ont été menées auprès de M8 en octobre 2006 et en juillet 2010, respectivement par les équipes des projets de recherche TRANS et MOUVE. Nous avons interviewé M8 en octobre 2011 à Redenção.

M9. Partenaire de l'Embrapa depuis le début des années 80, la famille de M9 a été interviewée (avec rapport) une première fois à Paragominas en janvier 1993 dans le cadre du projet RFD Amazonie. Puis un des ranchs de la famille de M9 a été suivi d'un point de vue technico-économique de 1993 à 1996 en parallèle du projet Embrapa-UFPA, notamment pour la réalisation d'expérimentations d'itinéraires techniques de plantes fourragères. Au cours de ce suivi, plusieurs informations sur la trajectoire de la famille de M9 ont été recueillies. Enfin, M9 est devenu une personne-ressource des projets de recherche TRANS et MOUVE puis du projet ECOTERA auquel nous avons participé.

Sudistes/Gauchos

S1. Après une première entrevue de S1 et de sa famille, notamment son épouse et deux de ses fils, dont S5 (avec rapport) en novembre 1993 par l'équipe du projet RFD Amazonie, l'exploitation de S1 est devenue une ferme de référence Embrapa-UFPA pour tous les projets de recherche menés en partenariat avec l'Embrapa pendant deux décennies : PROCITROPICOS, IAI, BIODAM, TRANS, MOUVE et FLOAGRI. Le plus jeune fils de S1 a pris la succession de son père lorsque celui-ci a pris sa retraite et a déménagé pour s'installer auprès de ses autres fils et filles, notamment S5, à proximité de la ville de Uruará pour des raisons de santé. S1 et son plus jeune fils ont été des personnes-ressources pour la plupart des doctorants dont un des terrains d'études était la commune de Uruará sur la Transamazonienne. Parallèlement aux rapports d'entrevues, une monographie a été écrite sur la famille S1, en particulier sur sa trajectoire dans le Sud du Brésil puis en Amazonie. L'histoire de la famille S1 a également servi de trame pour le film "*Pionniers d'Amazonie*".

S2. Trois interviews (avec rapports) ont été réalisées avec S2 en juillet 1994, octobre 2006 et octobre 2011, respectivement dans le cadre des projets Embrapa-UFPA, TRANS et MOUVE. De plus, l'exploitation de S2 a été une ferme de référence Embrapa pendant quelques mois en 1995, suite à la première interview.

S3. Une première interview de S3 (avec rapport) a eu lieu sur son exploitation en octobre 1994 par l'équipe du projet de recherche PROCITROPICOS. Deux autres interviews (avec rapports) ont été réalisées, également sur son exploitation en mars 2005 par l'équipe du projet BIODAM, puis en octobre 2005 par l'équipe du projet TRANS. Par ailleurs, un film a été tourné par S3 sur son histoire en Amazonie.

S4. L'exploitation de S4 a eu une relation avec les projets de recherche précédemment cités comparable à celle de M3, c'est-à-dire une première interview en novembre 1993 suivi d'une

seconde en avril 1994 avant de devenir une ferme de référence de l'Embrapa jusqu'au début de la seconde décennie du 21^e siècle. Plusieurs entrevues ont été réalisées avec S4 et son épouse dans le cadre des différents projets précédemment cités (PROCITROPICOS, IAI-CRN, BIODAM, TRANS et MOUVE), ainsi qu'au cours de missions d'appui à ces mêmes projets. Les données de l'exploitation de S4 ont été utilisées pour plusieurs thèses de DEA/master et de doctorat.

S5. Employé de l'Embrapa sur la Transamazonienne, S5 est une des personnes-ressources de cette institution sur la Transamazonienne. Il a lui-même été interviewé sur l'exploitation de son père S1, puis sur sa propre exploitation et a participé à tous les projets de recherche conduits par l'Embrapa et l'UFPA sur cette partie de la Transamazonienne. En plus des informations de première main sur sa propre trajectoire et celle de sa famille jusqu'au début du 21^e siècle, S5 a été pour nous une personne-ressource de premier plan pour notre terrain de la Transamazonienne, comme il l'a été pour tous les étudiants de DEA/master et doctorat dont un des terrains de recherche était la commune de Uruará.

S6. Comme M4, S6 a été interviewé à plusieurs reprises (avec rapports) de 1993 à 2013 dans le cadre des projets de recherche intervenant sur la Transamazonienne (RFD-Amazone, IAI-CRN8, BIODAM, FLOAGRI, notamment) en tant qu'entrepreneur urbain, exploitant forestier et élu de la commune. Il a également été une personne-ressource pour cette partie de la Transamazonienne.

S7. Ce Sudiste a été interviewé à quatre reprises (avec rapports) à Uruará sur la Transamazonienne, en juillet 2000, mars 2005, mai 2007 puis octobre 2011, dans le cadre des projets BIODAM, FLOAGRI puis MOUVE, principalement en raison de ses activités dans la filière bois dont il est devenu une des personnes-ressources de premier plan, puis de son implication dans la filière soja.

S8. Ce Sudiste a été interviewé une seule fois en juillet 2000 (avec rapport) par l'équipe du projet IAI-CRN8.

S9. Après une première entrevue (avec rapport) réalisée en avril 1994, l'exploitation de la famille de S8 est devenue pendant deux ans une ferme de référence du projet Embrapa-UFPA. Une nouvelle entrevue a eu lieu en juillet 2000 dans le cadre du projet IAI-CRN8. Une autre entrevue a été menée en octobre 2006 par l'équipe du projet TRANS. Plusieurs étudiants ont collecté des données sur l'exploitation de la famille de S9.

S10. Comme S9, après une première entrevue (avec rapport) réalisée en avril 1994, l'exploitation de la famille de S10 est devenue pendant deux ans une ferme de référence du projet Embrapa-UFPA. Une nouvelle entrevue a eu lieu en juillet 2000 dans le cadre du projet IAI-CRN8. Plusieurs étudiants ont collecté des données sur l'exploitation de la famille de S10.

Nordestins

N1. A la manière de S1, S4 et M3, N1 a été un partenaire de tous les projets menés par l'Embrapa à Uruará sur la Transamazonienne du milieu des années 90 jusqu'au milieu de la seconde décennie du 21^e siècle. Après une première entrevue (avec rapport) réalisée en avril 1994 (Projet RFD-Amazone), puis une seconde en octobre de la même année (Projet PROCITROPICOS), l'exploitation de N1 est devenue pendant deux ans une ferme de référence du projet Embrapa-UFPA et sur laquelle ont travaillé plusieurs DEA/masters et doctorats. Une

nouvelle entrevue a eu lieu en juillet 2000 dans le cadre du projet IAI-CRN8. Trois autres entrevues ont été menées en mai 2005, octobre 2006 et octobre 2011 par les équipes des projets BIODAM, TRANS et MOUVE.

N2. Une interview de N2 a été menée en juin 2000 (avec rapport) par l'équipe du projet IAI-CRN8 à Redenção dans le Sud du Pará. N2 a été une personne-ressource d'un doctorant (PACHECO, 2005) pour son terrain du Sud du Pará.

N3. Une interview de N3 a été réalisée en novembre 1993 (avec rapport) à São Miguel do Guamá par l'équipe du projet RFD-Amazone. N3 a été une personne-ressource pour deux DEA/masters.

N4. Une première interview a été menée en octobre 1994 (avec rapport) dans le cadre du projet PROCITROPICOS en raison de sa localisation sur le bord de la piste Transamazonienne et de son installation lors de la construction de la piste. Puis N4 a été de nouveau interviewé en juillet 2000, mai 2005 et octobre 2006, respectivement par les équipes des projets IAI-CRN8, BIODAM et TRANS. Plusieurs étudiants de DEA/master et doctorat ont interviewé N4.

N5, N6, N7 et N8. Les quatre interviews de N5, N6, N7 et N8 ont été réalisées en novembre 1993 (avec rapports) à Paragominas par l'équipe du projet RFD-Amazone. Les quatre Nordestins ont été des personnes-ressources pour un DEA/master réalisés dans la région de Paragominas.

N9. En tant qu'agent de l'Embrapa sur la Transamazonienne, N9 a participé comme chauffeur à tous les projets de recherche conduits dans la région et a échangé de très nombreuses fois tant avec les chercheurs qu'avec les étudiants en DEA/master et doctorat.

N10. L'entrevue a été réalisée en octobre 1994 (avec rapport) par l'équipe du projet PROCITROPICOS au domicile de la famille du migrant N10.

N11. Partenaire des projets menés par l'Embrapa à Uruará sur la Transamazonienne dans la seconde moitié des années 90, une première entrevue de N11 (avec rapport) a été réalisée en avril 1994 (Projet RFD-Amazone). Une seconde entrevue a été réalisée en octobre de la même année (Projet PROCITROPICOS). Puis, l'exploitation de N11 est devenue pendant deux ans une ferme de référence du projet Embrapa-UFPA et sur laquelle ont travaillé plusieurs DEA/masters et doctorats.

N12. Comme le précédent migrant, N12 a été partenaire des projets menés par l'Embrapa à Uruará sur la Transamazonienne dans la seconde moitié des années 90, avec une première entrevue (avec rapport) réalisée en avril 1994 (Projet RFD-Amazone) et une seconde réalisée en octobre de la même année (Projet PROCITROPICOS). Puis, l'exploitation est devenue pendant deux ans une ferme de référence du projet Embrapa-UFPA et sur laquelle ont travaillé plusieurs DEA/masters et doctorats. Une nouvelle interview a eu lieu en octobre 2006 par l'équipe du projet TRANS.

N13. Deux interviews de N13 (avec rapports) ont été réalisées une première par l'équipe du projet IAI-CRN8 en juillet 2000 sur son exploitation à proximité de la ville de Redenção dans le Sud du Pará, et une seconde par l'équipe du projet TRANS en octobre 2006 à son domicile et base de sa petite agro-industrie localisée dans la banlieue de Redenção. Rappelons que N13

est l'informant-clé qui a donné plusieurs informations sur les attributions de terres aux entrepreneurs Paulistes dans la seconde moitié des années 60, comme mentionné dans le Chapitre 7.

N14. Comme M3 et S4, N14 a été partenaire de tous les projets conduits par l'Embrapa à Uruará sur la Transamazonienne. Une première interview a eu lieu en novembre 1993 (avec rapport) suivi d'une seconde en avril 1994 (avec rapport) avant de devenir une ferme de référence de l'Embrapa. Puis, plusieurs entrevues ont été réalisées avec N14 et sa famille dans le cadre des différents projets précédemment cités (PROCITROPICOS, IAI-CRN8, BIODAM, TRANS et MOUVE). Les données de l'exploitation de N14 ont été utilisées pour plusieurs thèses de DEA/master et de doctorat.

N15. Une seule entrevue (avec rapport) a été conduite avec N15 dans le cadre du projet IAI-CRN8 en juillet 2000. Toutefois N15 a participé de manière active à plusieurs à plusieurs événements au cours desquels plusieurs informations ont été recueillies.

Bibliographie générale

ALENCASTRO, Luiz Felipe de, *O trato dos viventes: formação do Brasil no Atlântico Sul*, São Paulo, Ed. Companhia das Letras, 2020, 525 p.

ARAÚJO, Roberto, *La cité domestique, Stratégies familiales et imaginaire social sur un front de colonisation en Amazonie brésilienne*, Paris, Thèse pour obtenir le Doctorat d'Ethnologie, Université de Paris X-Nanterre, 1993, 754 p.

BARROS, José D.'Assunção, *Teoria e formação do historiador*, Petrópolis, Editora Vozes Limitada, 2017, 96 p.

BATISTA, Iane Maria da Silva, et MIRANDA, Leila Mourão, « Os "Hidronegócios" nos rios da Amazônia », *Revista Brasileira de História*, 2019, v. 39, p. 117-139.

BECKER, Bertha K., « Significância contemporânea da fronteira: uma interpretação geopolítica a partir da Amazônia brasileira », dans : AUBERTIN, Catharine (dir.), *Fronteiras*, Brasília, Editora da UnB, Paris, ORSTOM, 1988. p. 60-89.

BECKER, Bertha K., « A Amazônia na estrutura espacial do Brasil », *Revista brasileira de geografia*, 1974 v. 36, n. 2, p. 3-36.

BLACKER, Irwin Robert, et ECKHOLM, Gordon *Cortes, la conquête aztèque*, Paris, Editions RST, 1966, 151p.

BONAUDO, Thierry, *La chasse sur le front pionnier de la Transamazonienne*, Mémoire de fin d'études CIRAD-EMVT, Montpellier, France, 1996, 145 p.

BRANDÃO, Renato P., « A Demarcação da Raia Divisória do Tratado de Tordesilhas e a Devolução de Sacramento Pelo Tratado Provisional de 1681 : complexidades cartográficas e geopolíticas », *Anais do XXIX Simpósio Nacional de História ANPUH*, Brasília, 2017, p.1-16

BRISKIEVICZ, Michele, « A organização territorial do sudoeste paranaense a partir da inserção dos migrantes », *Revista Sociedade e Território*, 2010, p. 19-36.

BRUZEN DE LA MARTINIÈRE, Antonie-Augustin, *Le grand dictionnaire géographique et critique*, 1730, 458 p.

BURLAMAQUI, Amaury B., CARVALHO, Soraia A., NAVEGANTES, Livia, CASTRO, Ronaldo D., CARVALHO, Cláudio J., MARTINS, Paulo F., PIKETTY, Marie G., TOURRAND, Jean François., POCCARD-CHAPUIS, Renne, 2013. « Paragominas ou la succession de modèles controversés pour l'Amazonie », *CANAL13 – Circulations et appropriations des normes et des modèles de l'action locale*, Montpellier, France, 20-23 mars p.1-12

CABANETTES, Emile, et GOMBERT, Pierre, *Pigüé: ces Français devenus "gauchos"*, Rodez, Editions du Rouergue, 1988, 219 p.

CANCIAN, Nadir A., *Cafeicultura paranaense--1900/1970*, Curitiba, Grafipar, 1981, 104 p.

CANDIDO, Antonio, *Os parceiros do rio Bonito*. Rio de Janeiro, José Olympio, 2003, 336 p.

CARSOSO, Fernando Henrique, et MULLER, Geraldo, *Amazônia: Expansão do Capitalismo*, São Paulo, Brasiliense, 1977, 229 p.

CARVALHO, José Murilo de, *Os bestializados : o Rio de Janeiro e a República que não foi*, São Paulo, Editora Companhia das Letras, 1987, 192 p.

CASARI, Priscila, RIBEIRO, Lilian Lopes, et DAMASCENO, João Pedro Tavares, « Migração para áreas rurais do estado de Goiás: uma análise baseada nos dados do Censo Demográfico de 2010 », *Interações (Campo Grande)*, 2014, v. 15, p. 265-273.

CASTELNAU-L'ESTOILE, Charlotte de, *Les ouvriers d'une vigne stérile : les jésuites et la conversion des indiens au Brésil – 1580-1620*. Thèse histoire, EHESS Paris, France, Bernard Vincent dir., 1999, 557 p.

CASTILHO, Denis, « A Colônia agrícola nacional de Goiás (CANG) e a formação de Ceres-GO-Brasil », *Élisée-Revista de Geografia da UEG*, 2012, v. 1, n. 01, p. 117-139.

CATTELAN, Carla et CASTANHA, André Paulo, « A Colônia Agrícola Nacional General Osório (CANGO) e o processo de escolarização no Sudoeste do Paraná: 1948–1957 », *Oficina do Historiador*, 2016, v. 9, n. 1, p. 285-304.

CHAMBOULEYRON, Rafael, et MELO, Vanice Siqueira de, « Índios, engenhos e currais na fronteira oriental do estado do Maranhão e Pará (século XVII) », dans MOTTA, Márcia, SERRÃO José Vicente, et MACHADO, Marina (dir.), *Em terras lusas: conflitos e fronteiras no Império português*, Vinhedo, Guarapuava, Editora Unicentro, 2013, p. 231-259.

CLARK, Jorge Uilson, *A imigração norte-americana para a região de Campinas: análise da educação liberal no contexto histórico brasileiro, mémoire de maîtrise*, Faculdade de Educação, Universidade Estadual de Campinas, José Claudinei Lombardi dir., 1998, Campinas, 176 p. [lieu de consultation : <https://repositorio.unicamp.br/acervo/detalhe/134442>].

CODATO, Adriano, « Os mecanismos institucionais da ditadura de 1937 : uma análise das contradições do regime de Interventorias Federais nos estados », *História (São Paulo)*, 2013, v. 32, p. 189-208.

CONRAD, Robert Edgar, *Os últimos anos da escravidão no Brasil: 1850-1888*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1975, 394p.

CORMINEIRO, Olivia M. M., « Percepções do tempo e trabalho: as disputas dos sertanejos pobres no extremo norte de Goiás em torno dos seus modos de viver - 1860 a 1920 », *Revista Mundos do Trabalho*, 2009, v. 1, n. 2, p. 171-194.

CORNEVIN, Robert, et CORNEVIN, Marianne. *La France et les Français outre-mer: de la première Croisade à la fin du Second Empire: cartes et tableau chronologique*, Paris, Editions Tallandier, 1990, 514 p.

CORONATO, Fernando Raúl, *Ovejas y ovejeros en la Patagonia*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2017, 252 p.

CUNHA, Euclides da, *Os Sertões (Campanha de Canudos)*, Rio de Janeiro, Laemmert & Editores, 1902, 664 p.

D'ARAUJO, Maria Celina, *O Estado novo*, Rio de Janeiro, Editora Jorge Zahar, 2000, 72p.

DEFFONTAINES, Pierre, « Routes et foires à bétail en Amérique Latine », *Revue de géographie alpine*, 1957, v. 45, n. 4, p. 659-684.

DAYRELL, Eliane Garcindo, *Colônia Agrícola Nacional de Goiás: análise de uma política de colonização na expansão para o Oeste, mémoire de maîtrise*, Instituto de Ciências Humanas e

Letras da Universidade Federal de Goiás, Laima Mesgravis dir., 1974, 163 p., [lieu de consultation : <https://pos.historia.ufg.br/n/20715-1975-dayrell?locale=en>].

DIÉGUES, Manuel, *Imigração, urbanização e industrialização:(estudo sôbre alguns aspectos da contribuição cultural do imigrante no Brasil)*, Rio de Janeiro, Centro brasileiro de pesquisas educacionais, Instituto nacional de estudos pedagógicos, Ministério da Educação e Cultura, 1964, 385 p.

DOMINGUES, Eliane, « Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra, Contestado e Canudos: algumas reflexões sobre a religiosidade », *Memorandum: Memória e História em Psicologia*, 2005, v. 8, p. 38-51.

DONG, Shikui, KASSAM, Karim-Aly S., TOURRAND, Jean François, *et al (dir.)*, *Building resilience of human-natural systems of pastoralism in the developing world, Switzerland, Springer*, 2016, 298 p.

DROULERS, Martine, *L'Amazonie*, Editions Nathan-Université, collection Géographie d'aujourd'hui, Paris, 1995, 190 p.

DUARTE, Laura Maria Goulart, et THEODORO, Suzi Huff, *Dilemas do Cerrado : entre o ecologicamente (in) correto e o socialmente (in) justo*, Rio de Janeiro, Editora Garamond, 2002, 239 p.

ELLIOTT, John H, « A conquista espanhola e a colonização da América », dans : BETHELL, Leslie. *História da América Latina: A América Latina Colonial I*, 1998, v. 1, p. 135-194.

FAMINOW, Merle, Cattle ranching systems in the Amazon, dans : *Cattle, deforestation and development in the Amazon: an economic, agronomic, and environmental perspective*, UK: CAB international, 1998, 253 p.

FAUSTO, Boris, *História concisa do Brasil*, São Paulo, Edusp, 2006, 639 p.

FAUSTO, Carlos, *Os índios antes do Brasil*, Rio de Janeiro, Editora Jorge Zahar, 2000, 94 p.

FERLINI, Vera Lucia Amaral, *Civilização do açúcar: séculos XVI a XVIII*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1994, 100 p.

FERLINI, Vera Lucia Amaral, « Sociedades açucareiras no mundo Ibérico, Estudo Comparativo », *Anais do XXVIII Simpósio Nacional de História*, ANPUH, Florianópolis, 2015, p. 1-14.

FERNANDES, Marcionila, *Donos de terras: trajetórias da União Democrática Ruralista-UDR*, Belém, Ufpa Naea - Núcleo de Altos Estudos Amazônicos, 1999, 190p.

FERRAZ, Maria do Socorro, « A sociedade colonial em Pernambuco. A conquista dos sertões de dentro e de fora », dans : FRAGOSO, João Luís Ribeiro, et GOUVÊA, Maria de Fátima (dir.), *O Brasil colonial 1580 - 1720*, v. 2, Rio de Janeiro, Editora Civilização Brasileira, 2014, p. 171-226.

FERREIRA, Clausinei, *Governo Dutra: arrocho salarial e os trabalhadores (1946-1950)*, Thèse de doctorat História Econômica, Universidade de São Paulo, Wilson do Nascimento Barbosa dir., 2019, 174p. [lieu de consultation : <https://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/8/8137/tde-04092019-121705/pt-br.php>]

FERREIRA, Laura Angelica, *Le rôle de l'élevage bovin dans la viabilité agro-écologique et socio-économique des systèmes de production agricoles familiaux en Amazonie brésilienne. Le cas d'Uruará (Para, Brésil)*, Thèse de doctorat Agronomie, Paris, Institut national d'agronomie

de Paris Grignon, Jean-François Tourrand dir., 2001, 286 p. [lieu de consultation : <https://agritrop.cirad.fr/509940/1/ID509940.pdf>]

FREITAG, Liliane da Costa, Extremo-oeste paranaense : história territorial, região, identidade e (re) ocupação, Thèse histoire, São Paulo, UNESP, Teresa Maria Malatian dir., 2007, 208 p. [lieu de consultation : <https://repositorio.unesp.br/handle/11449/103090>]

FURTADO, Celso, *Formação econômica do Brasil*, São Paulo, Companhia das Letras, 2005, 248 p.

GIRALDIN, Odair, « Povos indígenas e não-indígenas: uma introdução à história das relações interétnicas no Tocantins », dans : GIRALDIN, Odair (dir.), *A (Trans)Formação Histórica do Tocantins*, Goiânia, Ed. UFG, (2 ed.) 2004, p. 109-135.

GIRALDIN, Odair, Catequese e Civilização, Os Capuchinhos “entre” os “selvagens” do Araguaia, Bol. Museu Paraense Emílio Goeldi, sér. Ant. 18(2), 2002, p.1-16.

GOMES, Angela de Castro, População e Sociedade, dans : *História do Brasil Nação: 1808-2014*, SCHWARCZ, Lilia M. (dir.), Volume 4 “Olhando para dentro”1930-1964, cor. GOMES, Angela de Castro, 2013, p. 41-89

GONÇALVES, Paulo Cesar, « Escravos e imigrantes são o que importam: fornecimento e controle da mão de obra para a economia agroexportadora Oitocentista », *Revista Almanack*, 2017, p. 307-361.

GREGÓRIO, Vitor Marcos, « O progresso a vapor: navegação e desenvolvimento na Amazônia do século XIX », *Revista Nova Economia*, 2009, v. 19, p. 185-212.

GUILLEN, Isabel Cristina Martins, « A batalha da borracha: propaganda política e migração nordestina para a Amazônia durante o Estado Novo », *Revista de Sociologia e Política*, 1997, n. 09, p. 95-102.

HAUSER, Henri, MAURAIN, Jean, et BENAERTS, Pierre, *Du libéralisme à l'impérialisme (1860-1878)*, Collection Peuples et civilisations, Press universitaire de France, t. XVII. PUF, Paris, 1952, 555 p.

HERMANN, Jacqueline, « Canudos destruído em nome da República », *Revista Tempo*, Rio de Janeiro, 1996, v. 2, n. 3, p. 81-105.

IAMASHITA, Léa Maria Carrer, Modernização e rebeldia: a dinâmica da política regencial e a Revolta da Balaiada no Maranhão (1831-1841), Thèse histoire, Universidade de Brasília, Brasília, Diva de C. G. Muniz dir., 2010, 317 p., [lieu de consultation : <https://repositorio.unb.br/handle/10482/7704>]

IANNI, Otavio, *A luta pela Terra : história social da terra e da luta pela terra numa área da Amazônia*, Petrópolis, Editora Vozes, 1978, 243 p.

IOTTI, Luiza Horn, « A política imigratória brasileira e sua legislação: 1822-1914 », *Anais do X Encontro Estadual de História : O Brasil no Sul – Cruzando Fronteiras entre o regional e o nacional*, Santa Maria, Universidade Federal de Santa Maria, 2010, 1-17 p.

JAEGER, Graciela Elis Reinheimer. História do voto no Brasil, Trabalho de Conclusão de Curso, Centro de Ciências Jurídicas, Universidade do Vale do Rio dos Sinos, São Leopoldo, 2004. 158 p.

JANOTTI, Maria de Lourdes Monaco, *Coronelismo: uma política de compromissos*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1992, 88 p.

LACOUTURE, Jean, *Jésuites/ I Les conquérants: une multibiographie*, Paris, Ed. du Seuil, 1991, 509 p.

LANDAIS, Etienne, « Appui à la mise en œuvre d'un programme de recherche écorégional en Amazonie Orientale brésilienne », *Rapport de Recherche INRA-CIRAD*, 1994, 28 p.

LAZZARI, Beatriz Maria, *Imigração e ideologia : reação do parlamento brasileiro à política de colonização e imigração (1850-1875)*, Porto Alegre, Escola Superior de Teologia São Lourenço de Brindes, 1980, 134 p.

LE BORGNE-DAVID, Anne, *Les migrations paysannes du sud-Brésil vers L'Amazonie: Le salariat plutôt que la malaria*, Paris, Editions L'Harmattan, 1998, 224 p.

LENHARO, Alcir, *Sacralização da política*, Campinas, Ed. Papyrus, 1986, 216 p.

LIMA, Deborah de M., « A construção histórica do termo caboclo: sobre estruturas e representações sociais no meio rural amazônico », *Novos Cadernos NAEA*, 1999, v. 2, n. 2, p 5-32.

LIMA, José Roberto de, et MAGALHÃES, Antonio Rocha, « Secas no Nordeste: registros históricos das catástrofes econômicas e humanas do século 16 ao século 21 », *Parcerias Estratégicas*, 2018 v. 23, n. 46, p. 191-212.

LINHARES, Maria Yedda Leite, « Pecuária, alimentos e sistemas agrários no Brasil (séculos XVII e XVIII) », *Arquivos do Centro Cultural Calouste Gulbenkian, Le Portugal et l'Europe Atlantique, le Brésil et l'Amérique Latine, Mélanges offerts à Frédéric Mauro*, 1995, v. 34, p. 5-16.

MACHADO, Paulo Pinheiro, *Lideranças do Contestado : a formação e a atuação das chefias caboclas (1912-1916)*, Campinas, Editora da UNICAMP, 2004, 397 p.

MAIA, João Marcelo Ehlert, « As ideias que fazem o Estado andar: imaginação espacial, pensamento brasileiro e território no Brasil Central », *Revista Dados*, 2010, v. 53, p. 621-655.

MANFROI, Olivio, « Emigração e identificação cultural a colonização italiana no rio grande do sul », *Estudos Ibero-Americanos*, 1975, v. 1, n. 2, p. 227-274.

MARIN, Rosa Elisabeth A., « Civilização do rio, civilização da estrada: transportes na ocupação da Amazônia no século XIX e XX (Paper 170) », *Papers do NAEA*, 2004, v. 13, n. 1, p. 1-25.

MARTINS, José de Souza, *Fronteira : a degradação do outro nos confins do humano*, São Paulo, Editora Contexto, 2009, 191 p.

MARTINS, Paulo Soder, « Dinâmica evolutiva em roças de caboclos amazônicos », *Estudos avançados*, 2005, v. 19, p. 209-220.

MEDEIROS, Euclides Antunes, *Encontros de sangue : cultura da violência na região dos Vales dos Rios Araguaia e Tocantins 1830/1930*, Thèse histoire, UFU, Wenceslau Gonçalves Neto dir., 2012, 281 p., [lieu de consultation : <https://repositorio.ufu.br/bitstream/123456789/16305/1/d.pdf>]

MEDRADO, Joana, Do pastoreio à pecuária: a invenção da modernização rural nos sertões do

Brasil Central, Thèse histoire, Universidade Federal Fluminense, Márcia M. de Menezes Motta dir., 2013, 255p. [lieu de consultation: <https://www.historia.uff.br/stricto/td/1443.pdf>].

MEDRADO, Joana, « A “guerra contra o zebu”: notas sobre o animal que dividiu as elites pecuaristas brasileiras », *RURIS (Campinas, Online)*, 2015, v. 9, n. 2, p. 269-302.

MENEZES, Fernando Dominience, *Enunciados sobre o futuro: ditadura militar, Transamazônica e a construção do “Brasil grande”*, Thèse histoire, UnB, Celso S. Fonseca dir., 2007, 155 p. [lieu de consultation: https://repositorio.unb.br/bitstream/10482/2510/1/2007_FernandoDominienceMenezes.PDF]

MERCADIER, Gilbert, « Les Aveyronnais dans la Pampa, Fondation, développement et vie de la colonie aveyronnaise de Pigüé, Argentine, 1884-1974 ? », dans : *Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien*, Ed. La Caravelle, 1978, p. 152-156.

MESCRAVIS, Laima, *História do Brasil Colônia*, São Paulo, Editora Contexto, 2015, 173 p.

MONDARDO, Marcos Leandro, « Os Caboclos no Sudoeste do Paraná: de uma “Sociedade Autárquica” a um grupo social excluído », *Revista Eletrônica História em Reflexão*, 2008, v. 2, n 3. p.1-21.

MONDARDO, Marcos, « A diáspora gaúcha e catarinense para o Paraná e a representação do " lugar do futuro" : a (re) invenção da região Sudoeste entre 1940-1970 », *Mneme-Revista de Humanidades*, 2010, v. 11, n. 27, p 203-217.

MONTEIRO, John Manuel, *Negros da terra: índios e bandeirantes nas origens de São Paulo*, São Paulo, Companhia das Letras, 1994, 382 p.

MORAES, M. I., « La pradera perdida: historia y economía del agro uruguayo », *Una visión de largo plazo, 1760- 1970*, Eds Linardi & Risso , Montevideo, 2008, 189p.

MORALES, Hermes, FERREIRA HOMEM, Valeria S., TOURRAND, Jean-François, *et al.* South American livestock farming expansion: the long way to sustainability, dans : KAMMILI, Trish, HUBERT, Bernard, et TOURRAND, Jean-François, *A paradigm shift in livestock management: from resource sufficiency to functional integrity*, 28th-29th June 2008, Hohhot, China, Cardère Editeur, Lirac, 2011, p. 73-84.

MORALES, H.G., CORONATO, F.C., CARVALHO, S.A., SARAVIA, A., SCHWEITZER, A., BURLAMAQUI, A.B., TOURRAND, J.F., Building New Human-Natural Systems for Sustainable Pasture Management in South-America, dans : DONG, S., KASSAM, K.A., TOURRAND, J.F., BOONE, R.B., *Building Resilience of Coupled Human-Natural Pastoral Systems in the Developing World: Exploration of Interdisciplinary Strategies for Sustainable Pastoralism*, New York, Ed Springer, 2016, p. 177-207.

MIYAMOTO, Shiguenoll, *Geopolítica e poder no Brasil*, Campinas, Papyrus, 1995, 257 p.

NAPOLITANO, Marcos, *História do Brasil República: da queda da Monarquia ao fim do Estado Novo*, São Paulo, Editora Contexto, 2016, 176 p.

NUNES, Francivaldo Alves, « A lei de terras e a política de colonização estrangeira na província do Pará », *Tempos Históricos*, 2012, vol. 16, no 2, p. 99-126.

OLIVEIRA, Ricardo Batista, Povos bárbaros ou fieis vassalos? Luta, negociação e protagonismo indígena diante do devassamento do Sertão da Farinha Podre e áreas contíguas (1750-1850), Thèse histoire, UFU, Mara Regina do Nascimento dir., 2016, 245 p., [lieu de consultation: <https://repositorio.ufu.br/bitstream/123456789/21512/1/PovosBarbarosFieis.PDF>].

OLIVEIRA, Semí Cavalcante de, « A economia cafeeira no Paraná até a década de 1970 », *Revista Vitrine da Conjuntura*, Curitiba, 2009, v.2, n.4, p 1-8.

PACHECO, Pablo, Populist and capitalist frontiers in the Amazon: Diverging dynamics of a agrarian and land-use change, Thèse Géographie, Clark University, TURNER II, Billie L. et Dianne Rocheleau dir., 2005, 327 p., [lieu de consultation : [__&Key-Pair-Id=APKAJLOHF5GGSLRBV4ZA](#)].

PARALIEU, Nathalie, Structuration des espaces pionniers et organisation des circuits commerciaux en Amazonie orientale: le cas du territoire transamazonien d'Altamira (Para-Brásil), Thèse Géographie, Paris X, Hervé Théry dir., 1998, 670 p., [lieu de consultation: <https://www.theses.fr/1998PA100092>].

PAULA, Dilma A. de, « Estado, Sociedade civil e hegemonia do rodoviarismo no Brasil » , *Revista Brasileira de História da Ciência*, Rio de Janeiro, v. 3, n. 2, jul-dez 2010, p. 142-156.

PEREIRA, Airton dos Reis, A luta pela terra no sul e sudeste do Pará: migrações, conflitos e violência no campo, Thèse Histoire, Regina B. Guimarães Neto dir., 2013, 278 p., [lieu de consultation: <https://repositorio.ufpe.br/handle/123456789/11582>].

PEREIRA, Gilson Laone, « “Soldados da borracha” – esquecidos ou não lembrados? », *Margens*, v. 8, n. 11, 2014, p. 199-217.

PESAVENTO, Sandra Jatahy, *O Brasil contemporâneo*, Porto Alegre, Editora da Universidade Federal do Rio Grande do Sul, 1991, 88 p.

PETRONE, Maria Theresa, *O imigrante e a pequena propriedade*, São Paulo, Brasiliense, 1982, 90 p.

PETRONE, Maria Theresa, Política imigratória e interesses econômicos (1824-1930), dans : Emigrazione europea e popolo brasiliano, *Atti del Congresso euro-brasiliano sulle migrazione* São Paulo, Roma, Centro Studi Emigrazione, 1987, p. 257-269.

PIKETTY, Thomas, *Le capital au XXIe siècle*, Paris, Média Diffusion, 2013, 1970 p.

PAULA, Dilma Andrade de, « Estado, sociedade civil e rodoviarismo no Brasil », *Revista Brasileira de História da Ciência*, Rio de Janeiro, v. 3, n. 2, jul/dez, 2010, p. 142-156.

PINHEIRO, Joely Aparecida Ungaretti, Conflitos entre jesuitas e colonos na America Portuguesa: 1640-1700. Thèse économie, Universidade Estadual de Campinas (UNICAMP), Fernando Antonio Novaes dir., 2007, 247 p., [lieu de consultation : <https://repositorio.unicamp.br/acervo/detalhe/399018>].

POCCARD-CHAPUIS, Rene, Les réseaux de la conquête, Élevage bovin et structuration de l'espace en Amazonie brésilienne, Thèse Géographie, Université de Paris X, Nanterre, France, Hervé Théry dir., 2004, 451 p. [lieu de consultation : https://agritrop.cirad.fr/589703/1/these_poccard%20PDF.pdf].

PRADO JÚNIOR, Caio, *Formação do Brasil contemporâneo*, São Paulo, Editora Companhia das Letras, 2004, 464 p.

PRIORI, Angelo et al., *História do Paraná: séculos XIX e XX*, Maringá, Eduem, 2012, 234 p.

RIADO, Pierre, *L'Amérique Latine de 1870 à nos jours : Economies, sociétés et vie politique*, Paris, Masson - Coll. Un Siècle d'Histoire, 1980, 235p.

REIS, Arthur Cezar Ferreira, *A Amazônia e a integridade do Brasil*, Brasília, Senado Federal, Conselho Editorial, 2001, 252 p.

RENHA, Carlos Eugenio, « A Superintendência do plano de valorização econômica da Amazônia, a política de desenvolvimento regional e o Amazonas (1953-1966) », *Anais do Simpósio XXIX Nacional de História*, Brasília, 2017, p. 1-18.

RICCI, Magda, « Cabanagem, cidadania e identidade revolucionária: o problema do patriotismo na Amazônia entre 1835 e 1840 », *Revista Tempo*, Niterói, 2007, v. 11, n. 22, p. 5-30.

ROCHE, Jean, « Un exemple d'instabilité de la population rurale dans un pays neuf: Les migrations rurales dans le Rio grande do Sul », *Annales Histoire, Sciences Sociales*, Cambridge University Press, 1954, p. 481-504.

ROCHE, Jean, *A colonização alemã e o Rio Grande do Sul*, Porto Alegre, Editora Globo, 1969, 806 p.

RODRIGUEZ, Helio Suêvo, « A importância da estrada de ferro para o estado de Goiás », *Revista UFG*, 2011, v. 13, n. 11, p. 69-47.

RODRIGUES, Marly, *A década de 50 : populismo e metas desenvolvimentistas no Brasil*, São Paulo, Editora Ática, 1996, 85 p.

SABOURIN, Eric, *Camponeses do Brasil entre a troca mercantil e a reciprocidade*, Rio de Janeiro, Ed. Garamond, 2009, 333 p.

SAES, Alexandre Macchione, et ROSA, Elton Rodrigo, « Mercado pontual: atuação estatal na formação da Feira de Gado de Três Corações (1900-1920) », *Revista Estudos Econômicos*, 2013, v. 43, n. 2, p.745-772.

SANDRI, Sandra Mara D., *Sulistas em Mineiros: a recriação da identidade, mémoire de maîtrise*, Pontifícia Universidade Católica de Goiás, Marcia M. de Mello dir., 2008, 136 p., [lieu de consultation : <http://tede2.pucgoias.edu.br:8080/handle/tede/2251>].

SANTIAGO, Alberto Alves, *O Zebu na Índia, no Brasil e no mundo*, Campinas, Instituto Campineiro de Ensino Agrícola, 1972, 744 p.

SANTIN, Silvino, *A imigração esquecida*, Porto Alegre, Editora Escola Superior de Teologia e Espiritualidade Franciscana, 1986, 96 p.

SANTOS, Edileuza dos, *Vila Arraias: espaço de sobrevivência, morte e núcleo de organização na luta pela terra na PA-150 (1970-1985), mémoire de maîtrise*, PPGHIS/UFGPA, Belém, Edilza J. O. Fontes dir., 2007, 166p. [lieu de consultation : https://bdtd.ibict.br/vufind/Record/UFGPA_0c75ba9bd31c3649e1efe2cc3113ed17].

SANTOS, Edivaldo Antonio dos, *Os Dominicanos em Goiás e Tocantins (1881-1930): fundação e consolidação da missão dominicana no Brasil, mémoire de maîtrise*, UFG, Luiz Palacin Gomes dir., 1996, 180 p. [lieu de consultation : <https://www.historiografia.com.br/tese/2667>].

SANTOS, Fabrício Lyrio, *Da catequese à civilização : colonização e povos indígenas na Bahia (1750-1800), mémoire de maîtrise*, Universidade Federal da Bahia / Faculdade de Filosofia e Ciências Humanas, Evergton Sales Souza dir., Salvador, 2012, 315 p. [lieu de consultation : <https://repositorio.ufba.br/handle/ri/11613>]

SANTOS, Jr. Roberto Araújo de Oliveira, *La cité domestique : stratégies familiales et imaginaire social sur un front de colonisation en Amazonie brésilienne*, Thèse de Doctorat Ethnologie, Université de Paris X., Nanterre, France, Jacques Galinier et Patrick Menget dir., 1993, 754p.

SAYAGO, Doris A. et al. (dir.), *L'Amazonie, un demi-siècle après la colonization*, Versailles, Editions Quae, 2012, 271 p.

SAYAGO, Doris A. et al., *Interactions sociétés-environnements en Amérique du Sud à l'aube du IIIe millénaire*. Montpellier, Éditeur CIRAD, 2018, 276 p.

SCHMINK, Marianne, et WOOD, Charles H., *Contested frontiers in Amazonia*, Columbia University Press, 1992. 387 p.

SCHWARCZ, Lilia Moritz, et STARLING, Heloisa Murgel, *Brasil: uma biografia*, São Paulo, Editora Companhia das Letras, 2015, 694 p.

SILVA, Fábio Carlos da, « A Companhia de Terras da Mata Geral e a privatização da floresta Amazônica no sul do Pará », *Paper do Núcleo de Altos Estudos Amazônicos*, NAEA, n. 251, 2009, p. 1-20.

SILVA, Hélio, *O primeiro século da república*, Rio de Janeiro, Ed. Jorge Zahar, 1987, 171 p.

SILVA, Iliane Jesuina da, *Estado e agricultura no primeiro governo Vargas (1930-1945)*, Thèse Economie, UNICAMP, Pedro P. Z. Bastos dir., Campinas, 2010, 261 p. [lieu de consultation : <https://repositorio.unicamp.br/acervo/detalhe/784992>].

SILVA, Ligia Maria Osorio, et SECRETO, Maria Verônica, « Terras públicas, ocupação privada: elementos para a história comparada da apropriação territorial na Argentina e no Brasil », *Economia e Sociedade*, 1999, v. 8, n. 1, p. 109-141.

SILVA, Roberto Antero da, « Controvérsias sobre a Rodovia Belém-Brasília no Tocantins. Revista Tocantinense de Geografia », *Revista Tocantinense de Geografia*, v. 6, n. 11, 2017, p. 99-113.

SIMMONS, Cynthia et al., « Spatial patterns of frontier settlement: Balancing conservation and development », *Journal of Latin American Geography*, v. 15, n. 1, 2016, p. 33-58.

SIST, Plinio, PIKETTY, Marie-Gabrielle, et VELOSO DE FREITAS, Joberto, « L'évolution du secteur bois en Amazonie », dans : SAYAGO, D. et al., (dir.), *L'Amazonie, une demi-siècle après la colonisation*, Paris E. Quae, 2010, p. 175-189.

SKIDMORE, Tomas, *De Getúlio à Castelo (1930-1964)*, São Paulo, Editora Companhia das Letras, 2010, 483 p.

SMITH, Nigel JH, *Transamazon highway: a cultural-ecological analysis of settlement in the humid tropics*, Berkeley, University of California, 1976, 245 p.

SODRÉ, Nelson Werneck, *Formação Histórica do Brasil*, São Paulo, Editora Brasiliense, 1964, 417p.

SOUSA, Michelle Louise, et PACHECO, Rafael Araujo, « A influência da rodovia Belém-Brasília no processo de desenvolvimento das cidades do Centro-Norte de Goiás », *Revista Geoaraguaia*, 2013, v. 3, n. 2, p. 246-262.

STEINBRENNER, Rosane A., « Mapeamento de rádios comunitárias na Amazônia como ferramenta ao desenvolvimento », *LOGOS 46 Rádio nas bordas – Cartografias da radiodifusão comunitária, livre e alternativa*, 2017, v. 24, n. 01, p. 78-92.

SPONCHIADO, Breno, *Imigração e quarta colônia*, Santa Maria, Ed. Palloti, 1996, 544 p.

TAGLIETTI, Dablio Batista, « A natureza social e econômica da Lei de Terras de 1850 », *Revista de Ciências Humanas*, v. 6, n. 7, 2005, p. 189-205.

TAVARES, Célia Cristina da Silva, *Entre a Cruz e a Espada : Jesuítas e a América Portuguesa*, mémoire de maîtrise, PPGH UFF, Ronaldo Vainfas dir., Rio de Janeiro, 1995, 169 p., [lieu de consultation : https://www.historia.uff.br/stricto/teses/Dissert-1995_TAVARES_Celia_Cristina_da_Silva-S.pdf].

THÉRY, Hervé, « Processus et formes de l'occupation du territoire en Amazonie », dans : THÉRY, Hervé, *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*, Paris, Belin, 1997, p. 12-23. 208 p.

THÉRY, Hervé, « Histoire d'un pionnier brésilien en Amazonie », *Géoconfluences*, 2016, p. 1-5. [lieu de consultation : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/le-bresil-ferme-du-monde/corpus-documentaire/histoire-dun-pionnier-bresilien-en-amazonie>].

TONI, Fabiano, *State-society relations on the agricultural frontier: the struggle for credit in the Transamazonica region*, PhD Thesis political science, University of Florida, Steven E. Sanderson dir., 1999, 273 p., [lieu de consultation : https://www.pliniocorreadeoliveira.info/TD_2014_State_Society_Relations_on_the_Agriculture.pdf]

TOURRAND, Jean-François, VAZ, Vania, DA VEIGA, Jonas B. et al., « Pionnier d'Amazonie : une vision particulière de l'incertitude », dans : ANCEY, Véronique, AVELANGE, Isabelle / DEDIEU, Benoît (dir.), *Agir en situation d'incertitude*, Brussels, Belgium, P.I.E. Peter Lang, Ed., Ecolpolis, 2013, v.17, p. 213-228.

TRECCANI, Girolamo D., *Violência e Grilhagem : instrumentos de aquisição da propriedade da terra no Pará*, Belém, Ed. UFPA-ITERPA, 2001, 600 p.

UZTARROZ, Ricardo, et SÉVILLA, Jean-Jacques, « Amazonie: la foire d'empoigne », *Autrement*, Hors-série, 1990, n. 49, 222 p.

VARES, Sidnei Ferreira de, « A dominação na República Velha: uma análise sobre os fundamentos políticos do sistema oligárquico e os impactos da Revolução de 1930 », *História: Debates e Tendências*, 2012, v. 11, n. 1, p. 121-139.

VAZ, Vania, CARVALHO, Soraia A., BARBOSA, Thiene, THALES, Marcelo C., MOURÃO, Moisés, CIADELLA, Nathalie, POCCARD-CHAPUIS Rene, et TOURRAND, Jean-François, « A pecuária na Agenda ambiental da Amazônia brasileira: percepções e Representações dos Atores locais », dans : ALMEIDA, Jalcione, GERHARDT, Cleyton, et MAGALHÃES, Sônia Barbosa, (dir.), *Contextos Rurais e Agenda Ambiental no Brasil: práticas, políticas, conflitos, interpretações - Dossiê 3*, Belém, 2012, p. 65-91.

VAZ, Vania, CARVALHO, Soraia A., BURLAMAQUI, Amauri B., POCCARD-CHAPUIS, Rene, DUARTE, Laura G., TOURRAND, Jean-François, « Livestock policy in Brazilian Amazonia Colonization », dans : TOURRAND et al., *Livestock Policy*, Cirad, Montpellier, France, 2020, p. 33-46.

VAZ, Vania, *A formação dos latifúndios no sul do Estado do Pará: terra, pecuária e desflorestamento*. Thèse Politique et gestion de l'environnement, Universidade de Brasília, Centro do Desenvolvimento Sustentável (UnB-CDS), Brasília, Doris Sayago dir., 2013, 168 p. [lieu de consultation : <https://repositorio.unb.br/handle/10482/14836>].

VEIGA, Jonas B., TOURRAND, Jean-François, PIKETTY, Marie-Gabrielle, POCCARD-CHAPUIS, Rene et al., *Expansão e trajetórias da pecuária na Amazônia: Pará, Brasil*, Edit. Univ. de Brasília, 2004, 162 p.

VEIGA, Jonas B., TOURRAND, Jean-François, PIKETTY, Marie-Gabrielle, ALVES, A.M., « Três décadas de vida dos colonos em Uruará-PA, na rodovia Transamazônica, Brasil », dans : WOOD, Charles H., TOURRAND, Jean François, TONI, Fabiano (dir.), *Pecuária, Uso da Terra e Desmatamento na Amazônia*, Brasília, Ed. UnB, 2015, p73-101.

VELHO, Otávio G, *Frente de expansão pioneira: estudo do processo de penetração numa área da Transamazônica*, Rio de Janeiro, Zahar, 1972, 172 p.

VIEIRA, Pedro A., « A inserção do “Brasil”¹ nos quadros da economia-mundo capitalista no período 1550-c.1800 : uma tentativa de demonstração empírica através da cadeia mercantil do açúcar », *Revista Economia e Sociedade*, Campinas, 2010, v. 19, n. 3 (40), p. 499-527.

VILLAS BOAS, Cláudio, et VILLAS BOAS, Orlando, *A Marcha para o Oeste*, São Paulo, Globo, 1994, 615p.

WALKER, Robert, MORAN, Emilio, et ANSELIN, Luc, « Deforestation and cattle ranching in the Brazilian Amazon: external capital and household processes », *World development*, 2000, v. 28, n. 4, p. 683-699.

WANDERLEY, Maria de Nazareth Baudel, « O Campesinato Brasileiro: uma história de resistência », *Revista de Economia e Sociologia Rural*, Piracicaba-SP, Vol. 52, Supl. 1, 2014. p.25-44.

WOOD, Charles H., PORRO, Roberto, *Deforestation and land use in the Amazon*, University Press of Florida, 2002, 400 p.

WOOD, Charles H., TOURRAND, Jean-François, TONI, Fabiano (dir.). *Pecuária, uso da terra e desmatamento na Amazônia: um estudo comparativo do Brasil, do Equador e do Peru*. Editora UnB, 2015, 284 p.

ZALLA, Jocelito, et MENEGAT, Carla, « História e memória da Revolução Farroupilha: breve genealogia do mito », *Revista Brasileira de História*, 2011, v. 31, p. 49-70.

ZEMELLA, Mafalda P., « Os ciclos do pau-brasil e do açúcar », *Revista de História*, 1950, v. 1, n. 4, p. 485-494.

Table des cartes

Figure 1.1 Les Amériques et le Brésil / Brasil (Org. ROCHA, 2022).....	14
Figure 1.2 États brésiliens et régions brésiliennes” (Org. ROCHA, 2022).....	15
Figure 1.3. Pico da Neblina et Le soulagement (Org. ROCHA, 2022).....	16
Figure 1.4. Carte de l’Amérique du Sud montrant les principales écorégions (CORONATO, 2017) IN (SAYAGO et al., 2018 p. 11).....	18
Figure 1.5: Les différentes dénominations de l’Amazonie.....	19
Figure 2.2: Les capitaineries du Brésil colonial à la fin du 16 ^e siècle (ROCHA, 2022).....	57
Figure 2.4: La formation et ocalisation des missions jésuites: Paraguay, Argentine et Brésil (ROCHA, 2022).....	67
Figure 2.4 : Le Etats et régions du Brésil, avec le Nordeste (ROCHA, 2022).....	78
Figure 6.1. Les grands fleuves d’Amazonie, et quelques-unes des routes ou parties de routes prévues (ROCHA, 2022).	223
Carte 6.2. Principales pistes/routes et programmes de colonisation de l’Amazonie brésilienne (THÉRY, 2016).....	224
Figure 7.1. Migrations des Paulistes vers le Sud du Pará dans les années 60.	243
Figure 7.2 Elaborée à partir d’une photo de la carte foncière établie en 1972 par Paraguassu (1972).....	254
Figure 8.1. Carte du Brésil avec les grandes pistes/routes de migration des Mineiros.....	261
Figure 8.2. Uruará, [Image satellite Landsat, https://earthexplorer.usgs.gov/].....	263
Figure 9.1 Carte du Brésil indiquant les lieux de migration des Sudistes ou Gauchos.....	294
Figure 9.2 : Les grands biomes au Brésil et dans l’Etat du Rio Grande do Sul	297
Figure 9.3. Les colonies de migrants dans l’Etat du Rio Grande do Sul au 19 ^e et 20 ^e siècle (ROCHE, 1954).....	298
Figure 9.4 : Progression du front pionnier gaúcho au Brésil de la fin du 19 ^e au début du 21 ^e siècle.....	305
Figure 9.5. La déforestation (en rouge) dans le Sud du Pará en 1983, 1990 et 2000 [Mosaïques d’images satellite Landsat, https://earthexplorer.usgs.gov/]	327
Figure 10.1. Lieux des trajectoires des migrants en provenance du Nordeste voisin	334

Table des tableaux et figures

Tableau 1.1. Origines des données concernant les trajectoires de migration présentées aux chapitres F, G, H, I	42
Tableau 11. Critères d'analyse du rôle des politiques publiques sur les migrations	360
Tableau 11.2. Rôle des politiques publiques brésiliennes sur les migrations dans le Brésil Colonial (fin 15 ^e - début 19 ^e siècle).....	363
Tableau 11.3. Rôle des politiques publiques brésiliennes sur les migrations dans le Brésil Impérial (19 ^e siècle).....	367
Tableau 11.4. Rôle des politiques publiques brésiliennes sur les migrations dans le Brésil Républicain (fin 19 ^e - mi 20 ^e siècle)	369
Tableau 11.5. Rôle des politiques publiques sur les migrations en Amazonie jusqu'à la dictature des 60s	371
Tableau 11.6. Rôle des politiques publiques brésiliennes sur les migrations en Amazonie sous la dictature 1964-1985.....	375
Photo 11.1. La Serra Pelada, par "Grupo Globo", 1991.....	377
Photo 11.2. "La fourmilière" de la Serra Pelada, par Rudi Böhm, 1981.....	378
Tableau 11.7. Rôle des politiques publiques sur la migration en Amazonie dans le Brésil démocratique (1985-2016)	382
Tableau 12.1. Spécificités du modèle Paulista de migration en Amazonie	401
Tableau 12.2. Spécificités du modèle Mineiro de migration en Amazonie	403
Tableau 12.3. Spécificités du modèle Sudiste/Gaúcho de migration en Amazonie	405
Tableau 12.4. Spécificités du modèle Nordestin de migration en Amazonie	407

Table des matières

Sommaire.....	3
Introduction générale.....	5
Partie I - Visions d'un pays divers : le Brésil entre colonisation et seconde guerre mondiale - politiques publiques et déplacements.....	11
Chapitre 1 - Cadre de l'étude, hypothèses de recherche, sources et méthodes.....	13
Introduction.....	13
1.1 Rappels de la géographie du Brésil pour mieux comprendre son histoire.....	13
1.2 L'Amazonie, biome sur lequel s'articule notre recherche.....	17
1.3 La notion de cycles dans l'histoire du Brésil et de l'Amazonie.....	20
1.4 La problématique, question et hypothèses de recherche.....	28
1.5 Le cadre institutionnel de la recherche et la période étudiée.....	33
1.6 Nos terrains de recherche.....	35
1.6.1 Le Sud du Pará.....	36
1.6.2 La Transamazonienne.....	37
1.6.3 Paragominas.....	38
1.7 Les sources d'information et les données utilisées.....	39
1.8 Traitement de l'information et analyse des données.....	44
Chapitre 2 - Le Brésil colonial : Eléments-clés de la colonisation vue comme processus d'occupation.....	49
Introduction.....	49
2.1 Spécificités de la colonisation portugaise.....	51
2.2 Les religieux, notamment les jésuites, dans le Brésil colonial.....	60
2.3 Colonisation du Sertão, impact foncier et migratoire de l'expansion de la culture de canne-à-sucre.....	71
2.3.1 L'économie sucrière coloniale basée sur l'esclavage.....	72
2.3.2 Les prémices de la colonisation du Sertão par l'expansion de la canne-à sucre.....	74
2.3.3 Impact de l'avancée de la canne-à-sucre sur l'élevage dans le Nordeste.....	76
2.3.4 Colonisation du Sertão par les migrants chassés par l'expansion de la canne-à-sucre et appelés <i>Sertanejos</i>	79
2.4 Installation de communautés <i>sertanejas</i> dans le Sud du Pará entre les deux cycles du caoutchouc 1879-1912 et 1942-45.....	84
2.4.1 Origine polysémique de la culture <i>sertaneja</i>	85
2.4.2 Installation des <i>Sertanejos</i> dans le Sud du Pará.....	89
2.4.3 Le Sud du Pará à l'époque du caoutchouc.....	91
Conclusion.....	96
Chapitre 3 - Les migrations dans le Brésil Impérial (1822-1889).....	101
Introduction.....	101
3.1 La fin de l'esclavage dans le Brésil impérial.....	103
3.2 Mise en œuvre de la politique d'immigration au Brésil.....	109
3.2.1 La naissance de la politique d'immigration dans le Brésil impérial.....	110

3.2.2	Système d' <i>Aviamento</i> ou le remplacement de la main-d'œuvre servile par des migrants	113
3.2.3	Le système de Colonat ou contrat de travail entre le planteur et ses colons	116
3.2.4	Expansion de migrations européennes dans la seconde moitié du 19 ^e siècle	118
3.3	Les migrations dans le Pará et l'Amazonie au 19 ^e siècle	123
	Conclusion	132
	Chapitre 4 – Le Brésil, de la “Vieille République” à la seconde guerre mondiale	137
	Introduction	137
4.1	La Vieille République	138
4.1.1	Premiers pas de la Vieille République notamment la Constitution de 1891	138
4.1.2	Les relations sociales et de travail en milieu rural sous la Vieille République	142
4.1.3	Les mouvements sociaux dans et contre la Vieille République	144
4.1.3.1	La Guerre de <i>Canudos</i>	145
4.1.3.2	La Guerre du <i>Contestado</i>	147
4.1.3.3	La grève des travailleurs agricoles de Ribeirão Preto dans l'Etat de São Paulo	148
4.2	La Révolution de 1930 et les prémices du Nouvel Etat (<i>Estado Novo</i>)	149
4.2.1	La Révolution de 1930	150
4.2.2	Les Prémices du Nouvel Etat (<i>Estado Novo</i>)	152
4.3	O <i>Estado Novo</i> (Nouvel Etat) et la Constitution de 1937	156
4.3.1	Les mesures radicales prises en termes de gouvernance	156
4.3.2	La Marche vers l'Ouest, clé de la construction de l'identité nationale	160
4.3.3	Les premiers pas de la Marche vers l'Ouest puis vers le Nord et l'Amazonie	163
4.3.4	Retour sur les effets de la Marche vers l'Ouest sur l'Amazonie	167
	Conclusion	171
	Chapitre 5 - Les Années de l'Après-Guerre au Brésil ou les Prémices de la Colonisation de l'Amazonie	173
	Introduction	173
5.1	Grandes étapes et éléments-clés de la politique d'après-guerre au Brésil	176
5.1.1	Importance et nécessité d'une politique d'intégration nationale de l'Amazonie	176
5.1.2	Migrations internes et différenciées via l'industrialisation et la propagande	184
5.2	Construction de Brasília et de l'identité brésilienne	189
5.2.1	Construction de Brasília au barycentre du Brésil pour mieux l'intégrer	189
5.2.2	Construction de l'identité brésilienne par les migrations spatiotemporelles	191
5.2.3	<i>Caboclos</i> et <i>Caipiras</i> , les autochtones autres qu'Amérindiens ou migrants	195
5.3	Colonisation du Goiás et du Paraná préfigurant celle de l'Amazonie	200
5.3.1	La colonisation du nord du Goiás	200
5.3.2	La colonisation du sud-ouest du Paraná	203
	Conclusion	208
	Conclusion de la 1 ^{re} Partie	209
	Partie II - Les différentes trajectoires de migration en Amazonie à partir du milieu du 20 ^e siècle : groupes, politiques et pratiques sociales	217
	Introduction de la 2 ^e partie	219

Chapitre 6 - De l'Amazonie des Fleuves à l'Amazonie des Routes : Contexte des grandes migrations de la seconde moitié du 20 ^e siècle.....	221
Introduction	221
6.1 L'Amazonie des fleuves	225
6.2 L'Amazonie des routes	230
6.2.1 La Belém – Brasília.....	231
6.2.2 La Transamazonienne	234
6.2.3 La piste PA-150	236
Conclusion	239
Chapitre 7 - Les trajectoires des Pionniers et Entrepreneurs Paulistes en Amazonie	241
Introduction	241
7.1 Les Paulistes, Pionniers de la colonisation de l'Amazonie Orientale	242
7.1.1 La trajectoire atypique du Pionnier Pauliste P1	244
7.1.2 La trajectoire du Pionnier Pauliste P2	246
7.1.3 La trajectoire du Pionnier Pauliste P3	248
7.1.4 La trajectoire du Pionnier P4.....	249
7.2 Les entrepreneurs paulistes venus avec le programme de défiscalisation	250
7.2.1 Programme de défiscalisation en échange d'un investissement en Amazonie	251
7.2.2 Le cadastre dans le Sud du Pará à la fin des années 60	253
7.2.3 Les années 70 et le début de la "Lutte pour la Terre" et la "Foire d'Empoigne"	255
Conclusion	257
Chapitre 8 - Les trajectoires en élevage des Mineiros et autres migrants du Sud-Est.....	259
Introduction	259
8.1 Trajectoire du Mineiro, éleveur familial laitier de la frontière amazonienne	261
8.2 Trajectoire du Mineiro, éleveur familial devenu petit fazendeiro	266
8.2.1 Trajectoire de M3: de l'élevage laitier au petit ranch puis au grand ranch	267
8.2.2 Trajectoire de M4: le petit ranch familial tremplin pour le commerce et la politique ...	269
8.2.3 Trajectoire de M5: le ranch, moyen le moins risqué ou le plus sûr de capitaliser	271
8.3 Trajectoire des Mineiros, grands éleveurs entre autres activités	276
8.3.1 Trajectoire de M6 : le grand ranch géré dans un cadre familial	277
8.3.2 Trajectoire de M7 : le Mineiro à la tête d'une filière en élevage.....	279
8.3.3 Trajectoire de M8 : le Mineiro forestier et éleveur	280
8.3.4 Trajectoire de M9 : le Mineiro entrepreneur en élevage, bois et agriculture	283
8.4 La relation particulière du Mineiro avec l'élevage.....	285
Conclusion	290
Chapitre 9 - Les trajectoires des Gauchos et de leurs descendants en Amazonie	293
Introduction	293
9.1 Construction progressive de l'identité gaúcha au cours des migrations au Brésil.....	295
9.1.1 Le migrant européen devient le Gaucho du Planalto, ou néo-Gaucho, différent du Gaucho traditionnel de la Pampa	296
9.1.2 La migration du Gaucho vers les Etats situés plus au Nord puis vers l'Amazonie	301

9.1.3	L'identité du Gaúcho à son arrivée en Amazonie.....	307
9.2	Les trajectoires des migrants gaúchos en Amazonie	311
9.2.1	Le Gaúcho reproduit en Amazonie son système de polyculture - élevage	312
9.2.1.1	Le couple G1 d'origine gaúcha dans une exploitation classique de polyculture – élevage	312
9.2.1.2	G2 d'origine gaúcha, d'une exploitation classique de polyculture - élevage vers l'élevage.....	314
9.2.2	Le Gaucho, innovateur du front pionnier amazonien.....	316
9.2.2.1	Le Gaúcho G3, d'une exploitation de polyculture-élevage à une grande cacaoyère .	316
9.2.2.2	Le couple G4 d'origine gaúcha innovateur dans la production laitière.....	318
9.2.2.3	G5, d'origine gaúcha, devenu un point d'ancrage de l'innovation sur la Transamazonienne.....	320
9.2.3	Le Gaucho, un acteur majeur du secteur du bois sur la Transamazonienne.....	324
9.2.4	Le Gaucho atypique et opportuniste dans n'importe quel secteur	328
	Conclusion	331
	Chapitre 10 - Les trajectoires des Nordestins en Amazonie	333
	Introduction	333
10.1	Chercheur d'or en Amazonie avant de s'installer sur sa terre	335
10.1.1	N1, vacher puis chercheur d'or avant de devenir petit colon sur sa terre	335
10.1.2	N2, chercheur d'or avant de s'installer sur sa terre dans une colonie	338
10.2	Ouvrier sur un grand chantier avant de s'installer sur sa terre	339
10.2.1	N3, ouvrier de la construction de la piste Belém – Brasília.....	339
10.2.2	N4, ouvrier de la construction de la piste Transamazonienne	340
10.3	Ouvrier agricole sur le front pionnier avant d'intégrer une colonie.....	342
10.3.1	N5 et N6 ou le long chemin du Nordestin pour arriver à sa terre.....	342
10.3.2	N7 et N8, trajectoire d'une communauté qui a migré en Amazonie.....	344
10.4.1	N9, fonctionnaire d'une institution publique de recherche	346
10.4.2	N10, employé permanent d'un ranch	347
10.5	Plusieurs migrations avant d'arriver et de s'installer en Amazonie	348
10.5.1	N11, du Nordeste dans l'Etat du Paraná puis sur la Transamazonienne.....	348
10.5.2	N12, plusieurs migrations avant de s'installer en Amazonie.....	350
10.6	Le Nordestin, plusieurs facettes du colon de l'avenir	352
10.6.1	N13, diversifié, structuré et innovateur.....	352
10.6.2	N14, construire autour des valeurs de la famille et de la communauté.....	355
10.6.3	N15, adepte et précurseur de la décroissance.....	357
	Conclusion	358
	Chapitre 11 - Le rôle des politiques publiques sur les migrations au Brésil et en Amazonie au cours de la seconde moitié du 20 ^e siècle.....	359
	Introduction	359
11.1	Méthode d'analyse du rôle des politiques publiques sur les migrations au Brésil.....	360
11.2	Rôle des politiques publiques sur les migrations dans Brésil Colonial.....	361
11.3	Rôle des politiques publiques sur les migrations dans Brésil Impérial.....	365

11.4	Rôle des politiques publiques sur les migrations dans Brésil Républicain.....	368
11.5	Rôle des politiques publiques sur les migrations en Amazonie avant l'arrivée des militaires au pouvoir en 1964.....	370
11.6	Rôle des politiques publiques sur les migrations en Amazonie sous la dictature	373
11.7	Rôle des politiques publiques sur les migrations en Amazonie dans le Brésil démocratique (1985-2016).....	381
	Conclusion	387
	Chapitre 12 - Différenciation des trajectoires de migration dans l'Amazonie de la seconde partie du 20 ^e siècle et au début du 21 ^e siècle	389
	Introduction	389
12.1	Politiques focalisées sur un ou plusieurs groupes de migrants	390
12.1.1	Attribution de vastes terres dans le Sud du Pará aux entrepreneurs Paulistes	391
12.1.2	Attribution de lots pour l'agriculture familiale sur la Transamazonienne ciblée sur les Sudistes, les Nordestins et les Mineiros	392
12.1.3	Politiques de financement spécifiques à un type de production agricole.....	395
12.1.4	Politiques d'infrastructures et grands chantiers localisés sur une zone impactent en priorité les potentiels migrants de la zone et des zones voisines	397
12.2	Modèles différenciés de trajectoires entre groupes de migrants.....	400
12.2.1	Les Paulistes	400
12.2.2	Les Mineiros	402
12.2.3	Les Sudistes ou Gauchos	403
12.2.4	Les Nordestins.....	405
12.3	Convergences des migrants et nouvelles différenciations des colons.....	407
12.3.1	Mimétisme venant de la vie dans un même territoire en construction	408
12.3.2	Une relation à la terre à la fois spécifique et partagée par tous les migrants.....	410
12.3.3	Retour sur le processus migratoire en Amazonie et au Brésil	413
	Conclusion	417
	Conclusion de 2 ^e partie.....	419
	Conclusion générale.....	423
	Sources	429
	Sources imprimées.....	429
	Sources en ligne.....	429
	Rapports d'entrevues, notes de terrain et sources orales	430
	Bibliographie générale.....	437
	Table des cartes.....	448
	Table des tableaux et figures.....	449
	Table des matières.....	450
	Résumé	
	Abstract	

Titre : Les différentes trajectoires des migrants dans la colonisation de l'Amazonie brésilienne de la seconde moitié du 20^e siècle: le rôle des politiques publiques

Mots clés : Amazonie brésilienne, migrations, politiques publiques

Résumé :

Notre thèse concerne la colonisation de l'Amazonie brésilienne à partir de la seconde moitié du 20^e siècle, en particulier la différenciation entre colons, selon leur origine géographique. Une hypothèse est l'existence d'une permanence socioculturelle construite avec le temps, qui perdurerait une fois les migrants installés sur leurs nouvelles terres. L'autre hypothèse est le rôle majeur des politiques publiques dans les migrations et cette différenciation. Quatre groupes de migrants ont été identifiés selon de leurs régions d'origine : Nordestins, Paulistes, Mineiros, Sudistes ou Gauchos. Chaque groupe ayant construit au cours de son histoire son propre ensemble de caractéristiques, la première partie de la thèse analyse dans l'histoire du Brésil divers éléments explicatifs de ces spécificités.

Dans la seconde partie de la thèse sont présentés les trajectoires/ spécificités de migration pour chaque groupe et l'analyse des trajectoires de migration ainsi que les politiques publiques ayant induit une différenciation dans les trajectoires de migration et donc influencé la permanence des spécificités. Il en ressort que tout au long de l'histoire du Brésil, les politiques publiques ont favorisé tant les migrations que les différences entre groupes de migrants, confirmant ainsi cette hypothèse. En revanche, si la permanence socioculturelle des groupes de migrants perdure lors de la migration puis au cours des premières années de l'installation, elle s'amenuise en quelques années, en lien avec la convergence des modes de vie des colons originaires des différents groupes, en lien notamment avec la scolarisation et les mariages intergroupes.

Title : Different trajectories of migrants in the colonization of the Brazilian Amazon in the second half of the 20th century: the role of public policies

Keywords : Brazilian Amazon, migrations, public policies

Abstract :

Our thesis concerns the colonization of the Brazilian Amazon from the second half of the 20th century, especially the differentiation between settlers, according to their geographical origin. One hypothesis is the existence of a socio-cultural permanence built over time, which would last once the migrants settled on their new plots. The other hypothesis is the major role of public policies in migration and this differentiation. Four groups of migrants were identified according to their regions of origin: Nordestins, Paulists, Mineiros, Southerners or Gauchos. Each group having built its own set of characteristics throughout its history, the first part of the thesis analyzes in the history of Brazil and diverse explanatory elements of these specificities.

The second part of the thesis describes the migration trajectories for each group/its specificities and the comparative analysis of the migration trajectories as well as the public policies that have induced a differentiation in the migration trajectories and therefore influenced the permanence of the specificities. It shows that throughout Brazil's history, public policies have favored both migration and differences between groups of migrants, thus confirming this hypothesis. On the other hand, if the socio-cultural permanence of migrant groups persists during migration and then during the first years of settlement, it diminishes in a few years, in connection with the convergence of the lifestyles of settlers from different groups, in particular in connection with schooling and having built its own set of characteristics throughout its history, the first part of the thesis analyzes in the history of Brazil and diverse explanatory elements of these specificities.